This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

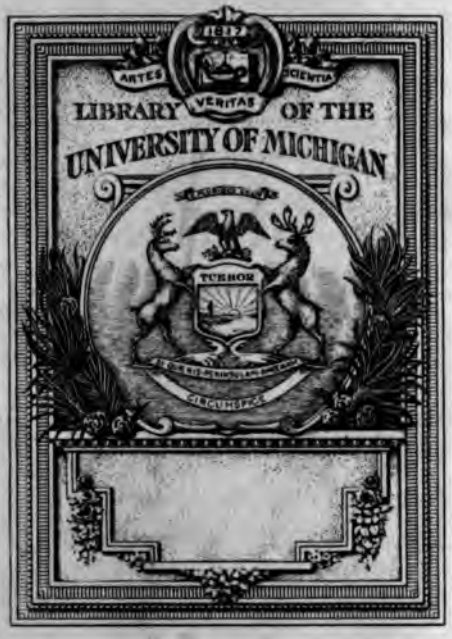
+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

A 847,410


1817
ARTES
VERITAS
SCIENTIA
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
TUEBOR

F
1233
.G27
1906

OUVRAGE COURONNÉ PAR L'ACADÉMIE FRANÇAISE

253
527
1906
V.2

PAUL GAULOT

L'EXPÉDITION DU MEXIQUE

(1861-1867)

D'APRÈS LES DOCUMENTS ET SOUVENIRS

DE

ERNEST LOUET

Payeur en chef du Corps Expéditionnaire

TOME SECOND

NOUVELLE ÉDITION

PARIS

ALBIN MICHEL, ÉDITEUR

22, RUE HUYGHENS, 22

716

L'EXPÉDITION

DU

MEXIQUE

(1861-1867)

OUVRAGE COURONNÉ PAR L'ACADÉMIE FRANÇAISE

L'EXPÉDITION DU MEXIQUE

(1861-1867)

D'APRÈS LES DOCUMENTS ET SOUVENIRS

DE

ERNEST LOUET

Payeur en chef du Corps Expéditionnaire

PAR

PAUL GAULOT

TOME II

NOUVELLE ÉDITION

PARIS

SOCIÉTÉ D'ÉDITIONS LITTÉRAIRES ET ARTISTIQUES

Librairie Paul Ollendorff

50, CHAUSSÉE D'ANTIN, 50

1906

Tous droits réservés.

PREMIÈRE PARTIE

L'EMPIRE

F
12
.G
1906
.2

R. J. St :
Blanchetaire
6-19-46
55811

PREMIÈRE PARTIE

L'EMPIRE

CHAPITRE PREMIER

Mesures de gouvernement. — Nouveaux ministres. — *L'Ère nouvelle.* — Programme conservateur et libéral du nouveau journal. — Instructions de l'Empereur à son ministre d'État et aux préfets. — Commissaires impériaux. — Registres de l'état civil laissés au clergé. — Création d'un Conseil d'État. — Nouveaux exploits de l'armée française. — Le maréchal renvoie une brigade en France. — Elle est remplacée par la légion belge. — Nécessité pour le commandant en chef de diminuer l'effectif suivant le traité de Miramar. — Instructions du maréchal Randon. — Craintes de l'Impératrice Charlotte. — Éloignement des généraux Miramon et Marquez. — Echos d'Europe. — Paroles de l'Empereur d'Autriche au Reichsrath (14 novembre). — Protestation de Maximilien.

— Le 12 juin, Maximilien a pris possession du trône; le 30 octobre, il vient prendre possession du gouvernement.

Telle était la formule que les partisans de l'empire faisaient circuler au moment de la seconde entrée de l'Empereur dans Mexico. Et, comme, sous une appa-

rence respectueuse, elle exprimait moins un fait que le désir universel, elle était fréquemment répétée.

C'était bien le dessein de Maximilien de gouverner; mais le malheur voulait qu'il ne se pénétrât pas des nécessités d'un gouvernement. Ainsi il avait été nommé empereur par une réunion de notables choisis par le ministre français : cette élection avait été ratifiée, — il tenait la ratification pour bonne, — par les votes d'une partie du peuple exprimés dans les actes d'adhésion qu'on avait mis sous ses yeux : il y puisait son droit de régner. Mais pour gouverner il fallait autre chose. Maximilien devait à ce peuple qu'il prétendait tirer d'un état anarchique ce qui fait la force des nations civilisés : une constitution. Il n'y pensa même pas, et personne n'y pensa pour lui.

Donc il n'y eut ni chambres, ni délégation populaire, ni contrôle quelconque des citoyens, ni participation des contribuables; rien! L'Empereur concentrait en ses mains tous les pouvoirs.

Cette situation n'eût point été sans avantages si Maximilien avait été un autre homme. Les pouvoirs dictatoriaux sont parfois bons pour tirer un peuple de l'état de décomposition où des années de troubles et de révolutions l'ont plongé; mais il faut que la main qui tient la barre gouverne sans faiblir, sans dévier; il faut enfin que la tête qui guide la main renferme ce quelque chose que les hommes admirent et maudissent parfois sous le nom de génie. Les fondateurs d'empire sont des despotes : tant mieux si la liberté vient ensuite!

Maximilien, sans corps élus autour de lui, restait donc seul exposé aux responsabilités du pouvoir; il

se borna à prendre des agents d'exécution, des ministres. On a vu qu'il avait confié les Affaires étrangères à M. Ramirez; il appela au ministère de la Guerre et à la Marine M. Peza; au ministère des Travaux publics, du Commerce et de l'Industrie, M. Robles Pezuela. C'étaient de bons choix : l'un et l'autre avaient été, sous la Régence, sous-secrétaires d'État dans les mêmes postes dont ils devenaient titulaires. Quelques jours plus tard il complétait son ministère en nommant M. Escudero y Echanove à la Justice, et M. Cortes Esparza à l'Intérieur. Tous appartenaient à ce nouveau parti qui représentait assez bien l'opinion moyenne.

Là était l'avenir : tout au moins le pensait-on parmi les représentants de la France. Pour donner à cette politique un appui efficace, M. de Montholon, notre ministre plénipotentiaire, avait résolu d'ajouter au poids de nos armes celui de cette autre puissance qui s'est développée avec tant de rapidité dans notre siècle et qui possède une force capable de pénétrer partout : la presse.

Il y avait bien à Mexico divers journaux, parmi lesquels l'*Estafette*, rédigée par un Français; mais l'*Estafette* ne représentait point la politique de l'intervention. M. de Montholon travailla à la création d'un nouveau journal, dont il confia la direction à un de nos compatriotes.

Le titre du journal, l'*Ère Nouvelle*, était excellent; le choix du directeur, M. E. Masseras, était heureux.

Écrivain distingué, M. Masseras était alors rédacteur en chef du *Courrier des États-Unis*. Il ne se trouvait point, par conséquent, un étranger sur une terre

étrangère. Il avait suivi de près, et en bonne place, tous les événements qui avaient amené la France et Maximilien à Mexico. Il était de ceux qui croyaient à la possibilité du succès, et c'est une justice à lui rendre qu'il fit, dans la sphère de son action, les plus louables efforts pour y contribuer.

L'*Ère Nouvelle* parut le 1er octobre. Le programme du journal était naturellement conservateur et libéral. Malgré ses origines, il ne séparait pas la cause de l'intervention de celle de l'empire, et il travailla à répandre les doctrines d'égalité devant la loi, d'abolition des privilèges du clergé et de la noblesse, qui correspondaient aux doctrines de 1789. C'était pour l'intervention un auxiliaire précieux et utile.

Dès son retour à Mexico, Maximilien, ébloui par les acclamations recueillies sur son passage, enivré de sa popularité, ne songeait qu'à détruire ce qu'il croyait les derniers restes de rébellion.

... Mes devoirs de souverain, écrivait-il le 3 novembre à son ministre d'État, m'obligent à protéger le peuple avec un bras de fer ; et, pour répondre aux besoins hautement exprimés en tous lieux, nous déclarons, comme chef de la nation, en pleine connaissance de notre mission sacrée et du devoir qui nous est imposé, que toutes les bandes armées qui parcourent encore quelques points de notre belle patrie, et répandent la désolation, le trouble et les menaces contre la liberté et le travail des citoyens laborieux, doivent être considérées comme des rassemblements de bandits, et tomber par conséquent sous les rigueurs inflexibles et inexorables de la loi...

... Si notre gouvernement respecte toute opinion politique, il ne peut tolérer les criminels qui violent la pre-

mière des libertés qu'il est appelé à garantir, celle des personnes et des propriétés.

Aux préfets politiques il donne des instructions analogues, leur recommandant surtout de se montrer sévère contre le vol et le pillage, qui ont discrédité le Mexique dans l'opinion du monde entier. Puis, avec cette imagination qu'il ne savait ni maîtriser ni régler, il embrasse, dans ses recommandations, tous les sujets qui se présentent à son esprit : l'entretien des routes, la salubrité publique, le développement de l'instruction publique et de l'agriculture, l'élevage des bestiaux, l'amélioration de la race chevaline, la recherche des mines de charbon, de mercure, de cuivre, l'état des terrains abandonnés, etc.

Pour stimuler le zèle des préfets, et dans l'espoir d'être mieux renseigné, il emprunte à Charlemagne l'institution des *missi dominici*, et il crée des inspecteurs chargés de tout voir, de tout entendre, et de rapporter à l'Empereur ce qu'ils auront vu et entendu.

Il n'oublia dans les attributions de ses préfets que la tenue des registres de l'état civil. Il la laissa aux mains du clergé, en lui imposant seulement l'obligation d'en remettre une copie tous les mois à l'administration civile.

Il compléta ces mesures de gouvernement par la création d'un Conseil d'État, auquel il donna comme attributions la rédaction des projets de lois et règlements, le jugement du contentieux administratif et de tous les cas de responsabilité des hauts fonctionnaires qui lui seraient soumis par l'Empereur.

La composition de ce Conseil portait la marque des

dispositions de Maximilien, c'est-à-dire que les conseillers étaient pris aussi bien parmi les cléricaux, comme MM. Elguerro (Hilario), Theodosio Lares, Fonseca (Urbano), que parmi les libéraux, comme MM. Lacunza (le président, Lopez Portillo, Ortigoza, Silicio (Manuel), complété par un prélat affichant des idées libérales, Mgr Ramirez, et le général Uraga, dernier rallié.

Il portait surtout la marque des dispositions de l'entourage de l'Empereur, en ce que presque tous ces conseillers étaient hostiles à la France.

Ces choix étaient d'autant moins justifiés que, si le gouvernement de Maximilien avait le loisir de légiférer et de créer un conseil d'État, c'était précisément aux armes de la France qu'il le devait. Chaque jour de nouveaux succès auraient dû le lui rappeler.

Ainsi le colonel Dupart battait le 20 novembre le général juariste Quezada, sur les limites de Durango et de Chihuaha. Le 22 novembre, c'était le colonel Clinchant qui, dans le sud-ouest de l'état de Guadalajara, dispersait les forces imposantes du général Arteaga. Maximilien en témoignait, du moins par lettre, sa satisfaction :

Encore un nouveau et brillant succès de votre brave armée à enregistrer, mon cher maréchal : je vous en félicite de tout cœur, et vous prie de m'adresser, le plus tôt possible, vos propositions de récompenses.

Si les journaux de demain pouvaient porter en Europe le récit de cette belle journée, je vous en serais reconnaissant.

Votre tout affectionné,

MAXIMILIEN.

Toutes ces victoires, en même temps qu'elles témoignaient de la bravoure de l'armée française et des services qu'elle rendait à l'empire, ne montraient que trop combien peu au fond le pays était pacifié et quel besoin on avait encore de notre coopération militaire. Aussi lorsque, dans les deux derniers mois de cette année 1864, le maréchal, obéissant au désir si souvent exprimé par Napoléon III, fit rentrer en France les premières troupes arrivées au Mexique avec le général de Lorencez, la batterie de la Garde impériale, le 2e zouaves, le 99e de ligne et le 1er bataillon de chasseurs à pied, le gouvernement mexicain vit cette mesure avec regret. L'arrivée de la légion belge, sous les ordres du colonel Van der Smissen, parut insuffisante à compenser ce départ.

L'Impératrice Charlotte se fit l'écho de cette impression dans une lettre adressée en Europe :

Il faut des troupes : les Autrichiens et les Belges sont très bons en temps de calme ; mais, vienne la tempête, *il n'y a que les pantalons rouges*. S'il m'est permis de dire toute ma pensée, je crois qu'il nous sera très difficile de traverser toutes les premières crises vitales si le pays n'est pas plus occupé qu'il ne l'est. Tout est fort disséminé, et il me semble qu'au lieu de rien rappeler, il aurait fallu augmenter. Je crains fort que le maréchal ne se repente de n'avoir pas écrit au mois d'octobre ce que nous lui avions demandé ; il a craint du mécontentement en France, et a, je crois, échangé un petit désagrément contre un plus grand.

Cette lettre reflète le sentiment, que beaucoup avaient alors et que beaucoup ont encore, qui consiste

à croire que le maréchal Bazaine était le maître absolu de faire ce qu'il voulait, et à lui attribuer conséquemment l'initiative de tous les actes de son administration. Cette erreur s'explique par l'ignorance où l'on était jusqu'à ce jour de la correspondance secrète que n'ont jamais cessé d'entretenir avec lui Napoléon III et le maréchal Randon. Napoléon III avait bien, dans une de ses lettres, déclaré qu'il lui donnait *carte blanche*; il n'en est pas moins certain qu'en toute circonstance le maréchal obéit aux ordres venus de Paris, et, pour le cas spécial qui nous occupe, voici un extrait d'une lettre du maréchal Randon (31 octobre) qui prouve surabondamment que, s'il renvoya des troupes, c'est qu'il ne pouvait faire autrement :

Je vous remercie de l'assurance que vous me donnez que le rapatriement des troupes que vous avez désignées pour rentrer en France n'éprouvera aucun retard, *car, s'il en avait été autrement, la question du budget de la Guerre eût été compromise*, et l'on aurait difficilement compris qu'à la suite des succès répétés que nos troupes obtiennent sur tous les points, et en raison de l'arrivée de ces 9000 Belges et Allemands, la convention arrêtée avec l'empereur Maximilien éprouvât un sursis d'exécution.

D'ailleurs, le maréchal avait un motif excellent de diminuer le corps d'occupation français : les Belges et les Autrichiens qui venaient au Mexique n'étaient point autant à dédaigner que paraissait le faire l'Impératrice Charlotte, et ils montrèrent en plusieurs rencontres qu'ils étaient « très bons » en d'autres temps que les « temps de calme ».

Dans cette même fin d'année, deux faits se passèrent

dont les conséquences, plus tard, eurent une singulière gravité.

D'abord, dans la crainte que le parti clérical, tenu à l'écart, ne cherchât à lui susciter des difficultés, Maximilien songea à éloigner les deux chefs militaires dont le nom pouvait servir de ralliement et guider l'opposition contre son gouvernement : c'étaient les généraux Miramon et Marquez.

On connaît leur histoire : Miramon avait occupé quelque temps le poste de président de la République mexicaine ; puis, exilé, il n'était rentré au Mexique qu'avec l'armée française. Quant à Marquez, général de nom, mais quelque peu bandit de caractère, il avait été, jusqu'à ce jour, l'homme à tout faire du parti clérical ; il ne reculait devant aucune violence, voire même aucune cruauté. De *Leonardo*, son prénom, la voix populaire avait fait *Leopardo*. Il avait rejoint les Français à Orizaba en 1862, et il est juste de reconnaître que pendant tout le temps où il avait servi à côté de nos troupes il n'avait manqué ni de discipline ni de loyauté ; mais c'était chez lui une attitude trop nouvelle pour qu'on s'y fiât complètement. Par prudence, on l'expédia au loin. Maximilien le nomma envoyé extraordinaire auprès de l'empereur des Ottomans, et inventa pour lui une mission non moins extraordinaire pour Jérusalem et le Saint-Sépulcre. Quant à Miramon, on le pria d'aller étudier à Berlin l'art des fortifications.

Il est à croire qu'ils ne furent dupes ni l'un ni l'autre de ces prétextes ; mais, jugeant sans doute que les temps n'étaient pas favorables pour eux au Mexique, ils obéirent et partirent, toutefois avec l'idée ar-

rêtée de revenir quand les circonstances seraient plus propices. On ne le vit que trop, et leur retour précipita les événements tragiques qui devaient accompagner l'agonie de l'empire.

L'autre fait, qui passa presque inaperçu en Europe grâce au tact du ministre des Affaires étrangères d'Autriche, n'est point à l'honneur de Maximilien, et il éclaire même d'un jour pénible la conduite qu'il tint plus tard lorsqu'il sembla s'obstiner à rester au Mexique après le départ des troupes françaises. Il montre que l'Archiduc, en signant le pacte de famille, avait entouré son adhésion de réserves mentales, et que, même au Mexique, sur le trône accepté par lui, il avait les yeux toujours tournés vers un autre trône...

Le 14 novembre, à l'ouverture des séances du Reichsrath, François-Joseph avait prononcé ces paroles :

« L'acceptation qu'a faite, avec mon consentement, » de la couronne impériale du Mexique mon frère, » l'archiduc Maximilien Ier, exigeait nécessairement un » règlement des droits d'agnation qui ont dû être pris » en considération. C'est pour cela qu'un pacte de » famille a été fait à Miramar, et mon gouvernement » est chargé de vous le communiquer. »

Maximilien répondit à ces paroles si simples et si naturelles par une protestation véhémente, adressée à son représentant près la cour de Vienne :

« Il est à peine croyable qu'un *pacte de famille* » puisse être l'objet d'une communication officielle » soumise à la discussion d'un parlement, sans le con- » sentement préalable des deux Empereurs. Néan-

» moins nous pouvons assurer que l'Empereur du
» Mexique n'a pas été le moins du monde consulté.
» Sans nul doute il eût été plus prudent que l'Empe-
» reur d'Autriche couvrît directement du voile le plus
» épais tout ce qui se rapportait à une convention in-
» time arrachée à son frère dans un moment suprême.
» On ne doit pas perdre de vue que c'est sur l'initia-
» tive de l'Empereur d'Autriche que le trône du Mexi-
» que a été offert à l'archiduc Maximilien ; que l'ac-
» ceptation de celui-ci a été subordonnée à la certitude
» donnée que la majorité de la nation l'appelait à
» l'empire ; que, pendant les négociations, dont les
» détails impatientaient la députation mexicaine, au-
» cune demande ni allusion d'aucune sorte n'a été
» faite relativement à l'aliénation des droits de la
» fortune privée de l'archiduc Maximilien, et que ce
» fut seulement aux derniers moments, lorsque déjà
» des promesses avaient été faites à l'Empereur et à
» la députation elle-même, lorsque des conventions
» avaient été contractées avec la France, et lorsqu'un
» refus aurait nécessairement entraîné les plus graves
» complications politiques en Europe, et compromis
» surtout la situation de l'Autriche, ce fut alors que
» l'Empereur François-Joseph, quittant sa capitale,
» accompagné de ses conseillers les plus intimes, vint
» précipitamment, à Miramar, demander à son frère
» la renonciation complète et générale à tous ses droits,
» de quelque nature qu'ils fussent.

» En souscrivant cette inqualifiable convention,
» même sans vouloir s'inquiéter de son contenu,
» l'Empereur Maximilien donnait à sa nouvelle patrie
» adoptive le témoignage le moins équivoque, et à

» l'Europe entière la preuve la plus évidente que rien
» ne pouvait l'arrêter, quand il s'agissait d'une pro-
» messe faite par lui. Toutefois, les diplomates les
» plus distingués et les jurisconsultes les plus experts
» qui ont, depuis, étudié froidement ce pacte de fa-
» mille s'accordent unanimement à déclarer qu'il
» doit être considéré comme nul et dérisoire.

« Sans vouloir nous étendre sur la légitimité et la
» validité des moyens employés pour arracher une
» signature sous l'influence d'événements dont nous
» pourrons faire ressortir la gravité *en temps opportun*,
» il nous suffira, pour le présent, de noter que les
» diètes, après avoir obtenu le consentement des deux
» Empereurs, sont seules compétentes pour régler les
» droits d'agnation qui modifient un acte de la Prag-
» matique-Sanction, et cela, quand elles sont convo-
» quées pour cet objet et d'accord avec les princes in-
» téressés, lesquels, dans le cas actuel, n'ont pas
» même été consultés. »

Les journaux rendirent à Maximilien le mauvais service de reproduire cette protestation.

Sans relever nombre d'erreurs de fait, telles que l'affirmation attribuant à l'initiative de l'Empereur d'Autriche l'offre de la couronne du Mexique, ou la déclaration que l'Archiduc avait signé le pacte de famille sans s'inquiéter de son contenu, nous demanderons : Que voulait Maximilien en rouvrant ce triste débat de famille? Insinuer qu'il n'était sûr ni de son droit ni de son avenir au Mexique? montrer qu'il ne faisait nul cas de sa signature? laisser soupçonner que, après avoir rêvé un empire dans le Nouveau-Monde, il en rêvait un autre dans l'Ancien?...

Tristes conjectures, dont aucune n'est à son honneur.

Le comte de Rechberg, ministre des Affaires étrangères d'Autriche, déclara que, s'il recevait la moindre communication officielle de cette protestation, il avait ordre d'y répondre en envoyant immédiatement ses passeports au ministre mexicain.

On se le tint pour dit, et la rupture n'eut rien d'officiel.

CHAPITRE II

Le clergé mexicain. — La question religieuse. — Les biens ecclésiastiques nationalisés. — Origine de ces biens. — Capitaux et valeurs mobilières. — Dangers de ces biens de main-morte. — Mesures prises par le président Comonfort. — Zuloaga rapporte la loi. — Fraudes et simulations découvertes. — Confiscation décrétée par Juarez (13 juillet 1859). — L'intervention française arrête l'effet de ce décret. — Incidents survenus pendant la Régence. — La solution de ces questions remise à la venue de l'Empereur. — Impossibilité de revenir sur les faits accomplis. — Napoléon III conseille une solution analogue à celle donnée en France à la suite de la Révolution. — Maximilien, pour vaincre les résistances du clergé, attend l'appui du Pape. — Il sollicite auprès de la cour de Rome l'envoi d'un nonce. — Lettre de M. Ramirez à M. Aguilar (22 juillet 1864). — Arrivée de Mgr Meglia, nonce du pape. — Réception solennelle (18 décembre). — Première entrevue. — Lettre de Pie IX à Maximilien. — Propositions de l'Empereur. — Les négociations rendues impossibles. — Entrevue du nonce et du ministre des Affaires étrangères. — Entrevue du nonce et de l'Impératrice Charlotte. — Refus de négocier constaté par écrit. — Lettre de l'Empereur à M. Escudero. — Protestation du nonce. — Riposte du ministre des Affaires étrangères. — Décret du 7 janvier 1865. — Note du nonce à M. Ramirez (19 janvier). — Note de M. Ramirez au nonce (29 janvier). — Départ du nonce. — Envoi d'une mission mexicaine auprès du Pape. — Mesures prises par le gouvernement pour régler les questions religieuses. — Lettre du maréchal Randon prévoyant ces difficultés (15 janvier 1865).

Un certain baron de Graux, ancien chargé d'affaires de Belgique, s'était établi à Mexico. Dans le cou-

rant du mois de juillet 1864, il sentit sa fin approcher. Il manifesta le désir de se confesser, et manda un prêtre auprès de lui. Celui-ci lui refusa l'absolution. Le moribond avait, en effet, sur la conscience deux péchés bien graves : il avait jadis acquis légitimement des biens nationalisés, et il avait prêté serment à la Constitution de 1857. Or il s'obstinait à ne s'en pas repentir, c'est-à-dire qu'il ne voulait ni restituer les biens au clergé, ni signer une rétractation de son serment.

La famille eut alors l'idée d'appeler l'aumônier en chef de l'armée française, l'abbé Testory ; mais aussitôt l'archevêque de Mexico intervint, et refusa à l'abbé les pouvoirs de confesser le baron de Graux s'il ne prenait l'engagement *de faire restituer les biens ayant appartenu au clergé et de faire rétracter le serment à la Constitution libérale* [1]. L'abbé, en présence de ces exigences, n'avait qu'un parti à prendre : il se récusa.

Pendant que duraient ces débats, le moribond s'en alla dans l'autre monde : il n'avait pas reçu son absolution, mais le clergé n'avait pas recouvré ses biens.

Cet incident n'était point un fait isolé. Les prétentions des confesseurs amenaient quelquefois de singulières transactions : ils avaient inventé ce qu'on pourrait appeler l'absolution conditionnelle. Dans son rapport du 10 septembre, le commandant en chef en donne un singulier exemple :

Le Clergé se montre toujours remuant et intolérant.

1. Lettre de l'abbé Testory au général en chef (16 juillet 1864).

Un refus d'absolution a encore eu lieu, ces jours derniers, à Queretaro, sous prétexte que le moribond était détenteur de biens nationalisés, et devait, avant de recevoir l'absolution, renoncer, pour lui et les siens, aux droits acquis sur ces biens. *Il a fallu transiger*, et le mourant s'est engagé par écrit à se soumettre à la décision impériale à intervenir dans la question. L'Empereur a été informé de ce fait.

D'ailleurs que pouvait-on attendre d'un clergé aussi violent, ignorant et dissolu que le clergé mexicain? Dans le rapport que le maréchal remit à Maximilien, le 3 novembre, il dit tout haut ce que les officiers de l'armée française avaient constaté dès leur arrivée :

L'influence du Clergé m'est signalée comme s'exerçant d'une manière fâcheuse et peu propre à inspirer aux populations des idées d'ordre et de moralité. Certains prêtres vivent publiquement avec femmes et enfants; d'autres refusent la sépulture à des malheureux dont les familles ne peuvent acquitter les frais d'enterrement, dont les prix sont loin d'être modiques.

On parle tout haut de donations arrachées à des esprits faibles pour doter telle église ou tel couvent.

Je ne crois pas inutile de signaler à Votre Majesté une tactique du clergé qui consiste à faire passer dans la catégorie des *biens moraux* le plus qu'il peut des biens ecclésiastiques, s'appuyant pour cela sur un arrêté de M. le maréchal Forey qui classe les *biens moraux* parmi ceux qui ne devront pas être soumis à la révision et seront rendus de suite à l'autorité ecclésiastique...

Il était nécessaire de donner ces détails avant d'a-

border l'exposé de la question religieuse. Il faut ajouter que les mœurs du clergé mexicain, quelque déplorables qu'elles fussent, étaient en quelque sorte la résultante forcée de sa situation matérielle. Les immenses richesses qu'il possédait produisaient deux effets également mauvais : d'abord beaucoup d'individus se faisaient prêtres sans vocation aucune, uniquement pour jouir d'un bien-être aisément acquis; ensuite les prêtres devaient donner à l'administration de ces richesses le temps qu'ils auraient dû consacrer à l'exercice de leur ministère. On a vu que certains d'entre eux préféraient toucher leurs fermages et leurs revenus plutôt que de baptiser de pauvres Indiens.

D'où provenaient ces biens? Leur première origine remonte à Fernand Cortez, qui, lors de la conquête, avait distribué au clergé une large part de biens-fonds; puis, la classe riche étant très attachée à la religion, des donations par testaments et même entre vifs avaient accru ce patrimoine, qui, possédé par une personne morale, ne diminuait jamais. En 1849, on l'évaluait, suivant les calculs les plus modérés, à 470 millions de piastres, soit 2 milliards 300 millions, dont le dixième se trouvait dans la seule ville de Mexico et sa banlieue.

La propriété immobilière totale, dans le Mexique entier, étant de 1.350 millions de piastres environ, on voit que le clergé à lui seul en possédait un bon tiers.

Quant à la fortune mobilière, il est plus difficile de l'évaluer, même approximativement; on a cependant des bases assez sérieuses. Ainsi, en 1797, un évêque

mexicain, demandant au vice-roi que le droit établi par le gouvernement espagnol sur les prêts hypothécaires ne fût pas appliqué à ceux faits par le clergé, évaluait les sommes disponibles susceptibles d'être soustraites au droit à 45 millions de piastres. Évidemment il diminuait plutôt qu'il n'augmentait le chiffre exact.

En 1831, cette évaluation était portée à 75 ou 80 millions. Comme cette fortune mobilière s'était accrue depuis cette époque, par les mêmes moyens qui l'avaient créée, il est permis de croire que vers 1860, et c'est l'opinion des gens compétents, elle atteignait 150 millions de piastres, soit 750 millions de francs.

L'énoncé seul de ces chiffres énormes montre quelle puissance pouvait trouver le clergé dans ces ressources devenues inépuisables ; l'histoire du Mexique pendant les années qui ont suivi l'Indépendance prouve quels dangers cette puissance a fait courir à la société civile. Et la condamnation du clergé mexicain en ressort trop évidente : il n'a pas fait servir une seule fois ses immenses trésors à des intérêts spirituels, mais toujours à des intérêts matériels.

Lorsqu'un individu, une famille ou une association arrive à posséder de telles richesses, il est du droit de la société de se défendre contre cette puissance nouvelle. Il serait puéril d'invoquer en cette circonstance les droits du travail. Les produits du travail sont sacrés ; mais peut-on considérer comme produits du travail des biens acquis par des donations, sans l'effort personnel des acquéreurs ?

C'est l'opinion de beaucoup d'esprits sages, et notamment celle d'un prêtre bon juge en l'espèce, puis-

qu'il s'agit de l'abbé Testory, aumônier en chef de l'armée française, lequel rédigea, en juin 1864, un mémoire sur cette question. On y trouve ce passage significatif :

Si, dans un empire, une classe d'hommes quelconque s'empare, même légalement, même légitimement, d'une trop grande portion de la propriété, la nation languit, elle souffre, elle dépérit, elle manque de cette émulation au travail que donne l'espoir et le désir de posséder...

Saus doute, tous les membres de la société ne parviendront pas à posséder : il y aura toujours parmi les hommes une grande inégalité dans la fortune, comme il existe une véritable inégalité dans les intelligences; mais, en principe, il faut que la propriété soit accessible à tous comme à chacun, et lorsqu'une corporation possède, et possède à tout jamais une trop grande quantité de terres, dès lors l'accessibilité à la propriété devient trop difficile; elle devient même tout à fait illusoire.

Chez un simple particulier, la possession territoriale, quelque exagérée qu'on la suppose, n'est en réalité que transitoire : les ventes ou les successions la diviseront bientôt et la morcelleront inévitablement. Il n'en est pas de même des biens de main-morte. Les biens appartenant à un corps qui ne meurt pas ne peuvent se diviser; tout au contraire, ils ne peuvent que grandir, que grandir encore, que grandir toujours. Ils ressemblent à une tache d'huile tombée sur un morceau de drap : petite dans le commencement, elle s'augmente, elle s'étend, elle s'élargit, elle finit par tout envahir.

Or il est certain que l'État, qui est chargé par la société de sauvegarder les intérêts généraux de la Nation, non seulement peut, mais encore est rigoureusement obligé d'établir des lois pour combattre et détruire au

besoin cet accaparement progressif et continuel de la propriété, accaparement que nous regardons comme la plus déplorable de toutes les injustices, parce qu'elle veut s'abriter sous le manteau de la justice même.

Les hommes raisonnables, au Mexique, voyaient le danger grandir chaque jour. Enfin le général Comonfort, président de la République, se décida, sur un remarquable rapport de M. Miguel Lerdo de Tejada, à prendre des mesures pour parer à cet état de choses.

Un premier décret, signé le 25 juin 1856, ordonnait la vente immédiate, aux enchères publiques, de tous les immeubles, appartenant aux congrégations civiles et religieuses, à l'exception des édifices destinés au service du culte. Le produit total des ventes effectuées restait acquis aux corporations.

Le gouvernement voulait donc par là empêcher le clergé d'être *propriétaire* ; mais il lui permettait de rester *capitaliste*. Le Trésor ne s'emparait de rien ; son seul avantage consistait dans la perception des *alcabalas* ou droits de mutation.

Ces mesures déplurent au clergé, qui chercha à éluder cette loi, dite, « de réforme », par tous les moyens possibles. Le meilleur qu'il crut devoir employer fut de travailler au renversement de Comonfort. Il arriva à ses fins au commencement de 1858, et Zuloaga, devenu président, se hâta d'abroger le décret du 25 juin 1856. Il ne s'en tint pas là : il annula tous les effets des aliénations effectuées déjà. Un délai de quinze jours était donné aux nouveaux propriétaires pour rendre, sous peine d'amende et de prison, tous les titres de propriété, les biens ainsi

rendus étant déclarés libres de toutes charges hypothécaires résultant soit des ventes soit des emprunts contractés pour en payer le montant.

Le parti clérical se serait cru maître incontesté et éternel des destinées du Mexique, que peut-être on aurait compris cette conduite; mais, dans un pays sujet à tant de bouleversements, il fallait être follement imprudent pour promulguer ainsi des lois qui établissaient le principe de la rétroactivité, et qui, en annulant les contrats hypothécaires, allaient jusqu'à favoriser la spoliation de créanciers de bonne foi. N'était-ce pas en quelque sorte justifier par avance les mesures analogues que ne manquerait pas de prendre le parti libéral à son premier retour offensif?

C'est ce qui eut lieu. Miramon, qui avait remplacé Zuloaga, fut renversé et chassé par Juarez (1860).

Chaque parti allant toujours plus avant que le précédent dans la voie des représailles, cette fois ce ne fut plus des demi-mesures que prit le gouvernement. Il ne voulait point laisser à ses adversaires les richesses avec lesquelles il avait été combattu; il voulut déjouer aussi les fraudes qui s'étaient naïvement dévoilées dans les restitutions nombreuses faites au clergé par de prétendus acquéreurs, dès l'arrivée au pouvoir de Zuloaga. Sous le nom de « lois de nationalisation », il décréta la confiscation pure et simple de toutes les propriétés et de toutes les valeurs mobilières du clergé, à l'exception des édifices désignés par le gouvernement pour le service du culte. Les biens-fonds pouvaient être payés 2 cinquièmes en bons de la dette intérieure (qui valaient de 6 à 8

p. 100 de leur valeur nominale) et 3 cinquièmes en *pagares* ou traites à 60 jours d'échéance.

Un agiotage énorme s'établit sur ces ventes, et la confusion la plus complète s'ensuivit. Des acheteurs, les uns étaient sérieux, et avaient réellement payé ; les autres avaient plus ou moins fraudé. Bref, cette situation ne fit que s'aggraver jusqu'au moment de l'intervention française.

Le parti clérical tenta alors de prendre l'offensive. On a vu les difficultés qu'il suscita au gouvernement de la Régence. Et cependant le général Forey avait, dans sa proclamation aux Mexicains, nettement déclaré que « les propriétaires des biens nationaux qui » ont été acquis régulièrement et conformément à la » loi ne seront nullement inquiétés et resteront en » possession de ces biens : les ventes frauduleuses » seules pourront être l'objet d'une révision ».

Quant à la solution définitive, destinée à mettre un terme à cette confusion, chacun l'attendait du nouvel Empereur. Lui seul semblait avoir l'autorité nécessaire pour l'imposer.

La tâche du souverain était délicate, mais non inexécutable. La question, tout d'abord, était improprement appelée « religieuse ». Le dogme n'était pas en jeu, non plus que les personnes. Il ne s'agissait point de rétablir un culte proscrit, de rappeler d'anciens prêtres ou d'exiger leur démission, comme cela s'était présenté chez nous en 1801 : il ne s'agissait que d'intérêts matériels. Le clergé avait été dépouillé de ses biens : fallait-il les lui rendre ? fallait-il les confisquer ? fallait-il les garder, en lui donnant une compensation ?

Le premier parti était radicalement impossible : comment revenir sur des ventes effectuées loyalement, sur des faits accomplis suivant les lois de l'État ? Maintenir la spoliation purement et simplement, c'était sanctionner une injustice, et de plus mettre le clergé dans l'impossibilité de vivre. Le meilleur parti à prendre était d'imiter ce qui avait été fait en France dans une situation analogue : donner au clergé une compensation, en assurant aux prêtres un traitement.

Cette solution était celle conseillée par Napoléon III. Pour y parvenir, il fallait vaincre les résistances du clergé ; comme en 1801, le Pape seul pouvait obtenir ce résultat. Voici pourquoi Maximilien attendait impatiemment de la Cour de Rome l'envoi d'un nonce, avec lequel on discuterait les divers points en litige et on établirait les bases d'un concordat.

On sait que malheureusement Maximilien avait négligé, pendant son séjour à Rome, d'aborder avec le Souverain-Pontife le fond même de la question. Mais dès le 22 juillet M. Ramirez écrivait à M. Aguilar, ministre du Mexique à Rome, et le chargeait de solliciter de Pie IX l'envoi d'un représentant. Il ajoutait :

... Sa Majesté m'ordonne de dire à Votre Excellence qu'elle doit employer toute la prudence, toute la modération et la courtoisie qui la caractérisent pour faire connaître à Son Excellence le cardinal secrétaire d'État que, si le nonce de Sa Sainteté ne se trouve pas ici en temps opportun, l'Empereur se verra forcé, à son grand regret, de dicter des mesures que réclament la paix et la tranquillité du pays, en tenant compte toutefois des mé-

nagements qu'exigent les intérêts de l'Église et de la religion, lesquels lui sont également chers.

Le temps s'écoulait, aggravant les difficultés et excitant les partis en présence. Les incidents pénibles, comme ceux cités plus haut, se multipliaient. Le gouvernement impérial usa néanmoins de patience. Enfin, le 7 décembre, le nonce tant attendu arriva. C'était Mgr Meglia, archevêque de Damas.

On lui fit une réception solennelle. Le 10 décembre, on le conduisit en grande pompe au palais impérial. Il prononça, en français, un discours auquel Maximilien répondit en espagnol. L'empereur s'y montrait rempli d'espoir dans le succès :

Le gouvernement mexicain, catholique, loyal et basé sur la vraie liberté, ne manquera pas à ses devoirs, et c'est avec ces sentiments qu'il reçoit le digne représentant du Vicaire du Christ, plein de la confiance que sa venue est le premier pas vers un mutuel et durable accord, que Dieu bénira.

Quelques jours après eut lieu la première audience d'affaires (17 décembre). Mgr Meglia remit une lettre de Pie IX à Maximilien. Ce fut pour celui-ci une première déception : la lettre n'était qu'une longue plainte sur les malheurs de l'Église catholique au Mexique, et elle renfermait l'énoncé d'exigences peu en rapport avec la situation :

Sire,

Quand, au mois d'avril dernier, avant de prendre les rènes du gouvernement du nouvel empire mexicain, Vo-

tre Majesté se plut à venir dans notre capitale pour vénérer le tombeau des saints apôtres et recevoir la bénédiction apostolique, nous lui avons représenté la douleur profonde dont notre âme était pleine à la vue du lamentable état où les révolutions avaient réduit tout ce qui tenait à la religion dans la nation mexicaine...

... Votre Majesté a dû facilement comprendre combien nous étions heureux de voir poindre l'aurore de jours de paix pour l'Église du Mexique, grâce à l'établissement du nouvel empire... Nous attendions de jour en jour ses premiers actes... Nos espérances ayant été déçues jusqu'à ce jour..., il ne nous est pas possible de ne pas nous adresser à Votre Majesté, de ne pas en appeler à la rectitude de ses intentions, à l'esprit catholique dont elle a donné les preuves éclatantes en d'autres occasions, et aux promesses qu'elle nous a faites de protéger l'Église...

Pie IX exposait ensuite la mission confiée au nonce :

... Nous l'avons chargé à la fois de demander en notre nom la révocation des funestes lois qui, depuis si longtemps, oppriment l'Église, et de préparer, avec la coopération des évêques et avec le concours du Siège apostolique, s'il est nécessaire, la réorganisation complète et désirée des affaires ecclésiastiques.

Votre Majesté sait bien que, pour remédier efficacement aux maux causés par la Révolution et pour rendre le plus tôt possible des jours heureux à l'Église, il est nécessaire que la religion catholique, à l'exclusion de tout autre culte dissident, continue à être la gloire et l'appui de la nation mexicaine; que les évêques soient entièrement libres dans l'exercice de leur ministère pastoral; que les ordres religieux soient rétablis et réorganisés conformément aux instructions et aux pouvoirs que nous avons

donnés; que le patrimoine de l'Église et les droits qui s'y rattachent soient sauvegardés et protégés; que personne n'obtienne la faculté d'enseigner et de publier des maximes fausses et subversives; que l'enseignement, tant public que privé, soit dirigé et surveillé par l'autorité ecclésiastique, et qu'enfin soient brisées les chaînes qui, jusqu'à présent, ont retenu l'Église sous la dépendance et l'arbitraire du gouvernement civil...

La tristesse de l'Empereur égala sa surprise : la lecture de ce document n'était que trop faite pour causer l'une et l'autre.

Il n'y a pas lieu d'examiner ici les idées exprimées par le Souverain-Pontife touchant le rôle qu'il assignait, dans sa pensée, et à l'Église et au Gouvernement : l'une souveraine maîtresse, l'autre protecteur et vassal. Ce sont là des théories qui ne sont guère applicables aujourd'hui : les plus forts s'y brisent. On l'a bien vu lorsque M. de Bismarck a voulu les mettre en pratique dans l'intérêt de sa religion d'État... Nous nous demanderons simplement comment Pie IX pouvait être assez oublieux de la situation de Maximilien pour lui exposer de telles prétentions!

Croyait-il donc avoir affaire à un monarque absolu, incontesté, établi fermement sur son trône? Pensait-il que ce monarque absolu n'avait qu'un signe à faire pour annuler les effets de lois antérieures, pour pétrir et remanier un peuple à sa volonté? Ne savait-il donc pas que, souverain d'intronisation récente, Maximilien était combattu militairement par une partie de la nation, politiquement par une partie de ses adhérents, et qu'il se maintenait par les seules armes de

la France? Pie IX s'imaginait-il que la France, libérale en Europe, deviendrait théocratique en Amérique, et chercherait à établir au Mexique tout ce qu'elle avait, chez elle, jugé mauvais et rejeté?

Puis, pourquoi soulever tant de questions, énoncer tant d'exigences? Avant d'établir la domination du clergé sur l'enseignement, sur la presse, sur le gouvernement, en un mot, avant d'assurer le triomphe de l'Église sur la société civile, il y avait à résoudre la question spéciale, cause première et jusqu'à présent unique des négociations avec le Saint-Siège. C'était là une besogne bien suffisante.

Il est vrai que Pie IX la résolvait d'un mot, et ne paraissait pas admettre de discussion. Il fallait, selon lui, révoquer les « funestes lois de réforme ». Oui, mais comment? Était-il au pouvoir de personne d'effacer leurs traces dans le passé? Était-il juste de ne tenir aucun compte des intérêts légitimes créés par elles? Et, de plus, Maximilien eût-il possédé ce pouvoir, était-il bon de lui conseiller d'en user? Il fallait le supposer bien naïf ou bien aveugle pour croire que, après avoir vu tous les abus causés par ces richesses entre les mains du clergé, il se hâterait de lui rendre de pareilles armes et de se mettre sous sa dépendance, comme l'avaient été tous les gouvernements qui l'avaient précédé? Le pape lui-même ne pouvait trouver bon que le clergé possédât des biens de beaucoup supérieurs à ses besoins, aux besoins du culte, et dans lesquels il ne puisait qu'une funeste propension à la paresse et à l'immoralité.

Cent raisons pour une combattaient les termes de la lettre remise à Maximilien; mais prévaudraient-

elles contre la volonté immuable de Pie IX? L'Empereur, dès cet instant, en douta, et ce doute lui causa une profonde tristesse.

Il ne désespéra pas néanmoins, et, dans son désir sincère d'arriver à une entente, il se résolut à tout essayer pour convaincre l'envoyé du Saint-Siège. Afin de ramener le débat sur un terrain moins étendu, il rédigea lui-même et remit au nonce une note contenant les points proposés par lui pour la solution de la question ecclésiastique. Elle est trop importante dans le débat pour n'être pas reproduite dans son intégralité :

1° Le gouvernement mexicain tolère tous les cultes qui étaient prohibés par les lois du pays; mais il accorde sa protection spéciale à la religion catholique, apostolique et romaine, comme religion d'État.

2° Le trésor public pourvoira aux frais du culte et paiera ses ministres de la même manière, dans la même proportion et au même titre que les autres services civils de l'État.

3° Les ministres du culte catholique administreront les sacrements et exerceront leur ministère gratuitement, sans qu'ils aient la faculté de rien recouvrer et sans que les fidèles soient dans l'obligation de payer des gages, des émoluments ou quoi que ce soit à titre de droits de paroisse, dîmes, primes ou autre chose.

4° L'Église fait cession au gouvernement de tous ses revenus provenant des biens ecclésiastiques, lesquels ont été déclarés nationaux pendant la République.

5° L'Empereur Maximilien et ses successeurs sur le trône jouiront *in perpetuum* vis-à-vis de l'Église mexicaine des droits équivalents à ceux qui étaient concédés aux rois d'Espagne vis-à-vis des Églises d'Amérique.

6° Le Saint-Père, d'accord avec l'Empereur, déterminera lesquels des ordres religieux éteints pendant la République doivent être rétablis, en spécifiant de quelle manière ils subsisteront et dans quelles conditions.

Les communautés de religieuses qui existent de fait aujourd'hui pourront continuer de subsister, mais avec défenses de recevoir des novices jusqu'à ce que le Saint-Père, d'accord avec l'Empereur, ait spécifié leur mode et leurs conditions d'existence.

7° Juridiction du clergé?

8° Dans les lieux où il le jugera convenable, l'Empereur chargera du registre civil de naissances, mariages et décès, des prêtres catholiques, qui devront s'acquitter de cette mission comme fonctionnaires de l'ordre civil.

9° Cimetières?

Le nonce prit connaissance de cette note, puis se borna à répondre qu'il n'avait ni les instructions, ni les pleins pouvoirs nécessaires pour en discuter les diverses propositions, ajoutant qu'il s'en référait d'ailleurs aux termes de la lettre du Souverain-Pontife. En présence de cette attitude, il n'y avait pas lieu à discussion. L'Empereur mit fin à l'entretien ; mais, ne voulant point brusquer les choses, il manda immédiatement le ministre de la Justice et des Cultes, M. Escudero, et le chargea de voir officiellement Mgr Meglia dans la journée du lendemain. L'entrevue eut lieu : elle n'aboutit qu'à un refus plus accentué de la part du nonce, qui se crut apparemment tenu à moins de réserve vis-à-vis du ministre que vis-à-vis du souverain.

Il était cependant à peine croyable que Pie IX, en envoyant un nonce, ne lui eût donné d'autre mission

que de présenter une lettre, ou pour mieux dire un ultimatum à l'Empereur. Dès qu'il ne s'agissait plus de discuter les bases d'un accord et d'arriver à une entente réciproque, la présence d'un nonce était inutile et ne s'expliquait point; la lettre du Souverain-Pontife eût pu être remise par le premier envoyé venu.

Il était évident que le Gouvernement impérial se heurtait à une volonté trop arrêtée pour qu'on la fît fléchir. Il n'y avait qu'à se soumettre, — et l'eût-on voulu qu'on ne le pouvait pas, — ou à rompre toutes relations. L'Empereur n'osa point prendre ce dernier parti sans avoir essayé auprès du nonce de nouvelles démarches.

Il tint conseil avec le ministre d'État, celui des Affaires étrangères, celui de la Justice et des Cultes, l'archevêque de Mexico et M. Theodosio Lares. Il fut convenu que ce dernier ferait une nouvelle tentative de conciliation.

Elle n'aboutit point à un meilleur résultat.

La consternation était grande au palais. Tous sentaient quelle déception éprouveraient ceux qui attendaient depuis de longs mois la solution de ces questions irritantes; tous comprenaient quel coup l'annonce de la rupture avec le Saint-Siège allait porter au nouvel empire. Puisant dans son patriotisme, comme dans ses croyances religieuses, une résolution suprême, l'Impératrice Charlotte conçut la pensée généreuse de risquer un dernier effort. Elle fit prier le nonce de se rendre auprès d'elle, et, dans cette entrevue, à laquelle Mgr Meglia n'osa pas se dérober, elle mit en œuvre toutes les ressources de son cœur et de

son esprit pour émouvoir ce prêtre. Le légat du Pape resta inflexible, et se contenta d'opposer à toute raison, à tout argument, son manque d'instructions et de pouvoirs.

Cette fois, c'était bien fini, et il ne restait plus une ombre d'illusion à personne. Maximilien tint seulement à faire constater que ces refus successifs venaient du nonce et de lui seul, et, sur son ordre, M. Escudero écrivit dans ce sens à Mgr Meglia.

Ce prélat ne parut point embarrassé pour répondre, et il le fit avec plus d'esprit que de mesure :

Excellence,

Votre Excellence me prie, par une note en date d'hier 24 décembre,... de vous communiquer par écrit ce que j'ai eu l'honneur d'exposer à Sa Majesté l'Impératrice, hier, et à vous dans la conférence du 20 de ce mois... Je m'empresse *avec plaisir* de répondre aux désirs exprimés par Votre Excellence...

... J'ai suggéré à Sa Majesté et à Votre Excellence que le Saint-Siège... ne pouvait pas supposer que le gouvernement impérial les proposerait (les points précisés par la note de l'Empereur), et *consommerait ainsi l'œuvre commencée par Juarez*. J'assure à Sa Majesté que je n'avais jamais entendu parler à Rome d'un projet ainsi conçu, ni par Sa Sainteté, ni par son secrétaire d'État, ni par d'autres personnes attachées à la cour pontificale... Je passe, monsieur le ministre, par dessus beaucoup d'autres réflexions que je me suis permis de soumettre à la haute intelligence de Sa Majesté l'Impératrice, avec une franchise tout épiscopale...

C'est par votre intervention que j'ose supplier Sa Majesté, *tellement dévouée au Saint-Père*, de ne vouloir pren-

dre aucune résolution contraire à l'Église et à ses lois... et d'attendre l'oracle de Sa Béatitude, qui ne peut être qu'à l'avantage de la religion et *pour le véritable bien de Sa Majesté l'Empereur et de son empire.*

Dès que cette réponse fut entre ses mains, Maximilien reconnut qu'il n'y avait qu'à agir en dehors du nonce et à résoudre lui-même les difficultés soulevées par la question ecclésiastique. Le 27 décembre, le *Journal officiel* publiait la lettre suivante, adressée au ministre de la Justice :

Mon cher ministre Escudero,

Afin d'aplanir les difficultés qui ont été soulevées au sujet des lois dites de réforme, nous nous sommes proposé d'adopter de préférence un moyen qui, tout en donnant satisfaction aux justes exigences du pays, devait avoir pour effet de rétablir, pour tous les habitants de l'empire, la tranquillité dans les esprits et le calme dans les consciences. Dans ce but, nous nous sommes occupé, étant à Rome, d'ouvrir des négociations avec le Saint-Père, comme chef universel de l'Église catholique.

Le nonce apostolique est arrivé à Mexico; mais, à notre très grande surprise, il a déclaré qu'il manque d'instructions pour négocier, et qu'il devra attendre ses instructions de Rome.

La situation difficile qui se prolonge depuis plus de sept mois, et qui nous a coûté de si grands efforts, n'admet plus de retard. Cette situation exige un prompt dénouement. En conséquence, nous vous chargeons de nous proposer immédiatement des mesures qui devront avoir pour effet :

Que la justice soit rendue sans égard à la qualité des personnes;

Que les intérêts légitimes créés par les dites lois de ré-

forme soient garantis, sans préjudice des dispositions à prendre pour redresser les injustices et les excès auxquels ces lois ont donné lieu;

Qu'il soit pourvu à l'entretien du culte et à la protection des intérêts sacrés placés sous la sauvegarde de la religion;

Et enfin, que les sacrements s'administrent, et que les autres fonctions du ministère ecclésiatisque s'exercent dans tout l'empire gratuitement et sans charges pour les populations.

A cet effet, vous nous proposerez tout d'abord un plan pour la révision des opérations de désamortisation des biens ecclésiastiques. Ce plan devra avoir pour base la ratification des opérations légitimes exécutées sans fraude et conformément aux lois qui ont décrété l'abolition de la main-morte et fait passer ces biens dans le domaine de la nation.

Enfin vous vous guiderez d'après les principes les plus larges et les plus libéraux de la tolérance religieuse, sans perdre de vue que la religion de l'État est la religion catholique, apostolique et romaine.

MAXIMILIEN.

Par l'Empereur :
Le ministre d'État,
VELASQUEZ DE LEON.

Cette lettre était d'une convenance parfaite. Mgr Meglia, qui n'avait pas de pouvoirs pour traiter d'un accord, en avait sans doute pour critiquer, la plume à la main, les actes du gouvernement impérial, car il rédigea aussitôt une note, adressée à M. Ramirez (29 décembre 1864). Il y disait : « Dans la triste nécessité de protester contre les *expressions injustes et injurieuses* pour le Souverain-Pontife et son gouver-

nement... ». On a lu la lettre de Maximilien, citée dans son intégralité : chacun peut juger si elle contient une seule parole *injuste* ou *injurieuse* contre le Pape.

Puis Mgr Meglia revenait sur la note de l'Empereur :

Le gouvernement impérial m'ayant présenté un projet en neuf articles, contraire à la doctrine, à la discipline actuellement en vigueur de l'Église et aux lois canoniques sacrées, projet qui tend à dépouiller l'Église de tous ses biens, de sa juridiction, de ses immunités, et à la rendre en tout dépendante et esclave du pouvoir civil, toutes choses déjà condamnées par le Pontife romain par deux allocutions consistoriales de 1856 et 1861, j'ai répondu franchement que je n'avais pas d'instructions pour traiter sur des bases aussi inadmissibles, et j'ai prouvé sans réplique que le Saint-Père n'avait pu me donner des instructions là-dessus :

1° Parce que l'on ne pouvait supposer qu'un pareil projet serait proposé par le gouvernement impérial;

2° Parce que celui-ci n'en avait jamais fait mention au Saint-Siège, ni à l'excellentissime épiscopat mexicain, qui avait, bien au contraire, d'autres espérances et flatteuses promesses.

Si donc le gouvernement impérial a tenu secret jusqu'au dernier moment *ce projet déplorable*, comment peut-il être surpris que le nonce du Saint-Siége n'ait pas d'instructions à ce sujet?...

Un tel langage, de telles insinuations, ne pouvaient rester sans réponse. M. Ramirez riposta (10 janvier 1865) :

Excellence,

J'ai reçu exactement la note de Votre Excellence datée du 29 décembre dernier, mais les occupations du moment ne m'ont pas permis d'envoyer une réponse immédiate...

... Votre Excellence voit compromis l'honneur et la responsabilité du Saint-Père ; elle juge sa haute dignité outragée par certains passages insérés dans un paragraphe de la lettre que Sa Majesté a adressée à son ministre de la Justice ; elle proteste en conséquence contre son contenu. Bien juste et digne en même temps est le zèle que met Votre Excellence à défendre l'honneur de son souverain, et je ne ferais autre chose que de l'en féliciter si, dans sa défense, elle ne touchait à celui du mien...

Le ministre relève les expressions désobligeantes employées par le nonce, et les accusations portées contre l'Empereur de vouloir « consommer l'œuvre de Juarez » :

Si Votre Excellence a pu recouvrer le calme d'esprit nécessaire dans la discussion des affaires graves, elle comprendra que de pareils procédés ne sont faits ni pour gagner la bienveillance ni pour convaincre, et que leur forme était trop peu convenable pour qu'il en fût donné connaissance à l'Empereur.

Puis il entre dans la discussion, et établit qu'à Rome on n'ignorait rien et de la situation et des solutions qu'elle pouvait comporter. A ce sujet, il rappelle les termes mêmes de sa lettre du 22 juillet 1864 à M. Aguilar, et en cite un extrait, celui-là même que nous avons reproduit plus haut ; il ajoute que M. Aguilar s'est acquitté de la mission dont on l'a

vait chargé, et la preuve, c'est la présence même du nonce à Mexico. M. Ramirez repousse donc hautement et nettement ce singulier reproche d'avoir tenu caché jusqu'au dernier moment le « déplorable projet ».

Sa Sainteté l'avait jugé et condamné, fait-il observer non sans malice ; on ne pouvait l'appeler occulte.

Quant à la seconde accusation, il y répond en ces termes :

Juarez a dépouillé l'Église de tout ce qu'elle avait : il l'avait réduite à la mendicité, il avait banni la religion de l'État, et il l'avait faite esclave au nom de la liberté.

L'Empereur prend le chemin tout opposé, et, agissant suivant son droit et son pouvoir, il avise aux moyens d'indemniser l'Église de ses pertes; il restitue à ses membres les droits reconnus à tous les citoyens; il s'adresse au Père commun des fidèles, et lui demande son concours pour aplanir les difficultés et consolider les liens qui doivent unir l'État et l'Église.

Est-ce là par hasard consommer l'œuvre commencée par Juarez?...

Il reproduit ensuite les exigences formulées par le nonce, et les discute. Il arrive à cette conclusion :

Votre Excellence voudrait que l'Empereur fît un bouleversement général, qu'il se mît en guerre avec ses sujets, et cela, non pas pour obtenir à l'Église ce qui lui est nécessaire, puisque Sa Majesté y pourvoit, mais pour que l'Église puisse être propriétaire d'une manière certaine et bien déterminée...

Il achève sa riposte par un argument tout à fait topique :

... L'esprit de Votre Excellence sera aussi rassuré que l'est celui de l'Empereur si elle considère que tous les points qui sont malheureusement aujourd'hui une pomme de discorde au Mexique forment pour ainsi dire la constitution civile et religieuse d'une des nations les plus illustres du monde, et chez laquelle le catholicisme brille de la plus éclatante splendeur. Loin d'y former un obstacle, ils y sont un moyen pour que son clergé soit cité comme modèle à tous les peuples chrétiens.

Ainsi donc, ce qui en France est légitime et convenable pour l'État, ne peut-il être au Mexique que contraire à la doctrine et aux canons? En pareille matière il ne peut y avoir deux mesures: la vérité est une partout.

Il termine en relevant vivement l'insinuation de Mgr Meglia au sujet des « espérances et flatteuses promesses » qui auraient été faites à « l'excellentissime épiscopat mexicain » :

Comme Son Excellence ne s'explique pas clairement et ne dit pas quelles personnes auraient pris pareils engagements, cette assertion pourrait laisser croire que l'Empereur en aurait l'initiative.

Je dois m'inscrire en faux contre pareille affirmation...

Ainsi envenimé par ces notes et ces réponses, le conflit ne s'en tint pas là.

Le 7 janvier, Maximilien, pour bien affirmer les droits du pouvoir civil, avait, par décret, remis en vigueur dans l'empire les lois et règlements promulgués, avant et depuis l'indépendance, concernant l'*exequatur* des bulles, brefs, rescrits et dépêches de la cour de Rome. L'article 2 portait que ceux-ci lui seraient présentés par le ministre de la Justice et des

Affaires ecclésiastiques, pour obtenir l'*cœquatur* respectif. Le nonce, s'immisçant dans une question toute d'ordre intérieur, rédigea une seconde protestation, et l'adressa, le 19 janvier, à M. Ramirez.

Celui-ci crut encore devoir y répondre longuement. Il établissait qu'en matière de dogme le pouvoir du Pape était absolu, mais qu'en matière de discipline, par exemple, il n'en était pas toujours ainsi ; qu'il se trouvait parfois des points qui sont du domaine de l'un et de l'autre pouvoirs, et que, pour ceux-ci, tout gouvernement avait le droit de les examiner.

Irrité de ces contradictions, il terminait sa réplique par ces paroles énergiques :

Ceux qui, se laissant emporter par un zèle démesuré, poussent la Papauté hors de ses limites et la dépouillent de son caractère, oublient les sévères leçons de l'histoire, perdent les bénéfices d'une prudence plus puissante que toute présomption imaginable, agrandissent en apparence, mais affaiblissent en réalité la suprématie du Saint-Siège, et, loin de faire respecter sa véritable autorité, la rendent odieuse.

Cette fois, la rupture des relations diplomatiques avec le nonce était complète. Mgr Meglia resta néanmoins à Mexico jusqu'au mois de mai, époque à laquelle il demanda ses passeports, et partit, suivi de tout le personnel de la légation, pour le Guatemala.

Maximilien, malgré la triste expérience faite, ne renonça point à obtenir de la cour de Rome ce qu'il regardait comme indispensable autant à l'intérêt de son trône qu'au bien de la religion, et il résolut d'envoyer une mission auprès de Pie IX.

M. Ramirez l'annonçait en ces termes à M. Aguilar le 29 janvier 1865 :

... Sa Majesté, convaincue d'un côté qu'il n'y a plus rien à faire avec le nonce, et, de l'autre, qu'il est nécessaire d'agir avec célérité, voulant du reste donner à Sa Sainteté une marque éclatante de son estime, de son affection et du vif désir qui l'anime de conserver avec le Saint-Siège ses rapports de bonne entente, et de résoudre avec lui les terribles difficultés qui l'entourent, Sa Majesté, dis-je, s'est décidée à envoyer son ministre d'État, accompagné de deux conseillers, dans le but d'instruire Sa Sainteté de l'état dans lequel se trouve le pays, afin que, connaissant les choses, elle avise aux moyens de vaincre les obstacles et de conjurer les périls qui menacent simultanément l'autel et le trône [1].

Mais les mesures de déférence et de respect vis-à-vis du Souverain-Pontife ne pouvaient plus arrêter les décisions annoncées dans la lettre du 27 décembre par l'Empereur. Le 27 février 1865, le *Journal officiel* publiait deux décrets qui en étaient l'expression légale.

Le premier était ainsi conçu :

Maximilien, Empereur du Mexique,

Après avoir entendu notre Conseil des ministres et l'avis du Conseil d'État, nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

1. La plupart de ces documents ont été publiés déjà, notamment dans une brochure intitulée : *La Cour de Rome et l'Empereur Maximilien*, parue, sans nom d'auteur, en 1867. Il était nécessaire de les reproduire ici pour donner un exposé complet de la question ecclésiastique

Art. 1er. — L'Empire protège la religion Catholique, Apostolique et Romaine comme religion d'État.

Art. 2. — Auront ample et franche tolérance sur le territoire de l'Empire tous les cultes qui ne sont pas contraires à la morale, à la civilisation ou aux bonnes mœurs. Pour l'établissement d'un culte, on devra demander par avance l'autorisation du gouvernement.

Art. 3. — Selon que les circonstances l'exigeront, on publiera les règlements de police concernant l'exercice des cultes autorisés.

Art. 4. — Le Conseil d'Etat connaîtra des abus que les autorités commettraient contre l'exercice des cultes et contre la liberté que les lois garantissent à leurs ministres.

Ce décret sera déposé aux archives de l'Empire et publié en la forme officielle.

Donné au Palais de Mexico, le 26 février 1865.

MAXIMILIEN.

Le second décret, composé de trente articles, chargeait le Conseil d'État de réviser toutes les opérations de désamortisation et de nationalisation des biens ecclésiastiques effectuées en exécution des lois du 25 juin 1856, des 12 et 13 juillet 1859, et déclarait que les résolutions du Conseil seraient irrévocables et immédiatement exécutoires, sans admettre aucune exception.

Un règlement, en date du 9 mars, compléta ce décret pour les détails de son exécution.

L'espoir fondé sur la venue à Mexico d'un envoyé du Saint-Siège avait donc été complètement déçu. Tout le monde n'en fut pas également surpris et il est intéressant de citer, à ce sujet une lettre confiden-

tielle, entièrement écrite de sa main, que le maréchal Randon adressait au maréchal Bazaine, le 15 janvier 1865, à une date où l'on ne connaissait point encore en Europe les événements qui venaient de se passer à Mexico :

MINISTÈRE
DE LA GUERRE.

CABINET DU MINISTRE.

Paris, le 15 janvier 1865.

Mon cher Maréchal,

Le dernier courrier à la date du 9 décembre nous a apporté des nouvelles du Mexique qui ont un intérêt tout particulier par suite de l'arrivée à Mexico du nonce apostolique. C'est en effet une crise pour le gouvernement à peine installé de l'Empereur Maximilien, et il est en effet regrettable que la question des biens du clergé n'ait pas été réglée sans l'intervention d'un nonce quelconque et par la seule raison d'État d'un fait accompli. C'est ce que je vous disais, je crois, dans une de mes dépêches qui a précédé l'arrivée de l'Empereur. Ce serait une grande erreur de croire que ce que Mgr Meglia ne fera pas, un autre envoyé du Saint-Siège le fera : il n'y a qu'à voir l'Encyclique qui met notre clergé en révolution pour se faire une idée exacte de l'esprit de concession de la cour de Rome.

Vous me dites, vous dites à notre Empereur que le souverain du Mexique a sur cette question brûlante une volonté arrêtée, et qu'il passera outre si les considérations politiques sont sans influence sur la conduite du nonce. Puisse-t-il en être ainsi pour l'affermissement du pouvoir au Mexique et pour la confiance qui naîtra en Europe de l'expression ferme et nette des idées gouvernementales de l'Empereur !

J'aime à espérer que les avis qui arriveront d'Europe seront conformes à celui que je me permets d'émettre...

Malheureusement l'énergie momentanée de Maximilien ne devait point produire d'aussi bons résultats. Le clergé, frustré dans son espoir de recouvrer ses biens, de reprendre sa prépondérance absolue dans les conseils du gouvernement, commença contre Maximilien une guerre violente, où les pamphlets, les calomnies, les attaques de tous genres, furent employés, non sans succès. Le parti clérical entra dans la grande coalition, formée de tous les partis opposés, contre celui qu'il avait appelé lui-même au Mexique, et qu'il qualifiait maintenant « d'étranger ».

Un concordat n'eût peut-être pas sauvé l'Empire; mais le refus d'un concordat le perdit sûrement. En présence d'un tel résultat, on ne peut s'empêcher de faire un rapprochement qui s'impose : la cour de Rome refusait à Maximilien ce qu'elle avait accordé à Bonaparte. La raison en est-elle dans la faiblesse du pouvoir de l'Empereur, tandis que le Premier Consul était le vainqueur de Marengo? Et faudrait-il en conclure qu'en cette double circonstance la Rome chrétienne ne sut pas s'inspirer de la devise de la Rome païenne :

Parcere subjectis et debellare superbos ?

Nous ne nous appesantirons pas davantage sur une question que nous avons exposée en détail, parce que c'était le seul moyen de l'exposer impartialement, et nous laisserons au lecteur le soin de décider lequel a mieux agi, — non pas au point de vue de la doctrine

théologique, ce qui n'est pas de notre compétence, — mais au seul point de vue des intérêts religieux et moraux : ou le pape Pie VII, qui, grâce au concordat, a vu rétablir en France, la religion catholique, ou le pape Pie IX, dont l'intransigeance en a facilité la ruine au Mexique ?

CHAPITRE III

Situation assombrie. — Impressions de l'Impératrice. — Rapports du maréchal Bazaine. — Incident de l'abbé Alleau. — Difficultés financières. — Les fonds provenant du premier emprunt sont rapidement épuisés. — La Banque du Mexique. — Le ministre des Finances, M. Fould, au maréchal Bazaine. — Mines de la Sonora. — Projet de convention annexe au traité de Miramar. — M. Gwin. — Lettre de Napoléon III (14 mai 1864). — M. Drouyn de Lhuys au marquis de Montholon. — Le commandant en chef prépare l'occupation de la Sonora (décembre 1864). — Instructions confidentielles données au général de Castagny. — Opposition de Maximilien.

Je ne sais si vous êtes au fait que le Saint-Père, qui a le caractère enjoué, dit souvent de lui-même qu'il est *iettatore?* Eh bien! c'est positif que, depuis que son envoyé a mis le pied sur notre sol, nous n'avons eu que des déboires, et nous en attendons un nombre qui ne sera pas moindre dans un avenir prochain.

C'est ce qu'écrivait, en janvier 1865, l'Impératrice Charlotte à une amie d'Europe. On voit qu'elle cherchait encore à dissimuler ses tristesses, ses appréhensions, sous une apparence de belle humeur. Elle se faisait bien peu d'illusions déjà à cette époque, comme le prouve la suite de la lettre :

L'énergie et la persévérance ne nous manquent pas, je crois; mais je me demande si, les difficultés de toute espèce continuant de la sorte, il y aura possibilité d'en sortir. Le clergé, blessé à mort par la lettre du 27 décembre, n'est pas facile à dompter : tous les vieux abus se coalisent pour éluder les dispositions de l'Empereur vis-à-vis de lui. Il y a là-dedans, non peut-être du fanatisme, mais une telle ténacité sourde et manœuvrière, que je crois impossible que les membres qui composent aujourd'hui le clergé puissent jamais en former un nouveau. Ce qu'on fera d'eux, voilà la question. Lorsque Napoléon Ier obtint du Pape la démission des évêques émigrés, ils vivaient à l'étranger, et, comme c'étaient de saints personnages, ils se résignèrent: *ceux que nous avons ici quitteraient volontiers leurs sièges, mais pas leurs revenus.* Un traitement de l'État ne leur rapporterait jamais autant, et leur idéal est de vivre en Europe avec cet argent, pendant que nous bataillons ici pour fixer la position de l'Église.

Les biens vendus vont être revisés; seconde pomme de discorde, car, par la reconnaissance des lois de réforme nous nous sommes mis les conservateurs sur les bras, et aujourd'hui nous allons avoir à dos les libéraux et les adjudicataires. Comme il ne saurait y avoir qu'un poids et une mesure pour tous, ceux qui se sont livrés à des opérations illicites devront restituer leurs gains, et je crains que cette œuvre de réparation et de justice n'excite autant de passions que la perte des biens pour le clergé.

Nous traversons depuis un mois une forte crise. Si elle est victorieusement supportée, l'avenir de l'empire mexicain s'annonce bien; sinon je ne sais ce qu'il faut en augurer. Pendant les six premiers mois, tout le monde trouve le gouvernement parfait : touchez à quelque chose,

mettez la main à l'œuvre, on vous maudit. C'est le néant qui ne veut pas être détrôné...

Ce que disait l'Impératrice sur « l'idéal » des évêques n'était que trop exact. Une lettre adressée d'Oajaca, le 10 février 1865, au général L'Hériller par le maréchal en fournit une preuve:

Que Mgr Labastida reste à Mexico ou qu'il retourne en Europe, je crois que cela n'avancera pas beaucoup la solution des affaires ecclésiastiques. Mon opinion est néanmoins que Sa Majesté a bien fait de lui objecter que sa place était dans son diocèse. Il est préférable que les prélats mexicains soient au Mexique au moment où la grave question des biens du clergé va se traiter et se résoudre, qu'en Europe et surtout à Rome.

Le maréchal se tenait en effet au courant de tout ce qui se passait; présent ou absent, il surveillait de son mieux les actes du gouvernement impérial, et il en informait exactement notre ministre de la Guerre. Tous les quinze jours il lui envoyait un rapport résumant les rapports particuliers qu'il recevait des commandants supérieurs dans les provinces.

C'est ainsi que Napoléon III put connaître, dès ses débuts, les faiblesses du gouvernement de Maximilien, et c'est pour ce motif qu'il écrivit, au bas de la dépêche de l'Impératrice Eugénie, cette petite phrase tracée à la hâte, mais qui en disait bien long : « Il faudrait, je crois, que l'Empereur montrât plus de résolution ».

A la même époque, le maréchal écrivait :

Depuis ma dépêche du 10 de ce mois (septembre 1864),

la situation politique du pays n'a pas subi de modification sensible, quoique cependant une certaine inquiétude se soit manifestée...

... Si le parti libéral, entraîné par les manières affables et bienveillantes du souverain, s'est montré de prime-abord disposé à accepter une part dans l'administration du pays, je dois constater qu'il paraît aujourd'hui plus réservé et qu'il laisse percer l'inquiétude que je signalais au début de cette dépêche.

Rien en effet n'est venu, de la part du gouvernement, indiquer au peuple mexicain que l'Empereur ait pris quelques mesures relatives aux graves questions qui agitent le pays. Aucun arrêté, aucun décret n'est encore sorti pour faire connaître les intentions du souverain.

Aussi dois-je constater une sorte de malaise et de mécontentement, qui se traduisent par une attitude plus réservée et par une certaine tendance du parti libéral à se rapprocher des réactionnaires, sous l'influence d'aspirations contraires, il est vrai, mais non satisfaits de part et d'autre...

Le parti libéral se servira du parti opposé dans l'espoir de renverser l'édifice établi à si grand'peine, et on ne peut se dissimuler que l'énergie et l'intelligence ne soient du côté des libéraux.

Et lorsque, après l'expédition d'Oajaca (qui trouvera sa place plus loin dans le récit des faits militaires), le commandant en chef revint à Mexico, il communiqua aussitôt au maréchal Randon ses impressions sur la situation créée par l'échec du nonce du Pape :

Mexico, 10 mars 1865.

Monsieur le Maréchal,

Le décret du 26 février sur la liberté religieuse n'a causé aucune agitation, effacé pour ainsi dire par le dé-

cret impérial qui traite de la désamortisation des biens du clergé. L'effet produit par ce décret sur l'opinion publique a d'abord été très grand, parce qu'on y voyait la confirmation de la loi dite de réforme; mais la réflexion est venue : une lecture plus attentive du décret précité a montré les difficultés de son application, les lenteurs interminables que les dispositions de l'article 13 apportaient à la solution des affaires pendantes, et la revision apparaît aujourd'hui aux propriétaires de biens nationalisés ou de *pagares* comme une cause de ruine et comme une difficulté de plus venant entraver les intérêts engagés dans les affaires...

Le clergé a été atteint très au vif, et exploite la portion mécontente de la population à son profit. En somme, ce décret n'est qu'un atermoiement, et ne saurait rien produire, pour le moment du moins.

Les partis tendent à s'unir, et des écrits proclamant l'union comme le seul moyen de repousser l'étranger et l'envahisseur sont clandestinement répandus dans le public.

La polémique engagée sur le terrain des biens ecclésiastiques vient de trouver un nouveau champion dans la personne de M. Alleau, prêtre missionnaire arrivé tout récemment de France, qui avait commencé à faire imprimer une brochure que l'on a saisie par ordre de l'Empereur Maximilien. Ce prêtre, venu à Mexico pour représenter les intérêts du clergé français, ne se contente pas de battre en brèche dans sa brochure les arguments mis en avant par les partisans de la réforme, il y déverse le blâme et des insinuations malveillantes sur l'Empereur et l'intervention française.

Les relations de M. Alleau à Mexico avec Son Exc. le nonce apostolique, Mgr Labastida, et d'autres personnes, ne m'ont point laissé de doute sur sa mission. M. Alleau est né à

Nice, et par conséquent Français, et, après m'être entendu avec M. le ministre de France, je l'ai fait diriger sur la Vera-Cruz, d'où il sera envoyé à la Nouvelle-Orléans, où il désire se retirer. Je pense que la mesure exceptionnelle que j'ai cru devoir prendre à son égard sera approuvée.

Les dernières nouvelles que j'ai reçues de l'intérieur sont bonnes sous le rapport politique et meilleures au point de vue administratif. Les rassemblements qui me sont signalés dans le nord, du côté de Chihuahua, les intentions prêtées au général Negrete, méritent confirmation d'une part, et ne sont que la conséquence des événements.

L'entêtement de l'ex-président Juarez se manifeste sur un terrain d'où il ne nous a pas encore été possible de le chasser; mais, ainsi que Votre Excellence a pu s'en rendre compte par mes rapports émanés de l'état-major général, toutes mes mesures sont prises pour une opération sérieuse de ce côté, et j'ai tout lieu d'espérer qu'aucun accident ne surgira avant que mes troupes ne soient complètement en ligne pour agir.

J'adresse à Votre Excellence les copies des trois rapports des commandants supérieurs de Zacatecas, Guanajuato et San-Luis-Potosi. Votre Excellence jugera une fois de plus de l'état du pays dans ces localités éloignées et importantes; *elle verra en même temps tous les efforts que nous faisons pour éclairer le gouvernement impérial, l'aider de nos conseils et de notre action...*

Les difficultés religieuses n'étaient point les seules qui attendissent le nouveau gouvernement, et les difficultés financières venaient leur disputer la première place dans les préoccupations de l'Empereur et de ses ministres.

La pénurie du trésor avait été l'origine des embarras de Juarez, le prétexte invoqué par l'intervention, et finalement la cause de tous les événements dont le Mexique était le théâtre depuis le milieu de l'année 1861.

La situation financière, malgré l'administration sage et prudente de la Régence, n'avait pu se modifier en si peu de temps au point de devenir bonne à l'avénement de Maximilien. Avec de la tranquillité, du bon ordre et surtout de la probité chez les agents du Trésor, on pouvait espérer un meilleur rendement des douanes, seule vraie ressource alimentant le Trésor public; mais il restait bien des déficits à combler, bien des dettes à payer, et le nouveau gouvernement se trouvait, dès le début, exiger de plus grandes dépenses.

Pour n'en citer qu'une, au lieu des 60,000 piastres de traitement allouées au président de la République, la liste civile exigeait 1,500,000 piastres pour l'Empereur et 200,000 pour l'Impératrice. On avait en outre créé une multitude de charges honorifiques largement rémunérées.

L'empire naissant avait heureusement, grâce à l'appui de la France, trouvé du crédit, et le premier emprunt contracté par Maximilien, encore à Miramar, avait produit 126 millions.

Cette somme n'était point parvenue entière au Mexique, il s'en fallait : 8 millions avaient été remis à Maximilien ; 24 millions étaient restés dans les caisses de la Commission des finances mexicaines établie à Paris, pour garantie des intérêts des deux premières années ; 1,500,000 francs avaient été remis à M. Ra-

donetz, pour l'achèvement du palais de Miramar; 1,800,000 francs avaient été versés au général Chapelié pour l'équipement de la légion belge; 2 millions et demi au colonel Mathias Leiser pour la légion autrichienne. Le Trésor mexicain avait reçu une cinquantaine de millions.

D'après le traité de Miramar, il devait remettre entre les mains de notre payeur, chaque mois, à partir du 1er juillet 1864, 2,083,000 francs pour la solde, la nourriture et l'entretien de l'armée française. Mais les ressources n'étaient pas même suffisantes pour payer l'armée indigène. Qu'arriva-t-il? Le maréchal Bazaine, ne pouvant rien obtenir au Mexique, se couvrit des avances faites par des délégations sur les fonds de l'emprunt laissés à Paris. Ceux-ci furent promptement épuisés.

La situation devint alors extrêmement difficile. D'une part, le service de trésorerie de l'armée était bien obligé de payer la solde des troupes et les autres dépenses nécessaires, et, d'autre part, le gouvernement français se trouvait dans un grand embarras en face des Chambres, auxquelles on avait annoncé la fin de notre concours financier lors de l'adoption de la convention de Miramar. Dès le 27 août 1864, le ministre de la Marine, M. de Chasseloup-Laubat, s'en ouvrait nettement au commandant en chef :

Une lettre adressée à M. le ministre des finances a fait connaître à l'Empereur que les troupes mexicaines avaient encore été payées sur les fonds du Trésor français, malgré les stipulations de la convention passée avec le gouvernement mexicain.

J'ai été invité à appeler votre plus sérieuse attention sur ce sujet. Vous savez que, devant le Corps législatif, M. le ministre d'État et les commissaires du gouvernement ont fait connaître quelle était l'étendue des sacrifices que la France avait dû s'imposer pour atteindre le but qu'elle s'était proposé au Mexique, et que les limites de ces sacrifices ont été posées d'une manière précise à partir du 1er juillet de cette année. *Tout l'équilibre du budget de 1864 repose donc sur l'observation des conventions conclues avec l'Empereur Maximilien*, dont le gouvernement s'est engagé avant tout à solder les troupes indigènes.

Nous ne nous dissimulons pas que le premier sujet de vos préoccupations a dû être encore la pacification du pays, et que, devant l'impossibilité où a pu se trouver le gouvernement de Mexico de faire face aux dépenses de son armée, vous avez voulu sauvegarder les intérêts les plus importants qui vous étaient confiés. *Mais vous devez comprendre aussi combien serait fausse la situation du gouvernement de l'Empereur devant le Corps législatif si toutes les assertions qu'il a présentées lors de la dernière session se trouvaient démenties par les faits.*

Je suis donc chargé de vous demander de faire tous vos efforts pour que le Trésor français n'ait plus à solder de troupes mexicaines. Il ne faut pas que les dettes du gouvernement augmentent vis-à-vis de la France, et il importe que la convention soit religieusement observée...

Le maréchal Bazaine s'efforçait d'obéir aux ordres de son gouvernement; mais la situation était plus puissante que sa volonté. Ce n'était point à lui à organiser l'administration ni les finances du nouvel empire : ce soin incombait à Maximilien. Celui-ci en avait bien l'intuition, mais il réglait cette question comme il réglait toute chose : à l'européenne et par

les moyens aussi lents qu'inefficaces employés dans le vieux monde. Ainsi il créa une commission des finances. Il la divisa en six sections, et lui traça le programme de ses travaux. Elle devait examiner : 1° les impôts ; 2° les questions de change ; 3° les charges du Trésor ; 4° les mines, le commerce, l'agriculture ; 5° le crédit public, les règlements de la dette intérieure et extérieure ; 6° les budgets, la comptabilité et l'organisation du Tribunal des comptes.

Cela fait, il attendit.

Il ne comprenait pas toujours les nécessités de la situation. On en vit une autre preuve dans les négociations entamées pour la fondation de la Banque du Mexique.

On sait les services que la Banque de France rend journellement à notre administration des finances : avançant de l'argent quand les impôts sont en retard, encaissant les sommes disponibles, en un mot régularisant le service des paiements et consolidant le crédit. Presque tous les autres pays ont des établissements analogues. La première pensée de Napoléon III et de M. Fould avait été de doter le Mexique d'une institution semblable. La Régence avait compris et accepté cette idée de notre gouvernement : l'exécution en avait été reportée à l'arrivée de Maximilien.

Celui-ci ne se pressait nullement de donner son consentement. Malgré les instances de M. Corta, il ajournait indéfiniment sa décision.

Notre ministre des Finances, contrarié de ces atermoiements, s'adressait, en désespoir de cause, au maréchal Bazaine (30 septembre 1864) :

... Je croyais les choses plus avancées, et je regrette beaucoup ce retard, car l'instrument le plus utile pour le crédit du Mexique et le développement des affaires, c'est la Banque.

J'ai épuisé tout ce que je pouvais dire à ce sujet à l'Empereur Maximilien dans les conversations que j'ai eues avec lui à Paris, et où j'ai eu le regret de ne pouvoir faire prévaloir dans son esprit l'importance de l'engagement que l'Empereur Napoléon et moi, *par son ordre*, nous avons pris envers MM. Hottinguer et Cie, engagement qui avait été ratifié par la Régence. Je n'ai pas besoin d'insister auprès de vous sur ce que cette circonstance avait de pénible. Vous avez d'ailleurs parfaitement apprécié vous-même l'avantage national qu'il y aurait pour nous à ce que la Banque du Mexique fût placée entre les mains de Français.

Dans la lettre que j'adresse par ce courrier à l'Empereur du Mexique, j'aborde la question d'un nouvel emprunt, d'un nouvel appel au crédit. Je crois en effet qu'un second emprunt pourrait être négocié dans les premiers mois de l'année prochaine, si, d'ici là, comme il faut l'espérer, les choses s'établissent régulièrement au Mexique, et si le gouvernement se pénètre bien de la nécessité de faire honneur à tous ses engagements, et notamment à ceux qu'il a contractés vis-à-vis de nous par la convention de Miramar...

Un mois plus tard, le 30 octobre, M. Fould revenait sur cette question d'emprunt :

J'ai reçu par le dernier courrier deux traites s'élevant ensemble à la somme de 2,065,000 francs, émises par le ministre des Finances du gouvernement mexicain sur la commission des finances à Paris. *Mais cette commission est déjà à découvert*, si l'on tient compte des engagements, qui

lui ont été imposés par les décrets de Miramar, de conserver par devers elle deux années d'arrérages pour la dette anglaise et pour l'emprunt contracté au mois d'avril dernier, ainsi que des délégations déjà faites par l'Empereur Maximilien au profit des légions belge et autrichienne.

En admettant, ce que je veux espérer, que les versements des termes échéant du 15 octobre au 15 février seront régulièrement payés, il ne resterait plus qu'une somme insignifiante de disponible.

Cela ne doit pas vous empêcher d'insister pour que chaque terme de l'indemnité stipulée par la convention de Miramar, ainsi que les remboursements mensuels des avances faites pour les troupes mexicaines, nous soient payés au moyen de traites sur la commission de Paris : ces traites devront stipuler qu'à défaut d'argent disponible, le paiement sera effectué par la délivrance de rentes mexicaines aux cours du jour sur la place de Paris.

Pour l'intelligence de ce qui précède, je dois vous dire que, sur les 12,096,000 francs de rentes 6 p. 100, qui formaient le montant de l'emprunt mexicain, il n'en a été négocié que, 9,575,000, et qu'il reste ainsi 2,521,000 francs de titres disponibles.

Le ministre de la Guerre m'a communiqué votre dépêche du 10 septembre dernier, et j'ai donné mon adhésion à vos propositions concernant les expéditions militaires et la continuation du chemin de fer [1]. Vous voudrez bien, pour ces deux natures de dépenses, qui, réunies ne devront pas excéder huit millions, exiger du gouvernement mexicain des traites sur Paris, payables, comme je l'ai dit plus haut, en argent ou en titres du dernier emprunt en

1. Le chemin de fer de Vera-Cruz à la Soledad, que le maréchal proposait de continuer jusqu'à la sortie des Terres-Chaudes, à Passo-del-Macho.

cours. Je ne saurais trop insister auprès de vous pour le maintien scrupuleux de ces limites : *en sortir serait nous créer ici, vis-à-vis du Corps Législatif, de véritables embarras.*

J'ai déjà entretenu l'Empereur Maximilien de la nécessité d'aviser à la négociation d'un nouvel emprunt ; il est évident que c'est le seul moyen de se procurer les ressources nécessaires pour affermir son gouvernement. J'attendrai M. Corta, dont le retour est prochain, pour vous envoyer un projet rédigé d'accord avec lui.

Ces lettres font saisir sur le vif l'erreur constante qui a contribué à l'échec final de l'intervention française au Mexique. Au lieu de regarder en face et d'aborder de front les difficultés et les obstacles. on eut les yeux fixés toujours sur les Chambres françaises : on chercha à ne point les effrayer par de grosses demandes d'hommes ou d'argent, et de là vint qu'on ne fit jamais pour le Mexique ce qu'il fallait, mais seulement ce qu'on croyait pouvoir faire sans se créer de trop grands embarras en France.

Voici à ce propos quelques réflexions fort sages :

Il n'est pas absolument juste de dire que l'expédition du Mexique a été le fruit du gouvernement personnel : elle est la conséquence du système actuel de gouvernement, système qui est, je crois, sans précédents dans le monde.

Le gouvernement parlementaire eût probablement empêché l'expédition, ou l'eût arrêtée à temps ; mais, si le gouvernement personnel eût engagé une telle entreprise, il l'eût menée autrement. Pour que le drame se déroulât avec toutes ses péripéties, il a fallu un gouvernement assez personnel pour qu'il fût possible d'entamer l'aventure et

assez constitutionnel pour énerver l'action ; il a fallu, en d'autres termes, un gouvernement qui n'eût plus ni la décision d'un pouvoir unique, ni la modération d'un pouvoir tempéré [1].

Il est certain qu'au moment où écrivait le ministre des Finances il était prématuré de demander au nouveau régime de subvenir seul à ses dépenses, à plus forte raison d'exécuter à la lettre la convention de Miramar. Quel homme, le supposât-on doué du génie d'un Charlemagne ou d'un Napoléon, eût été capable, en si peu de mois, d'effacer les traces de cinquante ans de guerre civile et d'organiser un pays cinq fois grand comme la France?

Mais ce qui était au pouvoir de Maximilien, s'il avait été bien conseillé, c'était offrir des compensations, qui, chose singulière, eussent été plus profitables peut-être encore à son pays qu'à nous. Voici comment :

Le Mexique est, en certaines parties, une terre merveilleuse, dont le sol renferme les plus belles et les plus riches mines d'or et d'argent qui soient connues. Celles de la Sonora avaient tenté déjà bien des aventuriers ; mais l'exploitation d'une mine ne saurait être l'œuvre d'un individu ; il faut, en outre, que les travailleurs ne soient pas exposés ni à être chassés par la force, ni à être dépouillés et volés. Napoléon III avait compris que, sous la protection des baïonnettes françaises, des compagnies puissantes pourraient se former et exploiter fructueusement toute la région

1. *L'Intervention française au Mexique* : préface de Clément Duvernois.

nord du Mexique. Il avait envoyé un ingénieur des plus distingués, M. Laur, examiner et étudier ces gisements.

Le rapport de M. Laur avait été envoyé à Napoléon III en novembre 1863; il contenait ces lignes :

J'ai cherché à montrer d'abord l'importance de la formation argentifère de ce pays, en donnant quelques indications générales sur son étendue géographique, sur les parties qu'on a déjà explorées et sur les richesses véritablement remarquables que le mineur y a toujours rencontrées. Examinant ensuite le mouvement de l'argent au sortir des ateliers métallurgiques, je montre que, emporté hors du Mexique par une force irrésistible qui est celle qui maintient entre les peuples l'équilibre des échanges, le précieux métal ne peut atteindre les marchés européens qu'après mille lenteurs et au prix de très grandes dépenses.

Il m'a semblé que ce serait une œuvre éminemment nationale que celle qui placerait sous la main de la France une production métallique aussi importante, appelée à un aussi brillant avenir que celle de ce pays ; j'indique comment cette œuvre peut être réalisée, et je donne la mesure des bénéfices que le Trésor français pourrait y trouver.

A la suite de ce rapport, un projet de traité avait été rédigé par le gouvernement français, la Régence y avait donné son assentiment ; il devait être soumis à la ratification de l'Empereur, et annexé au traité de Miramar.

Art. 1er. — Comme garantie de la bonne exécution de la présente convention, et comme témoignage de gratitude envers le gouvernement de S. M. l'Empereur des Fran-

çais, le Gouvernement mexicain concède à la France *le droit d'exploitation* de toutes les mines de l'État de Sonora qui se trouveraient actuellement être non exploitées ou non dénoncées.

Art. 2. — Afin d'assurer à l'exploitation de ces mines toutes les garanties désirables, le Gouvernement français aura droit d'entretenir à ses frais dans le territoire dudit État de Sonora, un corps de troupes régulières, qui pourra être remplacé plus tard par des forces que viendraient à organiser, pour leur propre compte, toutes compagnies auxquelles le gouvernement français jugerait à propos d'accorder des concessions pour l'exploitation des mines. Dans ce dernier cas, lesdites forces seront soumises aux lois du pays, conformément aux règlements qu'adopteront lesdites compagnies, avec l'approbation du Gouvernement mexicain.

Art. 3. — Pour donner à la présente convention le caractère d'équité que recherchent les deux parties contractantes, *il est stipulé qu'une partie du montant net que produira au Trésor français l'exploitation des mines concédées pourra revenir au Gouvernement mexicain*, et être admise en remboursement des frais de guerre occasionnés à la France par la campagne 1862 et 1863, comme compensation de la susdite concession.

Maximilien avait opposé à l'adoption de ces articles une force d'inertie telle qu'on avait, à cette époque, remis à plus tard la conclusion de cette affaire : il s'agissait alors de venir à bout des autres difficultés provoquées par la signature et du pacte famille et du traité de Miramar. Mais Napoléon III ne renonçait point à son idée. Il écrivait, le 14 mai 1864, au général Bazaine :

Mon cher Général,

Cette lettre vous sera remise par M. Gwin, Américain, autrefois gouverneur de la Californie, mais très partisan du nouvel enpire du Mexique. Il voudrait coloniser la Sonora, et personne n'est plus à même que lui de réaliser cette grande entreprise. J'en ai parlé ici à l'Archiduc, et j'ai aperçu qu'il craignait d'appeler au Mexique des Américains; mais c'est là, à mon avis, une erreur. Les Américains que M. Gwin veut attirer sont tous du Nord et dégoûtés de leur gouvernement républicain.

Tâchez donc, je vous prie, dans l'intérêt du Mexique, de l'appuyer de tout votre pouvoir auprès de l'Empereur.

Croyez, mon cher Général, à ma sincère amitié.

NAPOLÉON.

M. Gwin arriva à Mexico peu après Maximilien, et demanda immédiatement de grandes concessions de terrains en Sonora pour y créer des centres de colonisation. Outre le commandant en chef, le ministre plénipotentiaire devait également appuyer sa demande, qui n'était que la réalisation des idées de Napoléon III. Le ministre des Affaires étrangères avait, à ce sujet, envoyé des instructions officielles au marquis de Montholon :

Paris, 15 juillet 1864.

Monsieur le Marquis,

Vous avez vu que la convention principale signée à Miramar ne faisait que consacrer définitivement, et sans aucune modification, l'arrangement directement arrêté entre l'Empereur et l'Archiduc. Il y avait urgence, en effet, à ce que la signature de cet acte important mît fin à toutes

les incertitudes apparentes de la situation. Vous n'avez donc pas été surpris en ne trouvant point, parmi ses clauses, la concession de l'exploitation des mines de la Sonora, déjà accordée, en principe, par le gouvernement de la Régence, et dont je m'étais d'abord proposé de demander l'insertion dans le traité paraphé à Paris. Mais l'abstention que m'ont dictée à ce moment des considérations politiques majeures n'implique nullement l'idée de renoncer à une concession sur la valeur de laquelle le sentiment du gouvernement de l'Empereur n'a pas varié.

Il y a là, comme je l'écrivais précédemment, une combinaison dont le Mexique peut tirer avantage autant et plus que nous encore. Si nous avons un intérêt évident à aider ce pays à se libérer vis-à-vis de nous, il n'est certes pas d'une importance moindre pour lui de pouvoir le faire dans des conditions propres non seulement à alléger ses charges, mais encore à assurer l'exploitation de ses richesses naturelles.

Le désir de l'Empereur est donc toujours de voir ratifiées par le nouveau souverain du Mexique les dispositions qu'avait consenties en notre faveur le gouvernement de la Régence.

Je vous invite en conséquence à revenir sur cette question, soit avec les ministres mexicains, soit avec l'Empereur lui-même, si l'occasion vous en était fournie, et à exposer tout le prix que nous attachons au maintien de la concession concernant la Sonora.

Je me plais à croire que vos démarches rencontreront un accueil conforme à nos vœux. Je vous laisse à décider, dans ce cas, de la forme sous laquelle il serait le plus convenable de reproduire les stipulations, que contenait notre convention, des articles additionnels au traité de Miramar. Un arrangement spécial ou même un échange

de déclarations officielles me sembleraient également propre à atteindre le but que nous nous proposons.

Veuillez, etc.

DROUYN DE LHUYS.

Pour appuyer les projets du cabinet de Paris, le maréchal Bazaine décida qu'une colonne expéditionnaire, composée de deux bataillons du 51e de ligne, sous les ordres du colonel Garnier, irait occuper cette province. Il enjoignit au général de Castagny d'appuyer ce mouvement, et à cette occasion il lui adressa une note confidentielle, dans laquelle il lui rappelait que c'était au nom de l'empereur Maximilien et pour le compte du gouvernement mexicain que cette occupation devait avoir lieu : « La question de concession à la France de toutes les mines non concédées encore ou non exploitées n'est point encore terminée ; *mais il est bien entendu qu'elle ne constituerait aucune concession de territoire* ».

La question, on le voit, était nettement posée. D'après tous ces documents, voici ce que demandait le Gouvernement français : *le droit d'exploitation seul, et point la propriété* des mines non encore concédées. Il se réservait d'exploiter par lui-même ou par des compagnies autorisées par lui. Des bénéfices provenant de cette exploitation, une part serait attribuée au trésor mexicain comme droit de concession, et ces sommes viendraient en déduction de la dette contractée par le Mexique envers la France, dette reconnue par le nouvel empire.

La proposition, comme le disait M. Fould, ne présentait donc que des avantages pour les deux parties contractantes.

Que fit Maximilien? Il refusa purement et simplement. Il feignit de ne pas comprendre ce qu'on lui demandait, et répondit que le serment qu'il avait prêté à Miramar de n'aliéner aucune parcelle du territoire mexicain lui interdisait de ratifier le consentement conditionnel donné par la Régence.

Le prétexte ne valait pas plus que le refus qu'il était destiné à justifier. Ni l'un ni l'autre d'ailleurs ne venaient directement de Maximilien : là encore il avait cédé à des influences. Son entourage, toujours poussé par sa profonde hostilité contre la France, lui avait fait refuser un si bel avantage.

Cette réponse, dictée par la haine et la cupidité, amena l'avortement des projets de colonisation. Le gouvernement de Maximilien ne s'établit jamais en Sonora, et la marche en avant du colonel Garnier se borna à une inutile et stérile promenade militaire.

CHAPITRE IV

Prolongation de la résistance. — Faits de guerre pendant les derniers mois de l'année 1864. — Correspondance du général Castagny. — Le général L'Hériller nommé commandant supérieur de Mexico. — Le maréchal Bazaine va faire le siège d'Oajaca, défendue par Porfirio Diaz. — Prise de la ville (9 février 1865). — Félicitations envoyées au maréchal par l'Empereur et par l'Impératrice. — Une lettre du Roi des Belges. — Note du sous-intendant Friant. — Rentrée du maréchal Bazaine à Mexico (15 février). — La légion autrichienne. — Singulières prétentions de son commandant, le général de Thun. — Générosité imprudente de l'Empereur. — Porfirio Diaz s'échappe. — Décret d'organisation de l'armée (28 janvier). — Division du pays en 50 départements. — Junte de colonisation — Décrets divers.

La vigilance du corps d'occupation ne se démentait pas, et elle était toujours aussi nécessaire. Les débuts du nouveau gouvernement n'avaient pas été heureux, et les dispositions favorables que constatait si amèrement M. Zamacona, loin de s'accroître, paraissaient plutôt diminuées par les fautes commises. Aussi ceux qu'on appelait les dissidents, et qui renvoyaient, non sans justice, ce nom à leurs adversaires, ne songeaient nullement à abandonner la lutte. Et, pour raviver le zèle de leurs partisans, ils faisaient courir, à tort ou à raison, des bruits représentant leur grand

voisin comme disposé à leur donner une aide chaque jour plus considérable, chaque jour plus effective.

Le maréchal tenait l'Empereur au courant de ces menées :

Mexico, 18 décembre 1864.

Sire,

J'ai l'honneur d'adresser à V. M. une note renfermant divers renseignements intéressants sur les projets des dissidents. Par les extraits tirés de la correspondance des généraux Negrete, Arteaga, Quezada, Karbajal et l'ex-président Juarez, le parti dit libéral n'a point dit son dernier mot, et cherche, malgré ses défaites, à organiser la résistance dans le Chihuahua, et peut-être ensuite en Sonora.

Il résulte toutefois de ces correspondances que les chefs du parti dissident n'ont point une entière confiance dans les populations et manquent des principales ressources. Le combat du 21 novembre à Guadalajara a porté un coup très sensible à l'ennemi, ce qui lui a fait précipiter sa retraite vers Chihuahua.

Les dernières nouvelles que j'ai reçues de Mazatlan m'informent *qu'un agent du président Lincoln, des État-Unis, est venu dans cette place, se rendant auprès de Juarez afin de traiter avec ce dernier de la cession de la Sonora, moyennant un secours en hommes de 50,000 Américains du Nord.* J'y crois peu, mais je transmets la nouvelle telle quelle.

La faiblesse des préfets choisis par Maximilien laissait désarmée l'autorité civile : les populations le sentaient. Les partisans de l'Empire n'avaient pas confiance, tandis que les adversaires reprenaient de l'audace. Ainsi, le 10 décembre, un commencement d'émeute eut lieu à San-Luis-de-Potosi.

C'étaient là des symptômes d'un état persistant de malaise, même dans les centres soumis à l'autorité de l'Empereur. Bientôt on vit que le mal était plus profond encore : on découvrit une vaste conspiration réactionnaire, ayant des ramifications dans tout l'empire, et comptant au nombre de ses adhérents des généraux ralliés comme Taboada, Vicario et autres. Taboada fut arrêté, Vicario prit la fuite, et le péril fut momentanément conjuré.

Le danger de la situation venait surtout de l'entourage de l'Empereur, qui ne comptait guère que des ennemis de la France, lesquels, Européens ou Mexicains, ne se faisaient aucun scrupule de trahir les secrets du gouvernement.

La chose ne saurait être douteuse ; il suffit de citer quelques passages de la lettre confidentielle (elle était chiffrée) écrite à ce moment-là (5 janvier 1865) de Durango par le général de Castagny. Elle ouvre un triste jour sur l'état des provinces du nord :

... La situation semble devenir si grave que je dois l'exposer dans toute sa vérité.

... L'insurrection, va s'étendre. Nazas vint d'être réoccupé : Patoni y est arrivé; Gonzales Hurrera y est attendu avec toutes ses forces. Dans peu de temps nos communications seront difficiles avec Chihuahua.

De divers côtés on parle de complots, de réunions de libéraux, de mouvements qui vont éclater. On exagère, je n'en doute pas; cependant il existe quelque chose de vrai dans tout cela.

Les projets de Votre Excellence sont à la connaissance du public. Madame Zuloaga, actuellement à Mexico, a écrit à ses parents de Durango que nos troupes seraient

retirées de Chihuahua au commencement de février.

On dit à Durango que je dois quitter cette ville dans les premiers jours de mars et qu'il n'y demeurera qu'une petite force. Ces dispositions, que j'ignore, le public les connaît. *L'auteur de cette nouvelle, c'est M. Ramirez, le ministre dont l'hostilité envers les Français n'est un mystère pour personne.*

Corona vient de demander un prêt d'argent aux négociants de Mazatlan, en leur assurant qu'il serait bientôt dans cette ville, puisque Votre Excellence avait donné ordre d'évacuer le port de Mazatlan et Guaymas.

Ainsi vos dispositions sont annoncées d'avance. Les Mexicains, et en tête le principal ministre, trahissent l'intervention. Le résultat est d'inquiéter partout. L'opinion flotte incertaine et ne sait plus à quoi se rattacher. *Je n'ai plus d'action morale ni d'influence sur des populations qui n'ont plus de confiance en nous, et qui se voient à la veille d'être abandonnées.*

La possibilité de guerre avec l'Amérique augmente encore les craintes. Ce n'est pas là pourtant le côté grave de la situation. On attaque partout le gouvernement de l'Empereur au Mexique. *On critique cette interminable série de décrets sur cérémonies, préfets militaires, décorations, etc., qui s'entassent dans les archives sans application possible. L'attention publique se porte sur deux points exclusivement : finances et armée.* D'un côté, on ne voit former aucune force sérieuse, et de l'autre on annonce la banqueroute imminente. On se plaint de l'insouciance du gouvernement, de la négligence des ministres, qui ne s'occupent pas des affaires, ne répondent même pas aux préfets, et cachent la vérité à l'Empereur.

Chacun prévoit une crise prochaine; chacun répète que cela ne peut durer ainsi. On annonce le départ de l'Empereur pour l'Europe pour le mois de février. *Je regrette*

d'être obligé de le dire, mais l'opinion publique semble désirer ce départ comme unique remède à la situation.

Je ne m'étendrai pas davantage sur tous les bruits qui me parviennent. Il me suffira, je crois, d'avoir indiqué à Votre Excellance les principaux traits de la situation des esprits et des choses dans le deuxième grand commandement. J'ajouterai pourtant un fait assez significatif. Le préfet de Durango était un homme exceptionnel au Mexique : dégoûté, il a donné sa démission. Le gouvernement ne semble pas s'inquiéter de le remplacer. Je le cherche vainement de mon côté. Les quelques hommes qui pourraient à peu près remplir ces fonctions refusent d'accepter. C'est la conséquence du vague de l'avenir, et, par le fait, *au lieu d'avancer, nous perdons chaque jour du terrain.*

Le sud du Mexique ne présentait point, à ce moment, un état meilleur que le nord. Un centre de résistance s'était révélé à Oajaca, et il importait de le détruire, aussi bien pour la sécurité que pour le bon renom du gouvernement.

Un homme se trouvait dans cette contrée, qui, par son caractère, son honorabilité, ses qualités publiques et privées, exerçait une influence toute-puissante sur ses compatriotes. Bien qu'il se soit montré l'ennemi le plus redoutable de l'intervention et de l'empire mexicain, bien que ce soit à son habileté et à sa persévérance, au moins autant qu'à la ténacité de Juarez, que soient dus notre échec final et celui de Maximilien, il n'est que loyal de rendre à cet adversaire la justice à laquelle il a droit. Il sut se battre avec bravoure, il sut supporter la défaite sans s'abaisser et, lorsque les événements lui rendirent une armée

et un commandement, il se signala entre les autres généraux mexicains par son humanité : c'était le général Porfirio Diaz, aujourd'hui président de la République mexicaine.

Profitant de l'ascendant qu'il exerçait dans sa province natale, il parvint à réunir une armée, et il s'établit dans Oajaca, qu'il entoura de défenses formidables. Le maréchal résolut de détruire ce centre de révolte, et décida une expédition de ce côté. La chose n'était point facile : aucune route n'était ouverte. Il confia le soin de mener un premier corps de troupes et de tracer un chemin où pût passer l'artillerie au général Courtois d'Hurbal.

Celui-ci s'acquitta avec bonheur de cette tâche : sachant à propos obtenir le concours des populations, il établit une route militaire de 400 kilomètres, qui devait, après avoir servi à notre marche, procurer aux habitants de ces contrées l'inestimable avantage d'avoir entre eux les moyens de communication qui leur manquaient. Ces préliminaires de l'expédition accomplis, le maréchal rejoignit le 14 janvier son divisionnaire à Etla.

Il laissait Mexico sous le commandement du général L'Hériller ; il pouvait compter sur la vigilance de cet officier supérieur. Il croyait également que l'Empereur se montrerait ferme et énergique : il l'avait quitté tout ému encore des résistances inattendues qu'il avait trouvées chez le nonce.

Devant cette inqualifiable attitude, l'Empereur m'a fait appeler, — disait le rapport du 27 décembre, — et ne m'a point caché qu'il allait prendre les mesures les plus

nettes pour reconnaître tout ce qui a été fait par les gouvernements précédents.

Sa Majesté a ajouté qu'elle avait réuni un nombre assez considérable de documents scandaleux et authentiques sur la conduite privée, ecclésiastique et politique des membres du clergé mexicain; qu'elle aura, à l'occasion, entre les mains des armes sérieuses pour contre-balancer aux yeux du pouvoir temporel tous les arguments que le clergé pourra mettre en jeu.

J'espère que l'énergie de l'empereur triomphera de cette passe difficile.

Heureusement pour lui, le maréchal avait d'autres ennemis à combattre et d'autres armes à son service. Il avait emmené un officier du génie de grand mérite, le colonel Doutrelaine : il le chargea de diriger l'attaque de l'artillerie contre la place d'Oajaca, investie dès le 20 janvier.

Le 28 janvier, le colonel adressait son rapport au commandant en chef :

Vous m'avez fait l'honneur de me demander mon avis sur les moyens à prendre et sur le point d'attaque à choisir pour mener à bonne fin le siège d'Oajaca. Les reconnaissances de la place qui ont été faites par M. le général Courtois d'Hurbal et par M. le lieutenant-colonel Bressonnet, et celles que j'ai faites moi-même après eux, m'ont permis d'arrêter mon opinion à cet égard, et je suis en mesure aujourd'hui de la formuler à Votre Excellence sans aucune hésitation et sans aucun doute.

Il serait superflu de décrire ici les défenses d'Oajaca : Votre Excellence les connaît mieux que personne, après les avoir elle-même, et à plusieurs reprises, explorées toutes, et en tous détails, sous le canon de la place.

Au premier coup d'œil que l'on jette sur l'ensemble de ces défenses, on reconnaît que les défenses de l'intérieur de la ville sont formidables. Non seulement Oajaca est protégée au nord par les ouvrages qui couvrent les hauteurs du Cerro de la Soledad, mais elle est défendue à l'est par le couvent de la Merced, au sud par le couvent de San-Francisco, à l'ouest par le couvent de la Soledad, bâtiments indestructibles, fortifiés de longue main, armés d'une nombreuse artillerie, et reliés au réduit central, qui s'étend de la place d'Armes jusqu'aux couvents de Carmen et de Santo-Domingo, plus solides encore que les précédents et reliés eux-mêmes au fort de la Soledad. L'expérience du siège de Puebla nous a fait connaître l'incroyable force de résistance de ces immenses constructions, dont les murs massifs et dont les terrasses blindées défient la pioche, le boulet et la bombe, dont les cours sont hérissées d'obstacles et de pièges de toute nature, et dont les communications couvertes présentent aux défenseurs toutes les facilités possibles pour tourner et envelopper l'assaillant, pour opérer des retours offensifs, et pour battre en retraite en toute sécurité. Retranchée dans ces abris presque inexpugnables, la garnison de Oajaca, forte de 5 à 6,000 hommes, et encore dans sa première vigueur, opposera à nos 2,500 baïonnettes une résistance que ne manquerait pas d'encourager encore l'insuffisance de nos moyens matériels et la faiblesse de notre artillerie et de ses approvisionnements...

Le colonel proposait un plan qui consistait à frapper le moral de l'ennemi par une série de revers successifs, par l'attaque et la destruction des défenses extérieures, c'est-à-dire des forts du Dominante. Il examinait les divers cas qui pouvaient alors se pré-

senter, prévoyant pour chacun le moyen de parer aux difficultés, et il terminait par cette conclusion, que les faits devaient vérifier :

... Je ne pense pas, monsieur le Maréchal, que la résistance d'Oajaca soit jamais poussée à une telle limite, et j'ai la confiance qu'après la prise des hauteurs, surtout si elles nous sont disputées par une lutte sérieuse et de quelque durée, la place se rendra à votre discrétion.

Après avoir pris connaissance de ce remarquable exposé, le maréchal écrivit en bas : « *Approuvé et à exécuter immédiatement, l'investissement étant complet.*

Les opérations commencèrent aussitôt.

Il importait d'autant plus de réussir que l'on venait précisément de saisir un courrier envoyé à Porfirio Diaz, et la correspondance trouvée sur lui ne laissait aucun doute sur l'existence, dans toutes les Terres-Chaudes, d'un commencement d'organisation gouvernementale dont le siège était à Oajaca. Le maréchal, de son quartier-général de l'Hacienda Blanca, en informa l'Empereur, lui montrant ainsi combien il était mal servi par ses agents de Vera-Cruz et de Tlacotalpan.

Le 4 février, un feu violent fut dirigé contre Oajaca et contre les forts ; des tranchées rapprochaient nos troupes de la place. Mais bientôt on se trouva sur le rocher, et il fut impossible de continuer. Le 8 février, le maréchal se résolut à tenter l'assaut. Il prescrivit, point par point, le rôle de chacun des corps engagés. « M. le général de division Courtois d'Hurbal, ayant demandé à diriger l'assaut, disait l'ordre en termi-

nant, commandera toutes les troupes destinées aux attaques de vive force. »

Un tel honneur était bien dû à cet officier général, qui avait dirigé la colonne expéditionnaire avec une remarquable intelligence, et surmonté, par ses habiles dispositions et son activité, tous les obstacles que présentait ce long parcours de 400 kilomètres à travers une contrée aussi sauvage.

Le colonel Doutrelaine trouvait l'assaut un peu prématuré, les ouvrages ennemis n'ayant pas, suivant lui, été suffisamment battus par l'artillerie. Mais, d'autre part, le maréchal songeait à ménager les munitions, peu abondantes, et il pensait que, plutôt que d'attendre encore, il était préférable de tenter une attaque de vive force qui, si elle réussissait, amènerait la capitulation des défenseurs de la ville.

Le maréchal avait vu juste. Les préparatifs de l'assaut étaient à peine terminés, que le général Porfirio Diaz se présentait, dans la nuit du 8 au 9 février, à l'avant-poste le plus rapproché de la place, et demandait à être conduit au quartier-général. Mis en présence du maréchal, il lui offrit de capituler.

— Je n'accepterai que *la reddition sans conditions* de la ville et de la garnison, lui signifia le commandant en chef.

Porfirio Diaz ne pouvait compter sur des soldats démoralisés : il dut s'incliner. La convention fut aussitôt rédigée et signée, et la place occupée par nos troupes, le 9, à la pointe du jour.

235 officiers généraux, supérieurs et subalternes ou assimilés, 7,840 hommes, 60 pièces d'artillerie et tous les fusils de la garnison tombaient en notre

pouvoir. Ce magnifique résultat avait été obtenu en dix jours d'investissement et de tranchée ouverte ; il n'avait coûté aux assaillants que 10 hommes tués et 30 blessés.

Dès que ces événements furent connus à Mexico, l'Empereur s'empressa d'adresser ses félicitations au maréchal sur cette campagne que, trois mois plus tard, avec sa mobilité d'impression, il devait appeler « la promenade d'Oajaca ».

Mon cher Maréchal,

La nouvelle de la prise d'Oajaca, confirmée par votre télégramme m'apprenant la capitulation de la place, m'a causé la plus agréable impression.

Je suis heureux de voir se terminer aussi pacifiquement un siège qui occupait tant de nos braves soldats, et forçait d'ajourner tant d'autres opérations si nécessaires. C'est donc avec grand plaisir, mon cher Maréchal, que je vous félicite pour ce nouveau fleuron à ajouter à votre couronne militaire, déjà si riche en souvenirs. Ce succès est d'autant plus beau qu'il aura coûté moins de ce sang français, trop précieux pour ne pas être ménagé.

Veuillez donc, mon cher Maréchal, recevoir avec mes sincères félicitations l'expression de mes sentiments les plus affectueux.

Obligé de me mettre au lit, légèrement indisposé, je dois me borner à dicter cette lettre, que je tenais à vous écrire.

Votre très affectionné,

MAXIMILIEN.

Chapultepec, le 14 février 1865.

Et, le même jour, l'Impératrice écrivait de son côté :

Palais national de Mexico, 14 février 1865.

Mon cher Maréchal,

Ne pouvant vous envoyer une couronne de lauriers, puisque vous venez de les cueillir vous-même, je suis heureuse que l'arrivée d'une grande-croix de son ordre de Léopold, que mon père m'a chargée de vous transmettre, coïncide avec votre beau succès, et qu'il me soit ainsi possible de vous offrir un léger témoignage de sentiments que je partage, pas seulement par obéissance filiale, mais aussi par estime pour vous.

Je ne vous renouvelle pas mes félicitations, que l'Empereur vous aura exprimées telles qu'elles ont jailli de notre cœur. Ce n'a pas été une surprise, car nous n'attendions pas moins; mais c'est un brillant et heureux événement.

Maintenant j'espère que nous vous verrons revenir en bonne santé, et je vous renouvelle avec plaisir, en attendant, l'assurance de la sincère considération et estime avec laquelle je suis,

Votre bien affectionnée,

CHARLOTTE.

A la lettre de l'Impératrice était, en effet, jointe celle du roi des Belges :

Laeken, 24 décembre 1864.

Monsieur le Maréchal,

Mes très chers enfants l'Empereur Maximilien et l'Impératrice Charlotte me parlent sans cesse, dans les termes les plus chaleureux, des éminents services que Votre Excellence rend à l'Empire mexicain et des preuves constantes de bienveillance qu'elle leur donne.

Je prie Votre Excellence de me permettre de me joindre

à eux dans l'expression de leurs sentiments et d'accueillir le témoignage de ma haute estime et des sentiments que je lui ai voués.

LÉOPOLD.

Ces lettres, assez significatives par elle-mêmes, prendront une plus grande importance rapprochées de certains incidents postérieurs. On verra avec quelle rapidité s'efface le souvenir des services rendus.

Maître d'Oajaca, le maréchal s'empressa d'y établir l'ordre. Il rendit à l'évêque son palais, transformé par Porfirio Diaz en capsulerie; il rappela les religieuses expulsées, et les réintégra dans leur couvent de la Conception; enfin, ayant trouvé un grand nombre de cloches enlevées aux villages voisins et destinées à la fonte, il les fit restituer aux populations indiennes, heureuses de rentrer en possession de ces objets vénérés. Il confia le commandement de l'État au général Mangin, et lui laissa un bataillon d'infanterie légère d'Afrique, deux bataillons de la légion étrangère et trois bataillons de troupes indigènes; puis il ramena le reste du petit corps expéditionnaire vers la capitale, où il rentra le 25 février.

Nous ne terminerons pas le récit de cette expédition sans parler d'un incident soulevé à son propos, et où l'on verra une preuve de plus de l'empressement avec lequel l'entourage de l'Empereur saisissait toutes les occasions d'attaquer le commandement ou l'administration française.

Le maréchal avait cherché à faire admettre en principe, — l'état du trésor mexicain ne permettait guère plus, — que les frais des expéditions entreprises

par l'armée française contre les ennemis de l'empire seraient payés par lui. On ne payait rien; mais, pour se donner un prétexte à agir ainsi, on se livrait à de violentes critiques contre ces expéditions. Notamment en ce qui concerne celle d'Oajaca, on se plut à répandre le bruit qu'elle avait coûté des sommes énormes. M Domenech, dans son *Histoire du Mexique*, se fait l'écho de ce bruit [1]. Certaines personnes allèrent jusqu'à soutenir qu'on avait dépensé 10 millions, et cette accussation fut portée à Paris, où, comme de juste, elle émut fort le ministre de la Guerre.

Or l'accusation était fausse; ce document authentique lui donne le plus péremptoire démenti :

CORPS EXPÉDITIONNAIRE
DU MEXIQUE.
—
INTENDANCE MILITAIRE.
—
Service de

Les dépenses pour transports aux deux colonnes d'Oajaca sont :

En 1864, du 12 juillet au 31 décembre, de 654,569 fr. 64,

Et en 1865, du 1er janvier au 20 mars, de 1,000,000, chiffres ronds.

Mexico, le 22 mars 1865.

Le sous-intendant :
FRIANT.

L'importance de cette pièce, écrite tout entière de la main du sous-intendant Friant, n'échappa point au quartier-général, car en travers se trouve la mention suivante : *A classer avec soin pour être retrou-*

1. T. II. p. 283.

vée au besoin, 23 *mars* 1865. Il semble qu'on eût prévu l'accusation.

Les dix millions se réduisaient à un million six cent cinquante-cinq mille francs en chiffres ronds, et cette dépense était d'autant moins exagérée qu'on avait eu à transporter non pas seulement des vivres, mais des projectiles, des outils et tout un matériel de siège.

Pendant l'absence du maréchal, les légions autrichienne et belge avaient continué à débarquer à Vera-Cruz et avaient été dirigées sur Puebla et sur Mexico : la première était commandée par le général comte de Thun; la seconde, par le lieutenant-colonel Van der Smissen. Ce dernier était déjà connu de plusieurs officiers supérieurs de l'armée d'Afrique, dont il avait suivi les opérations en qualité d'attaché militaire, et parmi lesquels il comptait des amis.

Le maréchal était d'autant mieux disposé à les recevoir que l'arrivée de ces nouveaux combattants lui permettrait de diminuer l'effectif des troupes françaises, et d'obéir ainsi aux désirs aussi bien qu'aux ordres souvent répetés de Napoléon III et du maréchal Randon. Par contre, il ne s'attendait guère à la demande singulière que lui adressa le général de Thun dans une lettre datée de Mexico, le 1er janvier 1865 :

Monsieur le Maréchal,

De passage à Puebla pour me rendre auprès de mon auguste souverain, j'y ai trouvé la lettre très gracieuse de Votre Excellence en date du 13 janvier 1865.

Avant tout, Monsieur le Maréchal, je tiens à vous re-

mercier de toutes les mesures prises pour le débarquement et la marche de mon corps, ainsi que de la cordiale réception et des preuves de vraie camaraderie que j'ai trouvées partout où mes troupes sont venues en contact avec des troupes françaises.

Ce n'est qu'en maintenant ces bonnes relations que je crois pouvoir rendre à Sa Majesté mon Empereur de bons services, et cette tâche me sera aussi agréable qu'aisée à remplir, *dès que la position de mon corps vis-à-vis de votre glorieuse armée sera réglée.*

Votre Excellence comprendra très bien que les officiers et soldats issus de l'armée antrichienne doivent conserver la dignité de cette armée, et ne pourraient en conséquence jamais consentir à occuper la position dans laquelle se trouve l'armée indigène du Mexique vis-à-vis des troupes françaises.

Rien n'étant encore stipulé à l'égard des rapports de service entre les troupes françaises et autrichiennes, je m'adresse à Votre Excellence pour vous prier de régler cette affaire le plus tôt possible, en prenant pour base les relations qui sont d'usage *entre les armées de deux puissances alliées.*

Je regrette de tout mon cœur de ne pas pouvoir présenter personnellement mes hommages à monsieur le Maréchal, et je ne puis qu'assurer qu'il me sera le plus grand honneur et la plus haute satisfaction de servir sous les ordres de Votre Excellence.

Agréez, monsieur le Maréchal, etc.

THUN, général.

L'idée était étrange de poser pareille question au commandant en chef de l'armée française. Ce n'était point à lui, mais bien au ministre de la Guerre de Maximilien, sinon à l'Empereur lui-même, qu'il pouvait appartenir de résoudre cette difficulté. Mais l'i-

dée était encore plus étrange de la soulever, et l'on peut se demander comment il était venu à l'esprit du général de Thun de se comparer à un chef français, et d'assimiler les troupes françaises et les siennes à celles de *deux puissances alliées*.

L'Autriche, en tant que puissance, n'avait avec le Mexique d'autres relations que des relations diplomatiques; la France seule était représentée par son armée, servant sous son drapeau national. Les Austro-Belges, au contraire, n'étaient que des engagés volontaires, et, qu'ils le voulussent ou non, ils faisaient partie de l'armée mexicaine, servaient sous le drapeau mexicain, et n'avaient même le droit de guerroyer qu'à cette condition.

Les relations de service entre eux et les Français n'avaient donc pas besoin d'être réglées, puisqu'elles l'avaient été implicitement par la convention de Miramar. Le colonel Van der Smissen l'avait compris, car il n'avait point élevé de semblables prétentions, bien que, de sa part, elles eussent paru moins excessives, puisque son corps avait été organisé tout spécialement pour servir de garde particulière à l'Impératrice Charlotte.

Maximilien, informé de ces faits, essaya de tourner la difficulté, et pour éviter tout conflit il isola le corps autrichien, en le concentrant tout entier à Puebla, dont il devint la garnison. Ce n'était qu'un palliatif insuffisant, qui troublait l'unité d'organisation militaire, et ne manquerait pas de présenter de graves dangers le jour où les circonstances forceraient ce corps à une action commune avec les troupes françaises.

En attendant, on lui confia la garde des prisonniers faits à Oajaca. Le maréchal, en les expédiant à Puebla, avait insinué à l'Empereur l'idée de les éloigner du pays pendant quelque temps, en les déportant dans une île voisine. Maximilien préféra écouter les conseils, imprudemment généreux, du général de Thun, qui venait d'arriver et ne connaissait ni les mœurs, ni les habitudes mexicaines : on relâcha tous ces prisonniers. Parmi eux se trouvaient le préfet d'Oajaca, Juan Vasquez, le général Salinas, sept colonels, et un grand nombre d'officiers ou de fonctionnaires. La magnanimité de Maximilien eut pour résultat de rendre immédiatement à la cause juariste les cadres qu'on venait de détruire [1]. Il ne lui manquait qu'un chef : il ne lui manqua pas longtemps. On laissa Porfirio Diaz s'échapper du fort de Guadalupe, où il était enfermé. Il ne restait plus qu'à rendre Oajaca pour perdre tous les bénéfices de l'expédition heureuse de nos troupes. On n'alla pas jusque-là, mais Porfirio Diaz et les libérés se chargèrent plus tard de la reprendre, et, avec Oajaca, Puebla et Mexico...

Maximilien continuait, pendant ce temps-là, à tra-

1. Dès le 28 juin 1865, le rapport politique constatait ceci :

« L'État d'Oajaca continue à jouir de tranquillité; *cependant » quelques inquiétudes auraient dernièrement pris naissance à la suite » du retour dans cet État des officiers faits prisonniers pendant le » siège et graciés en masse par l'Empereur* à l'occasion de son avè- » nement. Cet acte de clémence, dont l'opportunité n'était peut- » être pas très grande, est dû, sans aucun doute, au désir de » S. M. d'acquérir dans ce pays une certaine popularité.

» Malheureusement le Mexique n'est pas mûr pour comprendre » une pareille générosité. . »

vailler à ce qu'il croyait l'organisation du gouvernement et de la nation, c'est-à-dire qu'il rendait décrets sur décrets.

Le 28 janvier, le *Journal officiel* de l'Empire publiait la loi organique de l'armée, qui instituait un état-major général de 6 généraux de division et de 12 généraux de brigade, un état-major spécial de 40 officiers, un corps d'administration de 66 inspecteurs ou commissaires, et un état-major de place de 16 officiers. L'effectif total de l'armée était porté à 22,374 hommes sur le pied de paix, et à 30,044 sur le pied de guerre.

L'administration civile fut également remaniée de fond en comble. Un décret divisa le Mexique en cinquante départements, pour lesquels on créa cinquante chefs-lieux. Le tout fut ensuite groupé en huit grandes divisions militaires. C'était une division assez semblable à celle que Rome a faite du monde entier, surtout en ce sens que plus d'un fonctionnaire n'était guère nommé qu'*in partibus*.

Malgré l'état violent qui subsistait encore dans bien des régions, Maximilien se flatta que les colons accourraient au Mexique, et, pour favoriser ce mouvement hypothétique, il créa une junte de colonisation chargée de rechercher les terrains indûment occupés, d'en poursuivre la reprise sur les propriétaires, de fixer les points du territoire destinés à devenir des centres de colonisation, d'indiquer les routes à ouvrir pour en faciliter l'accès, et à préparer les projets de lois pour assurer aux colons des gîtes d'étapes, des secours, etc.

La loi de la liberté de la presse, la loi réglant le

régime monétaire et le statut provisoire de l'empire furent promulgués le 10 avril 1865, jour anniversaire de l'acceptation de la couronne à Miramar.

Le même jour furent créées l'Académie des sciences et de littérature, la junte protectrice des classes nécessiteuses, et la maison de charité de Mexico.

Toujours préoccupé de donner à son gouvernement et à sa cour les apparences des gouvernements et des cours d'Europe, Maximilien avait inauguré l'année 1865 en créant une nouvelle décoration, l'ordre de l'Aigle mexicaine, qu'il déclara supérieur à celui de N.-D. de Guadalupe. Puis, désireux de récompenser tous les genres de dévouements qu'il s'imaginait devoir s'empresser autour de son trône, il ajouta à ces deux ordres : 1° la décoration de l'ordre de Saint-Charles, réservée aux femmes ; 2° la médaille du Mérite civil et la médaille du Mérite militaire, et 3° l'ordre de la Constance, divisé en deux classes : la première destinée à ceux qui auraient servi cinquante ans dans l'armée, et la seconde, à ceux qui n'auraient servi que vingt-cinq ans. Le nom de cet ordre laissait supposer que les années de service ne seraient comptées qu'autant qu'elles auraient été employées au service de la même cause. Son utilité en devenait bien problématique.

Le *Journal officiel* avait publié également un règlement des préséances, dans les cortèges et cérémonies publiques, pour les dignitaires de la Couronne, aussi bien que pour les fonctionnaires civils et militaires de l'empire.

La promulgation de tous ces décrets fut suivie de la publication d'une lettre de l'Empereur au Ministre

de la Justice accordant amnistie pleine et entière pour tous les délits de presse commis jusqu'à ce jour sur le territoire de l'empire.

L'opinion publique ne se montra point aussi clémente. Jamais, dans aucun pays du monde, autant de décrets n'avaient paru en aussi peu de temps. L'effet produit ne fut nullement celui qu'attendait l'Empereur. Au lieu d'y voir une manifestation de son activité d'esprit et de son zèle pour le bien public, on les considéra comme l'empressement un peu puéril d'un prince qui joue au monarque absolu. Cette opinion fut d'autant plus répandue que, dans le statut provisoire, il n'était pas dit un mot du « Congrès », seule institution qui, bien que temporaire et souvent illusoire, avait jusqu'à ce jour donné au gouvernement mexicain l'apparence d'un pouvoir constitutionnel et parlementaire.

Ce silence équivalait à la suppression de l'institution : ce fut une faute. Il eût été bon, pour l'Empereur, que la nation vît à côté de lui un corps quelconque qui eût partagé les responsabilités du pouvoir. En cas de succès, son prestige en eût été fort peu diminué; en cas d'échec, le mécontentement ne l'eût pas seul atteint. Mais Maximilien était-il un homme politique capable de comprendre ces nécessités de situation?

CHAPITRE V

Questions financières. — Règlements des dettes antérieures. — La *réfaction*. — Réclamation de nos nationaux. — Résistances du gouvernement mexicain. — Ultimatum financier de la France (14 mars 1865). — Instructions secrètes qui l'accompagnent. — Avances faites par le trésor de l'armée française. — La banque du Mexique (16 février 1865). — Mission de M. Bonnefons. — Responsabilité du maréchal. — Les confidences au ministre de la Guerre, maréchal Randon. — Réponse de celui-ci. — Rapports difficiles avec les autorités mexicaines. — Procédés incorrects du ministre de l'Intérieur relevés par le maréchal Bazaine. — Prévisions à ce sujet du maréchal Randon. — Une lettre de M. de Morny.

« Finances et armée », telles sont les deux premiers sujets de préoccupation d'un gouvernement, avec cette différence toutefois que les finances passent avant l'armée, puisque sans argent on n'a pas de soldats.

Le côté financier était assurément celui qui devait le plus attirer l'attention de Maximilien, car jusqu'à présent on ne vivait que d'expédients. Il avait été impossible d'établir sur des bases sérieuses le budget des recettes pour l'année 1865. Seules les dépenses avaient été prévues, et encore!

La situation financière du Mexique était un abîme qu'il fallait renoncer à sonder. A quels chiffres s'éle-

vaient les dettes existantes lors de la venue de Maximilien, nul ne pouvait le dire, d'abord parce que ces sommes s'augmentaient sans cesse de tout ce qu'on ne payait pas, sans parler des réclamations de chaque jour pour les vols et les pillages commis chez les particuliers, et ensuite parce que le système des *réfactions* achevait de dérouter toutes les recherches.

On appelle réfaction (*refaccion*) un mode de règlement qui n'a de règlement que le nom, et qui consiste à admettre toute réclamation contre le Trésor, pourvu qu'elle soit accompagnée d'un versement en numéraire égal au chiffre demandé : ainsi tel qui réclame 10,000 piastres n'a qu'à verser 10,000 piastres en argent, et immédiatement il reçoit en échange 20,000 piastres de valeurs. En réalité, loin d'être un règlement quelconque, la réfaction est un emprunt déguisé, à un taux énorme, et qui procure quelque argent au Trésor en doublant le chiffre de la dette primitive, et quelquefois même en le décuplant.

Nous citerons à ce propos l'opération financière faite en juillet 1859 par M. Carlos Peza, ministre des Finances du président Zuloaga. Sous prétexte d'unifier la dette intérieure, il entreprit une conversion de tous les titres, au moyen d'une émission de 400 millions de bons nationaux.

Il en plaça pour 285,899,385 francs, mais en échange de ces valeurs qu'avait reçu le trésor?

En anciens titres de la dette.	30,703,485 fr.
En quittances d'arrérages capitalisés.	1,848,250 —
En numéraire, par réfaction	2,215,175 —
Ensemble.	34,767,450 fr.

L'opération avait donc augmenté la dette publique de 251,131,935 francs. Il y en eut d'autres semblables, et celle à laquelle est resté attaché le nom de Jecker fut la dernière avant l'intervention.

L'évaluation et le règlement de la dette extérieure ne présentaient pas moins de difficultés. On se rappelle les décrets signés à Miramar, les 10 et 11 avril 1854, à ce sujet. En ce qui concernait les réclamations françaises, l'Empereur s'était contenté de leur affecter une somme de douze millions, mais la répartition n'en avait point encore été faite. Notre ministre demanda qu'un intérêt de 6 p. 100 fût ajouté au chiffre des réclamations. L'exigence n'avait rien que de très légitime, le taux de 6 p. 100 étant le taux légal du Mexique. Mais M. Ramirez, qui aimait moins encore les réclamations des Français que les Français eux-mêmes, atermoya, traînant les choses en longueur, et finalement rejeta sur M. Hidalgo, ministre du Mexique à Paris, le soin de procéder au règlement de ces créances.

Trois mois après cependant, le 10 mars 1865, mieux inspiré, le cabinet mexicain admit la réclamation formulée par le marquis de Montholon, et il en informa le maréchal Bazaine.

C'était trop tard,

Après avoir eu la maladresse de refuser, le gouvernement avait la malchance d'être revenu trop tard sur son refus. Ignorant cette seconde décision, le gouvernement français, irrité de rencontrer tant de mauvaise volonté à Mexico, avait pris une résolution énergique. Le 14 mars, le Conseil des ministres, réuni dans le cabinet de Napoléon III, avait décidé d'adresser à

l'Empereur Maximilien un ultimatum financier, que le ministre des Finances, M. Fould, communiqua à son collègue de la Guerre, le maréchal Randon, pour être transmis au maréchal Bazaine :

MINISTÈRE
DES FINANCES
—
DIRECTION
DU MOUVEMENT GÉNÉRAL
DES FONDS.
—
N°

Paris, le 14 mars 1865.

Monsieur le ministre et cher collègue,

Votre Excellence devant adresser des instructions à S. Exc. le maréchal Bazaine au sujet des résolutions prises ce matin en conseil des ministres, je viens préciser les divers points qui ont été arrêtés.

Le Trésor français ne fera à l'avenir aucune avance au gouvernement mexicain, à quelque titre que ce soit, à moins que le gouvernement de S. M. l'Empereur Maximilien n'ait donné son adhésion définitive aux propositions suivantes :

1° Des titres du second emprunt mexicain pour une somme de 50 millions de francs devont être remis au Trésor français pour être affectés, avec les 12 millions de titres de l'emprunt de 1864, déjà remis en exécution de l'art. 11 de la convention de Miramar, au règlement en bloc des réclamations de toute origine émanant de sujets français. Ces 50 millions seront admis au pair, c'est-à-dire en 6 p. 100 à 100 francs, ou la proportion, si l'emprunt est conclu dans d'autres combinaisons.

Des instructions dans ce sens devront être immédiatement adressées à M. le comte de Germiny, président de la Commission des finances du Mexique à Paris.

2° Le gouvernement mexicain devra s'obliger à rembourser au Trésor français :

Les avances faites pour les frais de transport de matériel dans les expéditions militaires entreprises par nos troupes dans l'intérieur du Mexique;

Les dépenses du service de transport exécuté tous les deux mois par la marine impériale, et qui ont été fixées par l'art. 7 de la convention de Miramar à 400,000 francs par voyage, aller et retour;

La somme de 2,100,000 francs affectée aux dépenses de construction du chemin de fer de la Vera-Cruz, en excédant des 8 millions compris à l'art. 9 de la convention précitée;

Pour ces trois articles, le remboursement devra être opéré en traites sur la Commission des finances du Mexique à Paris, pour être acquittées, soit au moyen des ressources qui seront disponibles sur l'emprunt de 1864, soit sur les produits du nouvel emprunt à contracter.

3° Enfin le gouvernement de l'Empereur Maximilien s'engagera à remettre la direction et la perception des douanes de tous les ports du golfe du Mexique et du Pacifique occupés et soumis à l'Empire entre les mains des agents de l'administration française, qui les administreront pour le compte du gouvernement mexicain...

Exécutées à la lettre, de pareilles résolutions eussent été une main-mise sur le nouvel empire, équivalant à l'annihilation de l'autorité de Maximilien; elles eussent précipité la ruine de l'œuvre dont la France cherchait encore la consolidation. Mais elles n'étaient en réalité qu'un épouvantail destiné à faire peur au cabinet mexicain, qu'on traitait en cette occasion un peu comme on traite un enfant indocile, et des instructions, — celles-ci secrètes et confiées au seul maréchal Bazaine, — étaient jointes, qui non seulement tempéraient la rigueur de l'ultimatum,

mais même permettaient au commandant en chef de continuer au besoin ses secours au Trésor mexicain.

Une seconde lettre « confidentielle » accompagnait la première :

... Il a été décidé en outre, dans le conseil des ministres de ce matin, que *Votre Excellence, par une dépêche confidentielle, autoriserait le maréchal commandant en chef à faire quelques concessions aux conditions stipulées, et qu'enfin, dans le cas où, en raison de la situation financière du Mexique, il deviendrait absolument indispensable pour la sécurité de l'Empire de procurer temporairement quelques ressources à S. M. l'Empereur Maximilien, M. le maréchal Bazaine serait autorisé à délivrer des réquisitions sur le Payeur de l'armée jusqu'à concurrence d'une somme de dix millions de francs, à raison de deux millions par mois, pour être employée au paiement des troupes mexicaines et austro-belges...*

... Je donne au Payeur en chef l'ordre précis de cesser toute nouvelle avance au gouvernement mexicain, et de se conformer sur ce point aux ordres formels du Maréchal commandant en chef...

La situation était bien telle que la prévoyait le cabinet français, et le Trésor de l'armée avait dû, bien avant l'arrivée de cette lettre, faire des avances au Trésor mexicain ; celui-ci se trouvait déjà débiteur d'une somme de 2,172,627 fr. 60, employée à solder les troupes mexicaines et à payer les transports de matériel à la suite des colonnes.

L'urgence d'un second emprunt se faisait vivement sentir ; mais la rapidité avec laquelle avait fondu l'argent procuré par le premier n'était pas sans être fort inquiétante. Les emprunts ne sont que des ressources passagères, qui creusent un gouffre chaque jour

plus profond s'ils n'ont point pour but de faire face à des embarras passagers, la situation du pays restant d'ailleurs bonne et régulière. Il s'en fallait qu'il en fût ainsi.

Et cependant on travaillait à sortir de l'impasse où les événements, autant au moins que les incapacités financières, avaient jeté le malheureux pays.

La question de la Banque du Mexique était enfin résolue :

J'ai la satisfaction, écrivait, le 16 février, M. Fould au maréchal, de vous annoncer que la commission instituée par l'Empereur du Mexique a signé *hier*, avec les représentants des maisons de banque de Londres et de Paris, un traité qui ne diffère pas essentiellement de celui approuvé par la Régence. Au lieu de 1 p. 100, la commission sur les affaires de l'État est réduite à 3/4 p. 100. La banque s'engage à faire une avance de dix millions de francs pendant cinq ans au gouvernement mexicain.

J'ai la ferme conviction que cet établissement aidera puissamment au développement des affaires au Mexique. Les noms des fondateurs inspirent une confiance générale, et j'espère que, ce premier pas fait, il sera facile de trouver de nouvelles ressources pour un emprunt.

Ce ne sont pourtant là que des moyens temporaires et presque des expédients. La base réelle du crédit mexicain doit être dans les principes politiques déjà inaugurés et fermement maintenus; dans une organisation administrative forte et vigilante; enfin dans l'ordre et l'économie, si nécessaires même aux empires les plus riches et les plus florissants. La tâche est difficile et demandera du temps. Ce serait surtout une erreur dangereuse que de compter indéfiniment sur le crédit. *Le Mexique a d'immenses ressources; mais, si elles*

n'étaient pas mises en valeur par un bon gouvernement, les personnes qui viennent en aide au nouvel empire, en souscrivant ses emprunts, auraient d'amers désappointements.

Ces prévisions, qui devaient si tristement se réaliser quelques années plus tard, montraient que le ministère français entrevoyait du moins le péril. Il chercha à le conjurer en envoyant à Mexico des financiers français, plus capables que les indigènes de « mettre en valeur les immenses ressources du Mexique ». A M. Corta, qui avait abrégé le temps de sa mission et s'était hâté de rentrer en France, succéda un inspecteur général des finances, M. Bonnefons. En annonçant son arrivée à l'Empereur, M. Fould l'informait que « M. Bonnefons entrerait à son service comme ministre des Finances si le désir lui en était exprimé par Sa Majesté » ; mais il ajoutait « qu'il serait peut-être préférable qu'il le fût sans titre officiel ; c'est ce que l'Empereur pourrait seul apprécier ».

Le malheur est que toute cette bonne volonté ne servait pas à grand'chose, paralysée qu'elle était par l'hostilité des confidents de l'Empereur. Celui-ci, de plus en plus impressionnable à mesure que grandissaient les difficultés de sa tâche, prêtait chaque jour davantage l'oreille aux récriminations de M. Éloin et de ses pareils contre les Français. Tombé des hauteurs où son rêve l'avait porté, il n'acceptait pas volontiers sa déception, et il en faisait retomber tout le poids sur la France et sur ceux qui la représentaient. Il s'acheminait, insensiblement mais sûrement, vers cette idée, qui se fit jour plus tard, qu'il avait été trompé par le gouvernement de Napoléon III, alors

que celui-ci était contraint de reconnaître qu'il s'était trompé sur le caractère et les capacités de Maximilien.

On juge combien ces froissements intimes, cachés encore sous une apparence de cordialité, rendaient difficiles parfois les relations entre l'Empereur et le quartier général. Forcé d'obéir à son gouvernement, le maréchal Bazaine semblait un tyran vis-à-vis de Maximilien : on le rendait responsable de tout ce qu'il faisait et de tout ce qu'il ne faisait pas. Quelle situation pour un commandant en chef !

Le maréchal Bazaine s'en ouvrait au ministre de la Guerre, qui, ayant suivi la marche des événements depuis le début, comprenait la situation et pouvait à la fois lui donner les meilleurs conseils et le défendre contre les attaques qui ne manqueraient pas de se produire :

Cet esprit de nationalité dont j'ai entretenu Votre Excellence, et qui se fait remarquer dans les dernières nominations décrétées par l'Empereur Maximilien, porte déjà ses fruits, et il était évident que cet esprit ne pouvait être favorable à l'influence française. Les préfets ont reçu des instructions qui me sont encore inconnues, mais que leurs actes dénotent à chaque occasion. Ainsi le ministre de Gubernacion a, dans une circulaire, blâmé des mesures énergiques prises à Guadalajara par M. le général Neigre dans l'intérêt de la pacification du pays.

Je ne suis point resté exempt de ces coups d'épingle, et hier j'ai reçu de M. le ministre de Gubernacion une lettre conçue en termes mal sonnants, et signée par son secrétaire. J'ai dû renvoyer cette lettre au ministre avec ma réponse, dans laquelle je ne lui cache nullement

combien je trouve son procédé peu convenable, et en l'avertissant de ne m'adresser à l'avenir que des lettres signées de lui.

La tactique de certains agents du gouvernement me paraît très claire: faire retomber sur nous l'odieux des mesures exceptionnelles ou de rigueur; se retrancher derrière l'armée chaque fois qu'il y a un acte de répression à exercer, et profiter de tout ce qui peut survenir d'heureux pour s'en attribuer les résultats et les bénéfices.

Sagement le maréchal Randon répondait (31 janvier 1865):

. . Tout ce que vous me dites, mon cher maréchal, des tendances et des aspirations qui s'agitent autour de l'Empereur fixe bien vivement mon attention, quoique je n'y voie rien qu'on ne dût prévoir. Il faut espérer que l'autorité morale de l'Empereur tempérera tout ce mouvement, et ramènera son entourage à des sentiments plus justes envers l'intervention française. Quand le calme se fait, chacun se trouve rendu à ses instincts, et nous ne pouvions pas nous flatter de les avoir complètement pour nous. Vous saurez achever par la netteté de votre caractère et par toutes les ressources de votre prudence ce que vous avez accompli par le succès de vos armes: cette seconde part de votre tâche n'est pas la moins difficile, mais je n'en suis pas tourmenté le moins du monde...

...*J'ai été frappé, mon cher maréchal, de ce que vous me dites de certains coups d'épingle auxquels vous expose le milieu où vous vivez: cette position si délicate et si difficile ne demande rien moins que toute votre valeur morale pour en aplanir toutes les aspérités.* Je compte parfaitement sur vous pour couvrir la fermeté de votre conduite par la

prudence qui prévient les froissements inutiles: c'est là, je le répète, le couronnement de votre œuvre; je ne m'en dissimule aucun des embarras...

Le ministre de la Guerre voyait juste : ce n'était pas seulement à sa finesse et à sa perspicacité qu'il le devait, c'était aussi aux renseignements très exacts qui lui étaient envoyés par le maréchal Bazaine, ainsi qu'à ses appréciations presque toujours sagaces et profondes. La correspondance confidentielle échangée entre le commandant en chef et son ministre en est une preuve indéniable.

S'il n'en eût pas été ainsi, comment le maréchal Randon eût-il écrit ce passage si vrai, si malheureusement vrai ?

Si j'ai vu avec une grande satisfaction les heureux résultats que vous avez obtenus pour la dispersion des bandes juaristes, et par suite pour la pacification du pays, *je ne suis pas moins impressionné que vous en face de l'incertitude qui continue à régner sur la marche gouvernementale que se propose de suivre l'Empereur Maximilien.* Il importe en effet que les partis sentent la main qui gouverne et que le *vague des idées* ne se prolonge pas.

Incidemment, et puisque nous parlons des relations du maréchal avec l'Europe, nous placerons ici une note du maréchal Bazaine, se rapportant à la seule lettre que lui ait adressée le duc de Morny. Elle a son importance, comme on le verra.

« L'opinion publique a attribué à M. le duc de Morny une influence prépondérante dans le règlement d'affaires financières au Mexique. Si elle a existé,

c'est par d'autres voies que celle du commandement, car le commandant en chef a seulement reçu de M. de Morny la lettre ci-après :

Paris, 15 novembre 1864.

Maréchal,

Le fils de mon ancien colonel et ami Guys se rend au Mexique comme représentant les intérêts d'une grande Compagnie financière anglo-française qui est dans l'intention de consacrer des capitaux à de grandes affaires à Mexico. Je ne vous demande qu'une chose, c'est de savoir que M. Guys est un galant homme, Français, fils et frère de militaires, et qu'il a droit à la protection et à la bienveillance des autorités françaises: je le recommande donc à vos bontés, et je vous prie de recevoir l'assurance de mes sentiments distingués et dévoués.

MORNY.

« *Jamais* il n'a été question dans les instructions, dans les dépêches des divers ministres au commandant en chef de l'armée, de l'intérêt que pouvait avoir M. le duc de Morny dans la solution de telle ou telle affaire financière. »

CHAPITRE VI

Impressions produites en France par les nouvelles du Mexique. — Paroles de Napoléon III à l'ouverture de la session législative (15 février 1865). — Ses lettres confidentielles au maréchal Bazaine (1er, 15, 31 mars). — Instructions du ministre de la Guerre. — Lettre de Napoléon III du 16 avril. — Bandes de dissidents. — Exécution de Romero. — Déchaînement de la Presse. — Arrestation de cinq rédacteurs de journaux. — Ils reçoivent leur grâce de Maximilien. — Protestation du Maréchal. — Effervescence dans le pays. — Troubles à Puebla provoqués par le changement des troupes de la garnison.

L'expédition du Mexique n'avait jamais été populaire en France, pour cette raison majeure qu'on ne l'avait jamais comprise. A un moment, l'opinion publique se passionna, mais l'armée seule pouvait s'en attribuer le mérite. On s'inquiétait du sort de nos soldats guerroyant sous un climat dangereux, à des centaines de lieues de la mère-patrie ; on s'intéressait à eux, et, lorsque la première affaire de Puebla vint montrer que ces Mexicains dont on faisait fi jusqu'alors n'étaient point des adversaires à dédaigner, on suivit avec un intérêt croissant les nouvelles de nos succès, qui vengeaient enfin notre premier échec.

La prise de Puebla, l'entrée à Mexico et les enga-

gements heureux qui accompagnèrent ces événements fournirent au patriotisme chauvin des Français de ce temps-là l'occasion de se réjouir. Cela fait, l'opinion publique cessa de s'intéresser à ce qui se passait là-bas, ou du moins se reprit à envisager l'expédition comme au début, c'est-à-dire avec défiance et chez quelques-uns avec hostilité.

Nous avions conquis le Mexique, nous étions maîtres du pays, et nous y avions établi un gouvernement de notre choix : que pouvions-nous désirer de plus ? Il fallait revenir au plus vite, et, pour employer un terme familier mais juste, faire ce que font les joueurs heureux : passer la main.

Les Chambres se faisaient l'écho de cette opinion ; Napoléon III sentait combien il était difficile d'y résister, et il savait qu'il était non moins difficile d'y donner pleine satisfaction. Toutefois, heureux des meilleures nouvelles reçues du Mexique, ou plutôt heureux du renvoi d'une partie des troupes à la fin de l'année 1864, il se flatta que la situation permettrait de nouveaux retours, et, à l'ouverture de la session législative, le 15 février 1865, il annonça dans son discours la rentrée en France d'une partie de l'armée du Mexique. Les applaudissements qui couvrirent ses paroles lui montrèrent une fois de plus l'impopularité de l'expédition.

Mais le malheur voulut que d'autres voix, des voix d'outre-mer, se fissent entendre aussi, et le souverain, tiraillé entre ces deux échos, sacrifia son désir à la prudence. Le moment n'était point encore venu de retirer à l'empire mexicain l'appui de nos baïonnettes. Napoléon III le constata avec tristesse :

Paris, 1er mars 1865.

Mon cher Maréchal,

Je ne vous ai pas écrit depuis longtemps parce que tout semblait marcher sur des roulettes, et que d'ailleurs le ministre de la Guerre vous transmettait mes ordres. Aujourd'hui les choses me semblent plus sombres, et je vous écris, d'abord pour vous autoriser à garder au Mexique toutes les troupes que vous y avez, et ensuite pour vous recommander de ne pas trop les éparpiller. Ce n'est pas sans appréhension que je vois des détachements se diriger vers la Sonora.

Ne pourrait-on pas former des colonnes purement mexicaines qui rayonneraient à une certaine distance autour d'un centre occupé par nous?

Je ne crains pas une guerre avec les États-Unis, d'abord parce qu'heureusement ils ne sont pas prêts à faire la paix, et ensuite parce que, le cas échéant, ils n'oseraient pas déclarer la guerre à la fois à la France et à l'Angleterre.

Néanmoins il est bon d'avoir les yeux ouverts de ce côté, et de maintenir toujours sous la main un bon noyau de troupes.

Je suis avec un vif intérêt vos opérations devant Oajaca : Dieu veuille que vous réussissiez sans éprouver trop de pertes!

Nous avons reçu le 1er janvier au matin vos félicitations pour la nouvelle année : c'est un heureux à-propos.

Dites à l'armée combien je suis heureux de sa belle conduite, et recevez, mon cher Maréchal, l'assurance de ma sincère amitié.

NAPOLÉON.

Le maréchal, bien qu'il trouvât l'expression de

« sombres » exagérée, — il revenait d'Oajaca et comptait toujours sur un réveil d'énergie dans l'âme de Maximilien, — le maréchal pensa être agréable à l'Impératrice Charlotte, si désireuse de voir rester au Mexique « les pantalons rouges », en lui communiquant cette lettre. Le même soir, Charlotte la renvoyait au maréchal, avec un billet dans lequel elle exprime la joie qu'elle a éprouvée :

Chapultepec, 29 mars 1865.

Mon cher Maréchal,

Je vous renvoie votre satisfaisante missive avec nos remerciements : elle arrive comme je l'avais prévu. J'avais remué ciel et terre, il y a un mois, pour que nous gardassions le 2e zouaves; mais, comme votre veto souverain s'est mis en travers de mes efforts, j'ai baissé la tête, et je me suis tue. Maintenant je crains que la plus grande partie n'en soit embarquée; si cependant il en restait quelque chose, vous me donneriez une satisfaction *personnelle* de les retenir. Je crois que ce sont des gens qui en valent dix, et que jamais il n'eût fallu les laisser partir.

Croyez à mes sentiments les plus sincères.

CHARLOTTE.

Le maréchal était de l'avis de l'Impératrice, et il n'eût pas laissé partir cette troupe d'élite, si elle ne lui avait pas été réclamée par le ministre de la Guerre, qui en avait besoin en Algérie, où des symptômes de révolte se manifestaient chez les Arabes, notamment dans la province d'Oran. Au reçu de la lettre de Napoléon III, il expédia des ordres pour arrêter l'embar-

quement des zouaves : les ordres arrivèrent trop tard.

Pendant ce mois de mars la correspondance secrète de l'Empereur des Français et du commandant en chef reprit avec une grande régularité. Il en était ainsi chaque fois que les choses, sans aller mal d'une façon positive, semblaient, suivant l'expression impériale, « plus sombres ». Ces lettres, où le souverain parle à cœur ouvert, permettent de voir quelle marche suivaient ses pensées à mesure que les événements se déroulaient. Le moment approche où, désillusionné sur le caractère de Maximilien, Napoléon III ne tardera pas à désespérer de son œuvre, et où il suffira des nuages amoncelés sur l'Europe et de l'attitude plus nettement hostile des États-Unis pour l'y faire renoncer.

A l'époque où nous sommes, l'espoir du succès final subsiste encore dans son esprit, et, malgré les difficultés que lui suscite l'opposition du pays et de la Chambre, il n'entend pas abandonner sa création.

Paris, le 15 mars 1865.

Mon cher Maréchal,

Je vous ai écrit par le dernier courrier pour vous faire part de mes appréhensions au sujet de l'état du Mexique. Depuis, nous avons appris par New-York que la ville de Oajaca s'était rendue. J'espère que la nouvelle est vraie, et je vous en félicite. Je pense que vous aurez reçu à temps l'ordre de ne pas encore renvoyer en France la brigade qui devait être rapatriée après le siège de Oajaca.

Dans ma dernière lettre j'ai oublié de vous faire une recommandation : c'était, autant que possible, de ne pas occuper les villes qu'on est plus tard obligé d'abandon-

ner, car notre retraite de Tampico et d'Acapulco a fait un très mauvais effet.

L'état financier du Mexique n'est pas brillant, et doit exciter toute notre sollicitude. Mon intention est de venir en aide au Trésor mexicain, mais dans de certaines limites et à la dernière extrémité. Les lettres que le ministre de la Guerre vous écrit, d'après l'avis du ministre des Finances, vous autorisent à permettre aux payeurs de l'armée de fournir environ deux millions par mois au gouvernement; mais nous voudrions saisir cette occasion pour le forcer à agir avec plus d'énergie et à régulariser toutes nos créances. Je vous envoie les copies des lettres du ministre des Finances au ministre de la Guerre, afin de vous mettre au courant de la question; je vous envoie également une note de New-York qui fait craindre l'arrivée de quelques aventuriers dans la Sonora.

Il est parti dernièrement, avec un brevet d'officier, dans la légion étrangère, un jeune homme qui a été quelque temps dans ma maison : c'est le jeune d'Aure, fils de l'écuyer de Saumur. Je vous le recommande comme homme de cœur et d'intelligence.

Recevez, mon cher Maréchal, l'assurance de ma sincère amitié.

NAPOLÉON.

Palais des Tuileries, le 31 mars 1865.

Mon cher Maréchal,

Je vous félicite de la prise de Oajaca. J'ai suivi avec plaisir les détails de l'attaque, qui m'a paru avoir été conduite avec une grande habileté. Témoignez toute ma satisfaction aux officiers et soldats.

Cette lettre vous sera remise M. Gwyn, que vous connaissez; il désire beaucoup réaliser son projet de colonisation de la Sonora. Je crois qu'il pourrait être très

utile à l'Empereur Maximilien, et c'est à lui à décider quel parti il peut être tiré de ses moyens et de son intelligence.

Quant à l'appui qu'il voudrait recevoir de vous, je vous en laisse juge, en vous recommandant toutefois la plus grande prudence, afin de ne pas nous embarquer dans une nouvelle expédition qui pourrait entraîner de grandes dépenses et de grandes difficultés.

Je suis bien aise d'apprendre que vous soyez de retour à Mexico : j'espère que vous contribuerez, par votre influence, à achever les affaires et à pacifier le pays.

Recevez, mon cher Maréchal, l'assurance de ma sincère amitié.

NAPOLÉON.

Les craintes exprimées au sujet d'une nouvelle expédition daus le Nord étaient partagées par le maréchal Randon, qui, dans son courrier de la même date, ne cachait pas que « ces opérations vers le Nord l'avaient toujours inquiété », car, « il avait horreur des petits paquets», et il reconnaissait que le commandant en chef n'était que trop « en situation d'en faire, pour ne pas être sobre de ceux que l'on pouvait raisonnablement éviter. » « Avoir des garnisons à Mazatlan et à Guaymas sans pouvoir tenir le pays à l'entour, c'est immobiliser inutilement des troupes, s'affaiblir sur des points où nous devrions toujours être forts, et courir le risque de faire comme à Acapulo, d'évacuer en laissant à l'ennemi la facilité d'exercer d'atroces représailles. »

Ce n'était point pour d'inutiles démonstrations dans le Nord-Est que le maréchal Bazaine avait fait occuper Mazatlan et Guaymas, mais bien par suite d'une né-

cessité supérieure, dont la responsabilité incombait tout entière à l'empereur Maximilien. Ces expéditions étaient la conséquence de la levée du blocus, ordonnée par lui en juillet 1864, des ports de l'empire. Du moment que nos vaisseaux ne pouvaient plus empêcher les dissidents d'introduire par mer les armes, les munitions et les secours de toutes sortes qui leur venaient de la Californie, il fallait bien qu'on barrât la route de terre. Il importait aussi qu'on leur enlevât les recettes des douanes. Ce double motif justifiait l'occupation de ces points éloignés.

Le danger n'en était pas moins grand pour l'armée française, éparse « en petits paquets » sur une immense étendue; mais la situation l'exigeait, non moins que la volonté de Maximilien.

Dans sa lettre du 16 avril, Napoléon III revenait sur ce point, qui évidemment lui causait de graves préoccupations.

Mon cher Maréchal,

Je viens de recevoir votre lettre du 17 mars. Je suis fâché que vous n'ayez pas reçu à temps les dépêches que le ministre vous a adressées afin de retenir le 2e zouaves. Les opérations du Nord m'inquiètent un peu, et on me dit que nos troupes sont bloquées à Mazatlan.

Je vous envoie toute ouverte une lettre pour l'Empereur Maximilien, afin que vous la cachetiez après l'avoir lue, et que vous la lui remettiez ensuite.

Croyez, mon cher Maréchal, à ma sincère amitié.

NAPOLÉON.

Le bruit, dont Napoléon se faisait l'écho, que nos

troupes étaient bloquées dans Mazatlan, n'était pas exact; il n'était pas faux non plus. La vérité c'est que les communications n'étaient ni sûres ni continues entre cette ville éloignée et le gouvernement central, et que, suivant leur degré d'audace, les troupes de partisans se rapprochaient plus ou moins des baïonnettes françaises.

La série continuait de ces escarmouches où se plaisaient à la fois le patriotisme de soldats luttant pour l'indépendance de leur patrie et la témérité de bandits trouvant des occasions de piller et de guerroyer contre les corps qui s'opposaient à leurs déprédations. Parfois des pertes sensibles pour nos troupes rendaient ineffaçable le souvenir d'engagements qui n'avaient par eux-mêmes ni importance ni résultats.

C'est dans un de ces combats que le commandant Maréchal, placé à la tête de la région des Terres-Chaudes, avait trouvé la mort. Le commandant de Montarby, quatre officiers de zouaves et d'autres vaillants soldats avaient péri de la même manière. Morts à jamais regrettables, et morts à peu près inutiles.

Les dissidents n'étaient pas plus heureux, et quelques-uns de leurs chefs avaient également succombé, tels que Royas, chef de bande très redouté. Ces succès de nos armes amenèrent quelques soumissions, notamment celles des généraux Solis, Etchegaray, Neri, Romulo del Valle et Garcia; mais il suffisait parfois d'un revers pour en annuler les minces bénéfices. La plupart, en effet, se soumettaient devant la force, prêts à reprendre la lutte dès que les circonstances paraîtraient favorables.

Les morts seuls ne revenaient pas : aussi les cours

martiales se montraient-elles impitoyables lorsqu'un chef ennemi tombé entre les mains de nos soldats leur était déféré.

Le colonel de Potier s'était particulièrement donné la mission de poursuivre et de traquer les bandits qui infestaient le pays. Il avait récemment joué à quelques-uns d'entre eux un tour de sa façon qui avait paru le mieux organisé et le plus plaisant du monde.

Presque quotidiennement le courrier qui faisait le service entre Mexico et Queretaro était attaqué et dévalisé : aussi les voyageurs ne le prenaient qu'en tremblant, et lorsque des obligations impérieuses les y forçaient. Résignés à leur sort, ils subissaient généralement la loi du plus fort, et se laissaient rançonner, dans la crainte d'être assassinés s'ils essayaient une résistance quelconque.

Le colonel de Potier se jura de mettre un terme à ce scandale, et de rendre la sécurité aux voyageurs. Ne pouvant faire accompagner le courrier par une troupe armée, dont la présence aurait fait fuir les bandits momentanément, il usa de stratagème. Il choisit quelques zouaves aussi hardis que braves; il les affubla d'oripeaux divers, de façon qu'on les prît pour de vrais voyageurs; puis, au moment du départ, il leur fit occuper toutes les places de la voiture.

Le courrier se mit en route : les brigands, non prévenus, se présentèrent, à l'endroit habituel, pour lever leur petit impôt ; mais, cette fois, il fallut déchanter. Les voyageurs supposés sautent par la portière, tirent de dessous leurs vêtements des revolvers et des sabres-baïonnettes, et tuent à bout portant ceux qui n'ont pas eu le temps de s'enfuir. La leçon porta ses

fruits, et le courrier fit dorénavant son service sans accident fâcheux.

Au colonel de Potier revient également la gloire d'une capture importante, celle de Romero, le plus redoutable de ces chefs qui, moitié patriotes et moitié bandits, faisaient aux Français comme aux Mexicains une guerre acharnée, volant, pillant ou tuant ceux qui leur tombaient sous la main. Déférés à la cour martiale, Romero et quatre de ses compagnons furent condamnés à mort et fusillés.

On vit à cette occasion combien peu le gouvernement de Maximilien avait su inspirer la confiance et imposer le respect. Quelques petits journaux satiriques, dont on tolérait la publication à Mexico, s'emparèrent de cet incident, et en firent une machine de guerre contre l'autorité.

El Buscapie (*Le Coup de pied*) publia, deux jours après l'exécution, un article intitulé *La Fusillade de Romero*, où les faits étaient travestis avec une ironie sarcastique.

La Cuchara (*La Cuillère*), le lendemain, dans un article intitulé *El Senor don Nicolas Romero*, bafouait la justice rendue au nom de l'Empereur.

D'autres feuilles, *La Sombra* (*L'Ombre*), *La Orquesta* (*L'Orchestre*), *Los Esperuelos del Diablo* (*Les Lunettes du Diable*) emboîtèrent le pas, et se mirent à faire chorus.

Le général Bazaine, dont la mission n'était point pour l'instant d'établir la liberté de la Presse au Mexique, et qui ne pouvait tolérer les insultes et les railleries adressées ainsi publiquement au gouvernement établi par l'appui de la France, usa des pouvoirs que

lui conférait l'arrêté non rapporté concernant l'état de guerre : il fit saisir et enfermer à la Accordada les journalistes délinquants, et informa Maximilien des délits commis, en même temps que des mesures qui en avaient été la suite.

L'Empereur, ou plutôt son entourage immédiat, qui se serait peut-être plaint de n'être pas suffisamment protégé par le commandant en chef si celui-ci n'avait pas agi, parut mécontent de cet acte d'énergie. M. Éloin se rendit aussitôt près du maréchal, et lui demanda des détails sur les faits reprochés aux journalistes, des explications sur les mesures prises. Le maréchal, fort de son droit, ne céda pas, et le chef du cabinet dut s'incliner devant une volonté formelle.

Cette attitude était rien moins que logique. De deux choses l'une : si l'Empereur entendait laisser librement discuter et même travestir les actes de son gouvernement; pourquoi insistait-il sans cesse pour qu'on poursuivît les dissidents? pourquoi maintenait il des cours martiales? Si, au contraire, il voulait se faire respecter, pourquoi blâmait-il d'une façon indirecte, peu courageuse et même peu loyale, la conduite énergique du commandant en chef?

Mais ce fut bien pis après la condamnation. Les journalistes frappés de peines variant entre un mois et un an de prison, 16 et 2,000 francs d'amende, n'attendirent pas huit jours leur grâce. Maximilien saisit le prétexte de l'anniversaire de son accession au trône pour détruire d'un trait de plume tout l'effet moral de l'acte énergique du maréchal. Il agit là comme il avait agi en levant le blocus des ports, en

libérant les prisonniers d'Oajaca. Il semblait qu'il craignît d'être privé d'adversaires.

Ce n'est pas tout encore. Le maréchal, partageant les sentiments de l'armée entière, avait vu du plus mauvais œil les graces ainsi prodiguées; le respect lui avait fermé la bouche, le droit de grâce étant un de ces droits régaliens qui échappent à tout contrôle. Mais son étonnement égala son indignation lorsqu'il apprit que l'un des graciés, le rédacteur de *La Orquesta*, créature du ministre de l'Intérieur, Cortes Esparza, et secrétaire de l'Ayuntamiento de Mexico, n'avait point été révoqué; bien plus, qu'aussitôt sorti de prison, il avait été prié par le ministre de reprendre ses fonctions! Cette fois, le maréchal jugea qu'un plus long silence serait une faiblesse, et il se plaignit vivement à l'Empereur d'une mesure blessante pour lui :

... J'avoue, Sire, que je trouve dans ce procédé du ministre un acte de haute inconvenance, qu'il est de mon devoir comme de mon droit de signaler à Votre Majesté.

J'y trouve la mesure d'un esprit d'hostilité que certains actes récents pourraient dénoter encore, et je crois pouvoir affirmer à l'Empereur que l'Ayuntamiento ne s'est pas associé à cet acte du ministre, et que ce corps municipal n'en accepte point la solidarité.

Je me borne à signaler ces faits à la haute appréciation de Votre Majesté, en l'assurant de nouveau que, *sentinelle vigilante et dévouée, j'éclairerai loyalement l'Empereur en appelant son attention sur les hommes qui l'entourent, qui sont admis dans ses conseils, mais dont l'influence ou l'action peut être hostile au gouvernement et au principe d'autorité qu'il représente.*

Cette dernière réflexion était fort juste, et l'Empereur, s'il avait ouvert les yeux, aurait pu s'en rendre compte, trop aisément par malheur. Les incidents fâcheux se multipliaient, et les personnes investies de la confiance du Souverain restaient ou inactives ou aveugles.

Et cependant chaque jour la presse se plaisait à semer l'inquiétude, à propager les doutes sur la durée et sur la solidité de l'Empire; on n'épargnait pas ses défenseurs. C'est ainsi que des calomnies abominables répandues contre les mœurs des soldats autrichiens trouvèrent un instant créance, et contribuèrent à amener des désordres sanglants à Puebla.

La bonne humeur, l'entrain du soldat français, joints à sa réputation bien établie de bravoure, avaient presque partout produit le meilleur effet sur les populations au milieu desquelles il vivait. Prompt à s'accoutumer aux habitudes des indigènes, facile dans les relations quotidiennes, il plaisait généralement, et les villes qui possédaient depuis quelque temps des garnisons françaises ne demandaient qu'à les conserver. Ainsi, à Puebla, on aimait nos soldats et leur chef, le général Brincourt. Énergique mais juste, sévère mais conciliant, ce chef avait admirablement réussi. Aussi les habitants furent-ils très désappointés lorsqu'ils apprirent la décision de l'Empereur ordonnant le remplacement des Français par les volontaires autrichiens.

A cette nouvelle, dans la soirée du 17 mars, des rassemblements se forment aux cris de : « Mort aux Autrichiens! » Ceux-ci envoient des patrouilles par la ville : on les insulte, on leur lance des pierres. Ils

veulent disperser leurs agresseurs : ils ripostent, et font feu, heureusement sans atteindre personne.

Le lendemain, l'effervescence s'accroît : les scènes de désordre recommencent avec plus de gravité. Une patrouille, sous les ordres du major Polak, rencontre un cavalier mexicain; elle cherche à l'arrêter : le cavalier s'enfuit. On lui tire dessus sans le toucher. Alors des coups de feu, partis des maisons voisines, répondent aux coups de feu ; une troupe armée attaque l'hôtel-de-ville, où des Autrichiens se sont réfugiés et barricadés. Çà et là, par la ville, des collisions sanglantes mettent aux prises les volontaires étrangers et les Mexicains. Ce n'est qu'à grand'peine que le général de Thun parvient enfin à dompter ces résistances. Les principaux meneurs sont arrêtés et traduits devant une cour martiale. La sentence fut impitoyable, et immédiatement exécutée. Cette sévérité mit fin à la révolte, et le colonel Jeanningros put, avec nos dernières compagnies, quitter Puebla.

C'étaient là assurément de fâcheux débuts pour les troupes autrichiennes : le souvenir ne devait malheureusement pas s'en effacer de sitôt.

CHAPITRE VII

Mission du général Woll en Europe. — Le maréchal Bazaine demande l'autorisation de rentrer en France. — Refus du ministre de la Guerre. — Le général Douay revient au Mexique. — Le successeur désigné du Maréchal. — Rivalités. — Système de communications quotidiennes, inauguré le 1er mars, entre l'Empereur et le commandant en chef. — Rapport du 28 avril 1865. — Affaire de Tacambaro. — Voyage de l'Empereur. — Le général de Thun choisi pour organiser l'armée mexicaine. — Le général L'Hériller écarté. — M. Esteva remplace au ministère M. Cortez Esparza. — Préfets hostiles. — On célèbre à Toluca l'anniversaire de l'attaque de Puebla (5 mai). — Retour de l'Empereur à Mexico. — Nouveau parti. — L'annexion à la France. — Correspondance du commandant en chef et du ministère de la Guerre à ce sujet. — Mariage du maréchal Bazaine avec Mlle Josefa Pena y Azcarate (26 juin). — Don de l'Empereur à la maréchale. — Second emprunt. — Lettre de M. Fould (31 mai 1865).

Au mois de février 1865, le maréchal Bazaine, après la prise d'Oajaca, rentrait en vainqueur à Mexico. L'Empereur et l'Impératrice lui adressaient les plus vives et les plus chaleureuses félicitations. Or, au dire de certains écrivains, ces félicitations étaient aussi fausses que vives, et, dans le même moment, Leurs Majestés, obéissant à un sentiment de mécontentement et de défiance contre le maréchal, sollicitaient de Napoléon III son rappel immédiat.

On prétendit du moins que telle était la mission

confiée au général Woll, lequel, effectivement, quitta le Mexique vers cette époque pour se rendre en France. Comme, d'autre part, aucune demande de cette espèce ne fut nettement, clairement, adressée, à cette époque, au gouvernement français, pas plus par le général Woll que par toute autre personne, la chose ne nous paraît nullement prouvée, et, pour l'honneur de Maximilien, il vaut mieux la croire inexacte.

Voici toutefois ce que dit, à ce sujet, un écrivain qui se prétend bien renseigné sur ce qui se passait à la cour de l'Empereur du Mexique [1] : « Dans une » note secrète de Sa Majesté, écrite au mois de février » ou de mars 1865, — note qui devait être remise à » l'Empereur Napoléon, et *qui ne le fut pas*, parce » que le porteur, avant son départ de Vera-Cruz, con- » naissant toutes les preuves de sympathie person- » nelle que l'Empereur Maximilien donnait au maré- » chal, crut que cette note avait été écrite dans un » moment d'humeur, et la conserva — ... »

En admettant le bien fondé de cette information, on est forcé de reconnaître en tout cas que la mission donnée au général Woll était singulièrement élastique, puisque cet envoyé se crut en droit, de son autorité privée, de n'y donner aucune suite. La preuve s'en trouve dans ce passage de la lettre confidentielle du maréchal Randon au maréchal Bazaine (du 30 juin 1865) : « J'ai vu le général Woll, qui ne m'a rien » appris de bien nouveau... »

Malgré les témoignages d'estime et de confiance dont l'Empereur comblait le commandant en chef,

1. M. Domenech, *Histoire du Mexique*, t. II, p. 273.

malgré le respect et le dévouement de celui-ci, des difficultés s'élevaient parfois entre l'administration française et l'administration mexicaine. Ces légers froissements, inévitables dans une situation mal définie et sans précédents, étaient rendus plus fréquents par les dispositions ouvertement hostiles de M. Éloin et de la plupart des ministres de Maximilien.

L'Empereur lui-même, aux prises avec les difficultés d'une position financière déplorable, ne savait pas toujours rester en dehors de ces querelles mesquines. A tout instant le Trésor mexicain, épuisé, avait recours au Trésor français. Pris entre les ordres très nets et souvent répétés de son gouvernement et le désir bien naturel de ne pas empêcher, par un refus trop prolongé, le fonctionnement des services du nouvel empire, le maréchal résistait d'abord aux demandes d'argent, puis cédait. Lorsqu'il autorisait les paiements, les relations étaient parfaites; dans le cas contraire, elles s'aigrissaient momentanément. Conséquence forcée de la tutelle financière mise aux mains du commandant en chef.

Mais la personne même du maréchal Bazaine n'y était pour rien : le commandement aurait eu un autre titulaire, que celui-ci se fût trouvé en présence des mêmes exigences, en face des mêmes ordres : la situation n'eût point été changée.

C'est ce que ne voyait pas, ou ne voulait pas voir toujours Maximilien, non plus que l'Impératrice Charlotte; et ils s'imaginaient que les choses iraient mieux si le maréchal était remplacé par un général d'humeur plus facile, plus conciliante : le général Félix Douay par exemple.

Cet officier supérieur, venu au Mexique avec les premiers renforts envoyés au printemps de 1862, était, après le maréchal, le premier personnage de l'armée française. Sa bravoure, son mérite, attiraient l'attention sur lui, moins cependant aux yeux des souverains que ses relations plus intimes avec Napoléon III, dont il était un des officiers préférés. On savait, — peut-être par lui-même, — qu'il correspondait directement ou indirectement avec l'Empereur des Français, et que celui-ci écoutait volontiers ses avis.

Il venait de retourner en Europe; mais son absence serait-elle définitive? L'Empereur et l'Impératrice espéraient que non. Il reviendrait après avoir vu Napoléon III, après avoir causé avec lui librement, à cœur ouvert. Qui sait? Il obtiendrait peut-être des renforts, des secours en argent plus considérables; s'il pouvait revenir avec le commandement en chef, que de facilités pour le gouvernement mexicain!

C'étaient là des illusions, mais Maximilien n'était plus à les compter. Quand bien même le général Douay eût convaincu Napoléon III, il n'aurait convaincu ni la Chambre ni le pays, et le gouvernement personnel n'était plus assez fort pour imposer à la nation de nouveaux sacrifices. Que ce fût Bazaine, ou Douay, ou tout autre général, qui exerçât le commandement supérieur à Mexico, la direction restait toujours à Paris; et, plus il aurait été démontré que la situation exigeait de dépenses en hommes et en argent, plus le secours de la France aurait été près de se retirer. Ce n'est pas, en tout cas, le maréchal Bazaine qui se fût opposé à ce qu'on lui nommât un successeur, car, à cette même époque où l'on croyait

son rappel demandé par Maximilien c'était lui-même qui le sollicitait.

Glorieux de la part qu'il avait prise dans la conduite des opérations militaires aussi bien que dans la direction des affaires politiques, vainqueur du meilleur général dissident à Oajaca, voyant la faiblesse du nouveau gouvernement, mais croyant que l'expérience et la force des choses l'éclaireraient et modifieraient ses allures, ne se jugeant point indispensable pour la besogne qui, suivant lui, allait incomber au chef d'un corps d'occupation destiné à être réduit progressivement, le maréchal, dans une lettre particulière adressée au ministre de la Guerre, demanda l'autorisation de rentrer en France, et ce fut le maréchal Randon qui, dans une lettre également confidentielle et écrite tout entière de sa main, lui répondit, le 15 mars 1865, en lui traçant ce qui lui restait à faire, que sa « mission n'était pas encore terminée ».

Voici, au surplus, un extrait de cette lettre :

... Il est important, au premier chef, que l'ordre s'établisse au Mexique dans les finances, et le gouvernement du pays doit y tendre, avec la plus rigide activité; mais je ne me fais pas illusion sur la difficulté de trouver les moyens d'y parvenir.

L'Empereur Maximilien ne peut pas consacrer au grand jour la vénalité ou l'incapacité des agents qu'il a sous sa main ; et cependant il faut que son gouvernement perde l'idée que les trésors de la France seront indéfiniment et sans mesure consacrés à pourvoir à ses besoins, il faut qu'il justifie tout ce que l'on raconte des richesses que renferme le sol mexicain, il faut en un mot que la France ne soit pas obligée de faire de nouveaux sacrifices

pour consolider un trône qui doit chercher son appui dans le pays même. Je sais parfaitement que toutes ces choses-là sont faciles à démontrer en théorie à notre point de vue, mais qu'il surgit bien des difficultés pour les admettre dans la pratique. *Voilà ce qui me fait vous dire que votre mission n'est pas terminée et qu'il vous reste encore à cueillir de la gloire.* Vous devez être soutenu par la confiance générale qui repose sur votre tact, votre fermeté, votre bon jugement; et je vous assure que le gouvernement de l'Empereur vous tiendra compte bien sincèrement de tous les efforts que vous tenterez pour mener à bonne fin l'œuvre immense que nous pousuivons au Mexique.

La façon dont ce refus était donné, les éloges qui l'accompagnaient, la confiance qu'on lui témoignait, tout cela ne permettait guère au maréchal Bazaine de persister dans son idée de rentrer en France. Le rôle qui lui restait à remplir était assurément moins glorieux et surtout moins facile que celui par lequel il s'était jusqu'alors illustré : c'était une raison de plus pour qu'il ne cherchât point à s'y soustraire. Il consentit donc à rester.

Bien qu'il comptât sur une pareille résolution, le ministre de la Guerre, ainsi averti des désirs du maréchal Bazaine, crut devoir, pour parer à toute éventualité, désigner un successeur au commandant en chef, et ce successeur fut précisément le général Douay.

Le général Douay, écrivait le ministre le 31 mars, est en effet revenu du Mexique *charmé de l'accueil qu'il avait reçu de l'Empereur et de l'Impératrice, et très disposé d'après cela à revenir sur sa première intention de rentrer définitivement en France.* L'Empereur se montre disposé à lui don-

ner l'ordre de se mettre en route, et il est probable qu'il partira vers le 20 du mois prochain, profitant du départ d'un bâtiment de l'État qui prendra la mer pour Vera-Cruz. *Je n'ai pas lieu de croire que le retour du général Douay soit contraire à vos vues, car vous ne m'avez laissé pressentir rien de semblable dans vos lettres.* Il n'était pas possible de ne pas vous donner un second divisionnaire, et celui que je vous aurais envoyé de France, quel qu'il fût, aurait eu à faire son éducation du pays, et n'aurait pas sans doute exécuté vos ordres avec la même entente.

Quelque chose avait transpiré, même à Paris, soit des désirs de la cour de Mexico, soit des désirs du général Douay. Le maréchal Randon en avait eu vent, et il tint, avec sa loyauté habituelle, à y faire allusion dans un courrier suivant (30 avril) :

Le général Douay s'embarque sur le *Tarn* pour retourner au Mexique y reprendre le commandement de sa division. *Je ne vous parle pas de tous les bruits qui ont été mis en circulation sur la destination présumée qui serait donnée à cet officier général : ils n'avaient d'autres fondements que ceux qui leur étaient donnés par les fabricants de nouvelles à la main.*

Le maréchal Bazaine était ainsi prévenu. Fort de sa situation et de la confiance qu'il inspirait à Napoléon III et à son ministre, il n'éleva aucune objection contre la désignation faite du général Douay. Peut-être fut-ce un tort, car l'armée française fut bientôt au courant de la rivalité secrète qui divisait le chef et son successeur, et cette situation n'était bonne ni pour l'un ni pour l'autre.

Quoi qu'il en fût des secrets désirs de Maximilien, ses relations avec le quartier général restaient faciles

et même cordiales, du moins en apparence. Depuis le 1er mars, un système de communications quotidiennes avait été inauguré qui, pour les petits incidents journaliers, offrait le mérite de simplifier les correspondances. Deux registres avaient été établis, l'un pour le quartier-général, l'autre pour le cabinet de l'Empereur. Celui-ci s'était augmenté récemment d'une section militaire, à la tête de laquelle avait été placé le commandant Loysel, détaché de son régiment et placé hors cadres, avec l'assentiment du gouvernement français. Cet officier se trouvait chargé de diriger la correspondance du cabinet, tandis que le premier aide-de-camp, alors le lieutenant-colonel Napoléon Boyer, dirigeait celle du quartier-général.

Chaque page du registre était partagée en deux colonnes : dans celle de gauche se trouvaient les informations, les demandes, etc.; dans celle de droite, les réponses.

Voici un spécimen de chacun :

Registre du commandant en chef.

3 mars.	
Tous les renseignements que reçoit le maréchal tendent à assurer que les dissidents des Terres-Chaudes reçoivent leurs armes, leurs munitions et même des ressources en hommes, par la rivière de Tabosco et par Minatillan.	
Le maréchal pense qu'il	La mesure proposée par le maréchal est approuvée. Les instructions devont être données confidentiellement

est nécessaire de rétablir effectivement, mais sans le notifier diplomatiquement, le blocus de la portion du golfe qui s'étend de Carmen à Minatillan.

Un ordre de Sa Majesté l'Empereur à cet égard, et le maréchal donnera de suite des instructions à Vera-Cruz...

Le lieutenant-colonel chef du cabinet.

NAP, BOYER.

de manière à ce que la diplomatie ne puisse intervenir et qu'il ne puisse se produire ultérieurement de réclamation.

Le chef du cabinet militaire.

C. LOYSEL.

Registre du cabinet militaire de l'Empereur.

Je vous renvoie la pétition des dames de *Queretaro*.

Il y a eu un quiproquo fort amusant.

La pétition fut prise pour être relative à Guanaprato au lieu de Queretaro.

Je ne m'étonne pas alors si le colonel Giraud y perdait son latin.

Prière de la faire examiner à Queretaro cette fois-ci.

28 avril.

C. LOYSEL.

Va être fait immédiatement.

NAP. BOYER.

Afin que Son Excellance M. le maréchal n'ait aucun doute sur l'exactitude que met le cabinet à porter à la connaissance du gouvernement les abus ou menées occultes qu'il signale à l'attention de Sa Majesté.

Envoi de la réponse du ministre de Gobernacion au sujet de la conduite du préfet de Cuernavaca.

30 mai.

C. Loysel.

Le maréchal m'a aucun doute sur les soins qu'apporte le cabinet de Sa Majesté à transmettre les réclamations ou les plaintes; mais le maréchal craint que les ministères ne donnent aucune suite, la plupart du temps, aux affaires qui leur sont soumises.

31 mai.

Nap. Boyer.

Ces communications, dont la rapidité et la concision étaient éminemment utiles et favorables au bon fonctionnement de l'administration, n'excluaient nullement la correspondance directe entre l'Empereur et le maréchal pour les affaires importantes.

Il y avait un an que Maximilien était au Mexique : comment cette année avait-elle été employée, et quelle était la situation de l'Empire? Le rapport du maréchal Bazaine du 18 avril 1865 répond trop exactement à ces deux questions pour que nous n'en donnions pas ici une grande partie : on verra par cette citation quelle valeur il faut attribuer au reproche souvent adressé aux autorités françaises d'avoir dissimulé la vérité à leur gouvernement.

... Le parti conservateur se compose aujourd'hui de tous les amis de l'intervention, de tous ceux qui voient avec satisfaction l'ordre succéder à l'anarchie; il a réussi

et fondu dans une même opinion les fractions modérées de l'ancien parti libéral, une bonne partie des réactionnaires et des cléricaux. Le parti de ces derniers ne se composant plus que du haut clergé entouré d'un petit nombre de fidèles, le parti conservateur, qui renferme des hommes intelligents et qui est propriétaire d'une large portion du territoire, se tient en garde contre l'esprit Nord-Américain, sachant bien que ce dernier s'accorde parfaitement avec celui du parti libéral démocrate. Ce dernier parti, en effet, ne peut revenir au pouvoir que poussé par l'influence des États-Unis, soutenu au besoin par une intervention américaine. Le Mexique, à un moment donné, deviendrait donc, dans cet ordre d'idées, le champ de bataille sur lequel se débattront les principes que cherche à faire prévaloir le gouvernement de Washington. *De là l'inquiétude qui règne dans tous les esprits, et le peu de confiance que dans le fond on accorde au gouvernement de l'Empereur Maximilien, qui, malgré son bon vouloir, a encore beaucoup à faire pour assurer le présent et garantir l'avenir.*

Comme preuves à l'appui de ce que j'avance, j'ai l'honneur d'adresser à V. Exc. une série de dépêches que m'a transmises M le général Mejia: cette correspondance, à laquelle je joins la copie de la lettre du général même, a un intérêt qui ne vous échappera pas. La dépêche du vice-consul de France à Matamoros, adressée au commandant de *l'Adonis*, renferme aussi des détails intéressants sur ce qui se passe à la frontière nord du Mexique.

Je me fais un devoir de signaler à l'Empereur les moindres incidents que je crois de nature à l'éclairer. J'ai appelé l'attention de S. M. sur certains personnages que l'opinion publique réprouve, et qui sont admis dans les conseils impériaux. J'ignore encore la modification que

S. M. pourra apporter plus tard au personnel sur lequel il semble s'appuyer.

Les derniers décrets que j'ai eu l'honneur de transmettre à V. Exc. ont provoqué, de la part des journaux français qui se publient à Mexico, des observations que l'autorité n'a pas goûtées. *L'Estafette* et *l'Ère nouvelle* ont subi un premier avertissement le lendemain de la promulgation de la loi sur la presse. *Peut-être les mesures vigoureuses que j'avais cru devoir prendre vis-à-vis des rédacteurs de la petite presse et la condamnation de ces derniers par le Conseil de guerre n'ont-elles pas été étrangères à cette riposte immédiate appliquée à la presse française.* L'autorité a usé de son droit, et cette affaire, qui a ému les intéressés, n'a pas un caractère de haute importance.

Je joins à ma dépêche deux coupures du journal *l'Estafette* qui me paraissent présenter la situation actuelle sous son véritable jour; l'article relatif à l'impossibilité de gouverner le Mexique avec des hommes de parti s'applique parfaitement à la circonstance particulière du gouvernement actuel, composé en grande partie d'éléments que je considère comme hostiles à l'idée française, et nullement dévoués à l'Empereur.

Les modifications apportées dans les circonscriptions intérieures de l'Empire ont déjà causé des mécontentements, ainsi que je vous l'avais fait pressentir. Cela n'a rien qui doive surprendre, car on a atteint certains intérêts de clocher, tout en favorisant d'autres localités. *Ce qu'il y a de fâcheux c'est que, l'application du nouveau système étant impossible pour le moment, et pour longtemps peut-être encore, sur la majeure partie du territoire, on ne se soit pas contenté de tracer sur une carte les nouvelles délimitations, au lieu d'en faire l'objet d'un décret qui froisse des susceptibilités et des intérêts avec lesquels il est politique de compter encore.* C'est ainsi que le général Lozada, voyant le

chef-lieu de la circonscription échapper à Tepic, adresse une plainte à l'Empereur, et transmet la protestation de toute la population de la Sierra, sur laquelle il a une influence absolue. J'ai calmé les inquiétudes de ce chef, dont le concours nous est très utile en ce moment et dont la défection pourrait nous créer de sérieux embarras.

Dans l'intérieur la situation est la même; les rapports de Guadalajara mentionnent même des progrès dans le Jalisco, où des projets de route s'élaborent pour relier le chef-lieu du département à la mer, par Tepic et San-Blas. On me signale de Guadalajara, de Guanajuato, de Zacatecas et de San-Luis-Potosi une amélioration sensible dans les finances. C'est la première fois que cette heureuse nouvelle m'est donnée aussi positivement, appuyée par des chiffres.

Les nouvelles de Oajaca sont toujours excellentes : le pays, pacifié, ne demande qu'à jouir des bienfaits du nouvel état de choses.

La vénéfision des biens nationalisés poursuit lentement et difficilement son cours au milieu du mécontentement général. Jamais mesure n'a été plus impopulaire : aussi n'a-t-elle pas peu contribué à garnir les rangs du parti démocratique, qui, ainsi que j'ai eu l'honneur de le dire à V. Exc., s'intitule le parti national, par opposition au parti conservateur, qui voit son salut dans l'intervention française, tandis que le premier fera tous ses efforts pour arriver au protectorat américain, sinon à l'intervention des États-Unis.

L'Empereur a quitté Mexico le 18 courant, pour faire une excursion jusqu'à Orizaba. S. M. m'a dit, au moment de son départ, qu'elle ne resterait que trois semaines absente, son but principal étant de se reposer des affaires et de se distraire, tout en visitant les contrées que doit parcourir la voie ferrée entre Mexico et Orizaba.

P.-S. — Au moment de clore ma dépêche, j'apprends par un télégramme de la Vera-Cruz que le packet anglais a apporté la nouvelle de l'assassinat du président Lincoln. A voir les démonstrations de joie qui ont accueilli la nouvelle de la prise de Richmond, le parti démocratique mexicain en ressentira vraisemblement le contrecoup.

La mort du président Lincoln n'eut pas d'influence réelle sur les événements; tout au plus émut-elle un instant Juarez et son entourage immédiat, mais elle n'eut et ne pouvait avoir aucune action sur la politique des États-Unis. Les dissidents ne se montrèrent nullement découragés, et, si les provinces voisines de Mexico et de Puebla, et occupées par les troupes françaises, semblaient sincèrement ralliées à l'empire et occupées du seul désir de vivre en paix, les parties du territoire soustraites à l'occupation renfermaient des éléments de résistance qui n'étaient pas près de se dissoudre.

Dans le Michoacan notamment, deux généraux juaristes, Salazar et Arteaga, tenaient la campagne, évitant soigneusement les troupes françaises et tombant en toute occasion sur les troupes mexicaines. Deux autres chefs, Regules et Riva Palacio, les secondaient.

Le Nord ayant exigé la présence des divisions Douay et Castagny, le pays était dégarni de forces, et la garnison de Morelia se composait du seul 81e de ligne, sous les ordres du colonel de Potier. On la renforça du bataillon belge, commandé par le colonel Van der Smissen. Ces deux officiers parcoururent la contrée

chacun à la tête d'une colonne légère, mais ils ne purent atteindre l'ennemi : le seul résultat de cette marche fut d'éloigner Regules de Morelia.

Ils venaient de rentrer dans cette ville le 10 avril, laissant vers le sud une petite colonne composée de quatre compagnies du bataillon belge, sous la direction du major Tydgadt, en tout 251 hommes et 38 cavaliers. Dès le 8 au soir, le colonel de Potier avait fait prévenir le major qu'il « allait recevoir le choc » de toutes les troupes de Regules et qu'il devait s'arrêter et se retrancher dans Tacambaro.

Ce simple avis, bien qu'il ne renfermât aucune promesse de secours, fut interprété dans ce sens par le major Tydgadt : aussi se résolut-il à se défendre aussi longtemps qu'il le faudrait contre les 3,000 hommes de Regules. Il se retrancha dans l'église de Tacambaro et dans l'enclos attenant, sous la protection d'un mur de deux mètres de haut.

Le 11 avril, à la pointe du jour, de tous côtés débouchent des assaillants. Les Belges trois fois sortent de leur réduit et les refoulent à coups de baïonnettes; mais chaque sortie leur coûte quelques-uns des leurs. Leur nombre diminue : ils se retirent dans l'église et y soutiennent un siège désespéré jusqu'à dix heures du matin. Leurs chefs tombent les uns après les autres : le major Tydgadt, le capitaine Chazal, fils du ministre de la guerre de Belgique, le capitaine Eugène Delannoy, les lieutenants Palmaert, Petit et Van der Burgh, sont mortellement atteints ; les capitaines Gauchin et de Schrynmakers, le lieutenant Carlot, sont blessés ; le clocher de l'église prend feu. La résistance cesse d'être possible, il faut se rendre, et les 187

survivants de cette troupe héroïque sont faits prisonniers.

Le général Arteaga, qui arriva le soir à Tacambaro, et qui n'avait été pour rien dans la victoire, donna une preuve de la férocité qui animait certains de ces chefs mexicains que des historiens se sont parfois plu à comparer à des Porfirio Diaz : il demanda que tous les prisonniers fussent immédiatement fusillés. Plus humains, les généraux Regules et Riva Palacio s'opposèrent à ce massacre. Cela n'empêcha point un digne émule d'Arteaga, qui avait rang de colonel, d'abattre d'un coup de revolver le docteur Lejeune pendant qu'il était occupé à soigner les blessés. Le fait est rapporté par un témoin de cette triste journée, le capitaine de Schrynmakers.

Le colonel de Potier, dès qu'il eut connaissance de ce combat, se mit à la poursuite de Regules, l'atteignit le 23 avril à Huaniqueo, et le battit si complètement que ses bandes désorganisées allèrent se disperser dans le sud.

La nouvelle du combat de Tacambaro eut un douloureux retentissement à Mexico. L'Impératrice Charlotte se montra très sensible à la défaite et à la mort de ses compatriotes : la gloire qu'ils s'étaient acquise couvrait mal les tristesses d'un tel insuccès. Quant aux Belges, ils reprochèrent vivement au colonel de Potier de n'avoir pas porté secours à la petite troupe qu'il savait menacée d'une attaque par des forces supérieures.

Quelques jours auparavant, le 18 avril, l'Empereur Maximilien avait mis à exécution son projet de voyage : parti de Mexico, il s'était dirigé sur Orizaba

et avait parcouru la contrée où l'on projetait de faire passer un chemin de fer qui relierait la capitale au tronçon déjà établi dans les Terres-Chaudes.

Ce voyage ressembla aux voyages précédents. Le souverain s'arrêtait dans toutes les localités où des monuments, des souvenirs historiques, attiraient son attention de lettré et de poète. Il visita les pyramides de Teotihuacan à Tlascala ; il parcourut avec émotion l'ancien palais de Fernand Cortez et l'église où avaient eu lieu les premiers baptêmes d'Indiens.

Il rencontra sur sa route le même enthousiasme que précédemment, officiel chez les Mexicains, spontané et sincère chez les pauvres Indiens.

Le 1er mai, il s'installait, à une demi-lieue d'Orizaba, dans l'hacienda de Jalapilla, où il comptait se reposer quelques jours.

Le général de Thun l'avait un instant escorté, pendant la route, avec une troupe de cavalerie autrichienne. Est-ce à cette rencontre qu'est due l'inspiration — assez malencontreuse — qui lui dicta la lettre qu'il adressa au maréchal Bazaine, le 5 mai (date malheureuse, en ce qu'elle rappelait le souvenir de notre premier insuccès devant Puebla) ?

Mon cher Maréchal,

Partageant l'opinion de Votre Excellence qu'il faut poursuivre activement l'organisation de l'armée, et *n'ayant pas trouvé un général français* ou mexicain qui eût voulu ou qui aurait pu s'en charger, je me suis décidé à la confier au général comte de Thun.

La première décision à prendre est la réunion des for-

ces nécessaires pour former une brigade : j'invite Votre Excellence à donner des ordres pour que les corps ci-après nommés se rendent à Puebla, endroit que je désigne pour l'organisation, etc.

Le maréchal avait tout lieu d'être surpris d'une telle missive. L'Empereur oubliait-il ou ne voulait-il pas se souvenir que parmi les généraux français il n'avait au contraire que l'embarras du choix? Plusieurs noms avaient été mis en avant, et le général de brigade L'Hériller, qu'on lui avait tout particulièrement désigné, était prêt à accepter la mission d'organiser l'armée mexicaine. Bien plus, l'autorisation de le placer hors cadres avait déjà été demandée au gouvernement français : elle arriva au Mexique peu de temps après la lettre de Maximilien.

Le maréchal se hâta de porter le fait à la connaissance de l'Empereur, et de lui fournir un projet qui lui permît de revenir sur sa décision sans blesser le général de Thun :

Une dépêche de S. Exc. le maréchal ministre de la Guerre m'a fait savoir que M. le général L'Hériller était mis à la disposition de Votre Majesté pour l'organisation de l'armée mexicaine. J'ai fait connaître à M. le général L'Hériller la décision qui le concerne. Quant à l'emploi à donner à cet officier général, pour le mettre à même de remplir sa mission, j'ai l'honneur de proposer à V. M. la solution suivante :

Donner à M. le général L'Hériller le commandemunt de la 2e division territoriale, dont le chef-lieu est à Puebla : il y continuerait l'œuvre commencée par le général comte de Thun, et je constituerais à Puebla une garnison française.

M, le général de Thun prendrait le commandement de la 1re division, et en même temps il serait placé à la tête du 3e grand commandement, dont le chef-lieu serait à Morelia. Il y aurait dans cette dernière disposition une économie à faire, en supprimant un état-major divisionnaire.

La pensée du maréchal se devine : il offrait ainsi à Maximilien l'occasion de mettre à la tête de la future armée mexicaine un chef qui avait fait ses preuves, et en même temps d'éloigner de Puebla les Autrichiens, qui, ainsi qu'on l'a vu, y avaient été fort mal accueillis et n'y étaient pas devenus populaires. Mais l'Empereur était résolu à ne pas utiliser les services d'un général français : il ne fut fait aucune réponse à la communication du maréchal.

L'influence à laquelle obéissait Maximilien était toujours prépondérante dans la personne de M. Éloin, qui ne quittait point le souverain, et dans celle de la plupart des ministres. Il y avait cependant cette différence entre ceux-ci et celui-là : c'est que, tout en causant le plus grand mal à l'empire, M. Éloin ne détestait que les Français, tandis que les ministres n'étaient même point ralliés sincèrement à la cause de Maximilien. L'un des plus hostiles était sans contredit M. Cortes Esparza. L'Empereur se décida enfin à le remplacer par M. Esteva, honnête homme, du parti libéral modéré, et étranger jusqu'à ce jour à l'administration; mais il ne fallut pas moins que toute l'énergie du maréchal pour en arriver là.

On a peine à se faire une idée de ce qu'était l'administration civile de l'empire, même à ce moment-là, après plus d'un an de règne. Des préfets, les uns

manquaient de courage, et se contentaient de se soustraire aux responsabilités, comme ceux de San-Luis-de-Potosi, de Victoria, de Saltillo, de Matamoros, qui avaient abandonné leur poste « par peur des événements qu'ils pressentaient »; les autres trahissaient ouvertement le gouvernement, comme le préfet de Toluca, qui avait permis qu'on fêtât publiquement l'anniversaire du 5 mai ; comme le préfet de Tlalpan, qui recevait chez lui des démagogues, et, dans ses propres salons, les voyait, sans s'y opposer, pousser des *vivat* en l'honneur des dissidents ; comme le préfet de Cuernavaca, fils d'ailleurs du chef dissident de l'état de Guerrero, qui quittait fréquemment sa préfecture pour se rendre à des conciliabules de révolutionnaires; comme le préfet de Guanajuato, qui était resté l'ami et l'agent de Doblado!...

Sur ce dernier point, le maréchal Bazaine exerçait une surveillance particulière. Le colonel Jeanningros l'ayant averti que d'anciens officiers de Doblado étaient récemment arrivés à Guanajuato et à Leon comme commandants militaires, et que tout s'y préparait pour un soulèvement, il prit un parti décisif : il donna l'ordre à la petite troupe française qui gardait la ville de quitter cette place. Il en informa l'Empereur, ajoutant qu'il se verrait contraint d'agir de même dans toutes les localités où il ne rencontrerait pas un concours loyal de la part des autorités politiques et administratives.

L'Empereur comprit, et sacrifia M. Cortes Espârza. Par malheur, quels que fussent la bonne volonté et le zèle de son successeur, il était difficile de changer en un jour tant de fonctionnaires, moins facile encore

de leur trouver des successeurs plus énergiques ou plus fidèles.

Avant de quitter le ministère, M. Cortes Esparza avait pris une mesure des plus nuisibles : il avait fait rapporter le décret, promulgué par la Régence le 25 février 1864, interdisant les jeux de hasard. En vain le commandant en chef présenta-t-il quelques observations à l'Impératrice-Régente, le *monte* (roulette) fleurit plus que jamais, engloutissant la solde de quelques-uns des officiers français et le salaire des pauvres diables.

Ces fautes du gouvernement impérial n'échappaient point au maréchal Bazaine, non plus que leurs conséquences :

L'Empereur Maximilien, écrivait-il dans son rapport du 10 mai, ne rencontre que des ovations dans l'excursion qu'il fait actuellement, *et cependant on est bien obligé d'avouer que l'empire est aujourd'hui bien moins populaire qu'il ne l'était à son début,* et j'ai déjà eu l'honneur d'en signaler les causes à Votre Excellence. Elles tiennent :

1° Au brusque changement de politique qui a fait choisir les conseillers de Sa Majesté dans un parti qui n'est pas sincèrement rallié, désaffectionnant ainsi ceux mêmes qui avaient travaillé à l'établissement de l'empire ;

2° Au malaise produit par une longue attente d'une impulsion gouvernementale fonctionnant régulièrement et sortant enfin des théories pour passer à la pratique ;

3° A la pénurie du Trésor, qui a fait mettre de côté et jeter dans la misère beaucoup d'officiers de l'armée ;

4° Enfin à la révision des biens nationalisés, mesure qui reste toujours très impopulaire.

Cette impopularité de l'empire avait causé des dé-

ceptions parmi les partisans de l'intervention française : de là s'était formée une opinion nouvelle chez certains d'entre eux. Le maréchal y fait allusion dans son rapport du 28 mai.

Les partis qui restent en présence sont le démagogique et celui que j'ai appelé conservateur libéral, parti qui veut l'ordre et la paix, et que composent les grands propriétaires fonciers, des libéraux modérés amis de leur pays et presque tous les anciens cléricaux. Ce dernier parti est dans une inquiétude extrême, qui s'est augmentée depuis les derniers événements d'Amérique. Aussi ses membres se comptent-ils et forment-ils un faisceau dont la force s'augmente en proportion de la faiblesse du gouvernement et du danger que peut créer l'apathie apparente qui préside aux destinées du pays et au choix des agents du pouvoir exécutif.

J'ai reçu à cet égard des confidences qui émanent d'une source qui ne me permet point de doute, et, plutôt que de subir le joug américain, auquel tend le parti démagogique, les conservateurs n'hésiteraient pas à se donner au bras qui les a soutenus et sur lequel ils basent toutes leurs espérances d'avenir : *c'est une annexion à la France ou tout au moins un protectorat sous sa forme la plus absolue, que le parti conservateur est décidé à proposer le jour où, par suite d'événements qui ne sont point improbables, le souverain que l'intervention a donné au pays viendrait à lui manquer.*

Ce parti est nouveau, nombreux, puissant, riche, et puise sa force et son droit dans l'amour sincère du pays et de sa nationalité ; il prend la dénomination de parti impérialiste, dans l'espoir que l'Empereur cherchera dans son sein les membres d'une administration qui pourra sauver le pays.

Si une opinion longtemps dominante, et aujour-

d'hui encore très persistante, n'avait attribué au maréchal Bazaine la pensée de se substituer à Maximilien, dans la prévision des « événements non improbables » dont parle ce rapport, il n'y aurait là qu'une information ordinaire, analogue à celles que contenaient les autres rapports, et peut-être l'aurions-nous passée sous silence. Il était en effet fort naturel que les gens qui avaient appelé l'archiduc Maximilien au Mexique, et qui s'étaient employés à l'établissement de l'empire, vissent avec anxiété le peu de solidité du nouveau régime ; et, comme ils se savaient compromis et se sentaient, en cas de triomphe des Juaristes, exposés à des représailles terribles, le désir du salut leur faisait chercher un moyen quelconque d'éviter une aussi terrible perspective. De là à souhaiter le protectorat de la France et à désirer que les baïonnettes françaises, qu'ils voyaient quotidiennement à l'œuvre, continuassent vis-à-vis d'eux leurs bons offices, il n'y avait qu'un pas : quoi d'étonnant à ce qu'ils l'eussent franchi?

Quant au maréchal, eut-il l'ambition qu'on lui a prêtée ? Pour l'affirmer comme pour le nier, il faudrait avoir connu sa pensée, et personne ne s'en peut vanter. D'ailleurs, la question est oiseuse : nul n'est responsable de ses pensées secrètes, si ce n'est devant sa conscience. On ne doit compte que de ses actes à sa patrie d'abord, à l'histoire ensuite. Or, on verra que, placé dans des circonstances qui lui donnaient une liberté d'action presque illimitée, le maréchal ne chercha jamais à prendre pour lui un pouvoir dont, plus que qui ce soit, il connaissait les ennuis, les difficultés, le néant.

Si toutefois, en admettant l'impossible, cette information envoyée à Paris avait eu pour but de tâter l'opinion du gouvernement français, la réponse qu'il en reçut ne fut point de nature à l'encourager :

Je reviens encore au contenu du dernier rapport politique, lui écrivait le ministre de la Guerre, en ce qui concerne les aspirations d'un certain parti que vous signalez et qui ne tendraient à rien moins qu'à réclamer dans certaines éventualités le protectorat de la France. Si ces tendances prenaient quelque consistance, *je dois vous déclarer que vous devriez les repousser de la manière la plus péremptoire, car, à aucun titre et dans quelques circonstances que ce fût, une pareille combinaison ne saurait être admise ou seulement entrevue : elle serait également en opposition formelle avec les intérêts de la France et les intentions de S. M.* Je n'ai pas besoin de m'étendre plus longuement sur ce sujet, que votre haute raison ne saurait d'ailleurs admettre un seul instant.

Les rapports envoyés par le maréchal Bazaine étaient l'objet d'un examen fort attentif à Paris, et, pour le prouver, il suffira de citer un autre passage de cette même lettre, qui est une de celles que le maréchal Randon prenait la peine d'écrire en entier de sa main, comme toutes les fois d'ailleurs qu'il avait à faire au maréchal Bazaine des communications confidentielles :

Il est une chose qui a frappé l'Empereur, auquel je soumets la lecture de vos dépêches : c'est la nuance qui existe presque constamment entre les appréciations pour l'avenir du Mexique qui ressortent soit de votre rapport politique, soit de votre correspondance particulière ou

de vos documents militaires. Sans doute, ne traitant pas des mêmes sujets, ils doivent contenir d'autres appréciations; mais même en tenant compte de ces nuances, on est étonné des impressions différentes qui résultent de la comparaison entre ces pièces. *Assurément si votre rapport politique parvenait seul on désespérerait de l'avenir du Mexique,* et ce que nous aurions de mieux à faire ce serait de décamper au plus vite. Heureusement que *vos lettres particulières et vos rapports militaires donnent de meilleures espérances.* Sans entrer dans de plus grands détails qui mettraient plus en évidence les appréciations auxquelles je viens de me livrer, je suis conduit à vous faire cette simple observation, à savoir si la personne qui rédige les rapports politiques s'inspire véritablement de vos propres impressions, ou si elle n'obéit pas plutôt à celles qui lui sont particulières, et qui, en général, ne sont favorables ni aux hommes ni aux choses du Mexique.

Qu'on sache d'abord que personne autre que le maréchal ne rédigeait les rapports politiques non plus que les rapports militaires. Les premiers étaient faits à son cabinet, souvent sous sa dictée, souvent sur une minute de lui, d'après les rapports que lui adressaient les généraux et les officiers supérieurs commandant dans les provinces, en conformité de la circulaire du 3 juin 1864; les seconds étaient rédigés à l'État-Major d'après les mêmes procédés. Jamais aucune pièce ne fut expédiée à Paris sans avoir été lue par le commandant en chef.

D'où venaient alors les contradictions qui parfois se rencontraient dans ces deux sortes de correspondances? L'explication n'est pas difficile, et le ministre de la Guerre la pressentait déjà en constatant qu'elles ne traitaient pas des mêmes sujets.

En effet, le rôle de notre représentant militaire auprès du nouvel empire était double : d'une part, tout d'action en ce qui concernait les opérations militaires ; d'autre part, tout de surveillance en ce qui concernait la direction administrative donnée par le gouvernement impérial. Or, notre armée se montrait à la hauteur de sa tâche, et dans toutes les opérations où l'on recourait à sa bravoure le succès récompensait ses efforts : de là l'optimisme des rapports militaires. Au contraire, — et le lecteur en sait déjà assez par ce qu'il connaît de cette histoire, — tout ce qui touchait à l'administration, aux finances, aux services de l'empire, était ou mal conçu ou mal exécuté : de là le pessimisme des rapports politiques.

Quant à la correspondance particulière du maréchal qu'y a-t-il d'étonnant à ce qu'elle reflétât la pensée du chef toujours victorieux jusqu'ici et qui ne pouvait admettre qu'un gouvernement appuyé par nos armes ne réussît point à s'implanter dans un pays fatigué de troubles et n'aspirant qu'à la tranquillité?

Un passage du rapport du maréchal Bazaine (28 juin), qui partait de Mexico à la même date que de Paris partait la lettre du ministre de la Guerre, vient corroborer ces appréciations d'une façon tellement nette qu'il est bon de le citer ici, en forme de conclusion :

La situation générale de l'empire tend donc, en résumé, à s'améliorer, *tant par suite des nouvelles rassurantes venues de l'extérieur que par suite des progrès journaliers de nos colonnes.*

Le côté faible de l'état actuel de choses tient toujours à la direction imprimée par le Souverain...

Nous avons traité longuement cette question parce qu'aussi bien fallait-il l'exposer une bonne fois. Ceci fait, reprenons le récit.

L'Empereur avait quitté Orizaba dans les premiers jours de juin, mais il ne rentra que le 24 à Mexico, une indisposition l'ayant retenu dix-sept jours à Puebla. Bien que rétabli, il portait les traces visibles du mauvais état de sa santé, et l'altération de ses traits fit impression sur toute la population.

Il arrivait à temps pour assister à un événement intime que la situation du principal personnage égalait à un événement politique.

Le maréchal Bazaine épousait une Mexicaine, mademoiselle Josefa Pena y Azcarate.

L'usage du pays voulant que le marié fût assisté d'un parrain, et la mariée d'une marraine, l'Empereur et l'Impératrice s'offrirent pour ces fonctions. La cérémonie eut lieu dans la chapelle du palais impérial avec une grande solennité.

L'Archevêque de Mexico donna lui-même la bénédiction nuptiale aux deux époux. Un déjeuner suivit, à la fin duquel l'Empereur porta ce toast :

— Buvons à la santé de notre cher Maréchal et de madame Bazaine ! Que Dieu bénisse leur union !

L'Impératrice Charlotte se leva ensuite, et alla embrasser la jeune maréchale.

A moins de supposer une bien profonde dissimulation chez Maximilien et Charlotte, il faut convenir que ces démonstrations cordiales, affectueuses même, prouvaient que les nuages passagers survenus entre l'Empereur et le commandant en chef n'avaient au fond altéré en rien l'estime qu'ils se devaient l'un à l'autre.

Bien plus, Maximilien chercha un moyen de témoigner aux nouveaux mariés sa sympathie et sa munificence. Craignant que le maréchal ne lui opposât qnelque refus, il tourna la difficulté de la façon la plus délicate et la plus habile.

Mon cher maréchal Bazaine,

Voulant vous donner une preuve d'amitié personnelle aussi bien que de reconnaissance pour les services que vous avez rendus à notre patrie, et profitant pour cela de l'occasion de votre mariage, nous donnons à la maréchale le palais de *Buena-Vista* [1], y compris le jardin et les meubles, sous la réserve que, le jour où vous retournerez en Europe, ou si pour quelque autre motif vous ne vouliez pas conserver la possession de ce palais pour la maréchale, la nation vous le reprendra ; et, dans ce cas, le gouvernement s'engage à donner comme dot à la maréchale la somme de cent mille piastres.

Votre affectionné.

MAXIMILIEN.

Que les amis du Mexique se rassurent, cette munificence de son souverain ne le ruina pas plus qu'elle n'enrichit le maréchal Bazaine : conformément à la lettre impériale, la nation reprit le palais, mais jamais elle ne donna les cent mille piastres. En bonne justice, d'ailleurs, les devait-elle ?

Sur ces entrefaites, Maximilien reçut une nouvelle qui lui causa la plus vive satisfaction : un second emprunt mexicain venait d'être souscrit à Paris. C'é-

1. Le palais de *Buena-Vista*, appartenant à M. Suarez, était loué par la ville de Mexico 60,000 francs par an, et servait d'habitation au maréchal.

tait pour son gouvernement le seul moyen de parer à quelques-uns de ses embarras présents, aux dépens de l'avenir, il est vrai; mais ni lui ni son entourage ne paraissaient s'en effrayer, ni même s'en préoccuper.

Le ministre des Finances annonçait au maréchal la chose en ces termes :

L'emprunt a été souscrit, et, quoique les banquiers fussent personnellement engagés, il est heureux de voir que 70,000 preneurs sont entrés dans cette opération.

Quelques jours plus tard, elle eût échoué devant le public, à cause de la prise de Richmond, de la reddition de Lee et de l'assassinat du président Lincoln.

L'opposition en France jettera probablement feu et flammes à l'occasion de cet emprunt, et elle en attaquera les conditions ; mais il ne faut pas attacher trop d'importance à ces attaques, qui sont toujours dictées par les mêmes sentiments d'hostilité contre l'expédition du Mexique. Cette impression s'atténuera d'ailleurs par les mesures habiles et énergiques que vous prenez et qui hâteront la pacification du pays.

Le gouvernement du Mexique recevra de l'emprunt des ressources relativement considérables ; mais il ne saurait les ménager avec trop d'économie, car *des efforts de la nature de ceux qui viennent d'être faits ne peuvent se renouveler de longtemps.*

Agréez, etc.

ACHILLE FOULD.

Dans une publication intitulée RÉVÉLATIONS SUR L'OCCUPATION FRANÇAISE AU MEXIQUE *au point de vue financier*, et faite *par ordre du gouvernement constitutionnel de la République*, on blâme naturellement la France

et l'Empereur Maximilien d'avoir imposé de telles charges au pauvre Mexique, d'autant, disait-on, que grâce aux conditions de l'emprunt, aux commissions promises, au taux de l'intérêt, aux primes de remboursement, aux lots attachés à chaque tirage, le Trésor mexicain était débité de 250 millions, alors qu'il ne devait guère toucher que 96 à 97 millions.

On comprendrait ce blâme et cette sollicitude si le gouvernement constitutionnel de la République avait eu un seul instant la pensée de reconnaître cette dette; mais comme il n'en était rien, et que jamais le Trésor mexicain ne paya un sou de cet emprunt, pas plus que des autres contractés sous Maximilien, il eût été plus naturel au gouvernement constitutionnel de se féliciter que le Mexique eût bénéficié de 96 à 97 millions, la perte des millions versés incombant tout entière aux souscripteurs, à ces 70,000 malheureux que M. Fould se réjouissait imprudemment d'avoir vu prendre la place des banquiers soumissionnaires.

Parmi ces souscripteurs, y eut-il des Mexicains? Bien peu s'il faut en croire le rapport officiel du commandant en chef: pas une souscription mexicaine ne fut enregistrée par le trésor de notre armée, et, si l'on souscrivit chez les banquiers, ce fut en si petite quantité qu'on ne s'en aperçut pas.

En cette occasion c'était encore la France qui donnait son argent, comme elle donnait son sang. On peut dire qu'elle plaçait l'un et l'autre à fonds perdus.

CHAPITRE VIII

Les États-Unis. — Capitulation des généraux Lee et Johnston. — Prise de Richmond. — Le maréchal établit deux grands commandements dans le Nord. — Les généraux Douay et de Castagny. — M. de Montholon, nommé à Washington, est remplacé par M. Dano. — Incident. — Hostilité de la Presse américaine. — — Lettre du maréchal Randon. — Lettre de l'Impératrice Eugénie (2 mai 1865.) — Mesures prises par le commandant en chef. — Correspondance de France. — Le maréchal Randon au maréchal Bazaine. — Lettre de Napoléon III (24 juin).

Le péril qui menaçait l'Europe, et que l'expédition du Mexique, dans la pensée de son promoteur, avait eu pour but de conjurer, était devenu, dès nos premiers pas sur le Nouveau-Monde, un péril pour l'empire de Maximilien. C'en était assurément le plus redoutable, et il était au fond de toutes les préoccupations qu'inspirait son œuvre à Napoléon III, et par contre-conp à ses ministres et au commandant en chef du corps expéditionnaire.

La lenteur que les revers d'abord, que la mauvaise politique ensuite, imposèrent à l'établissement d'un ordre de choses stable au Mexique, avait permis aux États Unis de poursuivre impunément leur querelle

intérieure. A cette époque l'empire n'était pas consolidé, ses adversaires luttaient toujours, et des événements décisifs, mettant un terme aux embarras intimes des États-Unis, laissaient à ceux-ci toute liberté de jeter au milieu des forces, ou plutôt des faiblesses qui se disputaient le Mexique, le poids de leur argent, de leurs secours en hommes et de leur influence morale.

Le Sud était définitivement vaincu : ses deux derniers chefs d'armée, les généraux Lee et Johnston, capitulaient, et Richmond était pris (mars-avril 1865). Les armées victorieuses du Nord étaient à la disposition du gouvernement de Washington, qui pouvait les lancer au delà du Rio-Bravo.

Sans doute une telle résolution ne cadrait ni avec les résolutions, ni avec les habitudes du cabinet américain. Sa prudente habileté ne recourrait point au procédé brutal d'une guerre déclarée contre la France, d'autant qu'il était d'autres moyens moins dangereux et plus sûrs d'arriver au résultat souhaité. Toutefois il suffisait que la chose devînt possible pour que le devoir fût de s'en préoccuper et de se prémunir contre toute tentative d'agression. Le gouvernement de Paris marqua ses craintes à cet égard, et envoya sur ce point des avertissements nombreux au maréchal Bazaine. Celui-ci ne les avait point attendus, et, ferme sur le terrain militaire, qu'il connaissait bien, il avait aussitôt concentré le gros de ses forces dans le Nord, et établi deux grands commandements, qu'il avait confiés à ses deux divisionnaires, le général Douay (revenu au Mexique ainsi qu'on l'avait annoncé) et le général de Castagny.

Au premier, avait été remise la garde des départements de San-Luis-de-Potosi, Nuevo-Leon, Cohuila et Tamaulipas, avec chef-lieu à San-Luis-de-Potosi; au second, celle de Durango, Zacatecas, Sinaloa, Chihuaha et Sonora, avec chef-lieu à Durango.

Le maréchal proposa à l'Empereur la création d'un troisième grand commandement pour les provinces du Sud, avec chef-lieu à Morelia; le général de Thun devait en devenir titulaire.

Le commandant en chef ne se borna pas à ces premières mesures de précaution.

Le général Cortina, qui s'était rallié à l'empire et auquel imprudemment on avait laissé un commandement dans le Nord, tout près de Juarez et de Negrete, venait de faire une nouvelle volte-face. Cette défection avait permis à Negrete d'occuper Monterey et de menacer Matamoros. Le maréchal expédia immédiatement au secours de ce port un bataillon de la légion étrangère qui arriva à temps pour appuyer les troupes, restées fidèles, de Mejia.

D'autres inquiétudes subsistaient. Le Président des États du Sud, Jefferson Davis, le général sudiste Slaughter, pouvaient, dans l'espoir d'échapper aux Nordistes, franchir le Rio-Bravo-del-Norte et venir se réfugier sur le territoire mexicain. Qu'adviendrait-il alors, et quelle source de conflits pouvait naître de ces incidents?

Plus soldat que diplomate, le maréchal Bazaine, en présence de ces redoutables éventualités, jugea bon de recourir à l'expérience et aux conseils du ministre belge auprès de la cour de Mexico. Celui-ci ne se dérobe point, et consentit à donner son avis avec

autant de bonne grâce que de bonne humeur. La lettre était confidentielle, bien entendu, mais le temps écoulé depuis ces événements permet de la reproduire ici :

Fombaya, le 26 mai 1865.

Monsieur le Maréchal,

Depuis notre conversation, j'ai réfléchi, et il y a dans toute cette affaire des éventualités si sérieuses que je sens le besoin de mettre les points sur les i.

Que le passage du Rio-Bravo par les confédérés soit un bien ou un mal n'est pas à discuter. Le fait, s'il a lieu, arrivera comme une tuile, s'imposera de lui-même, et il s'agira d'en tirer le meilleur parti et d'en éviter les conséquences fâcheuses.

Je continue à croire, monsieur le maréchal, que des hostilités ouvertes des États-Unis sont peu problables ; cependant dans l'état de surexcitation où ce pays se trouve, *il est fort important de ne pas fournir un cri aux passions populaires.* Il faudrait donc, dans le cas où le général Slaughter se présenterait avec son armée, et certainement avec un matériel considérable, il faudrait, dis-je, *un grand luxe de neutralité* et des déclarations de respect pour une nation voisine ; tout en accordant un asile qui ne peut se refuser à des exilés, il faudrait immédiatement leur faire déposer les armes, — *que les États-Unis pourraient réclamer après avoir reconnu l'empire.*

D'après tous mes renseignements, les confédérés se prêteront de bonne grâce à toutes ces précautions.

Ce qui me paraît à craindre, monsieur le maréchal, c'est une dernière résistance des débris du Sud dans le Texas, car le gouvernement fédéral y enverra sans doute et en très peu de temps une armée considérable, dont la présence sur la frontière de l'empire exercera une fatale

influence et peut amener de déplorables complications. Je suis si pénétré de ce danger, que je me demande jusqu'à quel point il ne serait pas sage et prudent d'aller au devant des projets du général Slaughter, afin de dissiper par anticipation la tentative de résistance qu'il est dans la nature énergique et tenace de Jeff. Davis d'essayer encore avant d'abandonner le champ de bataille.

Le Nord licencie ses troupes et désarme. S'il peut continuer pendant six mois, il ne sera plus à craindre, car il suffira à sa besogne intérieure. Mais si on lui assigne un nouveau champ de bataille avant de s'être refroidi, avant d'être en lutte avec les inextricables difficultés de l'administration des états reconquis, il courra comme un seul homme et sans regarder derrière jusqu'au Rio-Bravo, et j'ignore s'il y aura à Washington assez de sagesse et d'autorité pour le maintenir sur la rive gauche.

J'ajouterais encore, monsieur le maréchal, que si Jeff. Davis arrive dans l'empire, en lui montrant tous les égards dus à son grand caractère, à une grande infortune, il faudrait *exceptionnellement et ostensiblement*, lui refuser l'asile, — en lui fournissant les meilleurs moyens d'aller en Europe, car malheureusement il ne peut être au Mexique qu'une provocation, qu'un centre de conspiration pour les États-Unis, donc compromettant et dangereux malgré lui-même.

Je n'ai pas la prétention de vous apprendre rien de neuf, mais vous avez, sur ce point délicat, désiré connaître mon opinion : il m'a paru prudent de l'énoncer avec précision.

Ces conseils étaient sages. Le maréchal s'en inspira pour proposer à Maximilien diverses mesures nécessaires au cas où les événements prévus se réalise-

raient. Mais, avant qu'une résolution définitive eût été prise, le danger se trouva écarté par la capture de Jefferson Davis, puis par la débandade des troupes confédérées.

Un incident toutefois suivit qui faillit tout compromettre.

Un colonel des confédérés, qui avait autrefois servi dans l'armée de Juarez, crut l'occasion bonne, au milieu du désordre qui accompagna la capitulation de Brownsville, pour faire passer aux dissidents quelque matériel d'artillerie, six canons et deux fourgons. Le général Slaughter, désireux de ne point favoriser Juarez, fit transporter ces pièces sur la rive mexicaine, où il les abandonna. Le général Mejia les recueillit, et les amena provisoirement à Matamoros.

Le maréchal, aussitôt informé, obtint de l'Empereur l'autorisation de les mettre immédiatement à la disposition du gouvernement des États-Unis. Bien leur en prit, car celui-ci s'était déjà adressé au cabinet de Paris.

M. de Montholon, qui venait d'être nommé à Washington et remplacé à Mexico par M. Dano, put heureusement répondre à ce sujet à l'ombrageuse susceptibilité de M. Sewart.

La conduite du maréchal fut hautement appréciée à Paris : on lui sut gré et des mesures prises par lui et de la confiance qu'il manifestait :

Je vois par vos dernières dépêches, lui écrivait le ministre de la Guerre (15 mai), que vous avez concentré vos troupes dans le Nord, et je ne puis qu'approuver en tous points ces mouvements. Vous allez vous trouver ainsi en mesure de poursuivre vos opérations contre les

débris des troupes de Juarez, contre l'ex-président lui-même qu'il importe de chasser du territoire mexicain, afin d'abattre ce drapeau qui sert de ralliement aux dissidents, et aussi de faire face aux embarras que pourra produire la fin de la guerre entre les Fédéraux et les Confédérés.

Je suis satisfait que vous ne soyez pas autrement préoccupé des incidents que ces graves événements peuvent produire sur le Mexique. *Je dirai volontiers que nous en sommes plus émus en France que vous ne paraissez l'être vous même* ; et cette situation d'esprit doit naturellement vous donner confiance que, quelque chose qui vous arrive, vous serez en mesure de dominer les évènements.

Napoléon III se trouvait, à cette époque, en Algérie. Loin des nouvelles, il avait laissé à l'Impératrice-Régente le soin de correspondre, au besoin, avec le maréchal Bazaine. Elle lui écrivit donc le 31 mai :

Mon cher Maréchal,

On a envoyé votre lettre à l'Empereur, qui se trouve en Algérie, et, par une erreur dans les bureaux, je n'en ai pas pris connaissance, de façon que nous aurons l'air de jouer aux propos interrompus. Je me bornerai d'ailleurs à vous dire que les hommes libérables seront remplacés au fur et à mesure, afin que vous ne vous trouviez pas avec une diminution d'effectif.

Je crains que les nouvelles d'Amérique n'aient un peu effrayé l'Empereur et l'Impératrice du Mexique, peut-être même au delà des circonstances. Heureusement votre lettre nous a tous rassurés. *D'ailleurs nous recevons des assurances amicales de l'Amérique dont il faut profiter sans oublier la prudence*, et je crois que le grand point est

d'empêcher ce qui peut donner une proie à l'opinion et diriger les passions contre nous. Ce danger ne peut exister si on agit avec fermeté et avec soin sur les frontières.

Je profite de cette occasion pour vous faire mon compliment sur votre mariage; assurez la future maréchale que je serai charmée de la voir. En attendant, le courrier français vous portera un petit souvenir que je vous prie de lui donner en mon nom.

Croyez, mon cher Maréchal, à tous mes sentiments affectueux.

EUGÉNIE.

Le commandant en chef n'avait point, en effet, « oublié la prudence ». Il avait pris toutes les précautions nécessaires pour combattre les agressions qui pouvaient venir de la frontière nord. Il avait fait établir çà et là par le génie des réduits fortifiés, destinés à servir de retraites et d'abris aux troupes de partisans qu'il comptait opposer aux envahisseurs. Il avait été même jusqu'à faire sonder les principaux chefs des dissidents; et, à l'exception d'un petit nombre, ceux-ci lui avaient promis leur concours; du moins, le maréchal affirmait en avoir la certitude. La chose était fort possible, car les Américains avaient laissé au Mexique les plus tristes souvenirs de leur séjour pendant la guerre de 1849, et ils étaient détestés, surtout par les Indiens. Les dissidents voulaient bien leurs secours détournés pour se rendre indépendants, mais ils eussent redouté leur présence, un territoire occupé étant trop facilement pour eux un territoire annexé.

Que faisait pendant ce temps le gouvernement de

Maximilien? Comme en toutes choses, le commandant en chef donnait seul l'impulsion, seul prenait les décisions, seul préparait les opérations. La grande préoccupation de l'Empereur était de se faire bien voir des populations, et, pour y arriver, il croyait que le meilleur moyen était de se faire voir souvent; de là ces voyages, plus fréquents qu'il n'eût fallu. Aux acclamations des foules il répondait par des décrets; mais ni les uns ni les autres n'établissaient rien, ne consolidaient rien, dans un pays où tout était à faire.

Avec sa grande finesse, le ministre de la Guerre se rendait compte de cet état de choses, s'il n'en discernait pas bien les mille causes apparentes ou réelles :

Je ne vois pas que les affaires générales fassent de sensibles progrès au Mexique : cela tient-il aux événements qui se sont accomplis en Amérique, ou bien ce mouvement ds résistance est-il dû à la situation même des partis, qui préfèrent un état permanent d'anarchie à la consolidation d'un gouvernement régulier? Quoi qu'il en soit, cette situation générale est loin de celle que nous devions espérer.

Tout est confus dans mon esprit, et je redoute de nouvelles complications du côté de la Sonora...

Les officiers de différents grades qui reviennent du Mexique sont unanimes pour rendre une éclatante justice à la confiance que vous inspirez; mais ils n'accusent pas la même quiétude d'esprit en ce qui concerne le gouvernement mexicain : ils formulent leur pensée en disant que le nombre des partisans de l'empire va plutôt en diminuant qu'en augmentant.

Je sais bien qu'il faut faire la part de cette disposition à la critique, malheureusement incarnée dans notre esprit militaire,

mais encore serais-je heureux de trouver quelques indications qui me permissent de combattre les dispositions dont je viens de faire mention.

Malheureusement la question financière ne s'améliore pas, et la dépréciation des fonds mexicains provenant du dernier emprunt n'est pas favorable.

Il faudra bien cependant sortir de cette impasse, car nous ne pouvons pas songer à éterniser notre occupation lointaine ; vous aurez vu, par les journaux, les récriminations soulevées dans la Chambre et dans la Presse sur la question mexicaine... (15 juin).

Le maréchal Bazaine, dans son rapport du 10 mai, répondait par avance à quelques-unes des questions que posait le ministre de la Guerre.

Quant à Napoléon III, il était revenu d'Algérie le 24 juin, et il avait repris sa correspondance particulière :

Mon cher Maréchal,

Je ne vous ai pas écrit depuis longtemps parce que mon voyage en Algérie m'en a empêché. Je n'avais d'ailleurs rien à vous dire de très important, si ce n'est à vous féliciter de votre mariage, qui, j'espère, vous rendra heureux.

Je donne cette lettre au colonel Lafont, ancien lieutenant-colonel de la gendarmerie impériale. C'est un brave homme qui connaît bien son métier et qui pourrait être utile à l'Empereur Maximilien ; je vous prie de le recommander pour une place dans la gendarmerie mexicaine.

Recevez, mon cher maréchal, l'assurance de ma sincère amitié.

NAPOLÉON.

Que signifiait cette lettre, en apparence insignifiante et d'un ton assez mélancolique ? Napoléon III commençait-il à se décourager de toujours répéter les mêmes choses, de n'avoir que de vagues conseils à donner comme de vagues espérances à recevoir ?

CHAPITRE IX

t aux funérailles du colonel Tourre (5 mai). — Départ de ;oin. — Démission de M. de Arrangoiz. — Union des an- partis contre l'Empire. — Santa-Anna à l'île Saint-Thomas. n manifeste du 8 juillet 1865. — Mort de Doblado. — Seconde e de Tacambaro. — Joie de l'impératrice Charlotte. — Le 'al Brincourt dans l'extrême-Nord. — Note diplomatique re- par M. Bigelow à M. Drouyn de Lhuys (26 juillet). — Ap- ınsions du gouvernement français. — Lettre confidentielle ıpoléon III au maréchal Bazaine (17 août). — Le Maréchal ;te ces ordres. — Impopularité. — Instructions du ministre Guerre (31 août). — Armée d'observation à Brownsville et ızos. — Le général de Castagny à Durango. — Rapport du 'al Brincourt. — Lettre de ce dernier (17 octobre). — Minces tats de tous ces faits de guerre. — Opinion du général 'e.

ıs la nuit du 3 mai, un violent incendie ayant à Puebla, les zouaves du 3e régiment s'étaient , au secours des habitants des maisons en feu ; ues-uns s'étaient même aventurés dans les éta- ıpérieurs. Le colonel Tourre, emporté par son r, s'était lancé sur leurs pas pour les rappeler ; un plafond s'effondrant sous ses pieds, il avait écipité dans un brasier ardent : son corps, car- é et méconnaissable, n'avait été retrouvé que le main.

Cette mort héroïque avait excité la pitié et l'enthousiasme de la population, qui suivit en foule son cercueil. Seul, sur le parcours du cortège, un licencié, qui choisissait assurément mal son occasion, trouva là matière à insulte pour les Français. Arrêté aussitôt, il fut traduit devant un conseil de guerre, qui le condamna à cinq années de travaux forcés. Six semaines après, l'Empereur mettait à néant l'arrêt de la justice militaire et graciait l'insulteur.

Il serait difficile d'expliquer une telle mesure si Maximilien n'avait eu la main forcée par quelques-uns de ses ministres. Quoi qu'il en soit, cette maladresse blessa vivement et justement les susceptibilités de l'armée.

Ce n'était pourtant pas l'instant pour le gouvernement impérial de s'aliéner ses seuls défenseurs : l'armée mexicaine, toujours en projet, ne s'organisait guère, et les tristesses comme les préoccupations s'accumulaient autour du Souverain. Il n'était pas sans comprendre tout le mal que lui faisaient la présence et les conseils de M. Éloin : il n'avait cependant point l'énergie de rompre avec lui. A la fin, il usa du stratagème qu'il employait pour éloigner les gens qui lui déplaisaient : il inventa une mission en Europe, et expédia M. Éloin, le 20 mai, au delà des mers. Mais M. Éloin devait, pour le plus grand malheur de Maximilien, conserver sur son esprit une toute-puissante influence.

Quelques semaines plus tard, un incident bizarre se produisit qui fut, pour le Souverain, plus blessant qu'une insulte ouverte. On lut dans les journaux une lettre adressée par le préfet de Morelia à l'Empereur :

e fonctionnaire ne gardait guère de ménagement. Il ıtrevoyait, disait-il, le triomphe du parti révolu-onnaire, *non en raison de sa propre force, mais en ıison de la faiblesse du gouvernement, qui n'avait pas 'idées fixes, pas d'unité d'action*, et il déclarait don-er sa démission pour échapper au ridicule réservé ıx fonctionnaires publics dans son département.

Une autre démission fut plus sensible encore à laximilien, celle d'un intime confident, de l'ouvrier e la première heure pour ainsi dire, M. Francisco e Arrangoiz, son ministre plénipotentiaire auprès es cours de Londres, de Bruxelles et de la Haye. lle lui arriva également en juin 1865. Elle avait our but de protester contre plusieurs de ses actes, otamment contre la position faite au chef de cabi-et, M. Éloin, auquel M. de Arrangoiz devait adres-r toutes ses dépêches, au lieu de les transmettre irectement à son supérieur hiérarchique, le ministre es Affaires étrangères.

Ces faits auraient dû avertir l'Empereur de la né-ssité de donner un vigoureux coup de barre et de endre des résolutions énergiques : l'effet produit t tout autre. Il lui suffit des acclamations plus ou oins sincères qui l'accueillirent, le 6 juillet, pen-ınt la cérémonie destinée à fêter l'anniversaire de naissance, pour retrouver son insouciance habi-elle. Il présida la séance d'ouverture de l'Académie, nomma président M. Ramirez, « dont les disposi-ıns ont toujours été parfaitement hostiles à l'élément anger [1] », et, le 13 juillet, il instituait une nou-

. Rapport politique.

velle commission de Révision du style, destinée à revoir les projets de lois ou décrets, à en corriger les défauts de style, et à examiner s'ils ne contenaient rien de contraire aux lois et décrets antérieurs.

Et, pendant ce temps, l'audace des anciens partis croissait en raison de la faiblesse du gouvernement. L'union se faisait contre l'empire de tous ses adversaires d'autrefois : une portion du parti conservateur restée fidèle à Santa-Anna négociait une entente avec Juarez ; de tous côtés, des émissaires circulaient entre les différents chefs. L'administration mexicaine laissait faire.

Pourtant le danger était grand de ce côté : le parti santa-anniste possédait, grâce à son chef, une puissance énorme qui manquait aux juaristes, l'argent. L'ancien président était colossalement riche, et semblait tout prêt à sacrifier sa fortune entière au triomphe de sa cause. Le maréchal Bazaine fut renseigné sur ce point d'une piquante manière. Un lieutenant d'état-major, M. Gaston de Béarn, s'étant arrêté dans l'île de Saint-Thomas, eut l'idée d'aller voir Santa-Anna. Avec cette hardiesse et cet esprit d'aventure si naturels à la vieille noblesse française, il mit aussitôt son projet à exécution. Il ne savait trop comment il se présenterait, ni surtout comment il serait reçu : il se fia au hasard. Mais en cette occasion la fortune favorisa son audace, et sa démarche eut un plein succès, ainsi qu'on va le voir par la relation qu'il en fit alors :

... Nous avions déjà parcouru une partie de la ville sans penser qu'il pût y avoir quelqu'un à visiter à Saint-

Thomas, lorsque je me souvins que le célèbre général Santa-Anna, qui fut plusieurs fois Président du Mexique, habitait Saint-Thomas.

Ce Santa-Anna compte parmi ses hauts faits d'avoir vendu une partie du Mexique aux États-Unis; on assure qu'il trouva à cette opération une trentaine de millions de francs de bénéfice, et qu'il tomba plusieurs fois en récidive, car on lui donne une fortune de plus de 120 millions.

Ce fut pendant sa présidence que les Français attaquèrent le Mexique en 1836, et prirent en quelques heures Saint-Jean d'Ulloa, réputé imprenable. Ce fut encore sous lui qu'une armée des États-Unis commandée par le général Scott entra à Mexico, mais tellement dénuée de tout qu'elle dut acheter des vaincus la permission de repartir, et qu'il fallut envoyer une deuxième armée chercher la première.

J'avais grande envie de voir ce personnage et de causer avec lui; mais j'avais deux compagnons, dont l'un, étant en uniforme, et l'autre, étant diplomate belge, craignaient de se compromettre. Moi qui n'étais ni en uniforme ni Belge, je me fis conduire par un négrillon chez Santa-Anna.

Je fus introduit dans un énorme salon, meublé avec le plus grand luxe, à l'européenne, mais un luxe lourd et sans goût. Au bout de quelques instants entra une dame, la señora Dolores, femme de Santa-Anna, qui me dit en espagnol qu'elle regrettait de ne pouvoir me parler ma langue natale l'*allemand*, mais qu'elle et son mari ne parlaient qu'espagnol.

Je vis que j'étais pris pour un officier allemand, et je me laissai faire.

La señora Dolores est une grande femme blonde, d'un blanc mat, environ trente-cinq ans, a dû être fort belle

et est encore bien. Elle m'a dit qu'elle était très heureuse à Saint-Thomas, que le climat était superbe, lui faisait grand bien, etc...

Pour la femme de ce riche nabab, madame de Santa-Anna avait un drôle de costume : des pantoufles en velours rouge devenues feuille-morte par long service, une robe en indienne vert pomme plissée comme un sac, et des manches à gigot : c'était fort laid.

Au bout d'un quart d'heure entra le général, vêtu à la française, tout en noir. Madame de Santa-Anna se retira.

Après quelques banalités, ayant dit au général que j'allais visiter le Mexique, il commença à me raconter longuement son histoire, puis ajouta : « Les Français » sont des orgueilleux, des insolents : si en 1836 je n'avais » pas perdu ma jambe, ce qui consterna mes troupes, pas » un d'entre eux n'aurait échappé. Je les ai chassés une » première fois du Mexique, je les en chasserai une se- » conde. J'ai aussi une police très bien faite au Mexique, » et je sais que, pour une bande qu'on détruit, il en re- » naît dix autres. Les Français fusillent les Mexicains » comme des chiens, mais cela fait bien : ça réveille leur » patriotisme. Cette conduite soulève contre la France » l'opinion publique, et *j'ai la promesse des États-Unis qu'ils* » *interviendront au mois de décembre*. Ils mettront leurs ar- » mées et leur crédit à ma disposition. Ils n'attendent » pour se déclarer ouvertement que la réunion du Con- » grès, qui aura lieu à cette époque. D'ici à un an tous » les Français seront détruits et je serai à Mexico. Le » peuple mexicain avait accueilli Maximilien croyant » qu'il lui donnerait la paix ; mais il est mou, incertain, » et joue un rôle ridicule : il est aux ordres d'un général » français, et, si Napoléon donne un ordre, il est plus obéi » au Mexique que Maximilien. Cela humilie la nation, » qui sait bien que la Sonora sera démembrée de l'em-

» pire, et cédée à la France si Napoléon le veut... etc... »

Moi, toujours pris pour un Allemand, je n'avais pas grand'chose à dire, et le général se lançait de plus en plus; mais l'heure avançait, et je finis par lui dire combien j'étais heureux d'avoir causé avec un homme aussi célèbre.

Là-dessus il me demanda la permission de me confier quelques proclamations pour que je les répande, afin d'éclairer l'opinion publique : j'ai accepté les proclamations, et lui ai demandé si je pouvais en envoyer en Europe. Il m'a dit que plus je les répandrais, plus je lui ferais plaisir, et m'a reconduit avec des poignées de mains sans fin jusqu'au bout de son jardin, qui est fort beau.

Je vous envoie une de ces proclamations.

De Béarn,
Lieutenant d'état-major.

Dans ce long manifeste, Antonio Lopez de Santa-Anna rappelait bien l'adhésion publique qu'il avait donnée à l'empire le 27 février 1864, mais il la qualifiait d'erreur déplorable :

J'ai adhéré à ce système de gouvernement, qui semblait être celui de la majorité, par suite de la déférence que j'ai toujours montrée pour la volonté nationale, et parce que je croyais que les Mexicains, dans l'exercice de leurs droits, s'étaient donné eux-mêmes les nouvelles institutions, et cherchaient ainsi à concilier l'ordre et la liberté. Erreur déplorable ! *De cette île hospitalière, je contemple avec indignation l'échafaud que la tyrannie arrose du sang de nos frères, dans notre pays bien-aimé !*

Mais il ne s'était pas engagé à fond : il était trop fin pour cela. Il le rappelle avec complaisance :

Compatriotes, si, en lisant mon manifeste de l'année dernière, vous trouvez ces mots : « *Ma conscience et mes convictions sont pour la monarchie constitutionnelle* », rappelez-vous aussi que je vous ai dit : « *Je ne suis pas l'ennemi de la démocratie, mais de ses excès*, et surtout n'oubliez pas que je suis le fondateur de la République... ».

En revanche, il ne trouve qu'une explication assez piteuse pour l'apposition de sa signature sur l'acte rédigé à bord du *Comucay* [1] :

Les journaux de la capitale ont affirmé que je reconnaissais l'intervention française. Cet acte de ma part ne venait pas de ma volonté, mais il m'était imposé par les circonstances. A peine le steamer qui me portait était-il entré dans le port de Vera-Cruz qu'un officier français vint me trouver à bord et me fit savoir que je ne pouvais pas débarquer, et que je devais repartir par le même navire si je ne souscrivais pas immédiatement à toutes les conditions qu'on me présenta écrites en français. Les conditions étaient de reconnaître l'intervention et le monarque élu, et de ne pas faire d'adresse au peuple.

« *Une pareille insolence ne pouvait qu'exciter mon indignation; mais les souffrances de ma femme, que le voyage avait fatiguée, et les conseils de quelques amis qui vinrent me trouver me portèrent à souscrire aux conditions qu'on m'imposait...* »

Il terminait en affirmant son patriotisme, son désintéressement et son amour pour le Mexique :

Mes amis, en m'adressant à vous aujourd'hui, je ne suis mû que par un désir : celui d'assurer votre bonheur et la gloire du Mexique...

1. Voir tome Ier, p. 200-201.

Compatriotes, dans la journée mémorable du 2 décembre 1822, j'ai adopté cette devise : « *A bas l'Empire! Vive la République !* » et maintenant, du sol étranger où je suis exilé, je répète la même devise avec enthousiasme!

A. L. DE SANTA-ANNA.

C'est ainsi que de nouveaux renforts venaient aux partis dissidents, et remplaçaient les vides que la mort faisait dans leurs rangs. A cette même date, le fameux Doblado mourait aux États-Unis : c'eût été un coup sensible pour les ennemis de l'empire si l'adhésion de Santa-Anna n'était venue en compenser le mauvais effet, et au delà.

Qu'importait, en présence de cet accroissement lent mais constant des hommes hostiles, que le gouvernement de Maximilien remportât çà et là quelques succès militaires? Cependant celui qui donna un reflet de gloire à ses armes vers cette époque lui causa une grande joie, et avec raison, parce que la victoire était cette fois une revanche vivement souhaitée.

Le lieutenant-colonel de la légion belge, baron Van der Smissen, ne pouvait oublier le défaite subie par quelques compagnies de sa troupe, et quels qu'eussent été les éloges prodigués aux héroïques vaincus, il éprouvait pour lui et pour les siens le désir d'effacer ce souvenir pénible.

Il commandait tout l'État de Michoacan, voisin du Guerrero, qui servait de retraite à de nombreuses bandes de partisans. Il avait pour le seconder dans sa tâche les forces du colonel Clinchant, environ 600 zouaves, et celles du colonel mexicain Mendez, un Indien plein d'énergie et de bravoure, un second

Mejia. Tous trois furent informés que les généraux juaristes Arteaga et Pueblita avaient, le 19 juin, attaqué et pris la ville d'Uruapan, et fait fusiller le sous-préfet Isidore Paz et le commandant de la place, colonel Lemus.

A ces nouvelles, le colonel Clinchant se met en marche : en trois jours il gagne Uruapan, reprend la ville, poursuit Pueblita, l'atteint, le défait et le tue.

De son côté le colonel Van der Smissen occupe, le 29 juin, Tacambaro, quartier-général des dissidents, et il y reste en observation, appuyé par le colonel Mendez, dont les cavaliers épient les mouvements d'Arteaga, pendant que celui-ci manœuvre pour envelopper la petite troupe belge.

Avec un véritable coup d'œil militaire, le colonel Van der Smissen comprend que le meilleur moyen d'attirer l'ennemi est de lui inspirer confiance par une fausse retraite : il évacue Tacambaro, remonte vers le nord, à Tecario, puis rétrograde encore jusqu'à Santa-Clara, où il transporte ses malades et renouvelle ses approvisionnements.

Arteaga donne dans le piège, et rentre dans Tacambaro avec trois mille hommes.

Le colonel Van der Smissen redescend aussitôt vers le sud : il n'a que huit cent cinquante combattants, mais, peu importe ! il les sent animés d'un tel désir de vengeance qu'il n'hésite pas un seul instant; il les forme en trois colonnes, et les lance contre l'ennemi. L'artillerie balaie la route; les Belges la parcourent au pas de course, abordent avec un élan admirable les positions qu'Arteaga a crues inexpugnables, escaladent les hauteurs, mettent en fuite la cavalerie, et

enfoncent l'infanterie. Au bout d'une heure, la victoire est complète : les Belges enlèvent comme trophées un drapeau, six pièces d'artillerie, et environ 600 armes, parmi lesquelles toutes les carabines perdues au premier combat de Tacambaro.

Cette glorieuse affaire causa partout la plus vive satisfaction, mais dans nul cœur elle n'eut plus de retentissement que dans celui de l'Impératrice Charlotte. Dès qu'elle en eut connaissance, elle prit plaisir à écrire au maréchal Bazaine cette lettre où éclate sa joie :

Je suis heureuse parce que nos forces belges ont enfin remporté une victoire *de gros calibre* et vengé leurs malheureux frères. Ce sera une grande consolation en Belgique, car, en dépit de tout l'*héroïsme* et des services funébres, tout le monde savait bien que la première affaire avait été rien moins qu'un succès. Je vous recommande l'affaire des prisonniers belges... Il faudrait peut-être payer de quelque stratagème. Les prétentions d'Arteaga me paraissent outrecuidantes. Le mieux serait de s'emparer des prisonniers sans éveiller de soupçons. Il serait humiliant que l'on pût dire en Europe que l'on néglige des gens qui sont venus se consacrer au Mexique, lorsque rien ne les y obligeait. Je viens de lire, non sans enthousiasme, le rapport de Van der Smissen, qui ne manque pas de nerf. Il faut penser combien cela relèvera les Belges aux yeux du pays, car tout le monde, à commencer par moi, avait pensé qu'ils étaient plutôt l'espérance de l'avenir que d'une grande solidité pour le présent.

L'Empereur écrivit au colonel Van der Smissen une lettre officielle de félicitations ; mais, ainsi qu'il

arrive trop souvent en pareille occurrence, une certaine rivalité s'établit entre le colonel belge et son collègue mexicain. Mendez trouvait sa part trop petite, et, de fait, il avait grandement contribué à la victoire. On fut obligé d'envoyer l'un dans le Nord et de laisser l'autre dans le Sud.

Cet incident montrait une fois de plus les inconvénients des troupes étrangères, quand celles-ci, ne pouvant combattre sous leur drapeau, ne voulaient pas se fondre dans l'armée mexicaine. Cette mésintelligence contribuait à rendre impossible l'organisation de cette armée. Le général de Thun l'avait compris, et il venait de renoncer à la mission dont on l'avait chargé : il préférait se mesurer avec les dissidents. Il les battit dans le Huasteca, puis se rendit dans l'État d'Oajaca, auquel, comme on l'a vu, la clémence de l'Empereur et l'évasion de Porfirio Diaz avaient rendu des soldats et un chef.

Le général Douay, parti de Mexico le 9 juillet, était allé prendre possession de son grand-commandement à San-Luis-de-Potosi : rassuré de ce côté par la présence de cet officier général, le maréchal, poussé par le désir répété de l'Empereur, donna au général de Castagny l'ordre de lancer une colonne à la poursuite de Juarez dans le Chihuahua.

La direction de cette opération fut confiée au général Brincourt. Le général de Castagny ne crut pas devoir lui communiquer les instructions qu'il avait reçues à ce sujet du commandant en chef, et qui étaient ainsi conçues :

Je ne veux d'aucune façon que nos troupes dépassent Chi-

huahua de plus d'une journée de marche, et, tout en laissant croire que nous resterons dans cette province, le général Brincourt, dès que les troupes seront reposées, se mettra en route sur Rio-Florido, puis sur Durango.

La diplomatie veut s'appuyer sur la fuite de Juarez de sa dernière capitale pour amener les États-Unis à la reconnaissance de l'empire mexicain; nous ne pouvons faire plus, et ce serait folie que de vouloir le suivre en ce moment dans tous les recoins où il voudra aller.

Le mouvement prescrit commença. Juarez n'attendit pas nos soldats : dix jours avant leur arrivée, il avait quitté Chihuahua avec son fidèle ministre Lerdo de Tejada, et s'était réfugié, à travers des espaces inhabités, à Paso-del-Norte, petit bourg établi sur la frontière même du territoire, à quelques mètres du sol américain. Ce gouvernement fugitif ne désespérait point, et, avec une ténacité et une confiance que l'on ne peut point ne pas admirer, il annonçait bravement au monde diplomatique et sa fuite et sa persévérance dans la lutte :

Paso-del-Norte, 15 août 1865.

Ayant quitté la ville de Chihuahua le 5 courant, le Président de la République est arrivé hier à Paso-del-Norte; il a ordonné que le siège du gouvernement y serait établi pour le présent.

Ici, comme sur tout autre point de la République où les circonstances pourront rendre convenable que le siège du gouvernement soit établi, le citoyen Président fera tout son possible pour remplir son devoir avec courage et constance; il répondra ainsi aux vœux du peuple mexicain qui ne cessera jamais de lutter partout contre l'envahisseur et finira infailliblement par triompher dans la

défense de son indépendance et des institutions républicaines.

LERDO DE TEJADA.

Le général Brincourt eût bien voulu poursuivre jusqu'à Paso-del-Norte cet insaisissable adversaire; mais l'imprudence eût été grande de se lancer à travers un désert sans eau, sans routes tracées : il se fortifia à Chihuahua, et attendit de nouveaux ordres.

Il se trouva qu'à cette époque les appréhensions, un moment calmées, sur la frontière du nord, se ravivèrent brusquement. Le ministre des États-Unis à Paris, M. Bigelow, remettait le 16 juillet à M. Drouyn de Lhuys une note incriminant la conduite de personnes « s'intitulant les représentants du gouvernement impérial mexicain », et terminant par une phrase peu claire, qui contenait clairement une façon de menace. Le gouvernement des États-Unis aurait enjoint au commandant des forces militaires au Texas « de ne permettre aucun mouvement agressif sur le territoire mexicain » aux troupes placées sous ses ordres, « *à moins d'instructions spéciales à cet effet du département de la guerre, nécessitées par un état de choses qui n'est pas prévu en ce moment.* »

La démarche du cabinet de Washington était assez singulière, car, puisqu'il refusait de reconnaître l'empire de Maximilien, c'était à Juarez qu'il devait s'adresser; mais, en ce moment, il n'osait point encore faire montre d'hostilité ouverte, et il se bornait à tâter le terrain.

Napoléon III comprit le danger qui menaçait nos

troupes au Mexique, et il adressa au maréchal l'importante lettre qu'on va lire :

Camp de Châlons, 17 août 1865.

Mon cher Maréchal,

Je vous remercie de vos souhaits que vous m'adressez au nom de l'armée.

Je viens aujourd'hui vous parler de choses graves et sur lesquelles j'appelle toute votre attention.

Nos relations avec les États-Unis ne sont pas mauvaises; cependant elles prennent un caractère qui pourrait devenir grave. Il faut donc que vous preniez vos dispositions en conséquence, et, si jamais les États-Unis veulent envahir le Mexique, le seul plan à adopter serait d'évacuer tous les points qui sont à la circonférence et de prendre position dans un endroit central. Il faudrait laisser s'épuiser les envahisseurs par des marches longues et difficiles, dans un pays malsain et privé de ressources, et tomber avec toutes vos forces réunies sur un ennemi fatigué et probablement divisé.

Si dans la guerre contre la Russie nous avons réussi, c'est que j'avais bien pensé qu'en portant la lutte en Crimée, les Russes épuiseraient leurs forces dans les marches : c'est ce qui est arrivé. Les plus grandes difficultés pour les armées, et surtout pour les armées mal organisées, ce ne sont pas les combats, mais les marches à de grandes distances : ne l'oubliez pas dans l'occasion. Ensuite il ne faut pas vouloir tout occuper, mais, au contraire, faire la part du feu, abandonner hardiment tout ce que l'on ne peut conserver avec avantage, et masser vos troupes au lieu de les éparpiller.

Je sais qu'avec votre expérience ces recommandations sont presque inutiles; cependant j'ai voulu appeler sur ces graves questions votre attention. *Je vais m'occuper*

avec le ministre de la Guerre de ce que nous pouvons faire pour accroître insensiblement vos forces.

Faites comprendre à l'Empereur que, dans les circonstances graves dans lesquelles nous pouvons nous trouver d'un jour à l'autre, il ne s'agit pas de faire du libéralisme et de la clémence, mais de montrer de l'énergie, du bon sens et de se livrer complètement à ceux-là seuls qui peuvent le sauver.

Croyez, mon cher Maréchal, à ma sincère amitié.

NAPOLÉON.

Pour donner une idée des difficultés que comportait la situation du commandant en chef, nous transcrivons ici un passage de la dépêche que lui adressait à la même date le maréchal Randon :

Il n'est pas douteux que nous verrons rentrer avec une grande satisfaction de nouvelles troupes du Mexique, parce que cela prouverait que les affaires se consolident. Je ne puis donc, en ce qui me concerne, que vous remercier de l'espérance que vous me donnez.

Je ne vous parle pas des affaires américaines : que pourrais-je vous en dire, alors que personne, je crois, ne sait ce que fera ou pourra faire ce gouvernement?

Il est évident que le maréchal Randon, resté à Paris, ignorait ce qu'écrivait, de Châlons, Napoléon III, car la contradiction était grande entre le souverain, qui parlait d'accroître « insensiblement » le corps expéditionnaire, et le ministre, qui manifestait l'espoir de le voir réduit par de nouveaux renvois de troupes. Le maréchal Bazaine n'hésita point : il suivit les instructions émanées de Napoléon III.

Il se mit aussitôt en mesure d'exécuter le plan qu'il ui traçait; mais, investi seul de la confiance de son ouverain, il ne pouvait divulguer à personne, pas même à Maximilien, et surtout moins à Maximilien ıu'à tout autre, à cause de son entourage, les motifs ıui le faisaient agir. Aussi, les premiers ordres à ɔeine donnés, de toutes parts s'élevèrent des réclamaions : généraux commandant le territoire, préfets, miıistres, et l'Empereur plus encore, croyant à quelque ɔlan nouveau conçu par le maréchal, lui prêtèrent des intentions qu'il n'avait certes pas. En quelques semaines, un revirement se fit dans l'opinion publique. La popularité dont il avait joui jusque-là s'évanouit; on l'accusa de travailler à la ruine de Maximilien. Rappelant son mariage avec une mexicaine, on lui prêta les projets les plus ambitieux.

Seul en face de ce déchaînement hostile, il ne songea qu'à remplir le devoir qui lui était tracé, et son silence obligé fut bientôt considéré comme la preuve, sinon l'aveu, de ces coupables menées.

Dans sa dépêche du 21 août, le ministre complétait les instructions données par Napoléon III :

L'organisation que vous avez donnée aux deux divisions me paraît très logique. J'approuve également, par ıntícipation, le projet que vous paraissez avoir de verser es deux escadrons de hussards, hommes et chevaux, et le renvoyer les cadres en France. Il vaut toujours mieux ıvoir de gros escadrons et bataillons que des fictions l'effectif.

J'ai mis, comme toujours, vos rapports politiques et nilitaires sous les yeux de l'Empereur, qui ne manque ɔas de les lire avec le plus grand intérêt, et *qui me charge*

de vous témoigner sa satisfaction sur la manière dont vous dirigez les opérations et sur la netteté de vos aperçus politiques et administratifs. Je comprends parfaitement la divergence qui peut parfois se produire entre votre jugement *sur les faits accomplis ou qui s'accomplissent et celui du gouvernement mexicain:* il ne peut en être autrement, en raison des points de vue différents qui s'offrent à l'horizon.

Vous considérez notre intervention comme ne devant durer que rigoureusement le temps nécessaire pour accomplir l'œuvre que nous avons entreprise, et le Gouvernement mexicain serait disposé à penser que nous devons sacrifier nos propres intérêts aux siens, et ne songer à nous séparer de lui que lorsque le pays tout entier sera entré dans un calme et un ordre parfaits, c'est-à-dire à une époque indéterminée. C'est, sous beaucoup de rapports, le second volume de notre occupation de Rome; et, pour continuer le sens de cette comparaison, nous devons peut-être chercher à limiter la durée de notre séjour au Mexique aux conditions d'une reconnaissance de l'Empire mexicain par les États-Unis.

Je sais que l'Empereur Maximilien trouve excessives les dépenses qu'entraînent les expéditions que vous êtes forcé d'entreprendre; il dit que celle d'Oajaca aurait coûté au Trésor mexicain *dix millions de francs*: j'ai de la peine à croire ce chiffre parfaitement exact. Mais, dans tous les cas, je demanderai s'il serait plus juste et plus naturel que ce fût le Trésor français qui couvrît ces dépenses, dont il n'a aucun profit à tirer...

Je crois que vous êtes dans le vrai en cherchant à faire occuper par les troupes mexicaines les postes les plus excentriques, afin d'avoir vos régiments le plus sous la main que vous pourrez, afin d'être d'autant plus en mesure de faire face aux éventualités qui peuvent se produire du côté du Rio-Grande.

L'approbation, on le voit, était aussi nette qu'explicite: le maréchal n'avait donc qu'à persévérer dans

son plan de conduite. Cette lettre, cependant, contenait une révélation grave ; Maximilien commençait à le battre en brèche. Cette accusation fausse d'avoir dépensé dix millions dans l'expédition d'Oajaca était le prélude des attaques destinées à miner la position du commandant en chef auprès de son gouvernement. Mais cette campagne de dénigrements était menée comme toute chose — maladroitement ; — il était facile à l'accusé d'y répondre : les pièces authentiques ne lui manquaient pas.

Le maréchal ne se laissa pas détourner de son devoir, et, mesurant toute la responsabilité qui lui incombait en présence d'un conflit éventuel entre la France et les États-Unis, il maintint son plan de sage concentration.

Sur sa demande, le commandant de la *Tisiphone*, en station près du Texas, envoya à terre un enseigne de vaisseau, M. de la Bédollière, avec mission de se renseigner sur les préparatifs des Américains. Cet officier passa cinq jours à Brownsville et à Brazos, et acquit la certitude qu'une armée de 70,000 hommes était concentrée dans ces parages. L'infanterie, composée de nègres mal vêtus, mal chaussés, quoique bien armés, était, à vrai dire, peu redoutable. Par contre, la cavalerie était excellente, et l'artillerie aussi.

Les nègres avaient été amenés là moins pour former une armée que pour déserter et aller renforcer les bandes juaristes. Le maréchal chercha à prévenir ce danger en leur offrant mieux : il décida que tous les fédéraux ou confédérés qui viendraient se réfugier au Mexique seraient admis à entrer dans la légion étrangère, au même titre que les étrangers s'engageant

en Europe. Cela fait, il donna ordre au général de Castagny de ramener toutes ses troupes autour de Durango.

L'ordre alla atteindre le général Brincourt à Chihuahua. Cet officier général ignorait que sa mission ne serait que temporaire : il s'était installé dans cette ville avec l'intention bien marquée de ne pas l'abandonner du jour au lendemain. L'ordre de départ le consterna. Que dirait-on de lui? que penserait-on d'un général envoyé pour délivrer le pays des troupes juaristes et leur cédant la place aussitôt? Il connaissait la discipline, mais l'amertume l'emporta sur le devoir : il écrivit à son supérieur pour protester contre l'ordre qu'il recevait :

2e DIVISION MILITAIRE
1re BRIGADE
—
CONFIDENTIELLE
ET PARTICULIERE
—
N° 129

Chihuahua, le 17 octobre 1865.

Mon Général,

Le courrier qui vient d'arriver m'apporte votre lettre confidentielle du 7 octobre : je vois avec peine qu'il nous faut abandonner le Chihuahua à l'ennemi.

Je ne crois pas exagérer les conséquences de cette retraite en affirmant qu'elle va donner un nouvel aliment à la guerre, qui prendra le caractère d'une lutte nationale.

Mais ce qui par dessus tout m'est désagréable, c'est que j'ai joué ici fort innocemment le rôle d'un odieux trompeur : je suis venu, au nom de l'Empereur Maximilien, offrir la paix, la sécurité, la protection de nos armes, à une population opprimée par Juarez et ses adhérents.

Selon les instructions de mes chefs, j'ai organisé le pays, remplaçant partout les autorités juaristes par des hommes paisibles, auxquels j'ai demandé leur adhésion au gouvernement impérial. J'ai reformé les administrations avec d'honnêtes gens, qui gagnent par leur travail le pain de leur famille. J'ai entraîné les populations indiennes de la Sierra dans un mouvement de régénération : je leur ai fait combattre les dissidents dans l'intérêt de la cause impériale ; et aujourd'hui il me faut abandonner aux excès et aux vengeances des libéraux des milliers de pauvres gens qui se sont fiés à ma parole et qui ont compté sur notre protection, *pour exécuter un mouvement militaire de concentration dont je ne puis deviner le but.* Et cela sans laisser à un préfet politique représentant l'Empereur Maximilien, à un général ou à un corps de troupes représentant l'intervention française, le soin de protéger tant d'intérêts, le devoir de défendre un sol glorieusement conquis par nos armes.

Certes les motifs de cette concentration doivent être bien puissants, puisqu'ils exigent de l'armée française un pas en arrière qui compromet son honneur. Je n'ai pas à les apprécier : je n'ai qu'à obéir. Mais j'aime mieux briser mon épée que la tacher.

Je viens donc, mon général, vous prier de m'enlever mon commandement, si définitivement nous devons abandonner le Chihuahua. Le colonel Carteret, auquel je transmettrai toutes vos instructions, conduira la colonne, que j'accompagnerai comme simple particulier.

Je donnerai ma démission s'il le faut.

Mais au moins il ne sera pas dit que j'ai abandonné des malheureux après les avoir trompés, que j'ai battu en retraite devant un ennemi imaginaire ou sans combattre. Et si, comme je le suppose, les populations se soulèvent peu à peu derrière nous, il ne sera pas dit *que*

j'ai perdu par faiblesse tous les fruits de l'intervention, et précipité la retraite de l'armée française.

Ainsi que je vous l'ai fait connaître par ma lettre confidentielle n° 118, je réponds de garder le Chihuahua avec 1,000 hommes : je vous en rends 1,100 pour couvrir Durango...

Si vous envisagez comme moi, mon général, les conséquences de l'abandon du Chihuahua, *aidez-moi, dans l'intérêt et pour l'honneur de l'armée, à faire revenir S. Exc. le maréchal d'une détermination qui peut avoir des conséquences si funestes.*

Fort de ma conscience, je prends toute la responsabilité d'une résistance qu'on taxera d'opposition ou d'indiscipline.

Si vous jugez que nous devons obéir immédiatement, enlevez-moi mon commandement pour le donner au colonel Carteret, afin qu'il soit bien constaté que j'ai résisté à un ordre qui me déshonore.

Veuillez agréer, etc.

BRINCOURT.

Le général de Castagny comprit ce qu'il y avait de douloureux pour le général Brincourt à battre ainsi en retraite, et, passant sur l'acte d'indiscipline commis par cet officier, il lui maintint son commandement et lui réitéra l'ordre de ramener ses troupes à Durango. Il se borna à transmettre au commandant en chef copie de cette lettre, avec cette observation : « Il est » parfois dur d'exécuter certains ordres; mais, si cha- » que officier se croyait autorisé à discuter les ordres » qu'il reçoit, il n'y aurait plus d'armée possible. »

Le maréchal jugea la protestation du général Brincourt « un acte de loyauté », et il le reçut à Mexico

avec la plus grande cordialité. Il le détourna de l'idée de rentrer en France, et le conserva auprès de lui.

Il en était à peu près partout comme dans le Chihuahua : dès que nos soldats paraissaient, le pays se soumettait, l'administration s'organisait au nom de l'empire : nos soldats s'éloignaient, et tout ce qui avait été établi s'effondrait derrière eux.

Dans son rapport politique du 15 septembre, le commandant en chef reproduisait quelques passages des rapports du général Douay et du général Neigre, faisant siennes ainsi leurs appréciations. A ce titre, elles méritent doublement de figurer ici.

Rapport du général Douay, commandant à San-Luis-de-Potosi :

L'organisation politique établie par le gouvernement impérial n'a produit jusqu'ici aucun résultat. *La tranquillité qui règne dans certains départements n'est qu'apparente et due seulement à l'occupation française.* Les partisans sincères du gouvernement sont en petit nombre. Dans l'état présent des esprits, on ne peut compter sur le concours de personne, à quelque parti qu'il appartienne.

Rapport du général Neigre, commandant à Leon :

La situation est toujours très tendue. On espère chaque jour un changement devenu indispensable dans la politique et l'énergie du gouvernement.

Déjà, le 10 août, ce général écrivait :

Si nos colonnes gagnent chaque jour du terrain en combattant, il est pénible de reconnaître qu'il n'en est pas de même de l'administration centrale.

Il est bien certain que rien ne se fait dans les départe-

ments. Partout où l'on a la paix, on demande une organisation forte, solide et durable; mais chacun voit avec dégoût qu'on ne fait pas droit à ce désir. Les dissidents seuls s'en réjouissent.

J'estime que la situation politique actuelle est beaucoup plus mauvaise que celle d'il y a un an, alors que l'autorité était entre les mains de l'armée française, et que le pays tout entier était plein des plus légitimes espérances.

Le gouvernement n'a pas conquis une seule sympathie, car personne, depuis cette époque, ne s'est rallié de bonne foi, et les plus chauds partisans de l'empire se sont beaucoup refroidis. La confiance dans l'avenir disparaît, et peu à peu la désaffection s'étend partout.

Qui donc, après cela, osera dire que le maréchal Bazaine a caché la situation de l'empire, a dissimulé la vérité à son gouvernement? Nous avons multiplié ces citations pour en finir une bonne fois avec cette accusation.

Maintenant, si le maréchal ne désespérait point encore, c'est qu'il comptait toujours sur un revirement dans l'esprit de Maximilien :

La situation générale de l'empire, écrivait-il le 15 septembre comme résumé de son rapport, ne pourra subir une modification sérieuse et favorable que le jour où l'Empereur Maximilien se décidera à changer radicalement les conseillers qui l'entourent : cette mesure est regardée par tout le monde comme indispensable.

S. M. elle-même paraît le comprendre et m'en a donné dernièrement l'assurance. Je regrette qu'elle croie devoir attendre encore pour prendre cette détermination, car l'expérience faite est bien concluante, et tout ajournement fait perdre un temps précieux.

De quel nom pourrait-on qualifier la conduite des ministres qui poussaient Maximilien dans la voie où il s'était si malheureusement engagé? N'était-ce pas folie, alors que tout l'édifice impérial reposait, dans un équilibre très instable d'ailleurs, sur les baïonnettes de nos soldats, d'attaquer sourdement leur chef et dese livrer contre eux à des taquineries mesquines? Pour finir par un trait plaisant, n'avait-on pas imaginé, dans le programme des fêtes de septembre, de qualifier l'armée française d'*armée auxiliaire?*

CHAPITRE X

Mission Langlais. — Accueil fait par le gouvernement mexicain. — Inquiétude des esprits. — Quiétude de Maximilien. — Allocution de l'Empereur à la fête de l'Indépendance. — Les petits-fils d'Iturbide. — Adoption projetée. — Nouvelles militaires. — Juarez quitte le territoire mexicain. — Proclamation de l'Empereur (2 octobre). — Décret du 3 octobre 1865. — Approbation du maréchal Bazaine. — Exécution des généraux Arteaga et Salazar. — Maximilien regrette ces mesures. — Continuation des mauvais procédés du gouvernement mexicain. — Lettre du Maréchal au ministre de la Guerre. — Indécisions de l'Empereur. — Sa lettre à Napoléon III (20 octobre). — Les *Peones*. — Décret du 1er novembre.

Le gouvernement français avait offert à Maximilien de lui envoyer des hommes compétents et habiles destinés à organiser les divers services de l'administration. Pour les finances, le premier chargé de cette mission fut M. Corta, député au Corps législatif, qui arriva au Mexique vers le commencement de l'année 1864. Il n'y resta pas longtemps, et revint en France quelques mois après. Ce court séjour parut lui suffire pour apprécier les richesses du Mexique : il en fut littéralement ébloui, et il communiqua à ses collègues son enthousiasme dans les séances du 9

et 10 avril 1865, quelques jours avant la souscription du second emprunt, au succès duquel sa harangue ne nuisit point. Il avait été remplacé par M. Bonnefons ; mais celui-ci, très éprouvé par le climat, tomba malade, ne put s'occuper de rien, et fut contraint de rentrer promptement en France. On lui choisit pour successeur M. Langlais, conseiller d'État dont le ministre des Finances annonçait au maréchal la venue en ces termes :

Chargé par l'Empereur Maximilien de trouver à son gouvernement un ministre des Finances, nous nous estimons heureux d'avoir décidé M. Langlais à accepter cette difficile mission, qu'il est propre à remplir à cause de son expérience politique, de son tact et de ses connaissances spéciales.

Lorsque nous avons été informés *des hésitations qu'avait éprouvées l'Empereur Maximilien*, l'Empereur Napoléon, consulté, voulut que M. Langlais ignorât cette circonstance, qui aurait pu ébranler sa résolution ou affaiblir sa foi dans le succès : nous l'avons donc tenue secrète, et vous jugerez comme nous qu'il est bon qu'elle ne soit pas connue de M. Langlais : l'Empereur Napoléon a d'ailleurs écrit à S. M. l'Empereur du Mexique...

M. Langlais ne mettait pas pour rien ses capacités au service du gouvernement mexicain : une indemnité de départ de 50,000 francs lui était allouée ; son traitement annuel devait être de 100,000 francs, et, au bout de trois ans de séjour, on devait lui donner en sus une somme de 200,000 francs. Ce n'est pas tout : si des raisons de santé ou autres forçaient M. Langlais à rentrer en France avant cette époque

une part proportionnelle de cette somme lui serait acquise.

Maximilien était encore plus irrésolu que ne le disait la lettre de M. Fould. Un journal français ayant parlé de M. Langlais comme du futur ministre des Finances, l'Empereur fit insérer un article rectificatif dans le *Journal officiel*, protestant contre cette idée : « De telles affaires ne se règlent pas, ne peuvent se « régler de l'autre côté de l'Océan ».

Vingt-quatre heures ne s'étaient pas écoulées depuis cette manifestation d'indépendance, que Maximilien réunissant à sa table quatre-vingts généraux et officiers supérieurs de l'armée française, à l'occasion de la fête de Napoléon III, portait un toast « au grand souverain protecteur du Mexique ».

Puis il se hâtait de convoquer à diverses reprises son conseil des ministres, lequel prenait des résolutions sur tous les points financiers qui en étaient susceptibles, comme pour réduire à rien par avance la mission qu'aurait à remplir M. Langlais. Et néanmoins, quelques semaines plus tard, l'Empereur signait ce singulier décret :

Désirant donner à M. le conseiller d'État Langlais une preuve de notre haute considération et utiliser ses profondes connaissances administratives et financières au bénéfice de l'organisation complète et définitive des divers départements ministériels de notre gouvernement, nous soumettrons à son examen, pour qu'il donne son opinion, ou pour leur révision, ceux des projets de loi élaborés par nos ministres, ou proposés par notre Conseil d'État, et dont l'importance nous paraîtra nécessiter de nouvelles investigations, telles que l'organisation financière, les

recettes et dépenses, banques, crédits mobiliers et immobiliers, organisation judiciaire, révision des codes, et organisation administrative, préfectures, municipalités, etc., etc., traités internationaux, de commerce, postes, concordats, etc., etc., conventions relatives aux réclamations et indemnités, etc., etc...

M. Langlais, ayant une situation analogue à celle de ministre sans portefeuille, pourra assister, *quand l'Empereur l'ordonnera,* aux Conseils des ministres, pour discuter et donner sa manière de voir sur toutes les questions que nous soumettrons à son examen.

Il jouira de la solde et des indemnités qui ont été convenues entre le gouvernement français et lui avant son départ de France.

Donné au palais de Mexico, le 30 septembre 1865.

MAXIMILIEN.

C'était trop beau : on accablait M. Langlais sous la confiance illimitée qu'on lui témoignait. La vie d'un homme d'État n'aurait pas suffi pour mener à bonne fin le quart de ces projets : aussi le maréchal, avec sa finesse ordinaire, se demanda si le ministre mexicain qui avait rédigé ou suggéré le décret impérial réglant les attributions de ce ministre sans titre et sans portefeuille l'avait établi sérieusement, comme pouvant être mis à exécution ou comme un épouvantail destiné à faire reculer M. Langlais. Point n'est besoin de dire pour quelle opinion il penchait.

Si telle était la pensée de l'Empereur et de son entourage, on conviendrait que c'était payer fort cher une bien mesquine satisfaction. Disons d'ailleurs, dès maintenant, que la mission de M. Langlais prit fin bientôt : le conseiller d'État devait mourir subitement

quelques mois après son arrivée, sans avoir pu donner toute la mesure de ses capacités [1].

Une pareille politique de la part du gouvernement mexicain n'était point faite pour diminuer l'inquiétude des esprits : Juarez s'en rendait compte, et venait de lancer encore une proclamation ; enfin de nouveaux ennemis de l'empire s'organisaient, formaient une vaste association sous le nom de *Défenseurs de la doctrine Monroë*, et ne reculaient point devant l'idée de faire absorber le Mexique par les États-Unis.

Seul ou presque seul dans son empire, Maximilien ne partageait pas les préoccupations que causait à de plus clairvoyants cet état de choses. Il lui suffisait, pour oublier les ennuis du gouvernement, de quitter son palais de Mexico, et, une fois en voyage, il se trouvait heureux. C'est ainsi qu'il fit à cette époque une excursion du côté de Tulancingo. Comme de coutume, il en rapporta l'idée de quelques décrets : par l'un, il ordonnait la création de colonies civiles et militaires, accompagnées de fortins, sur la ligne de Mexico à Vera-Cruz ; par un autre, il ouvrait le Mexique aux émigrés de toutes les nations.

Le 16 septembre, il fêta l'anniversaire de l'Indé-

1. Malgré la brièveté de son passage aux affaires, M. Langlais sut conquérir le respect même des ennemis de l'empire. Voici l'appréciation élogieuse portée sur lui dans l'opuscule : *Révélations sur l'occupation française au Mexique au point de vue financier* : « M. Langlais présente une exception parmi les commissaires. Homme capable et sévère, à peine arrivé à Mexico, il comprit la valeur du temps que l'on avait perdu, les sommes que l'on avait gaspillées, et que le scandale avait pris une large part aux affaires. »

pendance et prononça une allocution empreinte de cette bonté qui chez lui n'était pas douteuse, mais où certains passages contrastaient singulièrement avec la situation :

... Ce que je fais, tout vrai Mexicain doit le faire : il doit extirper de son cœur les rancunes passées, il doit ensevelir les haines de parti et ne vivre que pour le bonheur et l'avenir de notre beau pays. Unis dans ces sentiments et suivant ensemble le chemin que nous trace le devoir, nous serons forts et nous ferons triompher les principes qui sont le but de nos travaux...

L'Empereur profita de cette occasion pour faire connaître une mesure projetée depuis quelque temps dans son esprit et réalisée depuis huit jours. N'ayant pas d'enfant et désespérant d'en avoir jamais, il s'était chargé de pourvoir aux frais d'éducation et d'entretien des petits-fils d'Iturbide, cet empereur d'un jour, fusillé en 1824. Il pensait les adopter ensuite, et laisser à l'un d'eux l'héritage de sa couronne.

Les acclamations qui l'accueillaient à Mexico ou dans les contrées environnantes lui faisaient illusion sur les sentiments des populations : il lui paraissait si naturel d'être aimé, à lui qui aimait vraiment ses nouveaux sujets et qui s'imaginait de la meilleure foi du monde avoir déjà tant fait pour leur bonheur par toutes les mesures qu'il avait décrétées et qu'il croyait exécutées ! Une nouvelle qui lui parvint le 30 septembre le confirma dans sa pensée optimiste : Juarez venait de quitter le territoire mexicain ; il avait franchi la frontière des États-Unis, se dirigeait sur Mesilla, et de là sur Santa-Fé, avec deux de ses ministres,

Ruiz et Prieto, et le président de la Cour suprême, Gonzales Ortega.

Ce départ, lui sembla-t-il, mettait fin à toute résistance : l'empire pouvait désormais être reconnu par les puissances, à commencer par la plus voisine. Dans sa joie, il adressa à la nation mexicaine une proclamation qui débutait par un éloge de Juarez, assurément mérité, mais qui, sous la plume de l'Empereur, parut ou une faiblesse ou une naïveté : une faiblesse, s'il avouait par là avoir douté de sa cause jusqu'à ce moment ; une naïveté, s'il espérait séduire par quelques mots louangeurs un ennemi irréconciliable.

Au reste, ce manifeste est trop important pour n'être pas reproduit ici :

Mexicains,

La cause soutenue *avec tant de courage et de constance* par D. Benito Juarez avait déjà succombé, non seulement devant la volonté nationale, mais devant la loi même que ce chef invoquait à l'appui de ses titres. Aujourd'hui, cette cause, dégénérée en faction, est restée abandonnée par le fait de la sortie de son chef du territoire de la patrie.

Le gouvernement national a été longtemps indulgent, et il a prodigué les actes de clémence pour laisser aux hommes égarés, à ceux qui ne connaissaient pas l'état des choses, la possibilité de s'unir à la majorité de la nation et de rentrer dans le chemin du devoir. Il a obtenu le résultat désiré : les hommes honorables se sont groupés autour de son drapeau et ont accepté les principes justes et libéraux qui guident sa politique. Le désordre n'est plus entretenu que par quelques chefs, égarés par

des passions qui n'ont rien de patriotique, et par une soldatesque sans frein, qui reste toujours comme le dernier et triste vestige des guerres civiles. Dorénavant la lutte sera entre les hommes honorables de la nation et les bandes de malfaiteurs et de brigands.

Le temps de l'indulgence est passé : elle ne servirait plus qu'au despotisme des bandes, à ceux qui incendient les villages, à ceux qui volent et assassinent les citoyens pacifiques, de malheureux vieillards et des femmes sans défense. Le gouvernement, fort de son pouvoir, sera désormais inflexible dans le châtiment : ainsi l'exigent les droits de la civilisation, le respect de l'humanité et les exigences de la morale.

MAXIMILIEN.

Puis un décret suivait, daté du 3 octobre, et contresigné par le Ministère entier, qui prononçait la peine de mort contre tous ceux qui seraient pris les armes à la main ou convaincus d'appartenir à une bande armée. La sentence devait être rendue par la cour martiale et exécutée dans les vingt-quatre heures, sans qu'aucun recours en grâce puisse être formulé ou admis. La cour martiale était remplacée par le chef de la troupe, lorsqu'il s'agissait de prisonniers faits dans une action de guerre.

Par le dernier article, amnistie pleine et entière était accordée à tous ceux qui feraient leur soumission avant le 15 novembre. — Cette date fut ensuite remplacée par celle du 1er décembre.

Ces mesures de rigueur cadraient si peu avec l'attitude du gouvernement impérial jusqu'alors, que l'opinion générale en attribua la paternité au maréchal Bazaine, bien que le Ministère eût contresigné le dé-

cret, et que le Ministère ne passât point pour obéir docilement aux volontés du commandant en chef.

Depuis, les écrivains qui se sont occupés de cette question ont émis des avis contraires, les uns rejetant tout sur Maximilien, les autres sur le maréchal. La vérité n'est ni d'un côté ni de l'autre, et, comme on va le voir par des pièces authentiques, chacun d'eux a sa part de responsabilité.

Le décret a été rédigé d'abord par Maximilien, sur son initiative propre; mais depuis longtemps la pensée d'une répression plus énergique lui était suggérée par le commandant en chef. Aussi celui-ci dit-il, dans son rapport au ministre de la Guerre : « L'em-
» pereur, dont le caractère paraît être essentiellement
» patient, a voulu attendre que Juarez fût sorti du
» territoire mexicain avant de promulguer cette loi.
» S. M. s'est enfin décidée, *sur mes conseils*, à donner
» une preuve de fermeté qui a fait un bon effet parmi
» les conservateurs. »

Quant à la forme choisie par Maximilien, le maréchal Bazaine n'y fut pour rien et, ce n'est que dans la journée du 2 octobre qu'il fut appelé au palais, où l'Empereur lui donna lecture du décret, et le pria en même temps d'en assurer la stricte exécution. Le maréchal se borna à faire observer que le projet présentait une lacune : qu'il serait bon d'établir la responsabilité du propriétaire sur sa propriété, parce que, en donnant asile aux bandes, il coopérait à leurs méfaits et entretenait cette guerre désastreuse. Sa proposition fut approuvée et devint l'article 10 du décret.

Le maréchal adressa alors aux commandants supérieurs une circulaire relative à son application. Dans

sa pensée, la mesure était excellente, surtout parce qu'elle allait enlever à l'armée française l'odieux des mesures rigoureuses dont celle-ci avait dû, jusqu'alors, endosser toute la réponsabilité.

Le maréchal disait ensuite :

Ils (les conservateurs) espèrent y voir la fin de cette période d'indulgence qui a mis le pouvoir entre les mains du parti opposé. Les libéraux, de leur côté, espèrent peut-être, par cette concession, amener l'Empereur à leur en faire une à son tour.

V. Exc. remarquera en effet que S. M. a pris soin de faire signer la loi en question par tous les ministres qui forment son cabinet. Elle s'est même félicitée en cette occasion de la docilité de son Conseil d'État et du bon vouloir de ses ministres. *Peut-être faut-il attribuer à cette condescendance le sens que j'exprimais plus haut.* Ce qui pourrait donner plus de poids encore à cette supposition c'est que, depuis quelques jours, le bruit court en ville que l'Empereur aurait reçu des lettres de Juarez et d'Arteaga offrant de faire leur soumission à l'empire, sous le prétexte que la lutte est inutile et que les principes de S.M. sont par le fait les mêmes que ceux qu'ils professent. *Mais, disent-ils, autant nous sommes disposés à aider l'union de tous les Mexicains, autant nous abhorrons l'étranger : c'est pourquoi la première condition de leur soumission serait la sortie immédiate de toutes les baïonnettes étrangères.*

Les lettres de Juarez et d'Arteaga étaient supposées, et la nouvelle ne reposait sur aucun fondement. Par contre la pensée prêtée aux ministres était fort vraisemblable : n'avaient-ils pas été heureux d'engager leur souverain, tandis que lui se réjouissait sans doute de les avoir compromis?

Ce décret passe pour avoir joué un grand rôle dans la destinée de l'Empire mexicain aussi bien que dans le procès de Queretaro : on a voulu y voir un fait capital, une décision d'une gravité telle que le reste, à côté, parût pâle ou insignifiant. On comprend l'intérêt que les partis ont eu à juger de la sorte cette mèsure exceptionnelle ; mais un examen sérieux fera bien vite apercevoir que tout cela n'est que du bruit, et que le grand effet produit l'a été surtout en paroles.

Sans doute, ç'a été une arme terrible que ce décret, lorsque Maximilien vaincu a comparu devant le conseil de guerre de Queretaro; mais, ainsi qu'on le verra, ce conseil de guerre, par sa composition, par les instructions qu'il dut recevoir, fut institué plus pour condamner l'Empereur du Mexique que pour juger Maximilien. Le décret n'eût pas existé, rien n'eût été changé à la sentence. Il parut politique et, en même temps, d'une vengeance piquante de retourner cette arme contre celui qui l'avait forgée.

Le sort de ceux que le décret visait n'en fut même pas modifié sensiblement. Des cours martiales fonctionnaient déjà ; déjà, des chefs de corps ou de contre-guérillas ripostaient aux fusillades des chefs de bandes et de guérillas par d'autres fusillades. Ce décret ne fut point le signal des exécutions sommaires, et la lutte ne l'avait pas attendu pour prendre, en certains points du territoire, suivant les chefs qui guerroyaient, un caractère féroce et sanguinaire. Par contre, ce qu'on ne peut guère contester, c'est que ce décret du 3 octobre était maladroit dans la forme. Après l'éloge de Juarez et l'espoir exprimé de voir

toute résistance éteinte, l'Empereur eût été bien inspiré de retourner son texte, si l'on peut ainsi parler, et de commencer par la fin, c'est-à-dire de donner comme son but principal, comme celui qui dictait sa pensée, l'amnistie qu'il accordait à ceux qu'on nommait les dissidents.

Offrant par cette mesure de large clémence le pardon et l'oubli aux Mexicains de bonne volonté, il pouvait alors menacer ceux qui repousseraient ses avances, et qui refuseraient de désarmer, des peines sévères portées contre d'irréconciliables ennemis : il eût ainsi conquis cette partie de l'opinion publique qui se prend volontiers aux mots, et qui a d'autant plus de force qu'elle est moins raisonnée, parfois même moins raisonnable.

Le maréchal Bazaine n'était point bon juge en la matière. Il envisagea la question comme commandant d'une force étrangère, et non point comme le souverain dépendant tôt ou tard de la nation dont une partie était visée par le décret : voilà pourquoi, malgré sa finesse habituelle, il n'aperçut pas la maladresse commise par Maximilien et donna au décret son approbation entière. L'exercice du commandement, surtout à l'étranger et pendant la période de lutte, l'habitude de se voir obéi avec une soumission parfaite, tout cela tend à fausser l'esprit, et à lui donner cette conviction que la force, et la force seule, suffit à vaincre les obstacles. Ce n'est point vrai pour tous les obstacles.

On s'est fort apitoyé sur le sort de ceux contre lesquels le décret était dirigé, et, sur ce point, certains écrivains, donnant dans un don-quichotisme quelque

peu naïf, ont gémi sur cette légion de patriotes exposés à être fusillés dans les vingt-quatre heures.

Des patriotes, il y en avait dans le parti adverse, cela n'est pas douteux, et tout à l'honneur du Mexique et de l'humanité. Oui, certains hommes ont cru à leur patrie, et lui ont sacrifié leur vie, ou du moins l'ont exposée pour son salut et son indépendance, comme les Porfirio Diaz, les Riva Palacio et d'autres. Mais aller plus loin, et transformer en patriotes des bandits qui ne cherchaient que des occasions de piller, des chefs tour à tour ennemis, tour à tour ralliés, et dont les défections ressemblaient fort à des trahisons, c'est une exagération ridicule et insultante pour les vrais patriotes. Comment sans injustice comparer un Cortina à un Porfirio Diaz?

De représailles en représailles, la lutte, en diverses circonstances, était devenue particulièrement atroce, et un crime d'une audace grande vint précisément à cette époque porter à son comble l'exaspération du quartier-général. Le 7 octobre, des bandes réunies dans les Terres-Chaudes attaquèrent le train de chemin de fer à la Roya-di-Piedra, entre Mexico et Vera-Cruz, s'emparèrent d'un lieutenant du génie colonial, d'un garde d'artillerie et de sept hommes de troupes entièrement désarmés : le lendemain on ne retrouva que neuf cadavres horriblement mutilés.

Le commandant en chef, rappelant ce fait et d'autres qui l'avaient précédé, adressa, le 11 octobre, aux commandants supérieurs, une circulaire qui se terminait ainsi :

En présence de ces actes sauvages, les représailles de-

viennent une nécessité et un devoir. Tous ces bandits y compris leurs chefs, ont été mis hors la loi par le décret impérial du 3 octobre 1865.

Je vous invite à faire savoir aux troupes sous vos ordres que je n'admets pas qu'on fasse des prisonniers. Tout individu, quel qu'il soit, pris les armes à la main sera mis à mort. Aucun échange de prisonniers ne sera fait à l'avenir. Il faut que nos soldats sachent bien qu'ils ne doivent pas rendre les armes à de pareils adversaires.

C'est une guerre à mort, une lutte à outrance entre la barbarie et la civilisation qui s'engage aujourd'hui. Des deux côtés il faut tuer ou se faire tuer.

Qu'il soit nécessaire parfois de recourir à de pareilles extrémités, la chose est peut-être possible, bien que cela ne nous paraisse point démontré : il est absurde et honteux que la civilisation en soit réduite, dans sa tâche moralisatrice, à employer les mêmes procédés que la barbarie, qu'elle s'est donné mission de détruire et de remplacer. En tout cas, quand les bandits attaquent des hommes désarmés et les mutilent affreusement, il n'y a pas besoin de décret : si on les prend, on n'a qu'à les tuer comme des bêtes fauves.

Ce que la civilisation ne doit pas permettre, c'est d'étendre indéfiniment les responsabilités sous prétexte de représailles. Parce qu'un individu a commis un crime, doit-on punir le village? Parce qu'un village s'est soulevé, doit-on châtier l'état? Parce qu'un état s'insurge, doit-on mettre toute la nation hors la loi? Les temps viendront où ces principes, longtemps méconnus, triompheront enfin, où les nations dites civilisées renonceront à enseigner toutes

les vertus aux nations dites barbares par des procédés qui, eux, ne peuvent pas même être dits civilisés, et où, les guerres de conquêtes politiques cessant, on abolira l'esclavage des peuples, comme on a répudié l'esclavage des individus.

Nous n'en sommes pas là encore; l'on n'en était pas là surtout au Mexique, à l'époque dont nous parlons, et notre récit nous ramène à de nouvelles scènes de meurtre et de vengeance.

On se rappelle les combats dont le Michoacan avait été le théâtre et les défaites subies en dernier lieu par les chefs dissidents. Le colonel impérialiste Mendez compléta cette série de succès en s'emparant, le 13 octobre, à Santa-Anna d'Amaltan, des généraux Arteaga et Salazar, avec 300 de leurs hommes.

Mendez était un Indien : logique mais cruel comme ces natures restées sauvages, il songea à profiter de sa capture pour donner à ses ennemis un salutaire exemple. Envoyant dans le Nord les 300 soldats, il garda les deux généraux ; il les conduisit à Uruapan, et là, à la place même où, quatre mois auparavant, Arteaga et Salazar avaient fait fusiller le vieux commandant Lemus et le sous-préfet Isidore Paz, il les fit passer par les armes, comme des victimes expiatoires immolées aux mânes de victimes innocentes.

C'est là plus qu'une atténuation de l'acte du colonel Mendez; en tout cas, Mendez avait le droit de répondre qu'il appliquait la loi à ceux-là mêmes qui l'avaient faite : *Patere legem quam ipse fecisti.*

Cet acte de justice sommaire eut un assez grand retentissement. Un trait montre une fois de plus tout ce qu'il y avait d'incohérence dans l'esprit de Maxi-

milien : l'Empereur crut devoir ordonner que dorénavant on n'exécutât aucune sentence contre « des personnages honorables » sans lui en référer. Il faisait ainsi publiquement la critique de son propre décret, et perdait le bénéfice même de la terreur qu'il eût pu inspirer. Maximilien avait trop de bonté dans l'âme : Juarez n'en avait pas montré autant lorsqu'il avait porté le décret du 25 janvier 1862, que la voix populaire avait promptement jugé en lui appliquant le surnom de *Loi mortuaire*; l'exécution sommaire du général Robles, en mars 1862, en était une preuve éclatante.

L'entente établie entre Maximilien et le maréchal au sujet des mesures répressives n'avait pas modifié le fond même de la politique impériale; les préventions contre les Français et surtout contre leur chef grandissaient chaque jour. Celui-ci ne s'y méprenait pas :

Il semble donc de plus en plus, écrivait-il le 13 octobre au ministre de la Guerre, que l'ingratitude du gouvernement mexicain envers la France commence à se manifester clairement; et, si l'on ne veut pas encore prononcer le mot *déloyauté*, il faut reconnaître que, par une politique malheureuse, *nous sommes réduits à un rôle presque ridicule celui de conseiller inutile...*

En effet, l'Empereur savait que M. Ramirez personnifiait l'esprit d'hostilité vis-à-vis de la France : il feignit de nous donner une apparence de satisfaction, et il lui enleva le portefeuille des Affaires étrangères, mais il le garda auprès de lui et le nomma ministre d'État, à la place de M. Velasquez de Leon, parti en

mission pour Rome. Ce nouveau titre accroissait encore sa prépondérance et son influence.

Néanmoins, Maximilien prit prétexte de la reconstitution de son ministère pour écrire à Napoléon III une lettre remplie d'éloges excessifs, comme on en va juger, et à laquelle on aurait pu répondre par le vers connu :

Un peu moins de respect et plus d'obéissance.

Monsieur mon Frère,

C'est avec un vif plaisir et un sentiment de véritable reconnaissance que je viens de recevoir, par l'entremise de M. Langlais, l'aimable lettre de Votre Majesté du 29 août. Les bons conseils de sincère ami que Votre Majesté me donne avec cette lucidité si remarquable qui la caractérise sont toujours pour moi du plus grand prix; ils émanent du plus grand souverain de notre siècle, qui est certes le meilleur juge dans des questions aussi difficiles que celles qui nous préoccupent au Mexique. Du moment que Votre Majesté a confiance en M. Langlais, ce digne homme d'État peut être sûr de la mienne : son concours est pour moi plus que nécessaire, puisque la plus grande difficulté d'une position est le manque complet d'instruments utiles.

M. Langlais, comme ministre des Finances, aura l'occasion de faire connaître à Votre Majesté la situation actuelle : elle est difficile, mais pas désespérée. Ce n'est que la guerre qui dévore les ressources; les autres branches de l'administration coûtent moins que dans tout autre pays. Dans les dépenses de la guerre, ce sont ces malheureuses troupes auxiliaires, *que le maréchal croit absolument nécessaires*, qui coûtent des sommes exorbitantes, et qui servent, d'après mon jugement, au fond à très peu

de chose. Dans les autres parties de l'administration, il règne presque de la parcimonie. *Le changement qui s'est effectué dans mon ministère vous montrera qu'on cherche l'harmonie la plus complète* et des hommes probes et utiles.

M. Dano aura écrit à son ministre que l'affaire des réclamations est définitivement arrangée sur les bases que la reconnaissance du Mexique envers la France nous a dictées.

M. Dano et le maréchal auront également informé Votre Majesté de la grande circonspection qu'on met ici dans toutes les questions délicates relatives à nos voisins. Les nouvelles que nous avons de Washington sont du reste rassurantes, et l'amitié sincère de Votre Majesté me donne cette ferme confiance dans l'avenir qui, seule, rend possible une tâche si difficile.

Dans les derniers jours, tous nos travaux d'organisation politique, administrative et judiciaire, basés sur le statut du 10 avril, ont été terminés et paraîtront ces jours-ci en plusieurs volumes. J'espère pouvoir envoyer ce travail à Votre Majesté avec le prochain courrier français.

J'ai renoncé à mon voyage dans le Yucatan, où l'Impératrice ira seule, pour pouvoir me mettre aussidûment au travail avec M. Langlais, qui a déjà gagné toutes mes sympathies. Le maréchal vous aura envoyé la loi draconienne que j'ai dû donner contre les guerilleros : le résultat de cette loi sera favorable. On aurait pu déjà finir avec ce fléau du pays si les troupes n'avaient manqué.

Je prie Votre Majesté de me rappeler au bon souvenir de l'Impératrice et de croire aux sentiments de haute estime et de sincère amitié avec laquelle je suis,

De Votre Majesté, le bon frère,

MAXIMILIEN.

Chapultepec, le 20 octobre 1865.

P.-S. Dernière heure. — J'apprends à l'instant que M. Langlais ne croit pas pouvoir accepter le portefeuille des Finances avant d'en avoir référé directement à Votre Majesté. Les motifs qu'il m'allègue pour décliner pour le moment la direction officielle que je lui avais donnée me semblent d'une nature si délicate que je crois devoir prier Votre Majesté de bien vouloir être l'arbitre dans l'enquête scrupuleuse des dépenses faites depuis que je me trouve à la tête du gouvernement. Les rapports que M. Langlais adressera successivement à Votre Majesté démontreront la justesse de ma demande.

L'œuvre de législation dont parlait l'Empereur pouvait être comparée à « l'immensité même ». Pendant un mois le *Journal officiel* fut rempli par la publication de décrets, de projets, etc. Presque tous portaient la marque d'un esprit libéral, d'une âme élevée, généreuse, mais peu pratique. N'y voyait-on pas la fondation de deux prix de 5,000 francs chacun, l'un pour la meilleure tragédie, l'autre pour la meilleure comédie qui seraient présentées dans le délai de six mois?

C'est à la suite de cette publication que Maximilien dit au maréchal ces paroles étonnantes, et qui montrent de quelles illusions l'esprit de l'empereur était encore rempli :

— *Maintenant que j'ai terminé le laborieux travail de la législation, je vais m'occuper de gouverner.*

Il faut cependant tirer de tout cet œuvre une mesure sage autant que politique, et qui, mise à exécution, eût pu modifier le fond de la situation. Il s'agit du décret rendu en faveur des *Peones*.

Le *Peon* était l'Indien qui, en qualité d'ouvrier, de

laboureur ou de maçon, louait ses services aux *haciendados* (grands propriétaires). Comme salaire, il recevait une ou deux piastres et deux mesures de maïs par semaine: c'était insuffisant pour nourrir sa famille, pour la vêtir, etc. L'haciendado lui vendait alors à crédit les objets et denrées nécessaires ; mais le peon, ne payant pas, — et pour cause, — se trouvait lié par sa dette envers le propriétaire. Cette dette ne s'éteignait pas par l'insolvabilité constatée à sa mort, elle passait sur la tête des enfants : il en résultait que toutes les familles des Peones étaient pour ainsi dire réduites en servage. De plus, les haciendados avaient obtenu la dispense du service militaire pour les Peones, de telle sorte que rien ne venait arracher les malheureux à leur triste situation.

Quelques-uns, impatients du joug, s'enfuyaient et allaient grossir les rangs des bandes qui écumaient le pays ; les autres subissaient leur sort, mais attendaient un défenseur. Tous avaient cru le trouver dans le nouveau Souverain.

Bien des obstacles se dressaient contre leur libération : les grands propriétaires d'abord, puis ceux qui en dépendaient, en un mot, presque toute la bourgeoisie était hostile à un changement du sort de ces travailleurs misérables indignement exploités.

Maximilien eut le courage de passer outre, de mépriser les craintes de son ministre de l'Intérieur. Il prépara un projet d'émancipation. Il crut habile de profiter d'une absence pour confier à l'énergie persuasive de l'Impératrice le soin de faire accepter par les ministres la pensée et les termes de ces décrets. La

vaillante femme triompha plus peut-être par la force morale que par la persuasion, et elle se hâta d'apprendre à l'Empereur le succès obtenu :

Je viens de remporter le triomphe le plus complet sur toute la ligne. Tous nos projets ont passé. Celui des Indiens, après avoir excité un frémissement au moment de la présentation, a été accepté avec une sorte d'enthousiasme. Il n'y a eu qu'un seul avis contraire. Forte de ce succès, je leur ai développé des théories sociales sur les causes des révolutions au Mexique qui ont procédé des minorités turbulentes s'appuyant sur des masses inertes, sur la nécessité de rendre à l'humanité des millions d'hommes, quand on appelle de si loin la colonisation, et de faire cesser une plaie à laquelle l'Indépendance n'avait porté qu'un remède inefficace, puisque, citoyens de fait, les Indiens étaient pourtant restés dans une abjection désastreuse. Tout cela a pris, à mon grand étonnement, et je commence à croire que c'est un fait historique.

L'Empereur demanda son avis au maréchal : celui-ci s'empressa de le donner favorable, en rassurant Maximilien sur les suites que pourrait présenter le mécontentement des grands propriétaires ; toutefois il lui manifesta la crainte que ses généreuses intentions n'eussent pas des résultats aussi rapides qu'il l'espérait.

Cette vue était juste. En vain décréta-t-on que le Peon n'était responsable que de ses dettes et point de celles de son père ; en vain borna-t-on à 50 francs le chiffre au delà duquel il ne pouvait être poursuivi pour dettes contractées dans l'intérieur de l'hacienda ; en vain régla-t-on les heures de travail ; en vain abo-

lit-on les peines corporelles, le mauvais vouloir des haciendados réduisit à néant les bienfaits de ce décret, et l'empire ne dura point assez pour transformer en hommes libres ces parias que la république avait laissés esclaves.

CHAPITRE XI

Maximilien demande à réviser le traité de Miramar. — Refus de Napoléon III. — Lettre du maréchal Randon (30 novembre). — L'Empereur se plaint du commandant en chef et le flatte dès qu'il a recours à ses forces. — Siège de Matamoros. — Lettre de Maximilien (2 décembre). — Ses incertitudes. — Embarras de Juarez. — Décret par lequel il perpétue son pouvoir, contrairement à la Constitution. — Le maréchal Bazaine reçoit une nouvelle lettre confidentielle de Napoléon III. — Blâme contre Maximilien. — Voyage de l'Impératrice dans le Yucatan (6 novembre-30 décembre). — Mort de Léopold Ier, roi des Belges. — Allocution de l'Empereur (15 janvier 1866). — Opinion et conseils de M. Jésus Teran. — Réponse de Maximilien. — Résumé des rapports adressés au commandant en chef mis sous les yeux de l'Empereur. — Projet de code civil. — Retour du colonel Dupin. — Incidents à ce sujet. — Protestation du Maréchal approuvée par le ministre de la Guerre.

De tous les projets élaborés pour l'organisation de l'armée mexicaine aucun n'avait été mis à exécution : l'empire se trouvait sans forces indigènes. Au moment où, comme il le disait, Maximilien allait se mettre à gouverner, il comprit que l'appui de l'armée française lui était plus que jamais nécessaire. Qu'adviendrait-il si le cabinet de Paris exécutait à la lettre les clauses de la convention de Miramar relatives au

retrait des troupes ? Il s'adressa donc au gouvernement français, sollicitant la révision de cette convention : il proposait d'ajourner toute réduction de l'effectif des troupes françaises, et, en même temps, demandait de laisser à la France la charge de les payer et de subvenir aux frais des expéditions entreprises par elles.

Le cabinet de Paris repoussa ces propositions. Elles avaient produit sur lui une impression d'autant plus mauvaise qu'elles coïncidaient avec l'accueil maladroit fait à M. Langlais et avec certaines paroles, imprudentes tout au moins, du nouveau ministre d'État. Le maréchal Randon se fit l'écho de ce mécontentement dans sa lettre confidentielle du 30 novembre :

Ce que je vois se dessiner de plus en plus dans les hautes régions, c'est le système d'ingratitude et de méfiance envers nous. Aujourd'hui c'est Ramirez qui nous blesse dans un discours prononcé dans une circonstance solennelle; demain c'est l'accueil presque injurieux qui est fait à un délégué de notre gouvernement, qui se voue à l'œuvre ingrate de chercher à mettre de l'ordre dans cette caverne de dilapidateurs de la fortune publique. Bientôt on méconnaîtra les services que nos troupes rendent chaque jour. Cette disposition du gouvernement mexicain est dangereuse, et elle ne peut que désillusionner de plus en plus le pays des sacrifices incessants que nous faisons pour une cause qui finira par perdre toute apparence de nationalité même aléatoire; et, *alors, qui pourra déclarer que nous devons prolonger le séjour de nos troupes dans ces lointaines contrées?*

Ce jugement porté sur l'état d'esprit du gouvernement mexicain se trouvait justifié par mille faits quo-

tidiens. Nous pourrions en donner une série de preuves irréfutables par la production de la correspondance échangée entre le cabinet de l'Empereur et le quartier-général; mais ceci nous entraînerait trop loin, et ces redites sur de petits faits n'apprendraient rien de nouveau. Il nous suffira de placer sous les yeux du lecteur ce passage d'un rapport du maréchal Bazaine, pour détruire l'opinion de ceux qui lui ont attribué le rôle de spectateur impassible et parfois satisfait des fautes commises par l'Empereur :

J'ai conservé par devers moi, écrivait-il à son ministre, la série de toutes les notes que j'ai fait mettre sous les yeux de S. M., soit pour lui indiquer les nombreuses fautes qui étaient commises par l'administration, soit pour l'avertir des aspirations et des plaintes des différentes localités. Les réponses qui ont été consignées en marge se bornent à mentionner que *l'Empereur en a pris connaissance.*

La vérité est qu'on supportait le commandant en chef, mais qu'on ne l'aimait point. Dès qu'un danger menaçait, on le flattait et on invoquait son appui ; le danger passé ou écarté, on le mettait de côté. Il semble qu'on eût été bien aise de le prendre en faute. Un exemple entre cent. On apprend qu'Escobedo, à la tête de trois mille hommes, et soutenu en dessous par les Américains, vient de bloquer Matamoros, où commande Mejia. Aussitôt l'Empereur signale le fait au maréchal, et l'engage à garnir la frontière du Nord, à débloquer la place. Le maréchal, habitué à ces coups d'épingle, répondit que les mesures étaient prises et les ordres donnés. Effectivement, quelques

semaines après, Matamoros était débloqué. Monterey, qui, avec sa garnison impérialiste de 800 hommes, avait ouvert ses portes à 200 dissidents, était réoccupé par 150 hommes sous les ordres du commandant de La Hayrie.

Le 2 décembre, Maximilien écrit au maréchal :

...J'ai besoin... d'hommes loyaux. honnêtes et énergiques, et j'ai compté sur votre concours pour me renseigner franchement sur tous les fonctionnaires appelés à faire appliquer ces lois...

Votre profonde expérience des hommes et des choses au Mexique, et les connaissances multipliées que vous pouvez acquérir par les nombreux rapports qui vous parviennent, vous permettront sans doute de m'adresser bientôt une partie de cet important travail et de le compléter peu à peu.

La demande était singulière après dix-huit mois de gouvernement. Le maréchal fit le travail et l'envoya au Souverain, qui lui en accusa réception en ces termes :

J'ai pris connaissance des renseignements que vous avez bien voulu me communiquer sur les fonctionnaires du pays, et je vous exprime mes sincères remerciements pour cet excellent travail, que je consulterai avec fruit.

Qu'il l'ait consulté, c'est probable ; qu'il l'ait fait avec fruit, c'est autre chose. Son ministère s'entendait à paralyser ses velléités d'obéissance aux conseils ou à l'influence du maréchal. On continua, comme par le passé, à choisir les fonctionnaires parmi des incapables ou des ennemis de l'intervention. Aussi

qu'arrivait-il ? Ces singulières autorités lâchaient pied dès que l'armée française se retirait. Et la faute en retombait sur le maréchal ; du moins on le disait. Maximilien tout le premier, n'écrivait-il pas au maréchal, le 4 décembre :

Mon cher Maréchal,

Je viens de recevoir les plus fâcheuses nouvelles du Sinaloa et du département de Mazatlan.

Les populations de ces contrées ne peuvent se rendre compte du motif qui fait partir les troupes françaises avant que des corps mexicains *bien organisés* puissent les remplacer; elles voient avec terreur Corona rentrer d'un seul coup en possession de tout le pays soumis : leur confiance est donc profondément ébranlée, et cette fatale mesure nous fait perdre dans l'esprit public plus qu'une défaite éclatante, car elle semble indiquer que le gouvernement lui-même n'a pas foi dans l'avenir.

On m'écrit que le bataillon qui est en garnison à Mazatlan ne défendrait pas la ville en cas d'attaque, mais seulement le port. Je ne peux croire à une pareille résolution, *et je suis convaincu que vous prendrez toutes les mesures pour réparer le mieux possible les malheurs qu'a entraînés l'évacuation.*

Il me serait agréable, disait-il, que vous me fassiez connaître quels sont vos projets au sujet de cette expédition et *quand il paraîtra convenable de les mettre à exécution.*

Le maréchal n'avait pas de mesures à prendre, car elles étaient prises, et l'ordre de ne pas défendre la ville en cas d'attaque n'existait que dans l'imagination du correspondant de l'Empereur.

Nouvelle lettre le 14 décembre. L'Empereur se plaint du gouvernement que les rebelles ont formé

à Tlacotalpam, dans les Terres-Chaudes, au sud de Vera-Cruz :

Il me serait agréable, disait-il, que vous me fassiez connaître quels sont vos projets au sujet de cette expédition et *quand il vous paraîtra convenable de les mettre à exécution.*

Le maréchal montra immédiatement à l'Empereur l'avis télégraphique qu'il avait reçu la veille, le 13 décembre, de M. le capitaine de frégate Peyron, lequel l'informait que, d'après ses ordres, un courrier extraordinaire avait été envoyé au stationnaire devant Alvarado pour étudier la situation à Tlacotalpam et les moyens d'y mettre fin. Depuis le 12 novembre on s'en occupait au quartier général.

Ce fut encore le maréchal qui obtint de l'humanité du général Riva Palacio l'échange des prisonniers belges faits au premier combat de Tacambaro. Le général mexicain rendit ainsi 7 officiers et 180 soldats. Il n'avait pas voulu traiter avec le gouvernement de Maximilien.

L'acte de Riva Palacio est d'autant plus digne d'éloge qu'il eût pu facilement prendre prétexte de l'exécution d'Arteaga et de Salazar pour venger, sur les Belges tombés en son pouvoir, la mort de ces deux généraux, comme Mendez avait vengé sur eux la mort de Lemus et de Paz. Il ne céda point à l'envie de continuer la série de ces sanglantes représailles, et cette générosité est d'autant plus belle de sa part que le décret du 3 octobre venait lui-même de le mettre hors la loi.

La fortune, cependant, offrait à Maximilien une

chance encore, la dernière peut-être, de se relever et de prendre le dessus. Le moment redevenait propice pour une action énergique, non point dans le sens de la répression, mais dans le sens de l'administration et de l'organisation. En effet ce qui restait du gouvernement légal de la République mexicaine subissait une crise profonde.

Aux termes de la Constitution fédérale, les pouvoirs de Juarez, élu pour quatre ans, expiraient le 30 novembre 1865, et, en attendant une nouvelle élection, ces pouvoirs passaient aux mains du Président de la cour suprême, désigné pour remplir ces fonctions de Président intérimaire.

Juarez avait succédé de la sorte à Comonfort. Mais Juarez n'entendait pas se laisser dépouiller de son titre, et, dès le 8 novembre, il avait, de Paso-del-Norte, rendu un premier décret par lequel il prorogeait lui-même sa présidence jusqu'au jour indéterminé où on pourrait lui donner un successeur. Puis, prévoyant le cas où le général Ortega, l'ancien défenseur de Puebla en 1863, devenu Président de la cour suprême, revendiquerait ses droits, il rendit un second décret dans lequel, s'appuyant sur ce fait qu'Ortega était depuis neuf mois retiré aux États-Unis, il le déclarait déchu, ordonnait son arrestation et sa mise en jugement dès qu'il serait appréhendé sur le territoire de la République.

Ces mesures arbitraires, rendues en quelque sorte nécessaires par la situation du Mexique et largement légitimées par les services de Juarez, ne furent pas du goût de tout le monde. Le plus ancien des membres de la cour suprême, qui faisait fonctions de Pré-

sident, le général Ruiz, quitta Juarez, sous prétexte de congé nécessaire à sa santé; mais, à peine arrivé dans l'état de Chihuahua, il lança, le 30 novembre, une protestation publique contre la conduite de Juarez, violant la Constitution et se maintenant au pouvoir, alors que lui, Ruiz, eût dû occuper la présidence. Puis, assez inconséquent avec lui-même, il se rendit, le lendemain, à Rio-Florido, se présenta au chef d'escadron Billot, et lui déclara qu'il se soumettait à l'empire et qu'il se disposait ensuite à rentrer définitivement dans la vie privée.

Juarez et son fidèle ministre Lerdo de Tejada ne se laissèrent pas plus émouvoir par cette défection qu'ils ne s'étaient laissé abattre par les revers. La nouvelle répandue à Mexico le 30 septembre était fausse : ni l'un ni l'autre n'avaient quitté le territoire mexicain. Ils saisirent cette occasion d'affirmer une fois de plus leur implacable résolution de lutter sans relâche, et de défendre jusqu'à la dernière extrémité « la cause soutenue avec tant de courage et de constance », au dire de l'Empereur Maximilien.

Une circulaire du ministre des Affaires étrangères l'apprit à tous :

Dans les circonstances de la guerre actuelle, celui qui a été quatre ans à la tête du gouvernement, loin de vouloir, en le conservant, satisfaire un intérêt personnel, ne fait qu'affronter les difficultés et des dangers à vaincre. Le citoyen Président de la République, en donnant ces décrets, prouve sa ferme et constante résolution de remplir jusqu'au bout ses devoirs envers la Patrie et le peuple qui l'a élu.

Ces deux hommes n'auraient peut-être point montré tant de persistance s'ils ne s'étaient sentis encouragés par les États-Unis. Ceux-ci venaient en effet, de nommer un ministre plénipotentiaire auprès de Juarez, le général Logan, et le président Johnson, dans une allocution adressée au Congrès américain, parlait superbement de la division du globe terrestre en deux hémisphères, et proclamait que chacun d'eux devait être indépendant. Il satisfaisait ainsi les partisans de la doctrine de Monroë, en même temps qu'il lançait, sous forme voilée, un défi à Maximilien et à son allié.

Malgré ces appuis, la conduite de Juarez n'en était pas moins courageuse, non point de ce courage militaire qui porte à risquer sa vie, mais de ce courage civil qui demande de l'intelligence, de la ténacité et une fermeté inébranlable pour marcher au but qu'on s'est fixé. L'ambition peut le donner, et chez Juarez elle joua évidemment ce rôle; mais l'ambition n'est point nécessairement un défaut : elle est même une qualité chez un homme conscient de sa valeur, conscient aussi des services rendus.

Que serait-il advenu de l'œuvre entreprise par Napoléon III si le souverain choisi par lui pour l'exécuter eût possédé les mêmes qualités que Juarez, ayant une égale ambition? Cette pensée hanta plus d'une fois l'esprit de l'Empereur des Français, et l'impatience devait le gagner quand il sentait s'émietter une puissance qu'il avait crue forte et qu'il avait espérée victorieuse. Pendant un temps, il s'en était remis aux conseils du commandant en chef; il avait attendu, comptant sur le temps, sur l'expérience qui viendrait

sans doute à Maximilien; puis, avec le temps, la situation, précaire d'abord, mauvaise ensuite, s'aggravant, il perdit patience, et son irritation, pour la première fois, éclata dans la lettre secrète qu'il adressait au Maréchal, le 29 novembre :

Compiègne, le 29 novembre 1865.

Mon cher Maréchal,

J'ai reçu ce matin votre lettre du 28 octobre, et je vois que les choses au Mexique ne vont pas bien. Il est indispensable que je prenne une résolution énergique, car nous ne pouvons pas rester sans cesse dans cet état d'incertitude, qui paralyse tous les progrès et augmente les charges de la France.

Je vais mûrement réfléchir aux mesures à prendre; en attendant, mettez tous vos soins à organiser l'armée mexicaine, *afin que nous puissions, dans un temps donné, évacuer le pays.* J'espère que les Américains, malgré leur jactance, ne voudront pas entrer en guerre avec nous ; mais ce danger écarté, il s'agit de savoir dans quel état nous laisserons le Mexique après notre départ.

Il faut que l'Empereur Maximilien comprenne que nous ne pouvons rester indéfiniment au Mexique. et qu'au lieu de bâtir des théâtres et des palais, il est essentiel de mettre de l'ordre dans les finances et sur les grandes routes. *Qu'il sache bien qu'il sera beaucoup plus facile d'abandonner un gouvernement qui n'a rien fait pour pouvoir vivre que de le soutenir malgré lui.*

Recevez, mon cher Maréchal, l'assurance de ma sincère amitié.

NAPOLÉON.

P.-S. — Ne donnez pas aussi facilement des congés.

Les grades doivent être obtenus au Mexique, et non en venant les solliciter à Paris.

Le ton de cette lettre, si différent de celui de la correspondance habituelle, trahissait les sentiments violents et longtemps contenus qui bouillonnaient chez Napoléon III. Plein du rêve qu'il avait conçu, épris de la gigantesque entreprise qu'il croyait mener à bonne fin pour la plus grande gloire de la France et de son règne, conscient des forces et des secours qu'il avait donnés à celui qui devait réaliser son œuvre, il voyait tout crouler, et, dans sa déception, il faisait retomber la faute entière sur le malheureux Maximilien.

Certes celui ci n'était digne que par sa bonne volonté, son esprit cultivé et son cœur enclin à la bonté, de la couronne qu'on avait posée sur sa tête : par la faiblesse de son caractère, par les préjugés de sa race, par le vague et l'incertain de son éducation politique, il n'était point à la hauteur de la tâche immense qu'il avait assumée.

Il eût été juste cependant de tenir compte de ses doutes, de ses hésitations à accepter le rôle de régénérateur du Mexique; il eût été prudent de le mieux étudier et surtout de le mieux connaître. Si Napoléon III se plaignait de ne pas trouver en lui le chef d'État qu'il avait cherché, Maximilien se plaignait aussi de n'avoir point reçu de Napoléon III l'empire tel qu'il se l'imaginait. On était loin du prince désiré, loin aussi du « lit de roses dans une mine d'or ».

Quoi qu'il en fût, cette lettre était menaçante; menaçante pour Maximilien, menaçante pour l'Empire

mexicain. Que pouvait le maréchal en cette occurrence?

Cependant l'Empereur avait renoncé à son projet de voyage dans le Yucatan : le moment n'était point propice pour s'éloigner de Mexico et abandonner encore une fois la direction du gouvernement. L'Impératrice seule, accompagnée d'une suite nombreuse, partit le 6 novembre, et se rendit à Vera-Cruz. Elle s'embarqua, le 20, à bord du vapeur mexicain *le Tabasco*, qui prit immédiatement le large, escorté par la corvette autrichienne *le Dandolo*. La traversée fut mauvaise, mais l'accueil qu'elle reçut à Merida, où elle fit son entrée le 23, la dédommagea des fatigues de la route.

La population Yucatèque, qui s'inquiétait assez peu de Juarez et formait depuis longtemps une façon d'État particulier, n'avait aucun motif pour mal recevoir l'Impératrice. Sa venue était un prétexte de fêtes, et les Yucatèques, vêtus de blanc suivant la mode du pays, se pressèrent sur son passage pour la voir, pour l'acclamer. Elle resta douze jours à Merida, heureuse d'une réception qui lui faisait oublier les ennuis et les tristesses de Mexico, puis elle se rendit à Campèche, et, là, reprit la mer sur *le Tabasco*; le 20 décembre, elle rentrait à Vera-Cruz.

Un train spécial la transporta à Paso-del-Macho : elle revit la population d'Orizaba enthousiaste et fidèle comme au premier jour; elle traversa Puebla, et, non loin de Saint-Martin-Tesmelucan, elle aperçut l'Empereur venu au devant d'elle à cheval. Le 3 janvier, ils arrivaient à Cuernavaca, une des villes les plus agréables du Mexique, et ils comptaient poursuivre

leur excursion dans les Terres-Chaudes du Guerrero, lorsqu'une triste nouvelle vint changer leurs projets : le roi Léopold Ier était mort au château de Laeken le 10 décembre précédent. Ils regagnèrent aussitôt Mexico.

Cette mort n'était qu'un deuil privé, et ne pouvait avoir d'influence sur les affaires mexicaines. Néanmoins elle attrista tout le monde, à l'égal de ces présages funèbres qui causaient tant de frayeur aux esprits superstitieux des anciens; et, l'allocution que Maximilien adressa le 15 janvier, au corps diplomatique, aux autorités françaises et indigènes qui étaient venus lui présenter leurs condoléances, parut couverte comme d'un voile de tristesse, dont la cause assurément était moins la mort de Léopold que les sombres prévisions qui, par instants, commençaient à assaillir son esprit :

Messieurs,

Je vous remercie de la part que vous avez prise au chagrin que nous cause le malheur qui est venu nous frapper, l'Impératrice et moi.

Dans une si grande infortune, c'est assurément pour nous une consolation que le souvenir des grands et salutaires exemples que le défunt roi des Belges nous a légués comme une successiou sacrée.

Comme nous, en acceptant le trône qu'un peuple lui offrait, il trouva une nation à constituer et un gouvernement à fonder. Grâce à l'intervention désintéressée de la France, il put faire succéder la paix à la guerre et se dévoua sans relâche à réaliser d'importantes réformes intérieures. Il promit la liberté à son peuple, et pendant la longue période de trente-cinq ans il tint sa parole ; il promit

au pays la sécurité et la tranquillité, et il les lui donna en consolidant son indépendance ; il fit plus, il l'éleva à un rang distingué parmi les États d'Europe, et en fit un des premiers sous le point de vue de la liberté commerciale et de la liberté de la pensée : il laisse ainsi sans tache sa noble devise et son drapeau.

Nous saurons profiter de ce grand exemple dans lequel Dieu s'est plu à nous enseigner que sa Providence n'abandonne jamais dans leurs entreprises les monarques justes et fidèles à l'honneur. Sa fille, l'Impératrice, vient de faire un pénible voyage jusqu'aux frontières les plus éloignées, sous un climat dangereux et sans autre garde que l'affection du peuple qui l'entourait. De toutes parts elle a rencontré un franc et cordial accueil, qui a révélé, une fois de plus, la sympathie qui existe entre la Nation et Nous, quand les mécontents se plaisaient à proclamer que mon Auguste Épouse ne rencontrerait que l'indifférence sur son passage, quand les calomniateurs s'étaient aventurés jusqu'à dire qu'Elle oublierait son devoir en se retirant en Europe. A cette occasion, il m'est doux d'exprimer spécialement ma profonde reconnaissance à l'héroïque Vera-Cruz et au beau Yucatan, qui reçurent l'Impératrice avec une affection dont le souvenir restera toujours gravé dans mon cœur.

Quant à moi, Messieurs, vous avez été témoins de mes travaux : laissant de côté les vaines théories qui ne conduisent qu'à l'anarchie, j'ai consacré mes veilles à la réglementation de l'administration publique, au développement des éléments de richesse et de prospérité du pays, et à la solution des grandes questions qui m'ont le plus préoccupé.

Dans cette tâche ardue, j'ai su résister à l'impatience des uns et au découragement des autres, parce que les plaies de plus de cinquante années de guerre civile ne

se cicatrisent pas en un jour; mais, soutenu par la conscience de ma foi, je marche droit à mon but avec une infatigable persévérance. Mes forces pourront faiblir : mon courage, jamais !

Je n'ai pas l'intention de changer les mœurs démocratiques de la nation, et je suis soutenu par la conviction qu'elles élèvent l'esprit du citoyen et lui donnent conscience de sa dignité et de sa valeur. J'ai respecté la liberté de la presse partout où elle n'a pas dégénéré en licence, et j'ai en même temps fait respecter l'autorité de la Loi. Bien aveugle celui qui ne voit pas qu'une autorité forte est la dernière ancre de salut de notre Patrie !

Vous avez pu observer mon calme au milieu des calomnies qui ont été lancées contre nous à l'étranger. Retenez, Messieurs, que les calomnies passeront et que nos œuvres resteront.

Fort de l'appui de ma conscience et de la rectitude de mes intentions, je contemple l'avenir avec tranquillité. Le Mexique a placé son honneur dans mes mains : qu'il sache bien que dans mes mains son honneur ne sera jamais en péril !

Il semble, par ces affirmations répétées, que l'Empereur voulût se prouver à lui-même qu'il était de taille à dominer la situation et à vaincre les obstacles. Vains efforts ! Des avertissements significatifs lui venaient de tous côtés; son fidèle secrétaire, le baron de Pont, lui transmettait une lettre de M. Jesus Teran, ancien ministre de Juarez, qui s'était retiré à Berne depuis quelques années. Ce Mexicain avait eu, en 1863, le patriotisme de se rendre à Miramar, et, là, s'était efforcé de détourner le prince d'accepter la couronne du Mexique, affirmant que la situation n'était point celle qu'on lui dépeignait.

M. Teran, dans sa lettre au baron de Pont, ne dissimulait rien de ce qu'il croyait la vérité :

... Je crois que le temps est arrivé pour l'Archiduc de réfléchir sérieusement à l'état précaire de sa position et de quitter le Mexique avant que la force des choses l'oblige à évacuer la capitale. S'il pense que sa situation est bonne, je n'ai rien de plus à dire; mais s'il doute qu'elle le soit, et s'il venait à changer de visées et à me demander mon intervention auprès de Juarez, je ferais tout ce qui serait en mon pouvoir pour le tirer d'embarras et en même temps pour épargner à mon pays de nouveaux malheurs. J'essaierais d'obtenir de Juarez qu'il consentît à un traité honorable pour les deux parties, en lui montrant les maux que peuvent attirer la protection étrangère. Mais il faut que Maximilien soit prompt à se décider, car si Juarez fait une fois appel aux États-Unis, il sera trop tard pour un traité de ce genre. Les heureuses visions qui hantaient son imagination à Miramar se sont dissipées, et il doit être maintenant convaincu de la vérité de ce que je lui disais lorsque je lui assurais que l'histoire de l'intervention au Mexique serait semblable à celle de l'intervention en France pendant la première Révolution...

... *Le manque de confiance dans la stabilité de l'empire s'accroît et tend à devenir général. Le jour n'est pas loin où cette désaffection pénétrera dans toute la population* En supposant que Maximilien se soutienne dans le présent, qui le soutiendra dans l'avenir ? L'armée française ne peut rester indéfiniment au Mexique ; une autre armée, composée d'aventuriers et de volontaires d'autres pays, serait insuffisante pour le maintenir. Que peut-il alors attendre ? Ce que je dois répéter ici : tôt ou tard une défaite et une expulsion. Ne serait-il pas préférable de se retirer tranquillement et honorablement ? Il devrait le comprendre mieux que moi.

Maximilien est-il venu au Mexique pour assurer le bonheur du peuple ou bien pour le sacrifier au prix d'une couronne ? Nous ne pouvons supposer que le premier terme. Eh bien ! puisqu'il n'a pas réussi à faire ce qu'il se proposait, *il est engagé par honneur et par devoir à se retirer.* Toute autre conduite lui ferait perdre l'estime, l'atteindrait dans sa première réputation... Si j'étais à sa place, je ferais un armistice avec le gouvernement constitutionnel, je conclurais un traité aussi avantageux que possible pour moi, je renverrais l'armée française conformément au traité de Miramar, et enfin je publierais un manifeste expliquant le but de mon arrivée au Mexique, et je quitterais le pays, selon ma promesse de me retirer dès que je reconnaîtrais que ma présence est opposée aux vœux de la population.

.. Il a, en ce moment, une bonne chance pour quitter la partie, mais tout délai sera pour lui un danger.

Ces graves paroles auraient dû faire sur Maximilien une vive impression; mais, de même qu'il avait repoussé, en 1863, les avis de M. Jesus Teran, de même il les rejeta encore cette fois, et cela avec d'autant plus d'empressement qu'il se défiait des avis venus d'Europe, principalement de Vienne. Il les attribuait à l'influence de son frère, l'Empereur François-Joseph, pourtant bien étranger à ces choses.

Il répondit le 8 décembre au baron de Pont :

Je crois voir une diplomatie réelle et profonde dans les lettres de Teran. *Je désire beaucoup m'entendre avec Juarez*; mais, avant tout, il doit reconnaître la résolution de la majorité effective de la nation, qui veut la tranquillité, la paix et la prospérité, et *il est nécessaire qu'il se décide à collaborer avec son inébranlable énergie et son intelligence à*

l'œuvre difficile que j'ai entreprise. Si, comme je le crois, il a réellement en vue le bonheur du Mexique, il doit comprendre bien vite qu'aucun Mexicain ne désire plus que moi l'avenir du pays, et que j'y travaille avec les meilleures intentions. *Qu'il vienne m'aider sincèrement et loyalement, et il sera reçu à bras ouverts comme tout bon Mexicain.* On ne peut traiter d'armistice là où il n'y a aucun ennemi loyal, mais seulement des hordes de barbares et de bandits, conséquence naturelle de tant d'années de guerre civile, des hordes comme celles qui ont causé tant de mal en Italie et en Hongrie.

Un armistice serait contraire à mes principes et à mes devoirs : je triompherai avec la seule intention de travailler pour le bien de la nation, ou je périrai avec honneur, ce qui vaut mieux que le marasme et la putréfaction au milieu de tous les éléments de prospérité.

Fallait-il que les illusions, pour ne pas dire l'aveuglement, fussent persistantes dans l'esprit de Maximilien pour qu'il envisageât comme possible la réalisation de cette idée que Juarez quitterait jamais son attitude intransigeante, et viendrait « collaborer à l'œuvre difficile » entreprise par l'Empereur du Mexique !

Et cependant le commandant en chef, plus pratique et voyant plus juste, jugeait de son devoir, au même moment d'appeler l'attention de Maximilien sur l'état de l'empire ; il faisait écrire sur le registre des communications journalières cette note significative :

Le maréchal a l'honneur de porter à la haute connaissance de l'Empereur le résumé suivant des rapports politiques qui lui ont été adressés par les généraux de division sous ses ordres :

PARTOUT ON S'INQUIÈTE DE L'AVENIR, PLUTOT AU POINT DE VUE INTÉRIEUR QU'A CELUI D'UNE GUERRE EXTÉRIEURE.

On s'étonne de ne voir aucune organisation se faire, aucune troupe mexicaine protéger le pays. On s'effraie du dénûment des caisses publiques, qui va toujours croissant. Les partisans de l'empire se découragent et se refroidissent. Chacun manque de confiance en nous et dans le gouvernement imperial.

Sous l'aiguillon de ce reproche indirect, l'Empereur sortait momentanément de son apathie et montrait quelque énergie. Il plaçait le lieutenant-colonel Lafon, récemment arrivé de France, à la tête de la gendarmerie mexicaine ; il achetait 6,000 carabines provenant du désarmement de l'armée du Sud et mises en vente par les fédéraux ; il laissait exécuter l'ex-colonel de gendarmerie Garcia Cano, qui avait déserté et sur lequel on avait trouvé une dépêche révélant un complot contre la vie de l'Empereur et de l'Impératrice ; enfin il ne perdait pas de vue son œuvre de législation, et il annonçait sa résolution de doter le Mexique d'un code civil. Il multipliait les correspondances avec le maréchal, lui écrivant souvent plusieurs lettres par jour. Passant par dessus la tête de ses ministres, il lui demandait ses avis sur les personnes, sur les décisions à prendre : on eût dit qu'il voulait l'associer aux responsabilités du gouvernement.

Le rôle du commandant en chef devenait de plus en plus difficile, de plus en plus délicat. A quoi bon répéter sans cesse des conseils déjà maintes fois donnés et jamais suivis ? Pouvait-il, dans des lettres officielles et exposées à être divulguées, reproduire contre les ministres ses griefs et ses accusations ?

Si encore une confiance absolue et réciproque avait lié l'Empereur au maréchal, la chose eût été possible : il n'en était pas ainsi, et un incident fâcheux amena même un plus grand refoidissement dans leurs rapports.

Un Français aventureux, le colonel Dupin, après avoir fait campagne en Chine, était venu au Mexique et y avait longtemps guerroyé à la tête d'une contre-guérilla. Traitant indistinctement tous ses adversaires comme des bandits, cet officier avait montré en maintes occasions une grande énergie, trop grande même, car elle lui avait valu une universelle réputation de cruauté. On l'avait vu partir avec satisfaction en 1865, et tous, y compris le maréchal et les officiers français, espéraient bien qu'il ne reviendrait pas.

Il revint au contraire. Reçu par Napoléon III à Biarritz, il lui avait présenté un rapport où il exposait les moyens à l'aide desquels il se faisait fort d'amener rapidement la pacification du Mexique. Pourquoi les dissidents étaient-ils dangereux ? Parce qu'ils avaient des armes. Qu'on les leur enlevât, ils n'étaient plus à craindre. Donc il fallait créer un corps de 5,000 gendarmes chargés d'assurer le désarmement de toute la nation, et le but était atteint. Comme sanction, tout détenteur d'armes serait puni de mort. Le procédé était simple, sinon pratique. Napoléon III, mécontent des événements au Mexique, ne s'arrêta pas à ce qu'il offrait de chimérique et d'irréalisable, et pensa bien faire en renvoyant là-bas un combattant de plus.

Informé de ce retour, Maximilien ne cacha pas son étonnement au maréchal :

Le télégraphe m'apprend, à mon extrême surprise, que le colonel Dupin est revenu. Je désire connaître quelles sont les raisons qui ont motivé son retour et empêché l'exécution des instructions que je vous avais données à son sujet, dans une conférence spéciale, à Mexico.

Le maréchal s'empressa de répondre combien il était *surpris* lui-même du retour du colonel Dupin (il ne pouvait dire plus, puisqu'il s'agissait d'un acte de son Souverain ; mais le mot surprise, en ce cas, n'équivalait-il pas au mot mécontentement ?) et il ajouta que, pour éviter de nouvelles plaintes, il le plaçait sous les ordres directs du général Douay.

La chose, somme toute, n'était pas de grande importance. Sans doute, l'Empereur Maximilien n'avait point, strictement, le droit de donner au maréchal Bazaine des instructions sur la composition de l'armée française ; il ne pouvait non plus rester indifférent à sa composition, et, à défaut d'instructions, il pouvait bien exprimer un avis. Par malheur, il ne s'en tint pas là, et de cet incident, qui semblait terminé, il fit une grosse affaire, inutilement, sans intérêt, sans nécessité.

Dans la réunion du 15 janvier, lorsque la cérémonie touchait à sa fin, il se dirigea vers M. Dano, le ministre de France, et là, à haute voix, mettant en cause le maréchal lui-même, il se plaignit vivement du retour du colonel Dupin.

Le maréchal, quoique présent à la réception, n'entendit pas les paroles de l'Empereur, mais le lendemain il fut informé de la scène par M. Dano. Sa situation ne lui permettait point de rester sous le coup

d'un blâme immérité, et il se crut à la fois en droit et dans l'obligation de protester. Il le fit en ces termes :

Sire,

Son Excellence le ministre de France m'a fait part des expressions de mécontentement et de blâme que Votre Majesté l'a chargé de me transmettre sur une décision prise par notre ministre de la Guerre, et qui est complètement du domaine de la discipline de l'armée française.

Leur publicité me fait un devoir de protester, car un maréchal de France ne relève que de son souverain ; et, comme je considère ce blâme, infligé devant tout le corps diplomatique, comme immérité et pouvant en outre porter atteinte à la considération qui m'est due de la part de l'armée, et aussi à la mission que je remplis auprès de Votre Majesté, j'ai l'honneur d'informer l'Empereur que lesdites expressions seront transmises à qui de droit, en manifestant la pénible impression qu'elles ont produite sur celui qui a toujours servi Votre Majesté avec zèle et loyauté.

J'ai honneur d'être, de Votre Majesté,

Le très respectueux serviteur,

Le Maréchal de France :

BAZAINE.

La conduite du commandant en chef reçut l'approbation du gouvernement français. L'Empereur Maximilien lui-même, comprenant qu'il avait été trop loin, ne revint ni sur la protestation du maréchal, ni même sur l'incident. Il reprit sa correspondance habituelle avec les mêmes formules cordiales que pré-

cédemment. Mais la mésintelligence avait commencé à se montrer publiquement entre eux. Ces incidents là laissent des traces qui malheureusement ne s'effacent pas.

CHAPITRE XII

Sac de Bagdad. — Le Maréchal fait faire de nouvelles avances d'argent par le Trésor de l'armée. — Voyage secret de M. Seward. — Le Maréchal demande une audience, qu'on tarde à lui accorder. — L'Empereur et l'Impératrice retournent à Cuernavaca. — Négociations à Washington. — Le marquis de Montholon et M. Seward. — Réponse défavorable. — Lettre de Napoléon III (15 janvier 1866). — Mission du baron Saillard. — Mort de M. Langlais. — Résolutions secrètes de Napoléon III communiquées au maréchal Bazaine (31 janvier). — L'Empire condamné.

L'année 1866 commença mal.

De graves événements, qui eussent pu avoir des conséquences plus graves encore, venaient de jeter le trouble, sur l'extrême frontière du Mexique, dans une petite bourgade, appelée Bagdad, située à l'embouchure du Rio Bravo, et distante de quelques kilomètres de Matamoros et de Brownsville.

Un stationnaire, *la Tisiphone*, surveillait ces parages. Le 5 janvier 1866, vers le soir, trois hommes vinrent se réfugier à son bord, si émus, en proie à une terreur telle, qu'ils étaient hors d'état de parler. On les accueillit avec cordialité, on les rassura sur leur

sort ; le lendemain, recouvrant un peu de calme et de sang-froid, ils racontèrent à M. de la Bédollière les atrocités dont la petite ville venait d'être le théâtre [1].

Le 5, entre trois et quatre heures du matin, des cris retentissent par la ville : Bagdad est envahi, sur plusieurs points à la fois, par une troupe considérable de soldats nègres venant des États-Unis, environ un millier. Ces bandits se dirigent aussitôt sur la prison, mettent en liberté un sieur Foster, emprisonné pour vol et meurtre, dont ils font leur chef et leur guide. Des officiers américains en uniforme, de la garnison de Clarkville, sont vus sur tous les points, notamment le colonel (ou soi-disant tel) Arthur Read et le général Crawford. Bientôt arrive Escobedo suivi d'une troupe mexicaine.

L'attaque a été si soudaine, si imprévue, qu'aucune résistance n'est organisée, et, suivant la coutume, la garnison passe aussitôt à l'ennemi. Le pillage commence.

Aux premiers coups de fusil, le vapeur français *l'Antonia* allume ses feux, remonte le fleuve et cherche à porter à Matamoros la nouvelle de ces événements. Deux attaques sont dirigées contre lui, mais il les repousse victorieusement.

Pendant ce temps les habitants libéraux de Bagdad se joignent aux Américains ; le désordre est à son comble. Après le pillage, les massacres et les vengeances. Avertis que le sieur Foster en veut à leur

1. Nous résumons ici le rapport adressé par M. de la Bédollière, enseigne de vaisseau, au commandant de *la Tisiphone* et transmis au maréchal par l'intermédiaire du commandant Cloué.

vie, les trois hommes recueillis par *la Tisiphone*, se jettent dans une barque et s'échappent à grand'peine...

Telles sont les graves nouvelles transmises à Mexico. Tout événement sur la frontière des États-Unis peut amener les plus terribles complications. Par bonheur, le drapeau américain n'a pas été vu : aussi le gouverneur de Matamoros peut-il adresser une vigoureuse protestation au général Sheridan. Celui-ci, réprouvant les actes de piraterie, se hâte de désavouer les flibustiers auteurs de cette violation du droit des gens. Les réclamations envoyées par le maréchal Bazaine avaient donc reçu par avance toute satisfaction. Quelques jours après, Bagdad était évacué, et, le 25, le colonel Kodolich y rentrait à la tête d'un détachement autrichien.

Le péril était évité cette fois, mais l'alerte avait été chaude, et cet incident montrait trop à quel fil léger était suspendue la paix entre le Mexique impérial et les États-Unis.

Et le plus malheureux était que, pendant ce temps-là, le général Mejia, abandonné dans Matamoros, ne recevait aucun subside de son gouvernement. *Le Lutin* rapportait une dépêche de lui, adressée au maréchal, qui se terminait par cet aveu lamentable : « *Mes troupes sont sans solde, et cette situation terrible ne peut se prolonger* ».

Le commandant en chef transmit immédiatement l'information à l'Empereur, et lui offrit de faire partir un aviso français pour porter à Mejia les fonds indispensables. Au bout de deux jours, rien n'était venu, si ce n'est un nouvel aveu de la pénurie complète, absolue, du Trésor mexicain. N'envoyer aucun

argent, c'était amener la défection de la garnison, la perte de Matamoros: le maréchal n'hésita point, et prit sur lui de faire avancer 300,000 francs par la trésorerie de l'armée.

L'Empereur se hâta d'en remercier le maréchal :

Mon cher Maréchal,

Je viens d'apprendre le précieux service que vous avez rendu à mon gouvernement en lui venant en aide tout récemment par suite d'une crise financière difficile.

Veuillez agréer mes très sincères remerciements pour la discrétion et la cordialité avec lesquelles vous avez agi dans cette circonstance délicate, et qui, pour moi, doublent le prix de ce service.

Recevez, mon cher Maréchal, l'assurance des sentiments d'amitié avec lesquels je suis

Votre très affectionné.

MAXIMILIEN.

Palais de Mexico, le 5 février 1866.

La vérité se faisait jour et le doute n'était plus possible : les Américains avaient des intelligences partout, et ne se mettaient plus en peine de cacher leur double jeu. Déjà, en septembre 1865, le maréchal avait appris avec stupéfaction qu'un officier américain, le colonel Whithesey, muni d'un passeport visé à Matamoros, et *d'une permission signée du ministre de Fomento (Travaux publics) M. Robles, alors à Matamoros,* s'était rendu à Monterey, voyageant à petites journées et parcourant les routes qui permettaient de pénétrer dans le Mexique. Bien plus, on apprit que M. Seward lui-même s'était rendu à l'île de Saint-

Thomas, où il avait eu plusieurs conférences avec Santa-Anna.

Il est vrai qu'on invoquait comme prétexte à ce voyage le désir du cabinet de Washington d'acheter cette île au Danemark : le moment, en tout cas, était singulièrement choisi. On ne s'y trompa point. De fait, le voyage se rattachait à un plan caressé depuis quelque temps. Le gouvernement américain, qui avait hâte de voir partir les Français du Mexique, comprenait qu'il leur serait difficile de s'éloigner sans laisser derrière eux un gouvernement quelconque. Ce n'était point l'empire ; ce ne pouvait être la république avec Juarez : le cabinet de Paris ne traiterait jamais avec le chef qu'il avait combattu sans répit depuis plus de quatre années. Il fallait donc trouver un autre Président de la République, et ce personnage souhaité était le riche Santa-Anna, dont l'ambition, aiguisée par la rancune et le désir de la vengeance, accepterait avec enthousiasme le rôle qu'on lui destinait.

Ce plan de M. Seward, dévoilé à moitié par sa présence auprès de l'ancien dictateur, émut profondément les esprits. Aussi se montra-t-on quelque peu surpris à Mexico lorsqu'on apprit que l'Empereur et l'Impératrice choisissaient ce moment pour retourner à Cuernavaca, et y faire un séjour de plusieurs semaines, peut être même de deux mois.

Informé indirectement de ce projet, le maréchal, qui depuis quelque temps n'était plus appelé au Palais, sollicita une audience de Maximilien ; il désirait, disait-il, traiter de vive voix avec lui certaines questions, et appeler son attention sur diverses mesures

à prendre, principalement sur l'attitude du général Rosas Landa, qui déjà avait, par ses persécutions, poussé Garcia Cano à déserter, et qui, au lieu de regagner son poste dans le Michoacan, était revenu tranquillement à Mexico.

Le maréchal ne reçut pas de réponse. Il insista de nouveau : on se borna à lui recommander d'assurer la sécurité de la route pour le voyage de Leurs Majestés. Il ne put voir l'Empereur que la veille du départ.

Maximilien l'autorisa à sévir contre un journal de Mexico qui avait reproduit un article injurieux pour Napoléon III ; il lui annonça sa résolution de constituer un nouveau cabinet aussitôt que M. Langlais aurait terminé ses études sur la situation financière et consenti à accepter le portefeuille des Finances, et l'entretien en resta là.

L'Empereur partit pour Cuernavaca, comme il l'avait décidé, mais revint passer quelques jours à Mexico : c'est alors qu'il écrivit au maréchal son billet de remerciements du 5 février ; c'est également à ce moment qu'il apprit quelques succès de nos troupes et des troupes mexicaines, notamment un engagement heureux où le général Mendez battit, avec les seules forces indigènes, un nombre bien supérieur de juaristes commandés par Regules.

Quelle que fût l'importance de ces rencontres, les résultats n'en étaient pas moins nuls : de nouvelles troupes se reformaient des débris vaincus, et, dès que les Français ou les impérialistes tournaient les talons, des dissidents semblaient sortir du sol pour occuper les lieux abandonnés. La nouvelle tactique, ordonnée

par Juarez, « de ne livrer aucune bataille rangée, de ne pas s'enfermer dans les villes », mais de harceler sans cesse les corps ennemis, produisait les meilleurs effets, et rendait vains les plus grands succès.

L'impatience commençait à gagner de plus en plus le cabinet de Paris. Pensant que la non-reconnaissance de l'Empereur Maximilien par les États-Unis était le plus grand obstacle, sinon à la consolidation de l'empire, du moins à notre départ, le ministre des Affaires étrangères, M. Drouyn de Lhuys, avait chargé le marquis de Montholon de tout mettre en œuvre pour vaincre cette obstination passive du cabinet de Washington. A cet effet, notre ministre avait mission de lui déclarer que, en échange de cette concession, Napoléon III « ne ferait pas de difficultés à prendre » des arrangements pour rappeler ses troupes dans » un délai raisonnable dont on pourrait consentir à » fixer le terme ».

On se flattait que ces offres seraient acceptées, d'autant qu'à ce moment le général Logan refusait le poste de ministre plénipotentiaire auprès de Juarez. Mais ces espérances optimistes furent de courte durée; quelques semaines plus tard, on nommait M. Campbell en remplacement du général Logan, et M. Seward répondait au marquis de Montholon (6 décembre 1865):

Le sens des suggestions de l'Empereur semble être que la France est disposée à se retirer du Mexique aussitôt qu'elle le pourra, mais qu'elle ne saurait le faire sans inconvénient avant d'avoir reçu des États-Unis l'assurance de dispositions amicales ou tolérantes envers le pouvoir qui s'est approprié la forme impériale dans la ville de Mexico... Je regrette d'être obligé de vous dire

que la condition mise en avant est une de celles qui nous semblent complètement impraticables.

M. Seward avait beau jeu : il possédait maintenant la conviction que le gouvernement français, las des sacrifices faits en pure perte pour soutenir un trône éphémère et continuer une œuvre impossible, ne demandait, ne cherchait qu'un prétexte honorable pour retirer ses troupes et mettre fin à l'intervention. Qu'avait besoin le cabinet de Washington de prendre des engagements pour obtenir ce résultat aujourd'hui certain? Son langage se haussait à mesure qu'on était moins en état de riposter, et, semblable en cela à ces matamores qui crient d'autant plus fort qu'ils voient leurs adversaires plus humbles, il était bien aise de se donner le rôle prépondérant et des allures de vainqueur en face de la France, qui ne voulait pas de lutte et ne songeait qu'à s'en aller.

La lettre confidentielle que Napoléon III envoya au maréchal par le courrier du 15 janvier est un indice irrécusable de cet état d'esprit :

Palais des Tuileries, le 15 janvier 1866.

Mon cher Maréchal,

Les difficultés que me suscite sans cesse l'expédition du Mexique me forcent de fixer définitivement l'époque du rappel de mes troupes. Le plus long temps que je puisse accorder pour le rapatriement du corps d'armée, qui ne doit se faire que successivement, *est le commencement de l'année prochaine.* Je vous envoie le baron Saillard pour qu'il s'entende avec vous et avec l'Empereur Maximilien relativement à l'exécution de cette mesure. Je voudrais que l'évacuation du Mexique ne compromît pas le pou-

voir de l'Empereur. Avisez donc aux moyens d'organiser solidement la légion étrangère et l'armée mexicaine. Il faut que l'Empereur montre une grande énergie et trouve dans son pays les ressources nécessaires pour subvenir à ses dépenses. *Je viens d'ailleurs d'écrire dans ce sens à l'Empereur Maximilien lui-même.*

Recevez, mon cher Maréchal, l'assurance de ma sincère amitié.

NAPOLÉON.

En même temps que la lettre de Napoléon III, le maréchal recevait une dépêche de son ministre qui exposait en quelques mots la mission confiée au baron Saillard :

... Je vais vous en dire la substance : « Nous ne pou-
« vons pas prolonger indéfiniment notre séjour au Mexi-
« que ; plusieurs raisons, qu'il est inutile d'énumérer,
« font une loi au gouvernement de l'Empereur de poser
« des termes à notre occupation. Le rapatriement devra
« commencer au commencement de l'hiver prochain, ou
« mieux encore à l'automne ; il devra continuer sans pré-
« cipitation, mais sans être interrompu ; la légion étran-
« gère, sous les conditions stipulées dans la convention
« de Miramar, restera à la solde du Mexique après le dé-
« part des troupes françaises : nous ferons nos efforts
« pour la porter à l'effectif de 7 à 8000 hommes. Il importe
« donc que l'Empereur Maximilien prenne des disposi-
« tions pour se passer de nous à une époque que l'on de-
« vra fixer. »

Le commandant en chef ne fut point étonné des résolutions du gouvernement français : la lettre de Napoléon III du 29 novembre 1865 les lui avait fait pressentir. L'effet produit fut tout autre sur l'Empe-

reur Maximilien, qui n'avait jamais envisagé sérieusement la pensée que les troupes françaises se retireraient avant la consolidation réelle, définitive, de son pouvoir. Le premier moment d'émotion passé, il se flatta que cet ultimatum n'était qu'une menace en l'air, destinée à activer l'organisation de l'administration et de l'armée mexicaines, trop lente au gré de l'impatience du cabinet de Paris, et il fit retomber la responsabilité de cet incident pénible sur ceux qui renseignaient le cabinet de Paris.

Le maréchal ne dépendait pas de lui : il ne pouvait donc rien de ce côté ; mais il avait un ministre plénipotentiaire à Paris, M. Hidalgo : c'est sur lui que tomba le premier effet du mécontentement impérial.

M. Hidalgo se trouvait précisément à Mexico depuis un mois, appelé par Maximilien, qui avait manifesté la volonté de traiter de vive voix avec lui certaines questions importantes. L'Empereur, s'imaginant avoir été mal servi par lui, lui retira brusquement sa légation, et nomma à sa place le général Almonte. Une lettre, adressée à M. F. Mora, un de ses représentants en Europe, alors en mission auprès du nouveau roi des Belges, donne les motifs de cette résolution de Maximilien :

Hidalgo, comme vous le savez, fut appelé par le Gouvernement à Mexico pour nous éclairer sur divers points et pour recevoir une direction sur d'autres affaires secrètes et très délicates ; il devait au bout d'un mois retourner à son poste ; mais dans cet espace de temps arrivèrent au gouvernement des preuves si évidentes et si officielles, qui nous montrèrent clairement que Hidalgo n'a pas pu ou n'a pas voulu nous faire la lumière sur la si-

tuation à Paris, et qu'au contraire il nous a conduits dans une fausse direction, que le gouvernement s'est vu dans la nécessité, dans le devoir de lui retirer ses fonctions et de nommer le si intelligent et habile général Almonte pour le poste diplomatique le plus difficile que nous ayons en Europe. Il y a plus : le Gouvernement français lui-même nous a fait entendre très clairement ici, par voie confidentielle, que Hidalgo ne lui était pas sympathique comme représentant du Mexique... [1] Il est bon que vous

1. Cette affirmation était inexacte, ainsi qu'on peut le voir par les deux lettres ci-dessous, lettres qui nous ont été communiquées par M. Hidalgo.

Paris, le 2 mai 1866.

Mon cher monsieur Hidalgo,

Il m'est impossible de comprendre les bruits dout vous me parlez. Il n'est sorti ni une parole de ma bouche, ni une ligne de ma plume qui ait pu autoriser même la simple supposition qu'on pût désirer ici votre remplacement. C'est un témoignage que je me me plais à rendre : il est tout à fait inutile pour tous ceux qui voient quel accueil vous trouvez tant à la cour qu'au Ministère des Affaires étrangères et dans la société parisienne.

Je saisis cette occasion, mon cher monsieur Hidalgo, pour vous réitérer l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

DROUYN DE LHUYS.

P.-S. — Il va sans dire que vous pouvez faire de cette lettre l'usage que vous trouverez convenable.

Mon cher monsieur Hidalgo,

Je reçois à l'instant votre lettre et je m'empresse de vous répondre que je ne comprends rien, absolument rien, aux allégations qu'elle renferme.

Je puis vous le déclarer hautement, je n'ai pas été chargé par E. M. Drouyn de Lhuys de demander votre rappel, et à ma connaissance aucune démarche dans ce sens n'a été faite ni officiellement, ni officieusement.

Veuillez agréer, cher monsieur, l'expression de mes sentiments les plus distingués et les plus dévoués.

ALPH. DANO.

Février 1866.

sachiez tous ces détails afin de pouvoir réfuter immédiatement les calomnies qui pourront être inventées sur ce désagréable incident.

M. Hidalgo n'accepta pas cette disgrâce : il refusa le poste de conseiller d'État, offert à titre de compensation, et quitta aussitôt Mexico, pour se rendre en France, où il revint comme simple particulier.

L'Empereur ne se pressa pas de rentrer à Mexico, où le baron Saillard l'attendait. Le moindre temps gagné lui semblait précieux, et puis il était dans son caractère de remettre à plus tard, autant que possible, les affaires ennuyeuses. Il ne quitta Cuernavaca que le 22 février. Le lendemain, un événement imprévu survenait qui lui enlevait encore une chance de prolonger l'intervention : M. Langlais mourait subitement, et avec lui s'évanouissait l'espoir de ce nouveau ministère dont il eût fait partie.

Bientôt les échos d'Europe apportèrent les paroles prononcées par Napoléon III, le 22 janvier, à l'ouverture de la session des Chambres :

« Ainsi que j'en exprimais l'espoir l'année dernière, notre expédition touche à son terme. Je m'entends avec l'empereur Maximilien pour fixer l'époque du rappel de nos troupes, afin que leur retour s'effectue sans compromettre les intérêts français que nous avons été défendre dans ce pays lointain.

» L'Amérique du Nord, sortie victorieuse d'une lutte formidable, a rétabli l'ancienne union et proclamé solennellement l'abolition de l'esclavage. La France, qui n'oublie aucune noble page de son histoire, fait des vœux sincères pour la prospérité de la

grande République américaine et pour le maintien de relations amicales bientôt séculaires. L'émotion produite aux États-Unis par la présence de notre armée sur le sol mexicain s'apaisera devant la franchise de nos déclarations. Le peuple américain comprendra que notre expédition, à laquelle nous l'avons convié, n'était pas opposée à ses intérêts. Deux nations également jalouses de leur indépendance doivent éviter toute démarche qui engagerait leur dignité et leur honneur. »

Et, afin qu'aucun doute, aucune ambiguïté ne planât sur ses intentions, il les confia sans détour au maréchal, dans une lettre destinée à rester secrète entre eux, et qui ne fut jamais, croyons-nous, communiquée même au ministre de la Guerre. Elle est longtemps demeurée le secret du maréchal Bazaine : de son vivant, il ne l'a point divulguée ; mais, en cédant ses papiers à Ernest Louet, il s'assura qu'elle verrait le jour. Elle explique bien des choses et porte la lumière sur les points obscurs de cette lamentable histoire. Qu'on en juge; la voici :

Palais des Tuileries, 31 *janvier* 1866.

Mon cher Maréchal,

Quoique je n'aie rien de nouveau à vous écrire, je tiens cependant à vous répéter ce que j'ai chargé M. Saillard de vous dire.

Les circonstances, plus fortes que ma volonté, m'obligent à évacuer le Mexique ; mais je ne veux le faire qu'en laissant derrière moi à l'Empereur Maximilien toutes les chances de se maintenir avec ses propres forces et la légion étrangère. Il faut donc que vous mettiez tout votre zèle et toute votre intelligence

à organiser quelque chose de durable dans le pays, afin que nos efforts n'aient pas été en pure perte. Vous avez, pour accomplir cette difficile tâche, un an ou dix-huit mois.

Si par hasard l'Empereur Maximilien n'avait pas l'énergie voulue pour rester au Mexique après le départ de nos troupes, il faudrait convoquer une Junte, faire organiser un gouvernement, et amener, par votre influence, le choix d'un Président de la République dont les pouvoirs devraient durer de six à dix ans. Ce gouvernement devrait naturellement s'engager à payer la plupart de nos créances sur le Mexique. Il est clair qu'il ne faudra recourir à cette combinaison qu'à la dernière extrémité, car mon plus vif désir c'est que l'Empereur Maximilien puisse se soutenir.

Recevez, mon cher Maréchal, l'assurance de ma sincère amitié.

NAPOLÉON.

Cette lettre n'était que l'explosion de l'irritation manifestée précédemment par Napoléon III, et la paraphrase de la menace contenue dans ces lignes de la lettre du 29 novembre : « Il sera beaucoup plus fa« cile d'abandonner un gouvernement qui n'a rien « fait pour pouvoir vivre que de le soutenir malgré « lui ».

Cette irritation, jointe aux « circonstances plus fortes que sa volonté », éclaire les mobiles auxquels Napoléon III obéissait en donnant au commandant en chef de pareilles instructions. Ils se résument ainsi :

1° Napoléon III désespérait de son œuvre. Le rêve d'un empire latin dans le Nouveau-Monde ne lui paraissait plus réalisable. Il avait été trompé et il s'était trompé dans cette aventure lointaine ; il sentait Maximilien incapable d'établir son gouvernement

: manière stable et définitive Dès lors, à quoi terniser une expérience destinée à avorter ?

La poussée de l'opinion publique devenait chaour plus forte et plus puissante. Le pays avait de cette aventure d'au delà des mers, et les .bres se refusaient à voter de nouveaux millions cette expédition impopulaire.

L'Europe était dans un état latent de crise : des ; et des menaces de guerre commençaient à cir-. La Prusse et l'Autriche armaient, l'Italie aussi. tait pas bon pour la France, en présence de ces tables éventualités, d'être engagée au loin.

L'attitude des États-Unis était inquiétante; mais raison était peut-être la moins puissante de qui pesaient sur l'esprit de Napoléon III. Il est ux que la perspective même d'une guerre avec tats-Unis l'eût fait reculer : sa correspondance le gne assez nettement. Seulement, à l'heure ac-, il jugeait inutile de courir ce risque pour une ; condamnée d'avance. La couronne vacillante utorité précaire de Maximilien ne valaient pas angers d'une semblable lutte. C'est ce que com-; Cabinet de Washington, dont le langage devint sif au fur et à mesure qu'il sut Napoléon III plus é que jamais à évacuer le Mexique. Il ne résista ı plaisir de se donner cette apparence de victoire natique.

ınt au maréchal Bazaine, il ne se méprit point : portée des instructions que lui envoyait Napo-II, et, dès ce jour, ses perplexités furent grandes. s, en effet, devoir plus terrible, pouvoir plus , responsabilité plus étendue, n'avaient été im-

posés à un homme. CONSOLIDEZ MAXIMILIEN OU RENVERSEZ-LE, tel était le dilemme que posait la lettre. Et, pour marcher vers l'une ou l'autre de ces solutions, aucun guide, aucun conseil même. Bien plus, pour exécuter un quelconque de ces plans, quelle force avait-il à sa disposition? Aucune.

Pour consolider Maximilien, il ne pouvait se servir des troupes sous ses ordres : ne lui fallait-il pas les ramener peu à peu vers le port d'embarquement, et s'interdire toute expédition, bien plus, tout engagement qui eût pu nuire au mouvement de retraite, car on lui fixait un délai qu'il ne devait point dépasser.

Pour renverser Maximilien, il pouvait encore moins employer la force : l'indignation eût été générale, et légitime après tout, de le voir se tourner contre le souverain que nous avions amené, que nous avions nous-mêmes intrônisé!

C'est ainsi qu'une série d'événements contraires, de malentendus, de faiblesses, et de fautes avait rendu la situation de chacun des personnages mêlés à cette entreprise fausse et incertaine, et c'est au milieu de cette lamentable confusion qu'allaient se dérouler les dernières péripéties de cette aventure malheureuse.

DEUXIÈME PARTIE

LES DERNIERS JOURS
DE L'OCCUPATION FRANÇAISE

DEUXIÈME PARTIE

LES DERNIERS JOURS DE L'OCCUPATION FRANÇAISE

CHAPITRE PREMIER

La lettre du 31 janvier 1866. — Inexécution de la convention de Miramar. — Mission du baron Saillard. — Lettre du Maréchal à Napoléon III. — Changements dans le ministère mexicain. — Continuation de la prépondérance du parti libéral. — Mission belge attaquée par des bandits. — Assassinat du baron d'Huart. — Envoi du commandant Loysel à Paris. — Le Maréchal Randon au maréchal Bazaine. — Conseil des ministres à Paris. — Lettre de Napoléon III (16 février 1866). — Nouveau projet de constitution fédérale attribué à l'inspiration de M. le duc de Persigny. — La légion étrangère. — Tergiversations. — Le général Brincourt refuse le commandement de la légion. — Le général Neigre. — Ordre du jour de l'Empereur Maximilien.

La décision, relative au retrait des troupes françaises, transmise au maréchal Bazaine par la lettre du 31 janvier 1866, déterminait, non point la chute de l'Empire mexicain, mais seulement la date approximative à laquelle cette chute même deviendrait inévitable,

Presque personne, en effet, ne se faisait, à ce moment-là, illusion sur les chances de vitalité propre au nouveau gouvernenent; chacun reconnaissait et disait alors que l'appui seul de la France soutenait l'édifice impérial, sans fondement et sans consistance dans le pays; dès que cet appui viendrait à disparaître, de lui-même et sans qu'il fût besoin d'un grand effort, l'édifice s'effondrerait.

Maximilien sentait confusément cette situation, mais il s'en préoccupait peu, car il se berçait de l'espoir de conserver longtemps encore, toujours peut-être, cet appui de la France, indispensable à la sûreté de son trône, et il manifestait à cet égard une confiance, qui, chose singulière, était dans son esprit.

Il semblait ne se rendre compte ni de la situation faite à Napoléon III par les embarras de l'expédition et les attaques de l'opposition, ni de la situation à lui créée par la continuation de la guerre civile, la pénurie du trésor mexicain et l'incapacité de son personnel gouvernemental. A ses yeux, la France était trop intéressée à son œuvre, pour lui retirer jamais ses soldats, ou le laisser complètement sans ressources: cette perspective n'entrait point dans son esprit, et ce ne fut qu'au dernier moment, alors qu'un aveuglement poussé jusqu'à la folie lui eût seul permis d'espérer encore, qu'il se rendit à la réalité. Clairvoyance tardive, qui n'empêcha point de nouvelles fautes.

L'entreprise mexicaine condamnée par celui-là même qui l'avait lancée, et qui n'avait rien épargné jusqu'alors pour la mener à bien, il ne restait qu'à préparer une double retraite, où pussent à la fois être

sauvés notre honneur, nos intérêts, l'honneur et les intérêts de nos protégés.

C'est à quoi devait travailler le maréchal Bazaine; c'est à quoi furent invités à concourir divers personnages, envoyés extraordinaires au Mexique, tels que le baron Saillard et le général Castelnau. L'armée française se retirant, Maximilien devait se retirer avec elle : on ne pouvait l'abandonner sans défense, ou à peu près, à ses ennemis.

Mais Maximilien, empereur du Mexique, ne dépendait point de la France, et Napoléon III qui lui avait offert la couronne, ne pouvait la lui retirer, non plus que le forcer à abdiquer. Il fallait que Maximilien y consentît de son plein gré.

En vue de ce but à atteindre vont s'engager les négociations, les intrigues, les démarches, les correspondances. Ici commence l'histoire de cette longue agonie de l'Empire de Maximilien.

Triste récit d'une triste période. Dans ces débats, les caractères s'aigrissent, les malentendus surgissent, les calomnies se multiplient ; dans cette lutte d'intérêts contraires, les plus vilains côtés de l'égoïsme se font jour; mais si la tâche de découvrir la vérité, et celle plus difficile de la dire, est parfois ingrate, elle n'en découle pas moins d'un devoir supérieur que nous avons proclamé au début de cette œuvre : « dire aux vivants la vérité sur les morts, » et nous n'y faudrons pas.

On peut se demander, en présence de l'ordre d'évacuation donné au maréchal Bazaine par Napoléon III, si celui-ci avait le droit de retirer ainsi à sa volonté les forces françaises mises au service de l'Empire me-

xicain par la convention de Miramar, alors que dans le traité secret qui avait suivi la signature de cette convention, le maintien d'une force de 28,000 hommes pour 1865, de 25,000 hommes pour 1866 et de 20,000 hommes pour 1867 était prévu. Cela revient à dire : la convention de Miramar existait-elle encore?

La réponse ne saurait être douteuse, car les règles du droit et du bon sens s'appliquent à toutes les conventions. Il est incontestable qu'un contrat quelconque ne lie les deux parties qu'autant que chacune d'elles exécute les engagements pris. L'Empereur Maximilien pouvait-il exiger que Napoléon III fût lié par un traité dont lui-même n'avait rempli aucune des conditions?

La convention de Miramar mettait à la charge du gouvernement mexicain le paiement d'une somme de 270 millions pour remboursement des frais de l'expédition antérieurs au 1er juillet 1864 ; à partir de ce jour, l'armée mexicaine devait être soldée uniquement par les trésor mexicain (art. 5); de plus, celui-ci devait payer à la France 1,000 francs par homme et par an pour les troupes restées au Mexique (art. 6)... Aucune de ces clauses n'avait été exécutée, et l'on a vu combien de fois déjà le maréchal Bazaine, usant des pleins pouvoirs que lui donnait sa situation, était venu au secours du gouvernement impérial par des avances d'argent, destinées soit à payer certains services administratifs, soit à assurer la solde des troupes mexicaines.

En droit strict, l'inexécution de ces clauses principales rendait caduque la convention.

On connaît déjà les motifs qui avaient dicté à Na-

poléon III sa résolution dernière. Ces motifs étaient valables : il n'y a aucun mérite à persévérer dans une voie sans issue et à s'acharner à une œuvre irrémédiablement condamnée. Le gouvernement français, éclairé sur la situation, mettait fin à des sacrifices inutiles d'hommes et d'argent. Ce parti était sage, sinon glorieux.

Par malheur, sa résolution prise, Napoléon III n'osa pas la manifester avec la fermeté nécessaire. Les ordres envoyés au maréchal Bazaine étaient précis : l'évacuation devait être terminée dans un délai maximum de dix-huit mois ; la nouvelle résolution ne fut transmise à Maximilien qu'avec des réserves, des réticences qui en atténuèrent complètement l'effet. Le commandant en chef, intermédiaire naturel entre les deux gouvernements, dut garder le silence : un envoyé extraordinaire, le baron Saillard, fut chargé de porter à Maximilien un avertissement timide.

Qu'arriva-t-il ? Le baron Saillard se borna à informer l'Empereur que l'occupation française ne durerait pas indéfiniment, que le gouvernement français songeait à rappeler ses troupes, qu'il était temps que le nouvel empire se préparât à se défendre par lui-même, à se créer des ressources nécessaires. Maximilien ne vit là que des conseils, et point un ultimatum. Il reçut deux fois à peine le représentant de Napoléon III et ne tint aucun compte de ses avertissements.

Le baron Saillard, d'après les avis du maréchal Bazaine, fit mine de s'éloigner, et descendit le 1er mars à Vera-Cruz, dans l'espoir que Maximilien le rappellerait bien vite. Il n'en fut rien, et, comme ses instructions ne lui permettaient point de tenir un

langage plus énergique, il ne lui restait qu'à repartir pour la France. Le commandant en chef lui avait remis la lettre suivante destinée à Napoléon III :

Mexico, 1er mars 1866

Sire,

J'ai mis M. le baron Saillard au courant de la situation de ce pays et de son gouvernement, afin qu'il soit à même de répondre aux questions de Votre Majesté. — L'Empereur Maximilien ayant réservé toute nouvelle combinaison au sujet de l'évacuation progressive du corps d'armée, M. Saillard a pensé que sa rentrée en France était urgente, et j'ai été de son avis.

Je crois qu'il faut agir sans l'assentiment de la cour de Mexico, dont le mauvais vouloir, basé sur des récriminations injustes, n'est pas loin de l'ingratitude.

En conséquence, je crois qu'en sauvegardant tous les engagements, l'évacuation du corps d'armée peut se faire en trois échelons à peu près égaux : le premier en novembre 1866, le deuxième en mars 1867, le troisième en décembre 1867.

Le premier, qui sera d'environ six mille hommes, arriverait en France fin décembre ou dans les premiers jours de janvier, avant l'ouverture du Corps législatif; on pourrait le faire rentrer plus tôt si Votre Majesté le désire, mais on pourrait croire que nous évacuons sous la dernière impression produite par la politique agressive des États-Unis; d'un autre côté, la saison des pluies et celle de la fièvre jaune ne permet pas de réunir des troupes dans les terres chaudes avant octobre au plus tôt.

Sous le rapport militaire, le pays est aussi pacifié qu'il ne l'a jamais été; c'est donc au gouvernement à achever l'œuvre par une meilleure politique, et surtout une plus sévère administration de ses ressources.

L'Empereur Maximilien paraît, du reste, croire qu'après le départ des troupes françaises, toute la nation mexicaine se groupera plus compacte autour de son trône, la présence d'une armée étrangère ne servant plus de prétexte aux vrais patriotes pour se tenir encore éloignés de lui. Plus nous resterons, moins le gouvernement mexicain fera d'efforts pour se consolider; et il est, en outre, tout disposé à user, tant qu'il le pourra, des ressources que Votre Majesté laissera à sa disposition comme d'une dette obligée, contractée par la France envers le Mexique.

Aujourd'hui que la question américaine est écartée, il n'y a plus à hésiter, car la reconnaissance, en prolongeant davantage notre situation ici, ne serait plus en rapport avec les sacrifices de la France.

J'ai l'honneur, etc.

BAZAINE.

M. Saillard devait en outre exprimer à Napoléon III le désir du Maréchal de rentrer avec le premier échelon.

On comprend que le Maréchal désirât se soustraire à la terrible responsabilité qui lui incombait. Le rôle que les instructions secrètes l'appelaient à remplir était en effet plus que difficile : c'est cette pensée, apparemment, qui lui fait accorder quelque importance à ce dire de Maximilien que le départ des Français consolidera son trône en enlevant aux patriotes le prétexte de combattre le protégé d'une armée étrangère. Au fond, ni l'un ni l'autre n'étaient dupes d'une pareille boutade, et la preuve en est qu'après le départ du baron Saillard, le Maréchal ayant répété à l'Empereur les conseils donnés par l'envoyé extraordinaire, Maximilien lui répondit en ces termes : « L'empe-

reur Napoléon m'a promis, en me donnant la main comme expression de sa parole, de me soutenir pendant cinq ans, et j'y crois. »

A quel moment pareille promesse avait-elle été faite ? Personne ne pouvait le dire : cela n'empêchait point que Maximilien répétât sa phrase, au point d'y faire croire, au point d'y croire lui-même.

La mission du baron Saillard qui n'avait pas donné le résultat attendu en produisit un autre, et celui-ci déplorable. Elle sema dans l'esprit du souverain l'idée qu'il avait été desservi par le commandant en chef. A qui, en effet, attribuer, sinon au Maréchal, les résolutions nouvelles du gouvernement français?

Et précisément vers cette époque, le langage du Maréchal changea.

Il savait l'exacte vérité sur la portée des avertissements transmis à Maximilien, et de plus il avait reçu des ordres formels, mais sans pouvoir les divulguer; aussi prit-il en pitié la situation de l'Empereur. Et comme il lui était interdit de dire: « Nous partirons dans dix-huit mois au plus tard ; d'ici là, j'ai l'ordre ou de consolider votre trône, ou de le renverser et de trouver quelque autre gouvernement qui vous remplace », et comme, d'autre part, il lui répugnait de laisser Maximilien dans une fausse sécurité, il saisit toutes les occasions de le préparer à la triste réalité qui ne devait être connue que plus tard.

Maximilien n'aimait point les pronostics fâcheux ni les sombres prévisions : il fut étonné d'abord et peiné du langage du Maréchal. Puis, lorsqu'au mois d'avril Napoléon III, mettant de côté tout ménagement, annonça officiellement le retrait des troupes,

laximilien, qui ignorait le dessous des cartes, rapprocha de cette nouvelle le changement qui s'était péré dans le langage du Maréchal, et, naturellement, ttribua à celui-ci la résolution de Napoléon III. De ı son animosité contre le Maréchal, animosité qui ne evait point tarder à se manifester avec plus de vioence que de franchise.

Bien que contenu et dissimulé, le mécontentement e l'Empereur n'échappa point à son entourage, et ientôt l'opinion publique, adroitement travaillée, se ıontra de plus en plus défavorable au commandant n chef. Le malheur voulut qu'une partie de l'armée, pousant la querelle de quelques-uns, s'associât à ce ıouvement réprobateur. Le Maréchal s'en aperçut, ıais il ne pouvait rien dire et ne dit rien.

Les conseils, les avertissements aigrissaient Maxiıilien; ils étaient impuissants à rien changer à sa olitique ni à la direction de son gouvernement. On n eut une nouvelle preuve au commencement de ıars 1866, lors des modifications apportées dans le ıinistère. M. Ramirez rentra dans la retraite et le ombre des ministères fut réduit à cinq. M. Escudero Echanove devint ainsi ministre de la justice, de instruction publique et des cultes ; le général Garia ministre de la guerre ; M. Salazar Ilarregui miistre de l'intérieur, et par intérim ministre d'État; I. Somera, ministre des travaux publics, et M. Marn Castillo, ministre des affaires étrangères, des nances et de la marine.

Ce personnel gouvernemental était pris, comme ›ujours, parmi les modérés du parti républicain : ıoins ouvertement et moins violemment hostiles à

l'influence française, ces ministres ne lui étaient point favorables. On suivait donc les même errements, qui avaient été cependant fatals jusqu'ici. Le seul avantage de la nouvelle combinaison était de réduire quelque peu les dépenses.

Déjà le départ du général Almonte, nommé ambassadeur extraordinaire à Paris, avait permis la suppression des fonctions, inutiles d'ailleurs, qu'il occupait à la cour : Maximilien réorganisa son cabinet civil et militaire et le remplaça par un simple secrétariat dont il confia la direction à M. le capitaine Pierron.

Vers cette époque, un triste événement vint jeter un jour douloureux sur la situation intérieure du Mexique, et par le retentissement qu'il eut en Europe, montra une fois de plus combien précaire était cette pacification du pays, toujours annoncée, jamais obtenue. Le nouveau roi des Belges, Léopold II, frère de l'impératrice Charlotte, avait envoyé auprès des souverains du Mexique une mission chargée de leur notifier son avénement au trône. Composée du général Foury, de son aide de camp, M. Marschal, du baron d'Huart, officier d'ordonnance du comte de Flandre et de deux attachés de légation, cette mission était arrivée à Mexico le 14 février et en repartait quelques jours après, le 4 mars.

Parvenue à soixante-dix kilomèttres de la ville, sur les hauteurs du Rio Frio, elle fut attaquée à l'improviste par une dizaine de bandits qui, cachés derrière des arbres, firent feu sur les voyageurs. Quatre de ceux-ci furent blessés, parmi lesquels le baron d'Huart atteint mortellement d'une balle dans la tête.

La nouvelle de cet attentat parvint rapidement à Mexico; l'Empereur monta à cheval et se porta au Rio Frio, d'où il ramena les blessés et le cadavre de la malheureuse victime de ce guet-apens. On lui fit des funérailles solennelles, mais toute cette pompe ne servit qu'à donner à ce déplorable événement plus de retentissement et plus d'importance; l'audace croissante des bandits montrait trop clairement le peu de succès des efforts accomplis par l'armée française aussi bien que de ceux tentés par le gouvernement impérial.

Cependant, sans attacher grande créance aux propos tenus par le baron Saillard, Maximilien jugea bon d'envoyer à Paris une personne de confiance. Bien qu'il eût déjà délégué le général Almonte auprès du gouvernement français, il expédia vers le même temps son ancien chef de cabinet, le commandant Loysel.

Celui-ci, parti sous un de ces prétextes de chancellerie qui ne trompent personne, avait mission de demander à Napoléon III le maintien des troupes françaises au Mexique pendant cinq années encore, et la continuation des secours en argent. M. Langlais l'avait autorisé à dire en son nom qu'on arriverait à établir l'équilibre entre les dépenses et les recettes, pourvu que, pendant six mois encore, la France consentît à faire des avances.

Mais les temps étaient passés où le gouvernement français croyait encore à la possibilité de rendre viable l'entreprise mexicaine, et de consolider l'empire. La conviction que tout nouveau sacrifice ne serait qu'une perte pour la France, sans aucun résultat pra-

tique pour le Mexique, était si bien entrée dans l'esprit de Napoléon III, que les demandes de Maximilien, transmises par le commandant Loysel, se heurtèrent à une volonté contraire formellement exprimée.

Le 15 février, le maréchal Randon informait le maréchal Bazaine des résolutions prises à ce sujet :

... Ma dernière lettre vous a fait connaître, mon cher Maréchal, l'intention bien arrêtée du gouvernement français de rappeler une partie de nos troupes à la fin de cette année; cette mesure, commandée par d'impérieuses nécessités politiques, se trouvera, je le crains bien, contraire aux désirs de l'Empereur Maximilien qui, déjà, attribue, dans la lettre qu'il vous a écrite le 6 janvier, la recrudescence de l'agitation juariste à l'insuffisance de l'effectif des troupes françaises. Le commandant Loysel, que j'ai vu récemment, partage cette idée et demande pour le nouvel empire des hommes et de l'argent que nous ne pouvons lui donner. Il ne faut pas se le dissimuler, mon cher Maréchal, la situation serait tout autre si depuis un an on s'était sérieusement occupé d'organiser l'armée mexicaine, et si on avait donné plus d'autorité à nos agents financiers; le commandant Loysel et le colonel Boyer me disent que rien encore n'a été fait pour l'organisation des troupes. Il est grand temps qu'on se mette à l'œuvre et que l'on place cette formation sous la direction d'un homme habile, actif, expérimenté, capable enfin de la mener rapidement à terme... Autant que j'en puis juger à la distance où je me trouve, les Mexicains s'accommoderaient mieux de nos institutions militaires que de celles de l'Autriche. Sur ce point, comme sur tant d'autres, votre influence ne doit s'exercer qu'avec une extrême réserve et je me borne à le signaler à votre attention.

Vingt-quatre heures ne s'étaient pas écoulées que le ministre reprenait la plume et annonçait au commandant en chef de nouvelles instructions. Il ne s'agissait plus de « l'influence qu'il devait exercer avec une extrême réserve »; on lui traçait un plan de conduite dont la mise en pratique dans les circonstances présentes, n'était rien moins que facile.

La question du Mexique a été traitée ce matin au Conseil des ministres en présence de l'Empereur, écrivait le 16 février le Maréchal Randon, et vous recevrez communication des décisions qui ont été prises en ce qui concerne plus spécialement les mesures financières ..

Ces mesures financières étaient bien simples : une phrase les résume :

S. Exc. M. le Ministre des finances a dû adresser au Payeur en chef l'ordre formel de clore définitivement le compte du gouvernement mexicain et de refuser le paiement de toute dépense qui ne serait pas régulièrement imputée sur un crédit budgétaire.

La lettre du maréchal Randon contenait ce post-scriptum :

Je pense que le colonel Boyer vous tient exactement au courant de tout ce qu'il apprend de la direction de l'opinion en France sur la question du Mexique, et que, d'après ces renseignements, vous reconnaîtrez que mes appréciations sont plutôt affaiblies que trop prononcées.

Que devenait la situation du Maréchal en présence de telles instructions? Ce n'était pas tout, cependant, et le même courrier lui apportait une lettre de Napo-

léon III qui, écrite sous l'impression du mauvais effet produit en France par les dernières nouvelles du Mexique, manifestait chez son auteur le désir d'en finir, et, à cet effet, imposait au maréchal Bazaine une conduite diamétralement opposée à celle qu'il avait suivie jusqu'ici, conformément aux ordres reçus.

Paris, 16 février 1866.

Mon cher Maréchal.

Je pense qu'au moment où je vous écris, le baron Saillard sera arrivé et vous aura expliqué mes intentions. Vous allez vous trouver dans des circonstances difficiles, mais je compte sur vous et sur M. Langlais pour surmonter les nombreuses difficultés que vous allez rencontrer.

L'évacuation du Mexique étant décidée en principe, il faut qu'elle se fasse de manière à être le moins préjudiciable possible au gouvernement de l'Empereur Maximilien, que je désire soutenir autant que je le pourrai. *A cet effet, il faut que, jusqu'au départ des troupes, vous preniez, avec M. Langlais, carrément, la direction des affaires publiques, c'est-à-dire de l'armée et des finances,* car il faut, pour que l'Empire mexicain puisse se soutenir, que les finances et la force armée soient organisées de façon à offrir à l'Empereur Maximilien un appui certain.

Je voudrais donc que la légion étrangère fût portée à un effectif de quinze mille hommes, sous les ordres du général Jeanningros; les troupes auxiliaires autrichiennes et belges seraient dissoutes et les soldats et les cadres, que vous auriez choisis, seraient versés dans la légion française. Cette légion ainsi augmentée serait payée par le Trésor français jusqu'au jour de notre évacuation complète. Les troupes mexicaines devraient être rédui-

tes au chiffre le plus restreint, et réorganisées avec des cadres français, si on trouvait assez de volontaires.

Les dépenses ainsi réduites, *les douanes les plus importantes devraient être remises à l'administration française.* Pour augmenter les revenus, il faudrait rendre au clergé les biens encore libres et ceux qui ont été frauduleusement aliénés, à charge par lui d'abandonner au gouvernement une partie de la valeur des biens restitués. Il faut enfin que l'Empereur Maximilien réduise ses dépenses au strict nécessaire, et qu'il se compare non pas à moi Empereur des Français, mais à moi Président de la République, ayant six cent mille francs de liste civile. Cela établi, M. Langlais pourrait alors dresser un budget sérieux qui inspirerait confiance à l'Europe.

Mais il y a une autre mesure que je voudrais conseiller à l'Empereur Maximilien et qui simplifierait bien des choses, *ce serait de revenir au système fédératif*, en constituant le Mexique en huit ou dix États, ayant chacun sa représentation locale et son gouvernement. Ces États seraient reliés au centre par des liens fédératifs assez faibles. L'État de Mexico, touchant aux deux mers, s'étendrait au nord et au sud, assez loin pour comprendre les territoires les plus fertiles et les villes les plus importantes. L'Empereur conserverait les douanes, l'armée, la politique étrangère ; mais il se déchargerait du soin d'administrer les autres États, et il aurait ainsi créé, au centre de ce vaste pays, un foyer de civilisation qui rayonnerait peu à peu jnsqu'aux extrémités.

Si ce plan est adopté et suivi, il faudra que M. Saillard me rapporte en France les dates précises de l'évacuation, et, alors, nous pourrons demander aux Chambres un crédit nécessaire pour subvenir aux frais du gouvernement jusqu'à ce que la nouvelle organisation soit faite. Pour assurer le remboursement de nos avances et l'intérêt des

emprunts, nous conserverions encore longtemps l'administration des douanes, dont nous percevrions la moitié à notre profit. Il serait avantageux, dans ce but, de laisser encore, pendant quelques années, quelques milliers d'hommes près de La Vera-Cruz, de Tampico, etc.; mais j'ignore si on trouverait des hommes assez acclimatés pour n'avoir rien à craindre des maladies. C'est une des choses que vous aurez à examiner.

Je vous prie de communiquer cette lettre à M. Langlais, en lui disant combien je le remercie du zèle qu'il me témoigne. Il fera part de mes instructions à l'Empereur; elles se résument ainsi : « Évacuer le plus tôt possible, mais faire tout ce qui dépendra de nous pour que l'œuvre que nous avons fondée ne s'écroule pas le lendemain de notre départ. »

Je compte sur votre énergie et votre intelligence pour accomplir la tâche difficile que je vous ai confiée, et je vous renouvelle, mon cher Marechal, l'assurance de ma sincère amitié.

NAPOLÉON.

Il fallait que les préoccupations que lui causait alors l'état de l'Europe, ainsi que les embarras que lui suscitaient l'opposition des Chambres et l'opinion contraire du pays, fussent bien grands pour que Napoléon III cherchât dans des remèdes empiriques une solution à l'affaire mexicaine.

Quel fut l'étonnement du commandant en chef en recevant une pareille lettre, et quelles durent être ses perplexités! Sa position était déjà assez difficile vis-à-vis de Maximilien; voilà qu'elle le devenait vis à-vis de Napoléon III.

Il lui était impossible, en effet, d'obéir aux instructions envoyées.

L'idée d'une organisation fédérale était loin d'être mauvaise en soi. On l'attribuait, dans l'entourage impérial, au duc de Persigny, auteur présumé du mémoire envoyé au maréchal Bazaine, mais elle venait trop tard. Commencé deux ans plutôt, alors que les choses étaient entières, alors que l'édifice impérial n'avait pas encore été ébauché de toutes pièces, cet essai eût pu être fait avec un certain succès. Plus conforme aux habitudes du pays, une fédération eût facilité l'établissement du pouvoir de Maximilien. A l'heure acctuelle, un semblable projet n'avait aucune chance d'être accepté par l'Empereur du Mexique, par son entourage, et cette reculade déguisée n'eût rien sauvé du tout. Bien plus, c'eût été un élément nouveau de trouble et de désunion.

Le conseil relatif à la restitution au clergé de ses biens restés libres, moyennant l'abandon au Trésor d'une partie de leur valeur, était plus inexécutable encore. C'était un de ces expédients de gouvernement aux abois : l'Empereur Maximilien, abandonné par la France, combattu par une portion des Mexicains, pouvait à la rigueur user de ces mesures exceptionnelles, mais la France ne le devait pas. C'eût été violer sa parole. On se rappelle en effet la proclamation dans laquelle le général Forey donnait aux Mexicains la solennelle assurance qu'on ne reviendrait point sur la nationalisation des biens ecclésiatiques. Ce souvenir seul suffisait à condamner un pareil procédé.

L'invitation adressée au Maréchal de prendre, de concert avec M. Langlais, « carrément la direction des affaires publiques, c'est-à-dire de l'armée et des finances », ne rentrait pas davantage dans les choses

faisables ni possibles. Depuis bientôt deux ans que le gouvernement mexicain vivait côte à côte avec l'intervention française, celle-ci n'avait point encore pu faire prévaloir son influence dans les conseils du souverain, les ministres étaient tous pris parmi ses adversaires. Comment imposer à Maximilien, par la persuasion, un changement aussi radical, alors qu'on lui annonçait le prochain départ de nos troupes ? Fallait-il donc que le Maréchal eût recours à un coup de force ? Mais alors c'était la France qui reprenait la direction du gouvernement et la responsabilité du pouvoir, au moment même où elle déclarait se désintéresser de l'avenir du Mexique, et procéder aux préparatifs d'une évacuation prochaine.

Ces instructions, envoyées par Napoléon III, ne provenaient point d'inspirations qui lui fussent personnelles. C'était, ainsi qu'on l'a vu, dans un Conseil des ministres qu'elles avaient été émises, discutées, approuvées, et cela montre une fois de plus combien, en Europe, était mal connue ou plutôt mal comprise cette question mexicaine. Le souverain et les ministres ne la jugeaient que par les embarras qu'elle leur causait, que par le contre-coup qu'elle donnait à l'opinion publique. Le problème était mal posé : quoi d'étonnant à ce qu'il fût mal résolu?

Seul peut-être de tout l'entourage de Napoléon III, et sans doute parce qu'il était constamment en rapport avec le maréchal Bazaine et prenait connaissance de tous les documents et renseignements que lui envoyait celui-ci, le Ministre de la guerre montrait plus de sens pratique et plus de perspicacité. Il ne se lançait point dans les projets nouveaux. L'aventure lui

semblait mal tourner : comme un bon général, il ne songeait qu'à se défendre jusqu'au bout, en réduisant au minimum les sacrifices dont s'accompagne toujours une retraite.

Dans ce but, il ne perdait point de vue l'organisation d'une force militaire au service de Maximilien, et, son opinion étant faite sur les chances de créer jamais une armée purement mexicaine, il se préoccupait d'organiser la Légion étrangère, de la rendre apte au rôle qu'elle aurait à jouer, ainsi que de lui assurer la solde et le recrutement nécessaires.

Il adressait au maréchal Bazaine, le 16 février, les instructions les plus sages :

... D'après les renseignements qui nous arrivent du Mexique, il paraît que le service de la solde aux troupes mexicaines présente et offrira par la suite les plus grandes difficultés. Nous ne pouvons, à aucun titre, et en présence des charges énormes que l'expédition du Mexique impose à notre budget, nous ne pouvons, dis-je, assumer de payer l'armée mexicaine, dans l'effectif de laquelle je fais entrer, comme de raison, les légions autrichienne et belge. Il pourrait en être autrement si la réunion en un seul corps des différents éléments qui composent les troupes que j'appellerai étrangères était effectuée ; car alors il serait possible d'assimiler ce corps ainsi formé, en ce qui concerne les prestations, à ce qui se fait en ce moment pour notre légion ; mais pour cela il faudrait que les règlements sur la comptabilité de ce corps unique fussent en rapport avec ceux qui régissent nos propres troupes, afin de faciliter la justification des dépenses.

Il me semble incontestable que cet allègement considérable pour le budget mexicain devrait faciliter la fusion dont je vous ai entretenu dans mes dépêches précédentes.

l'influence française, ces ministres ne lui étaient point favorables. On suivait donc les même errements, qui avaient été cependant fatals jusqu'ici. Le seul avantage de la nouvelle combinaison était de réduire quelque peu les dépenses.

Déjà le départ du général Almonte, nommé ambassadeur extraordinaire à Paris, avait permis la suppression des fonctions, inutiles d'ailleurs, qu'il occupait à la cour ; Maximilien réorganisa son cabinet civil et militaire et le remplaça par un simple secrétariat dont il confia la direction à M. le capitaine Pierron.

Vers cette époque, un triste événement vint jeter un jour douloureux sur la situation intérieure du Mexique, et par le retentissement qu'il eut en Europe, montra une fois de plus combien précaire était cette pacification du pays, toujours annoncée, jamais obtenue. Le nouveau roi des Belges, Léopold II, frère de l'impératrice Charlotte, avait envoyé auprès des souverains du Mexique une mission chargée de leur notifier son avénement au trône. Composée du général Foury, de son aide de camp, M. Marschal, du baron d'Huart, officier d'ordonnance du comte de Flandre et de deux attachés de légation, cette mission était arrivée à Mexico le 14 février et en repartait quelques jours après, le 4 mars.

Parvenue à soixante-dix kilomèttres de la ville, sur les hauteurs du Rio Frio, elle fut attaquée à l'improviste par une dizaine de bandits qui, cachés derrière des arbres, firent feu sur les voyageurs. Quatre de ceux-ci furent blessés, parmi lesquels le baron d'Huart atteint mortellement d'une balle dans la tête.

La nouvelle de cet attentat parvint rapidement à Mexico; l'Empereur monta à cheval et se porta au Rio Frio, d'où il ramena les blessés et le cadavre de la malheureuse victime de ce guet-apens. On lui fit des funérailles solennelles, mais toute cette pompe ne servit qu'à donner à ce déplorable événement plus de retentissement et plus d'importance; l'audace croissante des bandits montrait trop clairement le peu de succès des efforts accomplis par l'armée française aussi bien que de ceux tentés par le gouvernement impérial.

Cependant, sans attacher grande créance aux propos tenus par le baron Saillard, Maximilien jugea bon d'envoyer à Paris une personne de confiance. Bien qu'il eût déjà délégué le général Almonte auprès du gouvernement français, il expédia vers le même temps son ancien chef de cabinet, le commandant Loysel.

Celui-ci, parti sous un de ces prétextes de chancellerie qui ne trompent personne, avait mission de demander à Napoléon III le maintien des troupes françaises au Mexique pendant cinq années encore, et la continuation des secours en argent. M. Langlais l'avait autorisé à dire en son nom qu'on arriverait à établir l'équilibre entre les dépenses et les recettes, pourvu que, pendant six mois encore, la France consentît à faire des avances.

Mais les temps étaient passés où le gouvernement français croyait encore à la possibilité de rendre viable l'entreprise mexicaine, et de consolider l'empire. La conviction que tout nouveau sacrifice ne serait qu'une perte pour la France, sans aucun résultat pra-

l'influence française, ces ministres ne lui étaient point favorables. On suivait donc les même errements, qui avaient été cependant fatals jusqu'ici. Le seul avantage de la nouvelle combinaison était de réduire quelque peu les dépenses.

Déjà le départ du général Almonte, nommé ambassadeur extraordinaire à Paris, avait permis la suppression des fonctions, inutiles d'ailleurs, qu'il occupait à la cour ; Maximilien réorganisa son cabinet civil et militaire et le remplaça par un simple secrétariat dont il confia la direction à M. le capitaine Pierron.

Vers cette époque, un triste événement vint jeter un jour douloureux sur la situation intérieure du Mexique, et par le retentissement qu'il eut en Europe, montra une fois de plus combien précaire était cette pacification du pays, toujours annoncée, jamais obtenue. Le nouveau roi des Belges, Léopold II, frère de l'impératrice Charlotte, avait envoyé auprès des souverains du Mexique une mission chargée de leur notifier son avénement au trône. Composée du général Foury, de son aide de camp, M. Marschal, du baron d'Huart, officier d'ordonnance du comte de Flandre et de deux attachés de légation, cette mission était arrivée à Mexico le 14 février et en repartait quelques jours après, le 4 mars.

Parvenue à soixante-dix kilomèttres de la ville, sur les hauteurs du Rio Frio, elle fut attaquée à l'improviste par une dizaine de bandits qui, cachés derrière des arbres, firent feu sur les voyageurs. Quatre de ceux-ci furent blessés, parmi lesquels le baron d'Huart atteint mortellement d'une balle dans la tête.

La nouvelle de cet attentat parvint rapidement à Mexico; l'Empereur monta à cheval et se porta au Rio Frio, d'où il ramena les blessés et le cadavre de la malheureuse victime de ce guet-apens. On lui fit des funérailles solennelles, mais toute cette pompe ne servit qu'à donner à ce déplorable événement plus de retentissement et plus d'importance; l'audace croissante des bandits montrait trop clairement le peu de succès des efforts accomplis par l'armée française aussi bien que de ceux tentés par le gouvernement impérial.

Cependant, sans attacher grande créance aux propos tenus par le baron Saillard, Maximilien jugea bon d'envoyer à Paris une personne de confiance. Bien qu'il eût déjà délégué le général Almonte auprès du gouvernement français, il expédia vers le même temps son ancien chef de cabinet, le commandant Loysel.

Celui-ci, parti sous un de ces prétextes de chancellerie qui ne trompent personne, avait mission de demander à Napoléon III le maintien des troupes françaises au Mexique pendant cinq années encore, et la continuation des secours en argent. M. Langlais l'avait autorisé à dire en son nom qu'on arriverait à établir l'équilibre entre les dépenses et les recettes, pourvu que, pendant six mois encore, la France consentît à faire des avances.

Mais les temps étaient passés où le gouvernement français croyait encore à la possibilité de rendre viable l'entreprise mexicaine, et de consolider l'empire. La conviction que tout nouveau sacrifice ne serait qu'une perte pour la France, sans aucun résultat pra-

l'influence française, ces ministres ne lui étaient point favorables. On suivait donc les même errements, qui avaient été cependant fatals jusqu'ici. Le seul avantage de la nouvelle combinaison était de réduire quelque peu les dépenses.

Déjà le départ du général Almonte, nommé ambassadeur extraordinaire à Paris, avait permis la suppression des fonctions, inutiles d'ailleurs, qu'il occupait à la cour ; Maximilien réorganisa son cabinet civil et militaire et le remplaça par un simple secrétariat dont il confia la direction à M. le capitaine Pierron.

Vers cette époque, un triste événement vint jeter un jour douloureux sur la situation intérieure du Mexique, et par le retentissement qu'il eut en Europe, montra une fois de plus combien précaire était cette pacification du pays, toujours annoncée, jamais obtenue. Le nouveau roi des Belges, Léopold II, frère de l'impératrice Charlotte, avait envoyé auprès des souverains du Mexique une mission chargée de leur notifier son avénement au trône. Composée du général Foury, de son aide de camp, M. Marschal, du baron d'Huart, officier d'ordonnance du comte de Flandre et de deux attachés de légation, cette mission était arrivée à Mexico le 14 février et en repartait quelques jours après, le 4 mars.

Parvenue à soixante-dix kilomèttres de la ville, sur les hauteurs du Rio Frio, elle fut attaquée à l'improviste par une dizaine de bandits qui, cachés derrière des arbres, firent feu sur les voyageurs. Quatre de ceux-ci furent blessés, parmi lesquels le baron d'Huart atteint mortellement d'une balle dans la tête.

La nouvelle de cet attentat parvint rapidement à Mexico; l'Empereur monta à cheval et se porta au Rio Frio, d'où il ramena les blessés et le cadavre de la malheureuse victime de ce guet-apens. On lui fit des funérailles solennelles, mais toute cette pompe ne servit qu'à donner à ce déplorable événement plus de retentissement et plus d'importance; l'audace croissante des bandits montrait trop clairement le peu de succès des efforts accomplis par l'armée française aussi bien que de ceux tentés par le gouvernement impérial.

Cependant, sans attacher grande créance aux propos tenus par le baron Saillard, Maximilien jugea bon d'envoyer à Paris une personne de confiance. Bien qu'il eût déjà délégué le général Almonte auprès du gouvernement français, il expédia vers le même temps son ancien chef de cabinet, le commandant Loysel.

Celui-ci, parti sous un de ces prétextes de chancellerie qui ne trompent personne, avait mission de demander à Napoléon III le maintien des troupes françaises au Mexique pendant cinq années encore, et la continuation des secours en argent. M. Langlais l'avait autorisé à dire en son nom qu'on arriverait à établir l'équilibre entre les dépenses et les recettes, pourvu que, pendant six mois encore, la France consentît à faire des avances.

Mais les temps étaient passés où le gouvernement français croyait encore à la possibilité de rendre viable l'entreprise mexicaine, et de consolider l'empire. La conviction que tout nouveau sacrifice ne serait qu'une perte pour la France, sans aucun résultat pra-

tique pour le Mexique, était si bien entrée dans l'esprit de Napoléon III, que les demandes de Maximilien, transmises par le commandant Loysel, se heurtèrent à une volonté contraire formellement exprimée.

Le 15 février, le maréchal Randon informait le maréchal Bazaine des résolutions prises à ce sujet :

... Ma dernière lettre vous a fait connaître, mon cher Maréchal, l'intention bien arrêtée du gouvernement français de rappeler une partie de nos troupes à la fin de cette année; cette mesure, commandée par d'impérieuses nécessités politiques, se trouvera, je le crains bien, contraire aux désirs de l'Empereur Maximilien qui, déjà, attribue, dans la lettre qu'il vous a écrite le 6 janvier, la recrudescence de l'agitation juariste à l'insuffisance de l'effectif des troupes françaises. Le commandant Loysel, que j'ai vu récemment, partage cette idée et demande pour le nouvel empire des hommes et de l'argent que nous ne pouvons lui donner. Il ne faut pas se le dissimuler, mon cher Maréchal, la situation serait tout autre si depuis un an on s'était sérieusement occupé d'organiser l'armée mexicaine, et si on avait donné plus d'autorité à nos agents financiers ; le commandant Loysel et le colonel Boyer me disent que rien encore n'a été fait pour l'organisation des troupes. Il est grand temps qu'on se mette à l'œuvre et que l'on place cette formation sous la direction d'un homme habile, actif, expérimenté, capable enfin de la mener rapidement à terme... Autant que j'en puis juger à la distance où je me trouve, les Mexicains s'accommoderaient mieux de nos institutions militaires que de celles de l'Autriche. Sur ce point, comme sur tant d'autres, votre influence ne doit s'exercer qu'avec une extrême réserve et je me borne à le signaler à votre attention.

Vingt-quatre heures ne s'étaient pas écoulées que le ministre reprenait la plume et annonçait au commandant en chef de nouvelles instructions. Il ne s'agissait plus de « l'influence qu'il devait exercer avec une extrême réserve »; on lui traçait un plan de conduite dont la mise en pratique dans les circonstances présentes, n'était rien moins que facile.

La question du Mexique a été traitée ce matin au Conseil des ministres en présence de l'Empereur, écrivait le 16 février le Maréchal Randon, et vous recevrez communication des décisions qui ont été prises en ce qui concerne plus spécialement les mesures financières ..

Ces mesures financières étaient bien simples : une phrase les résume :

S. Exc. M. le Ministre des finances a dû adresser au Payeur en chef l'ordre formel de clore définitivement le compte du gouvernement mexicain et de refuser le paiement de toute dépense qui ne serait pas régulièrement imputée sur un crédit budgétaire.

La lettre du maréchal Randon contenait ce post-scriptum :

Je pense que le colonel Boyer vous tient exactement au courant de tout ce qu'il apprend de la direction de l'opinion en France sur la question du Mexique, et que, d'après ces renseignements, vous reconnaîtrez que mes appréciations sont plutôt affaiblies que trop prononcées.

Que devenait la situation du Maréchal en présence de telles instructions? Ce n'était pas tout, cependant, et le même courrier lui apportait une lettre de Napo-

léon III qui, écrite sous l'impression du mauvais effet produit en France par les dernières nouvelles du Mexique, manifestait chez son auteur le désir d'en finir, et, à cet effet, imposait au maréchal Bazaine une conduite diamétralement opposée à celle qu'il avait suivie jusqu'ici, conformément aux ordres reçus.

Paris, 16 février 1866.

Mon cher Maréchal.

Je pense qu'au moment où je vous écris, le baron Saillard sera arrivé et vous aura expliqué mes intentions. Vous allez vous trouver dans des circonstances difficiles, mais je compte sur vous et sur M. Langlais pour surmonter les nombreuses difficultés que vous allez rencontrer.

L'évacuation du Mexique étant décidée en principe, il faut qu'elle se fasse de manière à être le moins préjudiciable possible au gouvernement de l'Empereur Maximilien, que je désire soutenir autant que je le pourrai. *A cet effet, il faut que, jusqu'au départ des troupes, vous preniez, avec M. Langlais, carrément, la direction des affaires publiques, c'est-à-dire de l'armée et des finances,* car il faut, pour que l'Empire mexicain puisse se soutenir, que les finances et la force armée soient organisées de façon à offrir à l'Empereur Maximilien un appui certain.

Je voudrais donc que la légion étrangère fût portée à un effectif de quinze mille hommes, sous les ordres du général Jeanningros; les troupes auxiliaires autrichiennes et belges seraient dissoutes et les soldats et les cadres, que vous auriez choisis, seraient versés dans la légion française. Cette légion ainsi augmentée serait payée par le Trésor français jusqu'au jour de notre évacuation complète. Les troupes mexicaines devraient être rédui-

tes au chiffre le plus restreint, et réorganisées avec des cadres français, si on trouvait assez de volontaires.

Les dépenses ainsi réduites, *les douanes les plus importantes devraient être remises à l'administration française.* Pour augmenter les revenus, il faudrait rendre au clergé les biens encore libres et ceux qui ont été frauduleusement aliénés, à charge par lui d'abandonner au gouvernement une partie de la valeur des biens restitués. Il faut enfin que l'Empereur Maximilien réduise ses dépenses au strict nécessaire, et qu'il se compare non pas à moi Empereur des Français, mais à moi Président de la République, ayant six cent mille francs de liste civile. Cela établi, M. Langlais pourrait alors dresser un budget sérieux qui inspirerait confiance à l'Europe.

Mais il y a une autre mesure que je voudrais conseiller à l'Empereur Maximilien et qui simplifierait bien des choses, *ce serait de revenir au système fédératif*, en constituant le Mexique en huit ou dix États, ayant chacun sa représentation locale et son gouvernement. Ces États seraient reliés au centre par des liens fédératifs assez faibles. L'État de Mexico, touchant aux deux mers, s'étendrait au nord et au sud, assez loin pour comprendre les territoires les plus fertiles et les villes les plus importantes. L'Empereur conserverait les douanes, l'armée, la politique étrangère ; mais il se déchargerait du soin d'administrer les autres États, et il aurait ainsi créé, au centre de ce vaste pays, un foyer de civilisation qui rayonnerait peu à peu jnsqu'aux extrémités.

Si ce plan est adopté et suivi, il faudra que M. Saillard me rapporte en France les dates précises de l'évacuation, et, alors, nous pourrons demander aux Chambres un crédit nécessaire pour subvenir aux frais du gouvernement jusqu'à ce que la nouvelle organisation soit faite. Pour assurer le remboursement de nos avances et l'intérêt des

emprunts, nous conserverions encore longtemps l'administration des douanes, dont nous percevrions la moitié à notre profit. Il serait avantageux, dans ce but, de laisser encore, pendant quelques années, quelques milliers d'hommes près de La Vera-Cruz, de Tampico, etc.; mais j'ignore si on trouverait des hommes assez acclimatés pour n'avoir rien à craindre des maladies. C'est une des choses que vous aurez à examiner.

Je vous prie de communiquer cette lettre à M. Langlais, en lui disant combien je le remercie du zèle qu'il me témoigne. Il fera part de mes instructions à l'Empereur; elles se résument ainsi : « Évacuer le plus tôt possible, mais faire tout ce qui dépendra de nous pour que l'œuvre que nous avons fondée ne s'écroule pas le lendemain de notre départ. »

Je compte sur votre énergie et votre intelligence pour accomplir la tâche difficile que je vous ai confiée, et je vous renouvelle, mon cher Maréchal, l'assurance de ma sincère amitié.

NAPOLÉON.

Il fallait que les préoccupations que lui causait alors l'état de l'Europe, ainsi que les embarras que lui suscitaient l'opposition des Chambres et l'opinion contraire du pays, fussent bien grands pour que Napoléon III cherchât dans des remèdes empiriques une solution à l'affaire mexicaine.

Quel fut l'étonnement du commandant en chef en recevant une pareille lettre, et quelles durent être ses perplexités! Sa position était déjà assez difficile vis-à-vis de Maximilien; voilà qu'elle le devenait vis à-vis de Napoléon III.

Il lui était impossible, en effet, d'obéir aux instructions envoyées.

L'idée d'une organisation fédérale était loin d'être mauvaise en soi. On l'attribuait, dans l'entourage impérial, au duc de Persigny, auteur présumé du mémoire envoyé au maréchal Bazaine, mais elle venait trop tard. Commencé deux ans plutôt, alors que les choses étaient entières, alors que l'édifice impérial n'avait pas encore été ébauché de toutes pièces, cet essai eût pu être fait avec un certain succès. Plus conforme aux habitudes du pays, une fédération eût facilité l'établissement du pouvoir de Maximilien. A l'heure acctuelle, un semblable projet n'avait aucune chance d'être accepté par l'Empereur du Mexique, par son entourage, et cette reculade déguisée n'eût rien sauvé du tout. Bien plus, c'eût été un élément nouveau de trouble et de désunion.

Le conseil relatif à la restitution au clergé de ses biens restés libres, moyennant l'abandon au Trésor d'une partie de leur valeur, était plus inexécutable encore. C'était un de ces expédients de gouvernement aux abois : l'Empereur Maximilien, abandonné par la France, combattu par une portion des Mexicains, pouvait à la rigueur user de ces mesures exceptionnelles, mais la France ne le devait pas. C'eût été violer sa parole. On se rappelle en effet la proclamation dans laquelle le général Forey donnait aux Mexicains la solennelle assurance qu'on ne reviendrait point sur la nationalisation des biens ecclésiatiques. Ce souvenir seul suffisait à condamner un pareil procédé.

L'invitation adressée au Maréchal de prendre, de concert avec M. Langlais, « carrément la direction des affaires publiques, c'est-à-dire de l'armée et des finances », ne rentrait pas davantage dans les choses

faisables ni possibles. Depuis bientôt deux ans que le gouvernement mexicain vivait côte à côte avec l'intervention française, celle-ci n'avait point encore pu faire prévaloir son influence dans les conseils du souverain, les ministres étaient tous pris parmi ses adversaires. Comment imposer à Maximilien, par la persuasion, un changement aussi radical, alors qu'on lui annonçait le prochain départ de nos troupes? Fallait-il donc que le Maréchal eût recours à un coup de force? Mais alors c'était la France qui reprenait la direction du gouvernement et la responsabilité du pouvoir, au moment même où elle déclarait se désintéresser de l'avenir du Mexique, et procéder aux préparatifs d'une évacuation prochaine.

Ces instructions, envoyées par Napoléon III, ne provenaient point d'inspirations qui lui fussent personnelles. C'était, ainsi qu'on l'a vu, dans un Conseil des ministres qu'elles avaient été émises, discutées, approuvées, et cela montre une fois de plus combien, en Europe, était mal connue ou plutôt mal comprise cette question mexicaine. Le souverain et les ministres ne la jugeaient que par les embarras qu'elle leur causait, que par le contre-coup qu'elle donnait à l'opinion publique. Le problème était mal posé : quoi d'étonnant à ce qu'il fût mal résolu?

Seul peut-être de tout l'entourage de Napoléon III, et sans doute parce qu'il était constamment en rapport avec le maréchal Bazaine et prenait connaissance de tous les documents et renseignements que lui envoyait celui-ci, le Ministre de la guerre montrait plus de sens pratique et plus de perspicacité. Il ne se lançait point dans les projets nouveaux. L'aventure lui

semblait mal tourner : comme un bon général, il ne songeait qu'à se défendre jusqu'au bout, en réduisant au minimum les sacrifices dont s'accompagne toujours une retraite.

Dans ce but, il ne perdait point de vue l'organisation d'une force militaire au service de Maximilien, et, son opinion étant faite sur les chances de créer jamais une armée purement mexicaine, il se préoccupait d'organiser la Légion étrangère, de la rendre apte au rôle qu'elle aurait à jouer, ainsi que de lui assurer la solde et le recrutement nécessaires.

Il adressait au maréchal Bazaine, le 16 février, les instructions les plus sages :

... D'après les renseignements qui nous arrivent du Mexique, il paraît que le service de la solde aux troupes mexicaines présente et offrira par la suite les plus grandes difficultés. Nous ne pouvons, à aucun titre, et en présence des charges énormes que l'expédition du Mexique impose à notre budget, nous ne pouvons, dis-je, assumer de payer l'armée mexicaine, dans l'effectif de laquelle je fais entrer, comme de raison, les légions autrichienne et belge. Il pourrait en être autrement si la réunion en un seul corps des différents éléments qui composent les troupes que j'appellerai étrangères était effectuée ; car alors il serait possible d'assimiler ce corps ainsi formé, en ce qui concerne les prestations, à ce qui se fait en ce moment pour notre légion ; mais pour cela il faudrait que les règlements sur la comptabilité de ce corps unique fussent en rapport avec ceux qui régissent nos propres troupes, afin de faciliter la justification des dépenses.

Il me semble incontestable que cet allègement considérable pour le budget mexicain devrait faciliter la fusion dont je vous ai entretenu dans mes dépêches précédentes.

Je vous prie de me faire connaître, le plus tôt que vous pourrez, l'accueil qui aura été fait par l'Empereur Maximilien à cette proposition.

Cette organisation nouvelle n'allait pas sans difficultés : le général de Thun ne pouvait garder le commandement, car il fallait que, du moment que le Trésor français payait la solde, la légion passât sous les ordres d'un chef français Le maréchal Randon proposait que le général élevé à ce poste fût promu divisionnaire au titre mexicain : de la sorte, il présenterait la supériorité du grade.

Quant à notre légion étrangère, le commandant Loysel obtint pour elle des concessions énormes, de la part de Napoléon III. Le maréchal Bazaine fut autorisé à faire appel aux officiers de toutes armes pour en former les cadres et aux soldats pour en fournir l'effectif; ces officiers et soldats devaient s'engager à rester au service du Mexique quatre ans au moins après l'évacuation. Et, afin que la crainte de voir leur carrière brisée si l'empire de Maximilien venait à sombrer ne les arrêtât pas, on promettait de leur réserver une place dans un régiment de leur arme à leur rentrée en France.

Il était difficile de se montrer plus conciliant, plus généreux. Quel parti tira le gouvernement impérial de cette condescendance de son allié? Comme de coutume, tout se termina par des circulaires, des lettres et des décrets. Maximilien promulgua une nouvelle division de la commission des affaires militaires, et lui imposa comme travail la rédaction d'un règlement technique destiné à former le manuel du soldat !

Quelques jours après il adressait à son ministre de la guerre une lettre dans laquelle il exposait ses théories sur l'organisation de l'armée, et réclamait un rapport mensuel sur les progrès obtenus.

Il se trouvait alors à Cuernavaca. Le maréchal Bazaine ne put lui soumettre que par écrit, le 30 mars, les propositions qui découlaient des instructions reçues de Paris.

La situation commandait des résolutions promptes. Maximilien se borna à répondre :

Mon cher Maréchal,

Je réponds de la manière suivante à votre aimable lettre du 30 mars dernier.

Il m'est fort agréable de savoir que, pendant la durée momentanée de l'état financier actuel du pays, le trésor français se charge de couvrir les besoins de la légion austro-belge. J'y vois une nouvelle preuve de sympathie du gouvernement français pour la cause du Mexique.

Pour ce qui touche à la réunion de la légion étrangère française et de la brigade austro-belge en une division sous les ordres du général Brincourt, je consens à cette mesure en tant que le permettent le terrain légal et les circonstances nationales spéciales de ces deux corps et pourvu que leur effectif total soit au moins de quinze mille hommes. Je désire donc voir des pourparlers s'engager à ce sujet.

Mon intention est que cette affaire soit débattue par une commission, et je vous prie de me faire connaître les membres que vous y désignerez. Je verrais avec plaisir que le général Brincourt pût déjà prendre part aux travaux de cette commission.

De mon côté, j'ai choisi le général comte de Thun, les colonels Zach et Van der Smissen comme représentants des nationalités engagées.

Je charge en même temps le général comte de Thun de se mettre pour cette négociation à votre disposition.

Recevez, mon cher Maréchal, les sentiments de mon amitié avec lesquels, je suis

Votre très affectionné,

MAXIMILIEN.

Mexico, le 3 avril 1866.

Une pareille lettre ne révèle que trop l'état d'esprit de son auteur. Ainsi, après deux ans d'essais, de tergiversations, en présence du péril croissant, Maximilien ne trouvait d'autre accueil à faire aux propositions du gouvernement français! Il acceptait volontiers l'aide financière, mais, pour le reste, il entourait son acquiescement de telles réserves qu'autant valait un refus, et quant à l'organisation projetée, il la renvoyait à l'examen d'une commission!

Docile aux désirs de l'Empereur, le Maréchal se hâta de composer la commission susdite, et il en confia la présidence au général Osmont, chef d'état-major du corps expéditionnaire. Les commissaires, comprenant l'importance de leur mission et en même temps la nécessité d'aboutir promptement, se mirent sans tarder à la besogne, et le 24 avril le projet d'organisation d'une division auxiliaire étrangère était achevé, approuvé par le Maréchal et transmis à l'Empereur.

Par malheur, le général sur lequel à diverses reprises on avait compté pour commander cette troupe, et que le maréchal Bazaine avait en vue, se trouvait dans un état de santé tel qu'il n'osa point assumer une aussi lourde responsabilité. Le général Brincourt, vers cette époque, rentra en Europe, avec un congé de convalescence. Peut-être les difficultés qu'il entrevoyait

à maintenir l'ordre avec 15,000 hommes dans un pays que 38,000 Français n'avaient jamais pu complètement pacifier ne contribuèrent-elles pas peu à le confirmer dans sa résolution de partir.

Pris de court, le Maréchal désigna pour le remplacer le général Neigre, mais le doyen des généraux de brigade du corps expéditionnaire, dont la bravoure et le zèle étaient hors de question, ne semblait pas posséder toutes les qualités nécessaires pour ce poste difficile. C'est du moins l'opinion qu'exprimait le maréchal Randon en apprenant ce choix :

Je regrette vivement que le général Brincourt n'ait pas cru pouvoir accepter le commandement de cette division, car il possède toutes les qualités nécessaires pour l'exercer avec distinction, et pour tirer le meilleur parti de ses troupes dans toutes les conditions où elles peuvent se trouver. En sera-t-il de même du général Neigre? Je n'ose l'espérer.

Le travail de la Commission fut approuvé par Maximilien, malheureusement avec des modifications telles qu'elles en détruisirent à peu près les résultats.

Au lieu d'une troupe unie, homogène, on conservait sous un même nom des corps différents : les commentaires de l'Empereur ne laissaient pas de doutes à ce sujet.

... L'article 2 subsiste en entier, mais on a soin de mentionner que chaque brigade devra être constituée de manière à pouvoir se suffire à elle-même, si elle est isolée; votre longue expérience de la guerre dans ce pays vous a convaincu, mieux que moi encore, de cette nécessité.

Les articles 3 et 4 restent intacts...

... A l'article 5, j'ai annexé des instructions que vous trouverez dans la lettre ci-jointe que j'adresse au général Neigre. Bien qu'elle n'ait pas besoin de commentaires, j'appellerai votre attention sur le principe que j'ai posé pour trancher la difficulté presque insurmontable du commandement. Vous verrez que la solution est radicalement impartiale et de nature à ne froisser aucune susceptibilité nationale.

Dans les articles 6 et 7, il m'a paru logique, puisque les troupes françaises conservent leurs lois et règlements, de laisser les leurs aussi aux troupes belges et autrichiennes. On n'apprend pas aux soldats un nouveau code en un jour; d'autant plus que les règlements mexicains sont surannés et que, d'ailleurs, l'article 8 stipule que l'instruction des troupes sera dirigée d'après les règlements spéciaux à chaque nationalité.

MAXIMILIEN.

Puis, comme si on eût craint de mettre en présence les éléments disparates de ce corps, on envoya la première brigade, composée de Français ou de soldats tirés de notre légion étrangère, occuper le nord et l'ouest, tandis que la seconde, formée par les Belges et les Autrichiens, restait dans le sud et l'est. On prévoyait toutefois le cas où ces deux troupes seraient appelées à combattre ensemble et l'on donnait le commandement au chef de la fraction numériquement la plus forte, à moins qu'un officier n'eût reçu une commission spéciale de l'Empereur.

Cette organisation ainsi préparée et décrétée, Maximilien en informa les intéressés par l'ordre du jour suivant, qui mérite d'autant plus d'être reproduit qu'il débute par un singulier et solennel aveu du déplorable état financier du trésor mexicain :

Officiers, sous-officiers et soldats de mon corps austro-belge,

Les circonstances difficiles, que la crise financière nous impose l'obligation de supporter, ont amené la France à nous faire l'offre généreuse de ses ressources. J'ai accepté en votre nom, car je sais que plus les difficultés seront grandes, plus je serai assuré de trouver en vous un dévouement et une abnégation à toute épreuve.

Vous faites partie dorénavant d'une même division avec des compagnons d'armes appelés à partager vos fatigues et vos périls. Une même administration veillera à votre bien-être; mais vous conserverez votre excellente organisation et les braves chefs qui vous ont si souvent donné l'exemple de l'honneur dans les combats.

Vos droits et vos intérêts ont été fidèlement sauvegardés. Comptez donc sur votre Empereur, comme lui compte toujours sur votre valeur et votre discipline.

MAXIMILIEN.

CHAPITRE II

Conditions mises en 1865 à l'aide financière du Trésor français vis-à-vis du Trésor mexicain. — Avance de 10 millions (janvier 1866.) — Instructions de M. Fould à M. Langlais (16 février 1866). — Les bons Jecker. — M. Bonnefons. — Reconnaissance de la créance Jecker fixée à 22,660,000 francs. — Paiement de 12,660,000 francs. — Refus de Maximilien de payer les 10,000,000 restants. — Blâme du gouvernement français. — Le maréchal Bazaine accusé d'avoir favorisé cet arrangement. — Réponse du Maréchal (26 juin 1866). — M. de Maintenant remplace M. Langlais. — M. Lacunza au Maréchal. — Conférence du 1er mai 1866. — « La banqueroute du Trésor ou l'espoir de le sauver. » — Concessions arrachées au commandant en chef.

On ne saurait mieux comparer la situation du gouvernement français vis-à-vis de l'empire mexicain qu'à celle de ces commanditaires qui, ayant englouti des sommes considérables dans une affaire, sont entraînés par la grandeur des pertes et par l'espoir de recouvrer un jour ou l'autre tout ou partie de l'argent perdu, à consentir de nouveaux sacrifices. Et dans la circonstance, la situation présentait cet inconvénient de ne pouvoir être tranchée d'un coup, quand bien même on l'eût voulu. La suppression radicale et complète de tout secours financier de la part de la France

eût entraîné les plus graves inconvénients et compromis peut-être le salut de l'armée.

Le ministre des finances envoyait par chaque courrier des instructions, des défenses réitérées, mais toujours la force des choses, plus puissante que la volonté des ministres, rendait ces instructions inutiles et ces défenses vaines.

Dès le 15 mars 1865, le gouvernement français avait notifié à Maximilien qu'il ne ferait plus aucune avance s'il ne donnait son adhésion aux trois propositions suivantes :

1° Remise au Trésor français de cinquante millions de francs en titres du premier ou du second emprunt mexicain, qui seront admis au pair, soit en 6 p. 100 à cent francs, pour compléter le règlement des réclamations émanées des sujets français ;

2° Remboursement, en traites sur la commission des finances du Mexique à Paris, des frais de transports et de réquisitions faits dans les expéditions entreprises par nos troupes à travers le Mexique et considérés comme une dépense de guerre indépendante de la somme annuelle de vingt-cinq millions, qui ne représentait que l'entretien des troupes en station ;

3° Remise des bureaux des douanes de tous les ports du golfe du Mexique et du Pacifique entre les mains des agents français qui seraient chargés d'en encaisser les produits pour le gouvernement mexicain.

Ces mesures pouvaient être bonnes pour sauvegarder, tout au moins en apparence, la responsabilité des ministres français vis-à-vis des Chambres, mais la remise de titres des emprunts mexicains, ou de traites

payables à Paris, ne pouvait avoir de valeur qu'autant que l'Empire mexicain se consoliderait; or, il n'avait chance de se consolider qu'avec l'appui financier de la France. La France devait donc, en attendant, fournir d'une main de l'argent pour recevoir de l'autre du papier. La seule mesure efficace, quant au résultat immédiat, était la remise des douanes entre les mains des agents français, mais que devenait alors le gouvernement mexicain, privé de la possibilité de percevoir les seuls droits qui produisissent de l'argent? C'était la main-mise du gouvernement français sur le gouvernement impérial, constatée officiellement.

On le voit, les difficultés étaient inextricables. Aussi, malgré les prohibitions, le Trésor français faisait de nouvelles avances, et une lettre confidentielle autorisait le maréchal Bazaine à délivrer des réquisitions sur la caisse du payeur en chef de l'armée pour la solde des troupes austro-belges jusqu'à concurrence de dix millions, à raison de deux millions par mois, « dans le cas où il jugerait absolument indispensable pour la sécurité de l'Empire mexicain de lui procurer temporairement quelques ressources ».

Cela n'empêchait point M. Fould d'envoyer à M. Langlais de nouvelles instructions prohibitives.

... En résumé, lui écrivait-il le 16 février 1866, le compte d'avances ouvert au gouvernement mexicain est et demeure clos. Il est entendu qu'il ne peut plus être question pour nous de fournir la solde, l'entretien, les vivres, les armes et les munitions de l'armée mexicaine; le gouvernement mexicain devra pourvoir directement à ces dépenses sur tous les points du territoire...

Le gouvernement de Maximilien venait cependant vers cette époque de faire une grande concession, malheureusement sollicitée et provoquée par nos agents avec un zèle qu'on ne saurait trop regretter. Il s'agit, bien entendu, des bons Jecker, cette affaire privée qui s'était greffée si malencontreusement et si funestement pour notre honneur sur l'entreprise politique.

M. Corta avait soumis à l'Empereur un projet d'arrangement, dans lequel on trouve ces lignes :

L'affaire Jecker semble mériter, par son importance et à cause du bruit qu'elle a fait, une solution particulière. *Cette solution pourrait donner satisfaction à de nombreux intérêts en suspens, leur rendre un essor commercial et industriel, produire en Europe un effet utile au crédit du Mexique, sans imposer des sacrifices au Trésor...*

Après M. Corta, M. Bonnefons ne craignit pas d'insister sur ce point, mettant habilement en avant les intérêts des déposants de la caisse d'épargne, laquelle avait placé ses fonds dans la maison Jecker, et il concluait ainsi :

... En apposant sa haute sanction au règlement qui est soumis à son approbation, Sa Majesté aura donné un nouveau témoignage de sa loyauté à remplir les engagements du passé, et elle donnera une heureuse impulsion aux nombreuses affaires commerciales qui sont paralysées par la détresse de la maison Jecker.

Après de longs pourparlers l'arrangement ainsi sollicité fut conclu, et la créance Jecker fixée à 27703770 francs. En annonçant la solution de cette affaire à M. Fould, M. Bonnefons ajoutait :

... Je considère cette solution comme un triomphe pour la politique de la France. *Reste à savoir si le gouvernement mexicain pourra remplir ses engagements avec les ressources bornées dont il dispose, en présence d'un déficit qui ne peut être inférieur à cinquante millions, sans compter cette nouvelle charge qui pèsera sur ses finances.*

Si la politique de la France ne devait aboutir qu'à des triomphes de cette espèce, mieux eût valu pour elle des échecs. Tout l'argent donné par le Trésor mexicain aux créances Jecker était autant de pris sur les ressources déjà insuffisantes destinées à payer l'armée ou les services publics, et comme le Trésor français était mis à contribution pour ces besoins-là, en réalité c'était lui qui payait les dettes du Mexique.

Malgré les termes de son arrangement, M. Jecker ne se sentait qu'à demi rassuré sur le paiement. M. de Morny était mort, l'Empire de Maximilien ne se consolidait guère et l'Intervention ne semblait pas devoir durer longtemps. Il songea à faire quelques sacrifices pour toucher plus tôt une partie de sa créance. Le ministère des Finances avait alors pour titulaire M. César, petit receveur de l'administration des douanes de Jalapa, qu'une faveur aussi inexpliquée qu'inexplicable avait porté à ce poste élevé. M. Jecker s'adressa à lui, et, par des moyens de persuasion qui sont restés le secret des intéressés, obtint de lui la signature d'une convention qui, réduisant le montant de la créance à 22,660,000 francs, en stipulait le paiement en trois échéances :

7,660,000 francs le 15 octobre 1865;
5,000,000 de francs le 15 décembre 1865;
10,000,000 de francs le 15 février 1866.

Et deux traites représentant les 12,660,000 francs furent en effet délivrées à M. Jecker, le 15 septembre 1865, payables par la commission des finances du Mexique à Paris.

La troisième de 10,000,000 ne fut pas remise. L'Empereur Maximilien avait appris par le dernier courrier le mécontentement éprouvé à Paris par l'arrangement conclu entre M. Jecker et M. César. Aussi résista-t-il aux instances de celui-ci : il fut appuyé vivement par M. Langlais. Lorsque le 20 janvier 1866, les créanciers de la maison Jecker lui adressèrent une pétition pour le règlement de la créance, heureux d'éviter une signature qui eût semblé trop contraire à celle qu'il avait apposée sur l'arrangement du 23 août, il se borna à écrire au crayon bleu, en marge de la pétition : « *Il n'y a pas lieu, les ressources du Trésor* « *ne le permettent pas.* »

Maximilien comprenait la faute commise par son ministre des Finances, il hésita pourtant à le révoquer. M. Langlais, indigné de la conduite de M. César, insista pour qu'il fût puni ou tout au moins renvoyé. L'Empereur tergiversa, atermoya, et ce ne fut que le 3 mars, quinze jours environ après la mort de M. Langlais, qu'il se décida à prendre cette mesure nécessaire, mais trop bénigne encore.

Le gouvernement français partagea l'indignation de son envoyé extraordinaire : il s'était heureusement désintéressé de la créance Jecker, dont il avait eu le grand tort de s'occuper au début. Lorsqu'il apprit le paiement des 12,660,000 francs par la commission mexicaine, il chargea M. Fould d'adresser un blâme officiel au gouvernement impérial.

Le contre-coup de cette affaire, grâce à de calomnieuses insinuations, alla atteindre le commandant en chef. Celui-ci avait trop d'ennemis en France et au Mexique pour qu'on ne saisit pas cette occasion de le mêler à une aventure scandaleuse. Le plus sûr moyen de perdre un homme était encore en ce temps-là de l'accuser de concussion ou de corruption. On n'y manqua pas, et la preuve se trouve dans la lettre confidentielle que M. Fould lui écrivit alors :

... A propos du premier paiement de la créance Jecker pour lequel on a disposé de 12 millions à prélever sur l'emprunt, paiement qui a été trouvé *très prématuré*, des rapports assurent que c'est sur vos instances que cette liquidation aurait eu lieu. Je cherche vainement à propos de quoi vous seriez intervenu dans cette affaire, et je vous prie de me renseigner à cet égard.

Avec une franchise toute militaire, le ministre de la Guerre, qui n'entendait point qu'un Maréchal de France fût soupçonné de tripotages financiers, mit nettement son collègue au courant de l'accusation portée contre lui, et lui demanda la vérité sur ce point, par une lettre confidentielle, à laquelle, le 26 septembre 1866, le commandant en chef répondit en ces termes :

Votre Excellence, par une lettre particulière, m'a fait connaître confidentiellement les rumeurs qui auraient été répandues à Paris, sur l'influence qu'aurait exercée le quartier général de l'armée française, dans le règlement de l'affaire des bons Jecker.

Je remercie Votre Excellence de cette communication et je ne lui sais pas moins gré du sentiment qui l'a en-

gagée à repousser ces rapports comme non fondés et calomnieux.

Cette tactique qui consiste à chercher à déconsidérer la politique de la France dans la personne du commandant en chef de l'armée n'est pas neuve; elle a été souvent essayée, mais j'aime à croire qu'elle n'a jamais eu crédit auprès de notre gouvernement.

Mais elle m'a fait rechercher les différentes phases qu'a subies l'affaire Jecker, et elle m'a amené à constater que cette négociation, *à laquelle je suis resté complètement étranger*, a été conduite par la mission financière, d'accord avec la Légation de France, et traitée, en dernière analyse, par le cabinet (direction civile) de S. M. l'Empereur Maximilien.

Les deux conventions du 10 avril 1865 (à laquelle la légation et la mission financière ont pris part) et celle du 23 août suivant (conçue et élaborée dans le cabinet de l'Empereur Maximilien) réservent à chacun la part qui lui incombe.

L'examen des pièces très complètes et très authentiques que j'ai l'honneur d'adresser sous ce pli à Votre Excellence vous convaincra de la réalité de ce que j'avance.

Votre Excellence y verra figurer des noms et des engagements qui témoignent de l'intérêt que certains personnages ont apporté au règlement de l'affaire Jecker.

Sans vouloir entrer dans la voie suivie par la calomnie, je crois pouvoir assurer à Votre Excellence que le paiement du premier terme de la convention intervenue avec M. Jecker a été l'objet de pots-de-vin et de tripotages d'argent dont la maison de l'Empereur Maximilien et le ministre de *Hacienda*, M. César, ont largement pris leur part. Le chiffre total des obligations de cette nature imposées à la maison Jecker ne s'élève pas à moins de 800,000

piastres. M. César en aurait pour son compte reçu 300,000 avec lesquelles il serait parti pour l'Europe après avoir mené grand train à Jalapa.

Il n'est pas inutile de faire savoir à Votre Excellence que M. César, très petit employé dans l'administration des rentes à Jalapa, n'a été appelé à Mexico pour prendre les fonctions de ministre de *Hacienda,* que pour précipiter le paiement du règlement de l'affaire Jecker. M. Campillo, sous-secrétaire d'État, signataire de la convention du 10 avril, ayant opposé une certaine résistance à l'action du cabinet et de l'Empereur dans le règlement de cette affaire, ainsi que cela résulte de la correspondance ci-jointe, et s'étant refusé obstinément à ordonnancer le paiement du premier terme.

Quant à moi, je n'ai connu l'affaire que par la réclamation qui m'a été adressée par la commission internationale au sujet de la caisse d'épargne dont les fonds étaient déposés chez M. Jecker et qui étaient compromis par la situation financière de la maison. J'ai eu l'honneur de transmettre cette pièce à Votre Excellence avec mon rapport du 28 janvier 1866, n° 106.

Je me suis encore occupé incidemment de cette affaire, lorsque j'appris qu'il était question de solder *le second terme de la Convention.* Je me rendis alors chez M. Langlais pour provoquer des explications, et pour le prier de s'opposer à cette mesure désastreuse pour le Trésor mexicain, et compromettante pour le Trésor français. Hors de là, je ne me suis jamais occupé de l'affaire des Bons de la maison Jecker et Cie.

Votre Excellence a cru devoir m'entretenir confidentiellement des calomnies répandues sur moi par la médisance; je lui réponds *officiellement,* en lui fournissant des pièces officielles. Je désire que l'Empereur Napoléon prenne connaissance du dossier que j'ai l'honneur de vous

adresser, car il est de mon droit de demander que le jour se fasse sur cette question.

Veuillez agréer, etc.

BAZAINE.

Le Maréchal joignait en effet à sa lettre les pièces nécessaires à sa justification. Le Maréchal Randon, qui n'avait pas douté de son collègue, mais qui était satisfait d'avoir ainsi une riposte à adresser aux accusateurs, fit suivre son accusé de réception de ces quelque lignes :

Sans attacher à ces documents plus d'importance que ne comportent les circonstances, je suis bien aise d'avoir sous la main des arguments qui me permettent de répondre catégoriquement aux personnes qui reviendraient sur cette question.

Ces détails n'étaient point superflus : ils viennent à l'appui de ce que nous avons affirmé au commencement de cette histoire, que l'affaire Jecker fut une spéculation accessoire qui se greffa sur l'intervention, mais qu'elle n'en fut point la cause. Il fallait prouver que, si, dans l'entourage de Napoléon III, il se trouva des gens qui y furent intéressés, le gouvernement lui-même, les ministres et nos généraux ne s'en occupèrent que pour la blâmer et la condamner. Que ne peut-on en dire autant de la Légation et de la Mission financière !

La mort de M. Langlais, survenue le 23 février, avait interrompu son œuvre à peine commencée. L'inspecteur général des Finances, M. de Maintenant, chercha à la reprendre et à la mener à bien, mais il se

heurta à d'insurmontables obstacles, comme on peut s'en convaincre par ce passage d'une lettre qu'il adressa à Maximilien :

... Je n'ai pu avoir la prétention, Sire, de soumettre à Votre Majesté un travail complet et dont toutes les propositions seraient accueillies sans réserves ni changements; *mais j'avais espéré que le rapport de M. Langlais, que je n'ai fait que terminer d'après ses idées, serait au moins discuté et soumis aux Ministres, qui n'en ont pas même eu connaissance...*

Que penser d'une telle incurie, alors que la situation se montrait déjà terrible et menaçante ? Et l'on ne peut pas dire que les intéressés l'ignoraient : voici le tableau qu'en traçait vers cette époque M. Lacunza, lequel venait d'être appelé à la direction des affaires financières : c'est au maréchal Bazaine qu'il s'adresse (28 avril 1866) :

... La situation militaire, sous le point de vue des finances, est bien connue de Votre Excellence. Dans le nord, la division Mejia vit péniblement en consommant les faibles ressources de la localité dans laquelle elle se trouve, en faisant des emprunts presque forcés et en tirant en outre sur Vera-Cruz des sommes importantes.

Dans ce même nord, les troupes que commande Quiroga n'ont matériellement pas d'aliments, et le chef se voit obligé de faire payer par avance les contributions de toute une année, d'exiger malgré cela des emprunts et de placer les citoyens qui résident là où il se trouve dans la nécessité d'émigrer pour ne pas être victimes de vexations.

Dans le sud, les troupes qui sont sous les ordres de Franco ne peuvent sortir de Oaxaca, pour se porter à l'en-

contre des ennemis qui les menacent, parce que la solde journalière du soldat n'est pas assurée et parce qu'il n'y a pas de fourrages pour les chevaux.

Dans le centre de l'Empire, c'est pour des raisons semblables que Florentino Lopez a perdu tant de jours avant de se mouvoir pour sortir de San Luis.

Les troupes autro-belges sont endettées de près d'un demi-million de piastres, et avant que Votre Excellence ne les ait fait payer par le Trésor français, elles auront dépensé leur dernier centime et consommé toutes les provisions de leurs places de guerre.

Il est inutile de pousser plus loin le triste tableau de la pénurie de nos ressources au point de vue militaire...

Cependant que se passe-t-il dans la caisse centrale de Mexico? Là on trouve des traites tirées sur elle, dont le montant s'élève à environ trois cent mille piastres (1,500,000 francs) qui n'ont pas été payées et pour les quelles il n'y a pas d'espérance de paiements; puis ce sont des exigences très urgentes auxquelles on ne saurait faire face; ce sont enfin les troupes de la garnison auxquelle son doit la solde de près de deux mois.

Votre Excellence a eu la bonté de me montrer les communications qu'elle a reçues de Paris, et par lesquelles on la prévient qu'elle ne doit plus faire d'avances au Trésor mexicain. Probablement on ne connaissait pas à Paris la situation dans laquelle nous nous trouvons. L'eût-on connue, il n'était pas possible de donner de telles instructions, qui se trouvent directement en contradiction avec des intentions amicales et la politique elle-même de l'Empereur Napoléon...

... Pour produire leur effet, les nouveaux plans, qui, j'en ai la confiance, ne tromperont pas nos espérances, ont inévitablement besoin d'une certaine période de transition, il faut compter sur quelque chose; ce ne peut en-

core être les ressources nouvelles, et il est nécessaire que ce soit la France qui nous le fournisse. Cette vérité aussi fut reconnue et mise en pratique par M. Langlais...

... Votre Excellence comprendra que le fait de ce qu'une grande partie des Mexicains ont accepté l'intervention française, de ce qu'ils ont également accepté l'Empire, et le soutiennent aujourd'hui, en dépit des principes républicains qui furent ceux de leur enfance, constitue un argument puissant. Car à l'idée d'intervention et d'Empire se rattache celle de bonne foi, d'ordre, de fidélité au Gouvernement et conséquemment celle de l'Indépendance de la race latine dans le nouveau monde. Telle a été du moins la manière dont a été comprise, ici, la grande conception de l'Empereur Napoléon.....

L'alternative pour Votre Excellence est donc celle-ci : ou bien imposer aujourd'hui au Trésor français une charge légère pour terminer une œuvre entreprise par l'Empereur Napoléon, laquelle est grande et utile en elle-même; ou bien vous abstenir de le faire et imposer en conséquence à ce même Trésor français des dépenses et des sacrifices beaucoup plus grands...

La vérité n'était point déguisée, et cette lamentable énumération des embarras du gouvernement impérial avait du moins ce mérite de poser clairement la question et d'éclairer la situation. Le trésor vide ne pouvait subvenir à aucun des services publics. Il importait d'aviser au plus vite. Maximilien sortit un instant de son apathie, et provoqua une conférence, dans le palais de Mexico.

Elle eut lieu, le 1er mai, sous sa présidence, ainsi que le constate le procès-verbal qui en fut dressé :

En la cité de Mexico, le premier de mai mil huit cent

soixante-six, étant réunis dans la salle du conseil, S. M. l'Empereur Maximiilien, et sur son invitation S. E. le ministre de France, S. E. M. le maréchal Bazaine, M. de Maintenant, M. Lacunza, directeur des affaires de Finances, M. Castillo, ministre des Affaires étrangères, et le général Garcia, ministre de la Guerre, S. M. l'Empereur manifesta qu'en dépit des travaux entrepris pour l'organisation des finances, on n'était pas encore arrivé à une situation définitivement régulière, et qu'on se trouvait précisément dans la période de transition de la méthode et du système anciens à la méthode et au systéme nouveaux.

Mais que pendant cette période de transition, la situation du trésor mexicain était tellement précaire et son insuffisance tellement complète, qu'il y avait nécessité d'être secouru par le Trésor français, et que dans le cas où il n'en serait pas ainsi, on se verrait obligé de licencier presque toute la partie de l'armée mexicaine aujourd'hui sous les armes. On demandait en conséquence à M. le Maréchal, ainsi qu'au représentant de la France et à M. de Maintenant, que le trésor français payât l'armée mexicaine.

M. le Maréchal donna lecture de la communication dernièrement reçue de France, par laquelle on n'approuvait pas qu'on eût découvert le Trésor français de certaines sommes, et l'on manifestait que ce fait n'eût plus à se reproduire.

S. M. l'Empereur Maximilien, ainsi que M. le Directeur des affaires de Finances, exprimèrent d'une manière détaillée que la nécessité d'être secouru par la France était absolue et indéclinable, de telle manière que l'œuvre même de l'intervention, le développement de l'Empire et par suite l'entreprise de la France elle-même, serait compromise si le secours demandé n'était pas accordé :

que plusieurs villes et même des départements qui avaient été acquis au prix de grandes dépenses et de bon nombre d'existences, seraient perdus, et que, plus tard, il faudrait pour les recouvrer une plus grande quantité des unes et des autres.

M. de Maintenant interpella le directeur des finances pour qu'il fixât le chiffre du secours demandé et le temps qu'on devrait le fournir. M. Lacunza répondit qu'il croyait nécessaire de huit cent mille piastres à un million par mois et que ce secours devrait continuer jusqu'à la fin de la présente année.

M. Dano et le maréchal Bazaine exprimèrent le défaut d'autorisation pour une telle affaire, et S. M. l'Empereur, reprenant la discussion, dit qu'en faisant abstraction de tous les détails, la question pouvait se résumer en peu de paroles : « *la banqueroute du Trésor ou l'espoir de le sauver,* » que si les personnages qui représentaient la France dans cette réunion ne voulaient pas prendre la responsabilité d'avoir dépensé quelques millions, ils devraient prendre celle d'avoir laissé venir la banqueroute, chose que, très certainement, on pouvait assurer n'être pas dans les désirs de l'Empereur Napoléon, qui s'était toujours montré et continuellement encore tellement ami de l'Empire.

Après une discussion ultérieure, et la déclaration formelle du directeur des Finances que la solution favorable de la question financière était impossible sans ce secours, chose qui fut confirmée par S. M. l'Empereur, M. le Maréchal convint des points suivants :

1° Le Trésor français prêtera au Trésor mexicain une somme de cinq cent mille piastres par mois jusqu'à ce qu'on ait reçu une réponse du gouvernement français auquel on rendra compte de cette affaire.

2° Ce secours sera donné en qualité de prêt, rembour-

sable soit sur les produits des Douanes maritimes, soit sur ce qui existe des anciens emprunts (s'il en reste quelque chose) ou de quelque manière que ce soit, d'après les arrangements faits à Paris entre le Ministre mexicain et le gouvernement français.

3° Le Trésor français commencera à payer immédiament, jusqu'à concurrence de cinq cent mille piastres par mois, la quotité relative au présent mois de mai pouvant être requise dès demain.

Ce procès-verbal mentionne la discussion et l'arrangement convenu : ce qu'il ne pouvait révéler, ce sont les sentiments par lesquels passa le Maréchal pendant cette discussion. La lettre du 30 janvier 1866 lui donnait des pouvoirs dont l'étendue était illimitée et qui mettaient entre ses mains, à l'insu de tous, la destinée de Maximilien et de son empire.

Il pouvait opposer aux demandes de Maximilien un refus pur et simple : il était couvert par les ordres du Ministre français interdisant toute nouvelle avance.

La conséquence de ce refus était la chute de l'Empereur ; mais là encore il se trouvait couvert par la lettre de Napoléon III qui laissait à sa volonté le soin de consolider l'Empire de Maximilien ou de le renverser. S'il avait eu contre le souverain mexicain cette hostilité qu'on lui a si souvent attribuée, s'il avait nourri ces pensées d'ambition personnelle, dont tant de gens l'ont accusé et l'accusent encore, que ne cédait-il à cette double impulsion ? Il le pouvait en toute sécurité ; il n'eût fait, ce faisant, qu'exécuter à la lettre les instructions de son empereur et les ordres de son ministre.

Il ne le fit point. Ému de la situation qu'on lui exposait avec une entière franchise, espérant encore peut-être dans quelque hasard heureux ou dans quelque revirement de la fortune, reculant devant l'odieux de renverser de ses propres mains cette œuvre à laquelle la France avait déjà consacré tant d'argent, et sacrifié le sang de tant de soldats, il céda, et, comme on l'a vu, il accorda à Maximilien le secours sollicité.

A peine sorti de la conférence, où ces graves intérêts avaient été agités, il télégraphia au ministre de la Guerre pour lui annoncer la résolution prise :

Mexico, 1er mai.

Dans un conseil présidé par l'Empereur Maximilien (procès-verbal sera envoyé par prochain courrier) auquel j'assistais, ainsi que le ministre de France, et M. de Maintenant, inspecteur des Finances, et sur l'exposé de la pénurie absolue du Trésor mexicain, nous avons reconnu l'urgence de lui venir en aide par une avance de 2 millions 500,000 francs pour chacun des mois de mai et juin, époque à laquelle nous espérons avoir la réponse du gouvernement français.

CHAPITRE III

Services rendus par le corps du génie français. — Désastre à Parras. — Défaites de Regules. — Faits de guerre. — Situation précaire du général Mejia à Matamoros. — Projets de Santa-Anna. — Lettre du maréchal Randon au maréchal Bazaine (14 mars 1866). — Quatrième projet d'organisation de l'armée mexicaine. — Retour du commandant Loysel. — Lettre de Maximilien au commandant en chef (17 mai 1866). — Essai de recrutement de l'armée par voie de tirage au sort. — La marine française dans le Pacifique et dans l'Atlantique. — Contrebande de guerre. — La défense de Vera-Cruz. — Le commandant Cloué. — Sa lettre énergique au général Weitzell.

Au milieu de ces difficultés de la politique, l'armée française continuait à donner des preuves éclatantes aussi bien de sa valeur que de son intelligente activité. Tandis qu'une partie guerroyait contre les dissidents, besogne glorieuse mais stérile, d'autres travaillaient à rendre au Mexique des services plus durables, en fortifiant les villes, en élevant des digues, en construisant des chemins de fer, en accomplissant ces travaux de la paix qui, eux du moins, offrent ce double avantage de procurer du travail aux ouvriers et d'assurer la sécurité aux habitants.

Mexico, naturellement, profita plus que toute autre

ville de ces bienfaits. Le corps du génie français transforma la ville pour ainsi dire. Il éleva des ouvrages de fortification, il cura et approfondit les fossés, il travailla enfin à une série de travaux destinés à protéger la place contre les crues périodiques du lac de Texcoco. Ces diverses améliorations coûtèrent une somme de 3,500,000 francs, dont Mexico et le Trésor ne fournirent qu'une partie : ce fut encore le Trésor français qui versa 1,255,000 francs pour compléter le paiement de la dépense. Cela n'empêcha point les Juaristes de déclarer que la France avait pillé les finances mexicaines !

On agit de la même façon pour la réfection du môle de Vera-Cruz, pour la construction de routes, pour la continuation du chemin de fer de Vera-Cruz à Mexico. Il serait injuste de ne pas nommer ici, parmi ceux qui prirent la part la plus active à ces travaux, le colonel Doutrelaine, le colonel Bressonnet et le capitaine Cord.

Les faits de guerre coûtaient autant d'argent et du sang en plus. L'inconvénient de cette guerre de partisans était d'obliger nos troupes à se disséminer et à opérer par petits paquets. Il arrivait parfois que le chef d'un de ces corps, doué de plus d'audace, ou poussé par le désir d'attirer l'attention par un coup d'éclat, ne conservait pas la prudence nécessaire, et hasardait sa vie, celle de ses hommes, avec une folle témérité. Le commandant de Brian avait été un de ces téméraires : dans les premiers jours de mars, il s'était jeté, avec trois compagnies françaises et un cent de cavaliers mexicains, sur les forces beaucoup supérieures d'Escobedo, et lui-même ainsi que toute sa

·oupe avaient été massacrés; à peine quelques cava-
ers avaient-ils pu échapper et porter la nouvelle de
ɜ désastre.

Ces échecs causaient toujours et avec raison une
rande tristesse à l'Empereur, et le maréchal Bazaine
n souffrait vivement, lui qui, mieux que personne,
ıvait l'inutilité de pareils sacrifices. D'autres enga-
ements victorieux faisaient heureusement compen-
ıtion; notamment vers cette même époque, Regules
ıt battu en plusieurs rencontres. Mais le malheur
e la situation amenait toujours ce triste résultat que
os troupes voyaient diminuer leur effectif par leurs
ictoires aussi bien que par leurs défaites, tandis que
ɜs généraux dissidents vaincus retrouvaient comme
ar enchantement de nouveaux soldats, avec lesquels
s recommençaient la lutte.

Le point noir était toujours la situation de plus en
lus mauvaise et périlleuse du général Mejia à Mata-
ıoros. Les événements de Bagdad avaient amené un
ıstant de répit, mais Brownsville, d'après les nou-
elles qu'il envoyait, restait un foyer d'agitation, « où
ɜs dissidents trouvaient l'abri et les ressources dont
s avaient besoin. »

Cette attitude était de nature à encourager l'ambi-
on de Santa-Anna et à favoriser ses projets. Si l'on
n avait pu douter, une lettre de lui saisie par hasard
issipait toutes les incertitudes. L'ancien président
ɜ préparait à l'action :

...Les moments sont solennels et tous ceux qui peuvent
rendre un fusil ou une épée ne doivent pas refuser d'en-
·er en campagne; il ne s'agit rien moins que de l'indé-
endance qui a coûté si cher aux Mexicains. Mes lettres

que Maximilien et ses satellites ont publiées sont considérablement dénaturées. Ces gens-là sont infâmes...

Continue à travailler de toutes tes forces pour soulever les patriotes et qu'ils redoublent leurs efforts pour chasser ces bourreaux qui se vautrent dans le sang de nos pères...

Je n'ai pas reçu la lettre de mon ami le général Cires: dis-lui de ma part qu'il ne manque pas l'occasion de se rendre célèbre; cette occasion tient à un cheveu et elle ne se présente jamais deux fois; qu'il aille prendre position sur un point de la côte d'où il pourra venir se joindre à moi avec quelques forces quand le moment sera venu. Il approche rapidement et il n'y a pas de temps à perdre.

Par bonheur pour l'Empire, ces menées déplaisaient fort aux Juaristes. Pour combattre ce concurrent, Juarez publia une protestation contre les agissements de Santa-Anna; on allait jusqu'à l'accuser de haute trahison et jusqu'à le menacer d'un châtiment exemplaire, s'il débarquait au Mexique. Fallait-il que la cause de l'Empire fût compromise pour qu'en présence de telles divisions elle ne pût se relever?

Le gouvernement impérial procédait toujours avec la même lenteur, et ne sortait pas de la période dite d'organisation. On venait de mettre au jour un nouveau projet pour la création d'une armée nationale! Et ce qu'il y a de plus étonnant c'est que l'incohérence qui régnait en souveraine à Mexico gagnait parfois jusqu'à Paris. La correspondance officielle le témoigne assez.

Le 14 mars 1866, le ministre de la Guerre écrivait au commandant en chef:

Mon cher Maréchal,

L'Empereur se préoccupe sérieusement de ce qui adviendra au Mexique lorsque le moment sera arrivé de rappeler nos troupes. Déjà, d'après ses ordres, je vous ai recommandé de prendre les dispositions nécessaires pour obtenir de l'Empereur Maximilien que les légions française, autrichienne et belge fussent réunies en un seul corps, sous le commandement d'un officier général français, lequel corps formerait, pour l'armée mexicaine, une puissante réserve; mais cette organisation ne paraît pas devoir parer à toutes les éventualités qui pourront surgir après le départ de notre drapeau...

Sa Majesté pense qu'il serait possible de former une nouvelle légion dont les cadres seraient français, sans exclusion toutefois des Mexicains; les soldats seraient pris parmi les indigènes, dont les rangs seraient grossis par des hommes de bonne volonté que fournirait notre armée...

Six semaines plus tard, le maréchal Randon écrivait :

Je vous ai précédemment accusé réception de votre projet de constitution de la légion étrangère que nous devons laisser au Mexique. *Le moment ne me paraît pas encore venu de régler les détails de cette organisation*, et je crois qu'il convient de s'en tenir, pour le moment, à en arrêter les bases principales, dont j'ai déjà entretenu Votre Excellence dans plusieurs de mes dépêches, notamment dans celle du 1er avril dernier...

Que pouvait le maréchal Bazaine au milieu de cette confusion de projets, au milieu de ces instructions contradictoires? Il cherchait à obéir de son mieux si-

non aux ordres, du moins aux intentions qu'on lui manifestait, et, lui aussi, préparait des plans d'organisation destinés à disparaître promptement dans les cartons de l'administration.

Cependant Maximilien avait compris l'intérêt qu'il y avait pour lui à se rapprocher du commandant en chef et à ramener, entre leurs relations, cette cordialité qui les avait rendues faciles et utiles autrefois. C'est moins à un mouvement personnel qu'aux conseils du commandant Loysel, récemment rentré à Mexico, qu'il faut attribuer cet heureux changement. Loyal et dévoué aussi bien au souverain qu'il était autorisé à servir qu'à son pays même, le commandant rapportait à Maximilien les conseils les plus sages, reflet de ses entretiens avec Napoléon III. Il s'entremit avec courage; il ne négligea aucun effort pour, dans la sphère de son action, pallier les fautes et empêcher les divisions. S'il n'a pas réussi, c'est que la situation était plus forte que sa volonté, et que les événements étaient lancés avec une telle puissance qu'il n'était plus au pouvoir de personne de les détourner ni de les arrêter.

L'influence de ces bons conseils amena la lettre du 17 mai 1866 adressée par Maximilien au commandant en chef, sur la formation de l'armée :

... Afin d'atteindre sûrement ce but, je considère comme une obligation et même comme un devoir de conscience de me mettre avec vous, mon cher Maréchal, qui êtes le chef des deux armées, en relations complètes et suivies pour fixer d'une manière complète et définitive les plans d'organisation, assurer leur exécution, arrêter les dépenses à faire et déterminer les hommes à choisir.

En ce moment la question militaire me paraît devoir être envisagée sous trois points de vue essentiels: l'organisation urgente de 20,000 hommes de troupes nationales, la formation solide des corps mixtes que vous avez désignés sous le nom de *cazadores de Mexico*, et qui sont pour moi la base principale de l'armée future et de la pacification du pays...

Si nous nous mettons courageusement à l'œuvre, je crois que nous devons compter dans peu de mois sur un résultat brillant qui couronnera les efforts de valeur et de sagesse que vous avez déployés pour les intérêts de ce pays...

Maximilien se décida alors à tenter une première application du décret du 1er novembre 1865, instituant le tirage au sort pour le recrutement de l'armée. L'essai fut restreint à trois départements : Puebla, Queretaro et la vallée de Mexico. Comme toutes les innovations, celle-ci produisit une vive impression ; les mœurs n'étaient pas faites, non plus que les idées, à cette égalité des charges militaires, et les classes élevées de la société y opposèrent une vive résistance. Seule, la classe populaire parut s'y résigner.

Les efforts, infructueux d'ailleurs, que tentait le gouvernement de Maximilien pour l'organisation de la défense nationale se bornaient à l'armée de terre ; le Mexique ne possédait aucune force navale. A la marine française seule incombait donc le soin de surveiller les côtes immenses du vaste empire.

Deux divisions navales, l'une, celle du Pacifique sous les ordres de l'amiral Mazères, l'autre, celle de l'Atlantique, sous le commandement de M. le capitaine de vaisseau Cloué, s'efforçaient, par des dé-

monstrations militaires, d'amener la reconnaissance de l'Empire chez les populations côtières, ou donnaient la chasse aux navires américains et autres chargés de contrebande de guerre.

Les services que nos marins rendirent ainsi, le courage, le dévouement, la résignation qu'ils montrèrent dans des postes périlleux à tant d'égards, sont d'autant plus dignes d'éloges, et méritent d'autant plus le souvenir, qu'en presque tous ces cas la gloire à recueillir n'était en rapport ni avec les dangers, ni avec les efforts. Un jour devant San-Blas, un autre jour devant Guaymas ou Mazatlan, nos navires sillonnaient la mer par tous les temps, et ne se rapprochaient des côtes que pour y risquer la mort sous les balles ennemies ou sous les effluves pernicieux d'un affreux climat. C'est le cas de s'écrier avec le Cid :

O combien d'actions, combien d'exploits célèbres
Sont demeurés sans gloire au milieu des ténèbres !..

Les périls étaient les mêmes du côté de l'Atlantique, mais le rôle de la marine était plus considérable, car la division navale avait à assurer le service des transports entre le Mexique et la France. Vera-Cruz était resté le port où tout ce mouvement se concentrait. Les difficultés n'étaient plus aussi terribles qu'aux premiers jours de l'occupation, alors que le vaillant commandant Rose gardait la ville avec une poignée d'hommes, et montrait ce que peut l'énergie morale au milieu des périls les plus grands, mais la situation restait assez mauvaise pour que ses successeurs eussent leur part de gloire. C'était à cette époque

au capitaine de frégate Peyron qu'incombait la responsabilité des multiples services de ce port d'attache, et le choix était heureux.

Quant au commandant Cloué, devenu depuis vice-amiral et ministre de la Marine, il donnait les preuves de l'activité la plus grande et de l'énergie la plus précieuse. Sûr de Vera-Cruz, grâce à la présence du commandant Peyron, il se transportait alternativement sur tous les points de la côte.

Au commencement du mois de mai, il était à Matamoros ; il y séjournait quelque temps, inspectait ses défenses, et adressait au Maréchal un long rapport l'informant de la triste situation de cette place. Puis, quelques jours plus tard, une révolte des Indiens dans le Yucatan le rappelait à toute vapeur devant Campèche et Mérida, à l'extrême sud.

Lors des craintes conçues, dans le courant de 1865, au sujet de l'attitude des États-Unis, le Maréchal lui demanda confidentiellement son opinion sur le degré de résistance que pouvait opposer Vera-Cruz à une attaque de la flotte américaine. Le commandant Cloué connaissait trop son métier pour se faire illusion sur les défenses de ce port, mais la constatation du péril n'alarmait en rien sa bravoure, et il ajoutait à sa réponse ces calmes et belles paroles, où il traçait en héros son devoir :

... Nous chercherons à le faire cependant si les circonstances veulent qu'on nous laisse dans une situation aussi compromise. Je ne connais aucune situation, quelque déplorable qu'elle soit, qui autorise à se rendre sans combat. Nous combattrons donc, mais nous succomberons ; ce résultat est certain.

Le commandant Cloué montrait en toute occasion une énergie vigoureuse. A la fin d'octobre 1865 il avait dû se porter de nouveau au secours de Mejia à Matamoros. Témoin de faits graves commis contre la neutralité par des soldats à la solde des États-Unis ou tout au moins protégés par eux, il adressa au général Weitzell, commandant les forces des États-Unis sur le Rio Grande une protestation à la fois correcte et ferme :

DIVISION NAVALE
DU
GOLFE DU MEXIQUE
—
N° 556

Devant le Rio Grande, 6 novembre 1865.

Monsieur le Général,

J'ai toujours été exactement renseigné sur tous les événements qui se passent aux environs de Matamoros, c'est vous dire que je connais parfaitement tous les secours que les soi-disant libéraux ont retirés et retirent encore du Texas, et en particulier de Brownsville.

Les hommes, les vivres, les munitions de guerre sont fournis à nos ennemis par des personnes qui relèvent de votre commandement ; les pièces d'Escobedo sont servies par des canonniers qui viennent de votre armée et ne sont même pas encore congédiés.

Les blessés sont reçus à l'hôpital de Brownsville ; les officiers d'Escobedo et de Cortina viennent journellement en armes dans cette ville prendre leurs repas, ou se reposer dans les intervalles de loisir que leur laisse l'attaque de Matamoros.

En un mot, Brownsville semble être le quartier-général des Juaristes, et personne ne doute que ni Escobedo, ni Cortina ne seraient en état d'entreprendre quoi que ce soit, s'ils n'avaient les ressources continuellement renouvelées du Texas pour les soutenir.

Je prendrai la liberté de vous rappeler, Monsieur le Général, combien a été différente de ce qui se passe ici la conduite de la France pendant la récente guerre qui vient de déchirer l'Union américaine.

La France est restée loyalement neutre : s'il en avait été autrement, si nous avions fait la centième partie de ce qui se fait à Brownsville ou sur les bords du Rio Grande, le peuple américain aurait protesté hautement, et il aurait eu raison.

Les lois internationales, adoptées par les nations civilisées, sont obligatoires *pour toutes*. De même que ces lois nous engagent d'honneur à rester neutres, *elles vous engagent* à votre tour; car vous ne pouvez pas prétendre à être affranchis des règles sur lesquelles vous vous êtes appuyés, sous le prétexte qu'elles ne vous sont plus bonnes à rien.

Après vous avoir présenté les observations qui précédent, Monsieur le Général, je termine ma lettre en protestant de la manière la plus formelle contre la violation flagrante de la neutralité sur cette frontière et particulièment à Brownsville.

Veuillez agréer, etc.

G. Cloue.

Le général Weitzell fut très embarrassé de cet exposé de griefs trop exacts ; c'est à peine s'il répondit par une lettre non signée. Le commandant Cloué fit justice de cette grossièreté en la lui renvoyant.

On voit par cet incideut qu'en parlant haut et ferme on ne risquait pas grand'chose : c'est une nouvelle confirmation de ce que nous avons dit au sujet de l'attitude des États-Unis : ils ne sont devenus agressifs qu'au fur et à mesure qu'ils savaient pouvoir l'être sans danger.

CHAPITRE IV

Embarras financiers croissants. — M. de Maintenant succède à M. Langlais. — Le Trésor français ne peut plus faire d'avances. — Le Maréchal prend en maintes circonstances sous sa responsabilité de donner des secours. — L'entourage de l'Empereur continue ses attaques contre le Maréchal. — Le Ministre de la Guerre en informe le commandant en chef (1er avril 1866). — Napoléon III autorise le maréchal Bazaine à rentrer en France. — Appréhensions du maréchal Randon (14 avril). — L'évacuation officiellement annoncée dans le *Moniteur universel* du 6 avril. — Effet produit par cette nouvelle à Mexico. — Maximilien espère que Napoléon III reviendra sur sa décision. — Inquiétudes des populations. — Nomination de M. Campbell comme ministre des États-Unis auprès de Juarez. — Santa-Anna se rend auprès de M. Seward. — Situation de plus en plus difficile du maréchal Bazaine. — Maximilien se rapproche du Maréchal. — Lettre du 28 mai. — Résistance du commandant en chef approuvée par Napoléon III et le maréchal Randon. — Les envois de volontaires autrichiens arrêtés par le cabinet de Washington. — Lettre de Napoléon III au Maréchal (15 mai). — Mort de M. Jesus Teran. — Inauguration du chemin de fer de Chalco. — Désastres de la division du Nord.— Reddition de Matamoros (22 juin). — Cas de désertion dans l'armée française. — Répression énergique. — Projet d'une expédition dans le Nord. — Le Maréchal demande une entrevue à l'Empereur. — Refus de l'Empereur.

L'histoire de cette période deviendrait bien monotone s'il fallait relater tous les petits incidents dont les causes sont déjà trop connues. La lutte entre

l'armée française et les bandes Juaristes se poursuit sur divers points; les États-Unis gardent la même attitude arrogante en paroles, soucieuse de la paix en réalité, et, cherchant à concilier leurs secrets désirs avec la prudence, continuent leurs secours détournés aux ennemis de l'Empire.

D'autre part le gouffre financier se creuse de plus en plus. M. Langlais a emporté dans la tombe les espérances de relèvement que ses capacités et ses travaux avaient fait concevoir. Maximilien, reconnaissant qu'il n'y a pas parmi les hommes d'État mexicains une personnalité capable de lui succéder, sollicite de Paris un nouvel envoyé. Ce poste difficile est offert à des conseillers d'État d'une haute valeur et d'un grand mérite, notamment à MM. Genteur et Chassaigne-Goyon, mais les événements pressent, et finalement c'est à M. de Maintenant, inspecteur des Finances, présent au Mexique, qu'est dévolue la succession de M. Langlais.

M. de Maintenant en cette qualité reçut les dernières dépêches adressées à son prédécesseur et il y trouva des instructions aussi formelles que les précédentes. Le ministre des Finances défendait rigoureusement toute nouvelle avance au Trésor mexicain; bien plus, la faculté laissée primitivement de payer certaines troupes mexicaines sur la caisse de l'armée était restreinte à la légion austro-belge et encore à la condition que cette troupe fût placée sous le commandement d'un officier français.

Il était facile aux ministres français d'édicter de tels ordres; il était impossible au commandant en chef, responsable de la sécurité de ses troupes, de les exécuter à la lettre. Pouvait-il laisser passer à l'ennemi

des corps entiers de soldats mexicains, et compromettre gravement ainsi nos bataillons isolés, disséminés sur cent points éloignés, faute de quelque argent nécessaire à la solde des troupes impériales? Évidemment non : c'eût été une économie dérisoire d'abord, et de plus, une mesure imprudente et criminelle. Les ministres ménageaient l'argent des contribuables, le Maréchal songeait à épargner le sang des soldats français. En plusieurs circonstances, il transgressa les ordres du ministre, vint en aide au Trésor mexicain, et il faut reconnaître qu'il fit bien.

Les ministres français qui se rendaient moins compte de la situation du Maréchal au Mexique, et qui s'effrayaient quelque peu de leur responsabilité devant les Chambres, témoignaient assez vivement de l'ennui que leur causaient ces avances au Trésor mexicain.

Le ministre des finances, mon collègue, écrivait le 1er avril le maréchal Randon, a été très ému en apprenant par le dernier courrier que vous aviez déjà usé du droit de réquisition qui vous a été donné pour faire sortir de la caisse du payeur de l'armée la somme de 14 millions pour les besoins du gouvernement mexicain. Le payeur ajoutait que vous aviez annoncé devoir continuer ces réquisitions pendant les mois suivants, ce qui mettait le Trésor français en déficit pour des sommes importantes et non prévues au budget.

On voit par là que le commandant en chef aurait eu les meilleures raisons du monde, s'il lui avait plu, d'aggraver les embarras du gouvernement de Maximilien en lui refusant tout subside. Mais cette attitude n'empêchait nullement les membres de ce gouverne-

ment de faire montre d'une hostilité chaque jour plus vive contre lui : il semblait qu'il fût responsable de tous les périls de la situation et qu'on ne lui dût aucune reconnaissance pour les secours et l'appui qu'il donnait de sa propre autorité, contre la volonté de son gouvernement, à ceux-là mêmes qui le critiquaient en mainte occasion.

Cette tendance si fâcheuse se traduisait ouvertement par des propos, dont les échos étaient transmis au loin par les correspondances. Dans ce moment même, M. Eloin, qui se trouvait à Paris, recevait du Mexique des lettres où la conduite du Maréchal était violemment incriminée, et, étant donnés les sentiments connus de M. Eloin, on juge si de pareils commérages étaient répétés.

Notre ministre de la guerre ne les ignorait point, et, avec sa franchise habituelle, il en avertissait le maréchal Bazaine, dans cette même lettre du 1er avril :

Certain personnage attaché à l'Empereur Maximilien et qui se trouve dans ce moment à Paris répand le bruit que vous êtes au plus mal avec l'Empereur, que vous ne vous présentez presque plus au palais, etc., etc. Je réponds que, s'il en était ainsi, vous m'en auriez probablement écrit quelques mots ; je dis que votre position était assurément très délicate, et que vous pouviez quelquefois être d'un avis différent de celui du souverain, mais c'est aussi que vous aviez de doubles devoirs à remplir. Qu'est-ce donc qu'il y a de vrai dans tout cela ?

Soit qu'il prêtât plus volontiers l'oreille aux bruits hostiles contre le Maréchal, soit que l'impatience le gagnât d'en finir plus vite avec l'aventure mexicaine,

Napoléon III, quelques jours après la lettre du ministre, mais avant qu'elle fût parvenue à destination, transmit au commandant en chef de nouvelles instructions :

Paris, le 12 avril 1866.

Mon cher Maréchal,

J'ai décidé d'après vos propres avis que la rentrée des troupes en France s'exécuterait de la manière suivante:

A la fin d'octobre 1866, environ. .	9,000	hommes
Au printemps de 1867	9,000	—
Et au mois d'octobre 1867.	11,300	—
Total de l'effectif au 1er mars 1866.	29,300	—

Dans cette prévision, je crois que votre présence au Mexique n'est plus indispensable, et j'ai dit au Ministre de la guerre de vous autoriser à rentrer en France, quand vous le jugerez convenable.

En partant vous remettrez le commandement au général Douay, en lui communiquant toutes les dernières instructions que je vous avais transmises. Vous lui direz d'employer les dix-huit mois qui nous restent encore, à organiser de la meilleure manière possible les contingents étrangers et l'armée mexicaine. Il faudrait, pour les contingents étrangers, les mettre, ainsi que notre Légion, sous un même commandement, et choisir un général que l'Empereur Maximilien agréerait, tel par exemple que Brincourt, qui pourrait être général de division au titre mexicain.

Je vous le répète avec instance: pour votre propre gloire, comme pour la mienne, il faut faire en sorte qu'après le départ de nos troupes, le Gouvernement de l'Empereur puisse se maintenir et vivre de ses propres forces.

Je n'ai pas besoin de vous dire combien je serai heu-

ux de vous revoir et de vous témoigner de vive voix ute ma reconnaissance pour votre conduite au Mexi- ıe.

Croyez, mon cher Maréchal, à ma sincère amitié.

NAPOLÉON.

P.-S. — Je vous reccommande de faire tous vos efforts ın d'attirer dans notre légion étrangère des soldats ançais, en leur offrant quelques avantages.

Et notre ministre de la Guerre, subissant l'influence ɜ son souverain,ou se laissant impressionner à son ıur par les récits dont il était assailli, revenait, deux urs après, sur les instructions données par Napo- on III et les confirmait dans une longue lettre. Un ıssage en est particulièrement significatif, c'est celui ı le ministre invite le Maréchal à user de moins de gueur envers Maximilien. On sent que, malgré lui, ministre a subi l'influence des propos contre les- ıels il a d'abord protesté :

... Ces considérations nous imposent le devoir de nous ontrer empressés à satisfaire, dans la limite du possi- e, aux demandes du Gouvernement mexicain et je ne .urais trop vous prier de donner votre concours à tou- s les mesures qui seraient de nature à favoriser l'ac- ımplissement des vues de l'Empereur.

L'embarquement de nos troupes commencera à la fin ı septembre ou dans les premiers jours d'octobre et de- a se continuer pendant les premiers mois de l'année 67 de façon à ce que les deux tiers environ de l'armée ıittent le Mexique d'octobre 1866 au mois d'avril 1867. Le commandement du corps expéditionnaire, après ces ductions, ne cessera pas assurément d'avoir une grande

importance ; néanmoins il faut reconnaître qu'il ne comportera pas la même autorité de grade qu'aujourd'hui. L'Empereur me donne l'ordre de vous faire savoir *qu'il vous autorise à rentrer en France avec la division qui doit commencer le mouvement.*

Vous pouvez même, si vous le croyez opportun et suivant les circonstances, hâter votre départ, et, afin de vous donner toute liberté d'action à cet égard, je vous envoie une lettre de service qui investit le général Douay, en raison de son ancienneté, du commandement des troupes. Cette lettre n'est pas datée, vous indiquerez vous-même la date quand vous vous déciderez à quitter le Mexique...

... Je n'ai pas besoin d'ajouter, mon cher Maréchal, que l'Empereur, toujours satisfait de vos services, vous réserve en France une position en rapport avec le rang que vous occupez dans l'armée et qui sera la digne récompense de ce que vous avez fait au Mexique.

Le retour du Maréchal en France eût eu, aux yeux du Cabinet français, ce précieux avantage d'être pour le pays le présage assuré de la rentrée des troupes, et conséquemment il eût mis fin aux oppositions de tous genres que rencontrait à cette occasion le gouvernement. C'est à une préoccupation de même nature qu'est due la note publiée quelques jours auparavant dans le *Moniteur universel*, alors journal officiel de l'Empire français, et qui portait à la connaissance du public les décisions prises par Napoléon III, à savoir le rappel du corps expéditionnaire dans les délais fixés au maréchal Bazaine.

Cette note évidemment n'avait d'autre but que de donner satisfaction à l'opinion publique en France, car, en dehors de ce très mince avantage, elle offrait

ɜ très graves inconvénients. Elle rassurait complète-
ıent Juarez et ses partisans sur l'avenir de la lutte
u'ils poursuivaient sans trêve ; elle décourageait
'aximilien, paralysait les efforts que pouvait encore
ıter le commandant en chef dans le sens d'une con-
ɔlidation du gouvernement mexicain, et jetait la ter-
ɜur dans l'âme de tous ceux, résidants ou indigènes,
ui avaient plus ou moins adhéré au régime impérial.

Si, en France, elle jeta l'alarme dans l'esprit des
ombreux porteurs de rente mexicaine, elle provoqua,
ı Mexique, une crise commerciale intense. Les trans-
ctions furent aussitôt arrêtées, chacun redoutant les
ıcertitudes du lendemain, En vain le Maréchal es-
ıya-t-il d'enrayer les effets de cette panique en rap-
elant que le départ de l'armée française ne laisserait
as l'empire sans défenseurs, puisque des troupes eu-
ɔpéennes, à commencer par la légion étrangère, res-
ɜraient pour soutenir les institutions impériales;
ue pourraient ces dix ou quinze mille hommes
'ançais, belges ou autrichiens? On prévoyait trop
u'ils seraient insuffisants pour une pareille besogne.

Maximilien, qui s'était remis de la première alarme,
; qui, confiant dans l'habileté de son nouvel ambas-
ıdeur à Paris, le général Almonte, comptait toujours
ır une prolongation de l'appui de la France, Maxi-
ıilien retrouva toutes ses craintes, et, naturellement,
ɜ rapprocha du commandant en chef.

Dès le lendemain de l'arrivée du courrier porteur
es mauvaises nouvelles, il eut une conversation avec
Maréchal, dans laquelle il lui répéta le propos qu'il
ıi avait déjà dit quelques mois auparavant, et par le-
uel il s'efforçait de lui persuader, comme de se persua-

der à lui-même, que ces décisions de Napoléon III, bien que réitérées, n'avaient cependant rien d'irrévocable.

— Votre Empereur, disait-il, en me tendant la main comme témoignage de sa parole, m'a promis de me soutenir pendant cinq ans. Je ne peux croire qu'il l'ait oublié. Les décisions qu'il prend et publie aujourd'hui ne sont qu'une satisfaction donnée aux États-Unis: *le temps les modifiera*. Napoléon III ne peut pas ne pas comprendre que la grandeur et la prospérité du Mexique, c'est la grandeur et la prospérité de la France.

Le Cabinet de Washington triomphait. En mars, M. Seward écrivait à M. Bigelow :

Vous informerez M. Drouyn de Lhuys en toute franchise que les sympathies du peuple américain se manifestent tous les jours avec plus d'ardeur en faveur de la République du Mexique, et qu'il est disposé à regarder avec impatience l'intervention prolongée de la France dans ce pays.

Et pour corroborer cette attitude, on annonçait officiellement la nomination définitive de M. Campbell comme ministre de l'Union près la République mexicaine. Les États-Unis n'avaient d'ailleurs que l'embarras du choix parmi les alliés qui s'offraient à eux pour renverser le trône de Maximilien : à cette époque, Santa-Anna jugeait le moment plus propice que jamais pour tenter la réalisation de ses espérances, et se rendait près de M. Seward pour s'entendre avec lui sur l'opportunité du soulèvement de ses partisans.

Pendant ce temps, le général Ortega, l'ancien défenseur de Puebla, qui considérait la mission de Juarez

comme venue à son terme, réunissait 10,000 flibustiers, 40 pièces de canon, et se préparait à rentrer au Mexique par Piedras Negras, comptant de là se diriger sur Zacatecas.

Avec Cortina et Barrios du côté de Monterey, Negrete dans le Tamaulipas, le cercle se resserrait autour des impériaux, et de jour en jour la situation devenait plus critique.

Contre tant d'ennemis, il eût été à souhaiter que l'union la plus complète existât entre l'Empereur et ses soutiens naturels. Maximilien, poussé par la nécessité, fit de nouveau des avances au Maréchal, et dans le même moment où il sollicitait son rappel à Paris, il lui écrivait des lettres dans lesquelles il l'assurait chaque fois de « sa sincère amitié ». De plus, informé que la maréchale était sur le point d'accoucher, il déclarait vouloir être le parrain de l'enfant, et l'Impératrice la marraine,

Il avait momentanément secoué son apathique insouciance. Malgré les résolutions connues relatives à l'évacuation, il se flattait encore d'obtenir un retour offensif des troupes françaises vers le nord. Il le demandait nettement, en tout cas.

Chapultepec, le 28 mai 1866.

Mon cher Maréchal,

Les nouvelles que je reçois de l'extérieur et de l'intérieur me démontrent l'impérieuse nécessité de renvoyer Juarez de Chihuahua et d'occuper cette ville définitivement pour ôter aux États-Unis le seul prétexte plausible d'accréditer près de lui un ambassadeur, et l'occasion de présenter chaque jour de nouvelles exigences.

Il est évident qu'il entre autant dans les intérêts de votre glorieux souverain et de mon auguste allié l'Empereur Napoléon que dans les miens de mettre un terme aux prétentions du Cabinet de Washington en renvoyant Juarez de sa dernière capitale : il y va même de notre honneur.

Je le répète, les nouvelles extérieures que je viens de recevoir font ressortir l'urgence de cette mesure, et, *comme chef de mon armée, vous aurez la bonté d'aviser immédiatement à son exécution.*

J'insiste de nouveau sur la prompte formation des bataillons mexicains et la nécessité de constituer sur-le-champ leurs cadres français, car le temps presse. J'écris sur tous ces points à l'Empereur Napoléon, auquel je fais part de mes résolutions.

Recevez, mon cher Maréchal, l'assurance des sentiments de sincère amitié avec lesquels je suis,

Votre très affectionné,

MAXIMILIEN.

La forme aussi bien que le ton de cette lettre étaient de nature à causer au Maréchal une surprise profonde. Comment Maximilien l'appelait-il « chef de son armée » ? Comment osait-il donner des ordres aussi nets, aussi formels à un maréchal de France ? Comment enfin s'imaginait-il qu'il était possible à l'armée française de retourner tenter une expédition dans l'extrême-nord, alors qu'elle était sur le point de se replier vers le sud, pour se rembarquer ?

Une semblable tentative avait-elle chance de réussir quand, en 1864, la marche foudroyante du général Bazaine n'avait pas abouti, et quand enfin l'occupation de Chihuahua par le général Brincourt en 1865 n'avait pu durer ?

Ému de cette lettre, le commandant en chef profita des quelques heures qui lui restaient avant le départ du courrier d'Europe pour la copier et la transmettre à son ministre. Puis il s'efforça de convaincre Maximilien de l'impossibilité où il se trouvait de recommencer une pareille expédition; l'essayât-on, quel résultat pouvait-on s'en promettre? En admettant que la colonne, munie d'un matériel suffisant, franchît heureusement les énormes distances qui séparaient Chihuahua des points extrêmes occupés par nos troupes, soit Durango et Saltillo, avait-on l'espoir de capturer Juarez? Évidemment non; le Président ferait ce qu'il avait déjà fait, il s'enfoncerait dans les solitudes du nord, et en serait quitte pour un nouveau séjour à Paso-del-Norte. Était-il bien utile de risquer la vie de tant d'hommes et de se livrer à de fortes dépenses pour aboutir à un si mince résultat?

Disons tout de suite que l'approbation de Napoléon III et du ministre de la Guerre ne se fit point attendre, et par le retour du courrier le commandant en chef en recevait l'assurance du maréchal Randon :

... L'empereur, auquel j'ai donné connaissance de votre lettre du 28 mai, vous approuve de ne pas songer à occuper avec vos troupes la ville de Chihuahua. Les raisons que vous mettez en avant, en opposition aux considérations développées par l'Empereur Maximilien, lui ont paru parfaitement logiques. Ce n'est pas la personne de Juarez qui peut servir de prétexte aux aspirations des États-Unis, mais bien la constitution même de l'Empire qui a été intronisée au Mexique.

Maximilien, de son côté, parut se rendre aux rai-

sons invoquées par le maréchal Bazaine ; mais, comme s'il eût voulu donner une leçon à l'armée française, il annonça le projet de tenter lui-même l'aventure avec des troupes indigènes. Ceci le ramena vers les projets d'organisation de son armée, et il écrivit au Maréchal une lettre dans laquelle, pour la première fois, il exprimait son désir de donner à des officiers français une action prépondérante.

Quelle était la pensée de l'Empereur en manifestant ces résolutions contraires à ses intentions précédentes ? Pour arriver à la saisir, il est bon de connaître une lettre intime adressée par lui à un Européen venu pour prendre du service au Mexique. Elle est datée du 23 juillet 1865 :

... Les hauts fonctionnaires sont paresseux, je dirai plus, incapables. Ces braves gens n'ont rien appris, n'ont rien vu et veulent tout savoir mieux que nous autres qui avons vu et parcouru une bonne partie de notre globe; et cependant que faire? Voilà la grosse question. Il n'y a que deux chemins à suivre et je me trouve dans la position gênante d'Hercule : ou il faut gouverner le Mexique avec des Mexicains à la hauteur de leurs compatriotes, en s'exerçant à la patience et au calme imperturbable, en choisissant toujours le mieux qu'on puisse trouver; ou il faut gouverner ce pays avec des instruments étrangers.

Mais ce dernier cas nous met dans un grand danger. La susceptibilité nationale ne se plie que devant de grandes supériorités qui opèrent avec tact et persuasion : les supériorités passent rarement l'Océan; je n'en ai vu en quatorze mois qu'une seule : c'était M. Corta [1]. C'est

1. Rappelons que la lettre est antérieure à l'arrivée de M. Langlais, lequel nous paraîtrait mériter beaucoup plus que M. Corta l'appréciation élogieuse de Maximilien.

l'homme qui avait compris la situation de ce pauvre pays. Dans l'armée, il y en a plusieurs, mais leur position militaire ne leur donne pas la possibilité d'agir. D'autre part, je vois pulluler au Mexique une effrayante quantité de médiocrités étrangères qui ne connaissent et ne proposent qu'un seul principe gouvernemtal, celui de copier religieusement les règlements imprimés qu'ils apportent de leur pays natal. Or, comment peut-on gouverner le Mexique avec des règlements et des lois qui sont le fruit d'une civilisation de plusieurs siècles? *Les preuves de ce que je dis, nous les voyons tous les jours chez les Eloin, les Scherzenlechner, etc.* Tout ce monde me fait, avec la meilleure volonté, un tas de propositions et de projets que les pauvres Mexicains ne peuvent digérer et qui les tueraient à force de matières succulentes et fines.

Il faut donc malheureusement revenir au premier chemin; il ne sera pas prompt et glorieux, mais durable. Si on suit le premier chemin, quelles sont les nécessités? C'est de chercher et de trouver le mieux qu'offre ma nouvelle patrie. Il s'agirait donc de trouver des hommes actifs et de bonne volonté qui aident les efforts de leur souverain et qui, en gouvernant, n'oublient pas d'apprendre. Il faut des jeunes gens qui aient le feu sacré de leur devoir et le véritable amour de la Patrie. Voilà ce qui me paraît le secret de la situation; ne perdons pas courage; cherchons les hommes, comme Diogène, avec la lanterne, et formons une liste de jeunes gens, toujours prêts à servir leur souverain dans la lutte épineuse qu'il a entreprise... En formant la liste des hommes capables, nous ne nous laisserons guider que par le résultat qu'il faut atteindre; c'est la capacité, le zèle et l'intégrité que nous cherchons; ni les castes, ni les couleurs, ni les opinions politiques, ni l'âge ne doivent influencer sur notre choix...

La première réflexion que suggère cette lettre est celle-ci : combien Maximilien jugeait mieux les autres qu'il ne se jugeait lui-même! Ce qu'il reprochait avec justice aux Eloin, aux Scherzenlechner, ne le faisait-il pas ? Et lui qui avait publié en un an de règne une interminable série de décrets, comment ne s'apercevait-il pas qu'en raillant le « tas de propositions et de projets » qu'on lui soumettait, il se raillait quelque peu lui-même ?

En second lieu, cette lettre nous donne une des raisons qui l'avait poussé à éloigner l'élément français au début. S'il y revenait maintenant c'est donc qu'il commençait à comprendre combien il était difficile de confier un pouvoir quelconque à des incapables, eussent-ils le mérite d'être Mexicains, et il cherchait de bonne foi des gens à la hauteur des situations où il se proposait de les placer. Mais cette raison n'était peut-être pas la seule, et la suite nous en apportera la preuve : Maximilien isolé, sur le point d'être abandonné par la France, n'était pas fâché de compromettre un peu les Français, et, en leur donnant une part du pouvoir, de leur faire endosser aussi une part de responsabilité.

La nécessité de recourir toujours à la France s'imposait d'autant plus qu'un incident assez extraordinaire montrait à quel point était montée l'arrogance des États-Unis. La légion autrichienne attendait d'Europe de nouveaux volontaires. Les enrôlements se faisaient à Trieste, et 2,200 hommes s'y trouvaient réunis, prêts à s'embarquer. Dès qu'il eut connaissance de la chose, le cabinet de Washington poussa la hardiesse jusqu'à déclarer qu'il n'admettait point

l'intervention des puissances européennes dans les affaires du Mexique, et il annonça son intention de retirer son représentant à Vienne si un seul navire porteur de troupes à destination du Mexique prenait la mer. Le gouvernement de François-Joseph n'osa pas résister à cette sommation, et, s'inclinant devant cette volonté d'outre-mer, ordonna le licenciement des volontaires.

Parvenue à Mexico au commencement de juin, cette nouvelle y produisit un effet déplorable. En vain crut-on en atténuer le mauvais effet par l'annonce de la création de bataillons d'élite qui devaient porter le nom de *Cazadores de Mexico*, l'opinion ne se laissait plus prendre à ces projets toujours pompeusement annoncés et si rarement mis à exécution. Aussi le Maréchal s'efforça-t-il de combiner quelques mouvements stratégiques qui pussent inspirer aux dissidents un retour de terreur, sans pour cela contrarier le mouvement de concentration de nos troupes en vue de leur prochain départ.

Vers ce temps, le commandant en chef reçut de Napoléon III une lettre qui montre une fois de plus à quelles difficultés était soumise son action au Mexique, quand, d'un côté, il devait lui imprimer une direction conforme aux nécessités de la situation et que, d'autre part, il recevait des instructions contraires émanées de la plus haute autorité.

Palais des Tuileries, le 15 mai 1866.

Mon cher Maréchal.

J'ai reçu votre lettre du 9 avril, qui me donne bien peu de renseignements sur l'état actuel du Mexique et sur les

mesures à prendre pour rendre l'évacuation de nos troupes moins préjudiciable à la consolidation de l'Empire.

J'ignore l'époque à laquelle vous jugerez convenable de quitter le Mexique; mais, soit que vous restiez, soit que vous transmettiez le commandement au général Douay, je pense qu'il faut faire tous ses efforts pour pacifier le Mexique avant le départ de nos troupes.

Parmi toutes les lettres que les officiers écrivent à leurs parents ou à leurs amis, j'en ai remarqué une qui m'a semblé pleine de bon sens. J'en extrais le passage suivant parce qu'il est complètement conforme à mes opinions :

« *Enfin, voulez-vous que je vous résume l'opinion de tous,* » *la voici : partant de ce principe qu'il faut évacuer le pays,* » *mais cependant en le laissant dans les conditions les plus favo-* » *rables à ce que nous sommes venus établir, tout le monde est* » *d'avis qu'il faut faire une grande râfle ici et surtout une* » *râfle de têtes. Il faut abattre Regules dans le Michoacan, Co-* » *rona dans le Sinaloa, Mendez dans le Tamaulipas, Escobedo* » *dans le Nouveau Leon, et deux ou trois autres encore au* » *plus. Pour y arriver, qu'on fasse des colonnes et qu'on les* » *confie avec plein pouvoir à des officiers intelligents. Chacun* » *s'accrochera à son dissident, et, avec des jambes et de l'ar-* » *gent, l'aura bientôt jeté à bas. Les Mexicains sont incapables* » *de le faire, nous seuls nous pouvons y arriver. On fera ainsi* » *table rase et on pourra s'acheminer vers la Vera-Cruz, lais-* » *sant le pays aussi calme qu'il peut être. Si on ne fait pas* » *ainsi, apprêtez vous à apprendre de grands désastres au* » *moment de l'évacuation, et des représailles terribles. Outre* » *qu'une telle conduite ne serait rien moins que politique, il* » *serait honteux pour le Drapeau français d'être venu ici se* » *promener pendant quatre ans, compromettre une masse de* » *gens et les laisser ensuite sans défense devant des rebelles* » *que nous aurions oublié d'assommer et qui n'attendent que*

» *notre départ pour entrer en guerre avec toutes leurs forces.* »

Il est donc bien essentiel de ne pas perdre un moment pour opérer la pacification du pays. Je ne me dissimule pas les difficultés inhérentes à un pays si étendu. Mais enfin il faut tâcher de faire ce que l'on peut.

Recevez, mon cher Maréchal, l'assurance de ma sincère amitié.

NAPOLÉON.

Si nous n'avions pas sous les yeux l'original même de cette lettre, nous révoquerions en doute l'authenticité d'un pareil document. Fallait-il que Napoléon III fût exaspéré par les déceptions sans nombre, par les incessantes contrariétés que lui apportait cette conception de son esprit, dont les résultats étaient si éloignés de ses primitives espérances, pour qu'il fît l'honneur à ce correspondant de hasard de recopier un passage d'une lettre si bizarre, et si dépourvue de raison ?

Le projet de faire une grande « râfle de têtes », en comprenant dans ces têtes celles de chefs commandant à des troupes régulières comme Regules, Mendez, Corona et Escobedo, ne pouvait germer que dans l'esprit déséquilibré d'un homme dépourvu de responsabilité. C'était quelque chose d'analogue au projet du colonel Dupin : remèdes d'empiriques auxquels parfois l'esprit s'attache dans les cas désespérés.

Il faut dire, à la louange du maréchal Bazaine, que, s'il éprouva un grand embarras à la réception de conseils qui eussent pu passer pour des ordres, il ne songea pas un seul instant à les mettre à exécution. Mieux que personne, il savait toutes les ressour-

ces qu'offrait le Mexique à ses défenseurs indigènes, et, depuis trop de temps on les chassait « avec des jambes et de l'argent, » sans parvenir à les détruire; il ne pouvait admettre sérieusement qu'on lui imposât de recommencer des expéditions coûteuses et dangereuses, destinées à un avortement certain.

Mais cette lettre de Napoléon III, inutile quant à son objet, lui révélait, ou plutôt lui apportait une preuve nouvelle des périls de sa situation. On était trop porté en France à juger les affaires du Mexique par ce qu'en disaient les correspondances particulières; or, il était à craindre que ces écrits, émanés de personnes incapables, par leur situation, de connaître le fond des choses et de porter un jugement d'ensemble, ne lui fussent défavorables. Il le redoutait quelque peu, et l'avenir ne donna que trop raison à ses craintes.

Plus libre d'esprit, moins touché des déceptions éprouvées, plus calme et plus pratique que son souverain, le maréchal Randon voyait avec perspicacité les inconvénients de ces rapports, provenant de gens qui, s'abritant derrière leur irresponsabilité, n'y apportaient ni impartialité ni circonspection. Il comprenait les doutes qui devaient assaillir le maréchal Bazaine, et s'en expliquait avec lui franchement et loyalement. A la suite de la lettre officielle du 15 mai, il ajoutait de sa main ce post-scriptum :

... Il me tarde de savoir le parti que vous prendrez après la réception de ma dernière lettre en ce qui concerne la continuation de votre séjour au Mexique. Il me semble, d'après vos dernières dépêches, que vos relations avec l'Empereur sont devenues plus fréquentes et qu'il dési-

rera vous conserver à la tête des troupes aussi longtemps qu'il y en aura au Mexique.

Les lettres particulières, même adressées en haut lieu, abondent en France : l'une d'elles affirme que le commandant de B., quand il a été tué, était dans un état d'intempérance des plus regrettables. *Je me demande comment ce fait, en admettant son exactitude, peut être connu, car il n'est revenu personne de cette malheureuse affaire...*

Cette déplorable tendance des subordonnés à critiquer les actes de leurs chefs, loin d'être encouragée, eût dû être sévèrement réprimée : elle est destructive de toute autorité et de toute discipline. Elle énerve le commandement et elle émousse l'obéissance. Mais d'autre part, pour être juste, il faut se rendre compte des inquiétudes qui assaillaient Napoléon III à une aussi grande distance des événements, et il n'était que trop naturel qu'il cherchât à se renseigner par tous les moyens possibles. C'est une tendance de l'esprit humain dont il faut bien reconnaître la force.

L'amélioration des rapports entre Maximilien et le Maréchal signalée dans la lettre du Ministre était à ce moment très réelle. La maréchale Bazaine venait d'accoucher, et, le 20 juin, l'Empereur et l'Impératrice se faisaient un devoir de tenir sur les fonts baptismaux l'enfant qui venait de naître. Cette part que prenaient les souverains à un événement purement privé montre un retour de confiance et de cordialité. On peut le croire sincère : en tout cas, il ne fut pas durable.

Maximilien s'efforçait parfois de conquérir les esprits par ces actes de générosité ou de condescendance si faciles aux souverains. Vers cette même époque,

il saisit assez habilement deux occasions de plaire aux Mexicains.

D'abord, ayant appris la mort de M. Jesus Teran, dont le patriotisme était partout populaire, il fit insérer dans le *Diario* du 1er juin un article nécrologique des plus élogieux ; il y était fait une heureuse allusion à la situation :

M. Jesus Teran avait été reçu à Miramar par l'Empereur, qui reconnut immédiatement en lui un homme intelligent, honnête et vraiment ami de sa patrie ; il a voulu rester en Europe, loin des agitations des partis, loin des iniquités, de la dévastation et des ruines dont sont responsables beaucoup de ceux qui l'accompagnèrent dans la vie publique et qui soutinrent la guerre civile. *Il ne sympathisa jamais avec les Américains du nord et écrivit nettement à S. M. qu'il considérait leur ingérence dans les affaires mexicaines comme la mort de sa patrie.* Il a malheureusement fini ses jours loin d'elle.

En même temps qu'il louait ainsi un patriote, il octroyait une pension à la veuve du général Zaragoza, lequel, on s'en souvient, s'était illustré dans la première défense de Puebla. Il espérait ainsi en se rendant solidaire des gouvernements qui avaient précédé le sien, rallier quelques dissidents. La mesure n'était pas mauvaise, mais, dans la situation où l'on se trouvait, elle ne produisit aucun effet.

Maximilien prononça quelques paroles heureuses lors de l'inauguration de la première section du chemin de fer de Chalco, destiné à relier San-Angel à la capitale :

... Chaque lieue de chemin de fer que nous ouvrons à

la civilisation, dit-il, est un pas de plus vers la prospérité et la grandeur de la nation, et chacun de ces faits pacifiques vaut plus que de trompeuses utopies et de vaines paroles...

Mais le temps n'était guère propice aux « faits pacifiques », et, quelques jours plus tard, de graves nouvelles parvenaient à Mexico : la division du Nord était détruite. C'était un péril de plus pour l'Empire, un chagrin profond pour l'Empereur ; il ne s'en cacha pas :

... La nouvelle de la destruction presque complète de la division Mejia est venue me surprendre et m'affecter douloureusement. Je fondais sur ces braves troupes une partie de mes espérances pour l'avenir... (*Lettre au maréchal Bazaine, 24 juin.*)

Ce désastre, tôt ou tard inévitable, avait été amené par la nécessité où l'on s'était trouvé de correspondre entre Monterey et Matamoros.

Depuis longtemps les commerçants établis dans cette ville demandaient une escorte qui leur permît de faire parvenir à Monterey un convoi de marchandises destinées à diverses villes de l'intérieur. D'un autre côté, un convoi d'argent attendait à Monterey une force militaire qui pût l'accompagner jusqu'à Matamoros. En outre, les troupes de la division Mejia n'avaient pas reçu de solde depuis la première quinzaine de mai. Le général Douay, d'après les ordres reçus de Mexico, décida que deux colonnes partiraient de Matamoros et de Monterey, se rencontreraient à Mier, feraient l'échange de leurs convois respectifs et reviendraient chacune à leur garnison d'origine.

Le général Mejia reçut des ordres en conséquence.

Tandis que la colonne expédiée de Monterey sous les ordres du colonel de Tucé se dirigeait par trois routes sur Mier, Mejia, ayant rassemblé tout ce qu'il pouvait réunir de troupes, ne conservait à Matamoros qu'une garnison insuffisante et confiait à 1,300 Mexicains et 300 Autrichiens la garde du convoi de marchandises.

Le colonel de Tucé avait envoyé des courriers afin de concerter avec le général Olvera, commandant du détachement austro-mexicain, les mouvements destinés à faciliter leur jonction ; par malheur, ces courriers étaient tombés entre les mains d'Escobedo. Celui-ci, averti, songea à profiter de l'occasion que lui offrait le hasard.

La troupe austro-mexicaine cheminait lentement sous un soleil torride; pendant les premiers jours, elle n'aperçut aucun ennemi. Tout à coup, le 14 juin l'arrière-garde reçoit quelques coups de fusil; le 15, un gros de dissidents se montre. Le général Olvera s'arrête, fait reposer ses hommes, puis repart le lendemain de grand matin : les Autrichiens ouvrent la marche.

A peine se sont-ils mis en mouvement que des hauteurs voisines s'élance une nombreuse cavalerie. Deux pièces de canon tirant à mitraille arrêtent le premier élan de l'ennemi, mais bientôt de fortes colonnes d'infanterie apparaissent de tous côtés. Ici, des Mexicains, là des nègres, restes de l'armée fédérale, tous se ruent sur la petite troupe, qui résiste courageusement. Mais bientôt la trahison fait son œuvre ; un bataillon mexicain, suivi bientôt par celui

des zapadores, crie : *Viva la Libertad !* et charge les Autrichiens. En vain ceux-ci montrent-ils, chefs et soldats, un courage héroïque. Décimés, ils ne peuvent résister plus longtemps. Ils mettent bas les armes et sont faits prisonniers. Le coup organisé par Escobedo a admirablement réussi.

Le général Olvera parvient à s'échapper avec une centaine de cavaliers, et, le 17, il rentre à Matamoros où il apporte la nouvelle de cette lamentable déroute.

La garnison déjà si faible, se voyant encore diminuée, se montre découragée. Que peut Mejia avec quelques centaines d'hommes démoralisés en face des troupes victorieuses d'Escobedo ? De plus, la population tout entière, qui craint les horreurs d'un siège et surtout d'une prise de possession de vive force, pèse de tout son pouvoir sur l'esprit du gouverneur. La presque unanimité des notables, réunis en une façon de conseil de guerre, se prononce pour la reddition. Mejia se soumet.

Reste à discuter les conditions avec l'ennemi : Mejia obtient que lui et les soldats demeurés fidèles se retirent librement avec armes et bagages sur Bagdad, que la vie et les propriétés des habitants soient respectées. Ces conditions acceptées le 22 juin, la ville est abandonnée aux dissidents le 23. Mejia, de Bagdad, s'embarque pour Vera-Cruz, d'où il remonte à Mexico.

Pendant ce temps le colonel de Tucé, parvenu à Mier, attendait le convoi annoncé : ce fut la nouvelle du désastre qui lui parvint...

Un an plus tôt, un officier français, dans de semblables conditions, se fût précipité à la poursuite

des vainqueurs, et peut-être fût-il parvenu à reprendre le convoi et à délivrer les prisonniers. A cette heure, l'enthousiasme cédait le pas à la prudence. Le colonel de Tucé ne se crut pas en droit de se lancer dans cette aventure, ni de compromettre la sécurité du convoi d'argent qui lui était confié : il ramena sa troupe en arrière.

Puis, il faut bien le dire, si le découragement s'emparait parfois des chefs, la démoralisation faisait des ravages affreux, même dans les troupes françaises. Il n'est pas bon de laisser si longtemps des hommes guerroyer plus en partisans qu'en soldats dans des contrées éloignées, où l'absence de surveillance finit tôt ou tard par rendre à leurs instincts les natures grossières difficilement assouplies par la discipline. Les désertions se multipliaient : en vingt jours, 82 hommes du régiment étranger avaient passé aux États-Unis.

Un post scriptum du général Douay, dans sa lettre du 30 juin, datée de Saltillo, en dit bien long sur cette situation :

P.-S. 5 juillet. — Les désertions continuent. On m'en signale onze à Matehuala, cinq à Monterey, trois à Saltillo. Un déserteur repris a été fusillé. Deux embaucheurs mexicains ont été pendus. J'ai approuvé ces exécutions.

Ce n'était pas seulement des engagés de nationalités étrangères qui trahissaient ainsi leur devoir : des Français, las d'un service pénible, épris de vie libre et indépendante, cédaient aux suggestions perfides et désertaient le drapeau de leur pays. C'est à peine si

des mesures énergiques parvenaient, non à supprimer, mais à enrayer le mal.

Des insuccès, comme la perte de Matamoros, n'étaient pas faits pour ranimer les courages ébranlés des rares partisans restés fidèles à Maximilien. Une autre conséquence de la reddition de cette place ne fut pas moins sensible, dans la pénurie croissante du Trésor mexicain ; Matamoros était, après Vera-Cruz, le port dont les douanes rapportaient le plus. Pouvait-on le reprendre ? Fallait-il le tenter ? Le maréchal Bazaine y songea.

Les mois d'août et de septembre étaient une époque favorable ; le général Douay avec sa division était à Saltillo ; de là, on pouvait se mettre en marche vers le nord...

Mais les objections se présentèrent en foule à l'esprit du Maréchal. D'abord, Mejia affirmait que c'était folie de se lancer dans ces parages dangereux sans avoir au moins une douzaine de mille hommes à sa disposition ; de plus, une expédition aussi importante était en contradiction avec les ordres reçus de France ; puis, en admettant qu'on rentrât dans Matamoros, il faudrait se résoudre à l'évacuer de nouveau au bout de quelques mois, lors de la retraite définitive des troupes françaises. A quelles représailles n'exposerait-on point alors la malheureuse ville ?

Et cependant, il en coûtait au Commandant en chef de ne rien faire et de paraître accepter avec résignation cet échec et cet affront. Il résolut de s'éclairer par lui-même et de pousser une pointe vers le nord. Il composa une colonne légère qu'il confia au colonel du Preuil : il la devait rejoindre le 2 juillet.

Le 1er il se présenta au palais pour prendre congé de l'Empereur. Il trouva portes closes : l'Empereur ne le reçut pas. Le prétexte invoqué était une indisposition.

La vérité est qu'un important courrier était arrivé d'Europe la veille. Les dépêches qu'il contenait avaient bouleversé les esprits. L'Empereur était en proie au découragement le plus complet : il sentait de nouveau le terrain se dérober sous ses pieds...

CHAPITRE V

Mission du général Almonte. — Dénonciation de la Convention de Miramar. — Nouvelles propositions. — Dépêche du Ministre des Affaires étrangères. — Copie remise au maréchal Bazaine avec instructions secrètes du Ministre de la Guerre. — Le retour du Maréchal ajourné. — Maximilien est atterré. — L'Impératrice seule conserve son sang-froid. — Elle s'offre pour aller en France plaider auprès du gouvernement français la cause du Mexique. — Maximilien prépare pour Napoléon III un long mémoire. — Récriminations contre le maréchal Bazaine et les agents financiers français. — Plaintes contre l'inaction de l'armée française et l'incurie de ses chefs.

On a vu que Maximilien, à la première nouvelle de l'évacuation possible du Mexique par les troupes françaises, avait manifesté un vif mécontentement, et qu'il avait cherché à rejeter la faute de n'avoir pas su défendre les intérêts de sa couronne sur son ministre à Paris, M. Hidalgo. Il avait aussitôt mis fin à sa mission, et chargé le général Almonte de se rendre à Paris pour tâcher de faire revenir le gouvernement français sur une résolution aussi funeste.

Mais Maximilien se trompait en croyant avoir été mal servi par M. Hidalgo. Les événements dont l'Europe allait être le théâtre mettaient en jeu de façon

trop directe les intérêts mêmes de la France pour que ceux de Maximilien pussent les contrebalancer. Le général Almonte ne pouvait réussir là où avait échoué M. Hidalgo.

Arrivé à Paris le 15 mai, le général fut reçu, le 20 mai, en audience solennelle par Napoléon III: il lui exposa les vœux et les demandes de Maximilien; puis, le 23, il remit à notre ministre des Affaires étrangères la note officielle dans laquelle se trouvait résumé l'objet de sa mission, à savoir la revision de la Convention de Miramar par la prolongation de l'occupation française et la continuation du secours financier.

La réponse n'était pas douteuse. Elle ne se fit point longtemps attendre. Le Conseil des ministres fut unanime à rejeter ces propositions nouvelles. Bien plus, dans une note datée du 31 mai 1866, et qui fut remise le 29 juin à l'Empereur par notre ministre à Mexico, le Cabinet français ripostait aux demandes du gouvernement mexicain en lui imposant des conditions beaucoup plus dures. Non seulement il refusait toute prolongation de secours militaire ou financier, mais il s'autorisait de l'inexécution de la Convention de Miramar pour la dénoncer. Il proposait une nouvelle convention qui mettait entre nos mains la moitié du produit des douanes, afin de l'affecter au paiement des dépenses courantes et au remboursement des dettes antérieures. A cette seule condition, le gouvernement mexicain pouvait espérer conserver les troupes françaises jusqu'aux époques déjà fixées, sinon l'évacuation commencerait immédiatement.

... La France, disait cette note, ne s'était obligée à

maintenir au Mexique des forces militaires que dans des conditions déterminées. Le Cabinet de Mexico s'était engagé en retour à payer aux termes et d'après le mode indiqués, les frais de cette occupation ; il s'était engagé en outre à rembourser les dépenses de l'expédition... Et cependant nos découverts s'augmentaient chaque jour par les avances sans cesse réclamées au nom des besoins les plus urgents.

Nous devions respecter dans la conduite de ses affaires l'indépendance du gouvernement de S. M. l'Empereur Maximilien, tout en nous efforçant de le prémunir par des conseils amicaux, contre les dangers qu'il nous paraissait courir... mais on ne saurait retarder plus longtemps la conclusion des arrangements rendus chaque jour plus indispensables...

L'Empereur Napoléon a la conscience d'avoir jusqu'à ce jour largement accompli la tâche qu'il s'était réservée dans l'œuvre commune. C'est au Mexique désormais qu'il appartient de consolider, sous les auspices de son souverain, la régénération que nous lui avons préparée. La nation mexicaine, rendue à elle-même, maîtresse de ses destinées, puisera dans le sentiment de sa responsabilité l'énergie nécessaire pour cicatriser ses plaies, assurer son avenir et seconder les besoins de l'Empereur Maximilien. L'indépendance d'un peuple ne se fonde pas sans un rude labeur, sans luttes et sans sacrifices...

C'étaient là de bonnes paroles, dont le moindre défaut était de ressembler plutôt à un cruel persiflage qu'à des conseils pratiques et amicaux. On ne saurait demander à la diplomatie de parler le langage de la sincérité et de la franchise, mais peut-être notre ministre eût-il pu se dispenser de représenter comme devant assurer les destinées de l'Empire mexicain les

qualités mêmes qui faisaient le plus défaut au peuple et à son souverain. Et cette réserve eût été d'autant plus à désirer qu'au fond le Cabinet français n'aurait point été fâché que son attitude amenât l'abdication de Maximilien, c'est-à-dire la seule fin prompte et souhaitable de l'aventure mexicaine.

Moins diplomate que son collègue des affaires étrangères, le maréchal Randon s'ouvrait de cette espérance au commandant en chef dans la lettre qui accompagnait une copie de la note en question (31 mai 1869):

Les embarras de toute nature qui entourent le gouvernement de l'Empereur Maximilien, et, en première ligne, la déplorable situation de ses finances, *peuvent amener des résolutions extrêmes de la part de Sa Majesté.* Si cette éventualité, sur laquelle je ne veux pas insister davantage, venait à se réaliser, un de vos devoirs les plus impérieux vis-à-vis de l'armée placée sous vos ordres serait de veiller à ce qu'après avoir concouru, pendant quatre ans, à arracher le Mexique au désordre et à l'anarchie, suite de tant de révolutions, et, après avoir sauvegardé les intérêts de nos nationaux, elle puisse évacuer le pays en laissant intacts le souvenir de nos services et le prestige de nos armes.

La prévision des graves événements que pouvaient amener les résolutions de Maximilien, prises à la suite des nouvelles conditions qui lui étaient imposées, fit craindre au gouvernement français qu'un changement dans le commandement en chef ne fût préjudiciable à la sécurité de notre armée, et le ministre, d'après l'ordre de Napoléon III, revint sur les instructions précédemment données. Le 15 avril, il autorisait le maréchal Bazaine à rentrer en France; le 31 mai,

il lui laissait la liberté d'ajourner autant qu'il le jugerait bon son retour, ce qui était une façon détournée de lui exprimer le désir qu'il n'abandonnât point encore le commandement.

Dans de semblables circonstances, *les instructions que je vous ai adressées le 15 avril, au sujet de votre retour en France, devraient recevoir tel ajournement que Votre Excellence jugerait utile d'y apporter.* Il y aurait là une question de tact, de mesure, de dévouement aux intérêts de l'armée, je dirai même aux intérêts du Mexique, que *je suis autorisé* à laisser à votre appréciation.

Le maréchal, soit qu'il considérât sa présence à la tête de l'armée comme encore nécessaire, soit qu'il craignît qu'un départ en ce moment ne parût une disgrâce déguisée, soit qu'il lui répugnât de quitter si promptement le Mexique, alors que son mariage avec une Mexicaine l'y rattachait par tant de liens, le Maréchal n'avait pas songé à profiter de la liberté qui lui avait été donnée de rentrer en France. La nouvelle lettre de son ministre l'autorisait à ajourner son départ : elle était trop d'accord avec ses désirs et les nécessités de la situation pour qu'il n'usât pas de la permission.

On avait besoin en effet des hautes capacités du Maréchal pour exécuter les ordres qu'on lui envoyait, et l'on comprend que Napoléon III et son ministre préférassent voir à la tête du corps d'occupation l'homme qui connaissait le mieux la situation plutôt qu'un commandant en chef nouveau.

C'était toujours la question financière qui préoccupait le cabinet de Paris. Le maréchal Randon di-

sait à ce sujet dans un post-scriptum de sa lettre du 31 mai :

Je tiens à vous dire que le Ministre des Finances écrit à M. de Maintenant au sujet des avances de 2,500,000 francs par mois que vous avez autorisé à prendre dans les caisses de l'armée pour venir en aide au gouvernement mexicain. Cette détresse financière entre pour beaucoup dans les résolutions prises par notre gouvernement de mettre un terme à une situation qui ne fait qu'empirer. Quand ma lettre vous parviendra, les avances en question pour deux mois seront devenues un fait accompli. Les observations que je vous adresse sont donc pour les empêcher à l'avenir.

Donc, d'une part, les instructions envoyées au commandant en chef portaient la suppression absolue de tout secours financier, et, d'autre part, le gouvernement français, désireux de rentrer dans quelques-uns de ses débours, voulait mettre la main sur une partie du produit des douanes maritimes.

Or, le produit des douanes maritimes s'élevait à 53 millions sur une recette totale de 95 millions. Comme ce produit était déjà grevé d'un prélèvement de 24 p. 100 au profit des créances anglaises, il ne restait disponible que 76 p. 100; il s'agissait d'en prendre la moitié, soit 38 p. 100, ce qui représentait une vingtaine de millions environ. Devant la pénurie du trésor mexicain, c'était provoquer une catastrophe immédiate.

Maximilien fut atterré en recevant de pareilles nouvelles. Mais, faible et malade, il ne sut que s'attrister, restant incapable de prendre une résolution. C'est alors que l'impératrice Charlotte, qui depuis quelque

›mps se tenait à l'écart, reparut en scène et se mon-
·a la femme intelligente et énergique qu'elle avait
›ujours été.

C'était folie, pensait-elle, d'attendre au Mexique les
ésolutions du gouvernement français. Ce n'était point
vec le commandant en chef qu'on pouvait traiter :
n'en avait pas le pouvoir, et puis, pour dire vrai,
n se défiait de lui, on allait jusqu'à le considérer
omme l'ennemi du gouvernement impérial mexicain.
échanger des notes à travers l'océan était impratica-
le ; des notes arriveraient qui répondraient tant bien
ue mal, et, pendant cet échange inutile, le temps
'écoulerait, la situation empirerait, et tout serait
erdu avant qu'on eût pu ébaucher un accord quel-
onque. Un seul parti se présentait, logique, pratique
t séduisant dans sa hardiesse pour un esprit comme
elui de l'impératrice Charlotte. Plus de plénipoten-
iaires, plus de notes : elle partirait, irait à Paris,
errait Napoléon III, et par les raisonnements, les
rières, les supplications au besoin, obtiendrait de
ıi qu'il n'abandonnât pas son œuvre. L'intérêt de
Empire, la gloire même de la France n'étaient-ils
as en jeu ? Entre elle et le souverain de qui dépen-
ait sa couronne, il n'y aurait plus d'intermédiaires
apables d'obscurcir les choses et de perpétuer les
ıalentendus : si l'on était desservi par les ministres
u les généraux, on serait bien servi par soi-même.
lle ne doutait point du succès.

L'énergie et la confiance de Charlotte rendirent la
onfiance à Maximilien. Il adopta avec empressement
ette idée, et tout bientôt fut préparé pour un prompt
épart.

Alors l'Empereur rédigea de sa main un long mémoire destiné à Napoléon III.

Ce rapport était du commencement à la fin un acte d'accusation contre le maréchal Bazaine. On le rendait responsable de tout ce qui avait été fait, et de tout ce qui n'avait pas été fait, et avec lui on englobait dans une même critique l'armée et l'administration françaises.

— Dans deux mois, le Maréchal pourrait bien être dans une position plus fâcheuse que moi, disait l'Empereur au moment du départ de l'Impératrice[1].

Le sentiment qui portait Maximilien à rejeter la responsabilité de l'avortement de l'œuvre entreprise sur le Maréchal était assurément un sentiment bien naturel, bien humain, mais c'est tout ce que l'on en peut dire pour l'excuser. Quoique l'Empereur eût conservé en lui-même et dans ses capacités gouvernementales la plus grande confiance, il pouvait difficilement être dupe des raisonnements à l'aide desquels il repoussait tout blâme pour lui et faisait du seul commandant en chef le mauvais génie de l'entreprise commune.

Les fonds provenant des deux emprunts ont été engloutis en grande partie dans cette guerre civile, et il faut en imputer les conséquences au commandant en chef de l'armée franco-mexicaine, qui, par son inaction d'une année, a fini, il faut le dire, par laisser les dissidents se rendre maîtres aujourd'hui de plus de la moitié du pays.

Maximilien n'ignorait pas que les sommes provenant des deux emprunts avaient été englouties beaucoup

1. *Expédition du Mexique*, par G. Niox, p. 597.

moins dans la guerre civile que dans d'autres gouffres connus de lui. Ne se rappelait-il pas tout l'argent laissé en Europe pour payer ses dettes personnelles et l'achèvement du château de Miramar, pour solder les volontaires belges et autrichiens, pour satisfaire aux réclamations des créanciers du Mexique, et principalement aux réclamations anglaises? Il ne pouvait oublier les millions donnés à Jecker, non plus que les dépenses de la liste civile, et les gros traitements de quelques fonctionnaires aussi décoratifs qu'inutiles. Pour ceux qui auront lu attentivement ce que nous avons déjà conté de cette histoire, la preuve est faite que le commandant en chef, loin d'avoir à sa disposition les sommes provenant des emprunts, était constamment obligé d'enfreindre les ordres de son gouvernement et de faire payer par le Trésor de l'armée les troupes au service du Mexique, et dans maintes occasions Maximilien lui en avait témoigné assez de reconnaissance pour qu'il parût étrange qu'il l'eût oublié avec tant de facilité.

Quant à l'accusation d'inaction portée contre le Maréchal, elle était plus injuste encore. Le Maréchal devait rester à Mexico, siège de son commandement, parce que c'était le seul centre d'où il put communiquer avec les soixante garnisons disséminées sur un territoire immense. Quand il avait fallu accomplir une opération militaire importante, le Maréchal n'avait pas hésité à en prendre la direction, et le succès remporté à Oajaca contre le meilleur général dissident, Porfirio Diaz, était là pour le témoigner. En dehors de ce fait, les troupes françaises ne restaient pas immobiles, et, suivant la pittoresque expression

du général de Courcy, ses « soldats rapportaient en France 1800 lieues à la semelle de leurs souliers ». L'Empereur ne pouvait exiger que le Maréchal se mît en personne à la tête de tous les détachements opérant sur tant de points du territoire. Le mémoire contenait même la réponse à cette accusation, puisque Maximilien constatait lui-même que nos troupes avaient occupé « quatorze fois le Michoacan, cinq fois Monterey, deux fois Chihuahua. »

Lorsque, plus loin, l'Empereur écrit ces lignes :

Lors de la fin de la guerre civile aux États-Unis, l'Empereur Maximilien pensa qu'il était de son devoir de rappeler sérieusement au commandant en chef la nécessité de déployer la plus grande activité pour terminer la pacification. Le Maréchal est resté sourd à toutes ces exhortations, et il a abandonné des provinces entières pour retirer ses troupes, qui restèrent pendant de longs mois dans une inaction fatale;

l'Empereur ignorait les mobiles auxquels avait alors obéi le Maréchal, mais nos lecteurs les connaissent aujourd'hui. Ils savent les craintes que causait à ce moment au gouvernement français l'attitude des États-Unis, et ils n'ont point oublié les ordres très précis envoyés par Napoléon III.

A différentes reprises, dit encore le mémoire, le commandant en chef a prétendu expliquer les résultats déplorables de son attitude en se plaignant de quelques autorités infidèles.

Le Commandant en chef n'avait-il pas cent fois raison de se plaindre des fonctionnaires mexicains?

Ceux qui n'étaient pas incapables étaient généralement d'intelligence avec les dissidents et traitaient en toute occasion les Français comme des ennemis.

Les conseils financiers n'étaient pas mieux traités. MM. Budin, Corta et Bonnefons recevaient leur part de reproches directs et indirects, et, si M. Langlais était épargné, c'est que sa mort avait suivi de près son arrivée au Mexique.

Le mémoire contenait encore une allégation qu'on pourrait plus volontiers qualifier de boutade :

On impute au gouvernement impérial mexicain de n'avoir point pressé l'organisation d'une armée nationale. *Mais ignore-t-on que le Commandant en chef était chargé de la former et investi de tous les pouvoirs nécessaires ?*

Ceci dépasse la mesure, et l'on a peine à se figurer Maximilien émettant de bonne foi une pareille assertion. Certes oui, le 5 juillet 1864, il avait, par un décret, confié au maréchal Bazaine la présidence d'une Commission chargée de la réorganisation de l'armée indigène ; mais huit mois plus tard, le 26 mars 1865, il mettait fin à cette mission en des termes qui ne laissent aucune place à l'ambiguïté :

La Commission et les Sous-Commissions dont vous étiez Président sont dissoutes, et le ministère de la Guerre récemment réorganisé pourra, au moyen des règlements mis en vigueur, traiter les dernières questions qui n'auraient pas encore reçu de solution.

En résumé, le mémoire n'avait qu'un but : montrer à Napoléon III que tout ce qui s'était passé de malheureux était imputable à son représentant officiel,

au Commandant en chef, et que lui, l'empereur, avait été constamment ou paralysé ou contrecarré dans ses meilleures intentions. Ces assertions ne reposaient sur aucun fondement. Les accusations portées contre le Maréchal étaient injustes; elles étaient en outre maladroites, et, pour qui sait aujourd'hui, par la correspondance secrète de Napoléon III, que le Commandant en chef n'avait fait qu'obéir à son souverain, il est facile de prévoir quel accueil un pareil mémoire devait recevoir à la Cour des Tuileries.

Mais il était dans la destinée de Maximilien de s'aveugler jusqu'au bout. Le récit des derniers mois de son règne le démontrera surabondamment.

CHAPITRE VI

Le maréchal part pour le Nord (2 juillet). — Maximilien offre les ministères de la Guerre et des Finances au général Osmont et à l'intendant en chef, M. Friant. — Sa lettre au commandant en chef. — Cérémonie du 6 juillet. — Émotion de l'Impératrice. — Départ de Mexico. — Puebla. — Vera-Cruz. — Incidents. — Embarquement sur le paquebot l'*Impératrice Eugénie*. — Marche du Maréchal dans le Nord. — Abandon de Monterey. — Mesures prises en vue de l'évacuation. — Maximilien informe le Maréchal de l'entrée au ministère du général Osmont et de M. Friant. — Réponse du Maréchal. — Convention du 31 juillet 1866. — État de siège décrété dans cinq départements. — Tampico tombe aux mains des Juaristes (1er août). — Reproches immérités de Maximilien. — Défection du général Lozada. — Les bandes de Regules. — Évacuation de Guaymas et de Mazatlan. — Le général Douay demande à rentrer en France. — La légion belge. — Retour du Maréchal à Mexico (26 août). — Mesures violentes du gouvernement mexicain. — Arrière-pensée de l'Empereur Maximilien.

Le maréchal Bazaine avait mis à exécution son projet de campagne dans le nord. Désireux de voir les choses par lui-même, il était parti le 2 juillet.

Maximilien n'attendait évidemment que ce départ pour réaliser un plan qui ne manquait pas de finesse, et qui devait contribuer, dans sa pensée, à le faire sortir de la fâcheuse situation où le mettaient les der-

nières résolutions du Cabinet de Paris. Dès le 3, il manda près de lui le général Osmont, chef d'état-major général, et M. Friant, intendant en chef du corps expéditionnaire, et il leur offrit les portefeuilles de la Guerre et des Finances.

La pensée du souverain, en faisant à des officiers généraux de l'armée française de pareilles propositions, est facile à découvrir. S'il ne se fût agi que de remettre la direction de ces deux départements à des hommes capables, et, s'il n'en eût cru trouver que parmi les Français, il pouvait le faire vingt-quatre heures plus tôt, et s'entendre à ce sujet avec le Maréchal. Le soin qu'il avait pris de ne démasquer son projet que le lendemain du départ du commandant en chef prouvait assez que cette offre cachait quelque piège. Effectivement, il pensait que ces officiers généraux, tout en acceptant la position qu'il leur offrait, conserveraient leur situation dans l'armée française; de la sorte ils compromettraient la France, si bien que le gouvernement français aurait toutes les peines du monde à se dégager de cette nouvelle responsabilité.

Ni le général Osmont ni l'intendant Friant ne discernèrent ce que cachait la flatteuse proposition de l'Empereur; et, loin de repousser de pareilles ouvertures, ils les acceptèrent en principe, se contentant de poser certaines conditions, lesquelles ne devaient point arrêter Maximilien, décidé à toutes les concessions pour arriver à son but.

Maximilien, en effet, se croyant certain de leur acceptation, écrivit aussitôt au Maréchal une lettre, dont le ton affectueux contrastait singulièrement avec

accusations du mémoire qu'il venait de rédiger
r le gouvernement français :

Alcazar de Chapultepec, le 5 juillet 1866.

Mon cher Maréchal,

ous connaissez tout aussi bien que moi la situation
ıelle du Mexique, et vous sentez tout aussi bien que
qu'il y a nécessité de donner à l'action du gouverne-
ıt la plus grande énergie.
ɔ compte beaucoup sur les résultats de la campagne
vous avez entreprise ; mais je crois qu'il est néces-
e de prendre en même temps, à Mexico, des mesures
.cales qui dessinent la marche dans laquelle je désire
·er, et qui soient de nature à rallier tous les gens de
ı en ravivant leur confiance.
our arriver à ce but, j'ai besoin de votre concours ; j'ai
ɔin aussi du concours de quelques officiers de votre
.ée, et je viens vous demander de les mettre à ma dis-
ition. Ces officiers seraient : le général Osmont, à qui
oudrais confier la direction du ministère de la Guerre,
n fonctionnaire de l'Intendance qui sous la direction
M. Friant, serait chargé de l'administration de ce mi-
ère. Peut-être demanderai-je plus tard quelques au-
. officiers pour aider ces messieurs dans leurs travaux ;
s, pour le moment, je viens vous prier de mettre à
disposition M. Osmont et un membre de l'Intendance ;
ɔirés par vous, habitués au travail, animés du désir
'aire le bien, ils peuvent me rendre de très grands ser-
:s pour l'accomplissement de la mission que nous
s sommes proposé de remplir jusqu'au bout.
.ecevez, etc.

Votre très affectionné,

MAXIMILIEN.

Le Maréchal fut d'autant plus surpris de cette lettre qu'en même temps il en recevait une de M. Friant qui lui disait textuellement : « L'Empereur m'a proposé aujourd'hui d'être son ministre des Finances ». Que signifiaient les réticences de la lettre impériale? Le Maréchal se trouva très embarrassé, et il crut tourner la difficulté en remettant à plus tard sa réponse. En cela, il eut tort, car à ce moment les choses étaient entières, et un refus de sa part n'eût eu qu'une importance relative. Il savait déjà toutes les difficultés que faisait naître la dualité des fonctions quand il s'agissait de simples officiers, les embarras seraient bien plus grands et autrement dangereux lorsque le chef d'état-major et l'intendant en chef seraient en même temps ministres de Maximilien. Qu'arriverait-il lorsque les intérêts de la France et du Mexique seraient en opposition?

Il est regrettable que le Maréchal n'ait pas tout de suite compris et déjoué le plan de Maximilien : il se fût évité des ennuis, et il eût épargné à MM. Osmont et Friant bien des désagréments.

Cependant le bruit du départ de l'Impératrice commençait à se répandre, et mille rumeurs circulaient à cette occasion.

Le 6 juillet, jour anniversaire de la naissance de l'Empereur, l'Impératrice parut pour la dernière fois en public, et elle y parut seule. L'Empereur était souffrant. Elle assista au *Te Deum* chanté dans la cathédrale. On remarqua qu'elle restait agenouillée plus longtemps que d'habitude, la tête cachée dans ses mains. Aux grands dignitaires qui la vinrent complimenter, elle se borna à dire :

— Messieurs, il m'est agréable de recevoir vos vœux au nom du prince qui vous a consacré toute son existence et de vous assurer que sa vie et la mienne n'ont l'autre but que votre bonheur.

Elle ne fit aucune allusion à son départ.

Mais elle ne pouvait le cacher aux personnes de son intimité; et, lorsqu'elle rentra dans ses appartements, ses dames d'honneur, spontanément, obéissant à la respectueuse affection qu'elles ressentaient pour elle, cédant à cette émotion qui ne raisonne pas, ses dames d'honneur lui demandèrent la permission de l'embrasser.

L'Impératrice ne se méprit point au sentiment qui leur dictait cette demande, elle y acquiesça; mais bientôt des sanglots couvrirent le bruit des embrassements et les larmes coulèrent. Charlotte, honteuse d'une émotion qu'elle considérait comme une faiblesse, rentra vivement dans sa chambre.

Cette scène touchante ne resta point ignorée. Les souverains prirent le parti d'annoncer dès le lendemain le départ projeté. Le 7 juillet, le *Journal officiel* contenait cette note :

S. M. l'Impératrice part demain pour l'Europe. Sa Majesté va traiter les intérêts du Mexique et régler diverses affaires internationales. Cette mission, acceptée par notre souveraine avec un véritable patriotisme, est la meilleure preuve d'abnégation qu'ait pu donner l'Empereur à sa nouvelle patrie, d'autant plus que l'Impératrice va affronter le danger du vomito, sur la côte de Vera-Cruz, dangereuse pendant la saison des pluies.

Nous donnons cette nouvelle pour que le public connaisse le véritable objet du voyage de Sa Majesté.

Quelques jours plus tard, une seconde note plus explicite paraissait dans le *Journal officiel*. Il s'agissait pour l'Impératrice d'aller conclure un nouveau traité devenu indispensable à l'avenir du Mexique, et l'Empereur, ne pouvait mieux faire que d'en confier le soin à celle qui partageait sa couronne et son autorité.

Le lundi 9 juillet, à quatre heures du matin, l'Impératrice partit de Mexico, l'Empereur l'accompagna jusqu'à Ayotla, au pied du Rio-Frio. Le soir, elle entrait à Puebla.

Un incident eut lieu dans cette ville, qui montre combien l'esprit de la malheureuse femme était désemparé. En effet, tout à coup, au milieu de la nuit, elle réveilla son entourage et manifesta la volonté d'aller voir sur-le-champ le préfet de la ville, M. Esteva. Devant son insistance, il fallut céder, et cette singulière visite donna à tous ceux qui en furent témoins les plus sombres pressentiments sur l'état mental de la souveraine.

Le 11, elle partit pour Orizaba, le 12 pour Cordova et Paso-del-Macho. Ce fut l'étape la plus pénible et la plus longue. La pluie tombait à torrents; la voiture s'embourbait à tout instant; finalement les roues se brisèrent. Nerveuse, impatiente, elle voulait continuer la route à cheval. Il fallut toute l'énergie du colonel Rolland, qui l'accompagnait avec une escorte française, pour la faire renoncer à son projet. Il était une heure du matin lorsqu'on atteignit Paso del-Macho.

Le vendredi 13, elle repartit pour Vera-Cruz, où elle arriva vers deux heures; mais là encore une scène

plus pénible peut-être encore que celle de Puebla se renouvela en présence de nos marins et de la foule.

Au moment de s'embarquer, l'Impératrice recula vivement à l'aspect du canot qui l'attendait. Elle rebroussa chemin et vint s'enfermer dans le bureau de la direction française du port, où elle fit appeler le préfet maritime, le général Marin.

Les assistants ne comprenaient rien à cette scène.

Enfin, au bout de quelques instants, pâle, ému, M. Marin reparut, et, s'approchant du commandant Cloué :

— Sa Majesté, lui dit il, refuse de descendre dans un canot monté par des Français et portant pavillon français.

Le commandant Cloué comprit que ce n'était ni le lieu ni le temps de discuter, et sagement il donna l'ordre de remplacer, à l'arrière du canot, le pavillon français par le pavillon mexicain. Il alla lui-même chercher l'Impératrice, qui, cette fois, s'embarqua sans résistance.

Bientôt on atteignit le paquebot de la Compagnie transatlantique *l'Impératrice-Eugénie*. Elle y monta, toujours sombre et préoccupée. Elle ne quitta cet air soucieux que pour remercier le commandant Cloué, à qui elle annonça son retour dans trois mois.

A six heures du soir, on leva l'ancre, et le paquebot emmena l'Impératrice loin des côtes du Mexique, — qu'elle ne devait jamais revoir.

Le vulgaire, qui aime le mystérieux, a longtemps cru et croit peut-être encore que ce trouble de l'esprit, manifesté par ces tristes incidents, devait être attribué à une tentative d'empoisonnement. Cette opinion

a été assez répandue pour que nous en parlions ici, bien que nous n'y ajoutions nulle créance. Elle ne repose d'ailleurs sur aucun fait : c'est une simple conjecture énoncée sans preuve. Qui aurait eu intérêt à faire disparaître cette princesse? Personne. Quant à sa folie, elle ne s'explique que trop par ses chagrins privés et publics, par la tristesse de son isolement, par les désillusions et les déceptions sans nombre qui avaient détruit ses plus belles espérances. Elle qui avait poursuivi avec acharnement son rêve d'Impératrice, qui avait concentré sur les pensées de grandeur et d'ambition l'énergie entière de son âme, elle voyait tout manquer sous sa main, tout s'effondrer misérablement autour d'elle. Quel appui avait-elle rencontré, quel soutien, quel conseil? Son père venait de mourir, et ce deuil de sa vie privée, s'ajoutant aux mécomptes de sa vie publique, les lui faisait trouver plus amers et plus pénibles encore! En fallait-il davantage pour troubler un cerveau, et l'explication la plus naturelle n'est-elle pas en même temps la plus vraisemblable, la seule vraie? Qu'on ajoute à cela le souci de la mission qu'elle allait accomplir, le poids de la responsabilité qu'elle avait assumée, les craintes, les désespérances en songeant à l'Empereur, qu'elle laissait au Mexique, et à cet autre Empereur qu'elle allait affronter; et, si l'on peut s'étonner d'une chose, c'est, non point que cette femme faible et seule soit devenue folle, mais qu'elle ait résisté si longtemps à tant de causes de folie!

Tandis que l'Impératrice s'éloignait de Mexico et gagnait l'Europe, le Maréchal s'avançait dans le nord, et le 10 juillet il se trouvait à San-Luis de Potosi.

Les événements se précipitaient, de plus en plus défavorables à l'Empire. En outre, le Maréchal avait reçu de son gouvernement des ordres si précis, si formels qu'il ne pouvait point, avant même d'engager la moindre action contre les dissidents, ne pas poser à l'Empereur l'ultimatum dont on l'avait chargé. Il se décida à le faire.

San-Luis de Potosi, 11 juillet 1866.

Sire,

J'ai l'honneur d'informer Votre Majesté que je suis arrivé ici hier à 4 heures du soir : j'y ai trouvé une dépêche que le général Douay m'a fait parvenir de Saltillo par un indien et dans laquelle il m'expose la situation du pays dans les termes suivants :

« L'ennemi coupe les routes par des postes avancés de cavalerie qui surveillent tous les points de passage. Je forme une colonne légère pour faciliter le passage de cette dépêche, emporter les courriers de Saltillo et prendre ceux accumulés à Metehuala.

» Les événements du Nord, la capitulation de Matamoros, la défection de Parras, le départ du général Mejia, etc., le mauvais esprit qui anime le corps belge, le manque d'argent pour solder les troupes de Lopez et de Quiroja, le vide absolu des caisses de l'État, toutes ces raisons réunies entretiennent l'agitation et ne peuvent qu'accroître l'hostilité des populations. »

Votre Majesté remarquera le défaut de confiance que le général Douay a dans le corps belge. Je crois que la nouvelle organisation qui va lui être donnée modifiera l'esprit actuel de ce corps, qui pourra être laissé à Monterey pour y tenir garnison. Il n'y a d'ailleurs pas d'autres troupes européennes à laisser maintenant de ce côté.

Je ne puis rien entreprendre en ce moment, au point de vue

offensif, avant de connaître la solution que Votre Majesté aura cru devoir donner à la note que S. E. le ministre de France lui a remise le 9 de ce mois et dont j'ai reçu copie de mon gouvernement.

La dernière partie de ces instructions prescrit la concentration des troupes françaises dans le cas où Votre Majesté n'acquiescerait pas aux propositions du gouvernement français.

J'ai l'honneur de prier respectueusement Votre Majesté de vouloir bien me faire part de ses volontés à cet égard, afin de mettre le temps à profit pour faire le plus que nous pourrons dans l'intérêt de la pacification du pays.

L'organisation du bataillon de Cazadores de San-Luis marche bien.

Je suis, etc.

MARÉCHAL BAZAINE.

L'Empereur ne reçut pas sans grand mécontentement cette mise en demeure si catégorique; mais il n'en témoigna rien au commandant en chef. Confiant dans le succès de la mission de l'Impératrice, il prit le parti de céder, et la réponse qu'il envoya au Maréchal ne trahit aucun regret, ne renferme aucune plainte.

Elle contient ce passage significatif :

Vous me faites observer que vous ne pouvez rien entreprendre d'offensif contre les dissidents avant la réponse donnée par mon gouvernement à la note présentée par M. le Ministre de France, et que, suivant vos instructions, vous devez concentrer les troupes françaises dans le cas où les propositions du gouvernement français ne seraient pas agréées. J'ai le plaisir de vous annoncer que ce cas ne s'est point présenté. Après avoir reçu quelques éclair-

issements demandés à M. Dano, j'ai accepté ses propo-itions, et aujourd'hui il ne reste plus, en fait de discus-ion entre les ministres du Mexique et de France, que uelques points de détail sur lesquels nous nous enten-rons facilement...

L'Empereur terminait par cette phrase :

J'ai confiance, cependant, que vous mènerez à bonne n cette œuvre si impatiemment attendue de la pacifica-on générale, dans laquelle est engagée la parole de Empereur Napoléon, la consolidation de l'Empire mexi-ain et les intérêts les plus sacrés, l'existence même des ésidents français.

C'était bien de pacification générale qu'il s'agissait! u moment où il recevait cette lettre, le Maréchal, verti par le colonel Van der Smissen des dangers ue courait sa petite troupe, ordonnait l'évacuation e Monterey; bien plus, les colonnes françaises al-aient quitter Saltillo, et commencer le mouvement e retraite.

Le Commandant en chef venait de recevoir une let-re de son ministre, datée du 15 juin, dans laquelle n l'informait qu'une convention avait été passée avec a Compagnie transatlantique, et qu'à la fin de sep-embre trois grands transports à vapeur pouvant con-enir chacun de mille à onze cents hommes seraient nis à la disposition de l'armée du Mexique.

Le maréchal Randon ajoutait :

Je me préoccupe de votre dernière colonne: quelles ont les positions que vous ferez occuper aux régiments ui la composeront? A quoi seront-ils employés pendant es cinq ou six mois qu'ils devront attendre leur tour

d'embarquement? Le pays sera-t-il dans une situation telle qu'ils puissent se diriger sur Vera-Cruz, entourés seulement des bénédictions des populations à la tranquillité et au bien-être desquelles ils auront consacré quatre ou cinq années des plus rudes travaux ?...

J'ai voulu me réserver le droit de faire embarquer sur des transports de l'État les chevaux et mulets *qui n'auraient pu être vendus* et qui cependant représenteraient une valeur vénale que l'on ne saurait sacrifier...

... Le moment va devenir critique pour le gouvernement mexicain, qui n'a jamais voulu s'y préparer Les courriers qui vont se succéder nous donneront peut-être des nouvelles plus précises que par le passé sur la marche que l'Empereur Maximilien croira devoir suivre aux points de vue militaire et financier. Il est certain que le temps des hésitations est passé.

Cependant Maximilien hésitait toujours, et il venait de donner une nouvelle preuve de la faiblesse de son caractère.

Le Maréchal, qui surveillait de loin tous les points du vaste territoire occupé par les troupes franco-mexicaines, avait, à l'annonce de certains mouvements de dissidents, ordonné au général de Thun de se porter de Puebla sur Tulancingo. Le général autrichien, invoquant comme prétexte qu'il n'avait pas d'argent, avait refusé d'obéir. Maximilien s'était contenté de lui renouveler l'ordre du Maréchal, sans punir autrement cet acte d'indiscipline. Qu'allait devenir la défense de l'Empire si chacun des chefs n'agissait plus qu'à sa guise?

L'Empereur n'avait point perdu de vue son projet de confier le ministère au général Osmont et à

M. Friant. Ne recevant point de réponse à sa lettre du 3 juillet, il se décida à passer outre, et il fit porter par un courrier spécial au commandant en chef la dépêche suivante, dans laquelle il lui notifiait la résolution prise.

Palais de Mexico, le 25 juillet 1866.

Mon cher Maréchal,

L'Empereur Napoléon m'a écrit à différentes reprises qu'il mettait à ma disposition les officiers et fonctionnaires français dont le concours me serait utile, c'est-à-dire utile à l'œuvre que nous avons entreprise en commun.

Les circonstances actuelles m'ont paru nécessiter ce concours pour deux motifs : d'abord pour mettre au grand jour ma constante résolution de marcher d'accord avec la France, et, en second lieu, pour déposer dans vos mains de nouvelles garanties pour activer la pacification du pays.

J'ai donc appelé M. le général Osmont à diriger le ministère de la Guerre, et M. l'intendant Friant à diriger celui des finances. Ces deux officiers généraux m'ont demandé d'obtenir préalablement votre assentiment ; *je le leur ai garanti sur la foi de la parole de l'Empereur Napoléon*, convaincu qu'en confiant la direction de ces services fondamentaux à des officiers généraux qui ont votre entière confiance, je ne pouvais que répondre à vos vues et étendre votre pouvoir. MM. Osmont et Friant resteront d'ailleurs, comme vous le désirez, à la tête de leurs services respectifs dans le corps expéditionnaire.

Vous acquerrez donc ainsi de nouveau la certitude que vos combinaisons militaires auront tout l'ensemble possible et que les ressources du pays seront consacrées, comme par le passé d'ailleurs, à l'entretien des troupes et aux frais de guerre.

Les titulaires des ministères actuels sortent, à l'exception de M. Salazar Ilarregui, dont le dévouement à l'alliance française ne fait l'objet d'un doute pour personne.

Je crois, par ces mesures, avoir mis à votre discrétion tout ce dont je pouvais disposer pour contribuer à l'œuvre de la pacification. J'y ajouterai cependant encore un dernier pouvoir.

Si, dans le cours de votre campagne du Nord, les autorités vous paraissent devoir être changées, vous pouvez faire entier usage de la faculté de les remplacer par d'autres qui vous inspireraient plus de confiance et, au besoin, déclarer l'état de siège.

Recevez, mon cher Maréchal, l'assurance des sentiments de sincère amitié avec lesquels je suis

Votre très affectionné,

MAXIMILIEN.

Puis, sans attendre la réponse du Maréchal, les décrets nommant ministres MM. Osmont et Friant furent signés le lendemain et publiés le 27 juillet, avec une note, qui, écrite par l'Empereur lui-même, laisse percer l'intention de compromettre de plus en plus « les glorieux alliés ».

Pour obtenir dans le plus bref délai la pacification complète et durable du pays, les circonstances actuelles paraissent réclamer l'unité d'action et d'idées qui a toujours été le remède le plus efficace.

L'Empereur, convaincu que cette unité doit être complète, a confié le portefeuille de la Guerre au chef d'état-major général du corps expéditionnaire, et celui des Finances à l'intendant en chef.

Ces mesures, en harmonie avec la mission de l'Impératrice, démontreront que le gouvernement marche d'accord avec ses

glorieux alliés, et qu'il fait tous les efforts que la nation a le droit d'exiger pour activer la pacification du pays...

Le général Osmont et M. Friant, aux premières ouvertures de Maximilien, avaient écrit au Maréchal pour lui demander son assentiment ; ils ne l'avaient point reçu quand parurent les décrets. Mais, soit qu'ils crussent ainsi faire acte de dévouement, soit qu'ils cédassent à la satisfaction de se voir ministres, ils passèrent outre et acceptèrent les fonctions qu'on leur imposait ainsi d'une façon fort irrégulière.

Le Commandant en chef, au reçu de la lettre de Maximilien, se trouva fort embarrassé, et, bien qu'il comprît tous les inconvénients qui devaient résulter de la dualité des fonctions confiées aux deux officiers généraux, il n'osa pas s'opposer franchement à une mesure mauvaise, et il eut tort. L'avenir ne le prouva que trop. On peut dire que, malgré sa finesse et sa perspicacité, il se laissa, en cette occasion, tromper par Maximilien. Et sa réponse montre que pourtant il ne se faisait point illusion sur les embarras de toutes sortes qui en seraient la suite obligée.

Hacienda de las Bocas, 4 août 1866.

Sire,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Majesté de sa lettre en date du 25 juillet dernier.

Je ne puis qu'obtempérer aux désirs exprimés par Votre Majesté, et mettre à sa disposition M. le général Osmont et M. l'intendant Friant, tout en faisant respectueusement observer toutefois, ainsi que j'ai déjà eu l'honneur de l'écrire à l'Empereur, que les fonctions de ministres de la Guerre et des Finances ne me parais-

sent pas compatibles avec celles de chef d'état-major général et d'intendant en chef de l'armée française.

Votre Majesté n'ignore pas non plus que les fonctions ministérielles auxquelles Elle a daigné appeler ces deux chefs de service doivent, aux termes de la loi française, être soumises, comme acceptation, à la sanction de S. M. l'Empereur Napoléon.

Mon assentiment ne saurait donc être que provisoire.

Je désire vivement que M. l'intendant Friant puisse procurer au gouvernement de Votre Majesté des ressources qui, en facilitant le jeu de tous les rouages administratifs, allègent les charges qui pèsent si lourdement sur le Trésor français. Car on ne peut se dissimuler que c'est la France qui supporte la plus grosse partie des frais de la guerre.

Quelque extrême que puisse paraître, au premier aperçu, le parti auquel je me crois décidé en faisant évacuer Monterey et Saltillo, je constate chaque jour davantage qu'il y avait urgence d'agir ainsi.

En effet, les populations n'ont point de sympathies pour le nouvel ordre de choses établi ; le pays ne saurait offrir assez de ressources pour l'entretien d'une garnison suffisante pour maintenir l'ordre et assurer la sécurité.

La garnison que j'aurais pu laisser à Monterey n'était elle-même pas sûre et se fût trouvée dans une situation d'isolement absolu qui eût réagi sur le moral des soldats, et peut-être même sur celui des officiers.

Il eût été indispensable de se mettre souvent en relations avec elle au moyen de colonnes expéditionnaires assez fortes, et, par conséquent, très coûteuses.

Il n'y avait donc pas à hésiter, à aucun point de vue, politique, financier ou militaire. En outre, cela permet de renforcer les places en arrière, de constituer, pour ainsi dire, une nouvelle ligne de frontières du Nord, très solide

et plus facile à garder : un véritable désert aride et sans ressources séparant les points extrêmes de cette ligne et le pays évacué.

Les mouvements insurrectionnels qui se sont produits derrière moi, autour de la capitale d'abord, dans la Huatesca ensuite et jusqu'au Guanajuato, démontrent suffisamment qu'il faut condenser ses moyens d'action et donnent raison aux derniers ordres que j'ai prescrits à cet égard.

Je hâte mon retour dans la capitale, où je m'empresserai d'entretenir Votre Majesté de toutes ces questions qui touchent de si près aux intérêts de l'Empire mexicain.

Daignez agréer, Sire, etc.

MARÉCHAL BAZAINE.

Quelques jours plus tard, le Maréchal recevait une nouvelle lettre de l'Empereur lui annonçant que, sur l'avis du conseil des ministres, il avait décrété l'état de siège « dans les départements qui lui avaient paru les plus agités en ce moment » : Michaocan, Tancitaro, Tuxpan, Tulancingo et le district de Zacatlan (département de Tlascala). Il ajoutait que « plusieurs membres de son ministère l'invitaient à déclarer l'état de siège dans tout l'Empire », que ce serait ainsi « mettre le pouvoir entre les mains des commandants supérieurs militaires, *qu'on choisirait, partout où ce serait possible, parmi les officiers français.* »

L'Empereur ajoutait qu'il voulait avant de prendre cette décision recevoir l'avis du Maréchal, et il l'invitait en même temps à lui désigner des officiers de l'armée pour les commandements supérieurs.

L'intention de Maximilien de se décharger de tout

le fardeau du gouvernement et de toute la responsabilité du pouvoir sur les Français était bien visible. Il suivait son plan de nous compromettre tellement que, bon gré mal gré, nous fussions obligés de rester au Mexique et au besoin d'en recommencer la conquête.

Le Maréchal ne fut pas moins surpris de cette seconde lettre que de la première. Alors que tant de fois il s'était plaint qu'on tînt en suspicion les Français, alors que l'entourage particulier de l'Empereur et ses ministres avaient si longtemps traité nos compatriotes en ennemis, quand pourtant leurs conseils et leur action eussent été profitables à l'Empire, il avait sujet de se méfier en voyant Maximilien choisir précisément le moment où l'évacuation était officiellement annoncée pour renoncer à ses prétentions et livrer l'autorité à ceux qui ne pouvaient plus, qui ne voulaient plus en prendre la responsabilité. Il répondit à l'Empereur une longue lettre, pleine de réflexions sages et prudentes et qui mérite d'être reproduite ici afin de donner une idée exacte des capacités politiques dont, en maintes occasions, le Maréchal sut faire preuve.

Péotillos, 10 août 1866.

Sire,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Majesté de la lettre du 2 août courant par laquelle elle veut bien me demander mon avis sur l'opportunité de la mise en état de siège de tout ou partie du territoire de l'Empire mexicain, en m'invitant à lui faire connaître les officiers français qui pourraient être nommés commandants supérieurs dans les départements ou districts mis en état de siège.

Ainsi que le fait remarquer Votre Majesté, la question

est très importante et touche aux plus sérieux intérêts.

L'état de siège, en effet, constitue un état transitoire par lequel tous les pouvoirs sont réunis entre les mains de l'autorité militaire, état qui modifie singulièrement le système des rouages administratifs et judiciaires et qui place les citoyens dans une situation anormale et tendue.

C'est également dans l'intérêt d'une mesure générale et dans un moment de grande crise imprévue que l'autorité souveraine a recours à ce moyen extrême pour indiquer que la force est le seul argument qui lui reste à employer.

Est-ce le cas aujourd'hui d'appliquer cette mesure à l'Empire mexicain? Je ne le crois pas, et je demande à l'Empereur la permission de lui démontrer que la mesure est inutile.

L'état de guerre, qui est, pour ainsi dire, l'état normal de ce pays depuis cinquante ans et qui ne se modifiera qu'à la longue, ne donne-t-il pas toutes les facilités désirables pour obtenir par la force ce que ni la persuasion ni les efforts d'une administration normale n'ont pu créer?

La substitution d'une seule autorité à toutes les autres, d'un seul pouvoir à tous ceux qui régissent la société, ne saurait donner plus d'unité à la marche du gouvernement qu'autant que les autoritcs momentanément suspendues (car l'état de siège, je le répète, ne peut être que transitoire) seraient en même temps et partout remplacées par d'autres sur la valeur et la foi desquelles on pût compter.

N'est-il pas plus rationnel d'agir que d'édicter? Et dans l'état de guerre incontestable où se trouve le pays, la transition, pour arriver à l'état de siège, n'est-elle pas simple et facile?

Les généraux, les commandants supérieurs existent partout ou à proximité des points sur lesquels leur action pourrait devenir indispensable.

Les cours martiales fonctionnent dans toute l'étendue de l'Empire; il est facile, et on m'en signale l'urgence pour quelques-unes, d'en modifier la composition, sans sortir de la situation actuelle.

L'état de siège donnera-t-il plus de force, plus d'action, plus de prestige à l'autorité militaire ? Non, Sire ; il supprimera tout simplement l'action directe des autorités civiles.

On peut arriver au même but sans effrayer personne, en restant dans l'état de guerre, sans sortir de la légalité, et en remaniant le personnel administratif, judiciaire et financier.

Dois-je maintenant, comme corollaire du sentiment qui me pousse à rejeter la mise en état de siège, sauf dans des cas urgents et dans des localités données, mais toujours très transitoirement, dois-je ajouter aux considérations générales que je viens d'avoir l'honneur d'exposer à Votre Majesté les considérations tirées de la situation propre de l'armée française au Mexique dans les circonstances actuelles, alors qu'elle a remis, depuis deux ans, à l'autorité mexicaine tous les pouvoirs qu'elle exerçait avant l'arrivée du souverain ?

Quel que soit mon désir de mettre à la disposition de Votre Majesté tous les officiers dont elle aurait à me faire la demande, il est des limites que je ne saurais dépasser.

Je ne pourrais, en effet, au moment où une portion de l'armée française se dispose à quitter le sol mexicain, désorganiser les cadres et la priver de ses officiers supérieurs, les seuls qui puissent avoir assez d'autorité pour exercer des fonctions de commandant supérieur de départements mis en état de siège.

Je ne puis encore moins songer à éloigner de leurs troupes les officiers supérieurs appartenant à des corps destinés à rester au Mexique.

Et enfin serait-il prudent, lorsque déjà deux fonctionnaires de l'armée française remplissent deux des plus importantes charges dans le gouvernement mexicain, serait-il prudent, oserai-je dire à Votre Majesté, d'augmenter la dose de responsabilité qui nous incombe, en absorbant tous les pouvoirs dans l'intérieur, en annihilant tous les éléments nationaux sur lesquels Votre Majesté s'est appuyée jusqu'à ce jour, et qui peuvent être encore utilisés?

En un mot, l'état de siège deviendrait la source d'un vif mécontentement; il donnerait le prétexte à une désaffection générale qui, s'étendant du souverain du Mexique, paraissant désespérer de son peuple, à la puissance alliée dont l'action ne se ferait plus sentir que par des rigueurs, ordonnées uniquement par des officiers français, imputerait à des alliés tout l'odieux des mesures exceptionnelles. L'état de siège, dans ces conditions, augmenterait le nombre des ennemis de l'Empire et pourrait donner créance à la calomnie répandue par les dissidents pour surexciter l'esprit national, à savoir que la France est venue au Mexique dans un but de conquête.

Obliger les préfets, les sous-préfets, à adresser aux généraux et aux commandants supérieurs, quelle que soit leur nationalité, les rapports politiques sur l'état du pays et sur ses besoins; leur retirer la disposition de quelque troupe que ce soit sans l'assentiment de l'autorité militaire à laquelle ils devront adresser une réquisition par écrit; créer enfin une sorte de solidarité entre les deux pouvoirs, au lieu de les poser en antagonisme, pousser activement l'organisation d'une bonne gendarmerie; tels sont les moyens qui me paraîtraient devoir être d'abord essayés.

Votre Majesté me pardonnera cette longue exposition,

qui m'est dictée par le désir sincère que j'ai de lui être utile, et par la crainte que j'aurais de voir engager la question dans une voie plus nuisible qu'utile.

Je suis avec respect, Sire, etc.

MARÉCHAL BAZAINE.

Ces conseils étaient excellents, mais le temps était passé où on eût pu les suivre avec fruit. Peu importait à l'heure actuelle que le Mexique fût mis en état de siège, le résultat final n'en serait point modifié; les événements suivaient leur cours.

Conformément à sa promesse, l'Empereur s'était décidé à accepter, le 30 juillet, la nouvelle convention qui lui avait été proposée par la France dans la note du 31 mai. Cet accord, signé par MM. Alphonse Dano et Luys de Arroyo, au nom de leurs gouvernements respectifs, portait dans l'article premier que « le gouvernement mexicain accorde au gouvernement français une délégation de la moitié des recettes de toutes les douanes maritimes de l'Empire.

« ART. 5. — Le prélèvement de la délégation mentionnée dans l'article premier sera opéré à Vera-Cruz et à Tampico, par des agents spéciaux placés sous la protection du drapeau de la France.

« ART. 7. — La convention signée à Miramar, le 10 avril 1864 sera, dès lors, abrogée en tout ce qui a trait aux questions financières... »

Une nouvelle apportée à Mexico, le 4 août, vint donner, à une clause de cette convention un démenti humiliant. Des agents spéciaux devaient être placés à Tampico sous la protection du drapeau de la France: Tampico venait de tomber aux mains du général

dissident Pavon, qui s'était établi dans la ville avec 12,500 hommes.

La faible garnison, détachée de la contre-guérilla Dupin et composée de 200 hommes sous les ordres du commandant Langlois, n'eut que le temps de se réfugier dans le fort de Casa-Mata. Bloquée par les troupes nombreuses de Pavon, elle attendait des secours.

Par bonheur, le commandant Cloué, informé de ce désastre, ne perdit pas une minute, et avec l'*Adonis* et les deux canonnières *Diligente* et *Tactique*, il se rendit à Tampico; il obtint que la garnison sortirait du fort avec les honneurs de la guerre, et rejoindrait la petite flotte.

Après la chute de Matamoros, celle de Tampico était le plus grave échec que pût subir le gouvernement impérial. En dehors du préjudice que causait au Trésor la perte de cette douane fort importante, c'était un coup terrible à ce qui restait de prestige à l'Empire. Et le coup était d'autant plus dur que la saison mauvaise rendait impossible toute tentative de reprise immédiate.

En apprenant cette nouvelle, Maximilien entra dans une violente colère, et, comme il était dans ses habitudes de toujours rejeter sur autrui la responsabilité des fautes commises ou des malheurs arrivés, il écrivit au Maréchal :

Alcazar de Chapultepec, le 4 août 1866.

Mon cher Maréchal,

La prise de la ville de Tampico par les dissidents, l'évacuation de Monterey par vos ordres m'apprennent que

les résultats de votre campagne dans le Nord auront pour mon pays les plus graves conséquences.

Je désire donc, à titre de souverain, être instruit du plan que vous vous proposez de suivre dans vos opérations, afin que je tente de sauver, s'il est possible, les adhérents à l'Empire dans les provinces non pacifiées que vous voulez abandonner : mon honneur exige que je n'oublie pas ce soin.

Sans la connaissance de la ligne de conduite que vous avez adoptée, je suis, comme vous le comprendrez aisément, dans l'impossibilité de prévenir au moins les malheureux fonctionnaires qui se sont sacrifiés pour notre cause.

Recevez les assurances de ma bienveillance.

MAXIMILIEN.

Les reproches indirects adressés au Commandant en chef n'étaient pas justifiés. Maximilien oubliait que le Maréchal lui avait demandé d'envoyer à Tampico le général Mejia, et que, celui-ci ayant refusé de s'y rendre sous prétexte que le vomito sévissait dans la région, la ville se fût trouvée sans garnison, si le Maréchal n'avait donné l'ordre à la contre-guerilla Dupin d'y détacher les 200 hommes qui s'y trouvaient. Cette force était insuffisante, mais on ne pouvait faire plus.

Quant au plan mis à exécution dans la campagne du Nord, il provenait directement de l'ordre d'évacuation précédemment donné, et, sur ce point comme sur tant d'autres, le Commandant en chef était couvert par des ordres supérieurs, ainsi que le prouve ce passage d'une lettre confidentielle adressée le 30 juin par le ministre de la Guerre au Maréchal Bazaine :

... L'Empereur auquel j'ai donné connaissance de votre lettre du 28 mai vous approuve de ne pas songer à occuper avec vos troupes la ville de Chihuahua. *Les raisons que vous mettez en avant, en opposition aux considérations développées par l'Empereur Maximilien, lui ont paru parfaitement logiques...*

Le Maréchal reçut le 12 août à l'hacienda de Peotillos les reproches de l'Empereur. Il ne s'émut guère, car il conservait son sang-froid; toutefois il jugea de son devoir de les relever tous, et il le fit avec autant de modération que de fermeté.

Peotillos, 12 août 1866.

Sire,

Je reçois à l'instant la lettre de Votre Majesté en date du 4 août courant.

En associant le fait de la prise de Tampico par les dissidents à l'évacuation de Monterey par mes ordres, Votre Majesté semble vouloir m'imputer la responsabilité de ces deux faits.

Je croyais avoir suffisamment exposé à Votre Majesté par mes deux lettres écrites de San-Luis de Potosi, à la date du 11 juillet, n° 7, et du 20 juillet, n° 46, la situation du Nuevo-Leon et du Cohahuila, pour que la nécessité de l'évacuation de Monterey, après la destruction des troupes du général Mejia et la capitulation de Matamoros, dans les conditions morales où se trouvait la légion belge, fût reconnue, non seulement au point de vue politique, mais encore et surtout au point de vue militaire.

La capitulation de Matamoros et les conséquences qui en sont résultées ne sont point de mon fait, et je n'ai pas pu formuler mon appréciation à ce sujet. J'avais à parer aux exigences d'une situation que je trouvais toute faite,

et je crois avoir rempli mon devoir envers le souverain en mettant sous ses yeux tous les documents joints à mes lettres précitées, dont j'ai d'ailleurs envoyé le duplicata à mon gouvernement.

Quant à la prise de Tampico par les dissidents, j'aurai l'honneur de rappeler respectueusement à l'Empereur qu'avant d'entreprendre ce qu'il veut bien appeler ma campagne dans le Nord, au moment où les débris des troupes du général Mejia arrivaient à Vera-Cruz, j'ai demandé l'envoi à Tampico du général Olvera avec ce qui restait de sa brigade. Les instances du général Mejia auront vraisemblablement fait modifier la première décision de Votre Majesté, qui était favorable au mouvement projeté; car la brigade Olvera ne s'est point rendue à Tampico et a été dirigée depuis sur Mexico, contrairement à des ordres que j'avais laissés et qui correspondaient à une combinaison militaire dont l'effet avorté a ses conséquences actuelles dans l'État de Queretaro.

Un défaut de concours analogue, que refusa de me prêter M. le général de Thun, n'a pas peu contribué non plus aux désastres qui frappent le Tamaulipas.

Le général Mejia se plaignit que ses soldats fussent exposés aux dangers de la fièvre jaune à Tampico.

Un faible détachement de la contre-guérilla, le seul dont je pusse disposer pour constituer une garnison à Tampico, fut alors embarqué à Vera-Cruz sans compter avec les rigueurs du climat qui nous a coûté un bataillon l'année dernière. Je ne sache pas que ce détachement ait abandonné son poste, ni livré ce qu'il était chargé de défendre.

Votre Majesté m'exprime le désir d'être instruite du plan que je me propose de suivre dans mes opérations.

Si Votre Majesté eût daigné me recevoir lorsque, la veille

de mon départ de Mexico, je sollicitais l'honneur de prendre congé d'elle, je lui eusse exposé mes projets, qui consistaient simplement à reconnaître de mes propres yeux l'effet produit dans le nord de l'Empire par les événements de Matamoros, à m'assurer de l'exactitude des rapports qui m'étaient adressés sur le peu de confiance que l'on devait avoir dans les principaux fonctionnaires et sur l'esprit généralement hostile des populations de ces contrées.

C'est après avoir constaté toutes ces vérités, et beaucoup d'autres encore, que, m'appuyant sur les rapports des généraux Douay et Jeanningros, j'ai reconnu l'impossibilité de conserver, pour le moment, des points avancés qui ne pourraient être qu'une source de dangers et de dépenses continuels. J'ai pris, en en rendant compte à Votre Majesté, le parti, que je persiste à croire sage, d'ordonner l'évacuation de Monterey et de Saltillo, afin d'établir en arrière une ligne forte, facile à garder et séparée de la première par un véritable désert, où nos alliés et nos ennemis ne peuvent compter sur aucune ressource. Mon opinion était et est encore qu'il est préférable de développer son influence dans l'intérieur en concentrant ses moyens d'action dans une zone déterminée, plutôt que de s'exposer aux extrémités soumises aux influences de la frontière.

Votre Majesté provoque des explications : je les lui donnerai sincères.

L'abandon absolu dans lequel les anciens ministres de l'Empire ont laissé le général Mejia à Matamoros a déterminé la capitulation de cette place ; la triste situation qui est faite au général Montenegro, à Acapulo, malgré mes nombreuses réclamations, malgré les promesses toujours faites et jamais tenues, entraînera, je n'en doute pas, un jour ou l'autre, ou la défection de cette troupe,

qui a donné des preuves réelles d'abnégation et de dévouement, ou la capitulation de la place.

En présence de cette inertie, de ce mauvais vouloir flagrant que je ne crains pas de dénoncer encore à Votre Majesté, tout en accomplissant loyalement envers l'Empereur du Mexique, avec conscience et dévouement, la mission que m'a confiée mon souverain, je dois me préoccuper des soins que m'impose mon devoir comme mon droit de commandant en chef de l'armée française.

Ma lettre du 11 juillet a exposé à Votre Majesté mes devoirs en vue des éventualités d'une prochaine évacuation par une notable portion de l'armée confiée à mon commandement.

Comme conséquence naturelle des événements et des appréhensions qu'il m'est permis de concevoir sur le rôle que l'élément mexicain joue dans ce pays, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Majesté qu'il me sera impossible de laisser mes troupes à Guaymas et à Mazatlan.

Depuis longtemps le gouvernement mexicain a pu et dû s'occuper d'assurer le maintien du pouvoir impérial dans ces deux places. Je me vois forcé de laisser la Sonora et le Sinaloa aux seules ressources dont dispose le gouvernement de Votre Majesté et je ne tarderai pas à rappeler les troupes françaises qui occupent ces contrées éloignées.

Quant aux fonctionnaires qui ont prêté leur concours au gouvernement de Votre Majesté, je les crois trop habiles ou pour s'être compromis inutilement, ou pour s'exposer à des éventualités prévues par eux.

Ils ont su, jusqu'ici, et sauront tous, dans l'avenir, se mettre d'eux-mêmes à l'abri de tout danger.

En résumé, Sire, je ne crois pas que l'évacuation de Monterey et de Saltillo puisse avoir, pour le pays de Vo-

tre Majesté, des conséquences aussi graves qu'elle semble le craindre.

Il faut savoir, à la guerre, faire la part des éventualités et sacrifier momentanément une portion de son territoire pour assurer le principal, dût-on plus tard, quand l'ennemi s'est usé ou affaibli par ses désertions, reprendre le territoire momentanément abandonné.

J'ai l'honneur d'être de Votre Majesté, etc.

MARÉCHAL BAZAINE.

Malgré l'optimisme de commande qui terminait cette lettre, le Maréchal se faisait peu d'illusions sur les conséquences de l'évacuation annoncée et du mouvement de retraite commencé. D'ailleurs les événements parlaient plus haut que tous les raisonnements.

L'audace des ennemis de l'Empire croissait de jour en jour. La nouvelle de la prise de Tampico fut comme le signal d'un nouveau soulèvement parmi eux. Quelques jours après, Tlacotalpam était attaqué par des forces supérieures; la garnison, contrainte d'évacuer la ville, s'embarquait sur la canonnière *la Tempête*, envoyée à la hâte par le commandant Cloué.

Dans l'État de Guadalajara, le général Lozada, dont le nom avait rallié beaucoup d'adhérents à l'Empire, déclarait se retirer dans la vie privée. Dans la Michoacan, les bandes toujours battues et jamais détruites de Regules s'avançaient vers la vallée du Rio de Lerma, et on rattachait ce mouvement à une entente avec Diego Alvarez et Porfirio Diaz, redevenus maîtres l'un du Guerrero, et l'autre d'une partie de l'État d'Oajoca [1].

1. Ces bruits étaient prématurés, car cette prise d'armes n'eût lieu qu'en 1867, après le départ des Français.

Le 19 août, le Maréchal, informé des dangers multiples que couraient les troupes placées sous ses ordres en présence de ces soulèvements, songea à ramener les garnisons éloignées : il donna l'ordre d'évacuer Guaymas et Mazatlan.

Sur ces entrefaites, le plus ancien divisionnaire du corps d'occupation, le général Douay, demanda à rentrer en France, déclarant que son état de santé ne lui permettait pas de continuer la campagne.

Le commandant en chef lui répondit aussitôt :

Mon cher général,

Je ne saurais vous dissimuler la peine que j'ai ressentie à la reception de votre lettre ; je croyais votre santé rétablie et ne pensais pas qu'elle pût vous mettre de nouveau dans la nécessité de nous quitter.

Votre demande de congé, appuyée d'un certificat des médecins, ne permet pas de retarder votre départ. Je vous laisse donc libre d'en fixer le moment. Je dois cependant vous prévenir, ainsi que je vous l'ai fait écrire confidentiellement, que vous êtes désigné par le ministre de la Guerre pour prendre le commandement des troupes qui doivent rester au Mexique, lorsque je croirai devoir rentrer en France.

Fût-ce la perspective d'hériter du commandement en chef, fût-ce la crainte de paraître abandonner un poste périlleux dans des circonstances difficiles, toujours est-il que le général Douay ne donna pas suite à sa demande de congé.

Des incidents excessivement graves venaient, en effet, dans ce moment même, compliquer la situation de l'armée française. La légion belge, qui jusqu'à ce

jour s'était toujours bien conduite, et qui, en certaines circonstances, comme dans les deux combats de Tacambaro, avait fait preuve d'un courage poussé jusqu'à l'héroïsme, la légion belge donnait l'exemple de l'insubordination. Les officiers démissionnaient en masse, et les soldats découragés demandaient à rentrer en Europe; leur chef, le colonel Van der Smissen refusait de se mettre sous les ordres du commandant de la Hayrie.

Le général Douay se rendit immédiatement à Venado et essaya d'arrêter ce mouvement de sédition par des mesures énergiques. Il était temps : on disait hautement que, non seulement les soldats n'obéiraient pas, mais encore que, si on mettait des officiers français à leur tête, ils les massacreraient.

C'étaient là de bien terribles symptômes. Les inquiétudes qui en résultaient pour le Maréchal, jointes à celles que lui causaient la politique de Maximilien et l'entrée au ministère de MM. Osmont et Friant, lui firent hâter son retour dans la capitale. Le 26 août, il rentrait à Mexico.

Dès le 29, il adressait à son ministre un long rapport, dans lequel, revenant sur les derniers incidents rapportés ici, il indiquait, dans un passage significatif, son opinion sur le voyage de l'Impératrice, et la coïncidence qu'il y avait, selon lui, entre le voyage et la nomination de deux Français comme ministres :

Je ne sais quel résultat aura la mission de S. M. l'Impératrice Charlotte, mais *je sais qu'elle est intimement liée aux combinaisons qui ont appelé le général Osmont et l'intendant Friant aux affaires*. Je sais que l'Empereur a déclaré

qu'il se jetait dans les bras de la France, parce qu'il y était forcé, et *je crois avoir trop raison en ne voyant dans cette politique nouvelle qu'une manœuvre pour entraîner la France, malgré elle à reconstituer le rôle de l'intervention ou même pour lui susciter des embarras.*

Dans le rapport du 9 septembre le maréchal revenait sur ce point :

L'Emperenr Maximilien, aussi bien que ceux qui sont hostiles à la politique française, ne tenant aucun compte du temps perdu avant de se jeter dans nos bras, se plaît ou se plaira à dire que les fonctionnaires français, mis au pied du mur, n'ont pas mieux réussi que les Mexicains, et l'on ne manquera pas de faire rejaillir sur le nom français l'odieux des mesures extrêmes auxquelles on est forcément amené *pour prolonger l'agonie d'une situation impossible.*

Comme un désespéré, le gouvernement impérial devenait de plus en plus un gouvernement de combat. On a vu les dispositions relatives à la proclamation de l'état de siège dans plusieurs départements; pour rendre effective l'action du gouvernement, il fallait de l'argent et des hommes. On chercha à se procurer l'argent en établissant un nouvel impôt de 15 p. 100 sur les biens désarmortis, et c'est l'intendant Friant qui en endossa la responsabilité, puisque c'est lui qui, comme ministre, le proposa. Quant aux hommes, on avait renoncé à les recruter par la conscription, qui avait le double désavantage d'être un procédé lent et impopulaire ; on se rabattit sur le système de la *leva*. Puis, ce moyen lui-même ayant paru trop long au gré des singuliers organisateurs des forces nationales,

on eut recours à quelque chose de plus pratique : on ouvrit les portes des prisons, pour en extraire les criminels et les vagabonds, qu'on incorpora aussitôt dans l'armée mexicaine.

On peut juger de ce que valait cette armée par les recrues qu'elle recevait.

Les espérances qu'avait fait naître le départ de l'Impératrice Charlotte pour l'Europe n'avaient pas été de longue durée. Dès le commencement de septembre, on savait qu'un vapeur frété par l'Empereur, pour son service particulier, lui avait rapporté, de la Nouvelle-Orléans, un télégramme chiffré. Rien n'ayant transpiré du contenu de cette dépêche, l'opinion s'était aussitôt formée que les nouvelles reçues étaient mauvaises, puisqu'on ne les publiait point. La presse se fit l'écho de ces bruits fâcheux ; le *Journal Officiel* n'y répondit que par une note insignifiante qui contribua plus à les confirmer qu'à les détruire.

Sur ces entrefaites, on annonça le départ du général Uraga pour l'Europe. Le général s'était rallié à l'Empire au moment de l'arrivée de Maximilien. On ne faisait pas grand fonds sur son dévouement, et lui-même trop clairvoyant pour ne pas prévoir les événements, ne tenait pas à se compromettre davantage dans une aventure destinée à mal finir. Aussi fut-il aussi heureux de partir que l'Empereur de l'éloigner. Quant à la mission que l'opinion publique lui prêta alors, il nous est impossible de dire si elle exista autre part que dans quelques imaginations : on dit qu'il était chargé d'empêcher le retour de l'Impératrice.

Et, à ce propos, il est curieux de noter combien souvent, sans indices précis, sans renseignements di-

rects, l'intuition des masses est perspicace. Le Maréchal la résumait en ces lignes :

On raconte, à l'appui de cette opinion, que l'Impératrice tient beaucoup plus à sa couronne que l'Empereur Maximilien, et que *son retour au Mexique pourrait peut-être nuire à certaines aspirations que ce souverain peut avoir vers l'Europe.*

Des officiers placés près du souverain essaieraient, dit-on, de lui persuader que *ses véritables intérêts sont en Autriche bien plutôt qu'au Mexique*, et deux ou trois missions secrètes viennent d'être données, peut-être pour savoir à quoi s'en tenir à ce sujet.

Qu'on veuille bien rapprocher les indications contenues dans ces lignes de la résistance opposée par l'Archiduc à la signature du pacte de famille, de la protestation rédigée un an plus tard contre ce même pacte de famille, et l'on comprendra mieux les mobiles qui le poussèrent à rester au Mexique après le départ des troupes françaises.

Maximilien eut toujours « des aspirations vers l'Europe », et lorsque nous les exposerons plus explicitement, en temps et lieu, on verra quelle responsabilité pèse sur ce prince dans l'échec définitif de l'aventure mexicaine.

CHAPITRE VII

Événements d'Europe. — Sadowa (3 juillet 1866). — Arrivée de l'Impératrice Charlotte à Saint-Nazaire (8 août). — Arrivée à Paris. — Napoléon III malade. — Entrevue de Saint-Cloud (11 août). — Refus opposés par Napoléon III aux demandes de l'Impératrice Charlotte. — Départ de Paris (22 août). — Le maréchal Randon au maréchal Bazaine. — Lettre de Napoléon III (29 août). — L'Impératrice Charlotte à Miramar. — Voyage à Rome. — Entrevue avec le Pape. — La folie se déclare. — Le comte de Flandre ramène l'Impératrice à Trieste.

Tandis que la situation s'assombrissait ainsi au Mexique, des événements, dont le contre-coup devait violemment réagir contre le jeune empire d'outre-mer, s'accomplissaient en Europe.

La querelle longtemps pendante entre la Prusse et l'Autriche éclatait enfin : la guerre était déclarée entre ces deux nations jadis unies dans ce faisceau de peuples groupés sous le nom d'Allemagne. Mais la Prusse plus prévoyante et sentant qu'il faut diviser pour vaincre, s'était assuré le concours de l'Italie.

Celle-ci, entraînée par l'espoir d'une récompense, accepta le rôle ingrat de recevoir les coups et d'être battue ; elle le fut sur terre et sur mer, à Cus-

tozza et à Lissa. Toutefois elle avait retenu ainsi une flotte entière et cent vingt mille hommes, dont l'absence sur le champ de bataille de Sadowa donna la victoire à la Prusse (3 juillet).

On sait ce qui s'ensuivit: la Vénétie cédée à la France à charge de la remettre à l'Italie, l'hégémonie en Allemagne passant à la Prusse.

Notre ennemie séculaire, l'Autriche, était abattue, mais nous ne gagnions rien au change, puisque nous avions maintenant à redouter une jeune ennemie, la Prusse.

C'était là le sentiment général. Le parti militaire en France cria bien haut que c'était nous, bien plus que les Autrichiens, qui avions été battus à Sadowa, et l'opposition, toujours heureuse de trouver des griefs contre le gouvernement impérial, ne se fit pas faute de le répéter. Et le pays, qui écoute volontiers ce qu'on lui crie sur tous les tons, ne tarda pas à le croire.

Ce n'était point entièrement faux, mais ce n'était point entièrement exact. On n'est jamais battu par procuration, surtout lorsqu'on n'a pas donné de procuration, et la preuve c'est qu'il fallut recommencer l'expérience en 1870.

Si nous n'avions pas été battus en 1866, nous étions du moins, depuis cette époque, d'autant plus menacés que nous nous l'imaginions davantage. Dans ces conditions, l'expédition du Mexique, qui avait été un embarras pour la politique impériale, risquait de devenir un péril pour la nation. Il n'était pas prudent à la France, au moment où elle pouvait avoir besoin de la totalité de ses forces en Europe, de maintenir deux divisions, une partie de sa flotte, et tout un état-

major de généraux, d'amiraux et d'officiers de valeur dans des parages lointains, occupés à une besogne stérile.

Napoléon III devait donc se maintenir dans les termes de sa lettre du 30 janvier 1866. Il en résultait que, si la mission de l'Impératrice Charlotte avait à l'origine bien peu de chances de réussir, elle n'en avait plus aucune au moment où elle s'accomplissait.

La malheureuse femme était partie de Mexico et de Vera-Cruz ignorant encore les événements d'Europe.

Accompagnée de M. Martin Castillo, ministre des Affaires étrangères, du comte del Valle, grand chambellan, de M. Neri del Bario, chambellan, du comte de Bombelles, grand écuyer, d'un médecin et de madame Neri del Bario, dame du Palais, elle s'était embarquée sur l'*Impératrice-Eugénie*, après les incidents racontés plus haut. M. Léonce Détroyat, lieutenant de vaisseau, détaché pendant deux ans au service de Maximilien, et rappelé par son gouvernement, avait été autorisé à voyager avec elle.

La traversée fut des plus pénibles. L'Impératrice se montra d'une humeur sombre et taciturne qui frappa tous ceux qui l'approchèrent. On juge de l'effet que produisit sur elle la nouvelle du triomphe de la Prusse qu'elle apprit en débarquant à Saint-Nazaire, le 8 août. Néanmoins, elle ne se découragea pas complètement, et songea à tenter, auprès de Napoléon III, la dernière chance de salut qui restât à elle et à son mari. Elle partit le 9 de Nantes pour Paris.

Une série d'incidents malheureux, insignifiants en eux-mêmes, aggravèrent encore les dispositions sombres de son humeur. On arrive de Nantes soit par la

gare d'Orléans, soit par la gare Montparnasse : c'est à cette dernière gare que le train l'amena. Or le général Vaubert de Genlis, M. de Cossé-Brissac, écuyer de l'Empereur, et les officiers désignés pour servir de cortège, par suite d'un malentendu, s'étaient rendus à la gare d'Orléans.

Ne trouvant personne, ne voyant aucune voiture de la Cour, l'Impératrice Charlotte dut se contenter d'un simple fiacre pour gagner les logements qui lui avaient été préparés. A ce sujet encore, elle éprouva une vive déception : elle s'attendait à être conduite aux Tuileries, on la mena simplement au Grand-Hôtel. Ce furent là des froissements qui lui furent particulièrement douloureux.

Un malentendu d'autre sorte avait laissé ignorer à Napoléon III que l'arrivée de Charlotte fût si proche. Une dépêche du préfet de la Loire-Inférieure avertit inopinément le ministre de l'Intérieur que l'Impératrice du Mexique venait de débarquer et se rendait à Paris. Au milieu des graves préoccupations du moment, c'était à la fois une complication et un ennui de plus.

L'Impératrice Eugénie, désireuse d'effacer les premières impressions fâcheuses, se rendit dès le 10, au Grand-Hôtel et s'efforça par son amabilité et la grâce qui lui était naturelle de les dissiper. L'entretien ne pouvait porter sur la question politique, cependant l'Impératrice Charlotte se plaignit du Maréchal Bazaine, « trop occupé, dit-elle, de sa jeune femme ».

C'était bien en effet contre le commandant en chef que l'attaque allait être menée vigoureusement; ce-

lui-ci, d'ailleurs, en avait été prévenu par une note confidentielle de M. de la Noue, son officier d'ordonnance (juillet 1866):

Maury (directeur de la police) est venu me trouver aujourd'hui pour compléter les renseignements qu'il avait commencé à me donner hier. Il m'a supplié de ne compromettre son nom ni dans mes dépêches, ni dans mes télégrammes, afin de ne pas lui faire perdre le moyen d'être informé [1]. Il prétend tenir de Tindal (colonel commandant la gendarmerie), qui a besoin de lui pour son organisation, et est par suite expansif, les renseignements suivants :

Tindal a déjeuné l'autre jour en particulier avec l'Empereur à Chapultepec, et là on lui aurait dit que le câble transatlantique allait fournir à l'Impératrice Charlotte un document signé Maximilien, Osmont et Friant, par lequel elle pourrait prouver au gouvernement français que la situation peut être sauvée, et qu'on répond de le faire. On lui aurait ajouté (et Tindal s'en réjouissait parce qu'il n'aime pas Votre Excellence) que demande était faite pour que Votre Excellence fût remplacée immédiatement.

Maury prétend que cette demande aurait été appuyée par les *deux* ministres. J'aurais volontiers cru la chose possible pour l'un d'eux, mais me refuse encore à croire qu'il en soit de même pour le second.

L'Empereur aurait encore confié à Tindal qu'il engageait l'Impératrice à se servir énergiquement des documents qu'elle a emportés contre Votre Excellence, et il lui aurait ajouté que ces documents étaient terribles, car quelques-uns avaient rapport à de l'argent.

1. En effet, dans la dépêche, tous les noms propres sont écrits en chiffres.

Votre Excellence peut penser que ce dernier détail a fait rire de pitié mon interlocuteur autant que moi. N'est-ce pas en effet étourdissant de voir des gens nés sur les marches du trône s'abaisser à inventer de pareilles calomnies?....

Aussitôt arrivée, l'Impératrice Charlotte chercha à voir l'Empereur des Français: mais celui-ci était alors au palais de Saint-Cloud, malade, et retenu à la chambre, depuis le 6 août. On a su depuis quelle était la grave maladie dont il subissait les premières atteintes et cette réclusion n'était point un prétexte pour éviter une entrevue.

Sans doute, Napoléon III ne tenait guère à recevoir l'Impératrice Charlotte. Il savait par avance que le but de sa mission était de lui demander des hommes et de l'argent, et les circonstances intérieures aussi bien que la politique extérieure lui interdisaient tous nouveaux sacrifices pour une cause perdue. Il n'avait donc que des refus à opposer à ses sollicitations, et il eût assurément préféré se décharger de ce soin pénible sur M. Rouher. Mais l'Impératrice du Mexique ne l'entendait point ainsi : elle voulut voir Napoléon III, et elle le vit.

C'est le 11 août, au palais de Saint-Cloud, que cette entrevue eut lieu. Que se passa-t-il entre les deux interlocuteurs? Il est facile de le deviner : d'un côté, des prières, des récriminations et peut-être même quelques violences de langage; de l'autre, une obstination froide et polie, des refus, et l'impassibilité de celui que sa mère, la reine Hortense, appelait « un doux entêté ». De détails précis, il n'est pas possible

d'en avoir : l'entrevue se passa sans témoins ; quant aux confidents, s'il y en eut, ils ont été discrets.

On sait seulement que l'entretien se prolongea pendant une heure environ, et que, lorsque l'Impératrice prit congé de Napoléon III, elle avait le visage animé, les yeux très rouges [1]...

Malgré l'échec incontestable subi, et bien qu'il ne lui restât plus d'espoir, elle ne quitta point Paris immédiatement. Elle vit à diverses reprises les ministres, notamment M. Rouher, et M. Fould, ministre des Finances. On rapporte même que celui-ci, émerveillé de l'intelligence et de l'énergie de la jeune souveraine, lui aurait dit après une conversation qui n'avait pas duré moins de deux heures :

— Je demande à Votre Majesté la permission de me retirer, car elle finirait par me convaincre bien au delà de ce que je dois désirer dans ma position de ministre des Finances.

Le 20 août, Napoléon III vint rendre visite à l'Impératrice au Grand-Hôtel ; il la revit le lendemain à Saint-Cloud, le surlendemain encore à Paris. Il était alors accompagné de l'Impératrice Eugénie.

Ces entrevues furent empreintes de plus de cordialité. Les deux Impératrices s'embrassèrent, Napoléon III baisa la main de Charlotte. On lui exprima les regrets les plus vifs des refus auxquels on était contraint. Cependant on lui promit de retarder l'embarquement des troupes françaises jusqu'à fin janvier. C'était un mince délai dont l'avantage était

1. Le général Castelnau était précisément de service ce jour-là, et c'est de lui que nous tenons ce détail.

fort problématique : mais pour lui laisser, en dépit de tout, un reste d'espoir, on sembla considérer ces conditions comme susceptibles de modifications, et l'on convint qu'elle reviendrait à Paris vers le 1er octobre. A ce moment-là, on lui ferait connaître les résolutions définitives.

Malgré ces précautions et cet atermoiement simulé, l'échec était complet. Il ne lui restait plus qu'à quitter Paris, et à aller à Rome tenter d'accomplir l'autre mission dont elle s'était chargée auprès du Pape : l'obtention d'un concordat. Mais avant de se rendre à Rome, elle voulut retourner à Miramar, désireuse d'attendre là la réponse au courrier exprès qu'elle avait envoyé à Maximilien après son entretien de Saint-Cloud.

Elle quitta Paris le 23 août, accompagnée jusqu'à Mâcon par le général et madame Almonte. La fatigue qu'elle ressentait l'obligea à des haltes nombreuses ; elle s'arrêta ainsi à Mâcon, à Turin, à Milan, dans la villa du roi Léopold sur les bords du lac de Côme. Le 27 août, elle fut reçue à la gare de Vicence par le prince Humbert, à la gare de Padoue par le roi Victor-Emmanuel. Le 29, elle arrivait à Miramar.

Quelles durent être ses réflexions en revoyant ce palais quitté avec un si brillant cortège, moins de trente mois auparavant, et quel effrayant contraste entre les espérances d'alors et la réalité présente !...

La visite de l'Impératrice du Mexique, jointe aux événements militaires d'Europe, avait poussé le gouvernement français à prendre des résolutions graves. Elles furent communiquées au maréchal Bazaine dans deux lettres, l'une du 15 août, adressée par le

ministre de la Guerre, l'autre du 29, écrite par Naléon III.

En dehors des ordres transmis au Commandant en chef, ces documents contiennent des détails sur le voyage de l'Impératrice, et prouvent qu'à ce moment les attaques portées contre lui n'avaient fait aucune impression pas plus sur l'esprit du souverain que sur celui de son ministre : tout au moins, n'en laissait-on rien paraître.

Paris, 15 août 1866.

Mon cher Maréchal,

Je vous approuve fort d'avoir quitté Mexico pour vous porter au milieu des troupes dans les provinces du Nord, afin d'être mieux placé pour vous faire une idée exacte de la situation politique et militaire du pays, et de donner à vos ordres une exécution plus immédiate.....

... Quand cette lettre vous parviendra, le mouvement d'évacuation sera bien près de commencer : il est évident qu'il y aura des mesures de prudence et peut-être même de vigueur à prendre pour aller au devant des impressions diverses que ce mouvement pourra produire dans le pays. Je ne puis rien vous prescrire à ce sujet, éloigné comme je le suis, et plein de confiance dans votre expérience, mais il me suffit de vous faire savoir que le gouvernement de l'Empereur ne se fait pas d'illusions sur les affaires du Mexique en général, et sur ce qui touche l'armée que vous commandez en particulier. Aussi regarde-t-il comme très important que vous dirigiez les mouvements de l'armée aussi longtemps que les circonstances le commandent, et, *si je dois vous faire connaître mon opinion personnelle, je crois que vous ne devez quitter le Mexique qu'avec la dernière colonne*, parce que c'est assurément celle qui sera la plus difficile à conduire au port.

L'Impératrice Charlotte est depuis quelques jours à Paris. J'ai eu l'honneur d'être mandé par Sa Majesté, et elle a bien voulu m'entretenir de la situation du Mexique à différents points de vue. L'Impératrice se montre pleine de confiance dans l'avenir de l'Empire, et l'on ne peut qu'admirer la grandeur de ses sentiments, non moins que la résolution qui l'a fait arriver en Europe pour soutenir la grande cause à laquelle elle s'est dévouée.

Mais, malheureusement, le gouvernement ne peut pas marcher à l'encontre de l'opinion publique de la France, laquelle ne doit pas se contenter toujours d'espérances qui ne se réalisent pas ; voilà plus de quatre années que nous attendons le prix des efforts de tout genre que nous avons faits, et, au lieu d'en entrevoir le terme, il semblerait que nos sacrifices devraient aller en augmentant; au lieu de voir les ressources se développer, il semble qu'elles périclitent de plus en plus ; au lieu de voir la tranquillité et la confiance se fonder l'une par l'autre, il semble qu'elles s'éloignent chaque jour de plus en plus. Que pourrions-nous faire de plus que ce que nous avons fait, et où nous conduirait la continuation de tant de sacrifices ? L'expérience du passé est là pour nous l'apprendre. Le gouvernement mexicain, dès le principe, n'a pas voulu comprendre qu'il devait se préparer à faire lui-même ses affaires, à asseoir son crédit, à organiser son armée. Au lieu de cela, il paraît avoir compté sur l'appui indéfini de la France, sur son trésor, sur son armée. Il y a un terme à toutes choses, et l'histoire ne manquera pas de reconnaître que l'Empereur Napoléon aura fait tout ce qui était humainement possible pour consolider l'Empire mexicain, que le dévouement, le courage et la persévérance de nos troupes avaient puissamment contribué à fonder.

L'Impératrice, entre autres observations, m'a parlé

des sacrifices que le Trésor mexicain avait eu à supporter par le fait des expéditions entreprises par notre armée : ces sacrifices s'élèveraient à seize millions pour le seul service des transports. Je pense bien qu'il en est de cette dépense comme de celle de dix millions qui avait été consacrée à l'expédition de Oajaca, et qui s'est trouvée réduite à 900,000 francs. Dans tous les cas, ces transports, c'est pour rendre possible ces incessantes marches dans toutes les directions qui ne suffisent pas cependant à protéger les convois, pour assurer les communications et réprimer les exactions des bandes.

Quoi qu'il en soit du profond respect avec lequel a été accueillie l'Impératrice Charlotte, et le désir bien sincère que le gouvernement de l'Empereur aurait eu de donner satisfaction aux réclamations que Sa Majesté est venue apporter de si loin, il n'a pas été possible de rien changer aux mesures arrêtées précédemment, et à celles qui vont prochainement recevoir un commencement d'exécution.....

MARÉCHAL RANDON.

Napoléon III écrivait par le courrier suivant :

Saint-Cloud, le 29 août 1866.

Mon cher Maréchal,

Le moment approche où je dois faire appel à toute votre énergie et à toute votre intelligence pour terminer, *d'une manière ou d'une autre*, les affaires du Mexique. L'arrivée à Paris de l'Impératrice Charlotte n'a pu rien changer à l'état des choses, et *je lui ai déclaré franchement qu'il m'était impossible de donner au Mexique un écu ou un homme de plus.*

Les questions se résument donc ainsi : ou l'Empereur Maximilien pourra se maintenir avec ses propres forces,

ou s'il ne le peut pas il faudra qu'il abdique, et alors nos troupes s'embarqueront en entier pour revenir en France. Dans ce dernier cas, il faudrait, comme je vous l'ai déjà écrit, réunir à Mexico une assemblée représentant le pays et faire élire un gouvernement qui offrît quelques chances de stabilité ; faire avec lui un traité qui reconnût toutes nos créances, et enfin tâcher, en rétablissant une République, la moins mauvaise possible, d'obtenir des garanties d'ordre et de sécurité pour nos nationaux.

Tout cela, je l'avoue, est bien difficile, mais je compte sur vous pour débarrasser la France de cette question mexicaine qui nous entraîne dans des difficultés insolubles. J'ai écrit dans ce sens à l'Empereur Maximilien, en lui déclarant que le temps des demi-mesures est passé, qu'il faut ou qu'il se soutienne de lui-même, *en n'ayant d'appui que la partie de l'armée française qui doit rester jusqu'en* 1867, *ou bien qu'il abdique, et alors l'armée reviendrait tout entière vers le mois de février prochain.*

J'ai pris une vive part à la joie que vous avez dû éprouver de la naissance d'un fils, et vous ne pouvez douter de l'intérêt que je porte à tout ce qui vous touche. Vous pouvez communiquer ma lettre à M. Dano et vous concerter avec lui sur les mesures à prendre.

Recevez, mon cher Maréchal, l'assurance de ma sincère amitié.

NAPOLÉON.

Dans le cas où vous seriez obligé de convoquer une assemblée, il faudrait faire une assemblée dans laquelle vous diriez que je n'ai jamais voulu imposer au Mexique une forme de gouvernement quelconque ; que j'ai voulu seulement les aider à établir un gouvernement stable, les arracher à une anarchie qui depuis cinquante ans pa-

ralysait les ressources du pays ; que c'était le peuple mexicain qui avait voulu revenir à une forme monarchique et avait élu l'Empereur Maximilien ; que, celui-ci abdiquant, le peuple rentrait dans ses droits et devait choisir librement le gouvernement qui lui conviendrait, etc.

J'apprends avec surprise qu'Osmont et Friant ont accepté d'être ministres de la Guerre et des Finances de l'Empereur Maximilien, tout en conservant leur position dans l'armée française : cela est impossible et ne doit pas être toléré.

Saint-Cloud, le 30 août 1866

Mon cher Maréchal,

J'apprends la prise de Tampico. Dans ces circonstances il ne peut être question de renvoyer les troupes. Il faut les conserver réunies, et les embarquer plus tard à la fois, après avoir puni les envahisseurs.

Croyez à ma sincère amitié.

NAPOLÉON.

On le voit, par ces correspondances, la mission de l'Impératrice Charlotte n'avait rien changé à des résolutions prises de façon irrévocable avant son arrivée à Paris. Si le ministre cachait sous un langage étudié ses véritables sentiments, Napoléon III ne les déguisait point. Il fallait en finir « d'une manière ou d'une autre », et, bien qu'il envisageât l'hypothèse où Maximilien chercherait à se maintenir avec ses propres forces, il ne croyait pas que l'Empereur du Mexique s'abandonnât en aveugle à un parti aussi insensé, aussi désespéré ; il prévoyait une abdication qui aurait l'avantage de simplifier les choses, en facilitant le départ des troupes.

La simplification était plus apparente que réelle, et le Maréchal, resté au milieu des difficultés, devait bien en sentir les inconvénients. Quelle autorité pouvait avoir un gouvernement quelconque, établi à la hâte, par une force destinée à s'éloigner aussitôt? Les événements, d'ailleurs, trompèrent tous les calculs et déjouèrent toutes les prévisions. Jusqu'à la fin, tout fut surprise et malchance dans cette expédition.

Mais avant de reprendre le récit des faits qui se passaient alors au Mexique, il faut raconter les tristes incidents du voyage de l'Impératrice Charlotte.

Arrivée à Miramar à la fin du mois d'août, la malheureuse femme chercha à recouvrer, dans le repos et la solitude, un peu de son énergie, sinon de son espoir. Elle fit venir auprès d'elle le jeune prince Iturbide, âgé de quatorze ans, que Maximilien avait placé à Sainte-Barbe, pour y achever ses études. M. Éloin l'accompagna.

L'Impératrice reçut aussi la visite de l'archiduc Louis-Victor, que François-Joseph lui envoya, témoignant ainsi à sa belle-sœur des égards d'autant plus méritoires qu'il avait plus de griefs contre son frère Maximilien.

Elle reçut également le président et le vice-président de la Chambre de commerce de Trieste, et, dans sa réponse à leur allocution, elle affecta une sécurité et une confiance qu'elle n'avait guère, allant jusqu'à dire que « dans le cas où l'Empereur Maximilien ferait, l'année suivante, *un petit voyage en Europe*, il ne manquerait pas de visiter Trieste... »

Elle ne désespérait cependant point encore complètement, et même, vers le 5 septembre, elle envoyait

à Mexico un télégramme annonçant son retour prochain. Elle devait auparavant se rendre à Rome.

On n'a pas oublié à la suite de quels incidents fâcheux les négociations entamées entre le Pape Pie IX et Maximilien avaient été rompues à Mexico, sans avoir abouti. Ces négociations avaient été reprises à Rome. Trois projets de concordat avaient été successivement soumis à l'approbation du Souverain Pontife, qui avait péremptoirement écarté les deux premiers.

Le troisième, élaboré par un habile intrigant, le P. Fischer, qui jouera un rôle si considérable dans l'agonie de l'Empire de Maximilien, et sur lequel nous reviendrons avec plus de détails, le troisième projet avait recu un meilleur accueil. Pour mener à bien ces négociations, la présence de l'Impératrice pouvait être très efficace.

Avant de quitter Miramar, elle y donna une fête, la dernière que ce triste château ait vue. Elle célébra l'anniversaire de l'indépendance mexicaine, accomplissant ainsi ses devoirs de souveraine, même ceux qu'il devait lui être le plus pénible de remplir.

Le 18 septembre, elle partit pour Rome. Afin d'éviter les quarantaines imposées en Italie aux voyageurs qui arrivaient directement de Trieste, où sévissait encore le choléra, elle passa par Villach et Inspruck, et mit ainsi quatre jours pour parvenir à Mantoue; de là, elle continua sa route par Reggio et Bologne, et n'entra dans Rome que le 25 septembre.

On lui rendit les honneurs dus aux souverains, et le cardinal Antonelli se hâta de la venir voir; mais ce ne fut que le surlendemain, 27, qu'elle se rendit en

grande solennité au Vatican, et qu'elle eut avec le Pape un long entretien. Le 29, le Pape lui rendit sa visite à l'hôtel de Rome.

Son exaltation, sa tristesse étaient visibles, mais elles s'expliquaient par trop de causes pour étonner beaucoup ; rien ne faisait donc prévoir la scène lamentable qui devait déchirer tous les voiles.

C'est le 30 septembre : l'Impératrice retourne au Vatican, elle pénètre dans le château, et là, sous l'empire de la folie qui a triomphé de sa belle intelligence, elle se livre à des actes, à des paroles, qui ne laissent aucun doute sur son état mental. Le Pape lui fait donner un appartement près du sien : on veut encore espérer qu'avec des soins et du repos on guérira l'infortunée souveraine...

On s'efforce de masquer la gravité de son état. « On a parlé d'aliénation mentale, écrit-on. L'Impératrice est atteinte d'une exaltation d'esprit indiquant une grande agitation nerveuse, mais n'excluant pas l'exercice des facultés de la raison. Cette exaltation se manifeste notamment chaque fois qu'il est question du Mexique ou que des Mexicains sont en sa présence.

« C'est une crise qui demande avant tout du repos, du calme pour l'esprit aussi bien que pour le corps, et c'est pour cela que le Pape a donné à l'Impératrice un appartement au Vatican dans le voisinage du sien, en attendant que le comte de Flandre puisse ramener son auguste sœur à Miramar. »

On veut espérer encore que ce ne sera qu'un mal passager, un accès dont elle se remettra bien vite ; cependant son frère, prévenu, arrive le 7 octobre, et, dès le lendemain, il l'emmène à Miramar.

L'état de la malade est trop grave pour qu'on le ache plus longtemps à Maximilien ; le télégramme uivant lui porte la triste nouvelle :

S. M. l'Impératrice Charlotte a été saisie le 4 octobre Rome d'une congestion cérébrale de la nature la plus rave. L'auguste princesse a été reconduite à Miramar.

Les premiers jours furent bien pénibles pour ceux ui l'entouraient. Elle avait cette idée fixe qu'on vouait l'empoisonner, et elle faisait goûter auparavant es aliments par un chat. Le plus souvent même, elle efusait toute nourriture.

Un jour elle se rend, sur la route de Trieste, chez 'ancien maître d'hôtel du château, qui a établi un afé restaurant très fréquenté. Elle le prie de lui enoyer des aliments préparés par lui, parce que, ditlle, elle n'a aucune confiance dans ses serviteurs ıexicains qui veulent l'empoisonner.

— J'ai faim, ajoute-t-elle. Et il y a en effet plusieurs jours qu'elle n'a mangé.

On mande auprès d'elle les plus savants spécialises, et le malheur veut que leurs soins réussissent à ıoitié. Au bout de quelques jours, l'Impératrice reouvre la raison par instants ; elle lit, fait de la muique, se promène et perd ses craintes d'empoisonneıent. Guérison partielle plus terrible que le mal ncurable. L'infortunée n'aura plus assez d'intellience pour continuer la lutte avec et pour son mari ; lle en aura assez pour apprendre successivement ous ses malheurs et pour en souffrir.

Première et touchante victime d'un rêve généreux t chimérique !

CHAPITRE VIII

Mécontentement du gouvernement français de l'entrée dans le ministère mexicain de MM. Osmont et Friant. — Note du *Journal officiel*. — Lettre du général Colson. — Complications. — Le maréchal Bazaine reste au Mexique. — Dépêche du 13 septembre. — Approbation du Ministre de la Guerre. — Événements graves. — Changement d'orientation dans la politique de Maximilien. — Ministère Lares. — Échange de lettres entre l'Empereur et le commandant en chef. — Arrivée du P. Fischer. — Situation de plus en plus compromise. — Combat d'Ixmiquilpan. — Extraits du rapport du 28 septembre. — L'Empire n'a plus de partisans. — Dangers d'un plus long séjour pour l'armée. — Le maréchal Bazaine à Puebla. — Annonce du retour de l'Impératrice Charlotte.

Dès qu'il avait appris la nomination de deux officiers français comme ministres de Maximilien, Napoléon III avait nettement manifesté son mécontentement, et il l'avait exprimé dans les termes les moins ambigus au Maréchal Bazaine dans sa lettre du 30 août.

L'incident pouvait avoir une portée très grave en ce qu'il risquait d'amener les États-Unis, dont la politique ombrageuse ne laissait rien échapper, à prendre ce prétexte pour communiquer au Cabinet de Paris quelque note désagréable. Avec un voisin aussi susceptible, la chose était à craindre; des

observations furent faites dans ce sens. Pour y répondre, et couper court à l'incident le *Moniteur universel*, journal officiel de l'Empire, publia une lettre rappelant que, par un décret du 26 juillet, l'Empereur du Mexique avait confié le portefeuille de la Guerre au général Osmont et celui des Finances à M. l'intendant Friant : « Les devoirs militaires de ces » deux chefs de service, attachés à une armée en cam- » pagne, étant incompatibles avec la responsabilité » de leurs nouvelles fonctions, ils n'ont pas été auto- » risés à les accepter. ».

Le ministère de la Guerre était non moins net sur ce point.

Paris, 31 août 1866.

Monsieur le Maréchal,

Votre courrier daté de San-Luis de Potosi, 9 juillet, Mexico, 28, et la Vera-Cruz, 1er août, est arrivé à Paris le 29 à midi. J'ai envoyé le même jour copie des dépêches les plus importantes à M. le Maréchal ministre de la Guerre, qui est allé présider son conseil général à Grenoble. J'ai reçu ce matin les éléments de la réponse, que j'ai signée en son nom et *par son ordre*.

En raison de l'importance des renseignements apportés par le courrier, je me suis empressé de la faire passer sous les yeux de l'Empereur par l'intermédiaire de M. le général Castelnau, en ce moment de service près de Sa Majesté.

Le général, en me renvoyant ces papiers, m'annonce que l'Empereur désapprouve formellement l'immixtion de M. le général Osmont et de M. l'intendant Friant dans les affaires du Mexique, en qualité de ministres l'un de la Guerre et l'autre des Finances.

Je ne puis que me borner, monsieur le Maréchal, à

vous transmettre cette communication, et, d'après ce que me dit le général Castelnau, je pense que l'Empereur vous écrit directement à ce sujet.

Nous venons de recevoir par la voie du Consulat de France à Southampton la triste nouvelle de la chute de Tampico. Cet événement est le pendant de la prise de Matamoros et n'aura pas de moins désastreuses conséquences. Il ne peut qu'augmenter encore les sérieuses préoccupations qu'inspire la situation du Mexique.

Veuillez agréer, etc.

E. Colson.

Les instructions envoyées au Maréchal Bazaine témoignaient assez des préoccupations qui assaillaient le gouvernement français et en même temps exigeaient pour les suivre un homme connaissant la situation et capable de la dominer. Au point de vue politique, comme au point de vue militaire, les complications surgissaient, et de tous côtés les périls croissaient non plus seulement autour du trône de Maximilien, mais autour de notre armée, obligée de se replier dans un pays qui se couvrait d'ennemis aussi hardis que nombreux.

Était-ce bien le moment d'ajouter à tous ces dangers celui d'un changement dans le commandement en chef? Était-ce bien le rôle du commandant de quitter son armée et de laisser à un lieutenant le soin de diriger la retraite et de présider à l'abandon de l'œuvre entreprise ?

De Paris on avait pensé, sans envisager évidemment toutes les faces de la question, que la présence du Maréchal Bazaine n'était plus nécessaire, et qu'il pouvait revenir en France quand il le voudrait, en lais-

sant le commandement au plus ancien divisionnaire, le général Félix Douay. Cette latitude donnée ressemblait fort à un rappel.

Le Maréchal ne s'y était point mépris, mais il avait fait au début la sourde oreille. Le désir qu'il avait peut-être au fond du cœur de prolonger son séjour au Mexique s'était trouvé d'accord avec le sentiment de son devoir et de sa responsabilité. Il ne s'était pas pressé de partir. Bien lui en avait pris, car des instructions nouvelles n'avaient pas tardé à venir modifier celles qui lui avaient été précédemment transmises. Le maréchal Randon, le premier, ainsi qu'on l'a vu plus haut, lui avait donné l'avis, dans sa lettre du 15 août, de rester jusqu'au départ de la dernière colonne.

Le Commandant en chef s'était hâté d'informer son ministre qu'il suivrait le conseil donné, et il l'avait fait par le câble.

Mexico, le 13 septembre 1866.

Le Maréchal Bazaine à S. E. le Maréchal ministre de la Guerre, à Paris.

Reçu la dépêche de Votre Excellence du 15 août. Votre opinion personnelle est un conseil que je suivrai, qui était dans ma manière de voir, mais je crois que l'on désire ma rentrée.

Je resterai donc jusqu'au dernier soldat, et Votre Excellence peut compter sur tout mon dévouement à mon devoir. Le courrier complétera les renseignements demandés sur chevaux, harnachements et donnera des explications sur les médisances semées pour le bien de la cause maximilienne.

BAZAINE.

On voit par cette dépêche, que les renseignements confidentiels adressés au Maréchal l'avaient éclairé sur les intentions de l'Empereur à son égard. Il n'était plus dupe de la conduite de Maximilien et de Charlotte, et il n'avait pas tout à fait tort de parler d'eux avec une certaine aigreur ; d'autant qu'à ce moment ses ennemis de Mexico et de Paris avaient recommencé leurs insinuations touchant la prétendue participation au règlement de la créance Jecker. C'est à ces bruits malveillants, dont il avait été averti par son ministre, qu'il fait allusion dans les derniers mots de sa dépêche. Disons tout de suite qu'il adressa à Paris un nouveau dossier à ce sujet et qu'il n'eut pas de peine à prouver sa parfaite innocence.

Sa résolution de rester au Mexique jusqu'à la fin de l'occupation reçut de Paris la plus complète approbation. Comme il a été souvent émis des doutes à cet égard, voici deux pièces qui les dissiperont :

Paris, le 13 octobre 1866.

Monsieur le Maréchal,

Votre courrier du 8 septembre m'est parvenu le 11 octobre courant, et je me suis empressé d'en mettre les parties les plus importantes sous les yeux de l'Empereur.

Aucun fait saillant ne s'est produit depuis la date de vos précédents rapports, mais la situation générale de l'Empire ne s'est pas non plus améliorée, et elle continue à nous apparaître sous des couleurs assez sombres.

J'ai constaté avec satisfaction la continuation régulière du mouvement de concentration prescrit par Votre Excellence, mouvement que les dissidents se contentent

d'observer sans rien oser entreprendre pour l'inquiéter...

... En même temps que votre courrier du 8 septembre, j'ai reçu votre dépêche télégraphique chiffrée du 13, accusant réception de la dépêche de M. le Maréchal Randon en date du 15 août, et exprimant votre intention de rester au Mexique jusqu'au départ de la dernière colonne. *Cette décision, monsieur le Maréchal, étant conforme aux intentions de l'Empereur et aux instructions que vous avez reçues ultérieurement, je ne puis qu'engager Votre Excellence à y persévérer.*

Sa Majesté a daigné me communiquer votre dépêche télégraphique chiffrée du 27 septembre, ainsi que la réponse qu'elle y a faite le 8 octobre : les ordres que vous adresse l'Empereur sont la conséquence nécessaire du programme d'ensemble qui vous a été porté par M. le général Castelnau ; en m'informant, à la date de ce jour, qu'elle n'a rien à y ajouter, Sa Majesté m'invite à vous répéter qu'il faut concentrer les troupes et vous préparer à une évacuation générale pour l'hiver ou pour le printemps...

Agréez, etc.

Le Ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics, chargé par intérim du département de la Guerre,

ARMAND BÉHIC.

M. Armand Béhic écrivait dans la lettre précédente (29 septembre) :

Votre Excellence verra par ces instructions *combien il importe qu'elle conserve, pendant la dernière période de notre occupation, le commandement du corps expéditionnaire et la haute direction des affaires.* Les difficultés de la situation que va vraisemblablement traverser le Mexique, le rôle

glorieux encore que l'armée française est appelée à jouer, quelles que soient les éventualités qui surgissent, *rendront jusqu'au dernier moment ce commandement digne du chef qui a conquis sur nos soldats et sur le pays lui-même une si légitime influence, et dont la main habile et ferme peut seule mener à bien la délicate opération de la rentrée de nos troupes.*

Le gouvernement français avait en outre sagement renoncé au premier système adopté de faire rentrer l'armée en France par échelons, et il venait de décider que « l'évacuation, au lieu de s'opérer par rapatriements successifs à partir du mois d'octobre prochain, se ferait en bloc, et serait différée jusqu'au printemps[1] ».

Les complications ne cessaient point en effet, et, comme s'il n'eût pas suffi de celles qu'apportaient les ennemis armés de l'Empire, Maximilien en faisait surgir de nouvelles. A ce moment, il éprouva le besoin d'opérer dans sa politique un changement complet, et il lui imprima une nouvelle orientation.

On sait qu'il avait d'abord essayé de gouverner avec des libéraux, des membres du parti républicain, des Juaristes déguisés, et l'expérience n'avait pas été heureuse. Il avait tenté une aventure en appelant deux officiers français au ministère, et la nouvelle combinaison, désagréable pour la France, combattue par tous, n'avait point réussi. Vers le milieu de septembre, il jugea bon d'appeler au pouvoir les cléricaux, et confia le soin de former un ministère à M. Lares,

1. Le Ministre de la Guerre au maréchal Bazaine (12 septembre 1866).

qui passait avec raison pour l'âme damnée de Mgr Labastida.

M. Lares, ministre de la Justice et président du Conseil, plaça M. Teofilo Marin à l'Intérieur, M. Manuel Garcia Aguirre à l'Instruction publique et aux Cultes, M. Joaquin de Mier y Cerran aux Travaux publics et Commerce. Deux sous-secrétaires d'État étaient nommés : M. Larraniza aux Finances, et le général Ramon Tavera à la Guerre.

Le programme du nouveau ministère ne laissait aucun doute sur ses tendances.

... On s'efforcera avec la plus grande sollicitude de rétablir la bonne intelligence entre l'Église et l'État, au moyen du Concordat avec le Saint-Siège, dans lequel on devra convenir des mesures indispensables à la répression des abus que la démoralisation générale du pays a laissés s'y introduire. Jusque-là les dispositions adoptées par le gouvernement auront pour but d'aplanir les difficultés existantes et celles qui pourront s'élever par la suite.

En raison de la gravité des préjudices causés à l'État par l'insécurité dans laquelle se trouvent les propriétés désamorties au moyen des adjudications, et de laquelle il résulte une dépréciation de leur valeur, ce point important sera traité avec le Saint-Siège, afin que dans le Concordat on convienne du mode à employer pour donner aux acquisitions une validité suffisante pour faciliter les transactions commerciales, mettre en mouvement les valeurs de cette nature, et rapporter au gouvernement tous les bénéfices dont il a été privé par la dépréciation actuelle de ces propriétés.

Le droit d'acquisition, que l'Église possède originairement, sera réglementé, quant à son exercice, conformément aux bases qui seront stipulées dans le Concordat

qui sera prochainement signé avec le Saint-Siège. On arrêtera de la même manière le mode d'après lequel seront aliénés, de temps à autre, les immeubles que l'Église acquerra. Dans la même convention, on déterminera les mesures qui doivent assurer au clergé une subsistance décente.

La prompte pacification du pays étant la première de toutes les nécessités, le gouvernement se préoccupera avant tout de veiller à l'exécution rapide et énergique des lois par l'organisation de l'armée. Pour donner de la fixité et de la stabilité à la législation relative à cette branche, le code militaire, qui est terminé, sera publié le plus tôt possible...

•

Sous le vague voulu de ces déclarations se cachaient mal les tendances ultra-réactionnaires du nouveau ministère. Le Maréchal, qu'un long séjour au Mexique mettait à même de bien connaître les hommes politiques, ne se méprit pas un instant sur la portée du ministère Lares, et il jugea urgent « de dégager l'action de la France de toute participation à cette nouvelle évolution ». On a vu en effet que les portefeuilles de la Guerre et des Finances n'avaient point de titulaires, et restaient confiés à des sous-secrétaires d'État; on espérait toujours garder dans la combinaison MM. Osmont et Friant. Sans doute on ne les jugeait pas encore assez compromis, eux et la France, par le ministère de deux mois dans lequel ils s'étaient si maladroitement et si inutilement fourvoyés.

Le Maréchal n'entendait pas que les choses allassent plus loin. Il n'avait pas encore reçu l'expression du mécontentement de Napoléon III à cet égard, mais il le pressentait; il mit donc en demeure MM. Osmont et

Friant de se retirer, en les invitant à donner comme prétextes à leur retraite les observations, qu'il leur avait faites maintes fois touchant l'incompatibilité de leurs doubles fonctions.

Ces deux officiers ne parurent point comprendre immédiatement la portée de ces observations, et leurs tergiversations laissèrent le temps à Maximilien d'intervenir dans ce débat :

Palais de Mexico, le 15 septembre 1866.

Mon cher Maréchal,

Je crois qu'on a surpris votre bonne foi en vous présentant la modification ministérielle comme le commencement d'une ère de réaction incompatible avec la présence de deux généraux français au milieu de leurs nouveaux collègues.

Mon passé et ma tolérance politique bien connue sont, si je ne me trompe, un gage certain que la transition sera celle que les événements demandent et digne de mes glorieux alliés et de moi.

Recevez, etc.

Votre très affectionné,

MAXIMILIEN.

Cette lettre ne lui parut point assez nette, assez explicite, car quelques heures après il en adressait une seconde au Maréchal.

Mexico, le 16 septembre 1866.

Mon cher Maréchal,

Je regrette que vous mettiez MM. les généraux Osmont et Friant dans une alternative qui sera pour eux l'obli-

gation de laisser leurs portefeuilles. Tous deux s'acquittent de leurs fonctions à mon entière satisfaction; le premier a su se concilier les sympathies de l'armée mexicaine, le second vient d'élaborer une suite de décrets propres à augmenter les ressources, mais que lui seul peut mettre à exécution. *Si donc il est vrai que l'alliance entre mon gouvernement et le gouvernement français doive être prise pour une réalité, comme je me plais à le croire,* je désire que ces deux officiers généraux restent en fonctions, car, si je ne me trompe, il n'est pas impossible de les remplacer, provisoirement au moins, dans les charges qu'ils occupent au corps expéditionnaire.

Votre réponse me fera connaître à quel ordre d'idées je dois m'arrêter.

Recevez, etc.

MAXIMILIEN.

Le Commandant en chef ne pouvait laisser sans réponse de pareilles lettres, où perçait un ton à la fois caressant et agressif; il riposta le jour même :

... Si j'ai engagé MM. Osmont et Friant à opter entre les fonctions qu'ils remplissent auprès de Votre Majesté et celles qui leur sont assignées dans le corps expéditionnaire, c'est que l'expérience démontre chaque jour que les deux fonctions sont incompatibles, car il se produit des tiraillements tels que les divers services de l'armée en souffrent trop.

Il ne m'appartient pas d'apprécier la nuance politique que représente le nouveau cabinet; aussi n'est-ce point le motif qui m'a fait prendre une détermination.

Lors de ma rentrée à Mexico, j'ai laissé à MM. Osmont et Friant la faculté de rester auprès de Votre Majesté parce que le ministère n'était pas complètement consti-

ié : aujourd'hui qu'il l'est, j'ai pensé qu'ils pouvaient se
etirer sans amener aucun inconvénient.

Cependant, j'ai l'honneur de le répéter à Votre Majesté,
*e suis tout disposé à laisser à son gouvernement le concours
e ces Messieurs s'ils veulent résigner les fonctions qu'ils rem-
lissent dans le corps expéditionnaire.*

C'est dans ce sens que j'ai écrit à mon gouvernement
ar le dernier courrier, et c'est à ce point de vue que la
olution de cette affaire doit être envisagée.

Ce langage était à la fois énergique et correct.
IM. Osmont et Friant comprirent enfin que leur place
'était point dans un ministère mexicain, quel qu'il
it, et ils remirent leur démission à l'Empereur. Il
ait temps.

Comme tous ceux qui se sentent perdus Maximi-
en, sans vouloir toutefois s'avouer la gravité du pé-
l, s'en remettait aux remèdes empiriques, et était
out prêt à se confier aux pires conseillers. Justement
n homme revenait en ce moment au Mexique, qui
unissait les qualités nécessaires à ce rôle. Il était de
es aventuriers qui surgissent on ne sait d'où, qui
imposent on ne sait comment, et qui réussissent fi-
alement à tout compromettre, à tout perdre, et même
tout avilir dans la dégringolade d'un gouvernement.

Celui qui parut à ce moment s'appelait depuis peu le
Padre Fischer ». Il arrivait de Rome, où il avait posé
es bases d'un Concordat, le seul qui semblât présen-
er quelques chances d'être accepté par le Saint-Siège.

Il faut avouer que la Curie romaine s'était montrée
raiment de bonne composition en consentant à trai-
er des intérêts les plus sacrés avec un envoyé comme
e P. Fischer. C'était un prêtre, il est vrai, mais sa

robe couvrait le plus étrange chrétien qu'on eût jamais chargé de telles négociations.

D'origine allemande, Fischer était venu au Mexique vers l'année 1845, enrôlé dans une troupe de colons pour le Texas. Il débuta modestement comme clerc de notaire; mais peu satisfait d'une aussi humble situation, il passa en Californie et se fit chercheur d'or. Certains disaient qu'il n'en avait pas cherché uniquement dans les gisements.

On le retrouve quelque temps après à Durango. Il était alors protestant, mais cela ne lui donnait pas une position. Il abjura, se fit baptiser et reçut les ordres. Ayant rencontré une de ses anciennes coreligionnaires, il entreprit sa conversion; mais il ne se contenta pas de l'arracher à l'hérésie, il l'enleva également à son mari, et en eut deux enfants.

Il était prêtre : cette aventure le consacra prêtre mexicain, et l'évêque de Durango l'attacha à sa personne en qualité de secrétaire. Par malheur, l'évêque avait une jeune et jolie servante qui préféra le service du secrétaire. Celui-ci fut renvoyé, et partit avec elle.

Cette disgrâce le servit. Un notable mexicain, bien en cour, M. Sanchez Navarro, s'intéressa à lui, et le présenta à Maximilien. Le P. Fischer était trop intelligent, trop rusé, trop fin, pour ne pas promptement percer à jour le caractère de l'Empereur. Il l'éblouit, le séduisit et entra par la petite porte dans la grande politique. Il se trouvait là dans son élément. L'Empereur lui donna bientôt toute sa confiance, et resta longtemps le seul à ne pas s'apercevoir combien elle était mal placée.

Quand le P. Fischer revint de Rome, son esprit

d'intrigue, ses habiletés de toutes sortes parurent d'un utile secours au souverain désemparé, si bien que celui-ci l'attacha à sa personne. Son influence devint toute-puissante.

Mais il fallait autre chose qu'un intrigant habile pour rétablir les affaires de l'Empire. La situation devenait de plus en plus critique. Les revers succédaient aux revers, et le 25 septembre un engagement malheureux réveillait douloureusement le souvenir des échecs de Matamoros, de Parras et de Tampico.

Les Belges sous la conduite du lieutenant-colonel Van der Smissen attaquaient Ixmiquilpan, défendu par des forces imposantes, et, malgré leurs courageux efforts, se voyaient obligés de battre en retraite, laissant sur le champ de bataille six officiers morts ou mortellement atteints; cinq autres étaient blessés; la troupe comptait dix-neuf tués et vingt-quatre blessés. Les Belges avaient fait bravement leur devoir, et leur chef leur avait donné dignement l'exemple de la vaillance ; mais les Mexicains, à force d'être battus, avaient appris à se battre.

Cet échec avait aussitôt réveillé l'hostilité des populations, jusqu'à ce jour soumises, au moins en apparence. Les Rancheros étaient sortis de leurs habitations, avaient d'abord inquiété l'avant-garde et s'étaient joints ensuite à la cavalerie qui assaillait l'arrière-garde. Maintenant ils semaient d'obstacles la marche des Belges, détruisaient les ponts, coupaient les routes, élevaient des barricades. L'Empire perdait ses derniers partisans.

Il semblait ne plus se soutenir que par la présence des baïonnettes françaises. Dès lors à quoi bon éter-

niser cette présence? L'expérience était faite, et les résultats en étaient concluants. Le maréchal Bazaine transmettait à son ministre les réflexions que cette constatation lui inspirait :

... Si on a pu dire que la diminution des forces françaises au Mexique était une des causes de la décroissance du prestige impérial et avait été, de ma part, une faute militaire et politique, je suis prêt à soutenir encore et à prouver que j'étais dans le vrai.

Pour quiconque connaît le Mexique, la continuité d'une occupation étendue ne servirait qu'à entretenir les illusions des gouvernants, leur quiétude, leur confiance dans le bon vouloir d'une alliée forte, riche et puissante, dans les caisses et sur les effectifs de laquelle on persisterait à compter, sans se soucier de l'avenir.

De la part des populations, ce serait un engourdissement absolu qui ne pourrait que s'accroître, de telle sorte que lorsque, dans cinq, dix, quinze ou vingt ans, le corps d'occupation se retirerait, les terreurs se changeraient en désespoirs chez les hommes ralliés, tandis que la passion et les haines contenues par la force et par la crainte se réveilleraient plus hostiles, plus avides que jamais chez les antagonistes de l'Empire. (*Rapport politique du* 28 *septembre* 1866.)

Une occupation prolongée n'avait pas d'inconvénients pour le seul Mexique. On connaît cette loi de l'humanité qui donne aux autochthones une telle force que le vainqueur qui domine le vaincu en apparence en est bientôt dominé en réalité :

Græcia capta ferum victorem cepit [1].

1. *La Grèce conquise a conquis son farouche vainqueur.*

L'armée française en faisait la triste expérience, et le Commandant en chef signalait courageusement le danger à son ministre:

Je ne parle que très bas de la démoralisation qui aurait gagné notre armée elle-même. Le Mexique a des principes énervants et dissolvants tirés de son état climatérique et de son état social.

Je ne veux point traiter ici cette question, dont les funestes effets se font déjà sentir dans certains corps. Votre Excellence comprendra ma réserve à cet égard.

Cependant le mouvement de concentration se faisait sur Mexico; il importait que la grande ligne de communication entre cette ville et la mer fût libre pour que la retraite s'opérât en bon ordre. Or, des bandes commençaient à circuler non plus seulement dans les Terres-Chaudes, mais dans le territoire qui avait été le premier occupé par nos troupes et où la sécurité aurait dû être plus grande que partout ailleurs.

Le Maréchal fut informé qu'un certain colonel Rodriguez, entre autres, auquel l'*indulto* avait été accordé et qui commandait à Los Llanos, s'était emparé de Huamantla, après avoir fait massacrer un convoi de malades autrichiens qui se rendait de Perote à Puebla. Du côté de Tulancingo, des bandes nombreuses menaçaient la ville; des rassemblements considérables étaient signalés du côté de Tlasco. Enfin, plus au sud, Porfirio Diaz et Figueroa se préparaient à attaquer Oajaca. Le département de Puebla se trouvait donc ainsi inquiété au nord et au midi. Le Commandant en chef jugea nécessaire de se transporter

sur les lieux, et d'inspecter lui-même la place de Puebla et son armement.

Il quitta Mexico le 2 octobre, et, accompagné du général Clinchant, il arriva le 4 au soir dans cette ville. Depuis plusieurs mois, elle était occupée par les Autrichiens sous les ordres du général de Thun. L'intention du Maréchal était de les remplacer par des Français ; il y installa le général Aymard comme commandant supérieur, et il y ramena le 51e de ligne.

Après une pointe sur Tlascala et Atlancatepec, il rentra à Mexico. Il apprit à ce moment les bruits qui couraient du retour de l'Impératrice Charlotte.

Maximilien, soit qu'il y crût, soit qu'il voulût paraître y croire, écrivit officiellement à ce sujet au Maréchal, l'informant que « cette arrivée aurait probablement lieu du 20 au 31 de ce mois (octobre) », et, comme il désirait recevoir l'Impératrice au port de débarquement, il annonçait son dessein de partir prochainement à sa rencontre.

Il écrivit ceci le 4 octobre ; le 9, il avait changé d'avis : il ne parlait plus de son départ et demandait seulement au Maréchal de prendre toutes les mesures propres à assurer la sécurité de l'Impératrice.

Une nouvelle lui était parvenue qui lui avait rendu un peu de sa confiance : un envoyé spécial de Napoléon III avait débarqué à Vera-Cruz ; c'était le général Castelnau. Bien qu'il ignorât tout de sa mission, des pouvoirs qui lui étaient conférés et du rôle qu'il venait jouer au Mexique, Maximilien se flatta qu'il trouverait chez cet aide de camp de Napoléon III un appui ; en tout cas, il concluait de l'arrivée d'un tel personnage que le prestige du Maréchal Bazaine avait

considérablement faibli ainsi que la confiance qu'il avait jusqu'alors inspirée. Les accusations portées contre lui avaient donc produit leur effet ; peut-être s'ensuivrait-il dans la marche des affaires un changement heureux pour l'Empire.

Dernières espérances, dernières illusions. Comme un présage de malheur, le câble lui apporta à ce moment la nouvelle de la folie de l'Impératrice.

Un revirement complet s'opère alors dans son esprit, non le dernier toutefois, et l'aventure mexicaine entre encore dans une phase nouvelle.

CHAPITRE IX

Effet produit sur l'Empereur par l'annonce de la folie de l'Impératrice Charlotte. — Lettres de Maximilien au maréchal Bazaine (20 et 21 octobre). — Départ pour Orizaba. — Démission du ministère —. Note de M. Herzfeld. — Le Maréchal obtient de M. Lares que le ministère reste en fonctions. — L'opinion publique croit à une abdication prochaine. — Maximilien croise à Ayotla le général Castelnau et refuse de le voir. — Arrivée à Orizaba. — Le *Dandolo* à Vera-Cruz. — Tergiversations. — Dépêche du 31 octobre au Commandant en chef. — Nouvelles résolutions de Maximilien. — Une lettre de M. Eloin. — Lettre de l'Archiduchesse Sophie.

En apprenant la folie de l'Impératrice, en voyant ainsi frappée la compagne dévouée de sa vie, l'Empereur reçut un coup violent. Il resta enfermé dans son palais de Chapultepec, et les malaises presque constants dont il souffrait déjà depuis longtemps s'aggravèrent considérablement. Il ne cacha point l'effet terrible produit sur lui par ce nouveau malheur, et la lettre qu'il écrivit alors au Maréchal témoigne de la profondeur aussi bien que de la sincérité de sa douleur :

Alcazar de Chapultepec, le 20 octobre 1866.

Mon cher Maréchal,

J'ai été profondément touché des paroles de consolation que vous m'avez écrites en votre nom et au nom de madame la Maréchale, et je vous en exprime ma plus vive et ma plus profonde reconnaissance.

Le terrible malheur que m'ont annoncé les dernières nouvelles et qui a tant affecté mon cœur, le mauvais état de ma santé causé par les fièvres intermittentes, qui durent depuis si longtemps, et qui, dans ces derniers jours, ont naturellement augmenté, rendent nécessaire, d'après l'avis de mes médecins, un séjour momentané dans un climat plus sain.

Pour être en même temps plus à proximité du courrier extraordinaire qui m'est annoncé de Miramar et dont j'attends les nouvelles avec une anxiété facile à comprendre, j'ai l'intention de me rendre à Orizaba.

C'est avec la plus grande confiance que je m'en rapporte à votre tact pour le maintien de la sécurité de la capitale et des points les plus importants qui sont en ce moment occupés par les troupes de votre commandement.

En ces circonstances douloureuses et difficiles, je compte plus que jamais sur la loyauté et l'amitié que vous m'avez toujours témoignées.

Je suivrai l'itinéraire ci-joint, et je prendrai avec moi les trois escadrons de hussards du corps des volontaires autrichiens et les hommes disponibles de la gendarmerie.

Cette lettre vous sera remise par le conseiller d'État Herzfeld, mon ancien compagnon de mer, et qui se met à votre disposition dans le cas où vous désireriez des éclaircissements.

Je vous remercie aussi, qu'à madame la Maréchale, ma vive gratitude pour les sentiments d'affection qui ont tant fait de bien à mon cœur blessé.

Recevez, etc.

Votre très affectionné.

MAXIMILIEN.

Ainsi l'Empereur dans cette lettre parlait de la loyauté et de l'amitié dont le Maréchal lui avait maintes fois donné des preuves : quel contraste avec les accusations envoyées à Paris, et comme souvent le malheur remet les choses en leur vraie place !

La résolution de quitter Mexico et de se rendre à Orizaba indiquait dans l'esprit du souverain des décisions graves. Le désir d'être dans un climat plus sain ou de se rapprocher de la mer pour recevoir plus rapidement les nouvelles d'Europe n'était qu'un prétexte assurément. Si le Maréchal en avait douté, une seconde lettre de l'Empereur l'aurait éclairé à cet égard.

Hacienda de Zoquiapa, 21 octobre 1866.

Mon cher Maréchal,

Demain je me propose de déposer en vos mains les documents nécessaires pour mettre un terme à la situation violente dans laquelle je me trouve, non seulement moi, mais aussi tout le Mexique.

Entre bien d'autres, trois choses me préoccupent, et, d'une fois, je veux me décharger de la responsabilité qui me touche.

1° Que toutes les cours martiales cessent d'avoir intervention dans les délits politiques ;

2° Que la loi du 3 octobre soit révoquée de fait ;

3° Que, pour aucun motif, il n'y ait de persécutions politiques et que toutes espèces d'hostilités cessent.

Je désire que vous appeliez les ministres Lares, Marin et Tavera, pour convenir des mesures nécessaires afin d'assurer ces trois points, sans qu'il y ait nécessité que mes intentions exprimées dans le premier paragraphe transpirent tant soit peu.

Je ne doute pas que vous n'ajoutiez cette nouvelle preuve de véritable amitié à toutes celles que vous m'avez données, et, pour cette raison, je vous donne par avance mes sentiments de gratitude, en même temps que je vous renouvelle les assurances de mon estime et amitié avec laquelle je suis

Votre très affectionné,

MAXIMILIEN.

Cette seconde lettre, datée de la Hacienda de Zoquiapa, fut apportée au Maréchal par un envoyé spécial : l'Empereur n'avait pas voulu rentrer dans Mexico, et il avait, de l'Alcazar de Chapultepec, rejoint la route de Mexico à Vera-Cruz, en tournant la ville par le sud.

La nouvelle du départ de Maximilien se répandit promptement. En vain le *Diario official* inséra une note annonçant que « l'Empereur ne s'éloignait que « temporairement pour des raisons de santé et pour « être plus près des nouvelles de l'Impératrice », l'émotion produite dans le public fut considérable. Presque personne ne douta que ce voyage ne fût la première étape de Maximilien vers l'Europe et le premier acte de l'abdication.

Le ministère subit le contre-coup de ces impressions. Si l'Empereur abdiquait, qu'allait-il devenir et quel

serait son rôle? Il jugea bon de prendre les devants et de se retirer avant l'Empereur : il donna sa démission en masse, avant même que Maximilien eût quitté Chapultepec. Ceci se passait dans la journée du 20 octobre.

Cette crise qui éclatait si inopinément était cependant facile à prévoir; mais elle n'avait pas été prévue, et Maximilien se trouva pris au dépourvu. Il n'était malheureusement point dans un état moral et physique qui lui permît de faire tête à l'orage et de prendre des résolutions énergiques; il trouva plus simple et plus facile de recourir encore une fois aux services du Commandant en chef, et il remit sa cause entre ses mains. Ce fut M. Herzfeld, son ancien compagnon de mer, comme Maximilien aimait à l'appeler, qui servit en la circonstance d'intermédiaire.

Excellence,

M. Lares vient de présenter la démission de tout le ministère et a déclaré que, aussitôt que l'Empereur sortirait de la capitale, il n'y aurait plus de gouvernement. Sa Majesté étant dans un état de faiblesse extrême et insistant de partir, il faudra prendre des mesures. Je supplie Votre Excellence de vouloir bien conseiller l'Empereur encore ce soir.

Je suis, de Votre Excellence, le très dévoué serviteur,

HERZFELD.

A cet appel quelque peu désespéré et qui montrait dans quel désarroi se trouvait le gouvernement mexicain, le Maréchal, qui n'avait pas encore vu le général

Castelnau et qui ignorait les instructions dont celui-ci était chargé, le Maréchal pensa que le mieux en l'espèce était de maintenir le *statu quo*, et il se mit en devoir d'obéir au désir exprimé par M. Herzfeld au nom de l'Empereur.

Il répondit immédiatement que « des mesures allaient être prises pour faire rester les ministres à leur poste, et que Sa Majesté pouvait en toute sécurité entreprendre son voyage sur Orizaba ».

Puis il manda M. Lares et le pressa très énergiquement de garder, lui et ses collègues, leurs portefeuilles. Une crise ministérielle, se greffant sur un incident déjà aussi grave que l'absence de l'Empereur, pouvait amener les plus redoutables complications, et il importait dans l'intérêt de tous d'éviter les dangers d'un interrègne gouvernemental.

M. Lares se retira sans avoir donné une promesse ferme de demeurer à son poste; mais à minuit, après avoir consulté ses collègues, il écrivit au Maréchal que le Cabinet restait constitué et gardait la direction des affaires. Pendant ce temps, l'Empereur continuait sa marche sur Orizaba. A Ayotla, le cortège impérial croisa le général Castelnau. Celui-ci, prévenu de la présence de l'Empereur, sollicita aussitôt une audience; mais Maximilien lui fit répondre par un de ses aides de camp qu'il était souffrant et ne pouvait le recevoir. Quelques instants après, il continuait sa route.

Cet incident ancra le Maréchal dans la pensée que Maximilien était décidé à abdiquer. Divers autres indices semblaient confirmer cette opinion. Ainsi l'on apprenait qu'une frégate autrichienne, le *Dandolo*, se

trouvait dans le port de Vera-Cruz, prête à prendre la mer, que l'Empereur l'avait mandée spécialement et qu'il la réservait pour son service particulier. En outre, dans le palais impérial tous les objets précieux, sauf l'argenterie, avaient été emballés et dirigés sur Vera-Cruz.

Néanmoins, l'Empereur ne se hâtait pas de mettre à exécution la résolution qu'on lui supposait à juste titre. Il n'envoyait pas au Maréchal « les documents » qu'il lui avait annoncés dans sa lettre du 21 octobre et ne répondait point à une dépêche du Maréchal qui, sous couleur de parler de la convention douanière, avait saisi ce prétexte pour rappeler à l'Empereur ce passage de sa missive.

Le 31 octobre, le Maréchal reçut cette lettre :

Mon cher Maréchal,

Dans les circonstances difficiles dans lesquelles je me trouve, et qui, *si les négociations que je viens d'entamer n'aboutissent pas à un heureux résultat, me forceront à rendre le pouvoir que la nation m'a confié*, il me tient avant tout à cœur de fixer le sort des corps volontaires autrichien et belge, et de leur garantir l'accomplissement entier des conditions contractées avec ces corps.

Pour arriver à ce but, je vous envoie mon aide de camp, le colonel de Kodolich, auquel je viens de remettre le commandement du corps des volontaires autrichiens et que je munis des pleins pouvoirs nécessaires pour régler cette question qui m'intéresse plus que toute autre.

Cet officier jouit de mon entière confiance, et en mettant entre vos mains, entre celles de la France, si sensibles pour tout dévouement, le sort de ces corps si braves

lévoués, j'attends avec une entière sécurité le dé-
nent satisfaisant de cet arrangement.

evez, mon cher Maréchal, l'assurance des senti-
de sincère amitié avec lesquels je suis

Votre très affectionné,

MAXIMILIEN.

izaba, le 31 octobre 1866.

e signifiait cette lettre? Quelles étaient les négo-
ns entamées auxquelles était soumise l'éventua-
e son abdication? Pour augmenter l'incertitude,
urnal officiel publiait à la même date une note
nçant que l'Empereur avait recouvré la santé, et
nsi se trouvait accompli le but de son voyage.

voulait « rendre le pouvoir que la nation lui avait
», qu'attendait-il pour faire connaître sa déci-
Si, au contraire, il entendait le garder, pourquoi,
tenant que sa santé était rétablie, ne rentrait-il
Mexico et ne reprenait-il pas la direction du
ernement?

Commandant en chef se posait, comme tout le
le, ces questions, sans y trouver de réponse.

n n'est changé dans la situation générale du pays,
ait-il à son ministre le 9 novembre, depuis mon
er rapport. L'Empereur Maximilien est toujours à
ba, et, quoique toutes les apparences fassent pres-
une décision définitive de Sa Majesté, *rien n'indi-*
l'une manière absolue, qu'il doit partir prochainement
il songe à remonter à Mexico.

te situation tendue, dont chacun attend le terme
impatience, irrite les esprits, et, en donnant ma-
à toutes les conjectures, augmente singulièrement

l'inquiétude et le malaise général. Les partis s'agitent et se préparent à la lutte...

Ce que l'on ignorait alors, on le sait aujourd'hui, et l'on connaît les mobiles auxquels obéissait Maximilien. Il n'est point douteux qu'au premier moment il avait eu l'intention de renoncer à un pouvoir qui n'existait plus que de nom. Atterré par la nouvelle du malheur qui le frappait dans la personne de l'Impératrice, souffrant lui-même, découragé, il n'avait pensé qu'à une chose : abandonner une lutte impossible. Mais, par malheur, Maximilien avait auprès de lui le P. Fischer, lequel s'était constitué son gardien, et qui entendait le faire servir aux ambitions du parti clérical, dont il était l'agent. Sur un esprit aussi faible que celui de Maximilien, un homme aussi habile que ce prêtre devait avoir une puissante autorité. Il n'aurait point réussi toutefois sans un de ces hasards qui déroutent les combinaisons et déjouent les prévisions les mieux établies. Pendant cette période de trouble et d'incertitude, Maximilien reçut d'Europe une lettre dont l'influence fut capitale : elle émanait de son ancien chef de cabinet, M. Eloin.

Bruxelles, 17 septembre 1866.

Sire,

L'article du *Moniteur français* désavouant l'entrée aux ministères de la Guerre et des Finances des deux généraux français Osmont et Friant prouve désormais que sans pudeur le masque est jeté. La mission du général Castelnau, aide de camp et homme de confiance de l'Empereur, bien que secrète, ne peut avoir d'autre but selon moi, que de chercher à provoquer au plus tôt une solu-

tion. Pour chercher à expliquer sa conduite, que l'histoire jugera, le gouvernement français voudrait qu'une abdication précédât le retour de l'armée, et qu'ainsi il lui fût possible de procéder seul à réorganiser un nouvel état de choses capable d'assurer ses intérêts et ceux de ses nationaux ; *j'ai l'intime conviction que Votre Majesté ne voudra pas donner cette satisfaction à une politique qui doit répondre tôt ou tard de l'odieux de ses actes et des conséquences fatales qui en seront la suite.*

Le discours de M. Seward, le toast à Romero, l'attitude du président, résultat de la couardise du Cabinet français, sont des faits graves destinés à accroître les difficultés et à décourager les plus braves.

Cependant, j'ai l'intime conviction que *l'abandon de la partie, avant le retour de l'armée française, serait interprété comme un acte de faiblesse,* et l'Empereur, tenant son mandat d'un vote populaire, c'est à ce peuple mexicain, *dégagé de la pression d'une intervention étrangère,* qu'il doit faire un nouvel appel, et c'est à lui qu'il faut demander l'appui matériel et financier indispensable pour subsister et grandir.

Si cet appel n'est pas entendu, alors Sa Majesté, ayant accompli sa noble mission jusqu'à la fin, *reviendra en Europe ayant tout le prestige qui l'accompagnait au départ, et au milieu des événements importants qui ne manqueront pas de surgir elle pourra jouer le rôle qui lui appartient à tous égards...*

L'insinuation était nette et la pensée bien visible ; mais M. Eloin, craignant de n'être pas assez compris, ajoutait quelques lignes plus loin :

... En traversant l'Autriche, j'ai pu constater le mécontentement général qui y règne. Rien ne se fait encore. L'Empereur est découragé ; *le peuple s'impatiente et*

demande publiquement son abdication ; les sympathies pour Votre Majesté se communiquent ostensiblement à tout le territoire de l'Empire ; en Vénétie, tout un parti veut acclamer son ancien gouverneur, mais quand un gouvernement dispose des élections sous le régime du suffrage universel, il est facile de prévoir le résultat [1]...

Celui qui écrivait ces lignes connaissait bien celui à qui il les adressait. Il savait combien l'imagination de Maximilien était prompte à se laisser prendre aux rêveries de l'ambition, et il n'ignorait pas que jamais, à aucun moment, ce prince n'avait cessé d'avoir les yeux tournés vers l'Europe. Il avait toujours eu au cœur l'envie ardente d'y jouer un rôle, et jusqu'alors les événements l'avaient contrecarrée. Même lorsqu'il avait dû quitter Miramar pour le trône du Mexique, ce n'est qu'à regret, et après des hésitations nombreuses, qu'il avait consenti à signer le pacte de famille.

Plus tard, alors que rien ne faisait encore prévoir l'échec de sa tentative au Mexique, on l'a vu, revenant sur cet acte, chercher à nier sa signature et à reprendre la parole donnée.

On n'a pas oublié enfin les allusions que le Maréchal Bazaine faisait à ses « aspirations vers l'Europe », tant ses ambitions, qu'il tenait cependant secrètes, avaient percé malgré lui !

Cette perspective de jouer un grand rôle en Europe luisait à ses yeux au moment où il se voyait perdu, contraint de quitter le Mexique, de le fuir plutôt. Elle se présentait à lui dans des conditions très favo-

1. Voir *Expédition du Mexique*, par G. Niox, pp. 634-635, et *Un Essai d'Empire au Mexique*, par E. Masseras, pp. 100-101.

rables: que fallait-il pour suivre le plan que M. Eloin suggérait, plus qu'il ne l'indiquait? Il suffisait de rester au Mexique quelques mois encore, de s'y maintenir après le départ des Français, de montrer que lui, Maximilien, pouvait faire seul ce que ses alliés n'avaient pu faire; puis, alors, libre et glorieux, il trouverait un prétexte honorable pour descendre du trône, et, nouveau Charles-Quint, il abdiquerait sans honte; et ce n'était pas un couvent qui l'attendait, c'était une grande situation en Autriche!

Il ne faut pas croire qu'il songeât à s'emparer de la couronne impériale de son frère: non. Il n'en avait pas besoin. « Le pays s'impatientait, » François-Joseph abdiquerait donc lui aussi; il n'avait pour héritier qu'un enfant: une régence serait installée, et qui mieux que le premier frère de l'Empereur pourrait être appelé à ces hautes fonctions? N'aurait-il pas devant lui une longue période de pouvoir, pendant laquelle il montrerait ses qualités de chef de peuple? Il partageait sur ce point l'opinion de M. Eloin, et sans doute il ne songeait même point quelle témérité il y avait pour lui à croire qu'il réussirait mieux à gouverner l'Autriche après Sadowa, qu'il n'avait fait le Mexique avec l'appui de la France.

Son ambition ainsi orientée, il prêta volontiers l'oreille aux propos du P. Fischer. Il avait un moyen de contenter tout le monde et lui-même, en restant d'abord, mais en ne restant que quelques mois. Il avait en outre la satisfaction grande de causer des embarras à la France, de gêner, d'embarrasser ce gouvernement qui jetait « le masque sans pudeur » et dont les actes étaient « odieux ».

Aussi se laissa-t-il aller à écouter les propositions que le parti ultra-révolutionnaire lui faisait par l'entremise de son agent. Il lui fallait, les Français partis, s'appuyer sur quelqu'un, sur quelque chose. Les Fischer, les Marquez, étaient à son service: on lui promettait de l'argent, on lui promettait des hommes.

M. Eloin avait donné le plan, le parti clérical fournissait les moyens de l'exécuter. Maximilien n'hésita plus...

Comment cette lettre confidentielle de M. Eloin parvint-elle à la connaissance des ennemis de l'Empereur? L'aventure est piquante. M. Eloin l'avait expédiée sous le couvert de l'agent consulaire du Mexique à New-York; mais ce politique aux vastes conceptions ne s'était point souvenu qu'il y avait à New-York deux agents consulaires du Mexique, celui de Maximilien et celui de Juarez. Soit erreur, soit complicité, la lettre fut remise à ce dernier, lequel en prit copie, la montra même à M. de Montholon, et ne l'expédia qu'ensuite.

Cette lettre de M. Eloin, qui eut une si déplorable influence, sur les résolutions de Maximilien, ne fut pas la seule voix d'Europe lui disant de rester au Mexique; quelque temps après, l'Empereur recut également de sa mère, l'archiduchesse Sophie, une lettre lui donnant le même conseil. Dans son rapport du 1er septembre 1867 M. Dano en informait le Ministre des Affaires Etrangères: « Votre Excellence le sait peut-être déjà, des communications de Vienne avaient fait revenir l'Empereur à Mexico, et sa mère, l'Archiduchesse Sophie, lui écrivait « qu'il ne pouvait pas rentrer en Europe avec le corps expéditionnaire; sa position y

serait ridicule, il fallait qu'il restât au Mexique, dût-il y courir les plus grands dangers. Je tiens le renseignement du baron de Lago (le ministre autrichien) lui-même [1]. »

1. Emile Ollivier, *L'Empire libéral*. t. IX. p. 104.

CHAPITRE X

Mission du général Castelnau. — Lettre de Napoléon III au Maréchal Bazaine. — Motifs de la mission. — Mémoire de Maximilien. — Lettres du général F. Douay. — Napoléon III donne au général Castelnau les pouvoirs les plus étendus. — Un maréchal placé sous la dépendance d'un général de brigade. — Mésintelligence forcée. — Suspicions réciproques. — Le Maréchal ne pouvait s'en aller d'après les dernières instructions reçues de Paris. — Ordres donnés par lui pour l'évacuation. — L'amiral Mazères. — L'arrivée du général Castelnau rend l'espoir aux ennemis de l'intervention. — Note de MM. T. Lares et Luys de Arroyo (4 novembre). — Réponse du Maréchal. — Le capitaine Pierron à Orizaba. — Lettre de l'Empereur Maximilien demandant des garanties (9 novembre). — Le général Castelnau télégraphie à Napoléon III le départ prochain de Maximilien. — Maximilien refuse de partir. — Note du maréchal Bazaine, du général Castelnau et de M. Dano. — Réponse de Maximilien (18 novembre). — Lettre du 20 novembre. — Conférences d'Orizaba. — Le Maréchal refuse de s'y rendre. — Votes des conseillers appelés par l'Empereur. — Maintien de l'Empire. — Proclamation aux Mexicains.

Pendant que Maximilien, à Orizaba, subissait la double influence de M. Eloin et du P. Fischer, l'envoyé de Napoléon III, qu'il avait croisé, mais n'avait point voulu voir, à Ayotla, entrait à Mexico le 21 octobre.

Le général Castelnau était parti de Saint-Nazaire

le 16 septembre, sur le paquebot *l'Impératrice Eugénie*, celui-là même qui avait amené l'Impératrice Charlotte en Europe; et il avait, pendant les longs jours de traversée, recueilli de la bouche même du capitaine et des officiers de bord de nombreux détails sur l'attitude, sur le caractère de la malheureuse princesse. Il y avait vu une preuve de plus que le sort de l'Empire était désespéré : aussi pensait-il pouvoir promptement mettre fin à l'aventure mexicaine.

Dès son arrivée, il se rendit auprès du Maréchal et lui remit la lettre impériale destinée à faire connaître au commandant en chef ce qui pouvait être alors divulgué de la mission qui lui avait été confiée.

CABINET DE L'EMPEREUR — Palais des Tuileries, le 15 septembre 1866.

Mon cher Maréchal,

Le Mexique, après des péripéties auxquelles vous avez assisté, traverse une crise décisive que tous nos efforts et tous nos sacrifices n'ont pu réussir à conjurer.

Le rôle de la France dans ces circonstances critiques devient tous les jours plus difficile et plus compliqué. Si la distance qui me sépare de vous était moins grande, je pourrais, par des communications particulières et intimes, vous faire connaître mes vues, vous notifier mes décisions et vous tracer une ligne de conduite. Il n'en est pas ainsi malheureusement, et cette condition d'éloignement me place, comme vous, dans une situation de plus en plus difficile.

Par ces motifs il m'a paru utile d'envoyer auprès de vous un officier général appartenant à ma maison et investi de toute ma confiance, avec mission de vous faire

connaître mes intentions sur la direction que vous aurez à donner aux troupes placées sous vos ordres, soit dans l'hypothèse où, rien n'étant changé dans la forme actuelle du gouvernement du Mexique, vous auriez à pourvoir à l'évacuation de vos troupes pour l'époque fixée, soit dans le cas, malheureusement plus probable, où l'Empereur Maximilien reconnaîtrait l'impossibilité de se soutenir avec ses propres ressources et sans le concours de la France.

Je vous répète, mon cher Maréchal, que le général Castelnau possède toute ma confiance. Je lui ai fait connaître de la manière la plus étendue mes intentions au sujet de la ligne de conduite politique et militaire qui devra être suivie au Mexique, tant par vous-même que par les autres autorités françaises, civiles ou diplomatiques.

Les pouvoirs que j'ai cru nécessaire de conférer au général Castelnau lui donnent le droit de connaître en mon nom de toutes les mesures à prendre et d'intervenir dans toutes les délibérations qui précèderont ces mesures.

Il m'a paru indispensable de le rendre présent à tout, comme je voudrais l'être moi-même, parce que, dans la participation aux grandes affaires, rien n'est pire que de *ne* les connaître *qu'*imparfaitement [1].

Du reste, l'intervention du général Castelnau n'a pour but ni de paralyser votre liberté d'action ni de détruire ou même d'amoindrir votre responsabilité vis-à-vis de moi, *responsabilité qui demeure aussi complète que ma confiance dans votre esprit politique et dans votre haute capacité militaire.*

Recevez l'assurance de ma sincère amitié.

NAPOLÉON.

Les motifs qui ont poussé Napoléon III à confier au

1. Les mots *ne* et *qu'*ont été ajoutés par l'Empereur.

général Castelnau une semblable mission sont aisés à deviner.

Depuis que la résolution de retirer les troupes françaises du Mexique était arrêtée dans son esprit, il avait hâte de la voir entrer dans le domaine des faits accomplis, et cette hâte s'était encore accrue lorsque les événements d'Europe avaient failli mêler la France à un conflit redoutable. La paix était rétablie, mais le danger subsistait : de là le désir bien naturel de voir rentrer nos soldats le plus tôt possible.

Les ordres transmis à ce sujet au Maréchal Bazaine manquaient-ils de précision, ou Napoléon III craignait-il de les voir mal ou pas du tout exécutés ? Ce dernier point paraît le plus vraisemblable.

A ce moment, et bien qu'il parlât assez haut de la confiance qu'il conservait dans « l'esprit politique et la haute capacité militaire » du Commandant en chef, Napoléon III ne l'avait plus aussi complète, aussi entière.

Le mémoire de Maximilien, remis par l'Impératrice Charlotte, contenait les accusations les plus vives contre le Maréchal. Encore qu'il convînt de n'y guère ajouter foi, ces accusations répétées n'avaient pas été sans frapper l'esprit de Napoléon III, un peu prévenu contre le Maréchal.

L'Empereur des Français avait en effet, à diverses reprises, pris connaissance de lettres émanées d'officiers supérieurs au Mexique; loin de dédaigner de tels renseignements, il les recherchait plutôt. On a vu que, dans sa correspondance avec le Maréchal, il lui arrivait de citer des extraits de ces lettres : il l'avait fait pour le capitaine Loizillon, sans le nom-

mer, pour le général Félix Douay, en le nommant.

Ce dernier était un de ses officiers de prédilection; il attachait à son opinion une importance particulière. Dans les papiers trouvés aux Tuileries après le Quatre-Septembre, on a recueilli une liasse de dix-sept lettres adressées par le général à son frère, et mises sous les yeux de l'Empereur. Elles ont été publiées, et leur lecture est instructive à plus d'un titre.

Le général Douay ne se gênait point pour critiquer avec une violence extrême son supérieur hiérarchique.

Ne disait-il pas: « Le Maréchal ne vit que d'expédients pour fasciner les yeux de l'Empereur et des gouvernements, qui ont, il faut en convenir, une crédulité à toute épreuve? Je ne serai jamais ni la dupe ni le complice du Maréchal [1]. »

« J'ai affaire à un grand hypocrite, et j'ai eu tout le temps de pénétrer la profonde ineptie militaire que dissimulent les apparences superficielles et le bagou qui ont fait nombre de dupes jusqu'à ce jour [2]. »

« Il était donc écrit là-haut que les gens perfides seraient les seuls écoutés ici-bas. Je t'affirme qu'ils préparent à notre Empereur et à la France une triste solution [3]. »

Il accusait le Maréchal de se débarrasser volontiers de tous les officiers de valeur, tels que L'Hériller et Brincourt, et il en profitait pour traiter de la belle façon les autres officiers supérieurs. En parlant du

1. *Papiers et Correspondance de la famille Impériale* (12 novembre 1865), p. 91-92.
2. 1er décembre 1865, p. 94.
3. 18 mars 1866, p. 103.

général de Castagny, il écrivait : « Tu connais ce dernier : cela me dispense d'appuyer sa candidature. » Quant au général Courtois d'Hurbal, il ajoutait : « Je suis bien forcé de dire qu'il a conquis ici une réputation de guerrier grotesque. » Le général baron N*** n'était pas ménagé : « Il est difficile de trouver, en cherchant bien, quelqu'un qui soit aussi décrié... à l'unanimité. » Le général Jeanningros trouvait cependant grâce devant lui, malgré « une dose de vanité [1] ».

Il est assurément regrettable que Napoléon III ait cru trouver la vérité dans de pareils documents. Fatalement ils devaient influencer son esprit. Or, le général Douay, qui reconnaissait lui-même combien il aurait besoin, à son retour, « d'aller à Vichy se débarrasser de toute la bile qu'il se faisait [2] » au Mexique, croyait bonnement frapper juste parce qu'il frappait fort. Sauf en ce qui concerne le Maréchal, qu'il poursuit d'une haine constante, ses lettres renferment des contradictions extraordinaires. Que penser, par exemple, de sa double appréciation sur Maximilien ?

Quant à l'aveuglement de l'Empereur Maximilien, il faut, pour s'en faire une idée, se représenter *un des princes les plus idiots et les plus imbéciles*, qu'on bafoue pendant les cinq actes et les trente tableaux d'une féerie de la Porte-Saint-Martin. Le voilà maintenant qui donne un nouveau coup de bascule et se jette dans les bras des cléricaux pour se créer une force. Son entêtement, qu'il prend sans doute pour de l'opiniâtreté, ne peut que le mener à une chute ridicule [3].

1. 4 janvier 1866.
2. P. 110.
3. 27 octobre 1866, p. 115.

Quelques semaines après, ce même prince était jugé bien différemment :

Le fait est que *l'Empereur Maximilien est loin d'être un sot*. Il s'exprime avec beaucoup de facilité, a de vastes connaissances, et sa conversation est séduisante. Il ne dira donc jamais de sottises ; mais, si en théorie tous ses systèmes sont admissibles, on peut être sûr qu'en pratique ils sont destinés à faire fiasco [1].

Ce sont ces lettres, malgré leurs contradictions, et les autres correspondances privées mises sous ses yeux, qui ont peu à peu agi sur l'esprit de Napoléon III. Sans aller jusqu'à la défiance, il n'eut plus qu'une demi-confiance dans le Maréchal Bazaine, et, pour sortir de doute, il eut alors la pensée d'envoyer au Mexique un homme sur le dévouement duquel il pouvait compter. Attaché à sa personne en qualité d'aide-de-camp, le général Castelnau était bien connu de lui ; c'est à lui qu'il confia cette redoutable mission.

Il lui fit connaître sa pensée tout entière au sujet du Mexique, puis, l'ayant ainsi instruit, il crut devoir lui donner les pouvoirs les plus étendus, y compris celui de retirer au maréchal Bazaine son commandement, s'il le jugeait nécessaire. Evidemment la mission du général Castelnau comportait de pareils pouvoirs, sinon elle n'avait aucune raison d'être ; mais avec ces pouvoirs elle risquait fort de devenir dangereuse. Il n'était, en effet, que général de brigade : or, n'y avait-il pas quelque chose d'étrange et de

1. 27 décembre 1866, p. 124.

périlleux à placer ainsi un maréchal de France sous la dépendance absolue d'un officier de grade inférieur?

Sans doute cet officier représentait l'Empereur des Français, et la qualité du représenté prime celle du représentant. Il est vrai; mais cette fiction n'eût été entièrement admissible que si le général Castelnau avait reçu un ordre impératif: du moment que la faculté d'user des pouvoirs illimités qui lui étaient confiés était remise à sa seule volonté, il n'en subsistait pas moins en fait, et nonobstant toute fiction, une subordination anormale.

Le maréchal Bazaine ne se fit aucune illusion à cet égard : il comprit tout de suite quelle supériorité possédait sur lui le général de brigade, et ce qui arriverait si celui-ci avait la velléité d'user de ses pleins pouvoirs. Il en fut profondément froissé et attristé. Néanmoins, il ne crut pas devoir faire un coup de tête et abandonner son commandement. Il s'en tint au dernier paragraphe de la lettre de Napoléon III : il resta à son poste, et attendit les événements.

Le général Castelnau, qui mesurait à l'étendue de ses pouvoirs l'étendue de sa responsabilité, et qui respectait dans le commandant en chef un maréchal de France et un des plus vaillants officiers de l'armée, n'eût pas mieux demandé que de marcher avec lui la main dans la main; mais il faudrait mal connaître le cœur humain pour croire pareille chose possible. La situation entre lui et le Maréchal était fausse et destinée à amener des froissements. La confiance n'exista jamais entre eux, et si, dans cette position délicate, difficile, ils s'efforcèrent de sauver les apparences, c'est

tout ce qu'ils sauvèrent et encore pendant un temps fort court.

Le général Castelnau devait préparer le rapatriement du corps expéditionnaire entier au plus tard pour le printemps de l'année 1867 : là était l'objet principal de sa mission. S'il pouvait amener l'Empereur Maximilien à abdiquer, c'était là une solution regardée comme très favorable à nos intérêts, et qu'il devait conséquemment s'efforcer d'obtenir par les moyens qu'il jugerait les meilleurs.

Peut-être aurait-il à lutter, pour le premier objet, contre la volonté du Maréchal Bazaine, qu'on représentait, à tort ou à raison, comme désireux de rester au Mexique et d'y éterniser l'occupation française, dans un but, assez mal défini d'ailleurs, d'ambition personnelle. Pour le second objet, l'obstacle était dans la volonté de Maximilien ; mais au point où en étaient les choses, on s'imaginait qu'il ne serait pas difficile à vaincre. Comment l'Empereur du Mexique songerait-il à garder une couronne qui depuis si longtemps vacillait sur sa tête, et à laquelle, en rembarquant les troupes françaises, on enlèverait son dernier appui ?

Les événements devaient démentir cette double prévision [1].

1. Le général Castelnau nous a déclaré, peu de temps encore avant sa mort, qu'il n'avait pas changé d'opinion à l'égard de Bazaine et qu'il persistait à penser que le maréchal avait désiré prolonger la présence du corps expéditionnaire au Mexique. Bazaine connaissait cette accusation du général : aussi, lorsqu'il envoyait à Ernest Louet le dossier renfermant les ordres donnés à la marine pendant les mois d'octobre et de novembre 1866, il y joignait une note dans laquelle se trouve ce passage : « Ces feuilles ont

Tandis que la question militaire s'acheminait vers sa conclusion naturelle par l'évacuation successive des points extrêmes, par la concentration des troupes sur Mexico, et, de là, par le mouvement qui allait les porter à Vera-Cruz, la question politique devenait de plus en plus épineuse et de plus en plus obscure.

leur intérêt en ce que les ordres relatifs à l'évacuation du Mexique étaient donnés avant l'arrivée du général Castelnau... »

Voici, en effet, ce qu'écrivait le Maréchal au contre-amiral Mazères, commandant l'escadre de l'océan Pacifique, le 15 octobre 1866 :

Je vois avec satisfaction que toutes les instructions que je vous avais adressées vous sont parvenues et que vous avez pu vous y conformer en réunissant à Mazatlan toutes les troupes françaises évacuées de la Sonora...

... Cette considération (que les impériaux ne pourront pas occuper Mazatlan) ne devra point retarder d'un jour l'exécution de mes ordres : le 62e et toutes les troupes françaises réunies aujourd'hui à Mazatlan doivent être transportées à San-Blas sans retard, pour de là gagner Tepic...

... Le général Castelnau, aide de camp de l'Empereur Napoléon, est arrivé à Vera-Cruz par le dernier paquebot. *Il apporte certainement des instructions qui intéressent le sort du Mexique, mais qui ne sauraient modifier mes ordres en ce qui touche Mazatlan.*

D'autres lettres, adressées notamment au commandant Cloué pendant cette période, contiennent les ordres les plus formels pour la mise en état du môle de Vera-Cruz, en vue de l'embarquement des troupes, embarquement probable dans un espace de « trois ou quatre mois » (lettre du 21 novembre).

Une lettre du 29 novembre à l'amiral Didelot renferme ce passage :

J'ai prévenu le commandant Cloué afin qu'il prît toutes ses mesures *pour l'évacuation du corps expéditionnaire en février* 1867. Il m'assure que tout sera prêt. Je n'ai d'ailleurs qu'à me louer de lui et de tout ce qui est sous ses ordres. Je me plais à vous en renouveler l'assurance.

L'Empereur Maximilien, qui s'était réjoui tout d'abord à la nouvelle de l'envoi du général Castelnau, parce qu'il l'attribuait au succès de la mission de l'Impératrice Charlotte, avait éprouvé une vive déception lorsqu'il avait connu la vérité, cette vérité détruisant ses dernières espérances. Que lui importait l'arrivée de l'envoyé de Napoléon III, si elle n'apportait aucun changement aux résolutions connues?

Ses nouveaux conseillers, qui n'avaient point partagé ses illusions, ne partageaient point son mécontentement. Bien plus, ils n'étaient pas loin de se féliciter d'une venue qui leur permettrait de brouiller les cartes et d'opposer l'un à l'autre les représentants du gouvernement français.

Dès les premiers jours de novembre, ils jugèrent bon de tâter le terrain.

Une note adressée par MM. Lares et Luys de Arroyo montre comment ils s'y prirent :

Mexico, le 4 novembre 1866.

Monsieur le Maréchal,

Nous, soussignés, commissionnés *ad hoc* par S. M. l'Empereur Maximilien, pour recevoir toute dépêche ou mission verbale dont le général Castelnau doit être porteur, de la part de S. M. l'Empereur Napoléon, et pour faire exécuter toute décision renfermée dans les instructions ou les dépêches précitées, avons eu l'honneur de nous présenter hier à M. le général Castelnau dans le but de remplir notre mission, en lui présentant les pleins pouvoirs de notre souverain.

M. Castelnau nous a d'abord fait connaître que la mission dont il s'était chargé devait être remplie d'accord

avec V. E. et avec S. E. M. le ministre Dano, et nous ayant invités à aller ensemble parler à V. E., nous eûmes l'honneur de le faire ainsi.

Afin de rendre un compte exact de cette conférence à notre souverain, et pour qu'il puisse prendre la décision que S. M. jugera le plus convenable, nous croyons nécessaire d'adresser une note écrite à M. le général Castelnau, où seront traités d'une manière explicite les points dont il a été question dans la conférence, et que nous devons soumettre à l'examen de S. M. l'Empereur Maximilien.

M. le général Castelnau nous ayant engagés à adresser cette note à V. E., nous disant que la réponse serait faite par Elle conjointement avec lui, nous lui adressons la présente, selon ce qui a été convenu.

Le premier point que nous devons faire connaître à S. M. l'Empereur Maximilien est, d'après ce que V. E. et le général Castelnau nous ont fait savoir, que M. le général Castelnau n'a d'autre mission que celle de confirmer les lettres du 15 janvier et les suivantes, que S. M. l'Empereur Napoléon a adressées à notre souverain, par lesquelles il lui disait qu'il ne pouvait continuer à aider l'Empire ni avec les troupes françaises ni avec de l'argent, afin que S. M. l'Empereur Maximilien décide avec entière liberté sur ce point : s'il peut continuer à se maintenir avec ses propres ressources ou prendre toute autre décision. Monsieur le Maréchal voudra bien nous répondre si l'idée que nous devons faire connaître à S. M. est textuellement rédigée, afin qu'elle l'étudie et décide ce qu'elle jugera convenable.

Comme S. M. l'Empereur Maximilien ne pourrait se maintenir s'il ne peut disposer librement de toutes les troupes mexicaines, de toute l'artillerie et munitions de guerre de l'arsenal, fabrique de poudre, fonderie de ca-

nons et de capsules, qui appartiennent à la nation, et si l'action militaire du gouvernement n'est pas libre pour lever et organiser l'armée, et entreprendre les opérations militaires qu'il jugerait convenables pour pacifier le pays, V. E. voudra bien nous répondre à cet égard, afin de faire savoir à S. M. que les troupes précitées sont entièrement séparées du corps expéditionnaire français et placées sous les ordres du ministre de la Guerre mexicain et si l'artillerie, les munitions de guerre et fabriques susdites sont également à sa disposition.

L'évacuation des villages et des lieux avant que le gouvernement mexicain puisse accourir à leur défense, et l'opposition de quelques commandants militaires aux mesures prises par le gouvernement de S. M., comme par exemple celui de Mazatlan, qui a fait rembarquer les remplaçants envoyés de Tepie, et qui a dissout le corps de la garde stable, seraient des obstacles qui empêcheraient le gouvernement de pouvoir se soutenir : nous espérons donc que Monsieur le Maréchal nous communiquera ce que nous pouvons faire connaître à ce sujet à S. M., et s'il peut donner des ordres pour que l'évacuation des villages ne se fasse qu'après qu'il en aura été donné avis au gouvernement mexicain, et assez à temps pour qu'il prenne ses mesures.

S. M. l'Empereur, pour donner une décision doit compter sur le temps que le corps expéditionnaire doit encore rester au Mexique, et nous désirerions faire savoir à S. M. quelle est l'époque la plus reculée de son départ, et quels secours il pourrait prêter au gouvernement de S. M. pour la pacification du pays.

Enfin, dans le cas où la décision de S. M. serait de ne pas continuer à gouverner le pays, ce que le Maréchal et M. le général Castelnau auraient arrêté de faire, selon leurs instructions, pour éviter l'anarchie et les désor-

dres qui auraient lieu par suite du manque de gouvernement.

En attendant la réponse de S. E. le Maréchal et de M. le général Castelnau, nous avons l'honneur, etc.

Le Président du Conseil des Ministres,
TEODOSIO LARES.

Le Ministre du Palais Impérial.
LUYS DE ARROYO.

D'accord avec M. Dano et le général Castelnau, le Maréchal répondit :

« 1° La mission de M. le général Castelnau a pour but d'affirmer les intentions du gouvernement français, qui sont de retirer ses troupes dans les premiers mois de 1867, et de connaître si S. M. l'Empereur Maximilien peut maintenir son gouvernement avec les seules ressources du pays.

» 2° Les forces mexicaines et le matériel de guerre ont toujours été à la disposition de S. M. Des ordres à cet égard ont été dernièrement renouvelés aux commandants supérieurs français.

» 3° Lorsque les troupes françaises ont fait la remise des villes aux autorités civiles et militaires mexicaines, le gouvernement en a toujours été informé en temps opportun. Je continuerai à faire de même.

» 4° Tant que les troupes françaises resteront au Mexique, elles protègeront, comme elles l'ont fait jusqu'ici, les autorités et les populations, l'ordre, en un mot, dans les zones qu'elles occuperont, mais sans entreprendre d'expéditions lointaines.

» Quant au dernier article de la lettre précitée, il est pour ainsi dire impossible d'exposer les mesures qui

seraient prises le cas échéant; mais je puis assurer qu'elles auraient surtout pour but de maintenir l'ordre et le respect des vœux des populations, ainsi que la sauvegarde des intérêts français. »

Et, comme le Commandant en chef n'augurait rien de bon de l'insistance de M. Lares à réclamer les établissements militaires de la capitale, il manœuvra pour tenir les troupes mexicaines éloignées de la ville et pour conserver la citadelle, tandis qu'il massait peu à peu les siennes autour de Mexico et sur la grande ligne de communication avec Vera-Cruz.

Pendant ce temps, le général Castelnau, préoccupé des résolutions de Maximilien, avait prié le capitaine Pierron de se rendre à Orizaba. Celui-ci en revenait le 9 novembre, rapportant la conviction, plutôt que l'assurance, que l'Empereur allait quitter le pays, nouvelle que le général Castelnau transmettait aussitôt à Napoléon III.

Quelques jours après, le Maréchal recevait du capitaine Pierron la communication suivante :

SECRÉTARIAT PRIVÉ
DE L'EMPEREUR
—
DIRECTION MILITAIRE

Palais de Mexico, le 16 novembre 1866.

Monsieur le Maréchal,

J'ai reçu cette nuit une dépêche chiffrée de l'Empereur dont je dois donner connaissance à Votre Excellence.

Sa Majesté tient essentiellement, par rapport aux corps autrichien et belge, à l'adoption des trois points suivants, sans préjudice des autres :

1° Le rapatriement.

2° La pension assurée aux mutilés et invalides;

3° L'indemnité à accorder aux officiers et aux soldats à leur retour en Europe, pour les mettre à l'abri d'une misère subite.

L'Empereur désire en outre, pour ce qui concerne ces deux corps, qu'une convention soit rédigée et signée par Votre Excellence, S. E. le ministre de France et M. le général Castelnau.

Sa Majesté ajoute : « Mon honneur exige que je n'abandonne pas ces troupes autrichiennes et belges, et particulièrement les mutilés. Je compte donc que spécialement ces trois points seront adoptés, car vous savez que mon honneur l'exige, je le répète, et je connais trop l'élévation du cœur de ces trois personnes pour penser qu'elles attendraient de moi une détermination contraire à l'honneur.

« Jamais il ne m'est venu à l'esprit que le gouvernement français devait se charger de payer les dettes de ma liste civile. Voici ce que je désire :

» Que le gouvernement qui va s'établir ici après mon départ paie, tout au moins, à compte de ce qui m'est dû, la somme suffisante pour éteindre les dettes de la liste civile. Déjà j'ai confié tout ce qui m'appartient à M. Sanchez Navarro pour qu'il puisse payer une partie de ces dettes de la liste civile en vendant mes biens (meubles) ; et le reste doit être couvert par le nouveau gouvernement.

» Je demande à M. le Maréchal Bazaine qu'il protège et aide M. Sanchez Navarro dans l'accomplissement de sa tâche.

» Je demande collectivement à MM. le Maréchal Bazaine, Dano et Castelnau qu'ils exigent du nouveau gouvernement mexicain qu'il remplisse ses engagements en fournissant les *sommes nécessaires pour couvrir toutes mes obligations, particulièrement envers la famille Iturbide celle*

de M. le Maréchal Bazaine [1], *et autres s'il y a lieu.* Je compte donc sur l'appui moral et efficace de ces messieurs, et spécialement sur celui de M. Maréchal, pour la mission dont est chargé M. Sanchez Navarro. »

J'ai l'honneur, etc.

Le Secrétaire de l'Empereur,
PIERRON.

Cette fois, il n'y avait plus à se méprendre, semblait-il, sur les intentions de Maximilien Cette lettre était bien un testament, puisqu'elle en renfermait les dispositions habituelles. L'Empereur songeait à ceux qui l'avaient suivi dans son entreprise, et tenait à ce que les engagements pris envers eux fussent exécutés. De plus, il faisait des allusions « au gouvernement qui va s'établir ici après son départ », au « nouveau gouvernement, etc. »

Le Maréchal, M. Dano et le général Castelnau ne doutèrent pas un instant que ce ne fût là le prélude de l'abdication, et ils rédigèrent en conséquence la note suivante :

S. M. l'Empereur Maximilien ayant manifesté le désir d'obtenir un document signé collectivement par le Maréchal de France commandant en chef le corps expéditionnaire, par l'Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentaire de France et par le Général aide de camp de l'Empereur des Français en mission, concernant la solution de plusieurs questions exposées dans une lettre impériale datée d'Orizaba, 12 du courant.

1. L'Empereur faisait sans doute allusion au palais de Buena-Vista, qu'il avait promis de racheter au Maréchal moyennant 500,000 francs.

Les soussignés, heureux de trouver une occasion de témoigner, autant qu'il dépend d'eux, de leur bon vouloir, sont convenus de transmettre à ladite Majesté la déclaration suivante :

Le Gouvernement français s'engage à effectuer le rapatriement de tous les hommes qui composent la légion austro-belge. Cette opération s'exécutera aussi vite que les circonstances le permettront, et, en tout cas, de telle sorte que les Austro-Belges aient complètement évacué le Mexique avant le départ de la dernière brigade française.

Les conditions de détail relatives à ce rapatriement seront réglées entre deux personnes, dont l'une sera désignée par l'Empereur Maximilien, l'autre par le Maréchal Bazaine.

Les soussignés s'engagent à faire payer une gratification de réforme aux mutilés et invalides de la légion austro-belge et à faire accorder aux officiers et soldats de cette légion une indemnité payable au port de débarquement.

La liquidation des gratifications de réforme et des indemnités ci-dessus spécifiées sera confiée à une commission nommée par le Commandant en chef de l'armée française, commission dont feront partie les colonels Kodolich et Van der Smissen.

Les soussignés s'engagent en outre à employer toute leur influence pour qu'une avance soit faite à la princesse Dona Josepha et au jeune prince Don Salvador de Iturbide, sur la pension qui leur est due.

Enfin, conformément au vœu exprimé par S. M. l'Empereur Maximilien, M. Carlos Sanchez Navarro sera chargé du paiement des dettes de la liste civile et de la liquidation des comptes de la Grande Chancellerie. Les sommes provenant de la vente des effets mobiliers appartenant à la liste civile seront affectées à cet usage, et, dans le cas d'insuffisance, les soussignés s'efforceront

d'obtenir que le complément en soit fourni par le nouveau gouvernement du Mexique.

En foi de quoi, les soussignés, Maréchal de France commandant en chef le corps expéditionnaire, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentaire de France, Général aide de camp de l'Empereur des Français en mission, ont signé la présente déclaration.

Fait, à Mexico, le seizième jour du mois de novembre mil huit cent soixante-six.

MARÉCHAL BAZAINE, ALPH. DANO,
GÉNÉRAL CASTELNAU.

Cette note laissait trop voir la hâte que les représentants de la France avaient d'en finir. Maximilien au fond désirait tâter le terrain, afin de se donner le beau rôle. A la réception de la note, il télégraphia au Maréchal, et sa dépêche indique déjà un pas en arrière.

Orizaba, 18 novembre 1866

Très confidentiel et urgent.

Je donne les remerciements les plus expressifs à vous, au ministre Dano et au général Castelnau, pour le règlement des points qui me touchaient de plus près; mais *il reste à régler le définitif, un gouvernement stable* pour la protection des intérêts des Impérialistes compromis. Ces points ne peuvent être traités *sans une entrevue directe avec vous.*

La continuation de mes fièvres ne me permet pas d'aller à Mexico : *je vous invite donc à venir ici*, et en peu de paroles nous pourrons tout régler d'une manière satisfaisante. J'ai cité pour samedi mon Conseil d'Etat et mon Président du Conseil des ministres.

MAXIMILIEN.

Ce n'était point là la réponse attendue. Que signifiaient ces retardements, et surtout quel était le but de cette convocation extraordinaire? Si Maximilien voulait abdiquer, il n'avait que faire de son Conseil d'État et de son Président du Conseil des Ministres. Il avait donc en tête quelque autre projet. Dès lors qu'il ne s'agissait plus d'abdication, il importait que le Maréchal ne se mêlât point à des discussions d'où pouvait sortir telle décision dont sa seule présence risquait de le rendre plus ou moins responsable. Ce fut du moins l'avis de M. Dano et du général Castelnau, qui lui conseillèrent de s'abstenir. Le Maréchal se conforma à leurs observations, et écrivit à l'Empereur qu'il ne pouvait quitter Mexico en ce moment.

L'Empereur comprit le motif de cette abstention. Immédiatement il riposta. Il chargea son secrétaire le capitaine Pierron de transmettre au Maréchal la dépêche suivante :

Aucun des cas que j'ai donnés n'autorise qui que ce soit à croire que j'ai l'intention d'abdiquer en faveur d'aucun parti, et l'appel fait au Conseil d'État et aux ministres a été précisément pour que, uni avec eux, on désigne en mains de qui on doit laisser le pouvoir intérimaire quand viendra le cas d'abdiquer, et en attendant que le vote de la Nation détermine le surplus. L'appel fait au Maréchal Bazaine avait pour but que ces mesures soient prises d'accord avec lui comme général en chef de l'armée. La prétention que le gouvernement provisoire fût reconnu par les États-Unis est plus que hasardée. Pourquoi ? Qui garantit cette reconnaissance ? Qui ira la solliciter ? Je crois devoir remettre le pouvoir que j'ai reçu à la Nation même qui me l'a donné, et

laisser les autres questions d'origine et d'élection du nouveau gouvernement à la libre élection de la Nation. Mon unique désir consiste à nommer une régence provisoire en attendant l'appel à la Nation ; à prendre les mesures nécessaires pour que la Nation soit convoquée; à chercher protection pour les Impérialistes, mais sans m'immiscer dans d'autres questions.

Il arrivait ce qui se produit toujours entre gens suivant chacun de son côté une pensée personnelle, et qui ne sont pas décidés à s'entendre : chaque échange de correspondance amenait une plus grande confusion. Et ce qui montre bien que les difficultés du moment venaient non des hommes, mais de la situation, c'est que le général Castelnau était aussi impuissant vis-à-vis de Maximilien que le Maréchal et que M. Dano. Sa mission spéciale, ses pleins pouvoirs, l'autorité qu'il tenait de la confiance de Napoléon III se heurtaient à un caractère insaisissable. Il n'y avait qu'à laisser faire, puisqu'il eût fallu la violence pour empêcher quoi que ce fût, et qu'aucun des trois représentants de la France ne songeait à employer la violence.

Les conférences d'Orizaba s'ouvrirent donc sans eux le lundi 26 novembre. Dix-huit conseillers seulement, dont quatre ministres, se rendirent à l'appel de Maximilien. Les discussions furent animées, et les votes exprimés prouvent quelle incertitude régnait dans cette réunion. Huit voix se prononcèrent pour l'abdication, dix pour le maintien de l'Empire. Parmi ces dix voix se trouvaient celles des quatre ministres.

On vota ensuite sur la question de savoir si les ressources restées à la disposition du gouvernement impérial étaient suffisantes pour soutenir la lutte sans

appui étranger. Ici les voix se partagèrent : neuf se prononcèrent pour la négative, neuf pour l'affirmative. Ce parti cependant l'emporta, parce que M. Lares avait voté oui, et qu'en sa qualité de président il avait voix prépondérante.

C'est ainsi que fut votée la prolongation de l'Empire, et c'est sur un pareil vote que Maximilien prit, ou plutôt rendit publique sa résolution de continuer la lutte même après le départ des Français. Jamais pire folie n'eut moins d'excuse.

Mais on sait que ces réunions et ces votes n'étaient que des prétextes, aussi bien que la résolution de rester n'était qu'un subterfuge pour éviter un départ jugé honteux. Maximilien avait ses arrière-pensées, et il ne s'agissait en ce moment pour lui que de bien jouer la comédie de l'abnégation.

Puis, il faut le dire, il conservait un esprit assez enclin aux illusions pour s'en former de nouvelles, à défaut des anciennes. Il s'était longtemps flatté que les Français resteraient indéfiniment et le soutiendraient : dès qu'il acquit la conviction que les Français allaient se retirer, il s'avisa que le plus grand obstacle à l'établissement de son pouvoir venait de la présence de ces mêmes Français. L'appui étranger, loin de le servir, lui nuisait. N'avait-il pas dit un jour :

— Je sais bien que la présence des Français est un obstacle à ce que les Mexicains manifestent leur affection pour moi. Mais il faut patienter [1].

Depuis quelques jours, deux personnalités que l'in-

1. *Un Essai d'Empire au Mexique*, par E. Masseras, p. 98.

fluence française avait jadis contribué à faire éloigner étaient rentrées au Mexique. Comme s'ils eussent deviné que les choses étaient assez brouillées et la situation suffisamment troublée pour retrouver un rôle à jouer dans leur pays, les généraux Marquez et Miramon avaient mis fin à leurs missions d'outre-mer et venaient de reparaître.

Le parti clérical ressaisissant la direction politique, ils se trouvaient tout désignés pour prendre la direction militaire. Appréciés diversement, — et pour cause, — ils n'en étaient pas moins des chefs de valeur, et leur présence devenait aussi précieuse pour le parti des Lares et des Fischer que dangereuse pour le succès de la mission Castelnau.

Maximilien le comprit, et, afin qu'aucune difficulté ne s'opposât à la présence de Miramon sur le territoire mexicain, il l'attacha à sa personne.

Ceci fait, il porta à la connaissance du pays les résolutions sorties des conférences d'Orizaba, par la proclamation suivante :

Mexicains,

Des circonstances de grande importance relativement au bien-être de notre patrie, qui ont acquis une plus grande force par des malheurs domestiques, avaient produit dans notre esprit la conviction que nous devions rendre le pouvoir que vous nous aviez confié.

Nos Conseils des Ministres et d'État, convoqués par nous, opinèrent que le bien du Mexique exige encore que nous conservions le pouvoir, et nous avons cru devoir accéder à leurs instances, en leur annonçant, en même temps, notre intention de réunir un congrès na-

tional sur les bases les plus larges et les plus libérales, où tous les partis auront accès. Ce congrès déterminera si l'Empire doit subsister, et, dans le cas affirmatif, il promulguera les lois vitales pour la consolidation des institutions politiques du pays. Dans ce but, nos conseillers s'occupent actuellement de nous proposer les mesures opportunes, et l'on fera en même temps les démarches convenables pour que tous les partis se prêtent à un arrangement sur cette base.

En attendant, Mexicains, comptant sur vous tous, sans exclusion d'aucune couleur politique, nous nous efforcerons de poursuivre, avec courage et constance, l'œuvre de régénération que vous avez confiée à votre compatriote.

MAXIMILIEN.

Orizaba, 1er décembre 1866.

Les conseillers de l'Empereur furent bien quelque peu étonnés de voir parler de congrès dans une semblable occasion. Ce n'était guère l'usage au Mexique qu'un parti au pouvoir confiât à une réunion, où seraient appelés ses adversaires, le soin de déclarer s'il devait rester ou disparaître. Cela leur semblait impolitique et, en tout cas, inutile. Maximilien, qui avait sa pensée, et qui, tout en restant, ne cherchait qu'une porte de sortie pour plus tard et croyait l'avoir trouvée là telle qu'il la souhaitait, Maximilien tint à sa rédaction. De guerre lasse, les conseillers laissèrent publier la proclamation telle quelle, jugeant après tout que cette promesse de congrès était inoffensive. Ils comptaient bien en paralyser l'effet, s'en remettant à leur action sur un prince qu'ils regardaient moins comme leur souverain que comme leur captif.

Le sort en était jeté. Maximilien resterait après le départ des Français, et poursuivrait la lutte contre ses adversaires.

Il avait un état-major, des chefs militaires, des ministres. Où trouverait-il de l'argent et des soldats?

A quelqu'un qui lui posait cette question, M. Lares répondit avec un aplomb superbe:

— C'est le secret du gouvernement.

CHAPITRE XI

Mission Shermann et Campbell. — Dépêches de Napoléon III (4 et 13 décembre). — Malgré l'entente apparente entre le maréchal Bazaine, M. Dano et le général Castelnau, chacun suit une politique personnelle. — Le général Castelnau croit avoir des preuves de la duplicité du Maréchal. — Lettres de Mgr Labastida, de Ramon Tavera et du colonel Kodolich. — Déclaration collective du 8 décembre. — Le Maréchal ne s'y associe qu'à regret. — Extraits de ses rapports politiques au ministre de la Guerre. — Négociations de M. Dano en faveur d'une entente américaine apprises fortuitement par le Maréchal. — Note de MM. Lares et Marquez aux trois représentants de la France. — MM. Castelnau et Dano à Puebla (20 décembre). — Entrevue avec l'Empereur. — Mouvements de retraite et de concentration accomplis dans le meilleur ordre. — Places remises aux impériaux, et abandonnées immédiatement par ceux-ci aux juaristes. — Prise d'Oajaca par Porfirio Diaz. — Obstination de Maximilien. — Établissement de trois grands commandements militaires.

Les États-Unis continuaient à suivre attentivement ce qui se passait au Mexique. En présence des résolutions tant de fois annoncées du gouvernement français de retirer ses troupes, et en présence du commencement d'exécution donné à ces résolutions, il était difficile au cabinet de Washington de conserver la même attitude batailleuse et défiante : elle n'eût pas tardé à devenir tout à fait ridicule.

M. Seward le comprenait. Les Français s'en allaient, Maximilien partirait avec eux : il y avait donc urgence à s'entendre pour que l'anarchie ne succédât point à ce double départ. Et, afin qu'il n'y eût aucun doute sur ses intentions, M. Seward confia au général Shermann et à M. Campbell la mission d'aller tâter le terrain et de voir les choses par eux-mêmes.

Le Maréchal fut mis au courant du fait par le contre-amiral Didelot :

Thémis, le 10 novembre 1866.

... Autant que nous pouvons être informés, la mission du général Shermann et de M. Campbell, le ministre nommé auprès du gouvernement du président Juarez, a pour but d'amener, s'il est possible, une entente entre les différents chefs dissidents du Mexique, et notamment le président Juarez et le général Ortega, de manière à établir un gouvernement régulier, au lieu de l'anarchie profonde à laquelle ce pays serait en proie après notre départ et la chute de l'Empire. M. de Montholon a eu, de M. Seward, la promesse que les instructions de Shermann et de Campbell lui seraient communiquées très prochainement...

... Il a reçu d'ailleurs l'assurance formelle qu'elles ne contiennent rien dont nous pourrions prendre ombrage...

Les envoyés en effet, malgré le titre de l'un d'eux, avaient la mission la plus large à remplir. Ils comprenaient quelles difficultés rencontrerait la reconnaissance pure et simple de Juarez, et ils étaient décidés à chercher au besoin une autre personnalité moins compromise pour faciliter l'entente souhaitée

et l'apaisement désiré. La frégate la *Susquehannah* les amena dans les eaux de Vera-Cruz. Ils firent alors sonder le Maréchal sur l'accueil qu'ils en pouvaient attendre, par M. Marcus Otterbourg, chargé du consulat des États-Unis à Mexico.

Le Maréchal répondit que le général Shermann serait accueilli par lui « avec toute la distinction due à son haut grade et avec la plus franche cordialité ».

Le général et M. Campbell allaient descendre à terre et se diriger sur Mexico, lorsque les nouvelles d'Orizaba leur parvinrent. Maximilien n'abdiquait pas : l'Empire subsistait Il n'y avait pour eux rien à faire présentement. Ils ne débarquèrent même pas, et, le 2 décembre, la *Susquehannah* reprenait la mer, touchait à Tampico, et allait déposer à la Nouvelle-Orléans les deux envoyés des États-Unis.

Cet incident eut du moins un résultat, et fâcheux celui-là. L'affaire fut ébruitée, et ce projet d'entente entre la France et les États-Unis, si vague qu'il fût, ne tarda pas à devenir « un traité franco-américain ». L'entourage de Maximilien en prit texte pour l'exciter encore davantage contre la France, et pour le mettre en défiance des conseils qu'il pouvait recevoir de ses représentants.

On trouve un écho de cette opinion dans une lettre confidentielle du vicomte de la Pierre, adressée le 10 décembre 1866, de Mexico, au général Almonte :

Vous aurez vu par le déplorable communiqué des autorités françaises qu'on ne se lasse pas de chercher tous les prétextes pour justifier un abandon injustifiable, dans lequel les responsabilités personnelles espèrent disparaître devant la grosse responsabilité gouvernementale...

Le côté grave de ce communiqué, c'est d'y avoir compromis M. Castelnau, derrière lequel chacun voit l'Empereur. Le prétexte ressemble à celui du loup contre l'agneau, dans La Fontaine, car depuis six semaines le traité franco-américain était connu de tout le monde, et l'*Estafette*, organe avoué du quartier-général, le tambourinait chaque matin à tour de bras...

Tout n'était pas faux dans ces observations du correspondant du général Almonte. Depuis plusieurs mois déjà, M. Dano entretenait une correspondance officieuse avec le marquis de Montholon dans le but d'arriver à une entente avec le gouvernement des États-Unis; mais les choses n'étaient point aussi avancées qu'on le croyait, et, surtout, c'était une erreur d'attribuer au quartier général une part quelconque dans cette négociation, car il l'ignorait complètement, ainsi qu'on le verra.

Lorsque le Maréchal et le général Castelnau furent informés du résultat des conférences d'Orizaba, ils télégraphièrent à Napoléon III pour le mettre au courant de cette situation nouvelle. Dans le même temps, Napoléon III envoyait au Commandant en chef le télégramme suivant:

Paris, 4 décembre 1866.

Je suis décidé à rapatrier le corps d'armée du Mexique au commencement de mars. Prenez les mesures nécessaires. Nos nationaux, avec les Autrichiens et les Belges, sont autorisés à s'embarquer avec nos troupes pour la France. Des instructions complémentaires et une lettre à Castelnau vous parviendront prochainement.

NAPOLÉON.

Les deux télégrammes s'étant croisés en route, Napoléon III adressa une nouvelle dépêche :

Compiègne, 13 décembre 1866.

L'Empereur au général Castelnau.

Reçu dépêche du 3 décembre de Mexico. Évacuation doit être terminée en mars. Rapatriez la légion étrangère et tous les Français, soldats ou autres, qui désirent rentrer, ainsi que les légions autrichienne et belge, si elles le demandent. Les transports partiront d'ici à la fin de décembre.

NAPOLÉON.

Les ordres étaient formels, comme on voit, mais seulement pour ce qui concernait l'évacuation. Pour tous les autres points se rapportant à l'état politique du Mexique, il n'en était pas question, malheureusement, car il n'y avait qu'une entente apparente entre les trois chefs chargés de représenter l'action du gouvernement français, et chacun d'eux, avec ses tendances particulières, suivait une politique personnelle.

Le général Castelnau ne voyait qu'une chose, l'armée à rapatrier, et, pour y arriver plus promptement, il aurait désiré le départ de Maximilien, l'organisation d'un pouvoir quelconque, avec qui on eût pu, en partant, faire un traité honorable : son candidat préféré à la présidence de ce gouvernement était l'homme de tête et d'énergie qui avait été le bras droit de Juarez jusqu'à ce jour, M. Lerdo de Tejeda.

Toutefois il se serait contenté du général Ortega. Celui-ci ambitionnait ce rôle à jouer ; il avait envoyé

à Mexico un ami, M. Manuel Fernandez, porteur de pleins pouvoirs pour traiter avec le Maréchal. D'autre part, certains pensaient au général Porfirio Diaz, et l'on accusa même le commandant en chef de traiter directement avec lui, ce qui est faux : les rapports courtois qui s'établirent à cette époque entre ces deux personnages n'avaient pour but que d'obtenir l'échange des prisonniers [1].

1. Certaines personnes, persuadées que le maréchal désirait rester au Mexique, attribuaient ce sentiment chez lui à l'influence de la Maréchale : mexicaine et devenue depuis le départ de l'Impératrice Charlotte la femme la plus en vue de Mexico, elle était très sensible aux honneurs que lui valait sa haute situation, et elle passait pour désirer en jouir le plus longtemps possible. Elle aurait au besoin employé toutes les ressources de la diplomatie féminine pour arriver à ses fins ; c'est du moins ce que croyait le général Castelnau, et il nous a fait, à l'appui de son opinion, le récit suivant :

Depuis quelque temps, le général croyait s'apercevoir que M. Dano, jadis partisan très chaud de l'évacuation immédiate, faiblissait dans son zèle et ne soutenait plus que mollement le général, qui ne savait à quoi attribuer ce revirement.

Un jour, un jeune attaché d'ambassade, secrétaire de M. Dano, M. Centule de Bearn, dit au général :

— Demain, j'ai congé : si vous le permettez, je passerai ma journée avec vous.

Il était aimable et spirituel : on accepta sa proposition avec empressement.

Le lendemain, au déjeuner, il dit :

— Savez-vous ce que j'ai fait ce matin ? J'ai assisté au mariage de mon chef.

M. Dano s'était marié en effet, ou plutôt la maréchale l'avait marié. Il y avait alors à Mexico une famille étrangère, les B***. M. B*** avait quatre filles et une fortune colossale. L'aînée des filles était mariée, mais non les autres : madame Bazaine s'imagina qu'en faisant épouser la seconde à M. Dano, elle trouverait par là en lui un auxiliaire, et elle ne s'était pas entièrement trompée.

Les divergences d'opinions des trois représentants du gouvernement français n'avaient point échappé aux yeux clairvoyants de gens hostiles, et, l'occasion d'ajouter une tension plus grande dans leurs rapports déjà trop tendus s'étant présentée, ils la saisirent avec empressement. Un beau jour, on remit au général Castelnau divers documents contenant des insinuations contre le Maréchal.

C'était d'abord une lettre de l'archevêque de Mexico à la princesse Iturbide [1] :

3 décembre 1866.

Madame,

Je ne trouve aucun inconvénient à vous dire par écrit que M. Lares m'a rapporté que le Maréchal Bazaine désirait le retour de l'Empereur, et que l'Empereur, Napoléon désirait la même chose.

Je suis, de Votre Altesse, l'affectionné et dévoué serviteur.

P. A.,
Archevêque de Mexico.

Le second document était une déclaration du colonel autrichien Kodolich :

Ce n'est pas tout. Puisque son plan avait réussi, n'y avait-il pas mieux à faire ? M. B*** avait deux autres filles : le général Castelnau et M. de Maintenant, par bonheur, étaient célibataires : si on parvenait à les enchaîner aussi, la chaîne étant d'ailleurs toute charmante et excessivement dorée, de la sorte quatre volontés féminines agiraient de concert. En fallait-il plus pour combattre les ordres de Paris et vaincre les nécessités de la politique ? Ses espoirs ne se réalisèrent point : le général Castelnau et M. de Maintenant quittèrent le Mexique sans avoir pris femme.

1. Ces documents nous ont été communiqués par M. le général Castelnau. Ils avaient été adressés au capitaine Pierron, secrétaire particulier de Maximilien.

Mexico, 3 décembre 1866.

Je déclare solennellement qu'avant mon départ pour Orizaba, le 22 de novembre, S. E. le Maréchal Bazaine m'a autorisé de dire à S. M. l'Empereur qu'il n'avait aucun doute que, en cas que S. M. prenne la résolution de revenir à Mexico et de garder les rênes du gouvernement, les troupes françaises pourraient encore rester au pays jusqu'au mois de novembre 1867.

Le colonel aide-de-camp de S. M.,
KODOLICH.

M. le capitaine Pierron, présent.

La troisième pièce émanait du sous-secrétaire d'État à la Guerre :

CORRESPONDANCE PARTICULIÈRE
DU MINISTRE DE LA GUERRE

Mexico, le 5 décembre 1866.

Monsieur,

La veille du départ du Conseil d'État pour Orizaba, M. Lares et moi sommes allés ensemble voir M. le Maréchal, et, après avoir réglé la question des escortes pour la sûreté de la route, S. E. le Maréchal déclara que la politique adoptée en dernier lieu par S. M. l'Empereur était la meilleure, et qu'elle aurait dû être suivie d'abord ; qu'il croyait, avec le parti conservateur, qu'il pourrait faire le bien du pays; qu'il désirait son retour à la capitale, et que, pour sa part, il était disposé à le soutenir comme toujours en se conformant aux ordres de son souverain. S. E. ajouta que, quoique invitée à se rendre à Orizaba, elle n'irait point, parce qu'elle n'avait personne à qui remettre le commandement. Sur cela nous nous retirâmes.

Voilà ce qui s'est passé avec le Maréchal et ce que je vous dis pour votre gouverne.

Votre affectionné qui vous baise les mains,

RAMON TAVERA.

Quoique cette dernière letttre ne contînt rien de bien compromettant pour le Maréchal, qui avait pu donner de bonnes paroles aux nouveaux ministres sans que cela l'engageât beaucoup, et qui, du reste, avait pris soin de dire qu'il soutiendrait Maximilien *comme toujours, en se conformant aux ordres de son Souverain,* rapprochée des deux précédentes, elle parut dévoiler le plan du Commandant en chef, et le général Castelnau crut voir dans ces documents la preuve irrécusable de sa duplicité.

Une note trouvée plus tard, dans des circonstances bizarres, nous apprend l'impression alors produite sur lui par ces révélations :

Au moment de fermer mon courrier, on me communique deux pièces qui me prouvent de la façon la plus irrécusable, ce dont je me doutais déjà, que les manœuvres secrètes du Maréchal avaient seules empêché l'Empereur Maximilien de quitter Orizaba, alors qu'il y était le plus disposé.

Ces pièces, dont copie est ci-jointe, sont une déclaration du colonel comte Kodolich,

Et une lettre de l'archevêque de Mexico à la princesse Iturbide.

Il résulte de ces pièces et d'une lettre du Maréchal à M. Lares, président du Conseil, lettre qui a passé sous les yeux de tous les membres de la Conférence d'Orizaba, que, si l'Empereur Maximilien restait au Mexique, le

Maréchal s'engageait à maintenir ses troupes jusqu'au mois de novembre!...

Et pendant ce temps-là, dans nos réunions, dans ses conversations avec nous, le Maréchal avait l'air de se désespérer des lenteurs apportées par Maximilien à son départ: lenteurs qui, suivant lui, compromettaient tout le succès de nos négociations futures.

La connaissance de ces documents m'imposait de sérieuses obligations.

J'avais deux partis à prendre :

Retirer au Maréchal le commandement, et le donner au général Douay;

Ou bien aller trouver le Maréchal, lui prouver que je n'étais plus sa dupe, lui faire comprendre toute la gravité de ses torts, et chercher, en faisant vibrer en lui certaines cordes, à le ramener à un dévouement absolu à Votre Majesté et à une ligne de conduite plus droite, etc.

Le premier plan était le plus simple et peut-être aussi le plus séduisant, mais il avait de grands inconvénients: éclats, scandale, le Maréchal déconsidéré aux yeux de l'armée et perdu à jamais, etc., etc.

Après mûre réflexion, et quand j'ai cru m'être bien inspiré des sentiments de Votre Majesté...

La note se termine là. Ce n'était que le brouillon d'un rapport qui ne fut pas expédié à Paris. Toutefois il renferme la substance de la lettre qui accompagna l'envoi des documents à Napoléon III.

Le général pensait avoir de bonnes raisons d'ajouter foi aux accusations portées contre le Maréchal, non point seulement parce que la personne qui les lui remettait lui inspirait toute confiance, mais aussi parce qu'il se rappelait qu'au moment de son arrivée à Mexico, Maximilien partait pour Orizaba et que les

sentiments connus de l'Empereur le portaient alors à abdiquer et à regagner l'Europe sans plus tarder. Le général ne s'expliquait pas les changements survenus dans les résolutions de l'Empereur : les lettres qu'on lui communiquait lui apportaient, semblait-il, cette explication. Il crut donc que l'influence du Maréchal s'était effectivement exercée dans un sens contraire à sa mission, contraire aux intérêts de la France et aux ordres de Napoléon III, et il est juste de reconnaître que cette opinion n'avait rien d'invraisemblable. Nous savons en effet qu'à ce moment-là on ignorait encore la lettre écrite par M. Eloin à Maximilien. Le général Castelnau l'ignorait comme tout le monde, et, naturellement, il attribua aux seules causes connues de lui le revirement opéré par cette lettre dans l'esprit si mobile du Prince.

Après avoir envisagé les deux partis qui s'étaient d'abord présentés à sa pensée, il les rejeta : il n'avertit pas le Maréchal, il ne lui retira pas son commandement. Il jugea plus habile de l'amener à faire une déclaration contraire aux propos qu'on lui prêtait, et, à cet effet, il provoqua une réunion dans laquelle le Maréchal, M. Dano et lui signèrent cette note, écrite en entier de la main même du Commandant en chef :

CORPS EXPÉDITIONNAIRE
DU MEXIQUE

—

CABINET
DU MARÉCHAL
COMMANDANT EN CHEF

Les soussignés, après avoir examiné sous toutes ses faces la question mexicaine, sont convenus de déclarer

qu'ils ne voient plus qu'une solution possible pour sauvegarder tous les intérêts en cause : l'abdication de l'Empereur Maximilien.

Les soussignés, malgré tout le regret qu'ils en éprouvent, ont résolu de constater solennellement cette opinion, qu'ils feront immédiatement connaître au gouvernement de l'Empereur Napoléon.

Fait à Mexico, le 8 décembre 1866.

MARÉCHAL BAZAINE.

Le Ministre de France,
ALPH. DANO.

Le général aide de camp de l'Empereur,
H. CASTELNAU.

Que le Maréchal ait signé, la chose est certaine; mais qu'il ne s'associât qu'à regret à cette déclaration, la chose est encore moins douteuse. Et c'est même un spectacle assez piquant que de voir cet homme que l'on accuse d'avoir combattu l'empire de Maximilien, d'avoir constamment rêvé de le renverser, et même travaillé à sa ruine, être le seul des trois agents français qui hésite à lui donner le coup de grâce. Il y aurait là assurément matière à réflexion, si ceux qui ont laissé la passion et la haine remplacer l'impartialité et la justice dans leur esprit pouvaient encore réfléchir.

Quoi qu'il en soit, le Commandant en chef ne cachait pas à son ministre sa façon de penser à cet égard. Elle peut se résumer ainsi : le Maréchal ne croyait pas à la durée de l'Empire, mais il croyait que sa durée, si éphémère qu'elle fût, nous était utile et de nature à faciliter le mouvement de retraite. Tant que

les juaristes auraient à combattre les impériaux, ils laisseraient nos troupes se retirer tranquillement. Le raisonnement était juste. Voici maintenant des extraits des Rapports politiques qui viennent à l'appui de notre dire :

Il faut avoir éprouvé toutes les inquiétudes que me causaient l'éloignement du 62e de ligne et de toutes les troupes disséminées sur la surface de l'Empire et la difficulté de les ramener à ma portée, pour se rendre compte des ménagements que j'ai dû garder avec tous les partis, en maintenant, sans compromettre la capitale, au moment où j'opérais mon mouvement de concentration sans fatiguer mes troupes et sans perdre le prestige de nos armes, les bandes dont le nombre et l'audace augmentent chaque jour, l'esprit de réaction qui cherchait à m'envahir, et le mouvement naturel des diverses fractions du parti libéral qui ont hâte d'en finir avec l'Empire. (*Rapport politique du* 28 *novembre* 1866.)

En résumé, Monsieur le Maréchal, le parti conservateur a su inspirer à l'Empereur Maximilien assez de confiance pour le faire revenir sur sa décision première, qui était d'abdiquer le pouvoir. Après les essais infructueux tentés avec les autres partis, il ne restait plus qu'à se jeter dans les bras du parti conservateur ; l'expérience commence : *nous aurions mauvaise grâce à susciter des embarras au pouvoir que nous avons contribué à élever*. L'Empereur déclare qu'il se maintiendra avec ses seules ressources ; notre rôle est terminé : il ne nous reste plus qu'à nous retirer le plus promptement possible. (*Id.*)

Quittons donc le Mexique le plus tôt possible... Je serai prêt à embarquer toutes les troupes françaises *au commencement de février 1867*.

L'Empire durera alors ce qu'il pourra ; mais s'il tombe,

nul ne pourra nous accuser d'avoir contribué à sa chute. La France aura, jusqu'au dernier moment, rempli ses engagements; elle aura, en partant, assuré ses droits, ses réclamations, les intérêts de ses nationaux, *choses que tout autre gouvernement que le gouvernement impérial lui refusera systématiquement.* (*Id.*)

N'avions-nous pas à craindre aussi que la surexcitation causée dans tout le pays par cette entente avec les États-Unis, ne réunisse contre nous tous les partis, *et ne rende notre retraite plus difficile?*

C'est pourquoi, Monsieur le Maréchal, j'ai considéré et je considère encore de notre intérêt, pendant notre présence au Mexique, de soutenir l'Empire tant qu'il croira pouvoir vivre de ses propres ressources. (*Rapport politique du 28 décembre.*)

Cette dernière citation contient une allusion à l'entente avec les États-Unis, cette entente dont on parlait beaucoup à Mexico, et en vue de laquelle M. Dano entretenait depuis plusieurs mois une correspondance avec M. de Montholon. Mais, — et c'est ici le lieu de signaler quelle confusion régnait entre nos réprésentants au Mexique, — M. Dano n'avait pas jugé à propos d'en informer le Commandant en chef. Le hasard seul mit celui-ci au courant de la chose, ainsi qu'il l'écrivit à son ministre (29 décembre 1866) :

... Il me semble opportun de faire ressortir aujourd'hui à Votre Excellence *un fait que j'ignorais alors,* qui m'est signalé par une lettre venue de Washington, *et dont M. le Ministre de France à Mexico est convenu depuis.* C'est par le chef d'escadron d'artillerie de Noüe, mon officier d'ordonnance, marié à une jeune femme de Saint-Louis (Missouri), auquel j'ai donné un congé, pour régler, au moment de notre départ, des affaires d'intérêt, et auquel

avais recommandé de me renseigner sur l'état du pays, ue j'ai appris ce qui suit...

C'est-à-dire les susdites négociations.

Les ennemis de l'intervention avaient beau jeu en ›résence de cette défiance réciproque : ils bénéficiaient n quelque sorte de la confiance que nos représentants ıe s'accordaient pas entre eux.

Le 4 décembre, MM. T. Lares et Luys de Arroyo ;taient revenus à la charge, et, dans une nouvelle ıote, avaient réclamé les établissements militaires, ıteliers, poudreries, etc. ; car « S. M. l'Empereur, di-ıaient-ils, pour rendre effective la résolution qu'il a ıdoptée, s'occupe de dicter les ordres nécessaires pour ever l'armée mexicaine et organiser les forces qui loivent soutenir l'Empire ».

Ce document était encore daté d'Orizaba ; mais Maxinilien ne devait pas tarder à remonter vers Mexico : e 17, il faisait sa rentrée dans Puebla.

C'est dans cette ville qu'eut lieu, le 22 décembre, ıne entrevue sur laquelle jusqu'à ce jour ont plané ›ien des obscurités. En voici d'abord le récit, tel [u'il a été fait par le général Douay, lequel le tenait lu général Castelnau et de M. Dano [1].

Le général et M. Dano, porteurs de la déclaration lu 8 décembre, avaient jugé bon d'aller au devant du ›ouverain, décidés, grâce à cette pièce, à tenter un lernier effort pour amener ce prince à renoncer à une entative inutile et dangereuse.

Les envoyés se trouvèrent d'abord en présence d'un

1. *Papiers et correspondance de la famille Impériale*, pp. 120 et suiv.

personnage vraiment fourbe, et autrement rusé que Maximilien.

C'était le P. Fischer, lequel venait de remplacer officiellement le capitaine Pierron comme secrétaire particulier de l'Empereur. Le P. Fischer mena toute l'affaire. Confiant dans une vieille tactique qui réussit presque toujours, il travailla d'abord à diviser les plénipotentiaires. Guidé par lui, l'Empereur ne voulut recevoir que le général, et encore prit-il prétexte de son mauvais état de santé, très réel d'ailleurs, pour n'aborder point à fond les questions palpitantes qui cependant les mettaient en présence; il lui annonça toutefois qu'il lui enverrait dans la soirée une personne en qui il avait pleine confiance, son secrétaire, le P. Fischer.

Le soir, celui-ci fit son apparition, et mit en jeu toute sa finesse, toutes les ressources de son esprit, pour éblouir, séduire et duper le général.

— Vous êtes maître de la situation, lui-dit-il. Vous avez plu à l'Empereur, qui désire s'entendre exclusivement avec vous, qui représentez votre Empereur. Les conditions qu'il acceptera seront, passant par votre intermédiaire, des arrangements de souverain à souverain. L'Empereur Maximilien ne se peut résoudre à traiter avec votre ministre: M. Dano a un caractère diplomatique officiel; il n'est pas sympathique et s'est montré trop de fois inflexible. Pour réussir, il faut absolument évincer de la négociation votre ministre, vous en emparer, et vous êtes sûr d'un succès éclatant dont tout le mérite vous profitera.

Le général écoutait avec attention, intrigué de savoir si ce beau discours n'était pas destiné à amener,

tout en la masquant, quelque demande d'argent, auquel cas il s'apprêtait déjà à en passer par les exigences de ce singulier interlocuteur pour en finir plus vite. Mais le P. Fischer avait d'autres visées : le général s'en méfia.

Désireux d'acquérir une certitude, il lui posa cette question :

— Dans combien de temps pourra-t-on avoir une solution définitive ?

— Oh ! il nous faut bien un mois !

Le piège était visible : on voulait gagner du temps, et l'employer à brouiller les cartes. On avait déjà si bien commencé.

L'entretien en resta là. Le général s'en fut rejoindre M. Dano, et lui conta par le menu la petite machination qu'on lui avait proposée.

— Je la connaissais, répondit M. Dano, mais je n'ai pas voulu vous prévenir de cette tentative, parce que je vous savais trop habile pour être dupe de cette comédie et trop honorable pour y donner la main.

Disait-il vrai ? Il est permis, sans offense, de douter des paroles d'un diplomate. En tout cas, le général eût préféré être prévenu : un bon avertissement n'aurait ni nui à son habileté, ni embarrassé son honorabilité.

Ils convinrent de s'adresser directement à l'Empereur, dont ils sollicitèrent une audience pour le samedi 22. Elle leur fut accordée.

Maximilien les reçut froidement, et les laissa parler. Ils s'efforcèrent de l'amener à la résolution qu'ils souhaitaient, eux, et que les événements imposaient. A cet effet, ils lui firent un tableau de la situation

qui n'avait rien de flatté, mais qui était par cela même fort exact ; puis, démasquant leur dernier argument, ils lui remirent la note collective du 8 décembre, qui concluait si nettement à la nécessité de l'abdication.

L'Empereur tourna la note entre ses mains, y jeta un regard distrait, puis :

— De quelle date est-elle ? demanda-t-il non sans une certaine ironie.

— Sire, du 8 décembre,

— Oh ! j'en ai une plus récente.

Il tira un papier de sa poche, et, le montrant à ses interlocuteurs :

— Tenez, voilà une dépêche telégraphique que j'ai reçue hier au soir. Lisez-la, et vous verrez que le Maréchal me dit qu'après mûres réflexions il est convaincu que la seule solution possible est de me maintenir au pouvoir. Il m'engage à persister et à pousser vigoureusement la guerre, en armant solidement Marquez, Miramon, Mejia... Enfin il me propose de me donner des armes et m'assure de son appui jusqu'au dernier moment de l'occupation.

Ce coup de théâtre produisit son effet. Le général Castelnau et M. Dano, surpris de cette revélation, se trouvèrent quelque peu décontenancés devant la tournure inattendue que prenait l'entretien. Cependant le général recouvra le premier sa présence d'esprit :

— Sire, je laisse au Maréchal la responsabilité de son changement d'opinion, dit-il ; quant à moi, investi par l'Empereur Napoléon III de la mission de faire rembarquer les troupes, je la mènerai jusqu'au bout sans atermoiement ni faiblesse. D'ailleurs, j'ai

reçu la confirmation des ordres qui m'avaient été donnés au départ.

Et, pour que Maximilien n'en ignorât, le général tira, lui aussi, de sa poche un papier qu'il lui présenta, et qui n'était autre que la dépêche envoyée de Compiègne, par Napoléon III, le 13 décembre, et arrivée le 18 à Mexico.

Nos plénipotentiaires se heurtaient à une résolution trop arrêtée pour en pouvoir triompher. Maximilien maintint énergiquement sa décision première. Non seulement il refusa d'abdiquer, mais il exposa ses plans, ses projets, tout le système sur lequel il appuyait sa persistance à se maintenir sur le trône. Puis, se laissant aller à son penchant naturel, il profita de l'absence du Maréchal Bazaine, pour entretenir ses interlocuteurs de ses nombreux griefs contre lui. Il le fit avec une assurance et une abondance qui leur eussent inspiré plus de défiance que de satisfaction s'ils avaient prévu que, quinze jours plus tard, l'Empereur devait dire d'eux au Maréchal ce qu'il leur disait de lui à cette heure. Maximilien, en effet, dans ces derniers temps, se plaignait toujours: s'il changeait de confidents, il ne changeait point de langage.

Il parla, en terminant, du Congrès; il répéta que, s'il quittait un jour le pouvoir, ce ne serait que sur un vote de cette assemblée et non autrement.

L'entrevue n'avait point donné les résultats attendus. Nos plénipotentiaires se retirèrent et reprirent le chemin de Mexico.

Ils étaient furieux contre le commandant en chef, à l'intervention duquel ils attribuaient l'échec de leur démarche. Il semble que cette fois, puisque la divi-

sion entre eux et lui était publique, et que le scandale avait éclaté, le général n'eût plus de ménagements à garder et se crût en droit de retirer au Maréchal son commandement. Il ne le fit point pourtant : il ne mit même pas le Maréchal en demeure de s'expliquer sur l'envoi de la dépêche dont avait parlé Maximilien [1].

Il attribua ce changement, survenu dans l'esprit du Commandant en chef à une influence féminine. Le général Douay s'est fait l'écho de cette opinion :

Il paraît qu'après le départ de Mexico de ces messieurs il y a eu des scènes domestiques, dans le palais de Buena-Vista. La tribu entière des Peña a donné l'assaut. La jeune maréchale, qui est enceinte, a fait jouer les grandes eaux et les grands ressorts, et on a arraché à ce malheureux éperdu la fameuse rétractation qu'il a envoyée à Maximilien. (*Lettre à son frère*, 27 décembre 1866.

On peut se demander tout d'abord qui a renseigné le général Douay sur les scènes domestiques du palais de Buena-Vista, dont il me parle d'ailleurs que sous la forme dubitative « il paraît que... » Puis, fussent-elles vraies, il faudrait savoir si « la fameuse rétractation » a été effectivement envoyée à Maximilien, ce

1. Disons tout d'abord que Maximilien avait simplement montré à M. Dano et au général Castelnau un papier qu'il leur avait dit être la dépêche du Maréchal Bazaine, mais qu'il ne la leur avait point faire lire, contrairement à ce qu'écrit le général Douay ; sur notre demande, le général Castelnau a nettement précisé ce fait. Quant aux motifs de son silence à l'égard du Commandant en chef, dans cette circonstance et dans celle qui se rapporte aux dénonciations des 3 et 5 décembre, le général Castelnau s'est, malgré nos sollicitations réitérées, toujours refusé à nous les faire connaître.

qui n'est nullement prouvé, personne n'ayant jugé à propos d'interroger sur ce point le Maréchal. Or, plus d'une fois on a attribué à celui-ci des propos ou des actes dont il a pu démontrer qu'il était fort innocent dès qu'il les a connus, et, au milieu des intrigues qui se croisaient de toutes parts dans ces moments troublés, il est sage de se défier de l'esprit inventif et point scrupuleux d'un P. Fischer.

Ensuite comment s'expliquer l'étrange conduite de Maximilien montrant à ses interlocuteurs une dépêche dans laquelle le Maréchal lui promettait son appui, et se plaignant violemment tout aussitôt de lui devant ceux-là mêmes qui venaient lui demander d'abdiquer et contre lesquels il éprouvait une animosité grande, dont il devait, quelques jours plus tard, faire hautement l'aveu?

Tout ceci paraît fort invraisemblable et fort incohérent; néanmoins, comme dans la confusion où tous s'agitaient à cette époque, il faut admettre l'incohérent et même l'invraisemblable, il n'est pas impossible que le Maréchal ait modifié son intention première. Comment croire toutefois à l'influence féminine dont parle le général Douay? Si elle s'était exercée dans le sens d'une prolongation de séjour de l'armée française au Mexique, le Maréchal aurait arrêté ou ralenti les ordres de départ et le mouvement de concentration des troupes. Or il n'en fut rien, et tout se prépara, sous sa direction, pour l'évacuation dans les délais fixés par Napoléon III lui-même. Cette constatation a beaucoup plus de valeur, ce semble, que des secrets d'alcôve, toujours suspects. Enfin, il ne faut point oublier que le Maréchal, tant qu'il n'était pas dépos-

sédé du commandement par l'envoyé de Napoléon III, demeurait le chef; que, suivant les propres termes de la lettre de ce souverain, « l'intervention du général « Castelnau n'avait pour but ni de paralyser sa liberté « d'action, ni de détruire ou même d'amoindrir sa « responsabilité » et qu'il pouvait, en changeant d'opinion, obéir à des mobiles moins intimes et surtout plus honorables que ceux qu'on lui prête[1].

Si le maréchal Bazaine s'appelait de tout autre nom, et qu'on pût un instant faire abstraction des souvenirs de Metz, l'avis que nous émettons ne rencontrerait nulle contradiction. Et la preuve, c'est qu'un écrivain à l'impartialité duquel chacun rend hommage n'a pas hésité à exprimer cette opinion, à une époque où il était dejà difficile de parler de ces choses froidement et sans parti-pris. Nous sommes heureux de pouvoir invoquer ici le témoignage de M. G. Niox :

La connaissance qu'il avait acquise du caractère mexicain révélait au Maréchal des difficultés dont ne pouvaient se rendre compte les personnes moins au courant que lui des hommes et des choses du pays. Il voyait le parti libéral se morceler en factions qui ne seraient pas

1. Voici l'extrait d'une lettre particulière de Bazaine, qui montre bien quelles préoccupations pesaient alors sur son esprit :

« Les derniers instants de l'intervention t'intéresseront. Je savais que l'Empereur Napoléon s'inquiétait des affaires d'Allemagne; mais on ne peut réunir en quinze jours une armée éparpillée sur un territoire aussi immense que le Mexique : c'est ce que l'on ne voulait pas comprendre. *J'ai heureusement tenu bon*, et notre retraite s'est opérée dans l'ordre le plus parfait.

« Tu n'as qu'à jeter un coup d'œil sur la carte, et tu jugeras par toi-même, de Guaymas à Mazatlan et Vera-Cruz, puis de Matamoros, Monterey, San-Luis, tous les kilomètres à parcourir. »

assez fortes pour dominer la situation et garder le pouvoir ; toutes garanties accordées par l'une et l'autre de ces factions seraient illusoires, il y aurait même quelque humiliation à les solliciter, au risque de s'exposer à un refus...

Dans le désordre et l'anarchie qui suivraient une abdication, quel serait le sort des garnisons et des colonnes françaises, encore éparses, encombrées de convois, n'ayant plus aucun appui dans le pays, débordées de tous côtés par des ennemis dont les moins irrités ne seraient pas les alliés de la veille ?

Le Maréchal différait d'opinion avec le général Castelnau ; il commençait à trouver très lourde la tutelle qui lui avait été imposée : « Je serai heureux de sortir d'une situation qui devient tous les jours plus pénible sous bien des rapports, et qui affecte mon moral ainsi que mon énergie, par suite de la restriction apportée à toute initiative de ma part, quoique les instructions de l'Empereur, du 15 septembre, assurent que ma liberté d'action doit rester la même, ainsi que ma responsabilité vis-à-vis de S. M. : c'est assez difficile à concilier avec l'autorité de contrôle donnée à M. le général Castelnau... Je ne puis que m'incliner, mais il est dur de passer au second rang. » Le seul désir du Maréchal était alors de partir au plus vite ; il demandait au ministre d'envoyer sans retard tous les transports, et promettait d'être prêt à s'embarquer au mois de février [1].

Pendant cette période, malgré les divisions des chefs de l'intervention, les mouvements de retraite et de concentration s'accomplissaient avec un ordre parfait. Nos soldats soutenaient de leur mieux, dans cette situation délicate, l'honneur du drapeau, et à part quel-

1. *Expédition du Mexique*, par G. Niox, pp. 656-657.

ques incidents regrettables, on peut dire que notre prestige militaire fut conservé aussi intact qu'il était raisonnable de l'espérer.

Aucune place abandonnée par nous ne fut livrée aux juaristes : toutes furent remises aux autorités impériales. Il est vrai que vingt-quatre heures ne s'étaient pas écoulées depuis notre départ que ces singulières autorités ou se sauvaient, ou appelaient les libéraux; mais qu'y pouvions-nous?

Au Sud-Est, un événement malheureux s'était passé : Porfirio Diaz avait repris Oajaca (30 octobre). Malgré cette série d'échecs, Maximilien ne perdait rien de son obstination; nous en avons donné et on en sait aujourd'hui le motif. Il venait de créer trois grands commandements militaires, et les avait confiés aux généraux Marquez, Miramon et Mejia.

Puis, tout en regrettant ses promenades à travers champs, où il se livrait avec tant d'entrain au plaisir d'herboriser, il songea à remonter vers le Nord, et à rentrer dans la capitale, qu'il avait cru abandonner pour toujours. Il obéissait à la pensée qui le dominait.

Le dominerait-elle jusqu'au bout? Il n'importait. A ce moment il aurait eu un éclair de raison, une lueur de bon sens : c'était trop tard. Il eût voulu se reprendre qu'il ne l'aurait pu.

Le Padre Fischer faisait bonne garde.

CHAPITRE XII

Le maréchal Randon au maréchal Bazaine (30 novembre 1886). — Maximilien rentre à Mexico le 5 janvier 1867. — Incident du brouillon de lettre trouvé par hasard et porté au Maréchal. — Protestation de celui-ci avec documents à l'appui. — Lettres de Mgr Labastida, de M. Lares, du colonel Kodolich. — Réponse du maréchal Niel, ministre de la Guerre. — Lettre du général Colson. — Conférence du 14 janvier. — Déclaration du commandant en chef. — Triomphe du parti clérical. — Mesures rigoureuses de Marquez à Mexico. — Affaires de Pedro Garay et du journal *La Patria*. — Nouvelle conférence entre M. Dano et M. Lares. — Rupture des relations entre l'Empereur et le quartier-général français. — Le *Dandolo*.

Napoléon III devait faire d'amères réflexions sur les difficultés de connaître la vérité. Il avait cru que le général Castelnau ferait la lumière, mais la confusion était telle que la chose n'était point en son pouvoir : l'ignorance restait la même aux Tuileries, avant comme après sa mission. Le ministre de la Guerre l'avouait :

A défaut de nouvelles officielles, les autres ne font pas défaut, surtout depuis que le câble transatlantique fonctionne...

... Nous saurons enfin quel est le parti que prendra

l'Empereur Maximilien, *d'abdiquer ou de monter à cheval pour conquérir son empire...*

En un mot, tout est dans le vague, et il importe beaucoup qu'avant peu on en puisse sortir (30 novembre 1866).

Cette lettre parvenait à Mexico à la fin de décembre, quelques jours seulement avant la rentrée de l'Empereur dans la capitale. Maximilien y arrivait en effet le 5 janvier; mais, soit qu'il éprouvât le besoin de se tenir à l'écart, soit que son palais lui rappelât de trop cruels souvenirs, il allait aussitôt s'installer à deux kilomètres de la ville, dans la hacienda de la Teja. Dès le lendemain, il mandait près de lui le Maréchal.

L'entrevue fut des plus cordiales. Avec une versatilité que l'on voudrait pouvoir n'attribuer qu'à une grande mobilité d'impressions, l'Empereur confia au Commandant en chef les griefs qu'il pensait avoir contre M. Dano et le général Castelnau. Il rappela avec amertume leur visite à Puebla, et, bien que nos deux représentants lui eussent témoigné la plus grande déférence, il les accusa de lui avoir montré autant de raideur que d'insistance blessante. Il s'épanchait avec un entier abandon, et témoignait au Maréchal une amitié fort vive. On eût dit qu'il n'avait confiance qu'en lui, et que cette confiance n'avait jamais été plus grande.

Le Commandant en chef entendait avec plaisir les plaintes de Maximilien. Jusqu'à ce moment, il avait supporté avec une résignation plus apparente que réelle la tutelle de l'envoyé de Napoléon III; mais, à cette heure, il était sous le coup d'une violente irritation, car un hasard assez extraordinaire venait de

lui révéler les accusations dont il avait été l'objet.

Un soldat de corvée, a-t-on raconté, en balayant, un matin, le logement occupé par le général Castelnau, ramassa une feuille de papier laissée à terre. Sa besogne finie, il la porta au cabinet du Commandant en chef.

Là, on reconnut bien vite l'écriture du général. D'ailleurs, lui seul pouvait parler en ces termes. La note fut aussitôt remise au Maréchal. C'est celle qui a été publiée plus haut : « Au moment de fermer mon courrier, etc... ».

La situation se trouvait révélée sans ambiguïté aucune ; les griefs articulés contre lui l'étaient avec la plus grande netteté, ainsi que les preuves invoquées à l'appui : on l'accusait d'avoir écrit à M. Lares une lettre par laquelle il s'engageait à maintenir les troupes françaises jusqu'en novembre. Cette lettre, disait-on, avait été mise sous les yeux de tous les membres de la conférence d'Orizaba, auprès desquels elle n'avait pas manqué d'exercer une grande influence. De plus, il avait tenu les mêmes propos ou des propos analogues à diverses personnes, ainsi qu'il résultait des témoignages de Mgr Labastida et du colonel Kodolich.

En présence de cette révélation inattendue, le Maréchal ressentit une vive émotion. Il s'occupa aussitôt d'opposer une réponse aux faits allégués, et, pour détruire l'impression que ces attaques avaient pu produire à Paris, il se hâta de réunir les preuves nécessaires à sa justification. Dès le 10 janvier son dossier était prêt, et il l'expédiait au ministre de la Guerre, avec la lettre suivante :

Mexico, 10 janvier 1867.

Monsieur le Maréchal,

Le hasard m'a mis en possession de la minute d'une fin de rapport de M. le général Castelnau adressé à S. M. l'Empereur. L'a-t-il été ? V. E. le saura sans doute. Mais, afin de la mettre en situation de pouvoir y répondre, j'ai l'honneur de lui en adresser la copie [1], ainsi que des déclarations établies par les auteurs présumés des documents que M. le général Castelnau joint à son rapport, et qui sont complètement controuvés.

Depuis son arrivée, M. le général Castelnau m'a fort peu entretenu de ses instructions, des idées intimes de notre Souverain, quoique je lui aie fait lire celles qu'il m'a remises (lettre de S. M. du 15 septembre 1866, dont il connaissait sans aucun doute déjà le contenu). Je sais seulement par des tiers qu'elles sont élastiques, sans que sa responsabilité soit en rien engagée.

Cet officier général aurait dit qu'il y trouverait à sa volonté toutes facilités pour agir selon les circonstances, ce qui me paraît difficile à concilier avec la non-responsabilité qu'il invoque du reste lui-même quand il y a une solution à donner.

Qu'ai-je donc fait de coupable pour être ainsi traité dans le rapport de M. le général Castelnau, dont il ne m'a pas parlé, bien entendu, pas plus que du rappel à de meilleurs sentiments, à un dévouement absolu à l'Empereur Napoléon, etc... ?

Il doit y avoir sous tout cela une vilaine intrigue que j'ignore. Je n'ai pas influencé la décision de l'Empereur Maximilien par des manœuvres secrètes, mais j'ai sou-

1. Le Maréchal avait l'habitude de n'envoyer que des copies. C'est ainsi que la collection Ernest Louet renferme *les pièces originales*, ce qui donne à nos citations une valeur indiscutable.

vent dit dans mes conversations particulières qu'il devait montrer de l'énergie, s'appuyer complètement sur le parti qui l'avait appelé au trône, et que, s'il était résolu à s'y maintenir avec les seules ressources de son pays, il était probable que la Légion étrangère et les éléments français mis à la disposition du gouvernement mexicain pour l'organisation de son armée y resteraient, puisque la convention de Miramar n'avait pas été modifiée par celle de Juillet sous le rapport militaire, ainsi que l'a déclaré le ministre de France dans une séance officielle.

J'étais donc autorisé à parler ainsi jusqu'au 13 décembre, date de la dépêche télégraphique de l'Empereur Napoléon qui m'ordonne de rapatrier la Légion étrangère ainsi que tous les Français servant dans l'armée mexicaine [1].

MM. Dano et Castelnau m'ont empêché d'aller à Orizaba, puis sont allés seuls à Puebla pour conférer avec l'Empereur Maximilien, qui, peut-être, se serait rendu à leur avis d'abdiquer immédiatement, si ces messieurs avaient mis plus de formes diplomatiques et surtout moins de raideur hostile dans leur entrevue.

M. le général Castelnau joue ici le rôle d'un inspecteur général, et, si cette expédition n'était pas arrivée à son terme, j'aurais remis immédiatement le commandement. J'accomplirai donc ma tâche jusqu'au bout, porterai ma croix jusqu'au dernier moment; mais, quoi qu'il advienne, fort de ma conscience, de ma loyauté, de mon dévouement à notre Souverain, sans être obligé d'y être rappelé par qui que ce soit, je prie V. E. de mettre cette lettre sous les yeux de S. M., et de lui exprimer mon désir d'être mis en disponibilité à ma rentrée en France si j'ai perdu sa confiance, et si la plus haute dignité de l'ar-

1. Rappelons que les lettres de Mgr Labastida, du colonel Kodolich et de M. Ramon Tavera sont des 3 et 5 décembre.

mée, qui ne m'appartient pas seul, peut être ainsi abaissée.

J'ai l'honneur d'être, etc.

MARÉCHAL BAZAINE.

A cette protestation ainsi formulée étaient jointes les copies de quatre autres pièces:

1° La note du général Castelnau;

2° Une lettre de Mgr Labastida;

3° Une lettre de M. Lares, président du Conseil des ministres;

4° Une lettre du colonel Kodolich.

Mgr Labastida était-il bien l'auteur de la lettre du 3 décembre à la princesse Iturbide? L'archevêque de Mexico n'hésita pas un instant à déclarer que non, et à l'attester par écrit au Maréchal lui-même:

Mexico, 7 janvier 1867.

Excellence,

Il est arrivé à ma connaissance que l'on m'attribue une lettre dans laquelle j'affirme que V. E. s'est engagée à maintenir les troupes françaises jusqu'en novembre (1867) si l'Empereur n'abdiquait pas. Je n'ai rien dit de pareil *ni par parole, ni par écrit.*

Si cela ne suffit pas pour réprimer la calomnie, je suis disposé à le compléter dans le sens que l'on m'indiquera et avec toute vérité.

Recevez, Monsieur le Maréchal, mes sincères protestations d'adhésion et de distinguée considération.

Je suis de V. E. l'affectueux ami,

P. A.,
Archevêque de Mexico.

Le président du Conseil des ministres n'était pas moins net dans ses affirmations :

Mexico, 9 janvier 1867.

Mon cher Maréchal,

J'ai reçu la lettre de V. E. en date d'hier dans laquelle vous me communiquez avoir été informé que, lors de la réunion à Orizaba des ministres et conseillers de S. M. l'Empereur Maximilien, a circulé entre les personnages convoqués une lettre que l'on prétend avoir été écrite par V. E. et à moi adressée, dans laquelle on prétend que vous me faisiez savoir que, selon l'opinion de V. E., si l'Empereur voulait revenir à Mexico et continuer à tenir les rênes du gouvernement, V. E. ne doutait pas que le gouvernement français laisserait des troupes françaises au Mexique au moins jusqu'à la fin de novembre 1867. On suppose que ladite lettre a produit une impression très vive dans l'esprit des ministres et conseillers de S. M. et a singulièrement influencé le vote par lequel S. M. l'Empereur a pris la détermination de rester au Mexique.

V. E. m'a dit ne pas se souvenir m'avoir écrit pareille lettre, et m'en demande copie pour vérifier le contenu et désire également savoir si toute autre lettre traitant du même objet a été communiquée au Conseil, afin d'en vérifier l'origine et par quelle autorisation semblable document avait été écrit.

En répondant comme je le dois, je manifeste à V. E. *que je n'ai pas reçu à Orizaba de lettre de V. E. traitant du sujet indiqué, ni d'aucun autre; qu'aucune lettre traitant du même sujet n'a circulé dans le Conseil:* par suite, il est absolument faux que ces lettres supposées aient influencé d'aucune manière le vote qui a déterminé S. M. l'Empe-

reur Maximilien à rester au Mexique. Ce dont j'ai l'honneur d'informer V. E.

Recevez, Monsieur le Maréchal, l'assurance de ma haute considération.

Le Président du Conseil des Ministres,
THÉODOSIO LARES.

Voici la déclaration du colonel Kodolich :

Mexico, ce 9 de janvier 1867.

Je soussigné, colonel, aide de camp de Sa Majesté l'Empereur Maximilen, déclare avoir eu, vers le 18 de novembre 1866, avec Son Excellence le Maréchal Bazaine, avant de me rendre à Orizaba auprès de l'Empereur, une conversation dans laquelle le Maréchal, me parlant de la situation des affaires au Mexique, me dit entre autres qu'il « avait le ferme espoir qu'en cas que Sa Majesté l'Empereur soit décidé de revenir à Mexico et de conserver entre ses mains les rênes du gouvernement, les troupes françaises pourraient rester au pays jusqu'à la fin de novembre de l'année prochaine (1867) ».

A mon retour à Mexico, *M. le capitaine Pierron me pria de lui certifier par écrit d'avoir tenu ce langage à l'Empereur*, ce que j'ai fait en toute sincérité, ignorant en quel but ce témoignage m'était réclamé.

Le Colonel aide de camp de S. M.,
A. DE KODOLICH.

Dans cette conversation, dit une note du Maréchal, je n'ai voulu parler que de la Légion étrangère, qui devait rester au service du Mexique, d'après le traité de Miramar et même les dernières instructions officielles relatives à sa complète organisation, ainsi que les éléments français servant dans les troupes mexicaines.

Nous avons mis toutes les pièces de l'attaque et de la défense sous les yeux du lecteur. Voici maintenant la réponse du ministre de la Guerre. Ce n'était plus le maréchal Randon ; depuis quelques semaines, ce portefeuille était confié au maréchal Niel :

Paris, 13 février 1867.

Mon cher Maréchal,

La lettre que vous m'avez adressée pour être mise sous les yeux de l'Empereur m'a profondément affligé. Votre belle carrière, les grands services que vous avez rendus au Mexique et la haute dignité que l'Empereur vous a conférée, vous placent, croyez-le bien, au-dessus de toutes les accusations qui vous préoccupent. C'était l'opinion du maréchal Randon, qui m'a précédé au ministère de la Guerre, comme c'est la mienne ; nous vous aurions défendu l'un comme l'autre, s'il eût été besoin. Mais je dois vous dire que l'Empereur est toujours resté à votre égard dans les sentiments de bienveillance et de confiance dont il vous a donné des preuves éclatantes; qu'il voit avec satisfaction l'ordre et la précision avec lesquels vous retirez vos troupes ; qu'à votre retour vous recevrez de Sa Majesté l'accueil qu'ont droit d'espérer ceux qui l'ont le mieux servie. Enfin, Monsieur le Maréchal, *l'Empereur m'a chargé de vous dire qu'il déplorait les inventions et les indiscrétions qui avaient pu vous blesser et mettre de la mésintelligence entre des officiers qui avaient son estime, et sur la loyauté desquels il n'avait jamais élevé le moindre doute.*

Le Mexique a pu nous causer des déceptions politiques, mais la réputation de notre armée n'a fait qu'y grandir; toutes les opérations difficiles et si lointaines que vous avez entreprises ont été couronnées de succès, et les mouvements combinés de vos troupes qui se reti-

rent avec un ordre parfait, sont un nouveau témoignage de votre habileté. *Quand les faits parlent si haut, ne vous préoccupez pas, mon cher Maréchal, des intrigues par lesquelles on a pu tromper l'opinion du général Castelnau, si en effet elle l'a été au point que vous supposez,* et achevez paisiblement votre œuvre en rapatriant complètement l'armée que vous avez si bien commandée.

Recevez, mon cher Maréchal, l'expression de ma haute considération et de mes sentiments affectueux.

MARÉCHAL NIEL.

Le ministre gardait le silence sur la question posée par le Commandant en chef, et il ne disait pas si le général Castelnau avait envoyé la note dont il s'agissait. Du reste, la chose avait transpiré dans l'entourage de l'Empereur et parmi les chefs de service du ministère de la Guerre ; le chef de cabinet du ministre, le général Colson, écrivait par le même courrier à l'aide de camp du maréchal Bazaine :

Le maréchal Niel écrit par ce courrier à M. le maréchal Bazaine une bonne lettre : *elle a été mise sous les yeux de l'Empereur, qui l'a fort approuvée.* J'espère qu'elle cicatrisera la blessure du Maréchal, et que l'accueil qui lui sera fait à son retour en France complètera la guérison. Il est bien temps que l'on en finisse avec cette malheureuse question du Mexique : le plus tôt sera le mieux.

Que de guignon, que de fatalités se sont attachés à cette grande mais bien difficile entreprise ! Je serai bien heureux de vous revoir et de causer des tristes détails qui vous ont si fort irrité...

Napoléon III, en recevant la lettre du général Castelnau, avait aussitôt télégraphié à cet officier général :

Paris, 10 janvier 1867.

L'Empereur Napoléon au général Castelnau.

eçu dépêche du 7 décembre. Ne forcez pas l'Empereur ›diquer, mais ne retardez pas le départ des troupes. ›atriez tous ceux qui ne voudront pas rester. La plu- t des navires sont partis.

ommunication de cette dépêche fut donnée au nmandant en chef. En face d'ordres aussi précis, 'y avait plus à s'occuper de la question politique, l fallait laisser Maximilien suivre en liberté ses pirations, quelles qu'elles fussent.

ependant Maximilien continuait à manifester le ir de s'entourer de conseillers et à demander leurs s, avec l'intention bien arrêtée de ne les suivre autant qu'ils seraient conformes à sa manière de r. Il eut encore l'idée de réunir un certain nombre personnages plus ou moins influents, et il fit prier Maréchal de se rendre au palais impérial :

Mexico, 11 janvier 1867.

Monsieur le Maréchal,

. M. l'Empereur, désirant entendre confidentielle- nt et amicalement l'opinion de V. E. et celle d'autres sonnes dans une affaire de grave importance, m'or- ne de m'adresser à V. E., ainsi que j'ai l'honneur de aire, et de la prier de vouloir bien se rendre au Palais gouvernement le lundi 14 courant, à 2 heures de rès-midi.

ecevez, etc.

THEODOSIO LARES.

Les termes de cette lettre laissaient entendre que l'Empereur désirait un entretien intime. Le Maréchal se rendit donc à la convocation; mais quel fut son étonnement en trouvant réunies plus de trente personnes, ministres, généraux, évêques, conseillers d'État, parmi lesquelles l'Empereur brillait par son absence! C'était là une singulière façon de causer « confidentiellement et amicalement ».

Le Commandant en chef, surpris et mécontent, songea d'abord à se retirer, mais il revint sur cette première impression. Il avait apporté une déclaration écrite : il en donna lecture à ce conseil improvisé, puis se retira. Le lendemain, il en fit parvenir la copie à l'Empereur, avec une note dans laquelle il déclarait que ce mémoire était « la sincère expression de sa manière de voir ».

Ce document est trop important pour n'être pas reproduit ici in-extenso :

L'évacuation sans coup férir, par les garnisons mexicaines, des principales places fortifiées et suffisamment armées, à la simple démonstration d'un ennemi plus faible que ces mêmes garnisons, a fait disparaître le peu de confiance qui restait dans la protection militaire que l'Empire pouvait accorder aux populations. Aujourd'hui, elles sont généralement prononcées contre l'Empire: chaque État a repris son rang dans la Fédération ; les élections sont venues valider la plupart des autorités fédérales établies de fait après le départ des employés impériaux : le régime fédéral est donc rétabli dans la plus grande partie du territoire,

A quoi servirait de faire des efforts militaires et de grandes dépenses pour reconquérir le terrain perdu ? A

rien, car les populations sont, après l'expérience des deux dernières années, peu disposées en faveur du maintien de l'Empire. Il arriverait donc que les colonnes dirigées dans l'intérieur subissant petit à petit cette influence, se prononceraient, ou s'affaibliraient tellement par les garnisons que l'on serait obligé de laisser dans les grands centres, que l'ennemi, ainsi que nous le voyons à chaque instant, les tiendrait bloquées, et empêcherait toute communication avec le gouvernement central. Comme conséquences immédiates, le commerce paralysé, les travaux industriels et agricoles suspendus, un mécontentement profond dans les populations, enfin un manque absolu de ressources pour maintenir les troupes dans le devoir.

L'organisation fédérale paraissant devoir mettre le pays à l'abri des tentatives hostiles des États-Unis, cette considération semble influencer l'esprit des populations, qui, avec raison, craignent que toute autre forme de gouvernement leur attire en conquérants leurs voisins du Nord.

1° Au point de vue militaire, je ne crois pas que les forces impériales puissent maintenir le pays dans un état de pacification assez complète pour que le gouvernement de l'Empereur puisse s'exercer dans toute sa plénitude : les opérations militaires ne seront que des combats partiels, qui entretiendront la guerre civile par les mesures arbitraires qu'elles entraîneront forcément avec elles.

2° Au point de vue financier, le pays, ne pouvant être régulièrement administré, ne fournira pas les moyens nécessaires au gouvernement impérial, et on sera toujours obligé d'avoir recours à des emprunts forcés, qui ne feront qu'accroître le mécontentement des populations.

3° Au point de vue politique, le pays paraît être aujour-

d'hui plutôt porté vers l'Empire; je doute qu'un appel au peuple soit favorable au régime actuel, et que peut-être même il n'obéirait pas à la convocation.

En résumé, je crois que Sa Majesté ne peut continuer à gouverner le pays dans des conditions normales et honorables pour sa souveraineté sans descendre au rang de chef de parti, et qu'il est préférable pour sa sauvegarde qu'elle fasse la remise du gouvernement à la Nation [1].

La lecture de ce document ne produisit naturellement aucun effet sur une assistance où chacun avait son opinion faite d'avance.

Le ministre des Finances et celui de la Guerre déclarèrent ensuite que les promesses faites à Orizaba seraient tenues, et ils allèrent jusqu'à affirmer que les hommes et l'argent dont on avait besoin étaient prêts, à savoir 25,000 hommes et 8,000,000, piastres, soit quarante millions de francs.

Quelques personnes, entre autres Mgr Labastida, refusèrent de s'associer à cette politique; mais la majorité fut favorable au maintien de l'Empire, avec, comme conséquence, la lutte à outrance.

Le parti clérical l'emportait définitivement. Marquez, investi du commmandement de Mexico, ne tarda pas à donner des preuves de sa présence. Une contribution de 600, 000 piastres fut décrétée, et afin de briser toute résistance, on emprisonna les personnes dé-

1. « Je préparai à l'avance un exposé de la situation dans lequel j'exposais mon opinion personnelle, telles qu'ont dû la modifier les derniers événements militaires qui se sont précipités dans l'intérieur du pays, où toutes les places ont été abandonnées par les troupes impériales, et occupées par l'armée républicaine au fur et à mesure de notre mouvement d'évacuation. » (*Rapport politique du Commmandant en chef* du 29 janvier 1867.)

signées jusqu'à l'acquittement de leur quote-part ; on alla même jusqu'à forcer leur caisse pendant la nuit. La *leva* fonctionna avec une rigueur nouvelle, et l'on parvint, par ce moyen, à enrôler huit mille hommes, qu'on enferma du reste dans les casernes et les couvents.

Mexico conservait encore une garnison française, et le Maréchal y commandait. Des conflits étaient à craindre : ils ne tardèrent pas à éclater.

Le 15 janvier, Marquez faisait arrêter Pedro Garay, sous prétexte qu'il était l'agent des dissidents. La chose était possible, vraisemblable même, Pedro Garay étant un ancien ministre de Juarez ; mais il avait un sauf-conduit de l'autorité française. Le général de Maussion, commandant la subdivision de Mexico, manda dans son cabinet le général Ugarte, directeur de la police, et lui déclara qu'il le maintiendrait en arrestation jusqu'à ce qu'on eût relâché Pedro Garay. Les procédés n'étaient corrects de part ni d'autre. On parlementa, et l'affaire finit moins mal qu'on ne l'eût pu craindre, par la mise en liberté simultanée du général Ugarte et de Pedro Garay.

Le 17 janvier, nouvel incident : le journal *La Patria* publie un article des plus violents contre l'armée française. Le Maréchal le signale au ministre de l'Intérieur, et demande qu'on punisse l'auteur de l'article ou le gérant du journal. Il ajoute qu'il a donné l'ordre d'emprisonner l'un ou l'autre, si on met la main dessus, et qu'en tout cas il vient de supprimer le journal.

Riposte du ministre, qui déclare que, la fin de l'intervention étant officiellement annoncée, l'armée

française n'est qu'une armée amie accidentellement sur le territoire mexicain, mais qu'elle n'y a aucun droit, et il engage le Maréchal à transmettre ses réclamations par la voie diplomatique.

Le Maréchal n'admet pas une semblable prétention. Entre temps on a arrêté l'auteur de l'article. Ne voulant point toutefois pousser les choses trop loin, il le fait relâcher, mais maintient la suppression du journal.

C'étaient là de fâcheux symptômes : la situation était trop tendue pour n'aboutir pas à un éclat.

Sur ces entrefaites, M. Lares avait encore convoqué le Maréchal, M. Dano et le général Castelnau à une conférence, pour traiter divers points en litige. M. Dano seul crut devoir s'y rendre ; mais il fut obligé de se retirer bien vite devant les prétentions du président du Conseil.

M. Lares adressa alors au Maréchal (25 janvier) une lettre qui débutait par des insinuations nettement blessantes pour lui et pour l'armée qu'il commandait. Le Maréchal ne pouvait tolérer sans faiblesse un pareil langage. Aussi riposta-t-il immédiatement, mais c'est à l'Empereur lui-même qu'il écrivit :

Mexico, 28 janvier 1867.

Sire,

J'ai l'honneur d'adresser à V. M. la copie de l'extrait d'une lettre que m'a fait parvenir, à la date du 25 de ce mois, M. le président du Conseil des ministres.

Il est écrit dans cette lettre :

« ... 1° Le Maréchal et le général Castelnau, par une communication du 7 novembre dernier, ont affirmé que,

tant que les troupes françaises seraient au Mexique, elles protégeraient, comme elles ont protégé jusqu'ici, les autorités et les populations, l'ordre en un mot, dans les zones qu'elles occupaient, sans entreprendre toutefois d'expéditions lointaines; mais comme, dans l'attaque récente de Texcoco, le Maréchal n'a pas jugé convenable de fournir le moindre secours, le gouvernement désirerait savoir quelle sera l'attitude des troupes françaises dans la capitale si, avant leur départ, celle-ci venait à être assiégée par les dissidents ou si quelque acte d'agression était commis par l'ennemi. »

L'inconvenance de ce langage n'échappera pas à V. M., qui ne m'a jamais fait l'injure de supposer un seul instant que la loyauté de l'armée française puisse être mise en suscipion.

En signalant à S. M. l'Empereur du Mexique les procédés dont ses ministres usent envers moi en son nom, je crois faire un dernier et suprême acte de confiance et de loyauté.

Je crois, en effet, rendre encore service à l'Empereur en essayant de l'éclairer sur les tendances et sur les insinuations perfides d'une faction qui ne réunit que peu de sympathies, et dont les chefs abusent de l'ascendant qu'ils croient avoir ou de la confiance qu'ils ont su inspirer pour préparer au Mexique et à V. M. une ère de sanglantes représailles, de douloureuses péripéties, de ruine, d'anarchie et d'humiliations sans nombre.

J'ai l'honneur d'informer V. M. que, plus que jamais désireux de conserver son estime et l'amitié dont elle a bien voulu m'honorer, j'ai fait savoir à M. le président du Conseil qu'en présence des termes de la lettre précitée, je ne voulais plus, à l'avenir, avoir aucune relation directe avec l'administration dont il est le président.

J'ajouterai, Sire, que les chefs d'armes de M. le géné-

ral Marquez sont journellement en relations avec les commandants du génie et de l'artillerie de l'armée française pour se mettre au courant de l'état des fortifications, des défenses, des approvisionnements en matériel, en armes, en munitions de la place.

V. M. m'ayant témoigné le désir de savoir, à l'avance, à quelle époque je quitterai Mexico, j'ai l'honneur de l'informer que mon départ, avec les derniers contingents du corps expéditionnaire, aura lieu dans la première quinzaine du mois de février.

Jusqu'au dernier moment, Sire, je serai toujous prêt à me rendre aux appels que V. M. voudra bien m'exprimer, et toujours disposé à faire concorder mes efforts à vos désirs dans la limite de mes instructions.

J'ai l'honneur, etc.

MARÉCHAL BAZAINE.

Ce langage était celui de la franchise : avait-il chance d'être écouté? Maximilien était volontairement le prisonnier des gens que visait le Maréchal, et de pareils avis venaient bien tard. La preuve ne s'en fit pas attendre : dans la soirée, on lui renvoyait sa lettre, accompagnée de celle-ci.

28 janvier, 7 heures du soir.

Monsieur le Maréchal,

S. M. l'Empereur m'ordonne à l'instant de retourner à V. E. la lettre ci jointe, ne pouvant admettre que vous parliez de ses ministres dans les termes qui s'y trouvent employés.

A moins que V. E. ne juge opportun de donner une satisfaction sur ces termes, S. M. m'ordonne de faire savoir à V. E. que, dans ces conditions, Elle ne veut

plus à l'avenir avoir aucune relation directe avec V. E.

J'ai l'honneur d'être, etc.

FISCHER.

Ainsi se terminaient, sur un incident pénible, les relations de l'Empereur et du Commandant en chef. Cette rupture violente aurait-elle pu être évitée? En tous cas, c'eût été désirable. Mais il était dit que, dans cette triste aventure, tout ce qu'on pouvait craindre serait dépassé par la réalité, et qu'en prévoyant même le néfaste, on tomberait encore sur le pire.

Maximilien allait-il donc « monter à cheval et conquérir son empire », suivant l'expression du maréchal Randon? Quelques lignes serviront de réponse. Deux semaines auparavant, l'Empereur avait écrit au commandant en chef :

Mon cher Maréchal,

J'ai reçu votre lettre, par laquelle vous me demandez le *Dandolo*, pour transporter en Europe les Autrichiens qui doivent être rapatriés.

C'est avec peine que je suis obligé de vous répondre que, ce bâtiment *étant exclusivement affecté à ma personne*, il n'est pas possible de lui donner une autre destination, comme vous m'en témoignez le désir.

Votre très affectionné,

MAXIMILIEN.

Ce souci de conserver à Vera-Cruz un bâtiment « exclusivement affecté à sa personne », n'est-il pas une preuve de plus que l'Empereur du Mexique n'avait point abandonné « ses aspirations vers l'Europe »?

CHAPITRE XIII

Proclamation du Maréchal (3 février 1867). — Départ de l'armée française. — Le maréchal Bazaine et le général Castelnau quittent Mexico le 5 février, à 10 heures du matin. — Aspect de la ville. — Esprit des populations. — Le Commandant en chef à Puebla. — Nouvelles de Maximilien. — Le Maréchal s'arrête quelques jours pour l'attendre. — M. Dano annonce que l'Empereur est parti pour le Nord. — Le Maréchal à Orizaba. — Le 1er mars il est à Vera-Cruz. — Il quitte le dernier le sol mexicain, le 12 mars, sur le *Souverain*.

La cessation de toutes relations entre l'Empereur Maximilien et le Commandant en chef du corps expéditionnaire ne permettait plus de différer le départ de nos troupes. Les ordres furent donnés en conséquence, et la proclamation suivante affichée sur les murs de la ville :

Mexicains,

Dans quelques jours les troupes françaises sortiront de Mexico.

Durant les quatre ans qu'elles sont restées dans votre belle capitale, elles n'ont eu qu'à se louer des relations sympathiques qui s'étaient établies entre elles et ses habitants.

C'est donc au nom de l'armée française sous son commandement, et aussi sous l'impulsion de ses sentiments personnels, que le Maréchal de France commandant en chef, en se séparant de vous, fait des vœux pour la félicité de la chevaleresque nation mexicaine.

Tous nos efforts ont tendu à établir la paix intérieure.

Soyez assurés, et je vous le déclare au moment de nous séparer, que nôtre mission n'a pas eu d'autre but, et que jamais il n'est entré dans les intentions de la France de vous imposer une forme quelconque de gouvernement contraire à vos sentiments.

MARÉCHAL BAZAINE.

Au quartier-général de Mexico, le 3 février 1867.

Le 5 février, les troupes françaises, en tenue de route, étaient massées sur le Paseo.

Le Maréchal Bazaine, accompagné du général Castelnau, vint se mettre à leur tête. Musique en tête et aigles déployées, elles traversèrent les quartiers les plus populeux de la capitale.

Une foule énorme était accourue pour contempler ce spectacle. Toutefois, elle évita de manifester ou sa joie ou sa tristesse, et sur tout le parcours elle se montra calme et silencieuse. Il n'était pas difficile, cependant, de démêler, dans son attitude, un double sentiment : certain regret sympathique pour nos soldats, et, en même temps, l'appréhension des événements auxquels leur départ allait donner lieu.

Seul, le Palais impérial parut morne au milieu de cette agitation populaire. Les fenêtres en étaient hermétiquement fermées, et, bien que l'effet ne fût pas

voulu, cette grande masse muette donnait l'impression de l'isolement.

Aucun incident ne signala la sortie de la place. Le Maréchal avait pris toutes les précautions nécessaires pour permettre aux citoyens mexicains qui se croiraient trop compromis de partir sous la protection de nos armes.

Le lendemain 6, la dernière colonne quitta le camp de la Piedad, et bientôt aucun soldat français ne se trouva plus en vue de Mexico.

Sur la route, les populations, comme celle de Mexico, ne témoignaient ostensiblement ni sympathies ni regrets, pas plus qu'un contentement quelconque. Quant aux troupes libérales, elles suivaient d'assez près, mais elles avaient soin de se tenir hors de la portée de nos armes, et restaient volontairement inoffensives. Elles n'éprouvaient aucun désir de se mesurer une dernière fois avec des soldats dont elles connaissaient la vigueur et la bravoure.

Le 10 février, le Maréchal entrait à Puebla, d'où il expédiait son rapport au ministre, puis il se remettait en marche.

Les nouvelles étaient rares de Mexico. Notre ministre, M. Dano, y était bien resté, ainsi que le voulait le devoir, mais le service ne se faisait plus exactement comme par le passé : les diligences étaient attaquées fréquemment, et, chose triste à dire, on constatait la présence de plusieurs Français, des déserteurs, parmi les troupes de bandits qui rançonnaient les voyageurs. Cependant, à Acutzingo, une note de M. Dano parvint au Maréchal qui arrêta un instant sa marche (10 février) :

Depuis le départ de notre armée, la capitale mexicaine offre l'aspect le plus triste. L'inquiétude domine tous les esprits, malgré les efforts tentés pour ramener la confiance. L'ordre le plus parfait règne cependant dans l'intérieur de la ville, et les mesures les plus sévères ont été prises pour qu'il ne fût pas troublé. M. Lares continue à diriger d'une manière absolue la politique du gouvernement quoiqu'il soit battu en brèche par la fraction modérée du parti conservateur et qu'il soit parlé de son renvoi.

Le général Marquez, qui a le commandement de l'armée, a adressé à la population une proclamation suivie d'un arrêté énumérant les peines auxquelles s'exposeraient les ennemis du gouvernement. « Je viens de prendre le commandement de cette ville: comme vous me connaissez, je crois inutile de vous rien dire. »

La garnison impériale, rappelée de Toluca, a été attaquée par les dissidents au défilé dit « Monte de las Cruces ». La perte en hommes tués, blessés ou disparus, ne s'élève pas à moins de 200. Les dissidents ont poursuivi les impérialistes presque à deux lieues de Mexico. Le général Tavera, qui commandait ces derniers, s'est, paraît-il, fort bien conduit et s'est emparé d'un obusier qui lui barrait le passage.

Le *Journal officiel* et, d'après lui, tous les journaux de la capitale ont annoncé d'importants succès remportés par Miramon. Ce général est, en effet, entré le 29 janvier à Zacatecas, et son triomphe a été célébré avec enthousiasme. Malheureusement ce triomphe n'a pas été de longue durée. Le 3 février, Miramon était complètement battu par Escobedo et Trevino à l'hacienda de San-Jacinto, à 14 lieues de Zacatecas. Son artillerie, ses bagages, ses munitions, sa voiture et 25,000 piastres tombaient aux mains des dissidents. 5 ou 600 prison-

niers étaient faits, dont 200 seraient, dit-on, des hommes qui appartenaient aux Cazadores ou des déserteurs de notre armée. J'espère que ce dernier point est faux.

Miramon se serait enfui vers Queretaro, où il serait actuellement. Ces nouvelles ne sont pas publiées, mais elles sont problablement exactes.

Voici un bulletin assez original qui m'est communiqué de Zacatecas :

22 janvier : Entrée de Juarez.

23, 24 et 25 : Dîners, bals, feu d'artifice à Juarez.

26 : Miramon à Guadalajara. Juarez s'en va.

27 : Entrée de Miramon à Zacatecas. Grand feu. Morts, 3 hommes, 2 chevaux.

28 : Contribution de guerre prélevée.

29 et 30 : Réunion des étrangers. Visite aux consuls. Contribution de guerre.

31 : Miramon abandonne la ville, qui est confiée au consul d'Angleterre.

1er février : Le général libéral Auza et ses forces y rentrent.

2 : Juarez y rentre également.

3 : Miramon entièrement défait par Escobedo à San-Jacinto.

4 : Tout est tranquille...

Tout pouvait être tranquille à Zacatecas, où Juarez venait de rentrer, mais la situation de l'Empereur était gravement compromise par la défaite de Miramon. Le Maréchal, qui n'avait pu oublier, malgré des orages passagers et malgré une rupture violente, la bienveillance et même l'amitié que Maximilien lui avait souvent témoignées, le Maréchal crut devoir faire au malheureux Empereur une dernière fois offre de le secourir. Il était temps encore d'abandonner une par-

tie désespérée : l'armée française protégerait sa retraite.

Le Maréchal expédia donc aussitôt la dépêche suivante au général de Castagny, qui commandait l'arrière-garde :

Acutzingo, 13 février 1867.

Avoir un homme sûr pour aller à Mexico et rapporter nouvelles de la capitale et intentions de l'Empereur, par suite des insuccès du général Miramon.

Je puis encore tendre la main à S. M. pour l'aider à se retirer ; dans quelques jours cela sera impossible. Envoyez cela à M. Dano. Le clergé peut vous aider à faire passer la dépêche.

C'était trop tard. Avant d'avoir reçu communication de cette dépêche, M. Dano écrivait, le 14 février, de Mexico :

L'Empereur est parti hier matin de Mexico...

Suivant les communications de M. Murphy, l'Empereur serait parti pour assister aux opérations de l'armée dans l'intérieur...

Sa lettre contenait une phrase prophétique, qui montre bien comme on connaissait, dans le peuple, ce que valait Marquez :

On affirme qu'aussitôt l'arrivée de l'Empereur à Queretaro, le général Marquez, qui n'est pas tout à fait d'accord avec le général Miramon, *reviendra ici.*

Le 16, M. Dano avait reçu la communication du général de Castagny, et il répondait par une dépêche chiffrée, dont voici le contenu :

Monsieur le Maréchal,

Vous aurez reçu sans doute la lettre que je vous ai adressée sous le couvert de M. le général de division commandant à Puebla.

Le général de Castagny m'a écrit depuis que V. E., pouvant encore tendre la main à Maximilien pour se retirer, désirait connaître les intentions de S. M. par suite de l'échec du général Miramon; dans quelques jours, cela serait impossible.

Les ministres mexicains prétendent que vous avez écrit directement dans le même sens à leur Souverain. Le jeune Empereur est moins que jamais disposé à accepter cette offre. Je regrette vivement qu'il se soit décidé à tenter les aventures. Il serait très fâcheux qu'il lui arrivât quelque malheur; *mais personne ne pouvait le retenir, et nous moins que personne.*

On a beaucoup vanté un succès, en réalité insignifiant, remporté sur Firagoso. En revanche, le bruit court que les dissidents seraient entrés à Queretaro sans tirer un coup de fusil, les impérialistes ayant pris le parti d'évacuer cette ville. La nouvelle n'est, du reste, pas certaine. On craint que le chemin de Mexico ne soit fermé à l'Empereur Maximilien.

Le marquis de Moustiers m'informe que le paquebot *Sonora* est affrété pour porter à la Nouvelle-Orléans des télégrammes ayant un caractère d'urgence. J'expédie une dépêche pour demander des instructions, et prie V. E. de vouloir bien ordonner que par un moyen quelconque elle soit portée de suite à la Nouvelle-Orléans. Je préviens notre consul à Vera-Cruz.

J'ai écrit au général Douay la lettre dont copie est ci-jointe au sujet d'une somme de 8,000 piastres dont le gouvernement mexicain avait opéré le dépôt à ma chancellerie.

M. Murphy m'annonce aujourd'hui que la vente des objets venus par le convoi de Perote est définitive : le dépôt n'ayant plus d'objet, je le fais restituer.

Veuillez agréer, etc.

ALPH. DANO.

Le Maréchal était arrivé à Orizaba quand ces lettres lui parvinrent. Elles le délivrèrent de tout devoir envers l'Empereur Maximilien : il n'y avait plus rien à tenter ni auprès de lui, ni en sa faveur.

C'est dans cette ville et à ce moment que se place un nouvel incident, qui montre une fois de plus quels dangers peuvent causer les jalousies et les rivalités des chefs investis du commandement.

Le général Félix Douay, le plus ancien divisionnaire du corps expéditionnaire et successeur éventuel du Maréchal, menait depuis longtemps contre lui une campagne très vive par paroles et par écrits. Il ne négligeait aucune occasion de critiquer les actes de son supérieur, et il envoyait à Paris des correspondances où il ne le ménageait guère.

Un passage de sa lettre du 27 novembre 1866 résume la double accusation qu'il portait contre lui :

L'Empereur doit avoir été bien trompé sur la situation, et le Maréchal, qui la voit tourner à notre confusion, continue avec une imperturbable audace à déclarer qu'il n'a fait qu'exécuter les ordres de notre Empereur ; et, déclinant ainsi la responsabilité, il fait peser sur notre Souverain l'odieux de toutes les mesures qui ont fait échouer notre expédition.

Il est difficile de s'imaginer un type aussi complet de fourberie. Il n'a qu'une seule préoccupation, c'est celle

de s'enrichir dans notre désastre. Il sacrifie l'honneur du pays et le salut de ses troupes dans d'ignobles tripotages.

Toujours poursuivi de cette idée, le général Douay, en recevant la lettre de M. Dano où il était parlé d'une somme de 8,000 piastres dont la destination était inconnue, la crut sans doute le produit « d'un ignoble tripotage », et se permit d'insinuer qu'elle était « personnelle au Maréchal ».

Il n'en était rien : le Maréchal, informé de l'insinuation, la releva vertement, comme il le devait. Mais ce nouvel incident rouvrit une blessure qui n'était pas cicatrisée. Le Maréchal savait aussi qu'on l'accusait d'avoir trahi les ordres de Napoléon III : il ne résista pas au désir de se justifier.

Il convoqua les généraux et les chefs de corps présents à Orizaba, et il leur lut les passages des dernières instructions de Napoléon III et du ministre de la Guerre, qui se rapportaient soit à la politique générale à suivre vis-à-vis du gouvernement mexicain, soit à l'évacuation successive des portions de territoire occupées par nous dans les provinces éloignées.

La correspondance confidentielle de Napoléon III et celle du maréchal Randon, publiées dans le cours de ce récit, ont fait aujourd'hui la lumière sur ces points et montré la fausseté des accusations que le général Douay n'avait cessé de porter contre son chef. Mais alors il n'en était pas ainsi. Si l'on comprend toutefois le mobile auquel obéit le Maréchal, il n'en faut pas moins constater qu'il manqua à son devoir : l'indiscipline d'un subordonné ne le déliait pas du se-

cret. Lui-même a d'ailleurs reconnu plus tard le tort qu'il avait eu[1].

Et pourtant, dans le même moment, 15 février, le maréchal Niel écrivait au Commandant en chef une lettre qui contenait un passage aussi flatteur pour lui que pour l'armée :

Je suis heureux, Monsieur le Maréchal, de féliciter Votre Excellence de l'ordre qui a présidé à la concentration de vos troupes; j'ai le ferme espoir que le mouvement se continuera jusqu'au dernier moment dans les mêmes conditions. Et, du moins, si l'entreprise du Mexique n'a pas produit tous les résultats qu'on en attendait, l'armée aura été pendant toute la campagne admirable d'entrain, de vigueur et de discipline.

L'espoir du ministre de la Guerre ne fut pas trompé. Jusqu'au dernier moment, le mouvement de retraite s'opéra dans les meilleures conditions, et avec un ordre parfait. Il en recevait télégrahiquement l'assurance.

Orizaba, 23 février 1867.

Le Maréchal Bazaine au Ministre de la Guerre, Paris.

Toutes les troupes sont en avant d'Orizaba, où je reste encore quelques jours avec l'arrière-garde. L'embarque-

1. « Le Maréchal eut tort sans aucun doute de donner une telle publicité à des instructions confidentielles adressées au commandement, mais il était sous la pénible impression que lui causait la mission du général Castelnau, à laquelle venait s'ajouter la conduite malveillante du général Douay, dont les intrigues tendaient à lui rendre l'opinion de l'armée défavorable, intrigues qui avaient réussi contre les généraux de Lorencez et Forey, dans l'espoir de les remplacer » (*Note de Bazaine.*)

ment se fait sans difficulté; les transports arrivent bien. Si rien ne contrarie l'opération, tout sera terminé du 5 au 10 mars. Pas de nouvelles de Mexico, toutes les communications étant interceptées. L'Empereur Maximilien est, dit-on, parti pour expéditionner avec le général Marquez et 3,000 hommes.

Nous n'avons rencontré aucun ennemi sur notre route ni à notre portée.

L'armée en se retirant détruisit une certaine quantité de projectiles et poudres qu'elle ne pouvait emporter. On a tiré prétexte de ce fait pour porter diverses accusations contre le Commandant en chef. Ne devait-il pas plutôt les céder, à titre gracieux, à Maximilien? On oublie que toutes relations étaient, en ce moment, rompues entre l'Empereur et les représentants de la France; on oublie que les communications étaient interceptées entre l'armée mexicaine et l'armée française; on oublie que les juaristes entraient presque immédiatement dans toutes les places que nous abandonnions. En laissant ces munitions, on avait donc plus de chances de les voir utilisées contre les troupes de Maximilien qu'employées par elles. D'ailleurs, ce fait n'eut aucune influence sur la résistance: nulle part elle ne cessa faute de munitions.

2,600 hommes étaient partis en décembre et janvier. A dater du 13 février les embarquements continuèrent régulièrement.

Le Maréchal n'arriva à Vera-Cruz que le 27 février. Il surveilla tous les départs. Le chiffre officiel des soldats rapatriés est de 28,693 : ce simple énoncé suffit à l'éloge de la marine, dont les services furent à la hauteur des difficultés de la situation.

Quand tout le corps expéditionnaire eut pris place lans les navires préparés, le Commandant en chef nonta sur le *Souverain*, et, le 12 mars 1867, il quit-:ait le dernier la terre mexicaine.

Le Maréchal Bazaine rentrait en France, fier d'avoir ɔbéi, glorieux d'avoir commandé. Il s'attendait à ce ɟu'on fêtat, au retour, dans sa personne, la vaillante ɪrmée dont il s'était montré le digne chef. La politi-ɟue en décida autrement: les honneurs militaires ne lui furent pas rendus lors de son arrivée à Toulon [1].

Il n'en fallut pas davantage pour que la légende s'établît, qui le rendait responsable de l'échec de l'ex-pédition. Il est mort: la légende vivait toujours.

Est-ce trop présumer de l'impartialité des contem-porains de penser qu'aujourd'hui, après la publica-:ion de tant de documents authentiques et probants, la légende a vécu?

1. Rappelons ici que les honneurs militaires n'avaient pas été endus au maréchal Pélissier, retour de Crimée.

TROISIÈME PARTIE

QUERETARO

TROISIÈME PARTIE

QUERETARO

CHAPITRE PREMIER

Maximilien à Mexico. — Marche de Miramon dans le Nord. — Son entrée à Zacatecas. — Lettre de l'Empereur à Miramon. — Combat de San-Jacinto. — Proclamation de Marquez.— Départ de Maximilien pour Queretaro (13 février). — Sa proclamation de San-Juan del Rio (17 février). — État des forces des Impériaux et des Juaristes. — Entrée de Maximilien dans Queretaro. — Enthousiasme de la population. — Les ennemis s'avancent en deux corps. — Escobedo et Corona. — Rivalité de Miramon et de Marquez. — Inaction des impériaux. — Investissement de la ville (6 mars). — Départ de Marquez pour Mexico (22 mars).

Maximilien était rentré dans Mexico le 21 janvier. Décidé à jouer sa dernière partie, il attendait pour reparaître en scène le départ des Français, et peut-être ne fut-il point fâché des incidents qui, en amenant une rupture tranchée entre son gouvernement et le quartier-général, le hâtèrent, et lui rendirent ainsi plus tôt sa liberté d'action.

Le 5 février, il avait fait tenir hermétiquement closes toutes les fenêtres du Palais impérial, tandis que défilaient les colonnes françaises évacuant la ville; mais derrière une de ces fenêtres, plongeant le regard dans la rue qui conduit à la route de Puebla, il se tenait avec son secrétaire des commandements, M. de Mangino. Il suivait ainsi, sans être vu, la marche des troupes. Quand les derniers soldats furent passés, il se retourna vers son compagnon :

— Enfin, me voilà libre ! dit-il [1].

Ce mot peint bien l'excessive mobilité des sentiments du prince. Il avait été atterré en recevant de Napoléon III la nouvelle que l'intervention cesserait à une date déterminée, et il avait tout mis en œuvre pour faire revenir son puissant protecteur sur cette décision. Elle était maintenue, et il se réjouissait à cette heure de la voir mise à exécution.

La tentative suprême à laquelle il allait se livrer n'était cependant point entièrement folle, et, dans les conditions où il désirait son succès, c'est-à-dire un succès de quelques semaines, de quelques mois au plus, qui lui permît de paraître quitter le trône et non d'en être renversé, ce succès n'était pas impossible.

Maximilien empereur, appuyé par les Français, avait échoué, parce qu'il n'avait su rallier franchement autour de lui ni les cléricaux, qu'il avait d'abord tenus à l'écart, ni les libéraux, auxquels il s'était trop confié; mais aujourd'hui, abandonnant le rêve d'être l'Empereur de tout le Mexique, il descendait au

1. *Un Essai d'Empire au Mexique*, par E. Masseras, p. 157.

rang de simple chef de parti, et devenait ce qu'avaient été tour à tour, avec des fortunes diverses, les Zuloaga, les Santa-Anna, les Miramon. Il revenait au parti clérical qui revenait à lui, et la guerre civile, éternisée ainsi, pouvait lui donner les quelques bonnes chances que le jeu des événements réserve à l'une et l'autre des factions en lutte. Il est certain que, si les promesses d'Orizaba étaient tenues, Maximilien, avec 25,000 hommes et 40 millions, devenait pour les libéraux un adversaire dangereux. L'issue finale n'était pas douteuse, mais on sait assez que l'Empereur ne l'aurait point attendue.

La fortune sembla lui sourire. Miramon, parti pour expéditionner dans le Nord, avait, par un coup d'audace, pénétré à l'improviste dans Zacatecas; il avait même failli mettre la main sur Juarez, qu'une fuite précipitée avait seule préservé du danger d'être pris.

Ce premier succès sembla troubler Maximilien au point de lui faire croire qu'il était le maître de la situation. Avec son imagination facile, il s'imagina tenir le triomphe qu'il avait rêvé, et il commit, après l'imprudence de s'être laissé bercer si facilement par l'espoir, celle d'envoyer à Miramon des instructions, qui, plus tard, devaient se retourner contre lui.

Palais de Mexico, 6 février 1867.

Mon cher général Miramon,

Je vous charge d'une manière toute spéciale, pour le cas où vous réussiriez à vous emparer de D. Benito Juarez, de D. Sebastian Lerdo de Tejada, de D. Jose Maria

Iglesias, de D. Luis Garcia et du général Miguel Negrete, *de les faire juger et condamner* par conseil de guerre, conformément à la loi du 4 novembre dernier, actuellement en vigueur; mais la sentence ne sera pas exécutée avant d'avoir reçu notre approbation. C'est pourquoi vous nous en enverrez immédiatement une copie par l'intermédiaire du ministre de la Guerre, jusqu'à ce que vous ayez reçu notre décision; nous vous recommandons de procurer aux prisonniers un traitement conforme à ce que l'humanité exige, sans négliger cependant pour cela de prendre toutes les précautions nécessaires pour empêcher une évasion.

Nous désirons également, et c'est pour cela que nous vous en chargeons, que l'on se conduise de la même manière à l'égard de tous les fonctionnaires civils, judiciaires, de finances, ou ecclésiastiques qui se trouvent parmi les dissidents et qui ne seront point arrêtés les armes à la main, quoique, du reste, ils doivent être soumis comme tous les autres aux dispositions de la loi précitée.

Quant aux cinq mentionnés nominalement, nous voulons, quelles que soient les circonstances de leur arrestation, que l'on se conduise à leur égard comme il vient d'être dit.

Ces mesures sont de la plus grande importance, et nous comptons sur votre patriotisme et sur votre loyauté pour les exécuter de la manière la plus exacte et la plus efficace.

Votre affectionné,

MAXIMILIEN.

Mais au moment où Maximilien traçait ces lignes, la victoire de Miramon avait déjà été suivie d'un sanglant revers. Atteint par Escobedo à San-Jacinto, le

général impérialiste avait été complètement battu, le 3 février; son armée avait été dispersée, et il avait dû se replier en désordre sur Queretaro. Et, pour comble de malchance, ce n'est pas entre ses mains, mais entre celles de Juarez, qu'était tombée la lettre de l'Empereur.

Ces grandes espérances si promptement dissipées eussent dû être pour celui-ci un avertissement salutaire. Il n'était plus en état de le recevoir ni de le comprendre. Il avait, en outre, auprès de lui, en dehors du P. Fischer, son secrétaire particulier, le farouche Marquez, qui entendait bien reprendre la lutte avec la vigueur qui lui était habituelle.

Le lendemain du départ des Francais, celui-ci avait adressé au peuple de Mexico cette proclamation énergique :

Je viens de me charger de cette belle ville. Comme vous me connaissez, je crois inutile de rien vous dire. Vous avez des preuves que je sais me sacrifier pour ce que l'on me confie, et je mourrai avant de permettre le moindre désordre.

En conséquence, j'ai pris toutes mes précautions pour votre sûreté; j'ai une force armée suffisante, et vous allez voir vous-mêmes de quelle manière la place sera couverte. Je désire qu'il ne se trouve aucun esprit inquiet qui ait la folle prétention de troubler la paix, afin de ne pas me voir dans la nécessité de lui appliquer la loi, ce à quoi je suis fermement résolu.

Donné au quartier-général de Mexico, le 5 février 1867.

LEONARDO MARQUEZ.

« On le connaissait », en effet; aussi la population

resta-t-elle fort tranquille, dans la crainte de la *leva* et des contributions forcées.

Ce n'était pas à Mexico que devait se jouer le dernier acte de la lutte engagée. Maximilien eût été cependant en situation de se défendre aussi bien là qu'ailleurs ; mais, dans le désir chevaleresque d'éviter à la capitale les rigueurs d'un siège, dans le dessein d'aller au devant de ses ennemis et de leur disputer une ville restée fidèle, il songea à se rendre à Queretaro, et à attendre là la destinée que le sort des armes lui réserverait,

Avant de partir, il organisa ainsi le gouvernement : la direction des affaires politiques était confiée à M. Lares, la préfecture donnée au général O'Horan. Le général Tavera, qui venait d'abandonner Toluca et de se replier sur Mexico, prenait le commandement de la garnison. Maximilien emmenait avec lui Marquez comme chef d'état-major. On laissait environ 5,000 hommes dans la place. Puebla était défendue par une garnison de 2,500 hommes.

Ces dispositions prises, l'Empereur, suivi de quelques milliers de soldats, sortit de Mexico, le 13 février, de si grand matin que la population n'apprit ce départ que lorsqu'il était déjà un fait accompli, et se dirigea sur Queretaro.

En route, il rencontra deux fois des troupes juaristes, et, dans des engagements qui méritent à peine le nom d'escarmouches, il les mit en fuite. Ces succès, si légers qu'ils fussent, ranimèrent ses espérances, et, arrivé à l'étape de San-Juan del Rio, il lança à son armée une proclamation, dans laquelle ne manquaient point les allusions désagréables à la France.

L'Empereur à l'armée mexicaine.

Ordre du jour :

Aujourd'hui je me mets à la tête et prends le commandement de notre armée, qu'il y a deux mois à peine j'ai pu commencer à réunir et à former.

Ce jour, je le désirais ardemment depuis longtemps. Des obstacles étrangers à ma volonté me retenaient. A présent libre de tous les compromis, je puis suivre seulement mes sentiments de bon et fidèle patriote. Notre devoir comme loyaux citoyens nous oblige à combattre pour les deux principes les plus sacrés du Pays : pour son indépendance, qui se voit menacée par des hommes dont les visées bâtardes veulent négocier jusqu'au territoire national, et pour l'ordre intérieur, que nous voyons chaque jour offensé de la manière la plus cruelle pour nos compagnons pacifiques.

Notre action libre de toute influence, de toute pression étrangère, nous cherchons à maintenir haut l'honneur de notre Drapeau national.

J'espère que les généraux donneront aux officiers, et ceux-ci à leurs vaillantes troupes le digne exemple de la plus stricte obéissance et de la plus rigide discipline, comme c'est dû à une armée qui doit rehausser la dignité nationale. De la valeur ou de la fierté, je ne crois pas nécessaire d'en parler aux Mexicains, car c'est un patrimoine de notre pays.

J'ai nommé le vaillant général Marquez chef d'état-major, et réparti l'armée en corps, donnant le commandement du premier au général Miramon, laissant le commandement du second à son chef actuel, et celui du troisième à l'intrépide général Mejia.

J'espère également, d'un jour à l'autre, l'arrivée du courageux général Mendez avec ses fidèles et endurantes

troupes, qui feront partie du deuxième corps. Le patriote général Vidaurri m'accompagnera également afin d'organiser les troupes le plus vite possible et ouvrir la campagne du Nord.

Confions-nous à Dieu, qui protège et protégera le Mexique, et combattons valeureusement et tenacement, avec notre invocation sacrée :

Vive l'indépendance !

MAXIMILIEN.

San-Juan del Rio, 17 février 1869.

Il est à peine besoin de faire ressortir les erreurs contenues dans cette proclamation : jamais ni le gouvernement français ni le Commandant en chef n'avaient empêché l'Empereur de réunir et de former une armée. Si rien de ce côté n'avait été fait, c'est que, d'une part, Maximilien se perdait dans les projets et les études, que, d'autre part, il avait plus de confiance dans les troupes belge et autrichienne que dans les indigènes, et, enfin, que les ressources pécuniaires avaient toujours manqué pour payer régulièrement la solde des hommes sous les drapeaux.

Aujourd'hui, il avait, autour de lui, pour défendre Queretaro, à peine une dizaine de mille hommes, et sept ou huit mille à Mexico, Puebla et quelques autres places, tandis que les forces ennemies se montaient à plus du double : Escobedo amenait 12,000 hommes avec lui, Corona 8,000; Regules commandait à 6,000, Riva Palacio à 7,000, Porfirio Diaz à 8,000.

Le 19 février, Maximilien fit son entrée dans Queretaro. Cette ville, entièrement sous la main des cléricaux, l'accueillit avec enthousiasme. Les maisons étaient pavoisées, les balcons occupés par des femmes

qui jetaient des fleurs sur son passage; tout respirait la joie et la confiance. L'Empereur se laissa prendre encore une fois à ces démonstrations, les dernières qui devaient l'accueillir.

Il fallut songer à organiser la défense, car l'ennemi s'avançait. Par la route de San-Luis de Potosi arrivait Escobedo; Corona par celle d'Acambaro. Les deux armées étaient encore séparées par un espace de cinquante lieues au moins : chacune d'elle était à peu près égale en force à l'armée impériale. Une idée bien simple devait venir à l'esprit de tout chef militaire digne de ce nom, c'était de ne pas attendre leur jonction, de se précipiter sur l'une d'elles avec toutes les forces réunies, de la battre, puis de se rejeter sur l'autre, dont on serait venu facilement à bout après un premier succès. Il n'y avait pas d'autre chance de salut : si on attendait dans l'inaction que les deux corps eussent fait leur jonction, il devenait de toute impossibilité de les battre jamais. Les troupes impériales n'étaient point capables de vaincre dans la proportion de un contre deux.

Miramon comprit la situation aussitôt. Il insista très vivement auprès de l'Empereur pour qu'on lui permît de tenter la chance des combats. En cas de succès, c'était le salut. Mais Marquez s'y opposa. Marquez jouissait de toute la confiance de Maximilien, qui, jusqu'au dernier moment, continuait ainsi à se livrer à ses pires ennemis : ceux qu'il croyait ses amis et qui ne l'étaient pas. Marquez et Miramon étaient d'ailleurs divisés par une haine profonde, et leur rivalité avait éclaté lors de la nomination de Marquez comme général en chef. Miramon ne pouvait admettre que lui,an-

cien Président de la République, et qui, comme tel, avait élevé Marquez au grade de général, fût obligé de servir sous son ancien subordonné. Maximilien tourna la difficulté en gardant nominalement le commandement en chef, mais l'influence de Marquez n'en demeura pas moins prépondérante. Miramon vit ses conseils méprisés : on resta dans l'inaction. Escobedo et Corona purent faire leur jonction sans être inquiétés, et, le 6 mars, leurs troupes réunies commencèrent l'investissement de la ville.

Marquez avait évidemment obéi à un mobile personnel en conseillant Maximilien comme il l'avait fait. On se rappelle le bruit qui courait à Mexico au moment de son départ, bruit que M. Dano avait rapporté au Maréchal, et qui dépeignait Marquez comme désireux de revenir dans la capitale. On ne se trompait point. Quelques jours ne s'étaient pas écoulés que le chef d'état-major persuadait à son souverain qu'il serait bon qu'il allât chercher du renfort, et, pour cela, qu'il sortît de Queretaro avant que l'investissement fût plus étroit. Maximilien, aveuglément confiant, accorda à Marquez l'autorisation que celui-ci sollicitait. Bien plus, il lui permit d'emmener 1,200 cavaliers, les meilleurs qui se trouvassent dans l'armée. C'était peu, s'il fallait faire une trouée par la force, c'était beaucoup pour une simple escorte.

Marquez et ses 1,200 cavaliers passèrent à travers les lignes ennemies. Ni les uns ni les autres ne devaient revenir.

Le départ de Marquez ne désorganisait pas seulement la défense de Queretaro; sa présence à Mexico devait encore désorganiser le gouvernement établi par

l'Empereur à son départ, car Marquez n'était pas parti sans s'être fait donner des pleins pouvoirs et il emmenait avec lui le lieutenant-général Vidaurri, destiné à remplacer M. Lares.

On s'était lancé dans les aventures : il semblait qu'on cherchât les plus incohérentes et les plus funestes.

CHAPITRE II

Siège de Queretaro, d'après une relation inédite. — Reddition de la place. — Le colonel Lopez. — Marquez à Puebla, puis à Mexico.

Nous ne ferons point ici une narration du siège de Queretaro. Nous possédons une relation de ce siège écrite par un ex-capitaine trésorier au 1er bataillon de ligne de l'Empereur, nommé Schmidt, qui s'y trouva mêlé, comme on le verra par le récit même qu'il en fait. Certains passages ont été revus et rectifiés par le colonel Becker, ex-chef d'état-major de Marquez. C'est, en quelque sorte, la déposition de deux témoins que nous présentons au lecteur.

SIÈGE DE QUERETARO

1867

Le 10 février 1867, le général Mendez reçut l'ordre d'abandonner Morelia et tout le Michoacan avec sa brigade et de venir à Mexico.

Le 13, la brigade, composée de : 1er bataillon de ligne de l'Empereur, 2e, 3e et 12e bataillons de ligne, bataillon de la Barca, 4e et 5e régiments de cavalerie, escadrons de la Barca et Patzcuaro, de la batterie mixte d'artillerie, quitta Morelia; en passant à Celaya, elle fut renforcée par les troupes du colonel Quiroja, les bataillons de Celaya et de Maravatio et plusieurs contre-guerillas.

Le 22, la brigade arrivait à Queretaro, où se trouvait l'Empereur, qui était également parti de Mexico le 13 février. Il avait emmené avec lui le général Marquez, un escadron des hussards hongrois, le régiment des dragons de l'Impératrice, 1er et 2e régiments de cavalerie de la frontière (Vidaurri), les bataillons de Cazadores et Tiradores, garde municipale de Mexico, 7e bataillon de ligne, escadron des Fijos de Mexico et de Valle de Mexico, 2 batteries d'artillerie de montagne et une batterie de campagne.

Le 19, l'Empereur était arrivé à Queretaro, où se trouvaient les généraux Miramon et Castillo, rentrés après l'expédition de San-Jacintho et de la Quemeda.

Il trouva également à Queretaro le général Mejia, qui, le 3 février, avait été attaqué par les troupes de Carbajal.

L'Empereur ne devait séjourner avec ses troupes que quelques jours seulement à Queretaro; son intention était de marcher contre l'une des deux armées républicaines qui convergeaient vers Queretaro: l'une venant du nord par San-Luis Potosi, l'autre de Morelia par Acambaro.

« Lorsque Maximilien était parti de Mexico, il avait laissé Lares comme lieutenant de l'Empire et lui avait donné l'ordre le plus sévère de lever les contributions nécessaires pour remettre à Queretaro jusqu'à un demi-million de piastres. En quittant la capitale, l'Empereur

prit avec lui tout ce qu'il y avait dans le Trésor : 47,000 piastres.

« Peu de jours après notre arrivée à Queretaro cette petite somme était épuisée, et rien que des promesses du ministre des Finances Campos arrivaient. Il répugnait à l'Empereur d'avoir recours aux *prestamos forzosos*, et ce fut là la première cause du retard dans les opérations offensives. Cependant, le 26 février, un *prestamo* de 150,000 piastres fut décrété, et, chose rare au Mexique, le 1er mars, la presque totalité de cette somme avait été versée sans aucune contrainte.

« Nous aurions donc pu marcher le 2 (même avant le recouvrement s'il n'y avait eu les scrupules de Maximilien de vouloir tout payer comptant, pour faire voir aux Mexicains la différence entre les impériaux et les républicains ; — toujours la pose pour la galerie !) Le 2, Corona sortait d'Acambaro ; Escobedo se trouvait sur la route de San-Luis à quelque vingt-cinq lieues de Queretaro, chacun avec 10 à 12,000 hommes de mauvaises troupes. Entre les deux, à Guanajuato, se trouvait Antillon avec 3,000 hommes ; mais il était trop éloigné de l'un et de l'autre pour relier les deux colonnes.

« L'Empereur aurait facilement pu emmener avec lui 8,000 hommes avec 40 pièces. C'étaient les meilleures troupes que le Mexique a jamais vues. Le succès ne pouvait donc pas être douteux, si l'on s'était porté d'abord sur l'une et ensuite sur l'autre des deux colonnes ennemies, profitant de nos lignes intérieures.

« Que se passa-t-il dans le Conseil de guerre du 1er mars ? Plus tard chacun essaya de se disculper et de jeter la faute sur les autres. En tout cas, quels qu'en soient les détails, il est hors de doute que la rivalité entre Marquez, chef de l'état-major, et Miramon fut la vraie cause de la résolution d'attendre. Quoi ? Personne ne sut

le dire; le fait est que nous restâmes dans l'inaction, malgré les rapports *très détaillés et très exacts* que nous reçûmes au Cabinet du mouvement convergent de l'ennemi.

« Enfin, le 5, vers le soir, Corona s'établit avec son corps d'armée sur la route de Celaya, à 8 ou 10 kilomètres de la ville, et quelques heures plus tard le corps d'Escobedo alluma ses feux sur les hauteurs de San-Gregorio, à côté de la route de San-Luis.

« A partir du 4, tout mouvement offensif devenait trop risqué, et, le 6, il était impossible [1]. »

L'armée républicaine était commandée par le général de division Mariano Escobedo.

Nous étions assiégés dans une place avec des barricades non achevées et quelques travaux passagers insignifiants, où les ressources étaient très restreintes. L'armée assiégée était forte de 9,400 hommes avec 44 canons, et l'ennemi comptait à cette date 22,000 hommes, de l'artillerie, des munitions et des vivres en quantités plus que suffisantes. Bientôt (le 13) l'ennemi coupa l'aqueduc qui conduit l'eau dans Queretaro : il ne restait donc à la population et à l'armée assiégée que les citernes, qui furent bientôt mises à sec, et la rivière, que l'ennemi gardait, quoique assez mal, sur la rive gauche.

On s'occupa alors à compléter les fortifications de la ville. Le quartier général s'était établi au Cerro de las Campanas, la nuit du 5 au 6, où une batterie avait été construite; le 13, il s'établit au couvent de la Cruz.

Le 12 mars, une reconnaissance fut dirigée sur la guarita de San-Pablo, où quelques coups de fusil furent échangés.

« Du 6 au 12, l'ennemi restait dans sa position pre-

1. Les passages entre guillemets ont été ajoutés au récit de Schmidt par le colonel Becker.

mière, appuyant son flanc droit sur les hauteurs qui longent la route de Celaya au sud, et son flanc gauche sur celles de San-Gregorio. Mais dans la nuit du 12 au 13, il fit un changement de front portant son aile gauche sur les hauteurs qui dominent le couvent de la Cruz et d'où part l'aqueduc qui porte l'eau à la ville; le gros de l'aile droite prit position sur les hauteurs à l'ouest de la route de San-Luis, gardant celle de Celaya par des postes sans importance. Le centre de la position des républicains était donc les hauteurs de San-Gregorio.

« La nuit même, nos postes avancés rendirent compte du mouvement de l'ennemi, et dès ce moment nous attendions l'attaque, qui n'eut lieu que le 14. »

Le 14, la brigade de réserve était établie à la Cruz, détachant quelques compagnies vers la Alameda; cette brigade était composée de: 1er bataillon de ligne de l'Empereur, 3e bataillon de ligne, bataillons de Cazadores et Tiradores, garde municipale, dragons de l'Impératrice et 4e de cavalerie. La ligne s'étendant de la Alameda à Casa Blanca et venant se relier au Cerro de las Campanas était occupée par le 2e de ligne, bataillon de Celaya et Tiradores de la frontera. La ligne partant du Cerro de la Campanas, passant au pont et se reliant à la Cruz était occupée par le 7e et le 12e de ligne, les bataillons de la Barca et de Patzcuaro.

« Mejia restait avec la cavalerie à Casa Blanca. Miramon commandait toute l'infanterie et avait établi son quartier- général au Cerro de las Campanas. »

A 9 heures et demie du matin, l'ennemi attaqua la position de la Cruz par un feu d'artillerie très vif : le panthéon en avant du cimetière de la Cruz n'avait pas été occupé. Cette négligence impardonnable permit à l'ennemi de s'emparer de ce point d'une importance capitale et d'où il vint canarder nos soldats sur l'azotea du cou-

vent. Malgré le feu nourri de nos hommes, nous perdions énormément de monde; notre position était fortement compromise. Alors le lieutenant-colonnel Rodriguez, à la tête de trois compagnies du 1er bataillon de l'Empereur, sortit par une brèche dans le cimetière, fit charger à la baïonnette l'ennemi, le repoussa vigoureusement et se rendit maître du panthéon. Cette charge nous coûta une vingtaine d'hommes tués, 40 et quelques blessés, le colonel Rodriguez blessé grièvement et 1 capitaine tué.

« Au même instant l'ennemi tourna le couvent et apparut avec deux bataillons à l'entrée de la ruelle qui entre à la Cruz par derrière. Il n'y avait plus de réserve; Marquez se jeta, avec son état-major et une cinquantaine d'hommes ramassés au hasard, sur lui, l'arrêta, et, une pièce de montagne ayant été tirée à bras par les officiers, le fit reculer par un coup de mitraille. »

L'ennemi, voyant que ses bataillons étaient forcés d'abandonner la Cruz, envoya une autre colonne qui vint attaquer à la Alameda. Pendant que cette nouvelle colonne se dirigeait vers nos tranchées, le général Mejia, à la tête de la cavalerie, sortait par la guarita de Celaya, tombait sur cette colonne et chargeait vigoureusement l'ennemi, qui rentra dans ses retranchements.

A 1 heure et demie de l'après-midi, l'affaire était terminée. Nos pertes avaient été de 35 hommes tués, 100 et quelques blessés, 3 officiers blessés et 4 tués. Nous avions pris à l'ennemi 2 pièces de montagne, 1 pièce rayée, 50 prisonniers dont 2 officiers parmi lesquels se trouvait un capitaine américain.

« Des rapports dignes de foi présentèrent la position de l'ennemi, après l'échec du 14, très critique déjà dans la nuit du 15. Il avait perdu en tout près de 3,000 hommes dont les deux tiers déserteurs. Je suis encore persuadé

que si l'Empereur s'était décidé à en profiter, et à attaquer le 15, à l'aube, nous aurions eu un nouveau succès ce jour, quoiqu'il n'y avait guère la même chance de le rendre décisif qu'avant le 4.

« Malheureusement le 15 et le 16 se passèrent en discussions, et seulement ce jour-ci Miramon reçut l'ordre d'attaquer San-Gregorio, le 17, à la pointe du jour.

« Quelles qu'en soient les causes, les troupes *n'étaient pas encores prêtes* à 6 heures et demi. Le jour était survenu et le mouvement fut contremandé. Le 20, nous reçûmes la nouvelle que l'ennemi devait faire passer un convoi, à 4 heures du matin le 21, de la route de Celaya sur celle de San-Luis.

« Une sortie fut commandée, mais, de nouveau, les troupes étaient en retard. Arrivées sur les lieux à 5 heures et demie, elles ne trouvèrent qu'une voiture embourbée, et se consolèrent en faisant une razzia de bétail à San-Juanico, hacienda près de la route de Celaya.

« Bref, en tout et partout, manque complet de commandement suprême et rivalité entre les généraux Marquez, Miramon et Mendez. »

La famine commençait à se faire sentir, la ration était réduite pour la troupe, les fourrages manquaient pour les animaux et nos munitions diminuaient.

L'Empereur envoya alors le général Marquez à Mexico. Il partit le 22 à 11 heures du soir, emmenant avec lui la cavalerie du colonel Quiroja, le 5e de cavalerie et quelques fractions de corps de cavalerie, environ 1,200 chevaux.

L'Empereur, l'envoyant à Mexico, lui avait donné l'ordre de s'y rendre dans le plus bref délai, de ramener de suite à Queretaro le régiment de hussards hongrois, la gendarmerie, l'infanterie, toute l'artillerie rayée, les pièces de siège et un million de piastres, de ne lais-

ser à Mexico que 1,000 à 1,200 hommes pour garder la ville en attendant que les troupes de Puebla pussent se rendre à Mexico pour l'occuper. Le général Marquez devait être de retour à Queretaro au plus tard le 6 avril.

Le 24, dans la matinée, on aperçut l'ennemi qui se formait en bataille sur les hauteurs du Cimatario, en face de la Alameda. Une forte colonne d'infanterie républicaine soutenue par un feu très vif d'artillerie attaqua notre ligne et s'élança avec beaucoup de résolution sur la Alameda malgré le feu de quelques pièces d'artillerie de la place. Le général Mendez, à la tête du 2e bataillon de ligne, la reçut par une décharge presque à bout portant et s'élança sur elle à la baïonnette. Cette colonne est bientôt repoussée ; mais, prise en queue par notre cavalerie qui était sortie de la place, elle regagna avec peine le Cimatario en souffrant d'immenses pertes. (Ces troupes libérales qui n'avaient pas encore combattu appartenaient aux divisions Riva Palacio et Martinez.) A peine cette colonne était-elle repoussée, qu'une autre descendait aussi rapidement sur la Casa Blanca, dont elle s'empara ; mais, dès qu'elle en eut pris possession, le général Mendez arriva avec la même troupe et les délogea après un sanglant combat.

Le 1er avril, nous fîmes une sortie de la place. L'ennemi surpris à 4 heures du matin au Cerro San-Gregorio, nous abandonna 2 obusiers, des projectiles, des chevaux et des armes, plus de 200 hommes de *los Supremos Poderes*. Plusieurs déserteurs de la légion étrangère furent reconnus par des officiers français. Ils furent passés par les armes comme déserteurs de l'armée française pris dans les rangs de l'ennemi.

Le 11, une attaque fut dirigée sur la guarita de Mexico. Elle avait pour but de s'emparer de cette guarita pour pouvoir correspondre avec Mexico et faciliter le pas-

sage à certains courriers envoyés à Mexico avec des dépêches pour le général Marquez, duquel on ne recevait aucune nouvelle. Nos troupes furent reçues par un feu meurtrier et furent obligées de se retirer ; mais le colonel Rodriguez, commandant le bataillon de la garde municipale, parvint à ranimer ses hommes et marcha de nouveau contre l'ennemi. Après quelques pas en avant il reçut une balle en pleine poitrine. Nos troupes, voyant leur chef tué, continuèrent un instant à charger, mais, vivement repoussées par les troupes républicaines, elles regagnèrent avec peine nos retranchements et en éprouvant de grandes pertes.

Le 27 avril fut pour l'armée Impériale la journée la plus glorieuse de tout le siège de Queretaro. Ce fut l'attaque du Cimatario.

Un faible aperçu sur la position topographique du Cimatario est nécessaire pour se rendre à peu près compte de l'attaque.

Situé à quelque distance de Queretaro, au pied de la Cuesta China (côte frisée) et au sud de la ville, il a une inclinaison favorable ; le sol est fortement accidenté de pierres rocailleuses dans une partie de son étendue et assez facile à parcourir dans l'autre partie. Il domine la campagne en tous sens, prête une grande défense naturelle aux soldats qui l'occupent et un énorme désavantage à ceux qui l'attaquent.

Le 27 avril, à 4 heures du matin, les troupes sous les ordres du général Miramon étaient disposées pour l'attaque de la formidable position du Cimatario. Elles se composaient de 1,000 chevaux et 2,000 fantassins protégés par notre première ligne du périmètre fortifié, par 3 batteries d'artillerie de campagne ; de plus, les troupes qui sortirent de la place furent appuyées sur leur flanc gauche par le général chef d'état-major Severo Castillo,

qui, à la tête des 3e et 12e bataillons d'infanterie et de 4 pièces de campagne, entra en ligne par la gauche de la première, débordant en même temps l'hacienda de Callegas, située à 500 mètres de nos ouvrages de fortification jusqu'à la partie est de la place.

Les troupes commandées par le général Castillo avaient l'importante mission d'enlever de vive force l'hacienda de Callegas, où elles devaient ensuite se prolonger jusqu'au pied de la Cuesta China, pour empêcher l'ennemi de porter secours à la ligne du Cimatario.

Les troupes d'infanterie et de cavalerie furent placées sous les commandements suivants :

L'avant-garde, composée de bataillons de cazadores et de tiradores, général Pantaleon Morett ;

La colonne d'attaque: 2e bataillon de la garde municipale, 14e bataillon de ligne et bataillon de Celaya, général Ramon Mendez ;

La réserve : 1er bataillon de ligne de l'Empereur et 7e bataillon d'infanterie, colonel Ignacio Garcia ;

La cavalerie : 1er, 2e et 4e régiments et celui de Valle de Mexico, général Ignacio Guttierez.

Le mouvement commença à 5 heures du matin.

Dans la combinaison du plan d'attaque, on devait enlever par surprise les ouvrages que les assiégeants avaient établis à l'extrême droite de leur 3e parallèle ; mais notre mouvement fut découvert, et l'ennemi ouvrit le feu sur la colonne d'avant-garde. Les bataillons s'élancèrent vigoureusement sur les ouvrages, les enlevèrent ainsi que 3 obusiers de montagne.

Alors, l'avant-garde, les colonnes d'attaque et la réserve continuèrent leur marche avec rapidité dès la surprise des ouvrages de la droite.

La colonne de cavalerie, le général Guttierez en tête, se mit en mouvement, et, prenant la tête de colonne,

prit une direction oblique sur la droite pour attaquer la gauche de l'ennemi. Au même moment, le général Castillo s'était établi à la gauche de notre 1re ligne.

Les 4 batteries de la place, placées en batterie sur le Cimatario, commencèrent un feu nourri qui protégea efficacement le mouvement de l'infanterie lancée à l'attaque.

Les ouvrages à portée de notre 1re ligne furent abandonnés par les assiégeants. Le général Morett, avec l'avant-garde, continua sa marche sur le Cimatario par la droite de l'ennemi, et le général Mendez, fit face à celui-ci avec la colonne d'attaque.

C'est alors que commença la retraite des assiégeants, qui battaient en retraite en désordre à mesure que nos troupes avançaient sur eux.

Notre colonne arrivait à la moitié de la distance qui existe de l'extrême droite des parallèles de l'assiégeant à l'hacienda de Jacales, lorsque Sa Majesté sortit de la place accompagnée du général Ramirez de Arellano et arriva sur le champ de bataille. Il fut chaleureusement accueilli par nos soldats. Le général Miramon lui demanda la permission, qui lui fut accordée, de faire replier les troupes sur la ville et de reprendre les lignes de défense.

Ce mouvement s'exécutait, lorsque sur le Cimatario se présentèrent des tirailleurs de la cavalerie ennemie. On détacha immédiatement une faible force impériale pour aller reconnaître celle qui paraissait sur la position où l'ennemi venait d'être dérouté. L'Empereur dirigea en personne cette reconnaissance, en s'exposant à un grand danger. Les tirailleurs, qui avaient apparu, précédaient un renfort de 4,000 cavaliers armés de carabines à 8 et 16 coups. Cette force reconnue, l'Empereur fit exécuter la rentrée des troupes impériales dans la place, mouvement qui se fit non sans de grandes souffrances pour

nos soldats, qui l'exécutèrent sous le feu meurtrier des carabines ennemies.

22 pièces d'artillerie, 600 prisonniers, des armes, une quantité de vivres de toutes sortes furent les trophées de ce beau fait d'armes.

Les troupes républicaines qui défendaient le Cimatario étaient ainsi composées :

1er, 2e, 4e et 6e bataillons de ligne de Jalisco, tiradores et cazadores de Jalisco, 1er de Colima, 1er, 3e et 5e du Michoacan, cazadores de Morelia, 2e de Morelia, 1er de Queretaro, Fijo de Guadalajara, bataillon de Sinaloa et Tepie et 6e de cavalerie de Colima.

Le 1er mai, nous fîmes une sortie sur l'hacienda de Callegas ; elle fut de peu d'importance.

Le 3, une sortie de la place fut dirigée pour la deuxième fois sur le Cerro de San-Gregorio. Nos bataillons furent lancés dans les retranchements des troupes républicaines ; mais ces dernières se reformèrent à quelque distance, attendant les nôtres, qu'elles reçurent par une décharge meurtrière et presque à bout-portant. Les troupes impériales tinrent bon un moment ; mais le feu de l'ennemi était tellement vif, qu'elles se replièrent sur la ville en éprouvant de grandes pertes.

Le 5, à 9 heures du soir, l'ennemi tenta une attaque au Pont ; ce point était le plus faiblement gardé par nous. L'attaque fut vive de la part de l'ennemi, il pénétra jusque dans nos retranchements intérieurs ; mais les bataillons de la garde municipale et de cazadores envoyés pour renforcer cette ligne parvinrent à repousser l'ennemi de l'autre côté de la rivière.

La famine continuait à se faire sentir ; le pain, la farine et le maïs étaient complètement épuisés depuis plusieurs jours. La seule nourriture dans la place était seulement du cheval et du mulet ; des fouilles avaient

été faites dans toutes les maisons dans le but de découvrir quelques vivres, mais sans résultat. La position devenait de plus en plus critique. Nos malades et nos blessés, dans les hôpitaux, manquaient de nourriture; beaucoup de médicaments faisaient également défaut; la mortalité augmentait chaque jour. Nos soldats se décourageaient et la désertion commençait dans nos rangs; on comptait déjà une moyenne de 15 à 20 hommes par jour passant à l'ennemi.

Le 13, il fut décidé par l'Empereur que le général Mejia ferait un appel à la population, que les volontaires qui y répondraient seraient armés pour garder les tranchées et que la troupe ferait une sortie sur l'ennemi afin de rompre le siège.

Le 14, eut lieu la réunion d'un conseil de guerre composé de l'Empereur, des généraux Miramon, Mejia, Castillo et Mendez et du colonel Miguel Lopez, major-général des tranchées commandant la brigade de réserve et la ligne de la Cruz. Dans ce conseil, il avait été décidé que, le 15 à 4 heures du matin, les troupes sortiraient de la ville, se dirigeant sur les guaritas de Mexico et de Celaya et sur le Cimatario ; que, dans le cas où l'ennemi ne résisterait pas à l'attaque, on le poursuivrait, et que, dans le cas contraire, les troupes impériales marcheraient sur Mexico ou se retireraient dans la Sierra.

Le 14, au soir, les ordres avaient été donnés, nos troupes étaient prêtes pour l'attaque.

Le général Mendez devait prendre avec lui le détachement de gendarmerie et quelques hommes de cavalerie afin de former une escorte particulière pour protéger la sortie de l'Empereur, en forçant la ligne ennemie. Le général Mendez m'avait donné l'ordre de me joindre à lui et m'avait ordonné de monter le 15, à 3 heures du matin, au poste de la Cruz, afin de voir le colonel Lopez,

pour lui demander le lieu où l'escorte devait se joindre à l'Empereur. Je fis selon les ordres que j'avais reçus ; je trouvai le colonel Lopez sur la place de la Cruz ; lui ayant rendu compte de ma mission, il me répondit : « Vous pouvez aller dormir tranquille, et dites au géné- « ral que la sortie n'a pas lieu aujourd'hui, qu'elle est « ajournée à demain ». Je me rendis près du général, qui parut fort étonné en apprenant que l'attaque n'avait pas lieu, puis j'allai au quartier de la gendarmerie donner l'ordre de desseller les chevaux.

Les motifs qui ont empêché l'attaque d'avoir lieu le 15 sont ceux-ci : le 14, au soir, le colonel Lopez se rendit près de l'Empereur où se trouvaient réunis les généraux Miramon et Mejia ; il se présenta disant que l'attaque était impossible pour le 15, attendu que toutes les armes n'avaient pu être distribuées aux volontaires et que cette distribution ne pourrait être terminée que le lendemain ; que, de plus, un officier de l'armée libérale venant de l'ennemi assurait que les assiégeants devaient évacuer le lendemain matin. Cet officier, d'origine belge, fut amené devant l'Empereur et affirma que l'évacuation devait en effet avoir lieu.

Il fut alors décidé par l'Empereur que l'attaque serait remise au 16, si l'ennemi n'avait pas abandonné. Le général Mejia insista cependant près de l'Empereur pour qu'elle ait lieu le 15, comme il avait été décidé la première fois. S. M. refusa.

Après avoir été rendre compte de ma mission au général Mendez, je rentrai chez moi à 4 heures du matin et me couchai afin de me reposer un instant. A 5 heures et demie, mon ordonnance entra dans ma chambre, me disant : « Levez-vous, mon capitaine, l'ennemi est dans « la place : la Cruz a été livrée ». Je me refusai à le croire, mais, entendant tirer, je me levai et donnai l'or-

dre de seller mon cheval; pendant ce temps, je me rendis sur la place San-Francisco, distante de chez moi d'environ 300 mètres: je vis de suite qu'elle était occupée par des troupes républicaines ainsi que la tour de l'église. Quelques coups de fusil furent dirigés sur moi. Je me rendis en toute hâte chez moi, je montai à cheval, et, suivi de mon ordonnance, je me dirigeai par les rues détournées au Cerro de las Campanas, où je pensais trouver l'Empereur et des troupes. J'y arrivai en même temps que S. M., qui était accompagnée des généraux Mejia et Castillo, du prince de Salm-Salm et du 4e de cavalerie. Nous nous arrêtâmes au haut du cerro, ne connaissant encore rien de ce qui s'était passé dans l'intérieur de la ville. Un instant après, arriva le régiment des dragons de l'Impératrice, commandé par le colonel Gonzalez. L'Empereur lui demanda alors s'il avait vu le général Miramon : il lui répondit qu'il venait d'être blessé en cherchant à réunir de nos troupes et qu'il était entré dans une maison. Pendant ce temps, la ligne ennemie se resserrait du côté du cerro, toutes les batteries faisaient feu sur nous, une seule route restait encore à peu près libre. Mais l'Empereur refusa de partir, disant qu'il restait, dans la crainte que les officiers qui étaient déjà prisonniers soient fusillés.

Nous demeurâmes encore dans cette anxiété environ une demi-heure. Alors, voyant que tout était perdu, l'Empereur s'adressa au général Mejia, lui demandant si l'on pouvait toujours tenter un passage pour gagner la Sierra. Mejia, après avoir examiné scrupuleusement toute la ligne ennemie, lui dit : « Sire, sortir est im-« possible ; mais si vous l'ordonnez nous marcherons, je « suis prêt à mourir. »

L'Empereur, prenant la parole en français, se tourna vers les 25 ou 30 officiers français réunis autour de lui :

« Merci, Messieurs. Je vois avec plaisir que parmi vous « il y a de nobles cœurs; car aux derniers moments « vous ne m'avez pas abandonné et vous êtes tous réunis « à moi et m'êtes restés fidèles; j'avais juré de ne ja « mais capituler, mais aujourd'hui j'y suis forcé afin de « pouvoir vous sauver. »

S'adressant de nouveau à Mejia, il lui donna l'ordre l'envoyer parlementer pour demander à l'ennemi les conditions qu'il imposait pour notre reddition. Une demi-heure après, nous nous rendions à discrétion. L'Empereur demanda seulement la vie sauve pour ses officiers, disant que lui seul était responsable et payerait de sa personne si une seule goutte de sang devait être versée.

A la prise, les troupes impériales étaient fortes de 7,000 hommes et les troupes républicaines de 41,000 hommes. Ce chiffre a été constaté par les listes de revue du 1er mai.

Le général Riva Palacio fut désigné pour venir prendre l'Empereur et ceux des officiers qui l'accompagnaient. Nous fûmes conduits à la Cruz; l'Empereur et les généraux furent mis dans une salle, et les autres officiers dans l'église du couvent.

Là, nous eûmes connaissance de la manière dont l'ennemi était entré à la Cruz.

M. Albert Hans, sous-lieutenant d'artillerie, commandait une pièce dans l'intérieur du cimetière de la Cruz. Le colonel Lopez vint lui donner l'ordre de faire retirer sa pièce de l'embrasure, il lui fit ensuite diriger la bouche dans la direction de la Cruz, puis il lui dit qu'un bataillon de l'ennemi était derrière et attendait que le passage fût ouvert pour entrer, car il venait se rendre avec ses armes. Une fois la pièce retirée, les bataillons de *los Supremos-Poderes*, commandés par le général Velez, entrèrent et firent immédiatement prisonniers tous les

officiers qui se trouvaient à leur portée et entrèrent immédiatement dans l'intérieur du couvent. Ces bataillons furent immédiatement suivis par d'autres troupes, qui furent placées par le colonel Lopez aux tranchées de la Cruz et jusqu'à la place San-Francisco. Lorsque l'Empereur fut prévenu que la Cruz était occupée par l'ennemi, il sortit de sa chambre, accompagné du général Castillo, mais les sentinelles lui barrèrent le passage; survint alors le colonel libéral Rincon Gallardo, qui donna l'ordre de laisser passer, disant : « Je connais « ces messieurs, ils ne sont pas militaires, ils peuvent « sortir ». Il les accompagna lui-même jusque de l'autre côté du couvent. En descendant la rue de la Cruz, l'Empereur rencontra le colonel Lopez, qui courait à cheval; il lui demanda ce qu'il y avait de nouveau. Lopez lui répondit : « Sire, cachez-vous, nous sommes perdus; je « vais voir ce qu'il y a et si je puis réunir quelques hom- « mes pour nous sauver ».

Une fois enfermés à la Cruz, nous apprîmes par les officiers de l'armée libérale que, depuis plus de 15 jours, le colonel Lopez était en correspondance avec le général en chef Mariano Escobedo, que ce dernier avait plusieurs fois reçu l'ordre, du Président de la République, d'abandonner Queretaro, mais qu'il ne l'avait pas fait parce qu'il était en train de traiter avec le colonel Lopez pour l'achat de la place.

Nous étions environ 600 officiers prisonniers, parmi lesquels nous étions 61 Français.

A minuit, on vint nous annoncer que, par ordre du Président, seraient passés par les armes, le lendemain matin, depuis l'Empereur jusqu'au grade de capitaine inclusivement et tous les officiers étrangers. Le général Escobedo envoya une supplique au Président à San-Luis Potosi, demandant une commutation de peine. Cinq jours

après, nous apprîmes que nous étions condamnés à deux ans de travaux forcés.

Le 18 mai, à minuit, le général Ramon Mendez fut arrêté et exécuté le 19, à 8 heures du matin.

Le 9 juin, on forma différents détachements des officiers prisonniers pour être conduits sur différents points de l'intérieur. Les lieutenants et sous-lieutenants étrangers furent envoyés à San-Luis Potosi.

Je fis partie d'un détachement de 50 capitaines (dont 6 français) envoyés à Zacatecas, où nous arrivâmes le 23; nous fûmes enfermés à la prison avec les criminels et mis à la chaîne. Nous étions confondus avec les bandits. Nous adressâmes une pétition au Gouverneur de l'État (le général Anza), lui demandant de vouloir bien prendre en considération notre position de prisonniers de guerre, le priant de nous accorder un couvent ou une caserne pour prison, promettant de pas tenter de nous évader. Enfin cinq jours après, nous quittâmes nos chaînes et la prison, et fûmes incarcérés dans une caserne, sous la garde d'un bataillon d'infanterie.

Pendant tout le temps qu'a duré notre détention, c'est-à-dire du 15 mai au 13 décembre, le gouvernement ne nous a donné absolument rien, ni solde, ni vivres. Messieurs les négociants français de Zacatecas sont seuls venus à notre secours pour nous nourrir et nous vêtir. Lorsque, le 13 décembre 1867, nous fûmes mis en liberté, le gouvernement nous donna l'ordre de quitter le territoire, et le gouverneur nous obligea à quitter Zacatecas le lendemain matin. Nous reçûmes des Français de l'argent pour notre route. Nous nous présentâmes au gouverneur de San-Luis Potosi, qui devait nous indiquer le port sur lequel nous devions nous diriger. Je fus envoyé à Matamoros. Je partis de San-Luis avec un convoi de marchandises. Je me présentai le 17 jan-

vier 1868 au gouverneur de Matamoros, qui me remit un passeport. Je passai à Brownsville (Texas), où les Français me donnèrent des secours pour payer mon passage jusqu'à Galveston, où je trouvai M. Fauconnet, vice-consul de France, qui me donna le passage et une lettre pour M. Godaux, consul général de France à la Nouvelle-Orléans. J'obtins alors les secours du Consulat, et m'embarquai le 13 mars. En arrivant à la Havane, étant malade, je fus mis à terre. Je me présentai à M. le consul de France, qui me fit embarquer le 19 avril, à bord du courrier français qui me ramena en France.

SCHMIDT,
Ex-capitaine trésorier
au 1er bataillon de ligne de l'Empereur.
sergent-major au 1er régiment de zouaves.

On voit que le narrateur ne met point en doute la trahison du colonel Lopez; c'est du reste l'opinion de tous ceux qui ont été acteurs dans ce drame [1] et l'on peut dire l'opinion générale. Cependant, depuis quelques années, divers documents mis au jour donnent de la conduite de Lopez une autre explication; le colonel des dragons de l'Impératrice n'aurait fait, en s'entendant avec Escobedo, qu'exécuter les ordres de Maximilien, lequel, se voyant dans l'impossibilité absolue de prolonger la résistance, aurait voulu éviter ainsi les horreurs d'un dernier assaut. Un récit de Juan de Dios Arias, des phrases ambiguës du livre publié sur ces événements par le Docteur Basch faisaient pressentir la vérité; depuis, dans un rapport,

1. Consulter à ce propos le livre fort intéressant et rempli de détails de M. Albert Hans: *Queretaro, souvenirs d'un officier de l'Empereur Maximilien.*

rédigé peu de temps avant sa mort, Escobedo déclarait que Lopez n'avait pas trahi, mais avait au contraire fidèlement exécuté les ordres de Maximilien ; enfin, le confesseur de l'empereur, le P. Soria, interrogé sur ce qu'il pensait de Lopez, a répondu : « Le colonel Lopez n'a fait que ce qui lui a été commandé [1]. »

Quant à Marquez, sur le retour duquel on avait compté pour dégager Queretaro, il n'était pas revenu. Après avoir poussé une pointe jusque vers Puebla, qui venait de tomber au pouvoir de Porfirio Diaz, il était rentré à Mexico. Là, voyant la cause de Maximilien perdue, il ne songea plus qu'à se soustraire à ses ennemis. Il remit le pouvoir au général Tavera et disparut, on n'a jamais su comment. Toujours est-il qu'il se retrouva, six mois après, sain et sauf à la Havane.

1. Lopez a trouvé un défenseur dans M. Iglesias ; voici à ce propos ce que dit M. Emile Ollivier, dans le tome X de *l'Empire libéral*: « La dissertation de M. Iglesias, aussi remarquable par la sagacité des aperçus que par la force et la clarté des arguments, a détruit définitivement la légende de la trahison de Lopez. Seulement je ne pense pas qu'il faille y substituer celle de la trahison de Maximilien envers ses généraux. La mission dont fut chargé Lopez était d'un prince humain mais faible qui ne sait pas imposer sa volonté. Maximilien n'a trahi personne : il a empêché un épouvantable holocauste inutile (p. 488). »

CHAPITRE III

Dernières illusions de Maximilien. — Mendez fusillé. — Instructions du gouvernement mexicain à Escobedo. — L'Empereur demande des défenseurs. — Cour martiale. — Sentence de mort prononcée le 14 juin 1867.

Maximilien avait lutté moins longtemps que Marquez, et Queretaro s'était rendu bien avant Mexico. Dans cette nuit du 14 au 15 mai, pendant laquelle les Juaristes avaient pénétré dans la place, la confusion avait été terrible. Les assiégés, démoralisés, sans points de ralliement, sans chefs même, ne pouvaient opposer aucune résistance : ils étaient entourés par un cercle de fer et de feu.

Maximlien, dit Juan de Dios Arias, dans le récit qu'il a laissé de ces événements, comprit alors que tout était terminé. Il fit arborer auprès de lui un pavillon blanc : il donna l'ordre de faire cesser le feu ; il demanda à parlementer, et envoya deux ou trois de ses aides de camp à la recherche du général en chef de l'armée victorieuse pour lui annoncer qu'il se rendait.

Les parlementaires rencontrèrent sur leur chemin les généraux Ramon Corona et Aureliano Rivera, qui, en

apprenant ce dont il s'agissait, firent également suspendre le feu et en donnèrent avis au général Escobedo, occupé alors à visiter la ligne d'attaque.

Avant son arrivée, une troupe impériale située au pied du Cerro se rendit, sous la protection d'un pavillon blanc, au point où se trouvait Corona, et un des officiers qui la commandait s'approcha du général pour lui dire que Maximilien désirait lui parler.

Corona se rendit donc, en compagnie du général Cortina et de son état-major, au lieu où l'attendait l'archiduc, et celui-ci lui dit *qu'il n'était plus Empereur, attendu qu'il avait abdiqué ce titre à Mexico devant son conseil de gouvernement.*

Corona lui répondit poliment qu'il ne pouvait point être question de cela dans un pareil moment, mais qu'il lui promettait qu'il ne courait aucun risque, non plus que les individus qui se trouvaient auprès de lui.

Escobedo, suivi de son état-major, arriva quelques instants après. Maximilien fit quelques pas en avant pour le recevoir; puis, après un salut grave, mais poli, il lui manifesta l'intention de lui parler en particulier. Le général fit retirer sa suite, et se prépara à entendre ce que le prince avait à lui dire.

Il s'agissait de la proposition qu'il avait déjà faite par l'intermédiaire de Lopez.

— Me permettez-vous, dit-il, que, sous la garde d'une escorte, je me rende à un point quelconque de la côte où je pourrais m'embarquer pour l'Europe? Je promets sous la garantie de mon honneur de ne jamais remettre les pieds au Mexique.

— Il m'est impossible, répondit laconiquement Escobedo, de vous accorder ce que vous me demandez.

— Puisqu'il en est ainsi, répliqua Maximilien, vous ne permettrez pas, je l'espère, qu'on m'insulte, et vous me

traiterez avec la considération due à un prisonnier de guerre.

— Vous êtes en effet mon prisonnier, répondit Escobedo.

Après ces quelques mots, le prince détacha son épée et la présenta au général, qui la fit recevoir par le chef de son état-major.

Les généraux de Maximilien se rendirent en même temps...

On ne les traita pas tous en prisonniers de guerre: on ne pouvait pardonner à Mendez les représailles exercées par lui contre Arteaga et Salazar. On s'empara du général, on le conduisit dans les fossés de la ville, et on le fusilla séance tenante, sans jugement. C'était un brave, qui s'était dévoué corps et âme au parti clérical, et qui l'avait servi avec une constance et une abnégation héroïques.

Escobedo, heureux de son succès qui mettait fin à l'Empire et par suite à la guerre, télégraphia aussitôt à Juarez, prudemment resté à San-Luis de Potosi. Il lui adressait même « ses félicitations pour cet important triomphe des armées nationales ».

Le lendemain il adressa au ministre de la Guerre une nouvelle dépêche contenant les détails de son entrevue avec Maximilien.

Hier, au moment de se rendre prisonnier, Maximilien m'a fait les déclarations suivantes :

1° J'ai envoyé mon abdication dans la première moitié du mois de mars dernier. La copie de cet acte, certifiée et contresignée par le ministre, se trouve parmi les papiers qu'on m'a pris au couvent de la Cruz. L'original a été envoyé au président dn Conseil d'État, M. Jose-M. La-

cunza, avec ordre de le publier aussitôt que je tomberai légalement prisonnier.

2° S'il est nécessaire qu'il y ait quelque victime, que je sois au moins la seule.

3° Je désire que mes domestiques et ma suite soient bien traités, car ces gens-là m'ont servi avec loyauté dans les périls et l'instabilité de ma situation.

Il m'a déclaré aussi que son unique désir était de quitter le Mexique, et qu'il espérait qu'on lui donnerait une escorte pour le conduire au lieu où il devrait s'embarquer. Je lui ai répondu que je ne pouvais moi-même lui rien accorder, que je pouvais seulement faire part de ses intentions au gouvernement suprême, et je le fais ainsi pour qu'il dicte à ce sujet les ordres qui lui paraîtront les plus convenables.

Maximilien, on le voit, faisait preuve jusqu'au bout d'une naïveté allant presque jusqu'à l'inconscience. « S'il était nécessaire qu'il y eût quelque victime », disait-il, il demandait à être la seule, mais il ne pensait point que cela fût nécessaire. La guerre était terminée, il était vaincu et prisonnier de guerre : que ferait-on de lui? On l'embarquerait dans un port quelconque et on le renverrait en Europe ; c'était là le seul dénouement qu'il envisageait, et, pour le faciliter, il avait pris, alors qu'il luttait encore, une mesure vraiment enfantine, qu'il considérait comme très importante : il avait envoyé son abdication pour le cas où il succomberait.

Quelle valeur avait une semblable abdication? Il fallait supposer ses adversaires gens bien simples, ou portés à une extraordinaire mansuétude, pour croire qu'ils se contenteraient d'un pareil simulacre de

soumission. On ne tarda pas à le lui faire voir, et ce qu'il considérait comme son salut devint bientôt un nouveau chef d'accusation. Dans son interrogatoire, on ne manqua pas en effet de lui reprocher d'avoir « abdiqué le faux titre d'Empereur en s'y prenant de telle sorte que les effets de cette abdication n'en devraient pas ressortir au moment où il la signait, mais quand il serait vaincu, c'est-à-dire quand il serait obligé de déposer ce titre usurpé, non par un effet de sa volonté, mais par la force des choses. »

Le gouvernement mexicain n'entendait point faire le généreux. L'âpreté de la lutte dans les derniers moments, l'insistance de Maximilien à la continuer après le départ des Français, les résolutions prises par lui et envoyées à Miramon, le 6 février, dans cette lettre tombée au pouvoir de ses ennemis, toutes ces causes faisaient taire la pitié dans le cœur de Juarez et de son entourage, de par leur nature d'ailleurs peu enclins à la clémence.

Dans une longue lettre adressée à Escobedo le 21 mai, le ministre de la Guerre lui donnait les instructions les plus sévères au sujet du sort réservé à Maximilien et à ses deux complices, les généraux Miramon et Mejia. La loi qu'on invoquait contre eux était celle du 25 janvier 1862, « définissant les crimes contre l'indépendance et la sûreté de la nation, contre le droit des gens, contre les droits individuels, la paix publique et l'ordre ».

Le ministre rappelait ensuite tous les actes commis par Maximilien, qui se changeaient en autant de crimes : c'est le sort des vaincus dans ces sortes de luttes de devenir des criminels, puisque le succès

seul donne, sinon le droit, du moins la faculté de s'en passer.

Il ajoutait : « L'article 28 de la loi mentionnée ci-dessus dispose que le châtiment dont elle frappe les coupables peut leur être infligé sur la simple constatation de leur identité, lorsqu'ils sont pris en flagrant délit ou dans un engagement de guerre. Comme ces deux circonstances se rencontrent à la fois dans le cas présent, la notoriété des faits suffisait pour nous donner le droit d'agir conformément à cet article de la loi... »

Néanmoins le gouvernement préférait recourir à l'appareil judiciaire, et décrétait que le procès serait poursuivi conformément aux articles 6 à 11 de la loi du 25 janvier 1862.

Les interrogatoires commencèrent bientôt.

Maximilien se défendait mal par cela seul qu'il se défendait. En effet, dans sa bouche, quelle défense était possible? Il n'avait que ceci à dire : « Je suis venu au Mexique, appelé par le vœu de la nation pour y fonder une dynastie. J'ai fait mon devoir comme Empereur. Vous m'avez combattu, je suis vaincu. Vous êtes mes adversaires : je ne vous reconnais pas pour mes juges. Je suis à votre merci : disposez de mon sort, comme vous l'entendrez, puisqu'aussi bien vous avez la force pour vous. Quant à discuter avec vous, je ne saurais le faire : ne reconnaissant point votre juridiction, je ne vous reconnais que le droit de m'assassiner. »

Un pareil langage n'eût point aggravé une situation perdue d'avance. Du moment qu'on le faisait passer en jugement, il n'avait pas l'espoir d'être acquitté

par un conseil de guerre. Sa dignité ainsi était sauve, et cette attitude à la fois noble et dédaigneuse le grandissait.

Mais Maximilien, qui persistait à éloigner l'idée d'un dénouement tragique, cherchait par tous les moyens à augmenter ses chances de salut. N'écrivit-il pas à Juarez même qu'il appelait « Monsieur le Président ? »

Queretaro, 26 mai 1867.

Monsieur le Président,

Je désire m'entretenir avec vous au sujet de certaines affaires graves et très importantes pour le pays. Vous l'aimez trop pour me refuser l'entrevue que je vous demande. Je suis prêt à me mettre en chemin en dépit des souffrances que me causent mes infirmités.

MAXIMILIEN.

Juarez fit répondre par le ministre de la Guerre que l'entrevue demandée ne pouvait avoir lieu à cause de la distance et des délais péremptoires du jugement. La dépêche, adressée à Escobedo, contenait cette phrase dédaigneuse : « Vous lui ferez notifier qu'il lui est loisible de faire constater tout ce qui lui conviendra dans le procès en voie d'instruction ».

Maximilien fit à ses ennemis un bien autre honneur : il demanda des défenseurs, montrant par là même qu'il reconnaissait une défense possible, c'est-à-dire qu'il croyait à l'impartialité et à l'équité de ceux qui allaient avoir à prononcer sur les accusations portées contre lui. Et le choix de ses défenseurs était encore un hommage de sa part au parti

qui le poursuivait, puisque ces défenseurs, MM. Mariano Riva Palacio, Raphaël Martinez de la Torre, Eulalio Ortega et Jesus-Maria Vasquez appartenaient à l'opinion républicaine, et que l'un d'entre eux, M. Riva Palacio, était le père du chef juariste qui qui n'avait jamais cessé de combattre l'Empire, et qui venait de contribuer à lui porter le dernier coup à Queretaro même.

C'est une justice à rendre à ces quatre défenseurs, que, une fois investis de la confiance de l'Empereur, ils s'acquittèrent de leur tâche avec un zèle admirable. MM. Riva Palacio et Martinez de la Torre, qui étaient particulièrement liés avec Juarez, convinrent de se rendre à San-Luis de Potosi pour agir auprès du gouvernement, et pour préparer les voies à la clémence du Président de la République, si, malgré leurs efforts, leurs collègues Ortega et Vasquez, chargés spécialement de la défense sur le terrain juridique, échouaient devant le conseil de Guerre.

Au fond du cœur, pas plus les uns que les autres, ils n'avaient l'espoir d'arracher leur victime aux rancunes, aux haines, aux peurs surexcitées par cinq années de contrainte et de revers. La loi du 25 janvier 1862 était une loi terrible, au nom de laquelle avaient déjà eu lieu tant d'exécutions sommaires! Le soin d'en remettre l'application à un tribunal quelconque n'avait visiblement pour but que de dégager la responsabilité du gouvernement, ainsi que de jouer vis à-vis des autres nations la comédie de la justice.

Cependant les interrogatoires, les préparatifs de la défense avaient exigé diverses remises. Le 12 juin,

le dernier délai accordé étant expiré, le major général fit connaître la composition du conseil de guerre.

Il s'agissait de juger un Empereur et deux généraux. Malgré la notoriété des accusés, malgré le haut grade de Miramon, ancien Président de la République, et de Mejia, la présidence de ce tribunal fut donnée au lieutenant- colonel Platon Sanchez. On lui adjoignit comme juges les commandants Jose V. Ramirez, Emilio Loguero, et les capitaines Ignacio Jurado, Juan Ruida y Auza, Jose Verastegui et Lucas Villagran.

Le 13 juin, les débats s'ouvrirent. Le lieu de réunion était singulièrement choisi : c'était le théâtre d'Iturbide. La cour siégeait sur la scène, coupée par une toile de fond représentant un portique avec une colonnade. Sur la gauche on avait placé des tabourets destinés aux accusés et à leurs défenseurs ; à droite se tenait le lieutenant-colonel rapporteur, M. Manuel Aspiroz. Le public garnissait les loges et les banquettes, comme à une représentation ordinaire. La gravité des débats et surtout le dénouement que chacun prévoyait ou pressentait donnaient seuls quelque grandeur à cette scène, et il ne fallait rien moins que la profonde émotion qui régnait dans l'assemblée pour qu'on ne se crût point à quelque parodie judiciaire.

Au milieu du plus grand silence, les généraux Miramon et Mejia firent leur entrée à neuf heures du matin. L'Empereur avait invoqué son état de santé pour rester à sa prison de Las Capuchinas. Le commissaire du gouvernement s'y transporta, et revint après avoir constaté qu'en effet Maximilien était trop

souffrant pour assister aux débats. On passa outre, et le procès s'engagea en son absence.

La journée du 13 juin fut consacrée tout entière aux plaidoyers. Miramon fut défendu par MM. Jauregui, de San-Luis de Potosi, et Ambrosio Moreno, de Queretaro, Mejia par M. Prospero C. Vega, de Queretaro. Puis MM. Ortega et Vasquez prirent à leur tour la parole, et prononcèrent deux remarquables discours dans lesquels ils s'efforçaient d'atténuer, d'innocenter les actes incriminés de leur illustre client.

Finalement, portant l'attaque sur le seul terrain solide, ils discutèrent le principe même de la loi de 1862, la déclarant incompatible avec l'esprit du parti libéral et les droits de la nation, en ce sens que le vainqueur se faisait juge du vaincu. Puis ils adjurèrent les membres du conseil, « au nom de la civilisation et de l'histoire de sauvegarder la bonne renommée du pays aux yeux des générations futures, qui applaudiront au couronnement de la plus grande des victoires par le plus grand des pardons ».

C'est sur ce mot de pardon que se termina le plaidoyer.

Il était neuf heures du soir. Le président renvoya la suite des débats au lendemain.

Le 14 juin, à huit heures du matin, le Conseil rentrait en séance. Ce jour-là, aucun des trois accusés n'était présent.

Le lieutenant-colonel-rapporteur prit la parole, et prononça un réquisitoire d'une énergie telle que bientôt personne ne conserva de doute sur l'issue du procès.

Il repoussa hautainement la prétention quelque peu naïve, affichée par Maximilien, d'invoquer « *les immunités et les privilèges qui appartiennent en toutes occasions à un archiduc d'Autriche* » ; il rappela le fameux décret du 3 octobre, arme terrible qui se retournait aujourd'hui contre celui qui l'avait si maladroitement forgée. En réponse à une allégation de M. Ortega, il produisit une pièce fort grave contre l'Empereur : c'était le décret par lequel celui-ci organisait, en cas de mort, une régence dont l'effet eût été de perpétuer et son gouvernement et la guerre civile [1]. Enfin, abordant le reproche de n'avoir ni témoignages ni preuves à l'appui de ses accusations, il déclara que tous les faits étaient de notoriété publique, que les accusés avaient été pris les armes à la main, et que leurs crimes, connus du monde entier, n'avaient besoin ni d'être prouvés, ni d'être attestés.

MM. Vasquez et Ortega ripostèrent ; mais que pouvait leur parole?

Le Conseil les écouta néanmoins en silence, puis, quand ils eurent terminé, il se retira pour délibérer.

A onze heures du soir, il rentrait en séance et prononçait un jugement aux termes duquel il déclarait :

Ferdinand-Maximilien suffisamment convaincu des crimes spécifiés dans les 1er, 3e, 4e et 5e parties de l'article premier, 5e de l'article second, et 10e de l'article

1. Ce décret, daté de Queretaro, le 7 mars 1867, nommait, en cas de mort de l'Empereur, régents de l'Empire, MM. Theodosio Lares, Jose-M. Lacunza et le général Leonardo Marquez.

trois de la loi du 25 janvier 1862 contre la nation, le droit des gens, l'ordre et la paix publique ;

Les accusés Miguel Miramon et Tomas Mejia coupables des crimes spécifiés dans les paragraphes 2, 3, 4 et 5 de l'article premier et 5 de l'article second de la même loi, contre la nation et le droit des gens, avec la circonstance d'avoir été tous les trois pris en flagrant délit, dans une action de guerre, le 15 du mois de mai dernier, dans cette même place, cas prévu par l'article 28 de la susdite loi.

En conséquence et conformément aux termes exprès de la loi sus-énoncée, le Conseil condamne les susdits coupables Ferdinand-Maximilien, Miguel Miramon et Tomas Mejia à la peine de mort.

La sentence était impitoyable. Une telle rigueur était-elle justifiée par la nécessité? Nous ne le pensons pas.

Maximilien, implanté au Mexique par la volonté de la France, était resté un étranger sur cette terre étrangère. Loin d'avoir poussé des racines profondes dans le sol, sa royauté éphémère ne tenait à rien, et il avait suffi d'un souffle pour la faire évanouir et disparaître.

Les Français partis, que craignaient Juarez et les républicains d'un prince qui avait eu de quoi gagner la partie et qui l'avait perdue par sa faute? La tentative manquée ne pouvait jamais être renouvelée.

Des esprits plus hauts, des cœurs plus nobles eussent compris cette situation, et, après avoir conquis la gloire du triomphe, se fussent donné le bénéfice de la générosité. Dédaignant d'exercer des représailles contre un ennemi à terre, ils l'eussent conduit

dans quelque port, et, l'embarquant à destination d'Europe, ils l'eussent renvoyé comme un prince sans emploi chez eux.

Certes, l'humanité se fût applaudie d'un tel dénouement, mais quelle humiliation c'eût été pour le descendant de Charles-Quint ! Maximilien, dans son malheur, trouva en face de lui des ennemis qui ne comprenaient que la vengeance brutale et non la vengeance raffinée. En le jugeant digne du dernier supplice, ils le grandissaient comme ils grandissaient son rôle passé. Ils en faisaient une victime digne de pitié et d'admiration, car ils lui permirent ainsi de racheter ses fautes et ses faiblesses en montrant à l'heure suprême le courage et la résignation des âmes fortes.

CHAPITRE IV

Tentatives pour sauver Maximilien. — Décision prise par l'Empereur d'Autriche pour lui rendre son titre d'agnat. — Exécution fixée au 16 juin, puis renvoyée au 19. — Derniers moments. — Lettres de Maximilien au capitaine Pierron, au comte de Bombelles, au baron de Lago. — Souvenir au docteur Jilek. — Entrevue avec Escobedo. — *Le Cerro de las Campanas.*

Maximilien et Miramon reçurent avec courage la nouvelle de leur arrêt de mort. Mejia s'en montra plus frappé. Il avait autrefois sauvé la vie à Escobedo, et il comptait que celui-ci s'en souviendrait.

Sa douleur fut grande en apprenant qu'il lui faudrait mourir, et l'on comprend d'autant mieux l'abattement de son âme que, marié récemment, il chérissait sa jeune femme, ainsi que le fils qu'elle venait de lui donner.

L'Empereur, dans ces derniers moments, retrouva toute sa grandeur d'âme. Il se prépara à la mort en homme résolu qui a fait le sacrifice de sa vie. A côté de lui, Miramon, qui s'était vu souvent sacrifié à Marquez, s'apprêtait à donner à son souverain cette

preuve suprême de dévouement d'accepter son sort sans exprimer ni regrets ni reproches. Et Mejia, lui aussi, réconforté par leur exemple, ne tarda pas à se montrer digne de partager leur mort, en partageant leur courage.

Des êtres dévoués, des cœurs généreux veillaient autour des prisonniers ; les tentatives pour sauver l'Empereur avaient commencé avant la condamnation. Il faut rappeler ici les efforts d'une jeune Américaine, née de parents français, mademoiselle Leclère, mariée au prince de Salm-Salm, laquelle combina un plan d'évasion et mit tout en œuvre pour le mener à bien. Mais les obstacles étaient trop grands : cette hardie entreprise ne pouvait réussir et ne réussit point.

Il serait injuste également de passer sous silence les nobles résolutions de l'Empereur d'Autriche. Certes, il avait bien des griefs contre son frère, mais il les oublia généreusement dès qu'il sut sa vie en danger.

Quand on apprit que l'Empereur Maximilien avait été fait prisonnier, rapporte le comte de Beust dans ses *Mémoires*, notre ministre à Washington demanda immédiatement l'intervention des États-Unis, et de même nous fîmes en sorte que l'Angleterre intervînt. Je fis observer qu'au Mexique on demanderait sans doute une garantie contre son retour, et qu'on en trouverait une dans le fait que les droits d'agnat de la famille impériale, auxquels le duc Maximilien avait renoncé avant de monter sur le trône, lui fussent rendus solennellement. L'Empereur convoqua immédiatement le conseil de famille à cet effet, et l'on put connaître à cette occasion son noble cœur. On a fait tort peut-être à l'archiduc Maximilien et on lui

a prêté des plans qu'il n'a jamais conçus. Mais il est certain qu'il était entouré de mauvais conseillers, et que l'on parlait même dans les cercles les plus élevés du rôle qu'il pouvait jouer en Autriche. L'Empereur n'avait pu oublier qu'un jour, après Sadowa, comme il allait en voiture de Schœnbrunn à Vienne, des cris de : « Vive Maximilien ! » avaient retenti dans la foule ; certaines paroles imprudentes de l'archiduc lui avaient été rapportées : il avait donc bien des raisons de lui en vouloir et de le soupçonner. Cependant l'Empereur n'avait d'autre pensée que de le sauver. Dans le conseil de famille dont je viens de parler, l'un des archiducs exposa franchement les dangers politiques qui pourraient résulter du retour de l'Empereur Maximilien en Autriche si on lui rendait tous ses droits. Mais l'Empereur répondit : « Il s'agit de la vie d'un homme, et cela suffit à me décider. »

Conformément à cette décision, on pria M. Seward d'informer M. Matias Romero, envoyé extraordinaire du Mexique aux États-Unis, que l'Empereur d'Autriche « rétablirait le prince Maximilien dans tous ses droits aussitôt qu'il aurait été mis en liberté ».

Mais avant que cette communication parvînt à destination, il était trop tard. D'ailleurs, connue plus tôt, elle n'eût rien changé à une résolution inflexible.

L'envoyé de la Prusse, le baron Magnus, tenta d'agir sur Juarez et s'efforça de l'apitoyer sur le sort de ses ennemis vaincus. A deux reprises. il écrivit à M. Lerdo de Tejada, le suppliant « , au nom de l'humanité, au nom du ciel », d'épargner la vie des condamnés. Il s'engageait à faire donner par les souverains européens, alliés pour la plupart à Maximilien,

toutes les garanties nécessaires que jamais aucun des trois prisonniers ne remettraient les pieds sur le sol mexicain.

Ses démarches échouèrent. Le ministre de Juarez se retrancha derrière « de hautes considérations de justice », d'autant plus difficiles à combattre qu'elles étaient moins définies, et le moment approcha où la sentence du Conseil de guerre dut recevoir son exécution.

Maximilien, qui s'attendait maintenant à un dénouement fatal, s'occupa de dicter ses volontés dernières. En dehors des legs qui sont connus, son testament devait certainement contenir une partie politique, et renfermer peut-être des révélations sur le rôle joué par lui dans toute cette aventure. Mais ce testament est entre les mains de l'Empereur d'Autriche : il n'a pas vu le jour, et l'on ne sait s'il le verra jamais.

A ce moment, sans qu'on en ait jamais retrouvé l'origine, une nouvelle, d'ailleurs fausse, fut transmise à Maximilien : l'impératrice Charlotte venait de mourir.

— Un lien de moins qui me rattache à la vie, dit-il à son médecin le docteur Basch, qui ne le quitta pas pendant les derniers jours [1].

Et à une lettre au baron de Lago il ajouta ce post-scriptum, qui répétait cette pensée en l'expliquant :

J'apprends à l'instant que ma pauvre femme est déli-

1. Consulter le livre intitulé : *Maximilien au Mexique, Souvenirs de son médecin particulier, le docteur S. Basch*, pour le récit des derniers instants de Maximilien. Il nous a fourni plusieurs des détails qu'on va lire.

vrée de ses peines. Cette nouvelle, tout en brisant mon cœur, est cependant pour moi une immense consolation.

L'exécution était fixée au 16, à six heures du soir. L'Empereur n'avait naturellement point auprès de lui le P. Fischer, qui l'avait poussé à Queretaro, mais qui ne l'y avait pas suivi. Il demanda donc un confesseur, et eut le bonheur de trouver un prêtre digne de ce nom, le P. Soria. Ses devoirs religieux accomplis, il songea à ceux dont le dévouement et la fidélité l'avaient accompagné pendant les jours de sa courte royauté. Au premier rang se trouvaient le comte de Bombelles et le capitaine Pierron, ce dernier qui avait été son secrétaire intime, entre M. Eloin et le P. Fischer, et, pour son honneur, aussi différent de l'un que de l'autre.

Voici les lettres qu'il leur écrivit :

Queretaro, 15 juin 1867.

Mon cher capitaine Pierron,

A ma dernière heure, je pense à votre bonne amitié si cordiale et aux services que vous m'avez rendus avec tant de loyauté. Je profite de ces derniers instants pour vous envoyer un suprême adieu : je veux vous remercier de nouveau de votre franchise, de votre attachement, et du dévouement que vous m'avez montré en toute occasion.

Cet épanchement est cher à mon cœur.

J'espère que vous conserverez mon souvenir après ma mort, et je fais des vœux pour que vous viviez heureux et tranquille.

N'oubliez pas celui qui a été jusqu'à son dernier soupir

Votre tout affectionné,

MAXIMILIEN.

Queretaro, 16 juin 1867.

Mon cher comte de Bombelles,

Mon cœur ressent le besoin de vous exprimer une fois encore, par ce peu de lignes tracées à la hâte, ma reconnaissance la plus sincère et la plus vive pour l'inaltérable amitié ainsi que pour le touchant dévouement que vous m'avez prouvés avec tant d'affection, pendant le cours entier de ma vie si agitée.

Dites en mon nom à tous mes fidèles amis, que vous connaissez mieux que personne, que je les salue de tout mon cœur. Dites-leur que, toujours fidèle à l'honneur, je n'ai jamais agi que selon mon devoir et ma conscience, et qu'après une longue et pénible défense, la trahison seule me livra aux mains de mes ennemis.

Ma brave armée m'a fidèlement prêté son assistance. Sans provisions et sans munitions suffisantes, elle a tenu une place ouverte contre un ennemi sept fois plus nombreux qu'elle pendant soixante-douze jours. Je ne saurais assez louer la valeur héroïque de tous mes généraux officiers et soldats.

En vous pressant contre mon cœur encore une fois, mon fidèle ami, je reste

Votre très affectionné,

MAXIMILIEN.

La journée du 16 s'avançait. Maximilien, ses dispositions prises, se retrouva avec Miramon et Mejia : tous trois reçurent la communion.

L'Empereur était calme, presque souriant. Il n'eut pas un mot de récrimination ou de colère contre ceux qui l'avaient condamné.

— Je puis vous assurer, disait-il au docteur Basch,

que mourir est plus facile que je ne me l'étais imaginé. Je suis tout à fait prêt.

Il ajouta:

— Vous vous rendrez à Vienne pour parler du siège à ma mère, aux miens: vous leur raconterez mes derniers jours... Dites à ma mère que j'ai rempli mon devoir comme soldat et que je suis mort en bon chrétien.

Cependant le temps s'écoulait, et l'heure approchait où l'on viendrait prendre les condamnés pour les conduire au supplice. Résignés à leur sort, ils souhaitaient maintenant ce moment plus qu'ils ne le redoutaient. Déchus de toute espérance, ils préféraient en finir au plus tôt avec les angoisses des derniers préparatifs et des instants suprêmes.

Tout à coup, le colonel Palacios pénètre dans la prison, un télégramme à la main. C'est l'ordre de Juarez de renvoyer au 19 l'exécution: « Il jugeait convenable, disait il, de laisser aux condamnés le temps nécessaire pour régler leurs affaires ».

— C'est dur, dit simplement Maximilien, car j'en avais fini avec le monde.

Cette mesure, en effet, si elle n'était pas le prélude d'une grâce prochaine, devenait, volontairement ou non, un raffinement de supplice. La mort est peu de chose à côté des angoisses qui la précèdent, et ces angoisses, les condamnés, qui venaient de les éprouver dans toute leur horreur, allaient donc avoir à les subir soixante-douze heures de plus.

Ce répit rendit quelque espoir aux défenseurs: MM. Ortega et Vasquez adressèrent aussitôt à leurs confrères de San-Luis de Potosi cette dépêche:

Queretaro, 16 juin 1867.

Les trois accusés s'étaient confessés et avaient communié lorsqu'est arrivé l'ordre de suspension. Ils étaient donc morts déjà moralement à cette heure où ils attendaient qu'on vînt les chercher pour les exécuter. Il serait horrible de leur donner une seconde fois la mort mercredi, alors qu'ils l'ont subie une première fois aujourd'hui.

Vains efforts, vaines illusions. Juarez, qui refusait de recevoir madame Miramon pour « éviter une entrevue pénible » surtout pour lui, Juarez et Lerdo de Tejada se maintinrent dans la ligne inflexible qu'ils avaient adoptée.

Le 17, Maximilien écrivit au chargé d'affaires d'Autriche à Mexico une lettre qui témoigne de son courage et de sa résignation :

Queretaro, dans la prison de Las Capuchinas, 17 juin 1867.

Cher baron de Lago,

J'en ai fini avec le monde ; mes tout derniers vœux ne concernent plus que ma dépouille mortelle, qui sera bientôt délivrée des souffrances, et ceux qui me survivront. Mon médecin, le docteur Basch, fera transporter mon corps à Vera-Cruz. Il ne sera accompagné que de deux domestiques, Gull et Tudos.

J'ai ordonné qu'on conduise mon corps sans pompe et sans accompagnement solennel à Vera-Cruz, et que, sur le navire qui doit porter mon corps en Europe, on ne fasse aucune cérémonie extraordinaire. J'ai attendu la mort avec calme, et je veux jouir aussi du calme dans le cercueil.

Vous ferez en sorte, cher baron, que, sur l'un des deux navires de guerre, le docteur Basch et mes deux domestiques qui prennent mon corps sous leur garde, soient transportés avec lui en Europe. Là-bas je veux être enterré à côté de ma pauvre femme.

Si la nouvelle de sa mort n'était pas fondée, on devra déposer mon corps dans un lieu quelconque jusqu'à ce que l'Impératrice soit réunie à moi par la mort. Ayez la bonté de faire parvenir les ordres nécessaires au capitaine de vaisseau de Grœller.

Ayez aussi la bonté de faire en sorte que la veuve de mon fidèle compagnon d'armes Miramon puisse arriver en Europe sur l'un des deux navires de guerre. Je compte d'autant plus sur l'accomplissement de ce vœu qu'elle est chargée par moi de se rendre auprès de ma mère, à Vienne.

Je vous remercie encore une fois cordialement des peines que je vous donne, et je reste votre bienveillant

MAXIMILIEN.

Il n'avait point oublié, non plus, le vieil ami, le confident de ses incertitudes et de ses troubles, dans les situations les plus graves de sa vie ; il songea à envoyer un souvenir au docteur Jilek.

Il n'avait, dans sa prison, aucun objet précieux ; il lui destina un volume dépareillé de l'HISTORIA UNIVERSAL DE CESARE CANTU, *tome V, traduit en espagnol, à Madrid, par Nemesio Fernandez Cuesta.*

Ce livre était le dernier, le seul qui eût occupé ses loisirs pendant sa captivité. Gardé comme une relique par la pieuse et respectueuse affection du docteur Jilek, il porte encore, entre ses pages, de petits signets placés par Maximilien lui-même aux endroits qui

l'avaient plus particulièrement intéressé. Ces passages sont par cela même curieux à connaître : c'est d'abord le chapitre relatif à Charles-Quint, à cet ancêtre dont la pensée l'avait malheureusement poursuivi dans toute son existence ; le chapitre consacré à Luther ; puis le morceau où il est parlé de Camoëns, dont il aimait beaucoup les poésies ; deux autres signets se trouvent au chapitre racontant l'emprisonnement de Don Carlos, fils de Philippe II, et à celui qui contient le récit de la Saint-Barthélemy.

Au verso de la feuille de papier marbré qui sert de garde, en regard du titre, Maximilien a tracé ces quelques mots :

Meinen freunden
Doctor Jilek

MAXIMILIAN.

Queretaro
Gefangniss die Capuchinas
der 17 juin.
1867.

Il avait encore un jour devant lui : il tenta une dernière fois de sauver ses compagnons. Il pria Escobedo de transmettre à Juarez ce télégramme :

Je désire qu'il soit fait grâce de la vie aux généraux Miguel Miramon et Tomas Mejia, qui ont souffert avant-hier toutes les angoisses de la mort, et que je sois, comme je l'ai quand dit j'ai été fait prisonnier, la seule victime.

Puis il écrivit à Juarez une dernière lettre. Il la

data du 19, parce que, suivant ses ordres, elle ne devait être expédiée qu'après l'exécution.

Monsieur Benito Juarez,

Sur le point de subir la mort pour avoir essayé si de nouvelles institutions pourraient mettre un terme à la guerre sanglante qui, depuis tant d'années, désole ce malheureux pays, je donnerai ma vie avec joie, si ce sacrifice peut contribuer à la paix et à la prospérité de ma nouvelle patrie. Profondément convaincu que rien de durable ne peut être fondé sur un terrain arrosé de sang, secoué par les plus violentes agitations, je vous conjure, de la façon la plus solennelle, avec la sincérité que comporte le moment auquel je suis arrivé que mon sang soit le dernier versé. Consacrez à poursuivre le noble but que vous avez visé la persévérance que vous avez mise à défendre la cause que vous venez de faire triompher, persévérance que j'ai reconnue même dans la prospérité. Réconciliez les partis, et rendez, par des principes solides, une paix durable à ce pays.

MAXIMILIEN.

Le 18, à cinq heures du soir, on apporta au prisonnier le refus de Juarez d'accorder la grâce des généraux Miramon et Mejia. Maximilien se mit au lit vers huit heures, et lut, pendant une heure environ, l'*Imitation de Jésus-Christ*, puis il s'endormit.

Vers neuf heures et demie, le docteur Riva pénétra dans la cellule, annonçant la visite d'Escobedo. L'Empereur avait en effet manifesté le désir de voir ce général, sans doute pour recevoir de sa bouche l'assurance que ses dernières volontés seraient exécutées.

L'entrevue ne dura guère qu'un quart d'heure: elle eut lieu sans témoins.

Vers onze heures, Maximilien se rendormit. Il se réveilla à trois heures et demie. Il s'habilla, reçut son confesseur et s'entretint quelques instants avec lui.

Puis le P. Soria célébra la messe, à laquelle assistèrent les trois condamnés. Vers six heures, l'Empereur prit un léger repas, composé de poulet, de pain, de vin et d'une tasse de café. Il remit son anneau de mariage au docteur Basch, et lui recommanda de porter à sa mère le scapulaire qu'il gardait sur lui.

A six heures et demie, le colonel Palacios vint chercher les condamnés, qui montèrent chacun dans une voiture, et le lugubre cortège se mit en marche. Le lieu désigné pour la triple exécution était le *Cerro de las Campanas*.

Durant le trajet, des cris de commisération éclataient, çà et là, parmi la foule. Un spectacle émouvant éveillait la pitié chez cette masse sympathique aux condamnés: la femme de Mejia, son enfant suspendu à la mamelle, suivait le cortège, s'attachait aux roues de la voiture qui emmenait son mari, et criait: Grâce! Et le malheureux Mejia, qui n'avait pas tremblé devant la mort, sentait son courage l'abandonner, en entendant ces cris qui lui prouvaient tant de douleur et tant d'amour.

Quatre mille hommes, sous les ordres du général Diaz de Leon, formaient le carré autour du *Cerro de las Campanas*. Les trois condamnés descendirent de voiture, et se rendirent d'un pas ferme à l'endroit désigné.

A ce moment, Maximilien s'approcha de Miramon, et, l'embrassant, lui dit :

— Un vaillant comme vous a droit à la place d'honneur. Passez à ma droite.

L'Empereur se trouva ainsi entre les deux généraux. Il embrassa également Mejia; puis, promenant son clair regard sur ceux qui l'entouraient, il prononça d'une voix assurée ces paroles :

— « Je vais mourir pour une cause juste : celle de » l'indépendance et de la liberté du Mexique. Que mon » sang termine les malheurs de ma nouvelle patrie ! » Vive le Mexique ! »

Miramon, avec un calme superbe, lut alors quelques lignes qu'il avait préparées et dans lesquelles il repoussait avec indignation l'accusation d'avoir trahi sa patrie :

Mexicains,

Devant le Conseil de guerre, mes défenseurs ont voulu sauver ma vie. Ici, près de la perdre, au moment de comparaître devant Dieu, je proteste contre l'accusation qu'on m'a jetée à la face pour déshonorer mon sacrifice. Je meurs innocent de ce crime. Je pardonne à mes accusateurs, comme je prie Dieu de me pardonner, et j'espère que mes compatriotes, me rendant justice, écarteront cette souillure de la tête de mes enfants. Vive le Mexique ! Vive l'Empereur !

Mejia ne dit rien ; il tenait à la main un crucifix qu'il abaissa...

L'officier commanda le feu.

Une décharge générale suivit aussitôt, et les trois

condamnés tombèrent en même temps. Les coups, tirés presque à bout portant, avaient fait des blessures, toutes mortelles...

Ainsi finit l'aventure mexicaine. Issue d'une grande pensée, elle aboutit à un dénouement sanglant et misérable. L'Europe avait envoyé au Mexique un Empereur et une Impératrice jeunes, beaux, pleins d'espérance, le Mexique lui renvoyait une folle et un cadavre.

Cette simple constatation parle trop haut pour qu'il soit besoin d'en dégager les enseignements, et le seul sentiment que nous voulions exprimer ici, en terminant notre récit, est celui d'une immense pitié, s'adressant à toutes les victimes sans exception de cette période troublée, à cette moisson humaine que coûtent les œuvres des hommes.

APPENDICE

Le gouvernement autrichien, ayant demandé au gouvernement mexicain le corps de Maximilien, se heurta à des refus inexplicables. Il fallut plus de six mois de négociations pour obtenir que le cadavre de ce prince fût remis à l'amiral Tegetthoff, qui le ramena en Europe sur la *Novara* (26 décembre 1867, 16 janvier 1868).

On s'est souvent demandé si l'Impératrice Charlotte avait eu connaissance de la fin tragique de Maximilien. Grâce à l'obligeance de M. Hidalgo, nous pouvons aujourd'hui affirmer que oui. Voici en effet une lettre de la malheureuse femme qui lève tous les doutes sur ce point :

Laeken, 14 mai 1868.

Monsieur Hidalgo,

Ce n'est qu'aujourd'hui que j'ai reçu votre lettre si sentie du 26 février. Je suis reconnaissante des sentiments qu'elle me témoigne avec tant de vérité. Il est impossible que tous les cœurs ne soient pas émus, et plus

encore ceux qui ont été près de lui, par la noble et héroïque fin de l'Empereur, unique par son abnégation comme par la grandeur du sacrifice et l'esprit avec lequel il fut consommé.

Je vous envoie une petite image qui est un portrait de l'Empereur, le drapeau de l'honneur à la main. De l'autre côté, il y a des morceaux choisis par moi, parce que j'y trouve la plus grande ressemblance avec la vie et le caractère incomparable de l'Empereur.

Je reste avec une sincère estime,

Votre affectionnée,

CARLOTA.

Voici les morceaux dont il est parlé:

« Le bon pasteur donne spontanément sa vie pour ses brebis. » S. Jean, cap. X, v. 2. « La mémoire du juste vivra éternellement; il ne craindra pas de mauvais discours des hommes. » Ps. III, v. 6.

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

L'EMPIRE

CHAPITRE PREMIER

Pages.

Mesures de gouvernement. — Nouveaux ministres. — L'*Ère nouvelle*. — Programme conservateur et libéral du nouveau journal. — Instructions de l'Empereur à son ministre d'État et aux préfets. — Commissaires impériaux. — Registres de l'état civil laissés au clergé. — Création d'un Conseil d'État. — Nouveaux exploits de l'armée française. — Le maréchal renvoie une brigade en France. — Elle est remplacée par la légion belge. — Nécessité pour le commandant en chef de diminuer l'effectif suivant le traité de Miramar. — Instructions du maréchal Randon. — Craintes de l'Impératrice Charlotte. — Éloignement des généraux Miramon et Marquez. — Échos d'Europe. — Paroles de l'Empereur d'Autriche au Reichsrath (14 novembre). — Protestation de Maximilien 3

CHAPITRE II

Pages.

Le clergé mexicain. — La question religieuse. — Les biens ecclésiastiques nationalisés. — Origine de ces biens. — Capitaux et valeurs mobilières. — Dangers de ces biens de main-morte. — Mesures prises par le président Comonfort. — Zuloaga rapporte la loi. — Fraudes et simulations découvertes. — Confiscation décrétée par Juarez (13 juillet 1859). — L'intervention française arrête l'effet de ce décret. — Incidents survenus pendant la Régence. — La solution de ces questions remise à la venue de l'Empereur. — Impossibilité de revenir sur les faits accomplis. — Napoléon III conseille une solution analogue à celle donnée en France à la suite de la Révolution. — Maximilien, pour vaincre les résistances du clergé, attend l'appui du Pape. — Il sollicite auprès de la cour de Rome l'envoi d'un nonce. — Lettre de M. Ramirez à M. Aguilar (22 juillet 1864). — Arrivée de Mgr Meglia, nonce du Pape. — Réception solennelle (10 décembre). — Première entrevue. — Lettre de Pie IX à Maximilien. — Propositions de l'Empereur. — Les négociations rendues impossibles. — Entrevue du nonce et du ministre des Affaires étrangères. — Entrevue du nonce et de l'Impératrice Charlotte. — Refus de négocier constaté par écrit. — Lettre de l'Empereur à M. Escudero. — Protestation du nonce. — Riposte du ministre des Affaires étrangères. — Décret du 7 janvier 1865. — Note du nonce à M. Ramirez (19 janvier). — Note de M. Ramirez au nonce (29 janvier). — Départ du nonce. — Envoi d'une mission mexicaine auprès du Pape. — Mesures prises par le gouvernement pour régler les questions religieuses. — Lettre du maréchal Randon prévoyant ces difficultés. (15 janvier 1865). 16

CHAPITRE III

Situation assombrie. — Impressions de l'Impératrice. — Rapports du maréchal Bazaine. — Incident de l'abbé Alleau. — Difficultés financières. — Les fonds provenant du premier emprunt sont rapidement épuisés. — La Banque du Mexique. — Le ministre des Finances, M. Fould, au maré-

Pages.

chal Bazaine. — Mines de la Sonora. — Projet de convention annexe au traité de Miramar. — M. Gwyn. — Lettre de Napoléon III (14 mai 1864). — M. Drouyn de Lhuys au marquis de Montholon. — Le commandant en chef prépare l'occupation de la Sonora (décembre 1864). — Instructions confidentielles données au général de Castagny. — Opposition de Maximilien. 46

CHAPITRE IV

Prolongation de la résistance. — Faits de guerre pendant les derniers mois de l'année 1864. — Correspondance chiffrée du général de Castagny. — Le général L'Hériller nommé commandant supérieur de Mexico. — Le maréchal Bazaine va faire le siège d'Oajaca, défendue par Porfirio Diaz. — Prise de la ville (9 février 1865). — Félicitations envoyées au maréchal par l'Empereur et par l'Impératrice. — Une lettre du roi des Belges. — Note du sous-intendant Friant. — Rentrée du maréchal Bazaine à Mexico (15 février). — La légion autrichienne. — Singulières prétentions de son commandant, le général de Thun. — Porfirio Diaz s'échappe. — Générosité imprudente de l'Empereur. — Décret d'organisation de l'armée (28 janvier). — Division du pays en 50 départements. — Junte de colonisation. — Décrets divers. 66

CHAPITRE V

Questions financières. — Règlements des dettes antérieures. — La *réfaction*. — Réclamations de nos nationaux. — Résistances du gouvernement mexicain. — Ultimatum financier de la France (14 mars 1865). — Instructions secrètes qui l'accompagnent. — Avances faites par le Trésor de l'armée française. — La Banque du Mexique (16 février 1865). — Mission de M. Bonnefons. — Responsabilités du maréchal. — Ses confidences au ministre de la Guerre, maréchal Randon. — Réponse de celui-ci. — Rapports difficiles avec les autorités mexicaines. — Procédés incorrects du ministre de l'Intérieur relevés par le maréchal Bazaine. — Prévisions à ce sujet du maréchal Randon. — Une lettre de M. de Morny. 87

CHAPITRE VI

Pages.

Impressions produites en France par les nouvelles du Mexique. — Paroles de Napoléon III à l'ouverture de la session législative (15 février 1865). — Ses lettres confidentielles au maréchal Bazaine (1er, 15, 31 mars). — Instructions du ministre de la Guerre. — Lettre de Napoléon III du 16 avril. — Bandes de dissidents — Exécution de Romero. — Déchaînement de la Presse. — Arrestation de cinq rédacteurs de journaux. — Ils reçoivent leur grâce de Maximilien. — Protestation du Maréchal. — Effervescence dans le pays. — Troubles à Puebla provoqués par le changement des troupes de la garnison. 99

CHAPITRE VII

Mission du général Woll en Europe. — Le maréchal Bazaine demande l'autorisation de rentrer en France. — Refus du ministre de la Guerre. — Le général Douay revient au Mexique — Le successeur désigné du Maréchal. — Rivalités. — Système de communications quotidiennes, inauguré le 1er mars, entre l'Empereur et le commandant en chef. — Rapport du 28 avril 1865. — Affaires de Tacambaro. — Voyage de l'Empereur. — Le général de Thun choisi pour organiser l'armée mexicaine. — Le général L'Hériller écarté. — M. Esteva remplace au ministère M. Cortez Esparza. — Préfets hostiles — On célèbre à Toluca l'anniversaire de l'attaque de Puebla (5 mai) — Retour de l'Empereur à Mexico. — Nouveau parti. — L'annexion à la la France. — Correspondance du commandant en chef et du ministre de la Guerre à ce sujet. — Mariage du maréchal Bazaine avec Mlle Josefa Pena y Azcarate (26 juin). — Don de l'Empereur à la maréchale. — Second emprunt. — Lettre de M. Fould (31 mai 1865). 114

CHAPITRE VIII

Les États-Unis. — Capitulation des généraux Lee et Johnston. — Prise de Richmond. — Le Maréchal établit deux grands commandements dans le Nord. — Les généraux

Pages.

Douay et de Castagny. — M. de Montholon, nommé à Washington, est remplacé par M. Dano. — Incident. — Hostilités de la presse américaine. — Lettre du maréchal Randon — Lettre de l'Impératrice Eugénie (3 mai 1865). — Mesures prises par le commandant en chef. — Correspondance de France. — Le maréchal Randon au maréchal Bazaine. — Lettre de Napoléon III (24 juin). 144

CAAPITRE IX

Incident aux funérailles du colonel Tourre (5 mai). — Départ de M. Eloin. — Démission de M. de Arrangoiz. — Union des anciens partis contre l'Empire. — Santa-Anna à l'île Saint-Thomas. — Son manifeste du 8 juillet 1865. — Mort de Doblado. — Seconde affaire de Tacambaro. — Joie de l'Impératrice Charlotte. — Le général Brincourt dans l'extrême-Nord. — Note diplomatique remise par M. Bigelow à M. Drouyn de Lhuys (26 juillet). — Appréhensions du gouvernement français. — Lettre confidentielle de Napoléon III au maréchal Bazaine (17 août). — Le maréchal exécute ces ordres. — Impopularité. — Instructions du ministre de la Guerre (31 août). — Armée d'observation à Brownsville et à Brazos. — Le général de Castagny à Durango. — Rapport du général Brincourt. — Lettre de ce dernier (17 octobre). — Minces résultats de tous ces faits de guerre. — Opinion du général Neigre. 155

CHAPITRE X

Mission Langlais. — Accueil fait par le gouvernement mexicain. — Inquiétude des esprits. — Quiétude de Maximilien. — Allocution de l'Empereur à la fête de l'Indépendance. — Les petits-fils d'Iturbide. — Adoption projetée. — Nouvelles militaires. — Juarez quitte le territoire mexicain. — Proclamation de l'Empereur (2 octobre). — Décret du 3 octobre 1865. — Approbation du maréchal Bazaine. — Exécution des généraux Arteaga et Salazar. — Maximilien regrette ces mesures. — Continuation des mauvais procédés du gouvernement mexicain. — Lettre du maréchal au ministre de la guerre. — Indécisions de l'Empereur. — Sa

Pages.
lettre à Napoléon III (20 octobre). — Les *Peones*. — Décret du 1er novembre. 180

CHAPITRE XI

Maximilien demande à réviser le traité de Miramar. — Refus de Napoléon III. — Lettre du maréchal Randon (30 novembre). — L'Empereur se plaint du commandant en chef et le flatte dès qu'il a recours à ses forces. — Siège de Matamoros. — Lettre de Maximilien (2 décembre). — Ses incertitudes. — Embarras de Juarez. — Décret par lequel il perpétue son pouvoir, contrairement à la Constitution. — Le maréchal Bazaine reçoit une nouvelle lettre confidentielle de Napoléon III. — Blâme contre Maximilien. — Voyage de l'Impératrice dans le Yucatan (6 novembre-30 décembre). — Mort de Léopold Ier, roi des Belges. — Allocution de l'Empereur (15 janvier 1866). — Opinion et conseils de M. Jesus Téran. — Réponse de Maximilien. — Résumé des rapports adressés au commandant en chef mis sous les yeux de l'Empereur. — Projet de code civil. — Retour du colonel Dupin. — Incidents à ce sujet. — Protestation du Maréchal approuvée par le ministre de la Guerre. 202

CHAPITRE XII

Sac de Bagdad. — Le Maréchal fait faire de nouvelles avances d'argent par le Trésor de l'armée. — Voyage secret de M. Seward. — Le Maréchal demande une audience, qu'on tarde à lui accorder. — L'Empereur et l Impératrice retournent à Cuernavaca. — Négociations à Washington. — Le marquis de Montholon et M. Seward. — Réponse défavorable. — Lettre de Napoléon III (15 janvier 1866). — Mission du baron Saillard. — Mort de M. Langlais. — Résolutions secrètes de Napoléon III communiquées au maréchal Bazaine (31 janvier). — L'Empire condamné. . . 225

DEUXIÈME PARTIE

LES DERNIERS JOURS DE L'OCCUPATION FRANÇAISE

CHAPITRE PREMIER

Pages.

La lettre du 31 janvier 1866. — Inexécution de la convention de Miramar. — Mission du baron Saillard. — Lettre du Maréchal à Napoléon III. — Changements dans le ministère mexicain. — Continuation de la prépondérance du parti libéral. — Mission belge attaquée par des bandits. — Assassinat du baron d'Huart. — Envoi du commandant Loysel à Paris. — Le maréchal Randon au maréchal Bazaine. — Conseil des ministres à Paris. — Lettre de Napoléon III (16 février 1866). — Nouveau projet de constitution fédérale attribué à l'inspiration de M. le duc de Persigny. — La légion étrangère. — Tergiversations. — Le général Brincourt refuse le commandement de la légion. — Le général Neigre. — Ordre du jour de l'Empereur Maximilien. 243

CHAPITRE II

Conditions mises en 1865 à l'aide financière du Trésor français vis-à-vis du Trésor mexicain. — Avance de 10 millions (janvier 1866). — Instructions de M. Fould à M. Langlais (16 février 1866). — Les bons Jecker. — M. Bonnefons. — Reconnaissance de la créance Jecker fixée à 22,660,000 francs. — Paiement de 12,600,000 francs. — Refus de Maximilien de payer les 10,000,000 restants. — Blâme du gouvernement français. — Le maréchal Bazaine accusé d'avoir favorisé cet arrangement. — Réponse du Maréchal (26 juin 1866). — M. de Maintenant remplace M. Langlais. — M. Lacunza au Maréchal. — Conférence du 1er mai 1866. — « La banqueroute du Trésor ou l'espoir de le sauver. » — Concessions arrachées au Commandant en chef. 268

CHAPITRE III

Services rendus par le corps du génie français. — Désastre à

Pages.

Parras. — Défaites de Regules. — Faits de guerre — Situation précaire du général Mejia à Matamoros. — Projets de Santa-Anna. — Lettre du maréchal Randon au maréchal Bazaine (14 mars 1866). — Quatrième projet d'organisation de l'armée mexicaine. — Retour du commandant en chef (17 mai 1866). — Essai de recrutement de l'armée par voie de tirage au sort. — La marine française dans le Pacifique et dans l'Atlantique. — Contrebande de guerre. — La défense de Vera-Cruz. — Le commandant Cloué. — Sa lettre énergique au général Weitzell 284

CHAPITRE IV

Embarras financiers croissants. — M. de Maintenant succède à M. Langlais. — Le Trésor français ne peut plus faire d'avances. — Le Maréchal prend en maintes circonstances sous sa responsabilité de donner des secours. — L'entourage de l'Empereur continue ses attaques contre le Maréchal. — Le Ministre de la Guerre en informe le Commandant en chef (1er avril 1866). — Napoléon III autorise le maréchal Bazaine à rentrer en France. — Appréhensions du maréchal Randon (14 avril). — L'évacuation officiellement annoncée dans le *Moniteur universel* du 6 avril. — Effet produit par cette nouvelle à Mexico. — Maximilien espère que Napoléon III reviendra sur sa décision. — Inquiétudes des populations. — Nomination de M. Campbell comme ministre des États-Unis auprès de Juarez. — Santa-Anna se rend auprès de M. Seward. — Situation de plus en plus difficile du maréchal Bazaine. — Maximilien se rapproche du Maréchal. — Lettre du 28 mai. — Résistance du Commandant en chef approuvée par Napoléon III et le maréchal Randon. — Les envois de volontaires autrichiens arrêtés par le cabinet de Washington. — Lettre de Napoléon III au Maréchal (15 mai). — Mort de M. Jesus Téran. — Inauguration du chemin de fer de Chalco. — Désastres de la division du Nord. — Reddition de Matamoros (22 juin). — Cas de désertion dans l'armée française. — Répression énergique. — Projet d'une expédition dans le Nord. — Le Maréchal demande une entrevue à l'Empereur. — Refus de l'Empereur 296

CHAPITRE V

Pages.

Mission du général Almonte. — Dénonciation de la Convention de Miramar. — Nouvelles propositions. — Dépêche du ministre des Affaires étrangères. — Copie remise au maréchal Bazaine avec instructions secrètes du ministre de la Guerre. — Le retour du Maréchal ajourné. — Maximilien est atterré. — L'Impératrice seule conserve son sang-froid. — Elle s'offre pour aller en France plaider auprès du gouvernement français la cause du Mexique. — Maximilien prépare pour Napoléon III un long mémoire. — Récriminations contre le maréchal Bazaine et les agents financiers français. — Plaintes contre l'inaction de l'armée française et l'incurie de ses chefs. 323

CHAPITRE VI

Le Maréchal part pour le Nord (2 juillet). — Maximilien offre les ministères de la Guerre et des Finances au général Osmont et à l'intendant en chef M. Friant. — Sa lettre au Commandant en chef. — Cérémonie du 6 juillet. — Émotion de l'Impératrice. — Départ de Mexico. — Puebla. — — Vera-Cruz. — Incidents. — Embarquement sur le paquebot *l'Impératrice Eugénie*. — Marche du Maréchal dans le Nord. — Abandon de Monterey. — Mesures prises en vue de l'évacuation. —Maximilien informe le Maréchal de l'entrée au ministère du général Osmont et de M. Friant. — Réponse du Maréchal. — Convention du 31 juillet 1866. — État de siège décrété dans cinq départements. — Tampico tombe aux mains des Juaristes (1er août). — Reproches immérités de Maximilien. — Défection du général Lozada. — Les bandes de Regules. — Évacuation de Guaymas et de Mazatlan. — Le général Douay demande à rentrer en France. — La légion belge. — Retour du Maréchal à Mexico (26 août). — Mesures violentes du gouvernement mexicain. — Arrière-pensées de l'Empereur Maximilien. 335

CHAPITRE VII

Pages.

Événements d'Europe. — Sadowa (3 juillet 1866). — Arrivée de l'Impératrice Charlotte à Saint-Nazaire (8 août). — Arrivée à Paris. — Napoléon III malade. — Entrevue de Saint-Cloud (11 août). — Refus opposés par Napoléon III aux demandes de l'Impératrice Charlotte. — Départ de Paris (22 août). — Le maréchal Randon au maréchal Bazaine. — Lettre de Napoléon III (29 août). — L'Impératrice Charlotte à Miramar. — Voyage à Rome. — Entrevue avec le Pape. — La folie se déclare. — Le comte de Flandre ramène sa sœur à Trieste. 369

CHAPITRE VIII

Mécontentement du gouvernement français de l'entrée dans le ministère mexicain de MM. Osmont et Friant. — Note du *Journal officiel*. — Lettre du général Colson. — Complications. — Le maréchal Bazaine reste au Mexique. — Dépêche du 13 septembre. — Approbation du ministre de la Guerre. — Événements graves. — Changement d'orientation dans la politique de Maximilien. — Ministère Lares. — Échange de lettres entre l'Empereur et le Commandant en chef. — Arrivée du P. Fischer. — Situation de plus en plus compromise. — Combat d'Ixmiquilpan. — Extraits du rapport du 28 septembre. — L'Empire n'a plus de partisans. — Dangers d'un plus long séjour pour l'armée. — Le maréchal Bazaine à Puebla. — Annonce du retour de l'Impératrice Charlotte 386

CHAPITRE IX

Effet produit sur l'Empereur par l'annonce de la folie de l'Impératrice Charlotte. — Lettres de Maximilien au maréchal Bazaine (20 et 21 octobre). — Départ pour Orizaba. — Démission du ministère. — Note de M. Herzfeld. — Le Maréchal obtient de M. Lares que le ministère reste en fonctions. — L'opinion publique croit à une abdication prochaine. — Maximilien croise à Ayotla le général Castelnau et refuse de le voir. — Arrivée à Orizaba. — Le

Pages.

Dandolo à Vera-Cruz. — Tergiversations. — Dépêche du 31 octobre au Commandant en chef. — Nouvelles résolutions de Maximilien. — Une lettre de M. Eloin. — Lettre de l'Archiduchesse Sophie 404

CHAPITRE X

ission du général Castelnau. — Lettre de Napoléon III au maréchal Bazaine. — Motifs de la mission. — Mémoire de Maximilien. — Lettres du général F. Douay. — Napoléon III donne au général Castelnau les pouvoirs les plus étendus. — Un maréchal placé sous la dépendance d'un général de brigade. — Mésintelligence forcée. — Suspicions réciproques. — Le Maréchal ne pouvait s'en aller d'après les dernières instructions reçues de Paris. — Ordres donnés par lui pour l'évacuation. — L'amiral Mazères. — L'arrivée du général Castelnau rend l'espoir aux ennemis de l'intervention. — Note de MM. T. Lares et Luys de Arroyo (4 novembre). — Réponse du Maréchal. — Le capitaine Pierron à Orizaba. — Lettre de l'Empereur Maximilien demandant des garanties (9 novembre). — Le général Castelnau télégraphie à Napoléon III le départ prochain de Maximilien. — Maximilien refuse de partir. — Note du maréchal Bazaine, du général Castelnau et de M. Dano. — Réponse de Maximilien (18 novembre). — Lettre du 20 novembre. — Conférences d'Orizaba. — Le Maréchal refuse de s'y rendre. — Votes des conseillers appelés par l'Empereur. — Maintien de l'Empire. — Proclamation aux Mexicains 418

CHAPITRE XI

ission Shermann et Campbell. — Dépêches de Napoléon III (4 et 13 décembre). — Malgré l'entente apparente entre le maréchal Bazaine, M. Dano et le général Castelnau, chacun suit une politique personnelle. — Le général Castelnau croit avoir des preuves de la duplicité du Maréchal. — Lettres de Mgr Labastida, de Ramon Tavera et du colonel Kodolich. — Déclaration collective du 8 décembre. — Le Maréchal ne s'y associe qu'à regret. — Extraits de ses rapports politiques au Ministre de la Guerre. — Négociations de

Pages.

M. Dano en faveur d'une entente américaine apprises fortuitement par le Maréchal. — Note de MM. Lares et Marquez aux trois représentants de la France. — MM. Castelnau et Dano à Puebla (20 décembre). — Entrevue avec l'Empereur. — Mouvements de retraite et de concentration accomplis dans le meilleur ordre. — Places remises aux impériaux et abandonnées immédiatement par ceux-ci aux juaristes. — Prise d'Oajaca par Porfirio Diaz. — Obstination de Maximilien. — Établissement de trois grands commandements militaires 443

CHAPITRE XII

Le maréchal Randon au maréchal Bazaine (30 novembre 1866). — Maximilien rentre à Mexico le 5 janvier 1867. — Incident du brouillon de lettre trouvé par hasard et porté au Maréchal. — Protestation de celui-ci avec documents à l'appui. — Lettres de Mgr Labastida, de M. Lares, du colonel Kodolich. — Réponse du maréchal Niel, ministre de la Guerre. — Lettre du général Colson — Conférence du 14 janvier. — Déclaration du Commandant en chef. — Triomphe du parti clérical. — Mesures rigoureuses de Marquez à Mexico. — Affaires de Pedro Garay et du journal *La Patria*. — Nouvelle conférence entre M Dano et M. Lares. — Rupture des relations entre l'Empereur et le quartier-général français. — Le *Dandolo* 467

CHAPITRE XIII

Proclamation du Maréchal (3 février 1867). — Départ de l'armée française. — Le maréchal Bazaine et le général Castelnau quittent Mexico le 5 février, à 10 heures du matin. — Aspect de la ville — Esprit des populations. — Le Commandant en chef à Puebla. — Nouvelles de Maximilien. — Le Maréchal s'arrête quelques jours pour l'attendre. — M. Dano annonce que l'Empereur est parti pour le Nord. — Le Maréchal à Orizaba. — Le 1er mars il est à Vera-Cruz. — Il quitte le dernier le sol mexicain, le 12 mars, sur le *Souverain* 486

TROISIÈME PARTIE

QUERETARO

CHAPITRE PREMIER

Pages.

lien à Mexico. — Marche de Miramon dans le Nord
on entrée à Zacatecas. — Lettre de l'Empereur à
non. — Combat de San-Jacinto. — Proclamation de
uez. — Départ de Maximilien pour Queretaro (13 fé-
). — Sa proclamation de San-Juan del Rio (17 février).
at des forces des impériaux et des juaristes — Entrée
laximilien dans Queretaro. — Enthousiasme de la
lation. — Les ennemis s'avancent en deux corps. —
bedo et Corona. — Rivalité de Miramon et de Marquez.
iaction des impériaux. — Investissement de la ville
ars). — Départ de Marquez pour Mexico (22 mars) . . 501

CHAPITRE II

le Queretaro, d'après une relation inédite. — Reddi-
le la place. — Le colonel Lopez. — Marquez à Puebla,
à Mexico 512

CHAPITRE III

es illusions de Maximilien. — Mendez fusillé. —
actions du gouvernement mexicain à Escobedo. —
pereur demande des défenseurs. — Cour martiale. —
nce de mort prononcée le 14 juin 1867 532

CHAPITRE IV

ves pour sauver Maximilien. — Décision prise par
pereur d'Autriche pour lui rendre son titre d'agnat.
écution fixée au 16 juin, puis renvoyée au 19. — Der-
moments. — Lettres de Maximilien au capitaine

Pages.

Pierron, au comte de Bombelles, au baron de Lago. — Souvenir au docteur Jilek. — Entrevue avec Escobedo. — *Le Cerro de las Campanas* 545

APPENDICE 559

Imprimerie Générale de Châtillon-s-Seine. — A. PICHAT.

ALBIN MICHEL, ÉDITEUR, 22, RUE HUYGHENS, PA

ŒUVRES DE FRÉDÉRIC MASSO

de l'Académie Française

Jadis (1re et 2e séries). 2 vol. in-18.
L'Affaire Maubreuil (mars-avril 1814). 1 vol. in-18.
Jadis et Aujourd'hui (1re et 2e séries). 2 vol. in-18.
Autour de Sainte-Hélène (1re, 2e et 3e séries). 3 vol. in-18.
Sur Napoléon (1re série). 1 vol. in-18.
Petites histoires (1re et 2e séries). 2 vol. in-18.
Au jour le jour, 1 vol. in-18.
Pour l'Empereur (1796-1821) (1re et 2e séries). 2 vol. in-18.
Souvenirs de Maurice Duvicquet, 1 vol. in-18.
Journal de ma déportation, par LAFFONT-LADEBAT. 1 vol. in-18
A l'Arrière (Août-1914-Août 1915). 1 vol. in-18.

CHAQUE VOLUME : 12 fr.

La Vie et les Conspirations du Général Malet, 1 vol. in-8°
Revues d'Ombres. Le prince Murat, etc. 1 vol. in-8°.
L'Académie Française (1629-1793). 1 vol. in-8°.

CHAQUE VOLUME : 15 fr.

ÉTUDES NAPOLÉONIENNES

Manuscrits inédits de Napoléon (1786-1791).
Napoléon dans sa jeunesse (1769-1793).
Napoléon et les Femmes.
Joséphine de Beauharnais (1763-1796).
Madame Bonaparte (1796-1804).
Joséphine Impératrice et Reine (1804-1809).
Joséphine répudiée (1809-1814).
L'Impératrice Marie-Louise (1809-1815).
Napoléon et sa Famille (1769-1821). 13 vol.
Napoléon et son Fils.
Napoléon chez lui.
Cavaliers de Napoléon.
Le Sacre et le Couronnement de Napoléon.
Napoléon à Sainte-Hélène (1815-1821).

CHAQUE VOLUME : 25 fr.

ÉTABLISSEMENTS BURSON, IMPRIMEURS, 117, rue des Poissonniers, PARIS (18e)

To renew the charge, book must be brought to the desk.

TWO WEEK BOOK

DO NOT RETURN BOOKS ON SUNDAY

DATE DUE

Form 7079 3-50 30M S

UNIVERSITY OF MICHIGAN
3 9015 02796 1138

BOUND
OCT 16 1946
UNIV. OF MICH.
LIBRARY